l service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2016

(conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)

BORDEAUX METROPOLE



SUEZ SGAC

SOMMAIRE

1 -	Synthèse de l'année	5
2 -	Présentation du délégataire	41
3 -	L'exécution du service clientèle	111
4 -	L'exécution du service technique	153
5 -	Le développement durable	279
6 -	La gestion durable du patrimoine	345
7 -	Les comptes de la délégation	357
8 -	Annexes	399

1 | synthèse de l'année



1- SYNTHESE GENERALE DE L'ANNEE

1 - ENJEUX ET PERSPECTIVES 9

2 - L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 12

3 - LE CONTRAT ET SES SPECIFICITES 22

3.1 LE PERIMETRE DE LA DELEGATION 23

3.2 LE CONTRAT ET SON EVOLUTION 23

4 - LES CHIFFRES CLES 2016 28

4.1 SERVICE CLIENTELE 29

4.2 SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT 30

5 - LES INDICATEURS DE PERFORMANCE 31

5.1 INDICATEURS ONEMA DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT (DECRET DU 7 MAI 2007) 32

5.2 LES INDICATEURS TAUX DE COLLECTE ET DE RACCORDEMENT 33

5.3 LES INDICATEURS CONTRACTUELS 34

5.4 LES INDICATEURS PROCESSUS 35

5.5 LES INDICATEURS FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDANTES ET REGIES (FNCCR) 39

1 - ENJEUX ET PERSPECTIVES

L'année 2016, est très contrastée en terme de pluviométrie avec un 1er trimestre représentant plus de la moitié de l'année, 506 mm pour 923 mm. En particulier, les deux premiers mois sont très significatifs avec près de 400 mm et ont eu pour conséquence de mobiliser fortement les équipes.

L'Euro 2016, la Fête du Vin, le marathon ont été autant d'événements pour lesquels il a été nécessaire de s'organiser préalablement avec les différents intervenants tant sur les questions logistiques d'accès aux ouvrages qu'aux problématiques de sécurité et de salubrité. Cette organisation anticipée, avec la mise en place de renforts techniques et humains et de procédures adaptées a conduit à faire de ces événements plus que significatifs (plus de 600 000 personnes pour l'Euro) des « non-événements ». Cette situation est sans doute le reflet de la recherche de la satisfaction clients et d'un service performant et discret.

Bien que les conditions estivales 2016 aient été propices aux nuisances olfactives sur Louis Fargue, aucune réclamation durant cette période n'a été déplorée, ce qui valide les efforts conjoints déployés entre délégant et délégataire et tend à confirmer une maitrise de plus en plus forte de la problématique des nuisances olfactives.

L'année 2016 a également été marquée par le déploiement du nouvel extranet RAMSES qui permet de suivre les grands indicateurs du service, les prévisions météorologiques, la sollicitation des bassins, la plateforme Nose, la gestion dynamique, le suivi du milieu naturel… Cette application permet désormais à Bordeaux Métropole d'accéder à une vision du système et du service d'assainissement en quelques clics et ainsi fluidifier la communication, vecteur essentiel de ce travail collaboratif.

Enfin l'année 2016 s'est achevée par la délibération, en décembre 2016, de l'avenant triennal ouvrant les principaux enjeux 2017 suivants :

- ✓ *Le déploiement de la phase 2 de la gestion dynamique devrait permettre de réduire encore de manière significative les déversements au milieu naturel par un contrôle étendu du bassin de collecte de Louis Fargue. Ce nouveau déploiement prévoit l'équipement et le contrôle d'une douzaine de sites supplémentaires. L'ensemble sera connecté au système de Gestion Dynamique pour une régulation globale à l'échelle du bassin de collecte d'ici mai 2018.*

- ✓ *La conduite de projets informatiques : la création d'un outil partagé avec Bordeaux Métropole de gestion de la police spéciale de l'assainissement (suivi des contrôles de la conformité, gestion de la facturation de diverses prestations ou taxes…), une étude et la mise en œuvre de la solution RAMSES Secours, un accompagnement au changement du SIG de Bordeaux Métropole, la sécurisation de la GMAO,...*

- ✓ *La poursuite des efforts pour limiter les nuisances olfactives en particulier sur le quartier en mutation autour de la station Louis Fargue.*

2 - L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

JANVIER

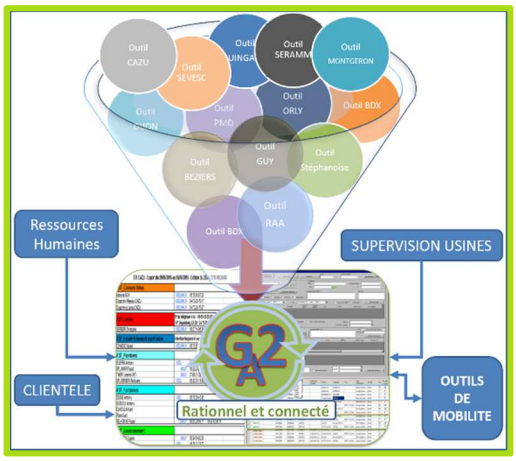
L'EXPERTISE DE LA SGAC RECONNUE



La SGAC a accueilli pendant deux semaines dix représentants de la société nationale des eaux d'Azerbaïdjan pour les former à la gestion d'un service assainissement. L'immersion des 10 personnes accueillies a ainsi permis de balayer les composantes qui permettent d'assurer un service de l'assainissement de qualité : de la sécurité et des conditions d'hygiène, en passant par la gestion des réseaux d'assainissement jusqu'à la gestion des déchets provenant des process de traitement des eaux usées sans oublier la gestion clientèle et la communication pédagogique. La session de formation a également permis de présenter les ouvrages exceptionnels à l'instar du bassin de rétention des eaux pluviales de la Grenouillère ou encore de faire découvrir les technologies éprouvées comme les inspections télévisuelles, la gestion dynamique, le diagnostic permanent et également les techniques de réhabilitation des collecteurs.

FEVRIER

OPTIMISATION DE LA GESTION DES ASTREINTES : UNE DEMARCHE LOCALE DEVENUE PROJET NATIONAL



Le projet national G2A a visé à concevoir et mettre en œuvre un outil unique et intégré dans le logiciel de gestion des interventions couvrant les fonctionnalités nécessaires à l'organisation de l'astreinte réseau et usine pour toutes les Entreprises Régionales de SUEZ Eau France. Un premier projet de travail lancé à Bordeaux a trouvé un écho favorable au sein de 10 autres Entreprises Régionales devenant ainsi un projet national.

G2A, outil unique de gestion de l'astreinte, auquel la SGAC a participé activement, s'inscrit dans la démarche globale d'industrialisation des outils nationaux et apporte une simplification du système d'astreinte en supprimant le fonctionnement actuel de multi-saisie d'informations. Il en résulte une gestion centralisée de l'ensemble des sorties d'astreinte. Depuis fin 2016, G2A est enrichi de plusieurs fonctionnalités, notamment le suivi d'activité en temps réel, la production d'un rapport journalier récapitulant les interventions de la veille et une alerte de dépassement de temps de travail.

UNE PLUVIOMETRIE EXCEPTIONNELLE



Le 1er trimestre a été marqué par une pluviométrie exceptionnelle qui a engendré une hausse des opérations notamment sur le réseau. Cette intensité pluviométrique s'est traduite par une augmentation significative des interventions relatives au système de pompage des collecteurs sur la Métropole. Le nombre moyen d'interventions d'urgence par jour a augmenté de 44% avec des pics de 70 à 80 interventions les 7 janvier, 9 février et 8 mars 2016. Pour répondre à cette demande accrue d'intervention d'urgence, les équipes mobilisées ont été doublées voire triplées lors des journées particulièrement pluvieuses.

MARS

REGARD : UN PROJET DE RECHERCHE PARTICIPATIF

Bordeaux Métropole et le LyRE, centre de recherche de Suez Eau France, mènent conjointement un programme de recherche local sur la pollution des milieux aquatiques par les micropolluants. L'une des originalités du programme réside dans l'implication des citoyens dès le début du projet afin que chaque personne puisse devenir, par son comportement, un acteur de la réduction des micropolluants. REGARD, pour REduction et Gestion des micropolluAnts sur la métRopole borDelaise, est un programme de recherche porté par Bordeaux Métropole qui vise à réduire les rejets de micropolluants (métaux lourds, pesticides, substances pharmaceutiques, PCB…), générés par les activités humaines, dans les réseaux d'eaux usées, pluviaux et dans le milieu naturel. Pour ce programme d'une durée de 4 ans, Bordeaux Métropole s'appuie sur le LyRE qui coordonne un consortium de 9 équipes pluridisciplinaires. Le 24 mars 2016, Bordeaux Métropole et le LyRE ont organisé la première édition du comité « REGARD citoyen sur les micropolluants ». Ce comité, qui a réuni près de 100 personnes d'horizons divers (institutionnels, élus, associations environnementales, de consommateurs…), et a pour vocation de proposer annuellement un point d'étape de la recherche.

Enfin, l'année 2016 a également été celle de la reconnaissance. Le programme de recherche REGARD, a obtenu le prix LFB « Environnement et Santé ». Présidé par le climatologue et Prix Nobel de la Paix 2007, Jean Jouzel, le prix, soutenu par la ministre de l'écologie, a pour objet de récompenser les acteurs de la diminution des rejets des médicaments dans les eaux afin d'optimiser la qualité de l'eau des milieux naturels.



Anne Lise Jacquet, Vice-Présidente de Bordeaux Métropole en charge de l'eau et de l'assainissement, Nicolas Gendreau, Directeur de l'eau, Mélodie Chambolle, Directrice Adjointe du LyRE, centre de recherche SUEZ.

CONTROLE FISCAL A LA SGAC

Un contrôle fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques s'est déroulé du 10 juillet 2015 au 30 mars 2016 pour les exercices 2012 à 2014.Celui-ci a attesté de la très bonne gestion de la société de gestion de l'assainissement de Bordeaux Métropole. Il a porté sur l'ensemble des informations, données et traitements informatiques concourant directement et indirectement à la formation des résultats comptables et fiscaux, à l'élaboration des déclarations rendues obligatoires par le Code Général des Impôts, ainsi que sur la documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exécution des traitements.

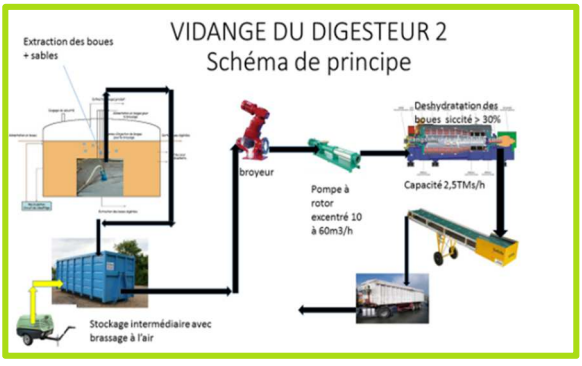
LABORATOIRE LOUIS FARGUE : UN SAVOIR-FAIRE RECONNU



L'expertise du laboratoire a été reconnue, une nouvelle fois, par le groupe SUEZ, à l'occasion des essais interlaboratoires organisés tous les 2 ans. Le laboratoire, arrivé cinquième en 2013, est classé, cette année, second ex-aequo avec un autre laboratoire ! Il confirme ainsi son titre de laboratoire de référence au sein du Groupe. Cette session a réuni 102 structures appartenant au Groupe SUEZ à l'échelle internationale (60 laboratoires internationaux et 42 laboratoires français), du Portugal aux États-Unis en passant par la Chine. L'objectif est d'apprécier la qualité des résultats d'analyses issus des méthodes de mesure utilisées par les laboratoires du Groupe. La comparaison des résultats d'un laboratoire à l'autre, permet d'évaluer leur performance respective et d'établir un classement en matière de service offert. Par ailleurs, le laboratoire, agréé par le Minsitère de l'environnement est confirmé COFRAC suite à l'audit de mars 2016. Cette accréditation valorise la conformité du système qualité du laboratoire mais aussi la compétence du personnel. Plus largement, elle reconnait l'impartialité et l'aptitude à produire des analyses fiables.

AVRIL

REHABILITATION DES DIGESTEURS DE LA STEP LOUIS FARGUE



Les travaux effectués sur le premier digesteur se sont terminés mi-février, suivis, dans la foulée, du remplissage et de la remise en service de l'ouvrage.

L'opération de vidange du second digesteur a été engagée au mois d'avril : la partie liquide des boues, de l'ordre de 3000 m^3 a été déshydratée avec les centrifugeuses de la station, les 2000 m^3 restants, de constitution plus solide, ont été déshydratées par une centrifugeuse mobile adaptée pour ce type de boues. Une ventilation dédiée a été mise en œuvre au niveau de la bache intermédiaire entre le digesteur et la centrifugeuse mobile. Les boues déshydratées n'ont pas été mélangées à celles de la production normale de la station d'épuration afin d'éviter tout éventuel risque de contaminiation lié à la pollution aux PCB subie en 2015. Les opérations de vidange ont duré 2 mois pour permettre les travaux d'étanchéité et de chaudronnerie. Au total, ces travaux de réhabiltation auront duré cinq mois avec une remise en service de l'ouvrage en novembre 2016.

JUIN

LE LYRE FETE SES 5 ANS !



Une centaine de collaborateurs (régionaux et nationaux), partenaires et acteurs de l'innovation présents pour cette journée rythmée de table-rondes…

Le 30 juin dernier, Le LyRE, centre de recherche et d'innovation de SUEZ Eau France, réunissait l'ensemble de ses acteurs et partenaires pour échanger sur la : ***Recherche et l'innovation sur l'eau au service des métropoles et des territoires***. L'occasion de célébrer les 5 ans de son activité ainsi que l'Accord-Cadre qui le lie avec l'Université de Bordeaux. Implanté sur le campus universitaire de Bordeaux, le LyRE initie, soutient et coordonne des projets de recherche associant universités, entreprises et institutions, publiques ou privées.

Le LyRE et les partenaires présents lors de cette rencontre, ont échangé sur leur objectif commun d'innover dans la gestion quantitative et qualitative de l'eau, pour limiter l'impact des métropoles sur leur environnement. Ils ont témoigné de leur collaboration avec le LyRE et donné une vision positive de la recherche et de l'innovation, tournées vers l'avenir. Les projets coordonnés par le LyRE peuvent être de portée locale, nationale ou internationale.

L'EXTRANET RAMSES



Le 9 juin, lancement du nouvel extranet lors d'une Revue mensuelle assainissement. Il est accessible via les smartphones et depuis un PC. Les informations disponibles se déclinent en 4 volets :

- La plateforme Nose : Panache d'odeurs, fonctionnement des ouvrages de la station d'épuration. ;
- Ramses 3.0 : prévisions météo (température, précipitations…), images radar de l'intensité de pluie, mesures des différents marégraphes, taux de remplissage des différents bassins de retenue d'eaux pluviales et enfin trafic de la rocade.
- La Gestion Dynamique : indicateurs clés, courbes de débit, stockage…
- Les milieux naturels : suivi de qualité des eaux via les Sirènes.

Il offre aussi la possibilité de consulter les données sur un pas de temps de 70 jours en arrière. Il permet également de visualiser des données prévisionnelles (modèles de prédiction sous forme de graphiques et de cartes).



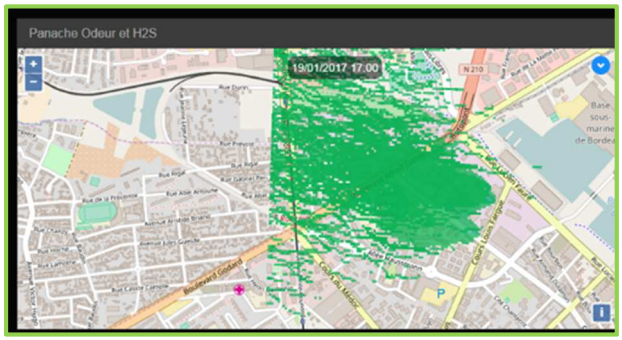
EVENEMENTS SPORTIFS 2016 : UNE ANTICIPATION EXEMPLAIRE

Le service de l'assainissement s'est mobilisé en amont des grands événements qui ont jalloné l'année 2016 : le marathon de Bordeaux au mois d'avril et l'Euro de football au mois de juin ainsi que la Fête du vin. Cette anticipation des événements en partenariat avec l'UGORA (Unité de Gestion Opérationnelle des Risques et Astreintes de Bordeaux Métropole) a permis d'évoquer les différents cas de figure nécessitant des interventions et aussi bénéficier d'accès facilités pour se rendre sur les ouvrages du service.

ETE

L'ETE 2016 : LA BAISSE DES NUISANCES OLFACTIVES

Les équipes de Bordeaux Métropole et de la SGAC ont mis en place un plan d'actions alliant études et tests afin de diagnostiquer et évaluer les différentes mesures pour réduire les nuisances olfactives. Les sources olfactives ayant été identifiées, il s'agit désormais d'engager des actions pour chacun des sites. Aussi l'été dernier, un ensemble de mesures ont été mises en œuvre afin de prévenir le phénomène de nuisances olfactives estivales : réglage des registres au niveau des densadegs, mise en fonctionnement d'un seul sécheur, température de séchage abaissée, régulation des boues (texture homogène et alimentation réduite). Toutes ces actions ont porté leurs fruits et ont réduit considérablement les odeurs. "L'audit " NOSE" a mis en évidence des zones générant des odeurs en particulier au niveau du bâtiment de prédégrillage. Une etude d'amélioration de la ventilation de ce local sera menée en 2017 afin de compléter le plan d'action."



La plateforme Nose avec panache d'odeurs.

SEPTEMBRE

FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE : LES INITIATIVES LOCALES A L'HONNEUR

Au travers du fonds de développement durable, l'entreprise, aux côtés de Bordeaux Métropole et des collectivités, soutient et valorise les acteurs du territoire. En 2016, au terme d'un processus de sélection au sein du conseil d'administration et de validation auprès de Bordeaux Métropole, ce sont 9 projets qui ont été retenus sur les 30 dossiers reçus. Les projets locaux sélectionnés mêlent protection de l'environnement et de la biodiversité, pédagogie et social. Les structures bénéficiaires sont issues des communes de Bassens, Bordeaux, Talence Gradignan, Pessac et St Médard-en-Jalles. Le 7 septembre dernier, les lauréats se réunissaient autour de Anne-Lise Jaquet, vice présidente en charge de l'eau et de l'assainissement de Bordeaux Métropole, des représentants de chaque projet. Pour l'année 2017, une nouvelle édition de l'appel à projets va être lancée.



Les bénéficiaires du fonds développement durable reçus au Parc du Bourgailh à Pessac en présence de Anne-Lise Jacquet et Grégoire Maës.



7EME EDITION DES JOURNEES DU PATRIMOINE

Les 17 et 18 septembre, pour la 7ème année consécutive, Suez Eau France, la SGAC et Bordeaux Métropole ont co-organisé des visites de sites remarquables de l'Eau Bordeaux Métropole. Huit sites ont ainsi été ouverts au public dont la station d'épuration Louis Fargue, le télécontrôle Ramsès ou encore le bassin de rétention des eaux pluviales de la Grenouillère. Nouveauté en 2016, deux randonnées pédestres ont été proposées en lien avec un nouveau partenaire, le Comité Gironde Randonnées Pédestres, à Bègles, en bord de Garonne et à Pessac, sur le site du Bourgailh (bassin de rétention des eaux pluviales géré de façon raisonnée).



UN EXERCICE DE CRISE IMPLIQUANT DES BLESSES GRAVES

Le 30 septembre dernier, un exercice de crise a été initié par la SGAC afin de tester ses procédures en cas d'accident touchant du personnel. Le scénario prévoyait l'évacuation de deux blessés graves au sein d'une équipe cheminant à l'intérieur d'un collecteur d'assainissement. La cellule de crise s'est formée très rapidement et les pompiers ont été aussitôt dépêchés sur place. Des axes d'amélioration sont apparus notamment sur le plan du contact avec les familles des blessés, de leur prise en charge, ainsi qu'au niveau du mode d'extraction employé par les pompiers.

OCTOBRE

LES SECHEURS DE LOUIS FARGUE : MAINTENANCE ANNUELLE

Une des idées innovantes de l'équipe d'exploitation a consisté à réaliser des tests à la fumée dans les sécheurs, ce qui a permis d'observer d'éventuelles fuites au niveau des modules des bandes de séchage du second étage. Suite à ces investigations, des travaux d'étanchéité ont été réalisés et ont conduit à l'arrêt total de l'installation du 10 octobre au 3 novembre 2016. En parallèle, les équipes de la maintenance ont été mobilisées pour réaliser des travaux sur les 2 pompes et les tapis d'alimentation des sécheurs. L'équipe d'exploitation de la station est, quant à elle, intervenue sur le nettoyage des tours de désodorisation.



Démontage du tapis d'alimentation des sécheurs

BIODIVERSITE : OBTENTION DU LABEL EVE

Trois bassins de rétention des eaux pluviales de Bordeaux Métropole gérés de façon écologique ont obtenu la labellisation « Espace Végétal Ecologique » (EVE) décernée par Ecocert. Ce sont ainsi les démarches de gestion écologique appliquées aux bassins de rétention des eaux pluviales de Chêne Vert (Mérignac), Lafontaine (Mérignac) et Dinassac (Blanquefort) qui ont été auditées et qui se sont vues octroyer la labellisation EVE (Espace Végétal Ecologique) par Ecocert. Une première en France pour des bassins de rétention !

L'auditrice a relevé les points forts de la démarche que sont le pilotage, le partenariat avec la SEPANSO, la lutte contre les espèces invasives.

RSE : DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA DIVERSITE, DE L'INSERTION ET DE L'ACCES A L'EMPLOI



Plusieurs démarches ont été menées à la SGAC en faveur de la promotion de la diversité et de l'accès à l'emploi. Des visites de sites et échanges avec les équipes ont été menées en 2016 notamment au sein de la station d'épuration Louis Fargue avec l'association Adora. Douze femmes *(photo)* en situation de reconversion professionnelle ont découvert les métiers de techniciens de traitement et de maintenance. En octobre, ce sont trois femmes suivies par le CIDFF (Centre d'Information du Droit des Femmes et de la Famille) qui ont été accueillies au sein des équipes pour des stages de découverte de métiers dits « masculins » afin de construire un parcours professionnel. Enfin, la SGAC a proposé des parcours de découverte au collège du quartier de la Benauge afin de permettre à des élèves issus d'un quartier défavorisé d'effectuer leur stage en entreprise. Ces opérations ont remporté un très vif intérêt tant au niveau des stagiaires que des équipes qui les ont accueillis.

NOVEMBRE

OPERATION CURAGE DE REFOULEMENT AVEC RACLEUR DE MOUSSE

Une surveillance des pertes de charges sur les réseaux de refoulement de grande longueur (>2km) a permis de déclencher un nettoyage préventif sur 2 stations de relevage (Castencau et la Melotte) avec une technique innovante appelée curage par racleur souple ou « obus ». Cette technique consiste à injecter un racleur en mousse dans la canalisation de refoulement grâce à une « Gare de lancement ». Ce racleur va cheminer dans le réseau à l'aide de la pression et nettoyer la canalisation. Le racleur est récupéré en fin de cycle.



Introduction du racleur dans la gare de départ

DECEMBRE

RESTITUTION DE LA PREMIERE PHASE DU PLAN MICROPOLLUANTS

Après 4 années de recherche, un bilan complet des flux de pollution en micropolluants à l'échelle de la Métropole a été présenté à Bordeaux Métropole le 5 décembre 2016. L'objet de cette première phase du plan micropolluant 2013 -2016 est de caractériser des flux de micropolluants dans le système d'assainissement de Bordeaux Métropole, d'identifier les sources prioritaires et à risque qui permettent d'expliquer les émissions et de proposer des solutions et des leviers d'action adaptés pour la réduction des flux. La deuxième phase se poursuivra dès 2017 avec le suivi de certaines substances, traceurs potentiels de pollution, au regard de certaines sources.



L'AVENANT TRIENNAL

Le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni le 16 décembre 2016 et a validé en séance la signature de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public de l'assainissement. C'est la conclusion de près d'un an de travail entre la Collectivité et la SGAC qui ont abordé près de 30 thèmes différents, donné lieu à plus de 50 réunions et ont mobilisé plusieurs intervenants de la SGAC. Les discussions se sont achevées en juillet, suivies par l'écriture, durant le dernier trimestre, des clauses à corriger. Au total, ce sont 32 articles (sur les 115 pré-existants) et 20 annexes (sur 49) qui ont été modifiés. L'avenant a également donné lieu à l'écriture de 5 nouvelles annexes.

3 - LE CONTRAT ET SES SPECIFICITES

3.1 LE PERIMETRE DE LA DELEGATION



3.2 LE CONTRAT ET SON EVOLUTION

Contrat et avenants relatifs à la délégation de Service de l'Assainissement		
Objet		Date de dépôt en préfecture
Contrat d'origine	Affermage du service	28/09/2012
Avenant n°1	Intégration de Martignas : gestion des eaux pluviales	17/07/2015
Avenant n°2	Nouveaux projets	05/01/2017 (délibération)

- **Objet avenant 1 :**
    - L'extension du périmètre du contrat à la commune de Martignas-sur-Jalle pour la gestion des eaux pluviales ;
    - La mise à jour des conventions d'interconnexions avec les systèmes d'assainissement voisins et l'introduction d'une convention type ;
    - La prise en compte de la transformation de la Communauté urbaine de Bordeaux en Bordeaux Métropole au 1er janvier 2015 ;
    - La participation du délégataire à la mise en conformité des branchements ;
    - La mise à jour du barème de prix publics de travaux de branchement et du bordereau complémentaire ;
    - Des modifications concernant le Rapport Annuel du délégataire ;
    - Des modifications concernant les indicateurs de gestion et plus particulièrement l'indicateur de taux de réclamation écrite et de l'indicateur de connaissance patrimoniale des réseaux ;
    - Des précisions concernant les données échangées dans le cadre de la création de branchements neufs isolés d'eaux usées ;
    - Le changement de l'organisme percevant l'aide à la mise en conformité des branchements ;
    - La mise à jour des prestations sous-traitées autorisées ;
    - Des précisions concernant les conventions d'occupation du domaine public et la mise en place d'une annexe récapitulative ;
    - Des précisions concernant les obligations de communication du délégataire dans le cadre de la cogénération sur le site de Louis Fargue ;
    - Des précisions concernant les modalités de prise en charge des coûts afférents aux éventuels changements de logo et de marque ;
    - Des modalités de communication et d'opposabilité des conventions et autorisations d'occupation temporaire ;
    - La prise en compte du contrat ERDF de revente d'énergie et la suppression de l'option possible d'utiliser la cogénération pour les besoins d'exploitation ;
    - La mise à jour des annexes précisant les conditions d'utilisation du fonds de développement durable.

- **Objet avenant 2 :**
    - La gestion dynamique phase 2 du bassin versant de Louis Fargue ;
    - La conduite d'études d'évolution du Système d'information du service de l'assainissement et développement d'outils informatiques ;
    - La réalisation de travaux de mise en conformité des branchements ou bouches d'égout en domaine public identifiés suite à des enquêtes ;
    - L'amélioration d'une filière de ventilation au niveau de la station d'épuration de Louis Fargue ;
    - L'exploitation d'équipements supplémentaires relevant de la gestion des eaux pluviales urbaines ;
    - L'incorporation de réseaux de lotissements et d'ouvrages découverts sous domaine public ;
    - Les dispositions financières de ces nouveaux projets ;
    - Des précisions concernant les modalités de comptabilisation des immobilisations ;
    - Un allègement des modalités de transfert de données en fin de contrat est prévu ;
    - Des précisions sur le mécanisme d'application des pénalités en cas de non-réalisation d'opérations prévues au programme de renouvellement glissant ;
    - La révision des coefficients de révision des tarifs en fonction des indices en vigueur ;
    - L'évolution de l'objectif d'insertion des personnes éloignées de l'emploi par le délégataire ;
    - Des précisions sur les définitions de travaux de réparations et renouvellement et sur la répartition desdits travaux à la charge du Délégataire, dont la prise en charge par le délégataire des travaux connexes à l'exploitation ;

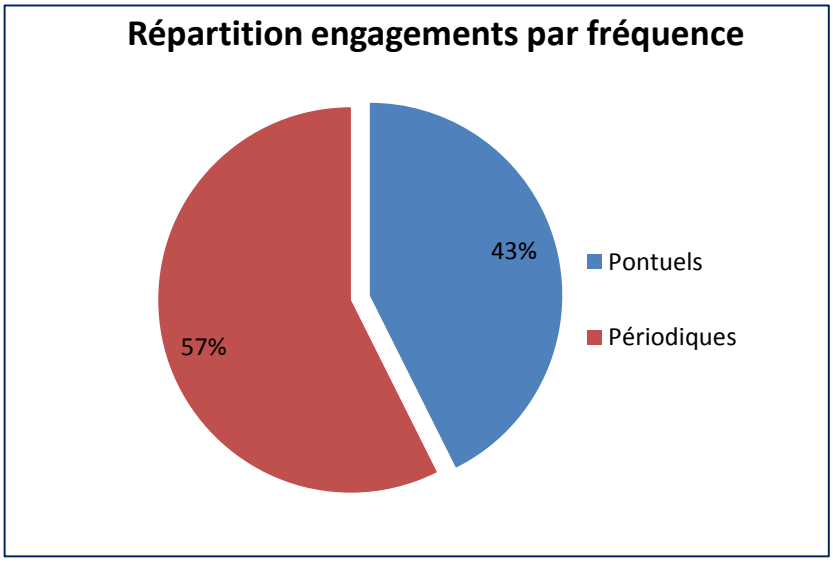
- La mise à jour de la politique de réparation des réseaux, de curage des réseaux, de désobstruction et de renforcement de la suppression de points critiques historiques ;
- L'application de la convention d'interconnexion des réseaux avec la commune de Tresses et de la convention d'interconnexion avec la Communauté de communes du secteur de Saint Loubès ;
- La qualification du statut des usagers dans la base de données suivant une codification élaborée conjointement entre le délégant et le délégataire ;
- La pratique de la pose d'obturateurs par le délégataire lors la réalisation de la partie publique d'un branchement d'eaux usées ;
- La mise à jour du bordereau de prix unitaires des travaux de branchement et prestations accessoires et complémentaires ;
- Le développement de nouveaux indicateurs de pilotage ;
- La mise à jour du contenu du rapport annuel du délégataire afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation en la matière ;
- La revue des engagements.

➢ **Référentiel des engagements :**

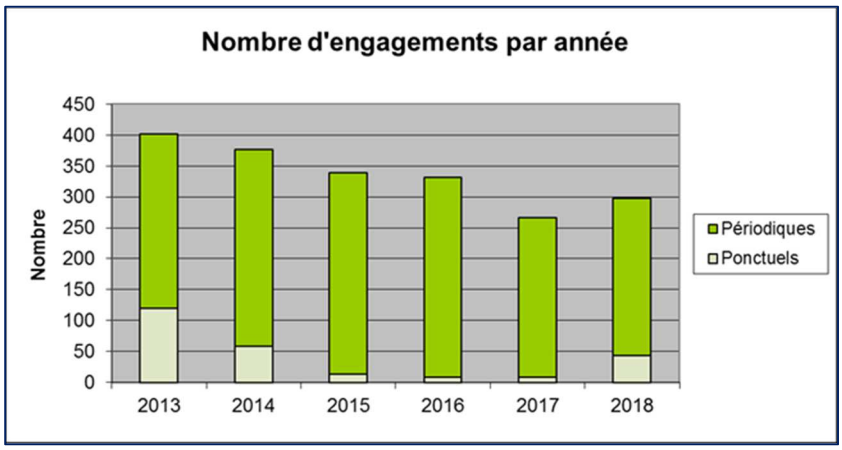
Dès la fin 2012 et début 2013, un travail conjoint avec Bordeaux Métropole a permis d'établir le référentiel de l'ensemble des engagements définis au contrat. Ce travail a permis de synthétiser dans un unique document les informations essentielles (exigences de type objectifs à atteindre, de livrables de documents, de réunions à fournir, de délais à respecter etc..) contenues d'une part dans les quatre éléments essentiels du contrat, l'annexe 13 « Pénalités », l'annexe 16 « Exigences et indicateurs de gestion » ainsi que l'annexe 49 « Engagements complémentaires » et, d'autre part, dans les 77 autres documents annexes.

En définitive, plus de 600 engagements ont été référencés en 2013 et répartis sur 36 pilotes SGAC et 21 responsables de suivi Bordeaux Métropole.

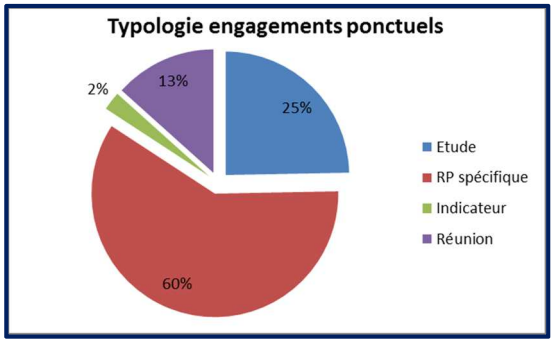
Les engagements périodiques, sur la durée du contrat, (qui pour la grande majorité, reviennent chaque année jusqu'à la fin du contrat) comptent pour 57%.



Dans le cadre de l'avenant n°2 triennal de 2016, un travail a été entrepris afin de regrouper les engagements portants sur des thématiques identiques, ce qui diminue franchement le nombre sans réduire les éléments sur le fond.



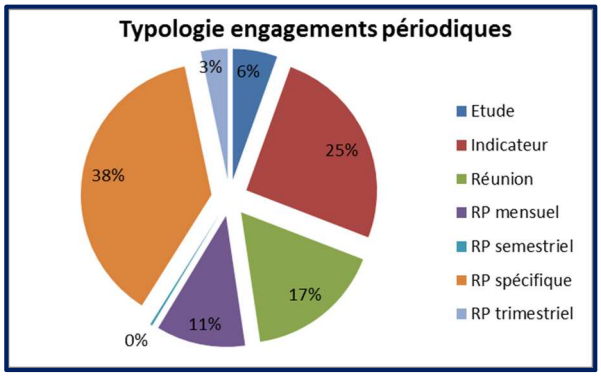
Le nombre d'engagements ponctuels à réaliser passe de 120 (avec une grande part d'études) la première année du contrat à une dizaine par an pour la période de 2015 à 2017. La dernière année du contrat, ce nombre remonte à 50 unités (bilans et actions particulières de fin de contrat).



Les livrables notés rapports spécifiques (RP spécifiques) concernent essentiellement des réalisations d'actions particulières, des fournitures de bilans d'activité, de produits informatiques spécifiques, etc.

Les engagements de type indicateurs permettent de préciser en majorité la performance de l'entreprise (délais d'intervention sur urgence etc...).

Les engagements de type réunions demandent d'organiser des points formels en présence de membres de Bordeaux Métropole (formations, présentations de bilans, points avec tiers etc..)



En moyenne, chaque année, la répartition des engagements périodiques par processus (thématique métier) est la suivante :

27 %	Collecte
21 %	Système d'assainissement
11 %	Epuration
9 %	Communication
6 %	Ressources humaines
5 %	Administration finances
5 %	Patrimoine
5 %	Clientèle
3 %	Coordination contrat
7 %	Autres processus (Achats, Piloter, Système d'information…)

Concernant les engagements majeurs réalisés lors de cette année 2016, nous pouvons souligner les éléments suivants :

- ✓ La labellisation écologique EVE (Espace Végétal Ecologique) délivrée par Ecocert pour trois bassins de retenue d'eaux pluviales,
- ✓ La réalisation de la phase 1 du plan d'action micropolluants.

4 - LES CHIFFRES CLES 2016

4.1 SERVICE CLIENTELE

275 250 Usagers assainissement

282
Industriels conventionnés

41,3 millions de m³ assujettis

815 nouveaux branchements assainissement

1,15 €/jour/famille
Prix des services Eau et Assainissement (facture de 120 m³ de 421,58 € TTC, au 01/01/17)

4.2 SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

4 204 km

Longueur du réseau de collecte

1 158 900 éq.hab

Capacité de traitement des eaux usées

7 **passages en situation A**
(risques orageux majeurs)

483 382 **m³/h**

Capacité de pompage installée des eaux pluviales

1,93 millions de **m³**

Capacité de stockage des eaux de pluie dans les bassins de retenue affermés

84,1 millions de m³

Volume épuré avant rejet au milieu naturel

5 - LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 INDICATEURS ONEMA DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT (Décret du 7 mai 2007)

Ce chapitre présente la synthèse des données caractéristiques du service et des indicateurs de performance définis dans le décret du 2 mai 2007 en vue de l'établissement du « rapport du Maire » ou Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service.

Indicateurs de performance du service de l'assainissement (Décret du 2 mai 2007)							
Thème	**Code**	**Indicateur**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Unité**
Caractéristiques techniques du service	D.201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif	**722 548**	**735 167**	**744 274**	**756 493**	u
	-	Nombre abonné	**257 693**	**264 076**	**268 059**	**275 250**	u
	D.202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	**153**	**191**	**228**	**282**	u
	D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	**8 977**	**10 130**	**9 357**	**9 568**	T. MS
Prix	D.204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3 (au 1er janvier)	**1,46**	**1,464**	**1,469**	**1,471**	€ TTC /m^3
Indicateurs de performance	P.201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	**99,70**	**99,77**	**99,77**	**99,76**	%
	P.202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (arrêté du 2 dec 2013)	**39 ***	**39 ***	**96 ***	**96 ***	u
	P.203.3	*Conformité de la collecte des effluents*	***99,30***	***99,92***	***99,91***	***99,67***	%
	P.204.3	*Conformité des équipements d'épuration*	***100***	***100***	***100***	***100***	%
	P.206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	**100**	**100**	**100**	**100**	%
	P.207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	**	**	**	**	
	P.251.1	Taux de débordements des effluents dans les locaux des usagers	**0,024**	**0,049**	**0,011**	**0,026**	/1000 abonnés
	P.252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage	**6,79 *****	**5,73 *****	**6,34 *****	**6,26 *****	/100 km de réseau
	P.253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	****	****	****	****	%
	P.254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	**97,3**	**98**	**99,3**	**99,6**	%
	P.255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	**120**	**120**	**120**	**120**	u
	P.258.1	Taux de réclamations	**0,38**	**1,18**	**0,95**	**0,82**	/ 1000 abonnés
	P257.0	Taux d'impayés sur les factures assainissement de l'année précédente	**0,28**	**0,12**	**0,26**	**0,94**	%

* : cet indicateur est en partie consolidé par la SGAC (96 points), les deux dernières notes (20 points) sont de la responsabilité de BM

** : SGAC non concerné

*** : Nombre de points du réseau nécessitant au minimum 2 interventions de curage/an

**** : Données consolidées par BM

En italique : note de calcul non défini officiellement.

5.2 LES INDICATEURS TAUX DE COLLECTE ET DE RACCORDEMENT

	Taux de raccordement 2016			Taux de collecte 2016			
Système d'assainissement	Nombre clients	Nombre RNR	Taux de raccordement	Flux de DBO5* (t/an) en entrée STEP	Pollution émise en t DBO5/an	Quantité matières extraites du réseau en t DBO5	Taux de collecte
LOUIS FARGUE	103 797	141	99,86%	5 347 500	6 787 444	265 375	**82,7%**
CLOS DE HILDE	97 963	229	99,77%	4 991 500	6 010 503	521 475	**91,7%**
SABAREGES	27 021	152	99,44%	1 794 000	1 639 742	86 747	**114,7%**
CANTINOLLE	33 120	76	99,77%	1 556 300	1 624 015	84 326	**101,0%**
LILLE	12 011	61	99,49%	722 500	967 018	52 884	**80,2%**
AMBES CD10	1 338	2	99,85%	38 200	88 008	9 594	**54,3%**
Total	275 250	661	99,76%	14 450 000	17 116 729	1 020 400	**90,4%**

Ces indicateurs sont calculés suivant l'application de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines – Guides de définitions (Version 1.5 de septembre 2008, publiée par le Ministère de l'Ecologie).

* : 1 Equivalent Habitant = 60 g/jour de DBO5

Définitions :

Taux de raccordement = Nombre de clients effectivement raccordés au réseau / Nombre de clients raccordables au réseau.

Taux de collecte = Quantité de matière polluante captée par le réseau / Quantité de matière polluante générée par la zone desservie.

5.3 LES INDICATEURS CONTRACTUELS

Le tableau ci-après synthétise les résultats des 31 indicateurs figurant dans l'annexe 16 du contrat. Ces indicateurs mesurent la qualité du service ainsi que l'implication du délégataire dans sa démarche de Développement Durable.

Indicateurs de performance 2016						
Thème	**Code**	**indicateur**	**2014**	**2015**	**2016**	**Unité**
Service à l'usager	S1/ ONEMA P.251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0,049	0,011	0,026	u/1000 hab. desservis
Service à l'usager	S2	Envoi d'une réponse aux courriers et aux mails dans les 8 jours ouvrés suivant la réception dans au moins 90 % des cas	90,8	93,7	95,1	%
Service à l'usager	S3	Rendez-vous aux usagers qui le souhaitent sous 8 jours au moins dans plus de 85 % des cas	96,6	97,6	98,0	%
Service à l'usager	S4	Devis branchement sous 20 jours ouvrés à compter soit du rendez vous, soit de la demande	96,1	96,1	97,3	%
Service à l'usager	S5	Demande des autorisations administratives dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'acompte	95,4	99,7	96,8	%
Service à l'usager	S6	Réalisation du branchement sous 20 jours après réception des autorisations nécessaires	93,7	97,0	92,6	%
Service à l'usager	S7	Respect d'une plage horaire de 2 h pour les rendez vous	92,6	93,8	93,3	%
Service à l'usager	S8/ ONEMA P.258.1	Taux de réclamations (réclamations écrites reçues (courriers et mails) pour 1000 abonnés	1,18	0,95	0,82	u/1000 abonnés
Service à l'usager	S9	Existence d'engagements envers l'usager	oui	oui	oui	
Service à l'usager	S10	Existence d'une mesure annuelle LOCALE de satisfaction clientèle propre au service de l'assainissement	oui	oui	oui	
Service à l'usager	S11	Accueil des usagers - Au maximum, 48 heures sur l'année d'indisponibilité du site internet sur le service	2,41	47	42,6	h
Gestion technique et management	G1/ ONEMA P.252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	5,73	6,34	6,26	u/100 km de réseau
Gestion technique et management	G2/ ONEMA D.202.0	Objectif d'atteindre 350 autorisations de déversement à fin 2018	191	228	282	u
Gestion technique et management	G3/ ONEMA P.206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	%
Gestion technique et management	G4	Certification ISO 9001	oui	oui	oui	
Gestion technique et management	G5	Certification OHSAS 18001	oui	oui	oui	
Gestion technique et management	G6/ ONEMA P.202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	39 *	96	96	u
Gestion technique et management	G7/ ONEMA P.255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	120	120	120	u
Développement durable	E1	Conformité réglementaire des rejets des stations d'épuration	100	100	100	%
Développement durable	E2	Certification ISO 14001 avec prise en compte du référentiel Agence de l'eau	oui	oui	oui	
Développement durable	E3	Charte chantier propre	0	0		u
Développement durable	E4	Plan biodiversité	Non comptabilisé en 2014	Non comptabilisé en 2015	Non comptabilisé en 2016	
Développement durable	E5	Tri des déchets et valorisation	98,3	87,4	91,1	%
Développement durable	E6	Part des véhicules propres dans le parc Délégataire	35,1	42,4	63,9	%
Social et sociétal	IP-E14**	Nombre total d'heures consacrées, depuis le début du contrat, à l'emploi direct ou indirect de personnes en insertion	13	12	590 49	h
Social et sociétal	IP-E15	Politique d'égalité femmes / hommes	Non comptabilisé en 2014	oui	oui	
Social et sociétal	IP-E16	Insertion du personnel handicapé	4,84	4,99	4,94	%
Social et sociétal	Soc 1	Politique de formation du personnel : % de la masse salariale consacrée à la formation	5,70	4,66	4,21	%
Social et sociétal	Soc 2	Politique de formation du personnel : ratio de la masse salariale consacrée à la formation auprès des plus de 45 ans rapportée au % de la masse salariale consacrée à la formation auprès des moins de 45 ans (date considérée pour l'âge : 30 juin de l'année)	0,60	0,67	0,64	u
Economique	Eco 1	Energie verte	15	15	15	GWh/an
Economique	Eco2	Comptabilité analytique	oui	oui	oui	

** : valeur calculée suivant la nouvelle méthode précisée dans l'arrêté du 2 décembre 2013.*

*** : note de calcul modifiée dans le cadre de l'avenant n°2.*

5.4 LES INDICATEURS PROCESSUS

Indicateurs Usagers 2016				
Code	**Indicateur**	**Commentaire**	**2016**	**Unité**
		Performance du service rendu à l'usager		
1	Taux de satisfaction relative à la réalisation des travaux de branchements neufs	Suite à enquête de satisfaction spécifique réalisée annuellement	**68,3**	%
2	Taux de réclamations écrites reçues pour 1000 abonnés	Objectif < 2,5 (2016); 2 (2017-2018) cf indicateur ONEMA 258.1	**0,82**	
3	Taux d'interventions urgentes conduites dans les délais	Réseau : - Qualification < 90mn - Rétablissement écoulement < 4h	**91,3** **99,1**	%
		Usine : - Alarme niveau 1 : intervention < 60mn	**99,6**	
		Garantir l'accès au service		
4	Délai moyen de réalisation des travaux de branchements neufs	Délai entre la date de signature du devis et la date de réalisation des travaux	**51**	j
		Respect du code de la santé publique		
5	Taux de branchements contrôlés non conformes	Nombre de branchements contrôlés non conformes divisé par le nombre total de branchements controlés (cumul depuis le début du contrat)	**3,9**	%
6	Taux de branchements mis en conformité	Nombre de branchements mis en conformité divisé par le nombre total de branchements controlés non conformes (cumul depuis le début du contrat)	**33**	%
7	Surface active non conforme	Surface active identifiée non conforme par les enquêtes de contrôle de conformité	**4 824**	ha
8	Etablissement des autorisations de déversement	Nombre d'autorisations de déversement réalisées (cf ONEMA D202.0) Objectifs : > 225(2015), 266(2016), 308(2017), 350(2018)	**282**	nb
9	Droits au raccordement demandés	Nombre de demandes au droit au raccordement traitées (cumul depuis le début du contrat)	**30**	nb
10	Taux de conformité des contrôles inopinés chez les industriels	Nombre de contrôles inopinés conformes divisé par le nombre de contrôles inopinés réalisés (annuel)	**88,0**	%
11	Taux de conformité des résultats d'autosurveillance des industriels	Nombre de contrôles d'autosurveillance conformes divisé par le nombre total de contrôles d'autosurveillance réalisés (annuel)	**84,0**	%

Indicateurs Réseau 2016

Code	Indicateur	Commentaire	2016	Unité
Performance du programme annuel d'entretien				
1	Taux de désobstruction	Collecteurs (EU + UN)	**0,0155**	nb/km
		Branchements	**587**	nb
		Avaloirs	**235**	nb
2	Taux de conformité d'encrassement des réseaux EU, EP, UN	Rapport du nombre de mesures de niveau de dépôt admissible « conformes » sur le nombre total de mesures effectuées	**92,23**	%
3	Délai moyen de curage d'une BE	Moyenne des délais entre le relevé d'encrassement et le curage des bouches d'égout	**4,9**	mois
4	Nombre de points critiques	Nombre de nouveaux points critiques supprimés dans les 4 mois	**18**	nb
		Nombre de points critiques au total	**109**	nb
Réparations réseau				
5	Nombre de réparations réseaux	Nombre de réparations patrimoniales suite à ITV ou inspection pédestre	**52**	nb
		Nombre de réparations fonctionnelles	**156**	nb
6	Nombre de réparations branchements		**289**	nb
7	Nombre de réparations ouvrages		**292**	nb
Inspection des collecteurs				
8	Inspection pédestre des collecteurs visitables	Longueur de réseau inspecté; Objectif > 40km	**40,9**	km
9	Connaissance état patrimonial	Taux de collecteurs visitables connus	**95**	%
		Taux de collecteurs non visitables connus	**19**	%
10	Etats des collecteurs visitables :	C1 : bon état	**46**	%
		C2 : état moyen	**30**	%
		C3 : travaux nécessaires	**19**	%
		Ni : non inspecté	**5**	%
11	Etats des collecteurs non visitables :	1 : état neuf	**22**	%
		2 : bon état	**74**	%
		3 : état vétuste	**3**	%
		4 : état dégradé	**1**	%
Curage des collecteurs				
12	Curage des collecteurs visitables	Longueur de réseau curé; Objectif de 3km de collecteur visitable	**3,4**	km
13	Curage des collecteurs non visitables	Longueur de réseau curé; Objectif de 140km de non visitable EU/UN/EP	**161**	km
Dératisation				
14	Nombre de regards traités (réappâtage)	Lors des campagnes de dératisation	**2 020**	nb
		Lors d'actions de dératisation ponctuelles	**2 237**	nb

Indicateurs Système d'assainissement 2016				
Code	**Indicateur**	**Commentaire**	**2016**	**Unité**
		Télécontrôle RAMSES		
1	Disponibilité du système RAMSES	Continuité de l'informatique industrielle : nombre d' interruption du service > 4h	**0**	nb
		Diagnostic permanent		
2	Les rejets de la Métropole	Eau traitée sortie stations d'épurations	**84 106 356**	m^3
			905 703	kg DBO5
		Eaux unitaires déversées	**14 412 497**	m^3
			1 310 232	kg DBO5
		Eaux pluviales strictes	**16 671 771**	m^3
			496 464	kg DBO5
3	Taux de collecte (DBO5)	Quantité de matière polluante captée par le réseau divisée par la quantité de matière polluante générée par la zone desservie	**92,7**	%
4	Rendement épuratoire (DBO5, DCO et NTK)	Flux de pollution traité par le système de traitement divisé par le flux de pollution en entrée du système de traitement	**DBO5 : 94,2** **DCO : 89,6** **NTK : 90,0**	%
5	Taux de rejet au milieu naturel (DBO5, DCO et NTK)	Somme des rejets d'eaux (EU; UN; ET) divisé par le flux total engendré par la population raccordée	**ND**	%
		Gestion dynamique		
6	Les stratégie GD	Fonctionnement en mode veille	**81,2**	%
		Fonctionnement en mode dépollution	**17,7**	%
		Fonctionnement en mode vidange rapide	**0,5**	%
		Fonctionnement en mode inondation	**0,6**	%
7	Taux d'utilisation de la GD	Nombre de jour annuel d'utilisation de la GD	**65**	jrs
		Durée de pluie annuelle	**57**	jrs
8	Taux moyen d'interception	Volume de pluie traité divisé par la somme (volume de pluie traité + volume de pluie déversé)	**56**	%
9	Réduction des volumes déversés au regard des pluies de 2003 (année de référence)	Lecture graphique à partir d'abaques d'iso-déversements	**44**	%
		Pluviométrie		
10	Pluviométrie annuelle		**923**	mm
11	Situation A	Nombre d'évènements	**7**	nb

Indicateurs usines 2016

Code	Indicateur	Commentaire	2016	Unité
		Santé / Sécurité des personnes		
1	Nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail sur la SGAC	avec arrêt de travail	**2**	nb
		sans arrêt de travail	**2**	nb
2	Nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail sur le Pôle usines	avec arrêt de travail	**1**	nb
		sans arrêt de travail	**2**	nb
		Environnement : protection du milieu naturel		
3	Ratio nombre de non-conformités recensées sur le nombre total d'usines	Non-conformité = déversement en temps sec au milieu naturel suite dysfonctionnement d'une usine	**0,174**	%
		Efficacité du système pluvial		
4	Ratio de disponibilité du pompage pluvial	Sur la période du 15 juin au 15 septembre (122j), nombre de jours cumulés d'indisponibilité pour les 42 sites	**99,98**	%
		Performance des stations d'épuration		
5	Taux de non-conformité des paramètres analysés	Nombre de paramètres non conformes divisé par le nombre de paramètres analysés	**0,14**	%
6	Taux de bilans non jugeables	Nombre de bilans non jugeables divisé par le nombre de bilans réalisés	**0,11**	%
7	% du temps pendant lequel le débit d'entrée est supérieur au débit de référence	Ambes	**20,5**	%
		Blanquefort Lille	**7,7**	%
		Cantinolle	**15,8**	%
		Clos de Hilde	**5,2**	%
		Louis Fargue	**14,8**	%
		Sabarèges	**15,8**	%
		Total	**13,3**	%
8	Taux d'utilisation des sécheurs	Quantité de boues séchées sur la quantité de boues produites (hors périodes de maintenance des sécheurs)		
		Louis Fargue	**88**	%
		Clos de Hilde	**86**	%
9	Taux de conformité des boues	Quantité de boues analysées conformes au sens de la norme NFU 44 095 divisé par la quantité totale de boues produites	**100**	%
10	Ratio de valorisation des boues	[tonnes de MS compostées + valorisées thermiquement (incinération + séchage solaire)] /tonnes de MS totale évacuées. La différence (9,23%) provient des boues directement évacuées vers un centre d'enfouissement.	**90,77**	%
11	Ratio de valorisation des boues filière agricole	[tonnes de MS compostées] /tonnes de MS totale évacuées	**90,64**	%
12	Ratio de valorisation des boues filière thermique	[tonnes de MS valorisées thermiquement (incinération + séchage solaire)]/ tonnes de MS totale évacuées	**0,13**	%
		Bilan énergétique		
13	Consommation totale d'énergie électrique	Pour toute la SGAC	**43,3**	GWh
14	Ratio kWh par kg de dbo5 éliminé	Pour STEP uniquement	**2,8**	kWh / kg dbo5
15	Négawatt	Pour toute la SGAC	**638,4**	MWh
16	Production de Biogaz annuelle		**6 658 724**	Nm^3
17	Taux de réutilisation du biogaz produit		**75**	%
18	Cogénération : production annuelle		**3,85**	GWh
		Maintenance		
19	Nombre de défauts d'astreinte	Nombre d'interventions réalisées en astreinte		
		STEP	**314**	Unité
		Postes et bassins	**304**	Unité
		Total	**618**	Unité
		dont résolutions à distance (sans sortie, pour STEP seulement)	**166**	%
20	Nombre de pannes récurrentes	Nombre de doublons constatés pour un même équipement sur un mois	**21**	Unité
		Renouvellement		
21	Taux de réalisation du programme de renouvellement	Tout type d'investissement, lignes > 8k€ comptabilisées dans l'année		
		Taux lignes clôturées	**62**	%
		Taux lignes reportées	**35**	%
22	Taux de renouvellement annuel électromécanique	Par rapport à la valeur globale (année n) du patrimoine électromécanique usines (hors informatique industrielle)	**2,04**	%
		Evolution du patrimoine		
23	Nombre de stations d'épuration dont la capacité résiduelle est < 10 %		**2**	nb
24	Taux de saturation des postes EU	Ratio nombre de poste de relevage EU dont le taux de saturation est > 80% divisé par le nombre total de postes. Calculé pour l'ensemble des postes EU	**10,5**	%

5.5 LES INDICATEURS FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDANTES ET REGIES (FNCCR)

INDICATEURS FNCCR 2016							
Description du service							
Code	**Description du service**	**Commentaires**	**Données 2014**	**Données 2015**	**Données 2016**	**unité**	**Remarques**
360	Quantité d'énergie produite sur le site des stations d'épuration	Sur certaines stations d'épuration est produite de l'énergie, notamment par la combustion de biogaz (formé par la digestion des boues) ou par l'installation de panneaux photovoltaiques.	38 338 915	24 198 374	24 952 568	kWh	
370	Quantité d'énergie revendue annuellement à EDF ou autres fournisseurs d'électricité	Les services revendant une partie de l'énergie produite sur site à un ou plusieurs fournisseurs d'électricité sont invités à en renseigner la quantité.	4 224 692	3 210 401	3 854 797	kWh	
Qualité de la relation aux usagers							
Code	**Description du service**	**Commentaires**	**Données 2014**	**Données 2015**	**Données 2016**	**unité**	**Remarques**
230	Enquêtes de satisfaction	Le service indiquera le nombre d'enquêtes de satisfaction différentes envoyées pendant l'année considérée.	2	2	2	Nombre enquête	
250	Journées d'information et/ou visites de sites à destination du public (hors scolaires)	Le service indiquera le nombre d'actions différentes réalisées durant l'année considérée. Toute journée d'information à destination du grand public (hors visites de scolaire ou interventions dans les écoles), "portes ouvertes", et visite de sites dépendant du service de l'eau (visite de points de prélèvement, d'usines de potabilisation etc.)/service de l'assainissement (visites de STEU, etc.) devra être pris en compte dans l'indicateur.	37	40	43,5	jours	
Collecte assainissement							
Code	**Description du service**	**Commentaires**	**Données 2014**	**Données 2015**	**Données 2016**	**unité**	**Remarques**
20	Linéaire total du réseau unitaire	Un réseau unitaire collecte indistinctement les eaux usées (d'origine domestique ou non-domestique) et les eaux pluviales. Ce linéaire doit inclure le linéaire sous-pression unitaire	783,7	786,6	783,6	km	
40	DONT Linéaire du réseau unitaire sous pression	Le réseau d'eaux usées sous pression est équipé d'un système de pompage pour mettre les eaux usées sous pression.	0	0	0	km	
60	DONT Linéaire de réseau unitaire visitable	Un réseau visitable est un réseau constitué de canalisations d'un diamètre (ou hauteur) supérieur ou égal à 1,60m (Instruction Technique de 1977), afin qu'un agent du service de l'assainissement puisse s'y introduire pour effectuer diverses opérations (surveillance, réparations, etc.).	124,2	124,7	124,4	km	
70	Linéaire total du réseau séparatif d'eaux usées	Un réseau séparatif collecte séparemment les eaux usées (d'origine domestique ou non-domestique) et les eaux pluviales.	1849,8	1856,6	1867,2	km	
90	DONT Linéaire du réseau séparatif d'eaux usées sous pression	Le réseau d'eaux usées sous pression est équipé d'un système de pompage pour mettre les eaux usées sous pression. Le linéaire à indiquer ici est celui qui ne reçoit que des eaux usées (ne pas inclure dans cette variable le linéaire d'eau pluvial sous pression, le cas échéant).	69,2	69,9	70,6	km	
110	DONT Linéaire de réseau séparatif d'eaux usées visitable	Un réseau visitable est un réseau constitué de canalisations d'un diamètre (ou hauteur) supérieur ou égal à 1,60m (Instruction Technique de 1977), afin qu'un agent du service de l'assainissement puisse s'y introduire pour effectuer diverses opérations (surveillance, réparations, etc.).	7,2	7,2	7,2	km	
135	Estimation de l'âge moyen du réseau de collecte (connue)	L'estimation de l'âge concerne le réseau unitaire, le réseau séparatif d'eaux usées, le réseau d'eaux usées sous pression.	32,6	34,6	34,5	Années	
320	Nombre d'autorisations de déversements d'effluents industriels dans les réseaux d'eaux usées (EU)	Il s'agit du nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.	191	228	282	Nbre autorisations	
340	Nombre d'établissements industriels directement redevables à l'Agence de l'Eau déversant dans les réseaux de collecte des eaux usées	Ces établissement industriels s'acquittent directement à l'Agence de l'Eau de la redevance pour pollution d'origine non-domestique. Ils ne payent donc pas la redevance de pollution domestique qui est refacturée par le service de l'eau ou de l'assainissement.	19	8	16	Nbre établissements	
350	Charge annuelle de DCO rejetée par les redevables directs à l'AE dans les réseaux EU	Cette variable correspond à la pollution annuelle en DCO (Demande Chimique en Oxygène) utilisée par les Agences de l'Eau pour élaborer l'assiette de facturation de la redevance pour pollution d'origine non-domestiques	495 848	305 655	735 172	kg DCO	
			Données 2014	**Données 2015**	**Données 2016**		
	Sur branchements existants :						
600	Nombre total de contrôles techniques des branchements réalisés au cours des 5 dernières années (à compléter uniquement si pas de distinction entre contrôles sur demande et à l'initiative du service)	Dans cette variable, le service indiquera le nombre de contrôles techniques complets qui ont été effectués sur les branchements entre l'année N-4 et l'année N. Ces contrôles peuvent inclure différents tests : tests d'étanchéité, contrôle de conformité du raccordement via des tests à la fumée, au colorant, etc.					
610	Nombre de contrôles techniques des branchements à l'initiative du service test fumée		12 184	12 222	12 110	Nbre parcelles	Campagne ECP
610	Nombre de contrôles techniques des branchements à l'initiative du service test au colorant		3 162	2 515	3 181	Nbre contrôles	Campagne ECP + bordereau BM + contre visite U21 +RL3 + Campagne ANC
620	Nombre de contrôles techniques des branchements sur demande (notaire,prise en charge, mairie, industriels...)		1 408	1 724	801	Nbre contrôles	Notaire (pas raccordabilité) + instruction convention + prise en charge lotissement

Code	Description du service	Commentaires	Données 2014	Données 2015	Données 2016	unité	Remarques
	Sur branchements neufs :						
660	Nombre de contrôles techniques des branchements neufs à l'initiative du service		331	495	368	Nbre contrôles	
670	Nombre de contrôles techniques des branchements neufs sur demande (notaire,...)		0	0	0	Nbre contrôles	
710	Conformités de la collecte des effluents au regard de l'arrêté du 22 juin 2007 --> Agglos de taille >= 2 000 EH	Moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage Pour chaque système d'assainissement Si, calcul de la charge annuelle A en kg de DBO5 déversée par l'ensemble des déversoirs d'orage du système DOj ASi = ∑DOj (VolumeDOj déversé en temps sec (m3) * ConcentrationDOj de DBO5 moyenne annuelle en temps sec (mg/l) /1000)	Louis Fargue : CC_{2014} = 99,98 % Clos de Hilde : CC_{2014} = 99,76 % Sabarèges : CC_{2014} = 100 % Lille : CC_{2014} = 99,99 % Cantinolle : CC_{2014} = 100 % Ambes : CC_{2014} = 100 %	Louis Fargue : CC_{2015} = 99,91 % Clos de Hilde : CC_{2015} = 99,84 % Sabarèges : CC_{2015} = 99,98 % Lille : CC_{2015} = 100 % Cantinolle : CC_{2015} = 100 % Ambes : CC_{2015} = 100 %	Louis Fargue : CC_{2016} = 99,94 % Clos de Hilde : CC_{2016} = 99,21 % Sabarèges : CC_{2016} = 99,74 % Lille : CC_{2016} = 100 % Cantinolle : CC_{2016} = 100 % Ambes : CC_{2016} = 100 %	%	
1280	Linéaire de réseau visité au cours des 5 dernières années (hors branchements)	Ne doivent être considérés ici que les réseaux visitables (D ou H >= 1,60m). La valeur à renseigner pour cette variable est la longueur cumulée de réseau d'eaux usées, hors branchements, qui a été visitée par au moins un agent du service de l'assainissement au cours des 5 dernières années considérées. L'inspection des réseaux neufs n'est pas à prendre en compte dans cette variable	201	167	174	km	
1320	Linéaire de réseau non visitable inspecté par caméra au cours des 5 dernières années (hors branch.)	La valeur à renseigner est la longueur cumulée des réseaux de collecte des eaux usées - hors branchements (unitaire, séparatif et sous-pression eaux usées) qui a inspecté par caméra au cours des 5 dernières années. L'inspection des réseaux neufs n'est pas à prendre en compte dans cette variable	279	221	236	km	
1390	Nombre d'obstructions sur les réseaux de collecte des eaux usées ET sur la partie publique des branchements	Dans cette variable, il faut comptabiliser toutes les obstructions pouvant survenir sur le système de collecte, c'est-à-dire sur les réseaux de collecte des eaux usées et leurs équipements (déversoirs, postes de relèvement, regards, etc.), ainsi que sur la partie publique des branchements. Toute obstruction survenant sur la partie privée des branchements ne doit pas être prise en compte.	1177	1188	1065	Nbre obstructions	
1420	Nombre d'obstructions sur la partie publique des branchements	Dans cette variable, seules les obstructions survenant sur la partie publique des branchements doivent être comptabilisées. Toute obstruction survenant sur la partie privée des branchements ne doit pas être prise en compte.	711	722	587	Nbre obstructions	

2 | présentation du délégataire



2 - PRESENTATION DU DELEGATAIRE

1 - L'IDENTITE 45

1.1 SUEZ EAU FRANCE 46
1.2 L'ENTREPRISE REGIONALE BORDEAUX-GUYENNE 47
1.3 LA SGAC 48
1.4 L'ORGANISATION DE LA SGAC 49

2 - LES ATOUTS DU DELEGATAIRE 51

2.1 LES URGENCES 24H/24 52
2.2 L'ORDONNANCEMENT DES INTERVENTIONS 52
2.3 LE CENTRE DE RELATION CLIENTELE 53
2.4 LA RECHERCHE ET L'INNOVATION 54
2.5 LE SYSTEME D'INFORMATION 56
2.5.1 MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE : MCO 56
2.5.2 LES PROJETS 57
2.6 LE MANAGEMENT QSE CERTIFIE 59
2.6.1 LE MANAGEMENT DE LA QUALITE 59
2.6.2 LE MANAGEMENT DE LA SECURITE 60
2.6.3 LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL 63
2.6.3.1 LA CERTIFICATION ISO 14001 63
2.6.3.2 UNE DEMARCHE GUIDEE PAR DES ENGAGEMENTS FORTS 64
2.6.3.3 L'ACCREDITATION COFRAC DU LABORATOIRE 64
2.7 LE PARTAGE D'INFORMATION DELEGANT/DELEGATAIRE 65
2.8 UN DISPOSITIF DE PROXIMITE DEDIE AUX COMMUNES DE LA METROPOLE 67
2.9 UNE EQUIPE PEDAGOGIQUE ET UN SITE DEDIES 68

3 - LA RESPONSABILITE SOCIALE ET SOCIETALE 70

3.1 LA DEMARCHE NATIONALE DE SUEZ EAU FRANCE 71
3.2 LA DEMARCHE LOCALE DE L'ENTREPRISE REGIONALE 72
3.2.1 REDUIRE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE 72

3.2.2 CO-CONSTRUIRE UNE GOUVERNANCE DE L'EAU TERRITORIALISEE 73
3.2.2.1 Dialoguer avec l'ensemble des parties prenantes 73
3.2.2.2 Assurer un accès égal à l'information sur l'eau 73
3.2.2.3 Produire et partager la connaissance sur l'eau 75
3.2.2.4 Une information accessible à tous 78
3.2.3 INNOVER POUR LA SANTE DE L'EAU 80
3.2.3.1 Compenser la pression sur la biodiversité 80
3.2.3.2 Développer l'expertise et la recherche au service de l'eau 81
3.2.4 ETRE UN EMPLOYEUR RESPONSABLE 82
3.2.5 CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TERRITOIRES ET A LEUR COHESION SOCIALE 83
3.2.6 LA MESURE DE L'EMPREINTE SOCIETALE DU SERVICE 87
3.3 LA SOLIDARITE INTERNATIONALE : AQUASSISTANCE 91

4 - LA SITUATION DU PERSONNEL DE LA SGAC 92

4.1 LA REPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATEGORIE ET PAR SEXE 93
4.2 LA REPARTITION DES SALARIES PAR SEXE ET PAR NIVEAU DE QUALIFICATION 93
4.3 LES MOUVEMENTS D'EFFECTIFS 2016 94
4.3.1 LES EMBAUCHES PAR NATURE 94
4.3.2 LES CAUSES DES DEPARTS EN 2016 94
4.4 LES HEURES NON TRAVAILLEES REMUNEREES 95
4.5 LE TAUX D'ABSENTEISME 95
4.6 LA FORMATION DES COLLABORATEURS 95
4.7 L'INSERTION 97
4.7.1 LA CONTRIBUTION A L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES 99
4.7.2 LA PARTICIPATION A LA FORMATION DES JEUNES DU TERRITOIRE 99
4.7.2.1 Le tutorat, le parrainage et la promotion des métiers de l'assainissement 102
4.7.2.2 Les séniors 103
4.7.2.3 Egalité, diversité, non-discrimination 104
4.8 LE DIALOGUE SOCIAL 105
4.8.1 LES ACCORDS SOCIAUX ENCADRANT LE STATUT DU PERSONNEL 105
4.8.2 LES ACCORDS SOCIAUX SIGNES EN 2013 105
4.8.3 LES ACCORDS SOCIAUX SIGNES EN 2014 106
4.8.4 LES ACCORDS SOCIAUX SIGNES EN 2015 106
4.8.5 LES ACCORDS SOCIAUX SIGNES EN 2016 106
4.9 EVALUATION DU NIVEAU DE MATURITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT 107

1 - L'IDENTITE

La Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole, délégataire du service public de l'assainissement de Bordeaux Métropole, est une filiale de Lyonnaise des Eaux, elle-même filiale du Groupe SUEZ.
Le conseil d'Administration du 15 avril 2015 a entériné le changement de dénomination sociale de la SGAC en Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole (au lieu de Cub).

Depuis le 29 juillet 2015, Lyonnaise des Eaux et toutes les entreprises qui composent le groupe portent la marque unique : SUEZ.

Le Groupe accélère la transformation de ses métiers et de son organisation en fédérant l'ensemble de ses activités en France et à l'international sous une seule et même marque.

Cette marque unique, fruit d'une histoire commune de plus de 150 ans, exprime l'ambition et l'engagement des 80 000 collaborateurs du Groupe pour apporter aux clients (collectivités, industriels et consommateurs), partenaires et parties prenantes, partout dans le monde, des solutions concrètes pour faire face aux nouveaux enjeux de la gestion de la ressource.

1.1 SUEZ EAU FRANCE

Le 8 janvier 2015, la Société Anonyme Lyonnaise des Eaux s'est transformée en Société par actions simplifiées.

Depuis le 29 juillet 2015, Lyonnaise des Eaux est devenue SUEZ Eau France, l'entité juridique Lyonnaise des Eaux demeurant jusqu'en octobre 2016.

Forte de 130 ans d'expérience dans la gestion technique de l'eau, SUEZ pour son activité Eau en France, innove pour la santé de l'eau en apportant des solutions qui répondent aux besoins de tous types de clients (collectivités, habitants, industriels, agriculteurs, gestionnaires de bâtiments…) tout au long du grand cycle de l'eau ; et met tout en œuvre pour garantir durablement au consommateur une eau sûre de qualité irréprochable.

- 12 000 collaborateurs
- 15 Entreprises Régionales
- 120 agences territoriales
- 2430 contrats avec les collectivités locales
- 2300 prestations de services
- 12,6 millions de personnes desservies en eau potable
- 11,6 millions de personnes desservies en assainissement
- 2 centres de recherche
- 2,1 milliards d'euros de CA

SUEZ Eau France distribue l'eau potable à 12,6 millions d'habitants, dépollue les eaux usées de plus de 11,6 millions de personnes en France et intervient sur tout le grand cycle de l'eau. La protection de la ressource en eau, en quantité et en qualité est au centre de ses préoccupations.

ETRE UN PARTENAIRE LOCAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE

15 entreprises régionales, fédérant plus de 120 agences territoriales, opèrent au plus près des territoires dans une volonté de proximité et de qualité de service. Elles accompagnent les collectivités en leur proposant des solutions sur mesure, en accord avec leur démarche de développement durable, et en privilégiant systématiquement la compréhension des enjeux locaux.

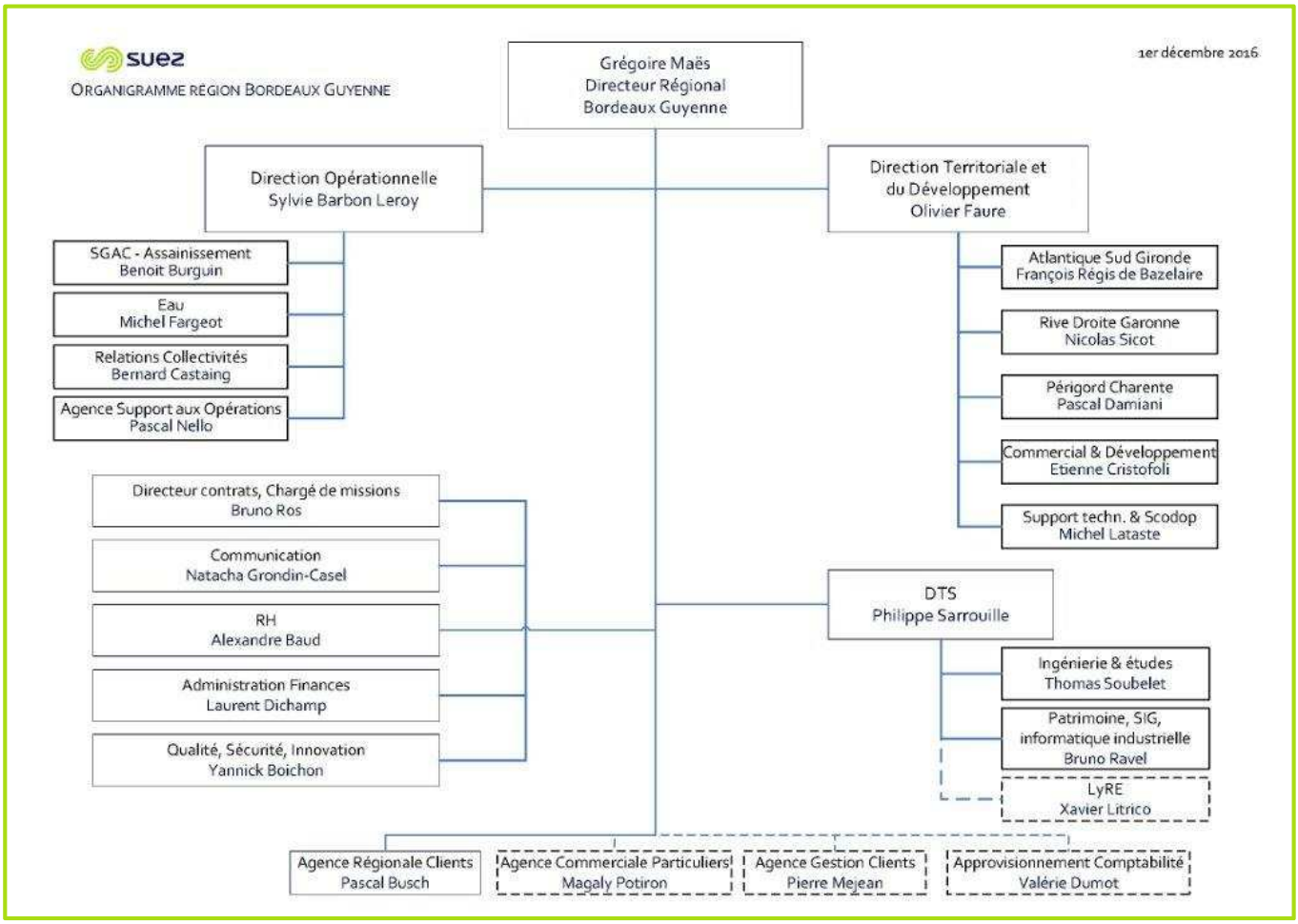
Les entreprises régionales contribuent à l'économie locale par l'emploi (plus de 90% d'emplois locaux, 8 agences de relation clientèle situées exclusivement en France) et s'engagent résolument dans la vie locale. Elles investissent chaque année près de 3 millions d'euros dans des partenariats à vocation sociale, sociétale et environnementale, et développent des partenariats de recherche locaux au sein de Pôles de compétitivité et d'universités.

1.2 L'ENTREPRISE REGIONALE BORDEAUX-GUYENNE

L'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne Eau France, forte de près de 950 collaborateurs, assure la gestion de services publics de l'eau et de l'assainissement en Gironde, Dordogne, Charente et Charente-Maritime. Elle propose par ailleurs des services aux industriels et aux particuliers en réponse aux nouveaux défis en matière de préservation de la ressource et aux attentes concernant des solutions respectueuses de l'environnement.

L'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne assure, pour le compte de collectivités parmi lesquelles Bordeaux Métropole, les villes de Libourne et Périgueux, la gestion de 139 contrats de délégation de services publics d'eau et d'assainissement. Grâce à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, elle exerce sa mission de service public 24h/24, 7 j/7 dans un souci de qualité au meilleur coût. Elle s'articule autour de 3 directions :

- Opérationnelle en charge des contrats eau et assainissement de Bordeaux Métropole
- Technique et scientifique
- Territoriale et du développement



L'Entreprise Régionale Bordeaux-Guyenne concentre près de 95% des 950 collaborateurs de Suez Eau France en Aquitaine.

Dans le domaine de la **Clientèle**, 190 collaborateurs gèrent :

- ✓ la relève, le recouvrement, les appels téléphoniques et le courrier de nos 500 000 clients en Gironde et en Dordogne, dont les 258 832 pour Bordeaux Métropole ;
- ✓ la facturation de nos 800 000 clients en Aquitaine et en Midi-Pyrénées.

Dans le domaine de la **Gestion**, 75 collaborateurs assurent :

- ✓ les approvisionnements et les achats pour toute la région Aquitaine ;
- ✓ la comptabilité et la gestion des fournisseurs de l'ensemble des activités en Aquitaine et Midi-Pyrénées ;
- ✓ la paie et l'encadrement de la formation des 1550 salariés que compte Eau France non seulement en Aquitaine et Midi-Pyrénées mais également en Languedoc-Roussillon ;
- ✓ la gestion de l'informatique et des assurances pour la moitié Sud de la France.

Dans le domaine de la Recherche & Développement, le LyRE (Lyonnaise REcherche) basé sur le campus de l'Université de Bordeaux, regroupe 30 chercheurs et contribue au rayonnement scientifique et économique de la métropole bordelaise et de l'Aquitaine.

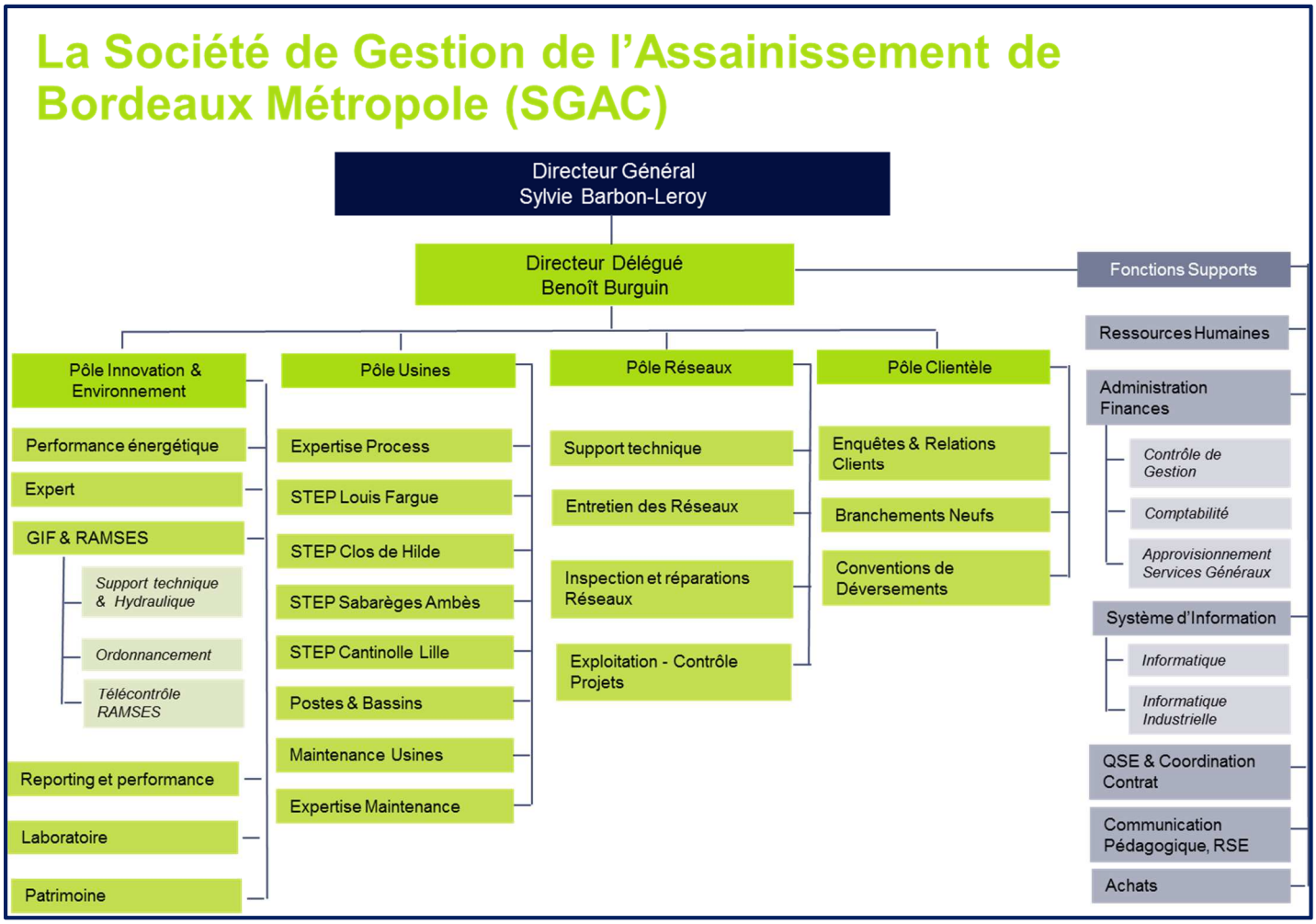
1.3 LA SGAC

La Société de gestion de l'assainissement de Bordeaux Métropole, filiale de Suez Eau France, créée en 2013 est dédiée au seul contrat d'assainissement de Bordeaux Métropole.

Forte de 223 collaborateurs, la SGAC rassemble le personnel technique affecté au contrat d'assainissement mais aussi les fonctions support (Ressources Humaines, Qualité Sécurité Environnement, Communication, Clientèle, Système d'information, Achats, Comptabilité) nécessaires à son fonctionnement.

Le personnel de la SGAC est principalement basé à Louis Fargue, mais également au sein des stations d'épuration et de la Maison de l'Eau.

1.4 L'ORGANISATION DE LA SGAC



La Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole est une Société Anonyme composée d'un conseil d'administration à 3 collèges :

- le délégataire qui compte 6 administrateurs,
- les représentants des usagers, composés de 3 administrateurs,
- deux représentants de la société civile.

Le conseil d'administration est chargé de définir les orientations de l'activité de la société, de suivre la mise en œuvre du contrat, de valider les comptes sociaux ou encore le rapport annuel de gestion.
Les autres organes de gouvernance de la SGAC et Bordeaux Métropole sont, entre autres :

- les revues mensuelles assainissement
- les Comités de pilotage,
- le Comité de Suivi de la Performance et de la Qualité des Services (CSPQS).

Pour mener à bien la Délégation de Service Public de l'assainissement du territoire, la SGAC s'est organisée autour d'une direction opérationnelle déclinée en 4 pôles :

- Le Pôle clientèle coordonne l'ensemble des actions afférentes aux demandes clients.
- Le Pôle réseaux regroupe l'ensemble du personnel et des moyens affectés à l'exploitation des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales de Bordeaux Métropole.
- Le Pôle Usines est en charge de l'exploitation des 6 stations d'épuration de Bordeaux Métropole ainsi que de la maintenance des usines.
- Le Pôle Innovation et Environnement, vise à garantir une gestion intégrée du système d'assainissement.
-

La SGAC dispose également de ses propres fonctions support qui, en lien avec leurs homologues de l'Entreprise Régionale, garantissent le bon fonctionnement de cette société dédiée.

2 - LES ATOUTS DU DELEGATAIRE

2.1 LES URGENCES 24H/24



En dehors des heures d'ouverture du Centre de Relations Clientèle, le télécontrôle assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes : réparations de casses de canalisations, dépannages d'installations en défaut, débouchage de branchements d'assainissement...

Pour répondre aux sollicitations à tout moment, la SGAC a mis en place une organisation d'astreinte qui comprend un effectif de 20 personnes, composée d'agents et d'encadrants, mobilisables quotidiennement en heure non ouvrées.

Leurs compétences techniques sont diversifiées. Elles permettent de répondre spécifiquement à tous les types d'urgence pouvant survenir en assainissement, comme les interventions de curage, les diagnostics réseau, les diagnostics pollution, les interventions sur le process épuration, sur les systèmes électromécaniques. Cet ensemble de compétences est piloté 24h/24 par les télécontrôleurs de l'assainissement (RAMSES, ci-dessus).

2.2 L'ORDONNANCEMENT DES INTERVENTIONS

Le service public de l'assainissement a une forte dimension territoriale.

Sur le territoire de Bordeaux Métropole, ce sont par milliers que se comptent les interventions de terrain qu'il s'agit de coordonner pour garantir à la Collectivité et aux usagers une qualité de service optimisée, préventive et réactive sur le plan technique, efficace sur le plan économique.

Pour y parvenir, la SGAC dispose d'un service dédié, dont la mission quotidienne consiste en l'ordonnancement des demandes, émises par les usagers ou rendues nécessaires par l'exploitation. Il s'agit d'interventions :

ZOOM
INTERVENTIONS ET DEMARCHES ADMINISTRATIVES
LES CHIFFRES CLES 2016

- **23 726** interventions réseaux ordonnancées
- **7 223** interventions usines ordonnancées
- **1 302** arrêtés de circulation demandés
- **1 190** autorisations de travaux demandés
- **378** DT/DICT conjointes demandées
- **26 883** récépissés de DT/DICT émis

- ponctuelles, pour la réalisation de travaux (création de branchements d'assainissement…) et pour la résolution de dysfonctionnements (réseaux assainissement bouchés, inondations, nuisances…) ;
- récurrentes, comme celles liées à la maintenance préventive des installations ou leur contrôle réglementaire, par exemple.

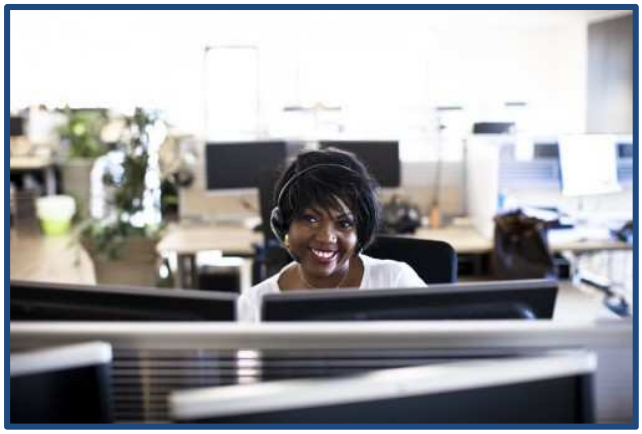
Mettre en adéquation les demandes d'intervention avec les ressources humaines compétentes et les moyens techniques adaptés : telle est la mission quotidienne du service ordonnancement. La préparation logistique des interventions techniques et leur planification doivent tenir compte :

- du risque pour la continuité du service (degré d'urgence, priorité, importance),
- des règles de sécurité pour le personnel et pour les riverains, en coopération étroite avec les différents concessionnaires de réseaux présents,
- de la durée estimée des interventions et des contraintes d'échéance à respecter au plus tôt et au plus tard,
- des contraintes administratives (prescriptions de voirie, arrêtés de circulation, etc.),
- de la disponibilité du matériel et des compétences requises du personnel intervenant.

2.3 LE CENTRE DE RELATION CLIENTELE

La SGAC délègue à l'entreprise régionale Bordeaux Guyenne de SUEZ Eau France, via une convention de prestation, la gestion des appels et de l'accueil des clients. SUEZ Eau France met à la disposition de ses partenaires Collectivités 10 Centres de Relations Clientèle qui, grâce à des technologies de téléphonie de dernière génération, peuvent s'entraider en cas de nécessité.

A Bordeaux, 20 téléconseillers, formés pour répondre aux demandes administratives et techniques, traitent les demandes des clients.



Il s'agit d'une plate-forme d'accueil téléphonique offrant aux clients de Gironde, Dordogne, Charente et Charente-Maritime, la possibilité de s'informer, signaler leur déménagement, demander un échéancier de paiement, prendre rendez-vous avec un technicien, déposer une réclamation, demander une intervention d'urgence…

Il est ouvert 60 heures par semaine du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :

N° 0977 40 10 13 (appel non surtaxé)

Urgence 24h / 24h, 7j / 7j : n° Cristal (appel non surtaxé) 0977 40 10 14

Site internet :
www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr

Pour toute correspondance liée à l'eau :

Suez Eau France TSA 70001 - 54528
LAXOU Cedex

Accueil clientèle :

91, rue Paulin - 33000 Bordeaux

Service de l'assainissement
88, cours Louis Fargue –
33070 Bordeaux cedex

2.4 LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

La Direction Technique et Scientifique de Bordeaux constitue l'un des 3 pôles opérationnels de l'Entreprise Régionale Bordeaux-Guyenne.

Elle regroupe principalement :

- ✓ Un Pôle Ingénierie : Génie Civil et Grands Projets, Ingénierie des Réseaux, Etudes et Informatique Industrielle,
- ✓ Un Centre de Recherche et Développement sur la gestion de l'eau dans les villes et leur environnement, le LyRE, créé en avril 2011 et implanté au cœur du campus bordelais à Talence.

Avec un effectif de 91 personnes, la DTS est un Pôle d'expertise et d'innovation de SUEZ Eau France. Elle a pour vocation :

- le soutien technique aux entités opérationnelles de l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne,
- l'assistance technique aux Entreprises Régionales de SUEZ en France et à l'international,
- l'intégration dans le réseau des centres techniques et de recherche de SUEZ.

LE LYRE, CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT LYONNAISE DES EAUX A BORDEAUX

Le LyRE, centre de R&D, est opérationnel depuis le mois d'avril 2011 et implanté au cœur du campus bordelais. Il compte 30 chercheurs, ingénieurs et experts, et collabore avec de nombreux partenaires de recherche. Il travaille actuellement sur une trentaine de projets liés aux grands enjeux de la gestion de l'eau dans les métropoles.

Il est organisé autour de 4 pôles de recherche et d'expertise :

- La gestion des grands réseaux de collecte : optimiser la gestion des infrastructures de l'eau.
- Acteurs et usages de l'eau : anticiper les besoins des usagers, comprendre les acteurs de la gestion de l'eau.
- Environnement : innover dans la gestion durable des écosystèmes.
- Data : créer de la valeur à partir de l'analyse des données.

Le LyRE fait partie intégrante du réseau des centres de recherche et des centres techniques de Suez. Il travaille en lien étroit avec le CIRSEE (Centre International de Recherche Sur l'Eau et l'Environnement), en France, CETaqua (Centre de R&D d'Aguas de Barcelona), en Espagne, ainsi qu'avec les autres centres du Groupe, sur des programmes et projets communs financés par le Groupe et des filiales. Le LyRE mène des prestations de recherche et développement pour le compte de la SGAC, dans le cadre d'une convention de recherche de 6 ans co-signée en 2013 par Bordeaux-Métropole et son délégataire.

SUEZ Eau France place l'innovation et la créativité au cœur de sa stratégie. Afin de contribuer à la création d'une expertise locale, consciente de ses responsabilités en matière de recherche et développement et d'accompagnement des politiques de développement durable des territoires, Eau France a développé ces dernières années sur l'agglomération bordelaise de multiples collaborations avec les acteurs de la recherche.

Au niveau aquitain, l'entreprise est partenaire des universités dans le cadre de nombreux programmes de recherche initiés avec des acteurs reconnus tels que l'IRSTEA (ex-CEMAGREF), l'ENSEGID, l'UMR EPOC (dont fait partie le LPTC), le CNRS, Science Po, KEDGE (ex-BEM)…

Le LyRE est membre du conseil d'acteurs du LabEx COTE, il participe à la vie du campus en étant membre du conseil de l'école doctorale Maths Info, en participant à des jurys de thèse, en donnant des conférences dans le cadre d'enseignements de Master. Il est membre du conseil de l'OASU (Observatoire Aquitain des Sciences de l'Univers), du conseil scientifique et du conseil d'orientation stratégique de Bordeaux INP (Institut National Polytechnique de Bordeaux), et du conseil scientifique d'AgroParisTech.

Bordeaux est également un lieu de référence et d'expertise forte de SUEZ Eau France qui y réalise des développements uniques en France. Des innovations majeures ont été produites dans la région, comme l'évolution récente du télécontrôle RAMSES, centre névralgique de lutte contre les inondations de Bordeaux Métropole, qui intègre depuis janvier 2013 la Gestion Dynamique, un outil de gestion globale optimale prédictive, qui permet de gérer en temps réel les flux lors d'événements pluvieux.

Le LyRE est le coordonnateur scientifique du projet REGARD, porté par Bordeaux Métropole, cofinancé par l'ONEMA et l'Agence de l'Eau Adour Garonne, sur l'analyse des micropolluants dans les eaux urbaines pour leur réduction à la source.

Il participe également au projet LIFE EFFIDRAIN, avec Barcelone, autour de la gestion des flux à partir de la mesure de la qualité de l'eau en réseau d'assainissement.

Le LyRE a mis en place une gouvernance innovante, impliquant divers acteurs du territoire.


lioflash Bordeaux Guyenne #17

Le LyRE fête son anniversaire

Le 30 juin dernier, Le LyRE, centre de recherche et d'innovation de SUEZ, réunissait l'ensemble de ses acteurs et partenaires pour échanger sur le thème : *Recherche et l'innovation sur l'eau au service des métropoles et des territoires*. Occasion de célébrer les 5 ans de son activité ainsi que l'Accord-Cadre qui le lie avec l'Université de Bordeaux.

CHIFFRES CLÉS

30 collaborateurs en France (Bordeaux et Montpellier)

+ de 50 Partenaires universitaires

3 missions recherche et innovation gestion des connaissances expertise technique

« L'innovation a construit notre passé, elle garantira notre futur. »

Retrouvez les moments forts de la journée de la journée sur Twitter #LyRE

suez

LES 5 ANS DU LYRE

Le 30 juin 2016, le LyRE a fêté ses 5 ans en compagnie de ses partenaires, Bordeaux Métropole, l'Université de Bordeaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, et le groupe SUEZ, chacun représentés au plus haut niveau. L'événement a rassemblé près de 200 personnes à l'Agora du Haut-Carré, avec une présentation des thèmes de recherche par les chercheurs du LyRE et de ses partenaires.

Une table ronde a ensuite rassemblé élus et décideurs autour de l'innovation sur l'eau au service des territoires. Enfin, une présentation de Carlos Moreno sur les villes intelligentes a conclu la journée, qui s'est terminée par la signature officielle de l'accord-cadre liant SUEZ avec les partenaires de recherche du territoire pour les 5 ans à venir, présageant de nouveaux projets de recherche sur l'eau et les métropoles.

L'INNOVATION

L'innovation est également retenue comme un axe fort de mobilisation du personnel de la Région Bordeaux Guyenne et c'est à travers un concours régional animé mensuellement - le Challenge IDEO - que chaque collaborateur est invité à promouvoir l'innovation au quotidien. L'objectif de ce challenge interne est de développer l'esprit critique, le dynamisme et le partage de bonnes pratiques. En 2016, 23 propositions d'innovations ont été présentées par les équipes de la SGAC, 17 ont été primées et 6 ont reçu un trophée IDEO. Grâce à cette démarche participative, la SGAC renforce son engagement de culture d'innovation.



Au-delà du cadre régional, les salariés participent également aux I-days, trophées de l'Innovation nationaux de Suez Eau France afin de promouvoir les actions mises en place au sein de la SGAC.

En 2016, la SGAC a déposé 6 dossiers :

- Projet d'évolution données métiers SIG,
- Projet d'évolution de la gestion documentaire technique,
- Nouvelles solutions innovantes pour le suivi de la capacité des bassins de lutte contre les inondations (en collaboration avec le Lyre),
- Projet Géo-intrusion,
- Projet plateforme DATA,
- Progiciel de gestion de la Police de l'assainissement.

Deux projets ont été récompensés : les nouvelles solutions innovantes pour le suivi de la capacité des bassins de lutte contre les inondations et le projet Géo-intrusion.

2.5 LE SYSTEME D'INFORMATION

Le système d'information se compose d'une part du service informatique industrielle qui porte toutes les activités permettant le fonctionnement de RAMSES et de tous les sites techniques (STEP, stations pluviales, …) d'autre part d'un service informatique, qui porte l'ensemble des activités autour de l'informatique de gestion et de l'administration système.

2.5.1 MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE : MCO

LE SERVICE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Le service informatique industrielle assure le maintien en condition opérationnelle de tout le périmètre de RAMSES : postes locaux et poste central. C'est une chaine complète qui démarre depuis le capteur, sur les sites locaux, et remonte toute la chaine informatique :

- Automatisme
- IHM (Interface Homme machine)
- Télétransmission
- Réseau
- Frontal de réception
- SCADA (superviseur)
- Applicatifs métiers expert (Gestion dynamique)
- Base de données (AQUACALC)
- Publication

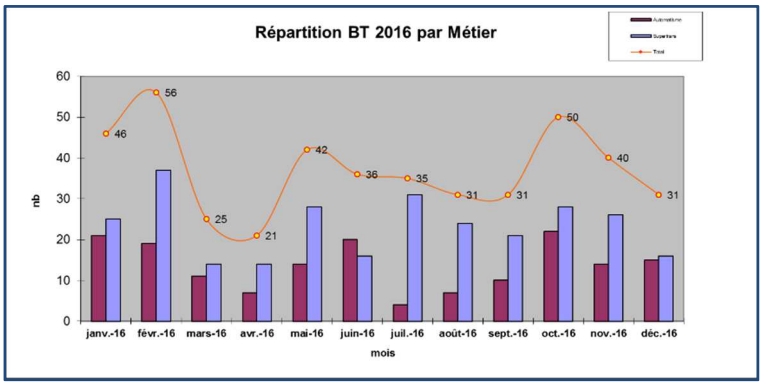
Les indicateurs clés du service informatique industrielle sont :

- Les demandes d'interventions (bon de travaux)
- La disponibilité du système
- L'évolution du système

Les demandes d'interventions (bon de travaux)

444 Bons de Travaux avec une répartition par domaine SI :

- *164 Bons de Travaux Automatisme*
- *280 Bons de Travaux Supervision et télétransmission*

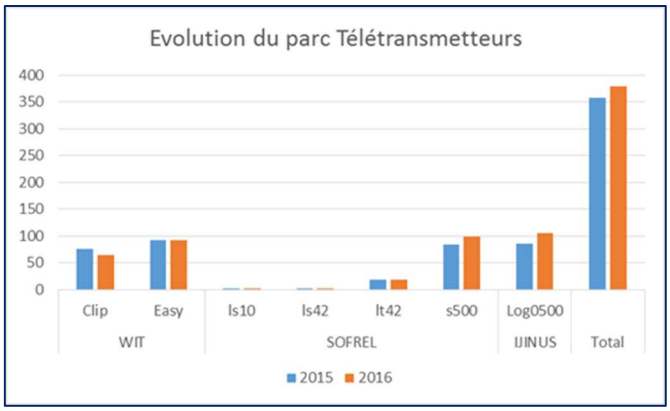


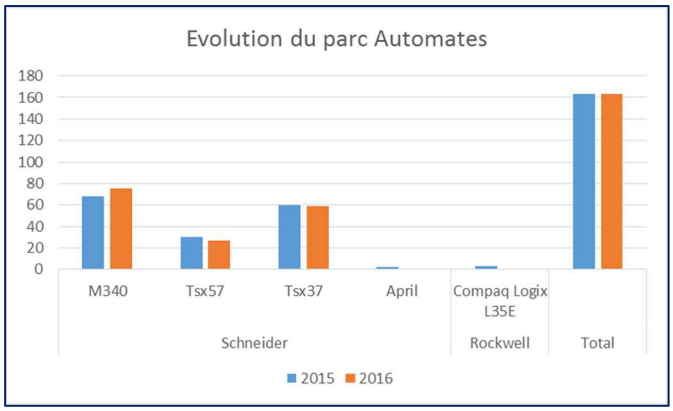
La disponibilité 2016

- *Disponibilité moyenne des supports temps réel : 99.99%*
- *Indisponibilité cumulée de RAMSES : 4h20*
- *Indisponibilité continue de plus de 4 heures de RAMSES : 0 (zéro)*

L'évolution technologique du système en 2016

- Une diminution des télétransmetteurs CLIP
- Une augmentation des automates M340





LE SERVICE INFORMATIQUE

Un support informatique de proximité (SIP) gère toutes les demandes informatiques relatives aux postes de travail, aux terminaux mobiles et aux solutions d'impression. Ces demandes sont faites soit par téléphone, soit par mail. Une plateforme nationale « UseIT » réceptionne l'ensemble des demandes. Cette plateforme traite les interventions de niveau 1 à distance. Les interventions de niveau supérieur sont traitées soit par le SIP, soit par le SUA (Support Applicatif), ou par les services mutualisés de TMA (Tierce maintenance applicative) ou hébergeurs.

Bilan de l'année 2016

L'année 2016 a été très riche en nombre de dossiers informatiques à traiter par les supports locaux et nationaux.

Total des dossiers informatiques traités en 2016	
Support national	982
SUA local SGAC	1560
SIP local SGAC	683
Nombre de dossiers	3225
Moyenne sollicitation /agent	14

Le nombre total de sollicitations pour la SGAC a été de **3225** demandes, en hausse de 27% et représentant une moyenne de 14 demandes par salarié de la SGAC.

L'administrateur système de la SGAC gère tout le parc informatique des serveurs, l'administration et la surveillance des systèmes d'exploitation, la gestion de la virtualisation des applications locales, les mises à jour des anti-virus, les sauvegardes, les renouvellements et la maintenance matériel (Ex : panne de disques). Il supervise la surveillance des réseaux avec NAGIOS. Il assure le support applicatif et la maintenance des applications installées localement.

Le support informatique de proximité (SIP) gère toutes les demandes informatiques relatives aux postes de travail, aux terminaux mobiles, à l'accessibilité au réseau bureautique et aux solutions d'impression. Pour 2016, nous totalisons 683 dossiers.

Les interventions de niveau supérieur sont traitées soit par le support informatique national Use IT, soit par le SUA (Support national Applicatif), ou par les services mutualisés de TMA (Tierce maintenance applicative) ou hébergeurs, ces interventions représentent 982 dossiers pour l'année 2016.

2.5.2 LES PROJETS

RENOUVELLEMENT SERVEURS PRIMAIRES ET SECONDAIRES DES STATIONS D'EPURATION



Serveurs Clos de Hilde, Cantinolle et Blanquefort : mise en conformité des classes d'alarmes et des périodicités d'échantillonnage, installation/paramétrage connecteur Aquacalc.

SYNCHRONISATION PPV -> AQUACALC

Portage des méthodes de calcul SANDRA et des historiques dans AQUACALC.

ETUDE TECHNIQUE RAMSES SECOURS-PLAN PROJET

- ✓ Définition du périmètre
- ✓ Etude de faisabilité du P.A partagé
- ✓ Choix techniques réplications
- ✓ Descriptifs matériels requis
- ✓ Descriptifs logiciels requis

RENOUVELLEMENT AUTOMATES+IHM PERIER ET LA JALLERE





POLICE ASSAINISSEMENT

Le projet informatique « Police de l'Assainissement » s'inscrit dans le cadre du programme SI Eau et Assainissement porté par la Direction de l'Eau (DEAU) et la Direction Générale Numérique et Systèmes d'information (DGNSI) de Bordeaux Métropole, appuyées par des prestations externes de conseil en systèmes d'information.

Ce projet couvre l'ensemble des besoins liés à la gestion des branchements publics d'assainissement et installations privées d'assainissement (AC et ANC), la gestion de la conformité et de la police spéciale assainissement applicable à ces installations d'assainissement ainsi que la facturation associée (Taxation AC/ANC et redevance ANC, procédure U24. Ce projet couvre également la maitrise du processus branchement neuf.

Durant 2016 les étapes suivantes se sont déroulées :

Etapes du projet	Dates
Spécifications des besoins	Mars-juin 2016
Sélection des candidats parmi les offres métier existantes sur le marché	Mai-juin 2016
Rédaction du Dossier de Consultation	Juillet-Octobre 2016
Consultation de 3 candidats potentiels	octobre-Janvier 2017

La sélection du prestataire est prévue en janvier 2017, la livraison de la solution devant intervenir fin octobre 2017.

Une équipe projet a été constituée avec des chefs de projets DGNSI et SGAC, des référents métiers de la Direction de l'eau de Bordeaux Métropole et de la SGAC pour la gestion Clientèle et des référents métiers pour le processus de facturation de la Direction de l'Eau.

MIGRATION SIG BM ET IMPACT SGAC

Le projet informatique « Evolution du SIG de la Direction de l'EAU » s'inscrit dans le cadre du programme SI Eau et Assainissement porté par la Direction de l'Eau (DEAU) et la Direction Générale Numérique et Systèmes d'information (DGNSI) de Bordeaux Métropole, appuyées par des prestations externes de conseil en systèmes d'information.

Durant l'année 2016, la DGNSI et la DEAU ont sollicité les experts métiers et informatiques de la SGAC pour apporter un avis technique dans ce domaine.

Une équipe projet a été constituée avec des chefs de projets DGNSI et SGAC, des référents métiers de la Direction de l'Eau et SGAC pour la gestion patrimoniale des données SIG, et des experts informatiques pour les processus d'échanges de données SIG.

2.6 LE MANAGEMENT QSE CERTIFIE

Lors de sa création, le 1er janvier 2013, la SGAC, héritant du Système de Management Intégré « Qualité, Sécurité, Environnement » de l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne, a défini et mis en œuvre, sur les mêmes principes que Suez Eau France, une démarche active et intégrative en matière de qualité de service, de prévention de la sécurité et de la santé de ses collaborateurs et partenaires, de protection et de préservation de l'environnement, de responsabilité sociale et sociétale.

Son principal objectif est de répondre efficacement et durablement aux exigences règlementaires, contractuelles et spécifiques à l'entreprise elle-même.

Tout au long de sa première année de vie, la SGAC a su démontrer son engagement dans ces démarches d'amélioration continue en obtenant, en 2013, les certifications Iso 9001, Iso 14001, OHSAS 18001. Depuis novembre 2014, la SGAC est aussi certifiée Iso 50001.

Cette quadruple certification est une garantie pour Bordeaux Métropole de la capacité de son délégataire à faire respecter le règlement assainissement auprès des usagers et à leur rendre un service de qualité, à protéger et à préserver l'environnement dans le respect de la règlementation en vigueur, à assurer le bien-être et l'intégrité physique et morale de ses collaborateurs dans leur travail.

LES CERTIFICATIONS

ISO 9001
Audit de certification Qualité en novembre 2013
Certification Qualité obtenue en février 2014

OHSAS 18001
Certification Sécurité en novembre 2013

ISO 14001
Certification Environnementale en novembre 2013

ISO 50001
Certification Energie en novembre 2014

COFRAC
Accréditation du laboratoire pour l'analyse des eaux résiduaires obtenue le 1er juillet 2012

2.6.1 LE MANAGEMENT DE LA QUALITE

La qualité est au cœur des ambitions de la SGAC. Aussi cette préoccupation est-elle permanente, de la construction d'une installation jusqu'à son exploitation, dans une recherche systématique d'amélioration du service rendu au client.

Quatre évènements majeurs ont marqué l'année 2016 d'un point de vue du management QSE :

- ✓ Audit LRQA de renouvellement triennal Sécurité et Environnement en mars 2016
- ✓ Audit LRQA de suivi Qualité et Energie en novembre 2016,
- ✓ l'audit COFRAC de renouvellement de l'accréditation du laboratoire en mars 2016.
- ✓ La labellisation écologique EVE (Espace Végétal Ecologique) délivrée par Ecocert pour sites suivants : bassin de Dinassac, bassin de La Fontaine et bassin de Chêne Vert

De plus, dans le cadre de la démarche préconisée à l'annexe V de la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008 relative au décret du 20 avril 2007, portant sur le degré de confiance des indicateurs, la SGAC a fait auditer la fiabilité et les résultats de ses indicateurs de performance et indicateurs réglementaires par l'AFNOR en février 2016 (*cf. Chapitre 1.5*).

2.6.2 LE MANAGEMENT DE LA SECURITE

L'ACCIDENTOLOGIE

Avec 4 accidents de travail (AT), la SGAC enregistre une baisse significative du nombre d'AT (avec et sans arrêt). Un des acteurs principaux de ce bon résultat est le Pôle Réseaux qui n'a subi aucun accident cette année (pour 6AT en 2015), ceci étant d'autant plus remarquable que la population de ce Pôle s'est considérablement rajeuni depuis quelques années.

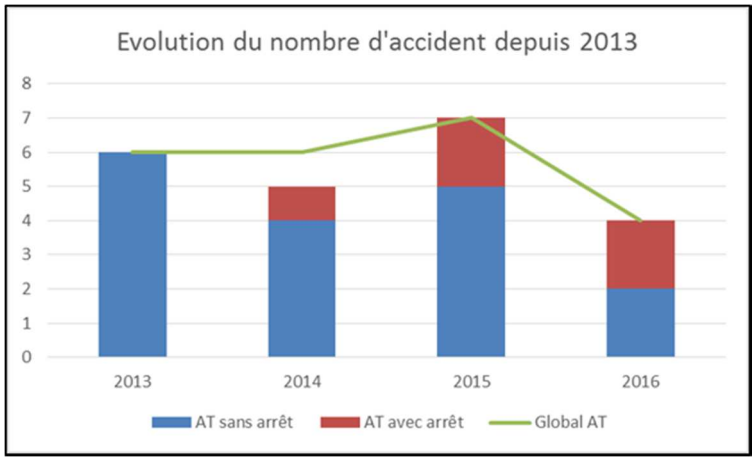
Ce résultat est le meilleur depuis 2013.

En revanche, le nombre de jours d'arrêt de travail, traduisant la gravité des accidents est en très forte augmentation. Nous passons de 9 jours d'arrêt en moyenne sur les 3 dernières années à 169 jours en 2016. Cependant, il faut noter que la majorité de ces jours d'arrêt, 163 jours sur les 169 jours, est portée par un seul accident : projection de soude dans les yeux d'un collaborateur du service maintenance usines (cf ci-après).

Malgré ces résultats contrastés, les indicateurs principaux restent corrects pour cette année :

- taux de fréquence[1] de 5.79
- taux de gravité[2] de 0.49

La SGAC reste ainsi l'une des entreprises des métiers de l'eau et de l'assainissement la plus sûre en matière de santé et sécurité au travail. Pour comparaison, les taux moyens d'accidents des entreprises privées assurant la gestion des services d'eau et d'assainissement en France adhérentes à la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) sont de 16.1 pour le taux de fréquence et de 1.2 pour le taux de gravité (Etude BIPE 2015 pour le FP2E).



Il faut noter aussi qu'aucune remarque de l'inspection du travail n'a été formulée en 2016 sur la sécurité des installations exploitées par la SGAC.

UN ACCIDENT SUITE UNE PROJECTION DE PRODUIT DANGEREUX

Un collaborateur du service Maintenance usines est intervenu le 21 mars 2016 pour créer un raccordement entre une canalisation d'eau industrielle et une canalisation d'injection de soude dans les biofiltres. L'objectif de cette intervention est de permettre un rinçage de cette dernière après utilisation (la soude étant visqueuse, la canalisation ne se vidange pas correctement).

Une fois le raccordement réalisé, le technicien a mis en pression la canalisation pour vérifier l'étanchéité de l'installation. En se rapprochant d'un raccord, il a alors reçu une projection de soude sur le visage, lui occasionnant des brûlures graves au niveau des yeux.

Cet accident a occasionné 163 jours d'arrêt de travail pour l'intervenant.

[1] *Taux de fréquence = (nombre d'accidents du travail avec arrêt * 1 000 000) / nombre d'heures travaillées*
[2] *Taux de gravité = (nombre de jours d'arrêt * 1 000) / nombre d'heures travaillées*

Un groupe de travail composé d'exploitants, de mainteneurs, du CHSCT et du service QSE a été mis en place pour réfléchir aux solutions techniques et organisationnelles à mettre en œuvre pour éviter qu'un tel accident ne se reproduise.

Les résultats des échanges portent principalement sur les axes suivants :

- Renforcer les modalités de la « consignation process » dans le système de management ;
- Définir une modèle d'étiquette de consignation adapté aux usines ;
- Clarifier les conditions du port des protections oculaires sur le périmètre usines ;
- Réaliser des tests sur différents casques de chantier avec lunettes intégrées.

Il s'agit du premier accident survenu à la SGAC impliquant des produits chimiques. Si la fréquence de survenue reste faible, la gravité potentielle est très forte.



Raccord à l'origine de l'accident

L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES LOCAUX DE SECHAGE DES BOUES DES STATIONS D'EPURATION DE LOUIS FARGUE ET DE CLOS DE HILDE

Depuis la mise en marche des sécheurs, la SGAC surveille l'atmosphère des différents locaux d'exploitation de ces installations afin de repérer la présence problématique de poussières et de substances chimiques. Pour rappel, lors de la mise en route, des taux anormalement élevés d'ammoniac dépassant les valeurs limites réglementaires étaient régulièrement enregistrés sur Louis Fargue.

Pour améliorer la situation, un plan d'action a été bâti s'appuyant sur les principaux axes suivants :

Le contrôle et le suivi de l'atmosphère de travail

Des études ont été réalisées par des laboratoires extérieurs pour détecter et analyser la présence de substances chimiques (11 substances ciblées), de poussières et de bio-aérosols.

Les équipements de protection individuels

En complément de la dotation de masque de protection à cartouches réalisée en 2015 pour le personnel d'exploitation des sécheurs, il a été décidé, pour les tâches les plus exposantes, de l'équiper de matériel de protection respiratoire encore plus performant à savoir des masques à ventilation assistée de type TH3P.

Lutter contre les dépôts de poussières

Une des conclusions importantes de l'étude sur les poussières et bio-aérosols est la nécessité de surveiller la propreté et le nettoyage des locaux pour lutter contre le développement des moisissures et endotoxines. Pour se faire, la SGAC a tout d'abord fait l'acquisition d'un d'aspirateur haute performance de type « industriel ». Ce dispositif a été complété par la mise en place d'un nettoyage complet de toute l'installation par une entreprise spécialisée 2 fois par an.



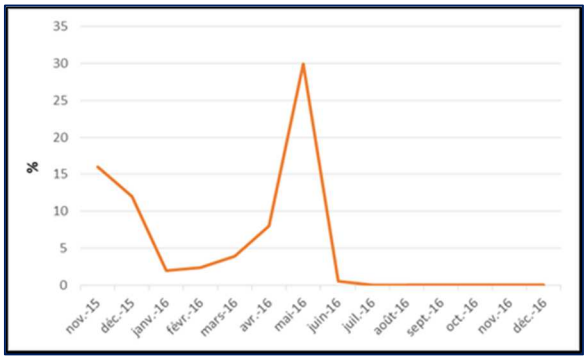
Opérateur équipé de pompes de prélèvement d'air ambiant pendant l'étude de mesure des poussières et bio-aérosols

Améliorer l'étanchéité des sécheurs de Louis Fargue

Depuis 2015, des teneurs en ammoniac sont relevées quotidiennement sur 19 points des locaux de séchage de Louis Fargue, soit plus de 5000 mesures en 2016.

La gestion de la présence dans l'atmosphère d'ammoniac, de poussières et de bio-aérosols est la maîtrise de l'aéraulique. Afin de parfaire cette gestion de la circulation d'air, des tests à la fumée sont réalisés à titre préventif au minimum 2 fois par an pour déterminer les éventuelles fuites. A titre curatif, le constructeur de l'installation a été mandaté pour réaliser une campagne approfondie d'amélioration de l'étanchéité de ces équipements et a d'ailleurs repris l'étanchéité du 2ème étage en totalité durant le mois d'Octobre.

L'ensemble de ces actions sont définies et suivies par un groupe de travail impliquant l'ensemble des exploitants, le CHSCT, le service médical et l'équipe QSE. La réalisation de ce plan d'action a permis une nette amélioration des conditions de travail dans les locaux de séchage. L'impact le plus significatif est la forte diminution des concentrations d'ammoniac mesurées. Ainsi, depuis le mois de juin 2016, aucune valeur mesurée n'a été supérieure aux valeurs réglementaires. (Rappel : la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) de l'ammoniac selon l'art R4412-149 du code du travail est (sur 8 h) de 20 ppm et à court terme (VLCT) de 10 ppm).



Taux de mesures d'ammoniac supérieur à la VLCT (10 ppm)

COLLABORATION AVEC LES SERVICES DE SECOURS (SDIS)

La SGAC a participé au côté du SDIS de la Gironde à plusieurs actions et manœuvres. Ces moments, toujours très riches d'enseignements, ont permis de confronter et d'échanger nos pratiques.

Retours sur ces principales collaborations.

EXERCICES DE CRISE

Exercice d'évacuation depuis un collecteur visitable

Le Service inspection et réparation des réseaux a réalisé avec les pompiers de la caserne de la Benauge et du GRIMP (Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieux Périlleux) un exercice d'évacuation de 2 collaborateurs «gravement blessés» dans un collecteur d'1,5 m de hauteur et de 80 cm de largeur. Cet exercice avait 2 enjeux :

- Tester sur le terrain les procédures d'alerte et d'évacuation en collaboration avec les secours ;
- Tester en parallèle le système de gestion de crise face à un tel événement.

La SGAC a donc confronté son système de gestion de crise face à la survenue d'un accident où la vie de collaborateurs est mise en jeu.



Exercice d'évacuation d'un blessé dans un collecteur

Autant la gestion de problèmes techniques semble bien contrôlée, autant cette simulation de gestion d'un évènement grave impliquant l'humain a mis en évidence un certain nombre d'axes d'améliorations.

Ainsi un plan d'action a été mis en place notamment mieux appréhender, d'une part, la gestion du soutien psychologique nécessaire dans ce type de situation extrême (en interne mais aussi pour les familles concernées) ainsi que les différents modes de communication à mettre en place.

Exercice relatif à une pollution d'hydrocarbure à St Médard-en-Jalles

La caserne de St-Médard-en-Jalles a organisé un exercice visant à tester la capacité à réagir de leur encadrement lors d'un accident de circulation d'un camion-citerne provoquant une pollution de plusieurs milliers de litres de gasoil. A leur demande, les services Diagnostic et Postes et Bassins ont participé à cet exercice afin d'apporter leur expertise des réseaux, des usines, ainsi que sur la protection du milieu naturel.

Sensibilisation aux équipes de lutte contre les pollutions

Depuis plusieurs années, nous accueillons dans nos locaux pendant une demi-journée la nouvelle promotion des officiers du service de lutte anti-pollution du SDIS basé à la caserne de Bruges.

Cette sensibilisation pilotée par le service QSE avec l'aide du télécontrôle RAMSES et du service Diagnostic, a été l'occasion de présenter le patrimoine, les procédures d'astreinte, de crise et de gestion des pollutions de la SGAC. Pour clôturer cet échange, une visite du télécontrôle RAMSES leur a été proposée.

UN NOUVEL OUTIL DE TRAVAIL POUR LES EQUIPES RESEAUX : LA TRONÇONNEUSE A CHAINE DIAMANTEE

La survenue, au niveau national, de plusieurs accidents du travail graves lors de la découpe de canalisation avec une découpeuse thermique à disque (par effet « rebond » de la découpeuse suite au pincement du disque lors de la découpe) a conduit le groupe Suez Eau France à décider de remplacer progressivement l'utilisation de telles machines pour les opérations de découpe de canalisation. Ces découpeuses thermiques continuent cependant d'être utilisées pour le sciage des revêtements de voiries.

Avec l'aide du référent interne « Outils de découpe » du Pôle Réseaux, des tronçonneuses à chaines diamantées ont été testées puis acquises par la SGAC.

Ce nouvel outil performant doit permettre d'améliorer à la fois /

- la sécurité des intervenants, la machine coupant par effet « d'abrasion », évitant ainsi le risque de blocage de la chaine et donc l'effet rebond,
- ainsi que la qualité des interventions, la tronçonneuse permettant d'attaquer la canalisation en tous sens et d'avoir une coupe plus nette sur les plus gros diamètres.

Après une formation pratique aux bonnes règles d'utilisation et d'entretien, les équipes chargées de la réparation au sein du Pôle Réseaux se sont approprié ces nouvelles machines depuis le mois de décembre 2016.



Essai de la nouvelle tronçonneuse à chaine diamantée

2.6.3 LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Les services publics de l'eau et de l'assainissement s'inscrivent naturellement dans une préoccupation environnementale : préservation des ressources, maîtrise des rejets au milieu naturel, prévention des inondations, préservation et restauration de la biodiversité, limitation des nuisances…

Ainsi, depuis plusieurs années, Suez Eau France ~~a~~ défini une Charte Environnementale, déclinée et mise en œuvre par un Système de Management Environnemental.

De ce fait et parce que l'environnement est au cœur de ses métiers, la SGAC, acteur du territoire et opérateur du service de l'assainissement collectif de Bordeaux Métropole, s'inscrit complètement dans cette démarche de protection et de préservation de l'environnement.

La SGAC contribue ainsi aux enjeux de développement durable décrits dans l'Agenda 21 de Bordeaux Métropole et de ses communes membres, dans le plan climat et dans la politique de l'Eau de Bordeaux Métropole. Elle démontre ainsi son engagement en matière de protection de l'environnement par la mise en œuvre active de sa politique et ce, en étroite collaboration avec son client Bordeaux Métropole.

2.6.3.1 LA CERTIFICATION ISO 14001

En ligne avec le Système de Management Environnemental de Suez Eau France (certifiée sur le périmètre de Bordeaux Métropole depuis le 1er avril 2007), intégrant les enjeux en termes de développement durable de toutes les parties prenantes du territoire de Bordeaux Métropole, le Système de Management Environnemental de la Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole a été certifié ISO 14001 dès 2013.

Ce certificat a fait l'objet d'un renouvellement avec succès en mars 2016.

L'axe de travail majeur de ce nouveau cycle de certification sera consacré à la mise en place de la nouvelle version de la norme ISO 14001 v2015 : une version plus poussée sur l'évaluation des risques environnementaux et sur l'identification des opportunités, plus orientée sur les besoins et les attentes des parties intéressées, avec, dans le cadre du processus achat, une nécessaire prise en compte du cycle de vie des produits et services.

2.6.3.2 UNE DEMARCHE GUIDEE PAR DES ENGAGEMENTS FORTS

Un des premiers engagements forts de la SGAC a été d'élaborer en 2013 sa propre politique environnementale conjointement avec son client au vue des nouvelles exigences contractuelles et ce en complément de celles propres à l'entreprise et au groupe auquel elle appartient.

Ainsi la SGAC s'engage à :

- ✓ Respecter la règlementation en vigueur, les engagements contractuels en matière d'environnement et de responsabilité sociale et sociétale,
- ✓ Réduire son impact sur l'environnement comme sur l'usager,
- ✓ Rejeter une eau conforme aux normes de rejet dans le milieu naturel et en mesurer l'empreinte sur les milieux aquatiques du territoire,
- ✓ Préserver, restaurer, développer la biodiversité sur le territoire et mesurer l'empreinte du service sur la biodiversité,
- ✓ Réduire l'impact de ses activités sur l'environnement à travers la prévention des pollutions et du risque industriel, la gestion des déchets, la maîtrise des ressources naturelles en particulier l'eau,
- ✓ Respecter les bonnes pratiques : la charte chantier propre, la charte des bonnes pratiques pour une gestion raisonnée des espaces verts,
- ✓ Mesurer l'empreinte énergie / carbone du service de l'assainissement et favoriser l'usage des énergies renouvelables,
- ✓ Mener une politique d'achat et de consommation responsable,
- ✓ Communiquer, sensibiliser, informer les différentes parties prenantes sur la dynamique environnementale de l'entreprise dans le cadre du service, sur les actions menées et les bénéfices environnementaux et sociétaux des solutions mises en œuvres,
- ✓ Proposer des solutions innovantes en assainissement.

L'audit de renouvellement qui s'est tenu en mars 2016 a permis de valider le Système de Management Environnemental en place, la pertinence et le respect des objectifs de la politique.

Les actions majeures en ligne avec cette politique et les enjeux associés sont abordés plus précisément dans ce document dans le chapitre consacré au « Développement Durable ».

2.6.3.3 L'ACCREDITATION COFRAC DU LABORATOIRE



Depuis le 1er juillet 2012, le laboratoire Louis Fargue a reçu l'accréditation COFRAC (COmité FRançais d'ACcréditation) selon la norme Iso 17025 pour les paramètres analysés sur les eaux résiduaires.

Pour mémoire, cette accréditation permet de reconnaître l'impartialité, la compétence du personnel et l'aptitude à produire des résultats d'analyses fiables.

Le renouvellement de l'accréditation COFRAC du laboratoire a été validé suite à l'audit du mois de mars 2016.

A cette occasion, le COFRAC a évalué une extension du périmètre de certification : le dosage de l'azote ammoniacal, nitreux et nitrique par une méthode d'analyse séquentielle et de détection spectrophotométrique. Cette nouvelle méthode a été validée par COFRAC et intégrée à la portée d'accréditation du laboratoire Louis Fargue.

2.7 LE PARTAGE D'INFORMATION DELEGANT/DELEGATAIRE

Le contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de Bordeaux Métropole a mis à l'honneur un mode relationnel rénové entre le délégataire et la collectivité renforçant ainsi le rôle « d'autorité organisatrice » de Bordeaux Métropole.

Cette relation se traduit par la mise en œuvre des outils nécessaires à cet échange d'information, l'accès à ces outils est effectué via un portail : Délég@ction.

L'ensemble des données partagées sont rassemblées au quotidien dans une base de données (appelée Data CUB) garantissant à la collectivité la disponibilité des données d'exploitation qui lui seront restituées en fin de contrat.

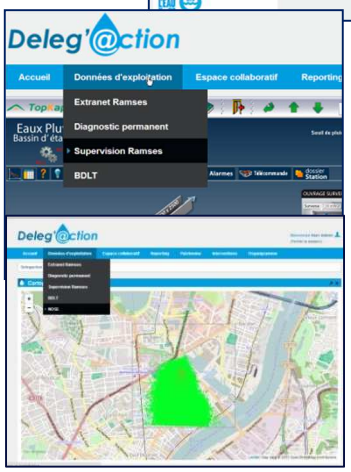


PAGE D'ACCUEIL



Elle met en avant les informations importantes dont Bordeaux Métropole peut avoir besoin. Les informations relatives à la situation de RAMSES : Alerte, météo, indicateurs de synthèse, ou des informations générales (communication sur évènements importants…).

DONNEES D'EXPLOITATION



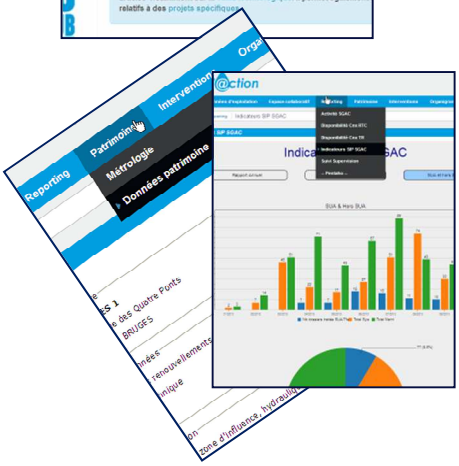
Accès aux vues des outils d'exploitation et aux données :

- ✓ Extranet RAMSES : Vue de synthèse de pilotage de Ramses
- ✓ Diagnostic permanent : Suivi temps réel des informations relatives aux flux hydrauliques, pluviomètres, flux de pollution.
- ✓ Supervision RAMSES : outil de pilotage temps réel du système d'assainissement de la SGAC
- ✓ BDLT : Base de données long terme RAMSES.
- ✓ NOSE : Outil de visualisation du panache d'odeur sur la station d'épuration de Louis Fargue

ESPACE COLLABORATIF

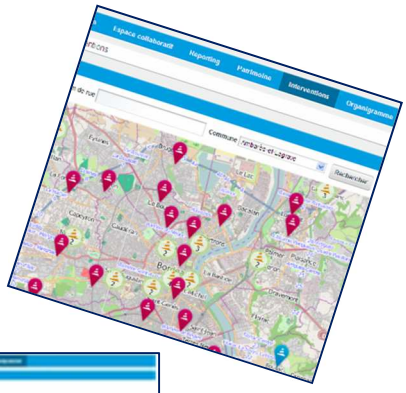


A'Doc : Base documentaire de suivi contractuel où sont déposés l'ensemble des rapports périodiques d'activité et autres livrables d'engagements.



VUE PATRIMOINE

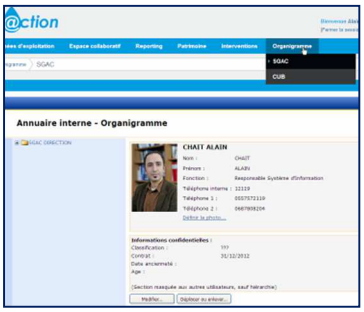
Vue permettant d'accéder aux différentes fiches descriptives spécifiques à chaque site (Plan d'accès, contrat EDF, fiche de fonctionnement du site, …).

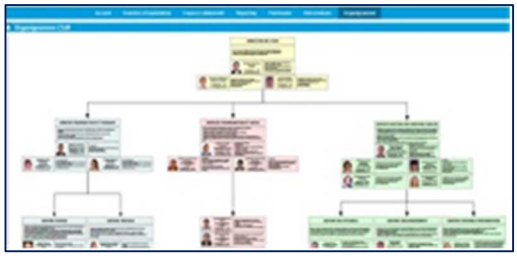


VUE INTERVENTIONS

- Intervention : permet de géo-localiser toutes les interventions en cours et à venir du périmètre SGAC.
- Incident : permet d'informer en temps réel sur les incidents gérés par la SGAC pouvant impacter la qualité du service à l'usager

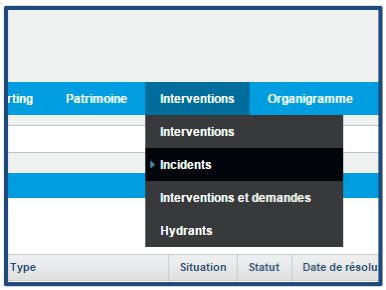
ORGANIGRAMME BORDEAUX METROPOLE/SGAC





LES INCIDENTS DU SERVICE

Les incidents majeurs du service assainissement et notamment informatiques sont consultables dans Délég@ction à la rubrique interventions/Incidents.



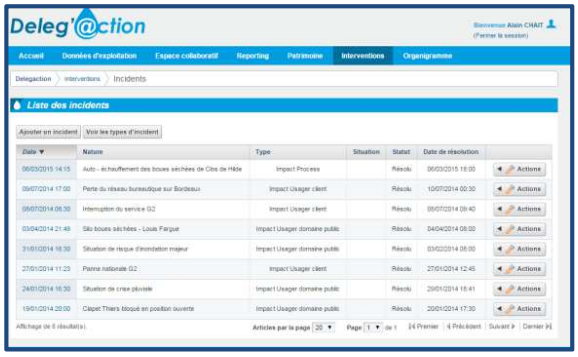


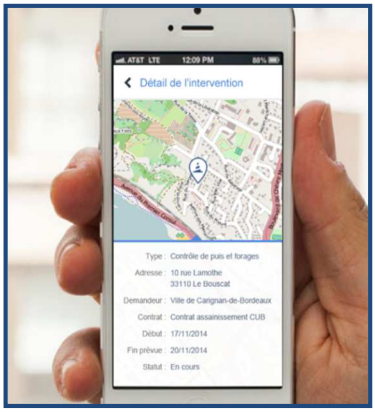
Tableau des incidents consultables dans Dé

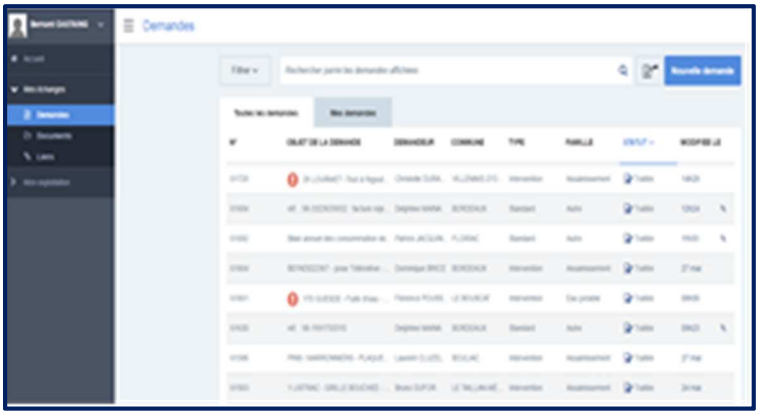
2.8 UN DISPOSITIF DE PROXIMITE DEDIE AUX COMMUNES DE LA METROPOLE

Ce dispositif, dédié exclusivement aux communes de Bordeaux Métropole a pour objectif de prendre en charge toutes leurs demandes, qu'elles soient relatives au service de l'eau potable ou à celui de l'assainissement.

Ce dispositif s'appuie sur :

- ✓ Un portail **« Tout Sur Mes Services »**, déployé au sein des communes qui leur permet d'adresser leurs demandes, de leur bureau comme de leur smartphone, de visualiser les interventions, passées, en cours ou planifiées sur leur territoire, …
- ✓ Un service, au sein de VISIO qui centralise les demandes courantes, accessible par téléphone et par mail,
- ✓ Les 15 correspondants, identifiés comme interlocuteurs privilégiés auprès des communes.





En 2016, ce sont 3150 demandes Eau et Assainissement qui ont été traitées et restituées par ce dispositif, dont 62% pour le service de l'assainissement.

Chaque demande fait l'objet d'une notification automatique par mail au demandeur dès la prise en charge, et d'une réponse systématique dès la fin de son traitement.

La dématérialisation des échanges est opérationnelle avec près de 80 % des demandes entrantes via le portail **TSMS** et le mail.

2.9 UNE EQUIPE PEDAGOGIQUE ET UN SITE DEDIES

En réponse aux attentes des usagers de l'eau et aux enjeux du territoire en matière de développement durable, l'offre pédagogique s'est construite autour d'un lieu d'accueil, la Maison de l'Eau, et d'une équipe composée de 4 animateurs pédagogiques, dont deux sont rattachés à la SGAC.

Au-delà de la structure et de cette équipe pédagogique, le dispositif pédagogique déployé sur le territoire de la Métropole est complété par des interventions en classe, dans les communes, dans les entreprises, au sein des associations, ainsi que par des visites des espaces pédagogiques de Clos de Hilde, RAMSES et Louis Fargue. Des partenariats de contenu avec des acteurs locaux de l'éducation à l'environnement et de vulgarisation scientifique, des institutionnels, des collectivités, des bailleurs sociaux ou encore des associations du territoire voient régulièrement le jour ; ils permettent de sensibiliser un large public.
Ce sont ainsi 8642 personnes qui ont été sensibilisées en 2016 aux enjeux de l'assainissement.



LA MAISON DE L'EAU : UN SITE DEDIE A LA PEDAGOGIE

Conçue pour accueillir tous les publics, la Maison de l'Eau est un espace pédagogique entièrement dédié au domaine de l'eau et de l'environnement. Les animateurs pédagogiques répondent à toutes les interrogations des visiteurs et une médiathèque, riche de plus de 1500 références bibliographiques (ouvrages, Cdrom, CD audio, brochures…), offre la possibilité de se documenter sur les enjeux liés à l'eau, à l'assainissement et plus largement aux enjeux du développement durable et du changement climatique.
D'une durée de 2 heures, le parcours pédagogique proposé par la Maison de l'Eau, qui s'adresse à tous les publics, petits et grands, s'articule autour des thèmes du cycle domestique et naturel de l'eau, de l'assainissement des eaux usées, de la maîtrise des consommations, de la protection de la biodiversité et des métiers des services d'eau et d'assainissement. Une approche muséographique interactive, des dégustations d'eaux et des activités expérimentales réalisées « en laboratoire » jalonnent la visite.

UNE EQUIPE PEDAGOGIQUE FORMEE ET MOBILISEE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE

Le dispositif pédagogique déployé par Suez Eau France et sa filiale la SGAC, vise à développer des comportements éco-citoyens en participant à la formation des scolaires et à la sensibilisation du grand public.

Pour ce faire, elles s'appuient sur l'expérience et l'expertise des animateurs pédagogiques formés à ces problématiques.

De profils complémentaires, ils s'adressent à tous les publics, des petites sections de maternelle aux formations post-baccalauréat, sans oublier le grand public. Un soin particulier est apporté à l'accueil des personnes en situation de handicap.

Afin de toucher le plus grand nombre, les animateurs officient également à l'extérieur de la Maison de l'Eau : au sein des classes et des espaces pédagogiques associés aux sites techniques des stations d'épuration de Clos de Hilde, Louis Fargue et du télécontrôle Ramses.

A noter : l'espace pédagogique de la station d'épuration de Clos de Hilde est fermé depuis juin 2016 par mesures de précaution.

DES INTERVENTIONS A L'EXTERIEUR DE LA STRUCTURE MAISON DE L'EAU



Les interventions menées au sein des établissements scolaires ont pour principaux objectifs d'initier ou d'approfondir des notions déjà abordées en classe ou à la Maison de l'Eau. Le cycle naturel et domestique de l'eau, la maîtrise des consommations en eau, la qualité de l'eau, l'eau et la santé, la biodiversité, les écogestes, l'assainissement des eaux usées, l'empreinte eau, la réduction des GES … autant de thématiques qui peuvent être abordées lors des animations.
Parallèlement à ces sessions de sensibilisation ponctuelles au sein des classes, les animateurs pédagogiques mettent en place des actions de projet, construites autour de 5 à 6 séances. Ces actions au long cours permettent d'accompagner l'enseignant dans sa démarche d'approfondissement des connaissances de sa classe sur une thématique précise. Au terme du projet, une réalisation collective symbole de l'engagement de la classe et de l'enseignant : maquette du cycle de l'eau, maison éco-responsable, affiches… sont présentées lors d'une séance de valorisation, généralement en présence des parents.

Les espaces pédagogiques des stations d'épuration Clos de Hilde et Louis Fargue ainsi que celui consacré à l'histoire de la lutte contre les inondations à RAMSES sont ouverts au public. Les visites de chacun de ces sites sont assurées par les animateurs pédagogiques dans le cadre de classes à projet notamment. L'objectif : illustrer le service de l'assainissement de manière concrète et faire découvrir les enjeux de la dépollution des eaux usées et de la lutte contre les inondations.
Au-delà des espaces pédagogiques et de la cible des scolaires, les animateurs de la Maison de l'Eau officient auprès de publics très variés sur des thématiques qui le sont tout autant : entreprise, associations, structures sur le temps des loisirs, conseil municipal des jeunes, collectivités, …
En effet, accompagner les collectivités dans leur démarche de développement durable, d'Agenda 21 ou encore d'adaptation aux changements climatiques fait partie des priorités de l'entreprise. Dans ce cadre, en 2016, des actions de sensibilisation ont été menées à la demande de différentes communes. SUEZ Eau France et sa filiale la SGAC ont ainsi contribué à l'information des habitants des villes du Bouscat et de Bègles (La fête des jardins), de Bordeaux (le quai des sports, la fête du Vin, …), de Blanquefort (visite de la station d'épuration Lille Blanquefort) aux enjeux de l'eau, de la préservation de la biodiversité mais aussi de la santé lors de manifestations organisées par les missions Agendas 21 des communes.

3 - LA RESPONSABILITE SOCIALE ET SOCIETALE

3.1 LA DEMARCHE NATIONALE DE SUEZ EAU FRANCE

Dès 2006, SUEZ, pour son activité Eau en France, structurait sa politique de développement durable autour de 3 enjeux :

- ✓ préserver la ressource en eau et respecter l'environnement ;
- ✓ être un partenaire local du développement des territoires ;
- ✓ dialoguer et agir avec tous les publics de l'entreprise.

En septembre 2014, l'activité Eau France de SUEZ a lancé une nouvelle initiative, qui s'inscrit dans la durée : le Programme Agir pour la Ressource en Eau, qui vise à soutenir et engager des actions concrètes et durables, pour mieux préserver la ressource en eau, avec pour ambitions :

- ✓ d'alerter les publics sur l'enjeu central de protection de la ressource et de les informer sur des solutions performantes et innovantes dans une logique d'essaimage : cette matière pédagogique est disponible sur le site internet www.lyonnaise-des-eaux.com notamment ;
- ✓ de soutenir des idées nouvelles développées par des acteurs externes à l'entreprise dans le cadre d'un appel à projets.

Le Programme Agir pour la Ressource en Eau couvre 5 thématiques :

- ✓ réduire l'impact de l'activité humaine sur la ressource en eau ;
- ✓ favoriser le bon état écologique des masses d'eau pour mieux préserver l'environnement et la biodiversité ;
- ✓ partager les données sur l'eau pour rendre accessibles à tous, les informations sur la ressource ;
- ✓ anticiper les conséquences du changement climatique sur la ressource en eau ;
- ✓ mieux intégrer les enjeux liés à l'eau dans les aménagements urbains.

Le Programme est piloté par un comité stratégique pluridisciplinaire co-présidé par Bertrand Camus, Directeur Général Eau France de SUEZ, et Serge Lepeltier, ancien ministre de l'Ecologie et du Développement durable, actuellement Président d'honneur de l'Académie de l'Eau. Ce comité est composé de représentants institutionnels, associatifs, scientifiques, et de responsables SUEZ. Chaque année, en septembre, un appel à projets est lancé auprès des acteurs externes à l'entreprise, porteurs d'initiatives pour protéger la ressource en eau en France : associations, start-up, organismes de recherche, universitaires, répartis sur les différentes régions françaises. A l'occasion de la deuxième édition de l'appel à projets (2015 / 2016), 80 porteurs de projets se sont mobilisés dont 6 structures issues de la région Nouvelle Aquitaine.

Par ailleurs, depuis 2006, l'activité Eau France de SUEZ fait évaluer sa politique de développement durable par un tiers, Vigeo, agence européenne de notation extra-financière, et publie l'intégralité de cette évaluation. Cette démarche est un gage de transparence pour nos clients, mais aussi un état des lieux dynamique qui permet le dialogue et donc l'inscription de la relation contractuelle dans une démarche de progrès. La dernière évaluation a été réalisée en 2015 et a porté sur l'année 2014, sur le périmètre des activités Eau France de SUEZ. L'agence Vigeo évalue par une note, de 1 à 4+, l'avancement de chacun des 12 engagements (2012-2016) à l'aune de 3 critères : la pertinence des orientations de l'entreprise, la cohérence des mesures prises pour déployer ces orientations, l'effectivité des résultats enregistrés.

Enfin, en décembre 2015, à l'occasion de la COP21, SUEZ a pris 12 nouveaux engagements, sur la période 2016-2020. Faisant de la lutte contre le changement climatique une priorité absolue, ils visent à :

- ✓ poursuivre les efforts pour diminuer l'empreinte carbone du Groupe,
- ✓ promouvoir le modèle de l'économie circulaire, permettant structurellement de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de protéger les ressources,
- ✓ s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique sur l'eau.

3.2 LA DEMARCHE LOCALE DE L'ENTREPRISE REGIONALE

Initié dès 2007, la démarche RSE s'est poursuivie en 2016 à la SGAC. Parce qu'une démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise s'entend et se comprend sur le long terme et de façon globale, la démarche RSE de la SGAC s'inscrit pleinement dans la démarche du reste de l'Entreprise Régionale. La démarche locale s'articule autour de 5 axes :

- ✓ Axe 1 >> Réduire l'empreinte environnementale
- ✓ Axe 2 >> Co-construire une gouvernance de l'eau territorialisée
- ✓ Axe 3 >> Innover pour la santé de l'eau
- ✓ Axe 4 >> Être un employeur responsable
- ✓ Axe 5 >> Contribuer au développement économique

Les actions présentées ci-dessous représentent quelques illustrations des pratiques de l'entreprise tant dans l'exercice du métier (Axe 3), qu'en tant qu'entreprise soucieuse de sa propre empreinte environnementale (Axe 1), partenaire dans la gestion d'une ressource, d'un bien commun (Axe 2), employeur responsable (Axe 4) et contributrice du développement économique d'un territoire (Axe 5).

3.2.1 REDUIRE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

L'ASSAINISSEMENT RESSOURCE D'UN NOUVEAU MODE URBAIN

Depuis quelques années, la fonctionnalité du service de l'assainissement collectif s'est étendue d'un rôle hygiéniste d'évacuation de déchets à un rôle de préservation du milieu naturel et de lutte contre les inondations.
L'assainissement doit maintenant accompagner pleinement le modèle de développement urbain porté par les collectivités et notamment, contribuer à l'émergence de territoires sobres.
A cet effet, ce service doit être également synonyme de ressources en termes de matières premières fournies (eau, énergie, matières organiques…).
La station d'épuration Louis Fargue (Bordeaux), l'une des six installées sur le territoire de Bordeaux Métropole, ne se contente plus uniquement de traiter les eaux usées, elle produit de l'électricité. La station, exploitée par la SGAC, valorise le biogaz grâce à une installation de cogénération qui produit de l'énergie électrique (environ 3,5 gigawattheures soit la consommation annuelle d'un village de 500 habitants) et l'énergie thermique utilisée pour le séchage des boues.

LA PERFORMANCE ENERGETIQUE AU PRISME DE L'ISO 50001

L'Iso 50001 est la première norme internationale qui définit les exigences de mise en œuvre des systèmes de management de l'énergie. L'adoption de ce système de management permet de maîtriser l'impact environnemental de ses activités et ainsi de contribuer à l'effort collectif en matière de réduction des Gaz à effet de serre tout en gérant au mieux consommations et dépenses énergétiques.



La SGAC a renouvelé la certification suivant la norme Iso 50001 pour ses activités d'assainissement dans le cadre du contrat qui la lie à Bordeaux Métropole. Pour obtenir cette certification, elle a dressé un diagnostic énergie très précis permettant d'identifier les postes les plus énergivores et d'imaginer les leviers de maîtrise de l'énergie associés dans les processus d'épuration.

3.2.2 CO-CONSTRUIRE UNE GOUVERNANCE DE L'EAU TERRITORIALISEE

3.2.2.1 Dialoguer avec l'ensemble des parties prenantes

LE JURY DE RIVERAINS



La diminution de l'impact de la station d'épuration de Louis Fargue sur son environnement a toujours été une priorité pour Bordeaux Métropole et son délégataire. Aujourd'hui, dans un contexte où le quartier de Bordeaux nord est en pleine mutation, cette préoccupation est d'autant plus prégnante. C'est la raison pour laquelle, un jury de riverains composés de 10 personnes habitants dans le quartier autour de la station d'épuration a été mis en place. Formés à la perception, l'identification et la classification des nuisances olfactives, ce jury a pour missions principales l'évaluation de l'empreinte olfactive de la station d'épuration et l'alerte de l'exploitant du site dès qu'une nuisance olfactive est perçue à ses abords. Ce dispositif s'inscrit dans le souhait de la collectivité et de son délégataire de dialoguer avec tous les publics.
En 2016, deux réunions publiques et une réunion à destination des membres du jury ont été réalisées.
Deux newsletters ont également été adressées aux membres du jury de riverains.
Leur objectif : dresser l'état des lieux du plan d'action « réduction des nuisances olfactives », revenir sur les observations des membres du jury.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SGAC : UNE GOUVERNANCE OUVERTE

La SGAC est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs sont issus, pour partie, de la société civile et répartis, en trois collèges :

- ✓ Collège « représentants du délégataire »,
- ✓ Collège « représentants des associations membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L) »,
- ✓ Collège « représentants de la Société civile et personnalités qualifiées » issus d'organismes de toutes natures (économique, syndical, universitaire…).

En 2016, les dossiers soutenus par la SGAC dans le cadre du fonds de développement durable ont été sélectionnés par le conseil d'administration *(Cf. description ci-après).*

3.2.2.2 Assurer un accès égal à l'information sur l'eau

LA PLATEFORME INTERNET A DESTINATION DES USAGERS REPENSEE

Dans le cadre des services d'eau et d'assainissement de Bordeaux Métropole, l'entreprise a adapté son site usagers aux attentes de la collectivité et des usagers.



C'est ainsi que le site www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr s'adresse aux usagers résidant sur le territoire de la Métropole. Au menu de cette plateforme numérique : les informations relatives à la qualité de l'eau dans leur commune : nombre d'analyses effectuées sur les douze derniers mois, teneur en nitrates ou en pesticides, étiquette eau (teneur en minéraux), accès aux analyses bactériologiques, localisation des interventions ayant un impact sur le service à l'usager...
Ce site permet également de renforcer l'accompagnement des clients dans leurs démarches quotidiennes liées aux services de l'eau et de l'assainissement :

- ✓ agence en ligne pour paiement des factures,
- ✓ informations sur les démarches en cas d'emménagement ou déménagement,
- ✓ sensibilisation aux éco-gestes permettant de maîtriser ses consommations et la protection du milieu naturel
- ✓ découverte du patrimoine.

En 2016, la programmation des actualités a été définie conjointement entre Bordeaux Métropole et la SGAC.

Les informations relatives au nombre de connexion sont livrées dans le chapitre Clientèle *3.2.3.2.1 Les vecteurs de contacts.*

LES JOURNAUX MUNICIPAUX : UN RELAI DE L'INFORMATION

En 2016, le délégataire s'est appuyé sur le réseau des journaux municipaux des villes qui composent la Métropole pour sensibiliser les usagers à la nécessaire désobstruction des bouches d'égout.

UNE OPERATION CIBLEE AUTOUR DE LA PROBLEMATIQUE DES LINGETTES

Plus d'un foyer sur deux utilise des lingettes pour la toilette ou le ménage. Pourtant, ces lingettes mettront plusieurs jours à se dégrader dans les réseaux d'eaux usées, elles provoquent des dégâts considérables nécessitant chaque année plusieurs interventions de curage. Pour rappeler que « tout ne va pas à l'égout », le service de l'assainissement a lancé le 19 novembre 2016, à l'occasion de la journée dédiée aux toilettes, une campagne d'information intitulée « LES LINGETTES DANS LA POUBELLE, C'EST LE GESTE ESSENTIEL ! »





Cette campagne d'une durée de 3 semaines a ciblé les structures de la petite enfance de la Métropole mais aussi le grand public grâce à un affichage dans les bars et restaurants de Bordeaux.

FAIRE CONNAITRE LA TECHNICITE DES METIERS ET DU SERVICE GRACE A LA PRESSE

TV7 - Les rendez-vous Bordeaux Métropole

Les rendez-vous Bordeaux Métropole, émission diffusée sur TV7, a valorisé le service de l'assainissement au travers de 2 sujets : la gestion écologique des sites d'assainissement *et les randonnées* de l'assainissement. Ces 2 reportages diffusés respectivement en mars et mai ont permis de mettre en avant les éléments invisibles et méconnus de ce service ainsi que les partenaires avec lesquels Bordeaux Métropole et son délégataire œuvrent sur ces sujets, la SEPANSO et la fédération de randonnées pédestres.

France 3 – Journal de la Métropole Bordelaise

France 3 Aquitaine a consacré une série de reportages sur le cycle de l'eau en mars 2016. Le Télécontrôle RAMSES et le dispositif de lutte contre les inondations ainsi que la station d'épuration Clos de Hilde ont ainsi été mis à l'honneur.

Radio R.I.G Bordeaux – Parlons Nature

La démarche de gestion raisonnée des bassins de rétention des eaux pluviales a été labellisée par Ecocert mais a également été reconnue par le Ministère de l'environnement au travers de l'obtention du label « j'agis pour la biodiversité » décerné dans le cadre de la Stratégie Nationale Biodiversité. L'émission « Parlons Nature » a ainsi fait la part belle à cette démarche en faisant découvrir à ses auditeurs les actions menées en partenariat avec la Sepanso, le 30 mars 2016.

3.2.2.3 Produire et partager la connaissance sur l'eau

UN DISPOSITIF PEDAGOGIQUE QUI S'APPUIE SUR DES PARTENARIATS FORTS ET INSCRITS DANS LA DUREE

L'ancrage territorial de SUEZ et de sa filiale la SGAC s'illustre à travers les nombreuses actions menées par la Maison de l'Eau, en partenariat avec les acteurs locaux de l'éducation à l'environnement et de vulgarisation scientifique, les institutionnels, les collectivités, les bailleurs sociaux et les associations de consommateurs.

LE RECTORAT

L'activité Eau de SUEZ (Régions Bordeaux Guyenne et Landes Pays Basque Béarn) et l'Académie de Bordeaux ont renouvelé, en 2015 pour une durée de 3 ans, le partenariat qui les liaient depuis 2011. Sensibiliser aux enjeux du développement durable au sein des établissements scolaires, informer les élèves et les enseignants sur les métiers et les débouchés professionnels : tels sont les objectifs de ce partenariat. Il confirme l'engagement de l'entreprise en faveur de la sensibilisation, de l'éducation et de la formation des élèves des établissements d'Aquitaine aux métiers de l'eau et de la protection de l'environnement.
A noter également que ce partenariat prévoit de porter une attention particulière à la promotion de la mixité des métiers et plus précisément à la valorisation de la culture scientifique et technique auprès des jeunes filles.

LES JUNIORS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA COP 21 DES JUNIORS

Pour la 13ème année consécutive, SUEZ et sa filiale la SGAC étaient partenaires des « Juniors du Développement Durable ». Ce dispositif, initié par Bordeaux Métropole, a pour ambition de promouvoir l'éducation au développement durable au sein des écoles primaires du territoire. Menée en partenariat avec l'inspection académique de la Gironde, cette initiative se clôture chaque année par des journées de valorisation dédiées à la présentation, par les classes engagées, des projets pédagogiques liés au développement durable.
En 2016, l'implication de SUEZ et de la SGAC dans le dispositif s'est traduite par :

- ✓ la présence d'animateurs pédagogiques sur un stand dédié à la mise œuvre, au quotidien, d'écogestes qui permettent la préservation de l'environnement ;
- ✓ La valorisation de 10 projets pédagogiques menés par les animateurs de la Maison de l'Eau au sein de 6 écoles de Bordeaux Métropole.

CAP SCIENCES

Depuis quinze ans, Cap Sciences assure la production, la diffusion et l'animation de programmes culturels et éducatifs visant le développement de la connaissance et de la culture scientifique, technique et industrielle sous toutes ses formes.
En qualité de Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche (CCSTI), Cap Sciences a, en particulier, pour mission d'assurer l'interface entre le monde de la recherche et le grand public en permettant à ce dernier de découvrir et de comprendre les thèmes, les enjeux et la nature des découvertes scientifiques, techniques et des applications technologiques. Le partenariat entre Suez Eau France et Cap Sciences s'inscrit dans la durée. Dès 1998, le CCSTI a accompagné l'entreprise dans la création de la Maison de l'Eau. L'entreprise maintient depuis son soutien à Cap Sciences, dont elle a rejoint le Cercle des Amis au titre de membre bienfaiteur, en l'inscrivant à la fois dans sa politique de sensibilisation du plus grand nombre à la culture scientifique et technique et en favorisant, notamment, les actions de pédagogie valorisant la diversité et la mixité.



Autre illustration de la collaboration avec Cap sciences :

- ✓ la création de l'espace pédagogique RAMSES. Cet espace a, en effet, été co-construit par SUEZ et Bordeaux Métropole, en s'appuyant sur l'expertise Cap-sciences en termes de pédagogie.
- ✓ La participation à la Fête de la science (6 au 16 octobre 2016), coordonnée par Cap Sciences, pendant laquelle le délégataire a proposé des visites de l'espace pédagogique associé au télécontrôle Ramses.

RENCONTRE AVEC LE CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES DE SAINT-AUBIN-DE-MEDOC



SAINT-AUBIN-DE-MÉDOC

De l'eau au moulin des jeunes élus

Les ressources en eau et la biodiversité n'ont désormais plus de secret pour les élus du Conseil municipal des jeunes de Saint-Aubin. Accompagnés par Pauline Hédouin-Maltete, de la Maison de l'eau de la compagnie Suez, d'Yves Hoez et de Quentin Balducchi, responsables du développement durable à la commune, dix jeunes de 9 à 15 ans ont joué le rôle de reporters, pour réaliser une enquête sur l'eau.

Jeudi en soirée, en présence de Christophe Duprat, maire, de Samuel Hercek, conseiller municipal, et de représentants de Bordeaux Métropole, les jeunes saint-aubinois ont présenté la plaquette, résultat d'un travail assidu, qui sera remise aux habitants.

Au fil des pages, se succèdent documents, textes, plans et photos qui expliquent et illustrent les trois visites effectuées au domaine Thil-Gamarde, à l'observatoire du goût de l'eau, et à l'usine Cantinolle qui traite les eaux usées.

Ainsi, Flavien, Eva, Angèle et Salomé ont découvert le site de captage Thil-Gamarde, très surpris de « constater l'automatisation des installations » qui captent une grande partie de l'eau potable de l'agglomération bordelaise.

Situé à Saint-Médard-en-Jalles, ce site préservé de 238 hectares « concilie activité humaine très technique et protection de la nature », expliquent les journalistes en herbe, qui ont également observé les espèces animales présentes, avec les membres de l'association Cistude Nature.

Killian, Étienne, Jonathan, Hugo, et Juliette, se sont transformés en « eaunologues » à l'observatoire du goût, afin de tester les qualités gustatives de l'eau du robinet.

À l'usine de Cantinolle, à Eysines, le petit groupe casqué a visité les installations dernière génération, escorté « par des professionnels passionnés ».

Les jeunes ont également apprécié la présentation de la DPCI Association de défense des forêts contre l'incendie) par son président Bernard Barbeau.

Des mercredis très instructifs, qui ont sensibilisé les élus « sur les différents métiers autour de l'eau », a souligné Yves Huez.

Autant « d'informations et d'éléments qui ont suscité auprès des jeunes, un vif intérêt et une prise de conscience de notre implication dans la préservation des ressources naturelles », a ajouté Christophe Duprat.

Le mot de la fin demeure celui de Salomé, qui confie désormais « boire l'eau du robinet et la mettre dans des bouteilles en verre ».

Caroline Renard

Le Conseil municipal des jeunes présente son reportage sur l'eau, fruit d'un travail d'équipe.

En mars 2016, les 9 élus de la commission Environnement du Conseil municipal des jeunes de Saint-Aubin de Médoc, ont présenté à leurs parents et à M. Le Maire le fruit d'une année de travail de reporters sur la thématique de l'eau dans leur commune.

Cette présentation, réalisée en présence de représentants de la SGAC, de SUEZ et de Bordeaux Métropole, a précédé la diffusion dans chaque boîte aux lettres de la commune, du support intitulé « Jeunes élus, grands reporters », issu de leur engagement, accompagné du journal municipal.

QUELQUES EXEMPLES D'OPERATIONS MENEES EN 2016

La plupart des opérations décrites ci-dessous ont permis de traiter la thématique du grand cycle de l'eau : de l'origine au rejet dans le milieu naturel après traitement des eaux usées.

LA FETE DES JARDINS AU BOUSCAT

La ville du Bouscat et SUEZ ont signé une convention de partenariat Agenda 21 à travers laquelle l'entreprise s'engage à contribuer à l'information des habitants aux enjeux de l'eau et de l'assainissement et de la préservation de la biodiversité.

La Fête des Jardins, qui s'est déroulé les 22 et 23 avril 2016, a donc été l'occasion d'organiser, pour la SGAC, des animations pédagogiques portant sur les éco-gestes dans le jardin, la qualité de l'eau du robinet et la protection du milieu naturel.

40 personnes ont été sensibilisées.

LE QUAI DES SPORTS



Cette année encore, SUEZ et la SGAC ont participé au Quai des Sports, opération de promotion de la pratique sportive pour tous, lancée le 15 juillet 2016 par la mairie de Bordeaux et Bordeaux Grands Evénements. A cette occasion, les animateurs ont créé une animation spécifique, basée sur une approche ludopédagogique, qui a pour objectif de :

- ✓ démontrer l'importance de l'hydratation durant la pratique d'une activité physique ;
- ✓ rassurer sur la qualité de l'eau du robinet ;
- ✓ et faire connaitre les écogestes qui permettent de protéger le milieu naturel.

Notre partenariat s'est également traduit par le prêt d'une fontaine à eau pour permettre l'alimentation en eau potable de la manifestation. Cette fontaine permet également de continuer à faire la promotion de l'eau du robinet.

440 personnes ont été sensibilisées.

BORDEAUX FETE LE VIN

Manifestation phare de l'année 2016 pour le territoire, Bordeaux Fête le Vin s'est déroulée du 23 au 26 juin. Dans le cadre de sa politique de partenariat en faveur de la protection de l'environnement et de l'accès à la culture pour tous, l'Entreprise Régionale a soutenu l'événement.

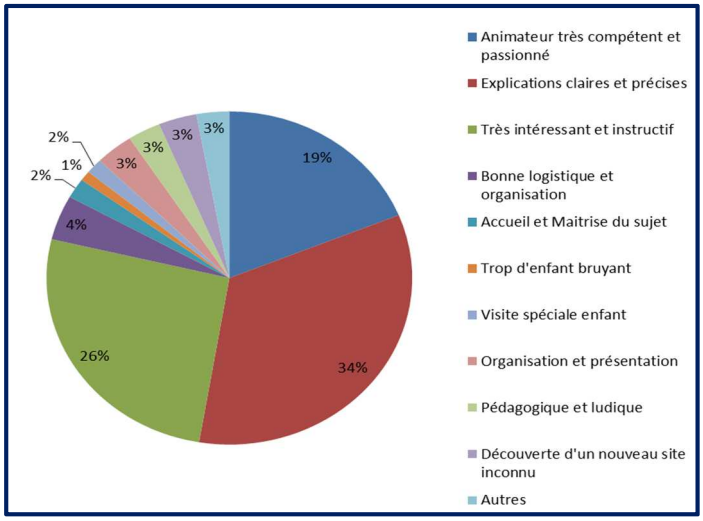
En outre, à la demande de la direction de la communication de Bordeaux Métropole, les salariés de SUEZ et la SGAC ont animé le stand de Bordeaux Métropole. Cette manifestation a ainsi constitué l'occasion de faire la promotion, d'une part, de la marque L'Eau Bordeaux Métropole et, d'autre part, de l'eau du robinet comme eau de boisson saine et de rappeler les gestes à réaliser pour préserver l'environnement. Cette opération a permis de sensibiliser 1535 personnes.

« VISITES AU CLAIR DE L'EAU » : LES JOURNEES DU PATRIMOINE



Cette action d'information de grande ampleur a pour but de faire découvrir au grand public une dizaine d'installations techniques, pédagogiques ou en lien avec la protection du milieu naturel. Cette opération est une formidable opportunité de valoriser le service de l'eau et de l'assainissement au travers de la complexité et de la diversité de ses métiers. En 2016, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, Bordeaux Métropole et SUEZ, Eau France et la SGAC ont organisé l'opération « Visites au clair de l'eau» qui constitue l'événement majeur de l'année en termes de communication grand public.

Le thème de l'année 2016, fixé par le ministère de la Culture et de la Communication, était « patrimoine et citoyenneté ». Ce thème, complètement inscrit dans la mission de l'entreprise au service des collectivités, a représenté une belle occasion de faire la promotion des services d'eau et d'assainissement de Bordeaux Métropole, aux côtés des partenaires, tels que la Fédération départementale de pêche, le comité gironde de la fédération de randonnées, la Sepanso et Cistude Nature. L'événement a permis d'ouvrir, de manière exceptionnelle, les portes de 8 sites représentatifs des services d'eau et d'assainissement de Bordeaux Métropole et au travers de 2 randonnées de faire découvrir le rôle de l'assainissement dans la protection de l'environnement. L'objectif étant de promouvoir le patrimoine aquatique et son évolution à travers le temps mais également de développer la notoriété de la marque « L'Eau Bordeaux Métropole », et de faire découvrir les métiers associés à l'exploitation du service. Cette année encore, grâce à la participation volontaire de près de 70 collaborateurs, l'opération a remporté un vif succès avec plus de 2000 visiteurs.



Les motifs de satisfaction qui ressortent suite à l'enquête de satisfaction réalisée pendant l'événement (233 répondants) sont majoritairement les explications claires et précises, le côté instructif des visites et la passion des animateurs.

Les nouveautés 2016 :

- ✓ un nouveau visuel centré sur les notions de citoyenneté, de famille et de randonnées ;
- ✓ un travail collaboratif, en amont de l'évènement, avec des structures implantées au cœur des quartiers (centre social Bordeaux Nord et centre d'animation de Talence) afin de mobiliser les habitants se trouvant proches des installations des services d'eau et d'assainissement.
- ✓ un nouveau site ouvert aux visites : le bassin de retenue des eaux pluviales du Bourgailh à Pessac ;
- ✓ des expositions et présentation portant sur la préservation de la ressource dans les jardins du site de Paulin ;
- ✓ 2 randonnées co-réalisées avec le comité Gironde de randonnées pédestres.

3.2.2.4 Une information accessible à tous

Informer les usagers, leur apporter des réponses adaptées et précises à leur questionnement, mais aussi permettre l'accès à tous à cette information, constituent le cœur de l'action de l'activité Eau de SUEZ et de sa filiale la SGAC. A ce titre, de nouveaux outils ont été créés en réponse aux problématiques assainissement en 2016. La diffusion de documents d'information créés depuis 2013 s'est poursuivie en 2016. Les supports ont été diffusés via différents modes : mise à disposition dans les accueils clientèle, à la Maison de l'Eau, dans les accueils des mairies ou encore lors de manifestations.

« Les bons tuyaux pour être branchés : le guide du raccordement des eaux usées et pluviales »
Ce document fournit des informations aux personnes souhaitant se raccorder au réseau d'assainissement des eaux usées : démarches administratives, pré-requis techniques, délais. Il vise à inciter les personnes concernées à entreprendre les démarches nécessaires en temps utile et à faire connaître les actions qui leur incombent.

« Ne jetons pas tout à l'égout »
L'objectif de ce support est de rappeler aux usagers qu'il est fortement déconseillé de jeter des déchets ou des produits dangereux dans le réseau d'assainissement. Il constitue aussi l'occasion de rappeler que le terme « tout à l'égout » est à bannir.

« Les lingettes dans la poubelle, c'est le geste essentiel ! »



Comme son nom l'indique, cette affiche a pour but de rappeler que les lingettes perturbent le bon fonctionnement des installations et entrainent une pollution du milieu naturel.
L'année 2016 a vu ce support être adapté au format cartes postales et autocollants. Ils ont ainsi été diffusés dans les restaurants de la ville de Bordeaux.
Un avis de passage spécifique a également été créé afin que les usagers dont le branchement d'eaux usées serait bouché à cause des lingettes puissent en être informés.

« Professionnels, simplifiez-vous le traitement de vos eaux usées »
Destinées aux professionnels, cette plaquette, et sa déclinaison spécifique aux métiers de bouche, décrivent les modalités pratiques de raccordement aux réseaux d'eaux usées pour les professionnels.

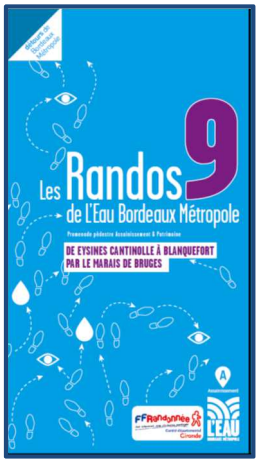
Des cartes postales pour promouvoir la gestion raisonnée des sites d'assainissement
Ces supports ont pour objectif de faire connaître, au plus grand nombre, la démarche de gestion raisonnée des sites d'assainissement qui permet au service de l'assainissement de la Métropole de contribuer au retour de la biodiversité en milieu urbain.
La forme épurée a pour but d'attiser la curiosité du grand public et des riverains des sites gérés écologiquement.

Une plaquette représentant le cycle domestique de l'eau
Les résultats de l'enquête annuelle portant sur la satisfaction client ont démontré une méconnaissance du parcours de l'eau du robinet, de son origine à son retour au milieu naturel.
Ce support a pour ambition de montrer et faire comprendre le cycle domestique de l'eau au grand public.

Les panneaux d'information sur les sites en gestion raisonnée
Dans le cadre de la mise en place de la gestion raisonnée au sein des sites d'exploitation d'assainissement, des panneaux d'information ont été créés afin de pouvoir expliciter au plus grand nombre (riverains, passants…), les raisons de cette gestion différenciée des espaces verts et les conséquences positives pour la protection de la biodiversité. Les bassins de rétention des eaux pluviales de Dinassac (Blanquefort), Chêne vert (Mérignac), du Bourgailh (Pessac), Lamothe Lescure (Eysines), Bassens aval (Bassens), Carmaux (Mérignac), Archevêque (Lormont), Lafontaine (Mérignac), RD 1215 (Le Haillan) et la station d'épuration de Lille Blanquefort sont équipés.
En 2016, la gestion de 3 bassins a été labellisée EVE (Espace végétal écologique) par *Ecocert*.
Cette labellisation vient valoriser les pratiques écologiques dans la gestion et/ou la création/réhabilitation des espaces végétaux. Cette certification apparait désormais sur les panneaux d'information.

La création de parcours de randonnées pédestres pour faire connaître le patrimoine lié à l'assainissement des eaux usées

Depuis 2013, la Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole, opérateur du service de l'assainissement collectif de Bordeaux Métropole, en partenariat avec le Comité Gironde de Randonnées pédestres, a édité 11 parcours de randonnées.
L'objectif de ce partenariat insolite ? Faire découvrir le patrimoine « caché » et méconnu de l'assainissement en créant des parcours mêlant urbanité, aspect industriel et milieu naturel.



La collection des guides de randonnées :

Topoguide 1 : Les Quais du Port de la Lune
Topoguide 2 : Bassens, Bibendum, Patrimoine et verdure
Topoguide 3 : Le Bourgailh et Cap de Bos, la nature maîtrisée et retrouvée
Topoguide 4 : Mérignac… Devèze d'hier et d'aujourd'hui. L'évolution urbaine.
Topoguide 5 : Bordeaux et Bruges…victoire sur les marais.
Topoguide 6 : Le cœur de bordeaux balance entre le Peugue et la Devèze... de St-Pierre à St-Augustin.
Topoguide 7 : Bègles… Esteys vers le fleuve… loisirs, nature, assainissement
Topoguide 8 : Ambarès et Lagrave… Estey du Guâ et étangs de la Blanche
Topoguide 9 : D'Eysines Cantinolle à Blanquefort par le marais de Bruges
Topoguide 10 : Queyries, Cenon, Lormont
Topoguide 11 : Talence, Gradignan, Villenave D'Ornon

En 2016, la promotion de ces randonnées s'est traduite par la réalisation d'un reportage diffusé sur TV7, d'une brève parue dans l'édition du Sud-Ouest du 7 septembre et également de l'organisation de 2 randonnées à l'occasion des journées du Patrimoine.

En outre, ces guides sont disponibles sur le site usagers de L'Eau Bordeaux Métropole et à la Maison de L'Eau. En 2017, ils seront diffusés dans les mairies et les offices de tourisme.

NOUVEAUTES 2016

L'assainissement sous vide

Cette plaquette a été spécifiquement créée pour les secteurs disposant d'un assainissement sous vide. Elle rappelle les spécificités de ce système de collecte et surtout les gestes qui permettent de maintenir son bon fonctionnement.

L'assainissement des eaux usées

Ce support a pour objectif de répondre aux questionnements les plus fréquents sur l'assainissement des eaux usées au sein de la Métropole.





L'information à destination des services techniques des mairies

Les services techniques des communes en charge du nettoyage des voiries ainsi que les usagers sont concernés par la présence de feuilles et branches à proximité des bouches d'égout.
Afin de les sensibiliser à l'importance du désencombrement des bouches d'égout lors de leur activité (services voirie) ou à proximité de leur domicile (usagers), un article clé en main a été proposé à l'ensemble des communes qui composent Bordeaux Métropole, ainsi qu'une information pour leur journal interne.

Le règlement de service de l'assainissement collectif et la charte des usagers

Le règlement du service d'assainissement ainsi que la charte usagers, aux couleurs de L'Eau Bordeaux Métropole, sont disponibles sur le site internet dédié et adressés à tout nouveau client.
Ces supports peuvent également être demandés au service client, soit par téléphone soit à l'accueil physique.



Les informations adressées aux clients via la facture

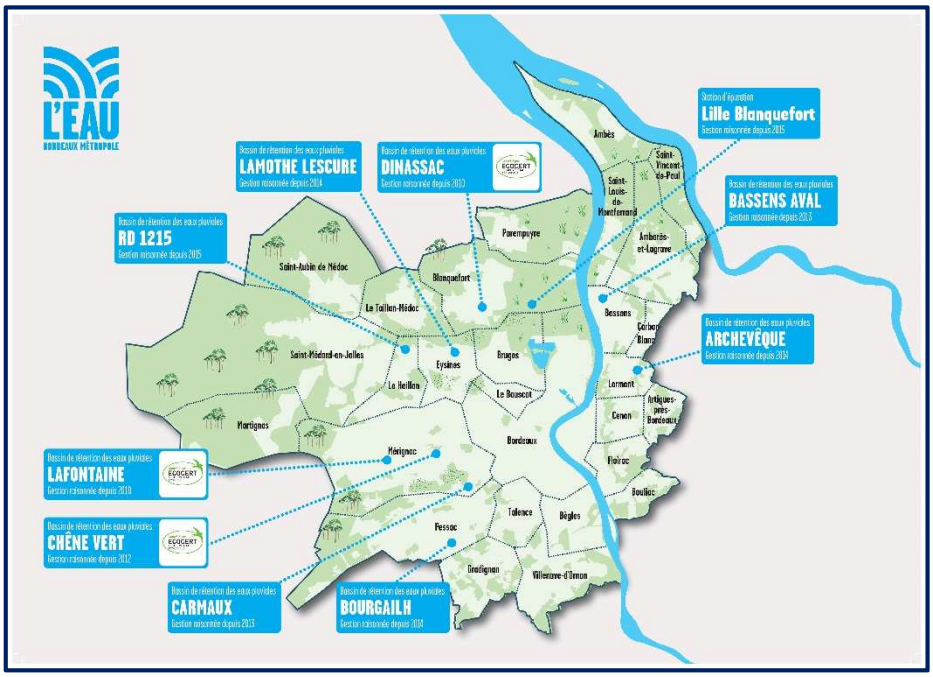
En 2016, les usagers du service ont reçu en complément de leur facture d'eau, des informations portant sur le service de l'assainissement.
La première a pour objectif de sensibiliser à la bonne destination des lingettes et la seconde est centrée sur la gestion des eaux pluviales.

3.2.3 INNOVER POUR LA SANTE DE L'EAU

3.2.3.1 Compenser la pression sur la biodiversité

GESTION ECOLOGIQUE DES BASSINS DE RETENTION DES EAUX PLUVIALES

La SGAC accompagne Bordeaux Métropole dans sa démarche de préservation de la biodiversité en zone urbaine. Elle met en œuvre des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement sur les sites d'exploitation et réalise des aménagements écologiques. Ces sites constituent alors de véritables îlots de quiétude offrant des habitats variés pour les espèces. A l'instar des parcs et jardins, ils participent au maintien d'espèces sauvages dans un tissu urbain dense.
La SGAC s'appuie sur l'expertise de la SEPANSO (Fédération des Sociétés pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest) pour mettre en place cette démarche. Afin d'informer le plus grand nombre de cette démarche, des panneaux pédagogiques ont été réalisés afin d'équiper les sites concernés, des supports de communication prenant la forme de cartes postales ont également été diffusés en 2016 aux communes du territoire. D'autre part, des visites du site d'exploitation « Le Bourgailh », bassin de rétention des eaux pluviales situé à Pessac, sont organisées à l'occasion des Journées du Patrimoine.



En 2016, la gestion de 3 bassins a été labellisée EVE (Espace végétal écologique) par *Ecocert* et reconnue par le Ministère de l'environnement dans le cadre de la Stratégie Nationale Biodiversité. Ces labellisations viennent valoriser les pratiques écologiques dans la gestion des espaces végétaux.

Les communes de Mérignac et Blanquefort ont été informée par courrier de ces labellisations.
Enfin, la certification EVE est désormais visible sur les panneaux d'information mis en place sur ces sites.

3.2.3.2 Développer l'expertise et la recherche au service de l'eau

REDUCTION ET GESTION DES MICROPOLLUANTS SUR LE TERRITOIRE BORDELAIS : LE PROJET REGARD

Porté par Bordeaux Métropole, le programme de recherche REGARD traite de la réduction des micropolluants depuis leurs sources d'émission (foyers, pluviales, entreprises, CHU…). La Métropole, engagée dans la construction d'une agglomération à haute qualité de vie a depuis longtemps pris en compte la qualité des milieux naturels pour y parvenir. C'est pourquoi, elle a lancé ce programme de recherche novateur, notamment par la constitution d'un consortium de chercheurs pluridisciplinaires coordonné par le LyRE, centre de recherche de SUEZ à Bordeaux.
D'une durée de 4 ans, REGARD répond aux problématiques suivantes : identifier et quantifier les flux de micropolluants (métaux lourds, pesticides, substances pharmaceutiques, PCB…) selon les sources d'émission, hiérarchiser l'importance de leurs impacts, mettre en pratique des solutions identifiées, et enfin, évaluer l'efficacité et l'acceptabilité sociale des solutions.

La phase sociologique de l'étude et notamment la mesure de l'acceptabilité sociale des solutions a débuté en 2016 à travers la mise en place d'un Living Lab à Cap Sciences (atelier participatif où l'utilisateur est placé au centre du dispositif afin d'imaginer des solutions) et de la diffusion d'une enquête populationnelle.

De plus, le partage de la connaissance acquise avec les parties prenantes a également débuté en 2016. La première édition du comité « REGARD citoyen sur les micropolluants », organisé le 24 mars, a ainsi réuni près de 100 personnes d'horizon divers (institutionnels, élus, associations environnementales, de consommateurs…), pour faire un point d'étape sur la recherche.

Enfin, l'année 2016 a également été celle de la reconnaissance, puisque le programme de recherche REGARD, a obtenu le prix LFB « Environnement et Santé ». Présidé par le climatologue et Prix Nobel de la Paix 2007, Jean Jouzel, le prix, soutenu par la ministre de l'écologie, a pour objet de récompenser les acteurs de la diminution des rejets des médicaments dans les eaux afin d'optimiser la qualité de l'eau des milieux naturels.



Anne Lise Jacquet, Vice-Présidente de Bordeaux Métropole en charge de l'eau et de l'assainissement, Nicolas Gendreau, Directeur de l'eau, Mélodie Chambolle, Directrice Adjointe du LyRE, centre de recherche SUEZ.

3.2.4 ETRE UN EMPLOYEUR RESPONSABLE

Cette thématique est également développée dans la partie 2.4 - *La situation du personnel de la SGAC.*

LES PRINCIPES DE L'ETHIQUE

La prise de conscience de l'entreprise de la montée des attentes du grand public, des clients et des collaborateurs en matière de valeurs et de transparence est traduite dans la démarche d'éthique volontariste menée nationalement au sein de l'activité Eau de SUEZ et de ses filiales comme la SGAC.

Encadrée par la Charte nationale de développement durable 2012-2016 et animée par un réseau de 15 déontologues au cœur des entreprises régionales, dont une au sein de l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne, la démarche s'articule autour de 3 grands axes :

- ✓ La clarté des relations avec les clients (axe qui adresse des risques tels que ceux de l'entente, du conflit d'intérêt, de la corruption, etc…),
- ✓ La protection des collaborateurs (axe qui adresse des risques tels que ceux des relations managériales ou entre collègues, des discriminations, de la santé-sécurité, etc…),
- ✓ Le respect de l'entreprise (axe qui adresse des risques tels que la fraude, les comportements non appropriés, etc…).

FAVORISER LA MIXITE, LA DIVERSITE ET L'EQUITE DES REMUNERATIONS

LABELS DIVERSITE ET EGALITE

Parmi les champs d'action de la RSE, la SGAC a mis en œuvre une politique sociale engagée tant sur le plan de l'insertion des publics éloignés de l'emploi que de l'intégration de personnes en situation de handicap ou encore de l'égalité professionnelle. A ce titre, elle s'inscrit dans une démarche régionale et nationale portée notamment par le Label Diversité et d'Attestation d'Employeur Responsable à l'échelle du groupe SUEZ et de son activité Eau France.

Au-delà de la Diversité, elle a souhaité aller plus loin sur le plan spécifique des questions d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour démontrer son engagement en la matière. C'est ainsi que depuis 2015, l'AFNOR a octroyé le label « égalité professionnelle» à l'activité Eau de SUEZ, Région Bordeaux Guyenne et à la SGAC. La remise officielle du « label égalité » a été organisée, le 2 février 2016 à Bordeaux, en présence de Thierry Geoffroy, représentant national de l'AFNOR ; Laurent Guillaume Guerra, Directeur des Ressources Humaines de SUEZ Eau France et Grégoire Maës, directeur régional SUEZ Eau France Bordeaux Guyenne. En outre, jeudi 15 décembre, l'entreprise a participé à la cérémonie nationale de remise des labels "Egalité professionnelle" au Ministère des familles, de l'enfance et des droits des femmes.
Ce sont ainsi plusieurs années d'engagement en matière d'égalité professionnelle et de mixité qui ont été récompensées.



Concrètement promouvoir la diversité et l'égalité professionnelle permet de favoriser l'insertion et l'accès à l'emploi. C'est également s'assurer que les équipes de la SGAC puissent s'appuyer sur une variété de points de vue et être en phase avec la Société et leur environnement pour assurer leur mission de service public. C'est pourquoi, en 2016 en partenariat avec le CIDFF (centre d'information du droit des femmes et de la famille), les équipes des services « maintenance » et « laboratoire » ont accueilli au total 3 femmes en reconversion professionnelle. Cette démarche de l'entreprise vise à ouvrir aux femmes des horizons rarement identifiés au cours des études. D'autres actions comme les visites de sites et échanges avec les équipes ont été menées en 2016 comme ce fut le cas en juin au sein de la station d'épuration Louis fargue avec l'association ADORA : douze femmes avaient ainsi découverts les métiers de technicien de traitement et de maintenance *(Cf.Photo ci-dessus).*

LA PRISE EN COMPTE DU HANDICAP ET LA SENSIBILISATION

SUEZ Eau France s'est engagée depuis 2006 dans une démarche volontaire de Responsabilité Sociétale. Dans ce cadre, l'Entreprise Régionale est particulièrement sensible à 2 axes qu'elle pense indissociable:

- ✓ l'intégration et/ou le maintien de personnes en situation de handicap au sein de l'entreprise,
- ✓ la sensibilisation des salariés à l'intégration, au sein des équipes, de personnes en situation de handicap.

Ce fort engagement est également mis en application au sein de la SGAC depuis sa création, en 2013.
En 2016, l'entreprise, a poursuivi le travail engagé en 2015. La démarche a consisté à s'appuyer sur les parcours des personnes en situation de handicap mais aussi des équipes au sein desquelles elles travaillent afin de porter à la connaissance de tous, les réussites, les écueils, les obstacles... rencontrés. Ce faire-savoir est nécessaire, d'une part, au sein de l'entreprise pour contribuer à la lutte contre les stéréotypes mais aussi à l'extérieur de celle-ci afin de montrer à tous, dont les personnes handicapées, que le travail au sein d'une structure autre que le secteur protégé est possible.
C'est pourquoi, SUEZ Eau France et la SGAC ont souhaité s'associer à l'association *Les Productions de l'Ange*. Le partenariat se traduit par plusieurs reportages de 3 à 7 minutes réalisés par des adolescents. Un salarié de SUEZ Eau France et une salariée de la SGAC ont accepté de se prêter à l'exercice. L'opération qui a débuté en 2015 s'est finalisée en 2016. Les volontaires relateront leurs expériences professionnelles en réponse au questionnement des jeunes.

3.2.5 CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TERRITOIRES ET A LEUR COHESION SOCIALE

Du fait à la fois de sa mission de service public et de son ancrage territorial, la politique de partenariat de SUEZ (activité Eau, région Bordeaux Guyenne) et de sa filiale la SGAC privilégie les enjeux locaux et est en adéquation avec sa démarche de RSE. Le fonds de développement durable en est une illustration.

LE FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE CADRE DU CONTRAT AVEC BORDEAUX METROPOLE



Les bénéficiaires du fonds développement durable reçus au Parc du Bourgailh à Pessac en présence de Anne-Lise Jacquet et Grégoire Maës.

Le Fonds de développement durable est mis en place dans le cadre du contrat qui lie la SGAC à Bordeaux Métropole. Au travers de cette démarche, l'entreprise, aux côtés des collectivités, soutient et valorise les acteurs du territoire. En 2016, au terme d'un processus de sélection impliquant Bordeaux Métropole et les administrateurs de la SGAC, ce sont 9 projets qui ont été retenus sur les 30 dossiers reçus.

Des lauréats locaux et investis dans la vie du territoire

Les projets locaux sélectionnés mêlent protection de l'environnement et de la biodiversité, pédagogie et social. Les structures bénéficiaires sont issues des communes de Bassens, Bordeaux, Talence Gradignan, Pessac et St Médard-en-Jalles.

Une rencontre pour mieux se connaître

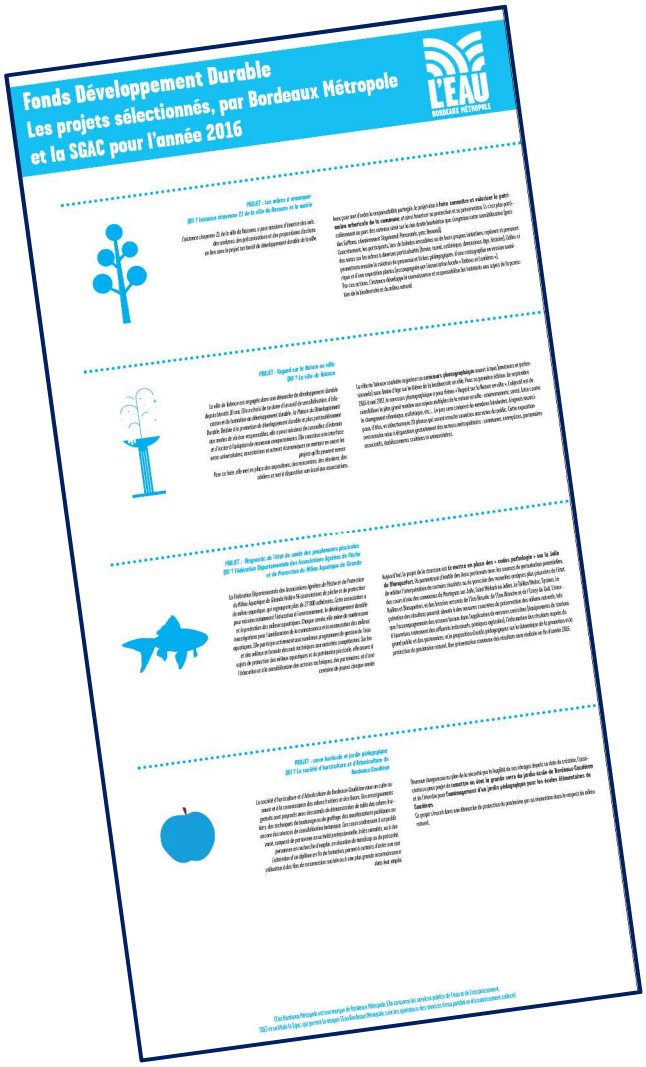
Le 7 septembre dernier, les lauréats se réunissaient autour de Anne-Lise Jaquet, vice présidente en charge de l'eau et de l'assainissement de Bordeaux Métropole, des représentants du conseil d'administration (CA) de la Sgac et de Grégoire Maës, président du CA : une opportunité pour chacune de présenter son projet, d'échanger avec les autres structures. Pour certaines, les échanges furent l'occasion d'identifier de nouvelles actions entre l'entreprise et ces structures par exemple sur l'environnement.

DESCRIPTIF DES PROJETS SOUTENUS

Le détail financier du fonds développement durable se trouve en partie 7 les comptes de la délégation.

PROJET : Les arbres à remarquer
QUI ? Instance citoyenne 21 de la ville de Bassens et la mairie
Montant : 7000 euros

L'instance citoyenne 21 de la ville de Bassens, a pour missions d'émettre des avis, des analyses, des préconisations et des propositions d'actions en lien avec le projet territorial de développement durable de la ville. Avec pour mot d'ordre la responsabilité partagée, le projet vise à faire connaître et valoriser le patrimoine arboricole de la commune, et ainsi favoriser sa protection et sa préservation. Et c'est plus particulièrement au parc des coteaux situé sur la rive droite bordelaise que s'organise cette sensibilisation (parc des Griffons, cheminement Séguinaud-Panoramis, parc Beauval). Concrètement, les participants, lors de balades encadrées ou de leurs propres initiatives, repèrent et prennent des notes sur les arbres à diverses particularités (forme, rareté, esthétique, dimensions, âge, histoire). Celles-ci permettront ensuite la création de panneaux et fiches pédagogiques, d'une cartographie en version numérique et d'une exposition photos co-réalisée par l'association locale « Ombres et Lumières ». Par ces actions, l'instance développe la connaissance et responsabilise les habitants aux sujets de la protection de la biodiversité et du milieu naturel.


Fonds Développement Durable
Les projets sélectionnés, par Bordeaux Métropole et la SGAC pour l'année 2016
L'EAU
BORDEAUX MÉTROPOLE

PROJET : Regard sur la Nature en ville
QUI ? La ville de Talence
Montant : 5000 euros

La ville de Talence est engagée dans une démarche de développement durable depuis bientôt 10 ans. Elle a choisi de se doter d'un outil de sensibilisation, d'éducation et de formation au développement durable : la Maison du Développement Durable. Dédiée à la promotion du développement durable et plus particulièrement aux modes de vie éco-responsables, elle a pour missions de conseiller, d'informer et d'inciter à l'adoption de nouveaux comportements. Elle constitue une interface entre universitaires, associations et acteurs économiques en mettant en avant les projets qu'ils peuvent mener.
Pour ce faire, elle met en place des expositions, des rencontres, des réunions, des ateliers et met à disposition son local aux associations

La ville de Talence souhaite organiser un concours photographique ouvert à tous (amateurs et professionnels) sans limite d'âge sur le thème de la biodiversité en ville. Pour sa première édition, de septembre 2016 à mai 2017, le concours photographique a pour thème « Regard sur la Nature en ville ». L'objectif est de sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux multiples de la nature en ville : environnement, santé, lutte contre le changement climatique, esthétique, etc... . Le jury sera composé de membres bénévoles, d'agents municipaux, d'élus, et sélectionnera 20 photos qui seront ensuite soumises aux votes du public. Cette exposition sera ensuite mise à disposition gratuitement des acteurs métropolitains : communes, entreprises, partenaires associatifs, établissements scolaires et universitaires.

PROJET : Diagnostic de l'état de santé des peuplements piscicoles
QUI ? Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Gironde
Montant : 6000 euros

La Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Gironde fédère 56 associations de pêche et de protection du milieu aquatique, qui regroupent plus de 27 000 adhérents. Cette association a pour mission notamment l'éducation à l'environnement, le développement durable et la protection des milieux aquatiques. Chaque année, elle mène de nombreuses investigations pour l'amélioration de la connaissance et la restauration des milieux aquatiques. Elle participe activement aux nombreux programmes de gestion de l'eau et des milieux et formule des avis techniques aux autorités compétentes. Sur les sujets de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole, elle œuvre à l'éducation et à la sensibilisation des acteurs techniques, des partenaires, et d'une centaine de jeunes chaque année.

Aujourd'hui, le projet de la structure est de mettre en place des « codes pathologie » sur les Jalles. Ils permettront d'établir des liens pertinents avec les sources de perturbation potentielles, de valider l'interprétation de certains résultats ou de prescrire des nouvelles analyses plus poussées de l'état des cours d'eau des communes de Martignas sur Jalle, Saint Médard en Jalles, Le Taillan Médoc, Eysines, Le Haillan et Blanquefort, et des bassins versants de l'Eau Bourde, de l'Eau Blanche et de l'Estey du Guâ. L'interprétation des résultats pourrait aboutir à des mesures concrètes de préservation des milieux naturels, tels que l'accompagnement des acteurs locaux dans l'application de mesures concrètes (équipements de stations d'épuration, traitement des effluents industriels, pratiques agricoles), l'information des résultats auprès du grand public et des partenaires, et la proposition d'outils pédagogiques sur la thématique de la promotion et la protection du patrimoine naturel.

PROJET : serre horticole et jardin pédagogique
QUI ? La société d'horticulture et d'Arboriculture de Bordeaux-Caudéran
Montant : 4000 euros

La société d'horticulture et d'Arboriculture de Bordeaux-Caudéran voue un culte au savoir et à la connaissance des arbres fruitiers et des fleurs. Des enseignements gratuits sont proposés avec des stands de démonstration de taille des arbres fruitiers, des techniques de bouturage ou de greffage, des manifestations publiques ou encore des séances de sensibilisation botanique. Ces cours s'adressent à un public varié, composé de personnes en activité professionnelle, à des retraités, ou à des personnes en recherche d'emploi, en situation de handicap ou de précarité.
L'obtention d'un diplôme en fin de formation, permet à certains d'entre eux son utilisation à des fins de reconversion sociale ou à une plus grande reconnaissance dans leur emploi.

Devenue dangereuse au plan de la sécurité par la fragilité de ses vitrages non remplacés depuis sa date de création, l'association a pour projet de remettre en état la grande serre du jardin-école de Bordeaux-Caudéran et de l'étendre pour l'aménagement d'un jardin pédagogique pour les écoles élémentaires de Caudéran.
Ce projet s'inscrit dans une démarche de protection du patrimoine par sa rénovation dans le respect du milieu naturel.

PROJET : Jardin pédagogique à fonctionnement participatif
QUI ? Les jardins d'aujourd'hui
Montant : 8000 euros

Depuis trente ans, l'association « Les Jardins d'aujourd'hui » s'est consacrée à la création et au pilotage des jardins destinés à un public en difficulté sociale. Elle a pour objectif de lutter contre l'exclusion via le jardinage collectif urbain par la création de lien social et d'échange pour les personnes les plus démunies, isolées, en difficulté. Les jardins servent également à favoriser l'apprentissage d'un jardin naturel, sain, respectueux de l'humain et de l'environnement, par la préservation de la biodiversité, le recyclage, le compostage et la transformation de matières. Aux jardins pédagogiques, c'est l'expérimentation des cultures, des fonctionnements, par des démonstrations, animations, ateliers, formations, accueil de groupes et visiteurs, dans les domaines de l'environnement, du compostage, lombricompostage, etc... . Ceux-ci tissent des liens forts avec les autres partenaires du quartier (banque alimentaire, épicerie solidaire, centres sociaux, centres d'animation, régie de quartier), et les acteurs institutionnels (villes, métropole, département).

Sur le quartier des bassins à flots, le projet est de développer un fonctionnement participatif sur le jardin pédagogique de Bougainville, seul jardin de ce type situé en zone périurbaine proche de Bordeaux.
En co-gestion, le jardin sera sous la responsabilité des usagers acteurs. Des réunions de concertations régulières et des animations seront organisées pour permettre de favoriser l'implication et l'expression de chacun, valoriser les savoirs et savoir-faire et compétences, de développer la confiance en soi et en

l'autre, rompre avec la solitude. Les jardiniers adhérents pourront s'exprimer, monter des projets, valoriser leurs idées, être reconnus au sein d'un collectif, échanger, se sociabiliser.

PROJET : Mise en place et développement de la Ressourcerie du Campus Universitaire
QUI ? Association ETU'RECUP
Montant : 7000 euros

Etu'Récup regroupe les associations : L'astragale et la Fourmi, Solid'Earth, Les Amis de la Terre Gironde, Appelation d'Origine Campus, Cycles et Manivelles et le Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable. C'est la première ressourcerie en France à l'échelle d'un Campus. Elle a pour principales activités la collecte, la valorisation la remise en circuit et la vente de mobiliers et équipements abandonnés par les étudiants quittant le campus. La « sobriété heureuse », c'est à dire consommer moins et vivre mieux, est le mot d'ordre de cet espace mis à disposition des étudiants ou quelconque acteur d'initiatives en lien avec la transition écologique.

Les ateliers participatifs et solidaires basés sur les principes du savoir-faire soi-même, de la réparation et du réemploi des objets collectés sensibilisent les étudiants à diminuer la pression sur les ressources et le volume des déchets.

Le projet vise à développer cette ressourcerie avec pour champ d'action le Campus universitaire de Pessac, Talence, Gradignan, Bordeaux et parfois celui de Carreire. À terme, l'objectif est de partager l'expérience et de favoriser l'émergence de ressourceries sur d'autres campus universitaires.

La Ressourcerie du Campus se veut ouverte sur la ville et favorise ainsi la solidarité entre les étudiants, les riverains et le tissu associatif local. Chacun pouvant s'engager dans la transition écologique, la structure a pour objectif de restaurer le lien social entre les étudiants et les riverains, par les ateliers, dans un mécanisme global de solidarité. Par ces activités, l'association aide un public souvent jeune en précarité à meubler son logement tout en réduisant la production de déchets.

PROJET : La pratique du karaté par les personnes en situation de handicap en milieu valide
QUI ? Académie Bushikaï Karaté Do
Montant : 6000 euros

L'association sportive Académie Bushikaï Karaté Do - France (ABK-F), fondée en 2007, œuvre pour la promotion des activités physiques pour tous, dans la préservation du « vivre ensemble ». À travers les valeurs de mixité sociale, de développement de l'autonomie, de démocratie et de citoyenneté, l'association vise l'intégration de toute personne vers une évolution, dans une démarche de recherche de bien-être.

C'est dans cette démarche que l'académie propose le Handikaraté (adapté du Karaté). En milieu ouvert et parmi les valides, la pratique de ce sport permet aux personnes en situation de handicap d'accéder à cette discipline martiale et d'acquérir des moyens pour développer leur courage, leur dynamisme, la coordination de leur être et de leur puissance intérieure. Pour ce faire, l'association œuvre au développement de méthodologies d'adaptation de la pratique traditionnelle pour les personnes en situation de handicap, personnes à mobilité réduite, aphasie, hyperactivité, schizophrénie, mal voyance, etc...

Implanté quartier Benauge à Bordeaux, l'accueil et la transmission de l'enseignement du Karaté Do et du Yoga aux personnes en situation de handicap ou défavorisées, œuvrent pour une action générale à vocation éducative menée en faveur de personnes en situation sociale difficile.

PROJET : Label Refuge
QUI ? Centre hospitalier Charles Perrens et LPO
Montant : 2606 euros

Le Centre Hospitalier Charles Perrens prend en charge toute personne atteinte de troubles mentaux. L'établissement est à la fois dit de proximité, et une référence du Département et de la région Nouvelle-Aquitaine, tant par ses services universitaires d'enseignement et de recherche que par ses centres ressources (autisme, délinquants sexuels, addictologie) pour les soins en santé mentale.

Depuis 1912, la LPO est une association loi 1901 qui a pour objectif, avec son programme Refuge LPO, d'accompagner les collectivités, entreprises, établissements, vers une gestion écologique des espaces verts urbains et périurbains en faveur de la biodiversité dite de proximité.

Le projet partenarial consiste, d'une part, à préserver les oiseaux grâce notamment à l'installation de nichoirs sur site et d'autre part, la qualité de l'eau en évitant les traitements phytosanitaires d'élimination des chenilles processionnaires.

Après 7 ans de mise en œuvre, le centre hospitalier souhaite aujourd'hui établir un diagnostic par la LPO des espèces et des divers habitats présents sur le site. S'en suivra l'écriture d'un plan de gestion écologique en vue de réaliser certains aménagements en fonction des espèces et des espaces. La source du site sera ainsi protégée des polluants, grâce à la présence des mésanges dans les nichoirs qui œuvrent naturellement à la diminution des chenilles processionnaires. Ce projet sera possible par l'implication des patients dans la fabrication de nouveaux nichoirs. Un bilan sera réalisé au bout de 5 ans pour évaluer les actions mises en place et les résultats associés.

PROJET : Le jardin associatif et collectif « Vert de Terre »
QUI ? L'association des Jardiniers de St Médard en Jalles
Montant : 4000 euros

L'association des Jardiniers de St Médard en Jalles cultive et donne des cours de jardinage aux handicapés adultes ainsi qu'aux enfants et personnes âgées de la RPA Flora Tristan, sur un petit terrain privé de 330 m². Une trentaine d'adhérent(e)s sont susceptibles de venir jardiner plusieurs fois par semaine dans ce lieu, aussi pensé comme point de rencontre.
Pour la fin d'année 2017, l'association souhaite créer un jardin associatif d'une superficie de 2 000 m² qui accueillera trois types de culture : en carré, en lasagne et butte, et en traditionnel ; sans produits chimiques ni pesticides.
Dans un système d'entraide et de récupération, des parcelles cultivables en cultures bio seront aménagées au milieu d'arbres fruitiers, haies diversifiées et certains arbustes. L'éco-système et la biodiversité du lieu seront préservés, notamment sur le plan d'eau. Des cabanes aux toits végétalisés et capables de récupérer l'eau de pluie seront construits avec des palettes de récupération et de la paille. L'eau d'arrosage sera puisée dans le ruisseau de Magudas qui borde le terrain. Un jardin surélevé sera mis à disposition pour les handicapés et une aire d'initiation pour les enfants des écoles sera aménagée. Pour que ce jardin prenne vie, il nécessite qu'il soit débroussaillé, labouré, approvisionné en compost ou encore de creuser les accès.
C'est à la fois un travail collectif à réaliser, où chacun apportera son savoir-faire pour jardiner écologiquement et respecter l'environnement. L'objectif du projet est d'y développer le sens du partage, le respect d'autrui, le savoir-faire entre générations et lutter contre l'isolement.

3.2.6 LA MESURE DE L'EMPREINTE SOCIETALE DU SERVICE

Toute entreprise, quelle que soit l'activité qu'elle mène, a un impact environnemental mais aussi sociétal sur le territoire sur lequel elle est implantée.

A l'aune de ce constat, la SGAC, a, en 2013, co-construit avec Bordeaux Métropole un référentiel d'indicateurs lui permettant d'évaluer l'empreinte du service sur le territoire métropolitain.

Ce référentiel divisé en 3 sous-parties :
- ✓ Climat - Energie
- ✓ Milieu naturel : pression sur les milieux aquatiques et biodiversité ;
- ✓ Engagement sociétal.

Les thèmes Energie et Milieu naturel sont détaillés dans le *chapitre 5 - Développement Durable* du présent rapport.

Ce référentiel permet de donner une appréciation générale de l'impact du service sur la Métropole. Il constitue une base de communication à destination des citoyens et une base d'échanges avec ceux-ci.

Les résultats de l'empreinte évaluée en 2016 sur l'année 2015 sont compilés dans le tableau ci-après.

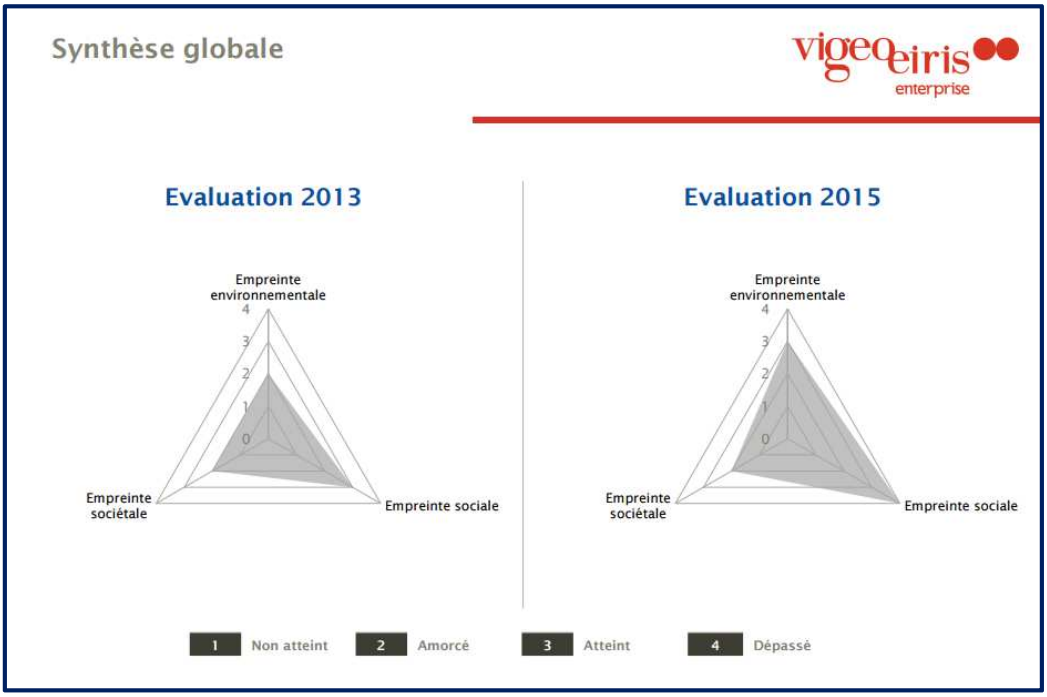
Empreinte sociale et sociétale du service de l'assainissement

LIBELLE	Commentaire	Objectifs	2015
Indice Social			
Egalité des chances au sein de l'entreprise			
Label égalité	A l'horizon 2015 Objectif : évaluation des actions mises en place en matière d'égalité et de mixité professionnelles. Les thèmes pris en compte dans le label sont les suivants : - la prise en compte de l'égalité professionnelle dans les relations sociales, l'information et la culture de l'organisme, - l'égalité dans la gestion des ressources humaines et le management, - l'égalité par la prise en compte de la parentalité dans le cadre professionnel.	obtention du label à fin 2015	obtention en mars 2015
Taux de formation	4% de la masse salariale annuelle consacrée à la formation	> 4%	4,21%
Conditions de travail			
Taux de fréquence des accidents du travail	En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise, suivi à travers le tableau de bord sécurité de la SGAC - En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise régionale : inférieur à 6	< 6	5,7
Taux de gravité des accidents du travail	En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise, suivi à travers le tableau de bord sécurité de la SGAC - En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise régionale : inférieur à 0,25	< 0,25	0,05
Cellule d'écoute : prévention risques psycho-sociaux	Cellule d'écoute PSYA au niveau Lyonnaise des Eaux + Cellule d'écoute locale représentée par un groupe de personnes identifiées en charge de cette écoute.	oui	oui
Nombre de Visites Santé Sécurité réalisées par an	Ces visites sont réalisées auprès des agents sur les interventions. Elles ont pour objet de vérifier la conformité du chantier en terme de sécurité et surtout permet de réaliser une sensibilisation, un échange sécurité au plus près de l'opération et de l'opérateur. De ces visites sont relevés des axes de progrés permettant d'améliorer de manière continue la santé et la sécurité au travail du personnel de la SGAC. Ces visites sont majoritairement réalisées par la hiérarchie (objectif de nombre à réaliser fixé annuellement et suivi mensuellement à travers le tableau de bord sécurité). Ces dernières peuvent également être demandée par l'opérateur auprès du service sécurité afin de presenter de manière pragmatique une difficulté rencontrée et présentant un risque sécuritaire.	250	414
Respect des règles éthiques			
Existence d'un déontologue	Existence un déontologue national et un déontologue au niveau de l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne	oui	oui
Pourcentage de personnes connaissant l'existence de la charte éthique de l'entreprise	Donnée accessible à travers les entretiens annuels d'évaluation des salariés	donnée non disponible	
Indice sociétal			
Actions menées auprès des associations, des usagers et des publics défavoriés			
Nombre de personnes sensibilisées par an aux enjeux de l'assainissement	Objectif contractuel = 8000 pers/an	8000	9030
Pourcentage d'utilisation du fonds d'aide à la mise en conformité des branchements ou Nombre de dossiers avec travaux d'assainissement ayant pu bénéficier du fonds d'aide.	Fonds utilisé auprès des usagers dans le cadre de la mise en conformité de leurs branchements. -100% d'utilisation	Aucun dossier remis	
Présence des associations aux trois instances de gouvernance : le conseil d'administration, et le CSPQS.	Les feuilles d'émargement ou comptes rendus de réunion seront à mettre à disposition sur Délég'Action pour mesurer cet indicateur-100% de présence	Taux de présence de 100%	Cf.feuilles émargement
Pourcentage d'utilisation du fonds de développement durable	Fonds utilisé pour financer des projets liés au service de l'assainissement et contribuant au développement durable du territoire. Exemple : soutien à l'association Familles en Gironde, la manifestation "le Quai des Sports",... . Le fonds est utilisé sur la base d'un charte co-rédigée avec l'instance de gouvernance de service - 100% d'utilisation	Taux d'utilisation de 100%	processus en refonte
Actions menées ayant un impact sur le développement économique et social du territoire			
Nombre d'heures d'insertion : handicap, alternance, stage, personnes éloignées de l'emploi, tutorat, sous-traitance	Engagements 485 487 483 inclus	sans objet	13 400
Montant des achats confiés à des entreprises du secteur protégé ou adapté	Secteur protégé ou adapté : concerne les entreprises d'insertion, d'handicapés	10% du coût de la sous traitance des espaces verts dès 2013	95 897 €
Nombre de contrats de fournisseurs et sous-traitant dont les clauses éthiques, sociales et environnementales sont incluses		100%	100%

Les résultats de suivi des indicateurs de l'empreinte climat énergie et de l'empreinte sur les milieux naturels sont présentés *chapitre 5 - Développement Durable* du présent rapport.

L'EMPREINTE EVALUEE PAR UN TIERS

L'année 2015, comme l'année 2014 avant elle, a vu l'évaluation de l'empreinte réalisée par un tiers, le cabinet de notation extra financière Vigéo. Cette démarche permet de faire un état des lieux de la situation et de la comparer à la première année d'existence de la SGAC. On constate une progression positive pour les composantes environnementale et sociale de l'empreinte. La composante sociétale n'a pas évolué notamment car le mode d'octroi des financements dans le cadre du fonds développement durable n'avait pas encore été formalisé.



UNE ANNEE 2016 CONSACREE A LA REFONTE DES REFERENTIELS.

Après 3 années d'existence la version 1 des référentiels permettant d'évaluer l'empreinte a été revue en collaboration avec Bordeaux Métropole.
Il ressort que les référentiels « environnement » n'ont pas été modifiés. Il s'est surtout agi de choisir des indicateurs plus parlants et communicants. Ainsi les indicateurs suivants seront désormais affichés :

- ✓ **Indicateurs « sensibilisation des usagers »** : Nombre de personnes sensibilisées par an (visites de sites, participation à des événements sur cette thématique)
- ✓ **Indicateurs « implication des salariés de la SGAC dans la démarche »** : Nombre de salariés sensibilisés/formés à la préservation de la biodiversité par an et nombre de session de formation organisée par an
- ✓ **Indicateurs « suivi des actions menées sur la préservation /restauration des milieux »** : Surface de bassin géré de façon raisonnée et surface de bassin géré de façon écologique
- ✓ **Indicateurs « résultat des actions menées »** : Nombre d'espèces (faune et flore) protégées recensées sur les sites
- ✓ **Indicateurs « acteurs du territoire et partenaires »** : Nombre de partenaires avec lesquels le service collabore.

Empreinte Sociale et Sociétale du service de l'assainissement
2016

	Thèmes	Indicateurs	Descriptions/commentaires	Documents
INDICE SOCIAL	**1-PREVENIR TOUTE FORME DE DISCRIMINATION ET PROMOUVOIR L'EGALITE DES CHANCES**			
	EGALITE PROFESSIONNELLE	% de femmes dans l'encadrement	Conformement au label égalité (obtenu par la Sgac en mars 2014) et à l'accord emploi et RSE de la sgac, la répartition des femmes dans l'encadrement est suivi. L'objectif à atteindre est de 30%. (Cadres + TSM) / effectif total	Rapport de situation comparée - mise en œuvre de la politique égalité homme femme
	PRISE EN COMPTE DU HANDICAP AU SEIN DE L'ENTREPRISE	Taux de handicap	Application de la définition légale. Application de la formule de calcul pour la DOETH (déclaration obligatoire de l'emploi des travailleurs handicapés)	Annexe 16 - Indicateur IP-E16
	DEVELOPPER LES COMPETENCES DES COLLABORATEURS QUELQUE SOIT LEUR AGE, NOTAMMENT LES SENIORS	Taux de salariés touchés	Part de formation réalisée par les séniors / Part des séniors dans les effectifs de la SGAC +% salariés	Annexe 16 : SOC 2
	2- S'ASSURER D'UNE BONNE QUALITE DE VIE AU TRAVAIL			
	PRISE EN COMPTE DE LA SECURITE	Taux de fréquence des accidents du travail	En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise	Tableau de bord sécurité
		Taux de gravité des accidents du travail	En cohérence avec l'objectif défini annuellement par l'entreprise, suivi à travers le tableau de bord sécurité de la SGAC	Tableau de bord sécurité
	PREVENTION DES RISQUES PSYCHO SOCIAUX	Mise en place de cellules d'écoute : processus d'information et de fonctionnement	Cellule d'écoute PSYA au niveau national + Cellule d'écoute locale représentée par un groupe de personnes identifiées en charge de cette écoute	Note d'information
		Processus d'information et fonctionnement pour saisir le déontologue	**RÔLE DU DEONTOLOGUE :** '- Décliner au sein des ER les engagements éthiques de SUEZ auprès de tous les collaborateurs et les sensibiliser, avec le support du management ; - Répondre aux interrogations des collaborateurs et leur donner des conseils en matière d'éthique ou de conformité ; - Etre à l'écoute de chaque collaborateur faisant part d'une difficulté ou d'une violation avérée ou potentielle des règles éthiques ; - Assurer le reporting des cas de non-conformité, le suivi des risques éthiques de l'entité en lien avec le responsable des risques Le déontologue est tenu au respect d'une stricte confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice de sa mission. Ainsi, un déontologue ne peut divulguer sans son accord le nom d'une personne mise en cause ou délivrant une information. Cette obligation de confidentialité s'exerce en conformité avec le droit et les usages locaux. Les déontologues prennent par ailleurs toute mesure nécessaire afin que l'auteur d'un signalement ne puisse pas subir de mesures de rétorsion.	Note d'information + couverture du rapport
		Taux d'absentéisme (hors longues maladies)	Nombre de jours d'arrêts / Nombre de jours ouvrables	RH
INDICE SOCIETAL	**1-CONTRIBUER A LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES EN TERMES DE DD**			
	SENSIBILISATION DES USAGERS	Nombre de personnes sensibilisées par an aux enjeux de l'assainissement	La sensibilisation est majoritairement portée par les animateurs pédagogiques de la Maison de l'eau au travers d'animations sur site, au sein des autres espaces pédagogiques (step Louis Fargue, Clos de Hilde et télecontrole RAMSES) mais aussi en classes, lors de manifestations organisées par les collectivités ou associations. Objectif contractuel = 8000 pers/an	Statistiques de fréquentation de la "Maison de l'Eau"
	SOUTIEN AUX INITIATIVES LOCALES	Nbre de dossiers soutenus dans le cadre du fonds développement durable et répartition géographique équilibrée	Dans le cadre du fonds de développement la Sgac soutient des initiatives en lien avec l'assainissement et avec le développement durable du territoire (énergie, préservation de l'environnement et de la biodiversité, insertion,...) à hauteur de 50Keuros/an.	Dossiers de candidatures + vote du CA + cartographie
	2-CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT HUMAIN ET ECONOMIQUE DU TERRITOIRE			
	CONTRIBUTION A L'INSERTION	Nbre d'heure d'insertion (direct et indirect)	Le calcul prend en compte les heures d' alternance" insertion", contrats aidés, sous traitance "insertion", de stage ayant bénéficié à des publics de l'insertion obj : 90000 heures sur l'ensemble du contrat	Annexe 16 - Indicateur IP- E14
		Nombre de sorties positives pour les emplois directs	Définition du nombre de sortie positive pour les emplois directs :(CDI, CDD, retour formation ... 6 mois après fin de contrat) sur la durée du contrat	
	CONTRIBUTION A L'EMPLOYABILITE	nbre d'heures consacrées à la formation des jeunes (alternance hors insertion) ou nombre d'heures de stages (hors insertion)	Formation : alternance + stages Personne à statut scolaire	Source de la donnée : tableau stagiaires, fiches GT
	CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PROTEGE	Montant des achats confiés à des entreprises du secteur protégé	Dans le cadre de la RSE, des prestations sont confiées à des entreprises du secteur protégé. Par exemple l'ESAT Magellan pour lavage des vêtements.	contrat fournisseur
	ENCOURAGER LA RESP. SOCIALE DES FOURNISSEURS ET SOUS TRAITANTS EN INTEGRANT DES CRITERES SOCIAUX ET ENVTAUX	Nombre de contrats de fournisseurs et sous-traitant avec clauses éthiques, sociales et environnementales	Dans le cadre de la politique RSE, l'entreprise souhaite aider ses fournisseurs et sous traitants à développer des pratiques en adéquation avec ses valeurs.	contrat fournisseur
	3- METTRE EN PLACE UNE GOUVERNANCE OUVERTE VERS LA SOCIETE CIVILE			
	MISE EN ŒUVRE D'UNE GOUVERNANCE OUVERTE	taux de présence des administrateurs externes à chaque CA	Le conseil d'administration de la Sgac est composé de 5 administrateurs externes à l'entreprise. Les administrateurs issus de la société civile sont répartis en collèges : représentants des associations membres de la CCSPL et personnalités qualifiées issus d'organisme de toute nature)	registre des présents

3.3 LA SOLIDARITE INTERNATIONALE : AQUASSISTANCE

AQUASSISTANCE : LES BENEVOLES DE SUEZ EAU FRANCE

L'Entreprise Régionale Bordeaux-Guyenne compte parmi les plus anciens et fidèles supporters d'Aquassistance, l'association humanitaire des personnels de SUEZ.

Créée en 1994 au moment des évènements du Rwanda, l'association compte aujourd'hui environ 860 adhérents, qui prennent sur leur temps de congés pour partir soit en missions d'urgence (catastrophe naturelle, guerre...) soit pour mener à bien des projets d'aide au développement des populations démunies.

Aujourd'hui, Aquassistance est reconnue en tant qu'association de professionnels. Elle n'agit que dans les domaines qui sont de sa compétence : l'eau, l'assainissement et les déchets.

Aquassistance en 2016 c'est : 99 projets en portefeuille, 42 missions, soit en cumulé 1006 jours de mission à travers l'intervention de 99 salariés (dont 23% de femmes et 68% d'actifs), dans 14 pays. La population concernée par les projets avoisine un million d'habitants.

L'association a ses propres ressources (cotisations, dons, ventes de matériels réformés) ; elle est soutenue financièrement par la Fondation Suez. Elle reçoit également des subventions des collectivités locales et des Agences de l'Eau pour des projets qu'elle réalise dans le cadre de la Coopération Décentralisée.

Des bénévoles bordelais d'Aquassistance mènent régulièrement à bien des missions d'expertise ou de travaux d'amélioration dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

En 2016 c'est en Côte d'Ivoire, à ONO 14, qu'a été menée pendant 9 jours, au côté de l'association « JIDD AFRIQUE » une mission d'expertise avec comme objectif d'étudier les possibilités d'alimentation en eau potable et d'assainissement un village de 2000 habitants.



Une des ressources actuelles du village fortement utilisée ONO 14 – Côte d'Ivoire.



Livraison du câble pour le nouveau forage de Fondjomekwet

A Fondjomekwet au Cameroun, à la demande de l'association de ressortissants en France, ASVIFO, ont été menés des travaux d'alimentation en eau pour étendre le réseau existant. A cette occasion, des efforts ont été faits pour améliorer la gouvernance du service, et garantir ainsi sa pérennité.

4 - LA SITUATION DU PERSONNEL DE LA SGAC

Les données présentées ci-après sont extraites du bilan social 2016 de la SGAC (*cf. Annexes 8.2.1)*.

Ce bilan, établi à l'issue de la troisième année d'exercice, est remis en intégralité à Bordeaux Métropole, en marge du présent rapport annuel 2016.

4.1 LA REPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATEGORIE ET PAR SEXE

Au 31/12/2016, la SGAC compte 223 salariés répartis comme suit :

	CADRES	T.S.M.	O.E.T.	TOTAUX
HOMMES	9	51	115	**175**
FEMMES	4	17	27	**48**
TOTAUX	**13**	**68**	**142**	**223**

OET : Ouvrier Employé Technicien – TSM : Technicien Supérieur Maîtrise

4.2 LA REPARTITION DES SALARIES PAR SEXE ET PAR NIVEAU DE QUALIFICATION

CSP	Groupe	Emploi Repère	Niveau	Hommes	Femmes	TOTAL
OET	Groupe I	Manœuvre - alternant				5
	Groupe II	Opérateur	N1 : Professionnel	9		9
			N2 : Confirmé	5		5
	Groupe III	Technicien	N1 : Professionnel	58	4	62
			N2 : Confirmé	31	15	46
			N3 : Expert	10	5	15
Total OET				**113**	**24**	**142**
TSM	Groupe IV	Technicien Supérieur / Chef d'équip	N1 : Professionnel	13	4	17
			N2 : Confirmé	15	7	22
			N3 : Expert	13	2	15
	Groupe V	Spécialiste technique / Responsab	N1 : Professionnel	5	3	8
			N2 : Confirmé	5	1	6
Total TSM				**51**	**17**	**68**
Total Cadre				**9**	**4**	**13**
TOTAL				**173**	**45**	**223**

OET : Ouvrier Employé Technicien – TSM : Technicien Supérieur Maîtrise

4.3 LES MOUVEMENTS D'EFFECTIFS 2016

4.3.1 Les embauches par nature

ANNEES	CADRES	T.S.M.	O.E.T.	Stagiaires	ENSEMBLE	Dont - de 25 ans
CDI	1	2	6	0	**9**	2
CDD	0	0	9	9	**18**	13
TOTAUX	**1**	**2**	**15**	**9**	**27**	**15**
Rappel 2015	0	2	18	8	28	11

Les embauches CDI incluent :

- les recrutements en CDI à la suite d'un CDD,
- les recrutements externes,
- les recrutements dans le cadre de la mobilité au sein du groupe Suez.

Les embauches en CDD incluent :

- les CDD de remplacement ou de surcroît,
- les contrats d'apprentissage,
- les contrats de professionnalisation,
- les contrats CAE, CUI (Emploi d'Avenir…),
- et les stagiaires ayant perçu une gratification.

4.3.2 Les causes des départs en 2016

ANNEES	CADRES	T.S.M.	O.E.T.	Stagiaires	ENSEMBLE
Démissions					0
Départs à la retraite		3	5		8
Mutations Groupes	1	2	2		5
Licenciements pour cause économique					0
Licenciements pour autres causes - Ruptures conventionnelles		1			1
Départs en cours de période d'essai			1		1
Décès					0
Fin de contrat			8	9	17
Divers (congé maternité, invalidité, congés spécifiques, ...)			4		4
TOTAUX	**1**	**6**	**20**	**9**	**36**
Rappel 2015	1	4	21	9	35

4.4 LES HEURES NON TRAVAILLEES REMUNEREES

(En milliers d'heures)

Nature absence	2014	2015	2016
Congés payés	41,79	42,13	44,98
Maladie	11,34	10,79	11,09
Maternité	1,47	2,71	1,15
Accident du travail	0,25	0,10	1,10
Evènements familiaux	1,51	2,52	1,78
TOTAL	**56,37**	**58,25**	**60,10**

Unité : millier d'heures.

L'augmentation du volume d'heures de congés payés est liée à l'entrée, en cours d'année 2013, de nouveaux embauchés dont les droits ont été générés en proportion de leur temps de présence dans l'entreprise alors qu'en 2014 ces mêmes droits ont été générés sur une année complète. Le phénomène se retrouve mais de manière plus limitée en 2015 avec un supplément de droit à congés généré par des embauches survenues en cours d'année 2014.

La progression observable sur les absences pour maladie en 2014 était principalement liée à des accidents de la vie privée et à des interventions chirurgicales avec période de convalescence importante. En 2015, on observe un léger retrait des absences maladie par rapport à 2014. 2016 est à nouveau marquée par une légère montée des absences maladie, sans pour autant atteindre le niveau de 2014.

4.5 LE TAUX D'ABSENTEISME

Taux d'absentéisme	2014	2015	2016
(Abs.maladie+maternité+AT+ événements fam.) / hres théoriques	**3,51%**	**3,92%**	**3,52%**

4.6 LA FORMATION DES COLLABORATEURS

En 2016, la SGAC a consacré 4,67 % de la masse salariale (somme des rémunérations brutes) à la formation de ses collaborateurs, soit près de 3 fois l'ancienne obligation légale de 1,6%, qui a été supprimée par la réforme de la formation en vigueur au 1er janvier 2015. Cette réforme, en parallèle de l'instauration du Compte Personnel Formation (CPF) a notamment porté la redevance obligatoire de formation de 0,7 à 1% de la somme des rémunérations brutes et supprimé le plancher des 1,6% consacrés à la formation.

Cet effort de formation représente plus de 4.600 heures de formation.

Catégories de personnel	2014		2015		2016	
	Heures	%	Heures	%	Heures	%
Cadres	249	4,8%	278	6,2%	173	3,7%
TSM	1 257	24,2%	913	20,4%	1 232	26,5%
OET	3 694	71,0%	3 289	73,4%	3 252	69,8%
Autre			59			0,0%
Total	**5 199**	**100,0%**	**4 480**	**100,0%**	**4 657**	**100,0%**

Répartition des dépenses de formation :

Nature	2014	2015	2016
Salaires des stagiaires	146	126	131
Frais d'enseignement interne et externe	211	147	138
Hébergement et transport des stagiaires	39	22	30
Salaires personnel administratif			
Matières d'œuvre administration du CIDF			
Financement formation alternance des jeunes	61	61	82
Financement congés individuels de formation	17	17	
Total budget	474	377	381
Prise en charge OPCA au titre de la professionnalisation & DIF			38
Total budget	474	377	343
dont obligation légale 1,6%	128		0
dont obligation légale 1%		82	

Pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation

Nature	2014	2015	2016
Dépenses totales (en milliers d'euros)	474	377	343
Dépenses (en % de la masse salariale)	5,71%	4,66%	4,21%
Analyse du budget (en milliers d'euros)	**2014**	**2015**	**2016**
Obligation légale minimum imputable (1,6% depuis le 1er janvier 200	128	82	0
Excédent déclaration 2483 imputable	110	110	0
Total déclaration 2483	238	192	0
Excédent non imputable sur déclaration 2483	236	185	343

Exprimé en k€

L'effort de formation 2016 a été aussi soutenu que les années précédentes. Il atteint **4,67%** de la masse salariale brute, hors subventions perçues des OPCA en 2016 pour un montant de près de **38.000** euros.

En intégrant ces subventions, le taux de formation 2016 s'établit à **4,21%**.

4.7 L'INSERTION

Convaincue de son rôle sur le territoire en matière de responsabilité sociale, la Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole fait de la diversité et de l'insertion des publics éloignés de l'emploi un axe clé de sa contribution au développement du territoire.

Cet engagement à mettre en œuvre une démarche volontariste d'insertion fait partie de la stratégie de l'entreprise en matière de gestion des ressources humaines, par la promotion des valeurs de diversité et de solidarité dans ses recrutements. Ainsi dans le cadre du contrat de délégation du service de l'assainissement, la SGAC a pris plusieurs engagements forts en matière d'insertion.

En prenant en considération qu'une approche professionnelle et efficace en faveur de l'insertion et du handicap nécessite une expertise et des ressources dédiées, la mise en œuvre des engagements dans le cadre du contrat est menée avec l'appui de la Maison pour Rebondir. Opérationnelle depuis janvier 2012, la Maison Pour Rebondir (MPR) est une structure unique en France, fondée par Suez dans le cadre de son programme Diversité « Égalité des chances, progrès social, engagement ».

Celle-ci travaille avec les PLIE et les Mission Locales de Bordeaux, des Graves, des Hauts de Garonne, de Technowest, de Libourne; les organismes de formation et les structures d'insertion par l'activité économique.

Le 15 janvier 2015, la SGAC et la MPR ont signé une convention dont l'objectif était d'inscrire leur collaboration dans la durée et dans la continuité des actions déjà entreprises depuis le 1er janvier 2013.

Cette convention définit les orientations des actions d'insertion pour la période 2015-2018, en précisant les engagements respectifs et le contenu de la coopération.

Les engagements réciproques du partenariat SGAC-MPR pour la période 2015-2018

La MPR s'engage à :

Faire connaître et valoriser les métiers de la SGAC auprès des structures, des prescripteurs de l'emploi et de l'insertion et auprès des personnes en difficulté d'accès à l'emploi ;

Identifier des candidats motivés et ayant les capacités requises pour exercer les métiers ciblés ;

Préparer l'entreprise à l'accueil de personnes éloignées de l'emploi : sensibilisation à l'insertion et formation des tuteurs ;

Mettre en place les actions nécessaires pour préparer les candidats aux métiers et accompagner leur intégration dans l'entreprise ;

Assurer le suivi individuel de chaque candidat et l'évaluation des progrès en lien avec les structures de l'emploi et de l'insertion et les tuteurs au sein de l'entreprise ;

Valoriser l'engagement de l'entreprise dans les supports de communication de la Maison pour Rebondir ;

Animer des réunions interactives de présentation des métiers auprès des publics éloignés de l'emploi, les sensibiliser aux métiers de l'eau et de l'environnement ;

Favoriser l'intégration des personnes recrutées par une formation sur l'entreprise et le Groupe ;

Accompagner la montée en compétence et de l'employabilité (créer son réseau, valoriser son parcours) ;

Aider à la mise en place de projets d'insertion innovants.

La SGAC s'engage à :

Transmettre en continu les offres d'emplois que l'entreprise réserve pour des personnes en insertion ;

Constituer et animer un réseau de tuteurs formés à l'insertion ;

Sensibiliser en interne sur les enjeux de l'insertion et de la diversité ;

S'impliquer dans la montée en compétence et la construction des parcours de préparation à l'emploi ;

Aménager des périodes dédiées à l'accompagnement et à l'évaluation de chaque candidat ;

Informer la Maison pour Rebondir de toute difficulté susceptible d'infléchir la réussite du parcours ou de la performance de la personne.

En 2016, la SGAC et la MPR ont mené des actions ciblées sur le quartier de la Benauge à Bordeaux, en proposant, notamment, l'accueil de stagiaires « découverte » de 3ème au Collège Léonard Lenoir. Ainsi, deux élèves ont pu bénéficier d'un accueil personnalisé et s'immerger, pour l'un au sein d'un parcours « usines » (découverte des métiers de techniciens de traitement ou d'électromécanicien), pour l'autre, dans un parcours réseaux avec les métiers associés. Les retours ont été très positifs tant au niveau des jeunes que des équipes qui les ont encadrés pendant la durés de leur stage.

Ces actions vont se poursuivre en 2017 avec le développement du mécénat de compétences dont l'objectif est de mettre à la disposition d'associations de ce quartier les compétences de collaborateurs de l'entreprise, ou encore, le parrainage de jeunes diplômés.

90.000 HEURES D'INSERTION A L'HORIZON DU CONTRAT DE DSP

En 2016, la révision triennale du contrat de DSP a conduit à la mise en œuvre d'un indicateur global du « nombre d'heures d'insertion réalisées sur la durée du contrat ». Un objectif annuel de **15.000** heures et un objectif de **90.000** heures à l'horizon du contrat ont été fixés en accord avec Bordeaux Métropole.

Ce volume d'heures d'insertion comprend :

- ✓ Emploi direct : les heures travaillées relatives aux Contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (Norme 1800h/an), Contrat unique d'insertion (CUI) et Contrat d'accompagnement dans l'emploi (Norme CAE-CUI : 1500h/an), Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP), intérim insertion, intérim handicap ; concernant tous publics issus de l'insertion,
- ✓ Emploi indirect : les heures réalisées dans le cadre de contrats de sous-traitance de prestations de service à des entreprises d'insertion ou via les clauses d'insertion intégrées aux contrats de sous-traitance.

La SGAC s'attache à mettre en œuvre une politique d'insertion durable. Depuis 2013, celle-ci a donné lieu à **4** embauches de salariés en CDI. Leurs heures travaillées cessent d'alimenter l'indicateur de volume d'heures d'insertion dès lors que ceux-ci sortent du dispositif aidé (CAE-CUI) par lequel ils ont été embauchés.

- Ainsi, avec :
  - ✓ 21 jeunes alternants formés depuis l'origine du contrat, dont 40% issus des publics de l'insertion,
  - ✓ 11 jeunes recrutés en contrat Emploi d'avenir, dont 4 en CDI, 100% issus des publics de l'insertion,
  - ✓ une politique de développement de la sous-traitance aux entreprises d'insertion et d'accompagnement des sous-traitants à la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre des clauses d'insertion intégrées au contrats d'achats (dont le volume est passé de **0** à **5000** heures par an en 3 ans).

La mise en œuvre de l'indicateur de volume global d'insertion montre une dynamique d'emploi en insertion représentant l'équivalent de **8** à **10** salariés à temps plein par an sur la durée du contrat.

En 2016, le volume réalisé s'établit à près de **19.300** heures d'insertion et l'avancement de l'objectif global contractuel s'établit à **65,6%** avec plus de **59.000** heures réalisées depuis 2013.

IP-E14	**2013**	**2014**	**2015**		**2016**
Objectif alternants et emplois aidés	10	10	10		10
Nombre d'alternants et emplois aidés au 31/12/N	13	13	12		10
Valeur limite	6	6	6		6
Dont recrutés en CDI	1	1	1		1
Volume d'heures d'insertion (suite avenant triennal)*	**2013**	**2014**	**2015**		**2016**
Objectif volume heures insertion sur la durée du contrat					
Volume annuel heures insertion Emploi direct	3805	13906	14750		14288
Volume cumulé heures insertion Emploi direct	3805	17711	32461		46749
Volume annuel heures insertion Emploi indirect	0	2300	5000		5000
Volume cumulé heures insertion Emploi indirect	0	2300	7300		12300
Volume annuel heures d'insertion	3805	16206	19750		19288
Volume cumulé heures d'insertion	**3805**	**20011**	**39761**		**59049**
Avancement de l'engagement	**4,2%**	**22,2%**	**44,2%**		**65,6%**
Volume d'heures investi dans la formation des jeunes hors insertion	**2013**	**2014**	**2015**		**2016**
Volume annuel heures formation de jeunes hors insertion	3541	7368	4912		5291
Volume cumulé heures formation de jeunes hors insertion	3541	10909	15821		21112
Volume annuel heures de stages tous niveaux		9425	6145		6205
Volume cumulé heures de stages tous niveaux		9425	15570		21775
Volume annuel heures formation/stages hors insertion	**3541**	**16793**	**11057**		**11496**
Volume cumulé heures formation/stages hors insertion	**3541**	**20334**	**31391**		**42887**
Volume d'heures global annuel (insertion + formation jeunes hors insertion)	**7346**	**32999**	**30807**		**30784**
Volume d'heures global cumulé (insertion + formation jeunes hors insertion)	**7346**	**40345**	**71152**		**101936**
*Les valeurs communiquées pour 2013 à 2015 correspondent à l'application rétroactive des principes de calcul adoptés lors de l'avenant triennal 2016.			info non disponible à date		

Adoption à travers l'avenant 2016 du calcul d'un volume d'heures d'insertion total avec objectif de 90 000 heures en cumul sur la durée du contrat.

4.7.1 La contribution à l'emploi des personnes handicapées

En tant que société dédiée, la SGAC est soumise à la réglementation sur l'emploi des personnes handicapées.

A ce titre, elle est soumise à la DOETH (Déclaration d'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés) auprès de l'AGEFPIH.

Après une première année de déclaration établissant, pour 2013, à 4,78% le taux d'emploi de travailleurs handicapés de la SGAC, l'année 2014 a marqué une légère progression en atteignant 4,84%. L'année 2015 est venue confirmer cette progression en s'établissant à 4,99 %.

En 2016, conformément à la déclaration obligatoire d'emploi de travailleurs handicapés (DOETH) du 1er mars 2017, ce taux s'établit à **4,94%**.

La politique de développement de l'emploi indirect à travers la sous-traitance à des entreprises du secteur protégé, mise en œuvre depuis 2015, a montré une progression sensible en 2016 du nombre d'unités bénéficiaires obtenues, qui est passé de **0,31** en 2013 à **1,47** en 2016, contribuant ainsi à compenser la baisse du nombre de bénéficiaires employés.

Engagement 483 - Calcul définitif conforme à la DOETH du 01/03/2017	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
Effectifs d'assujettissement	225	225	227	223
Nombre de bénéficiaires à employer	13	13	13	13
Nombre de bénéficiaires employés	7,44	8,07	7,49	6,54
Nombre d'unités bénéficiaires obtenues (secteur protégé)	0,31	0,32	0,83	1,47
Minorations obtenues	3,00	2,50	3,00	3,00
Total unités bénéficiaires	10,75	10,89	11,32	11,01
IP-E16 - Taux d'emploi de personnel handicapé (valeur limite = 5%)	**4,78%**	**4,84%**	**4,99%**	**4,94%**

4.7.2 La participation à la formation des jeunes du territoire

La participation de la SGAC à la formation des jeunes du territoire est organisée autour de quatre axes :

- ✓ le recrutement de jeunes en alternance à travers des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, dans et hors cadre de l'insertion,
- ✓ le recrutement de jeunes dans le cadre du dispositif Contrat Emploi d'Avenir,
- ✓ l'initialisation d'une nouvelle formation CAP Canalisateur, renforcée en exploitation des réseaux d'assainissement,
- ✓ la promotion des métiers de l'assainissement.

En 2016, le nombre d'alternants en poste à la SGAC a été en ligne avec l'objectif contractuel d'au moins 6 alternants, avec 5 nouvelles recrues et une formation en alternance suivie par un jeune en emploi d'avenir dans le cadre d'une période de professionnalisation.

Le nombre de jeunes en contrat Emploi d'Avenir a été maintenu à 6 dont 2 nouvelles embauches en CDI. Au total, ce sont 11 jeunes qui ont bénéficié de ce dispositif d'accès à l'emploi, au sein de la SGAC, depuis 2013.

LE RECRUTEMENT DE JEUNES EN ALTERNANCE

Structure	Sexe		Contrat		Année d'entrée	Durée	Insertion	Formation suivie	Fonction occupée	Sorti(e) en
	F	H	A(1)	P(2)						
Support		x	x		2012	22 mois		Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion	Assistant contrôle de	2014
Pole Usines		x	x		2013	1 an	x	Mention complémentaire des métiers de l'eau	Agent de traitement	2014
Pôle Innovation		x	x		2013	1 an		Licence professionnelle Aménagement des ressources en eau	Tecnicien assainissment	2014
Pôle Clientèle	x			x	2013	2 ans	x	BTS Management des Unités commerciales	Technicien Relation clients	2015
Support	x			x	2013	2 ans		Master 2 en communication	Chargée de communication	2015
Support	x			x	2013	2 ans	x	BTS Assistant manager	Assistante achats	2015
Support		x	x		2013	3 ans		Ingénieur Réseaux et système d'information	Technicien Relation clients	2015
Pôle Innovation	x			x	2014	2 an	x	DEESTE		2015
Support		x	x		2014	2 ans		BTS Systèmes numériques	Informaticien	2014
Pôle Clientèle	x			x	2014	2 ans	x	BTS Assistant manager	Technicien Relation clients	2016
Pôle Clientèle		x		x	2015	1 an	x	CAP Canalisateur renforcé Assainissement	Enquêteur réseau	2016
Pôle Réseau		x		x	2015	1 an	x	CAP Canalisateur renforcé Assainissement	Opérateur Réseau	2016
Pôle Réseau		x		x	2015	1 an	x	CAP Canalisateur renforcé Assainissement	Opérateur Réseau	2016
Pôle Innovation		x		x	2015	1 an		DEESTE	Technicien Milieux naturels	2016
Pôle Innovation	x			x	2016	1 an		DEESTE	Technicien Diagnostic	
Support	x		x		2016	1 an		Master 2 en Management des Ressources Humaines	Assistante RH	
Pôle Clientèle	x			x	2016	2 ans		BTS Assistant Manager	Technicien Relation clients	
Pole Usines		x	x		2016	1 an		Bac Pro Maintenance	Technicien Maintenance	
Pole Usines		x	x		2016	1 an		Bac Pro Maintenance	Technicien Maintenance	
Total effectif au 31/12/2016	**3**	**2**	**3**	**2**						
Total effectif au 31/12/2015	1	5	1	5						
Total effectif au 31/12/2014	5	2	2	5						
Total effectif au 31/12/2013	3	4	4	3						

A : apprentissage - P : Professionnalisation

LE RECRUTEMENT DE JEUNES EN CONTRAT EMPLOI D'AVENIR

Le dispositif Emploi d'Avenir a été mis en œuvre à partir de novembre 2012.

Sous l'impulsion de la Préfecture de la Gironde et à travers l'engagement de Suez à contribuer activement à ce dispositif, la SGAC a participé pour moitié à l'effort d'insertion de jeunes en contrat Emploi d'Avenir porté par l'Entreprise Régionale Suez Eau France Nouvelle Aquitaine.

En 2016, ce sont 2 nouvelles recrues, en CDD d'1 an, qui ont rejoint les effectifs de la SGAC. Deux passages en CDI sont également à noter, portant à 4 le nombre de jeunes recrutés en CDI depuis

2013 via ce dispositif, avec l'accompagnement de la Maison pour Rebondir, en partenariat avec les Missions Locales de Bordeaux, des Hauts de Garonne, des Graves et Technowest.

A travers ces recrutements, la SGAC s'est engagée à former ces jeunes éloignés de l'emploi et à les aider à se constituer une expérience de qualité grâce à une mise en situation professionnelle réelle.

Ces recrutements ont été menés avec l'accompagnement de la « Maison pour Rebondir » qui a procédé à la première sélection des candidats en relation avec les missions locales.

Les représentants des missions locales et de la Maison pour Rebondir sont présents à chaque signature de contrat afin de mettre au point le suivi de l'intégration dans l'entreprise du nouvel embauché et de définir des pistes de formation personnalisées, inscrites dans le Dossier d'Engagement.

Des bilans sont prévus à échéances régulières entre la mission locale, le jeune, son tuteur, la Maison pour Rebondir et le service des ressources humaines de la SGAC.

Sur les 6 jeunes recrutés en 2013 dans le cadre du dispositif Emploi d'Avenir, 1 avait été recruté en CDI, les 5 autres en CDD de 1 an renouvelable.

A l'issue de cette première année en CDD,

- 1 recruté en CDI (et ce, dans le cadre de l'accord de la métropole donné le 18 juin 2014 pour que l'engagement de proposer un emploi ferme à au moins un alternant sortant par an soit élargi au vivier des CDD en Emploi d'Avenir).

- 2 d'entre eux ont été prolongés pour 1 an,

- 2 d'entre eux n'ont pas été renouvelés.

1 nouveau recrutement a été concrétisé au 1er octobre 2014. L'autre, le 8 décembre 2014 en remplacement de ces deux fins de contrats.

En 2015, à la faveur de la politique d'intraitance de la mesure de l'encrassement des bouches d'égout (précédemment sous-traitée) ayant conduit à la création de deux postes, l'un d'eux a été pourvu par un jeune en contrat Emploi d'Avenir, portant à 8 le nombre de jeunes employés à la SGAC sous ce type de contrat.

En septembre 2015, les contrats arrivant à terme ont été renouvelés sauf un, qui correspondait à un surcroît d'activité arrivé à son terme au niveau du secrétariat de direction. Enfin, l'un a été renouvelé par un CDI.

En 2016, un nouvel emploi d'avenir a été recruté en CDD d'un an en février, tandis qu'un autre a été pérennisé en CDI le 1er octobre 2016, ce qui porte à 4 le nombre de jeunes en contrat Emploi d'Avenir ayant intégré les effectifs de la SGAC en CDI.

Struture	Service	Insertion	Année d'entrée	Sexe		Contrat CAE		Fonction occupée	Année de sortie
				F	H	CDD	CDI		
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2013		x	x		Opérateur Réseau	2014
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2013		x	x		Opérateur Réseau	2014
Pôle Réseaux	Inspections et Réparations Réseaux	x	2013		x		x	Opérateur Réseau	
Pôle innovation	Laboratoire	x	2013	x		x		Technicienne de laboratoire	
Pôle clientèle	Enquêtes et conformité	x	2013		x		x	Technicien Réseau	
Direction	Secrétariat	x	2013	x		x		Secrétaire	2015
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2014		x		x	Opérateur Réseau	
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2014		x		x	Opérateur Réseau	
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2015		x	x		Opérateur Réseau	
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2016		x	x		Opérateur Réseau	
Pôle Réseaux	Entretien des Réseaux	x	2016		x	x		Opérateur Réseau	
Total effectif au 31/12/2016			**8**	**1**	**7**	**4**	**4**		
Total effectif au 31/12/2015			*6*	*1*	*5*	*3*	*3*		
Total effectif au 31/12/2014			*6*	*2*	*4*	*4*	*2*		
Total effectif au 31/12/2013			*6*	*2*	*4*	*5*	*1*		

L'INITIALISATION D'UNE NOUVELLE FORMATION CAP CANALISATEUR, SPECIALISEE EN EXPLOITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

En capitalisant sur l'expérience de Suez Eau France en matière de création d'une promotion de CAP Canalisateur adaptée aux besoins du marché du travail, la SGAC a visé la création d'une formation renforcée en exploitation de réseaux d'assainissement, ciblant les jeunes peu qualifiés.

Les premiers contacts ont été pris en 2013 avec le CFA BTP de Blanquefort afin d'envisager les modalités de mise sur pied de ce CAP à partir du référentiel du CAP Canalisateur.

Trois rencontres avec le CFA BTP ont eu lieu en 2014, les 10 juin et 10 septembre 2014, puis le 12 décembre avec la participation de la Maison Pour Rebondir.

Un rétro-planning de promotion et de recrutement ainsi qu'un support de présentation la formation ont été mis au point, de même que le cahier des charges de deuxième niveau afin que le lycée puisse travailler à l'élaboration d'un programme de cours en vue d'une promotion de CAP Canalisateur renforcée en exploitation des réseaux d'assainissement pour la rentrée 2015. La valorisation de la formation a pu débuter à l'occasion du salon Aquitec les 30 et 31 janvier 2015 et se poursuivre avec le salon de l'alternance le 20 mars 2015.

Cette première promotion a vu le jour en septembre 2015 avec l'accueil de 3 alternants issus de cette formation au sein de la SGAC.

Deux d'entre eux ont obtenu leur CAP en juin 2016 et l'un a été recruté en CDI au 1er janvier 2017, après avoir effectué une mission d'intérim de quelques semaines à l'issue de son apprentissage, en réponse à l'engagement contractuel de proposer au moins un CDI par an à un jeune en alternance ou en emploi d'avenir.

En septembre 2016, un jeune en emploi d'avenir de la SGAC s'est également vu proposer cette formation dans le cadre d'une période de professionnalisation, prévue par le dispositif des CDD-CAE. Il suit la formation au CFA de Blanquefort et effectue ses périodes en entreprise en détachement temporaire au sein du Pôle Eau de Suez Eau France, région Nouvelle Aquitaine.

4.7.2.1 Le tutorat, le parrainage et la promotion des métiers de l'assainissement

Dans la lignée de la politique mise en œuvre dès 2013, un tuteur a été désigné au sein de l'entreprise pour accompagner chacun des jeunes, alternants comme en contrat Emploi d'Avenir.

Les tuteurs s'engagent à suivre le jeune tout au long de son contrat : l'accueillir, l'aider, l'encadrer mais aussi alerter en cas de difficultés rencontrées ou encore participer à la mise en place des formations adaptées à ses besoins.

Pour renforcer leur compétence à accueillir spécifiquement des salariés en situation d'insertion professionnelle, les tuteurs reçoivent une formation à la fonction tutorale initiée en 2013 pour partie par la Maison pour Rebondir et pour partie par le CAFOC.

En 2014, afin de soutenir la dynamique initiée par ces formations, la SGAC a travaillé à l'animation en réseau de ses tuteurs, leur permettant de se réunir et d'échanger sur leurs pratiques, leurs expériences, leurs difficultés et leurs réussites. Ces réunions se sont renouvelées en 2015 et en 2016. Elles sont toujours riches d'échanges de bonnes pratiques autour de la création d'outils visant à faciliter le suivi de ces jeunes et à valoriser la fonction tutorale.

ACTIONS DE PARRAINAGE BENEVOLE EXTERNE

La SGAC a saisi l'opportunité du partenariat Suez Eau France avec FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) pour lancer un appel à candidatures internes en vue du parrainage bénévole de filleuls proposés par la Fondation. Des parrainages ont été menés en 2013 et 2014 dans le cadre de ce partenariat.

En 2015, d'autres parrainages ont été noués par l'intermédiaire de la fondation IMS-Entreprendre pour la Cité.

Pour une entreprise qui assure une délégation de service public, contribuer à développer l'employabilité des habitants du territoire au sein duquel elle est implantée est essentiel. C'est à ce titre qu'elle répond favorablement aux demandes de visites de sites ou de présentation des métiers qui émanent de structures dont l'objectif est l'insertion sociale.

À titre d'exemple, voici quelques structures qui nous ont sollicités en 2015 :

- ✓ l'AFEC, organisme de formation professionnelle et d'insertion : elle a souhaité proposer à 10 personnes une visite de la Maison de l'Eau avec pour objectif principal de leur faire découvrir les métiers de l'eau et de l'assainissement.
- ✓ la Maison pour Rebondir : 3 visites de sites techniques ont été organisés à l'attention de personnes éloignées de l'emploi (stations d'épuration Louis Fargue et Clos de Hilde et centre de télécontrôle RAMSES).
- ✓ la Maison de la Promotion Sociale d'Artigues : 18 personnes ont pu bénéficier d'une visite de la station d'épuration Clos de Hilde,
- ✓ l'AFEPT, organisme de formation en direction des personnes en recherche d'insertion sociale et professionnelle : une visite de Clos de Hilde a permis à 16 personnes de découvrir une partie du monde de l'assainissement.

En 2016, d'autres actions ont vu le jour, notamment en direction de femmes éloignées de l'emploi ou en situation de reconversion professionnelle. Leur permettre de découvrir des métiers dits « masculins » et leur ouvrir de nouvelles perspectives, tels ont été les objectifs des actions suivantes :

- ✓ En juin 2016, une sensibilisation aux métiers de technicien de traitement et d'électromécanicien a été menée avec l'association ADORA (Association pour le Développement de l'Orientation en Aquitaine) à destination de 8 femmes en situation de reconversion professionnelle. Après une présentation de l'entreprise, de ses enjeux et de ses métiers, elles ont effectué une visite de la station d'épuration Louis Fargue animée par un technicien de traitement et un électromécanicien qui ont expliqué leur métier à chacune des étapes de la visite. Cette rencontre a suscité beaucoup d'intérêt et soulevé de nombreuses questions.
- ✓ A l'automne 2016, 3 femmes intégrées au programme "Mixité, découverte des métiers dits masculins" du CIDFF (Centre d'information du droit des femmes et de la famille) ont été accueillies en stage de découverte au sein de la SGAC : maintenance usines, laboratoire, station d'épuration… un univers insoupçonné pour elles qu'elles ont pu appréhender à l'occasion de leur stage d'immersion d'une durée de 8 à 15 jours. Le service RH de la SGAC a, par ailleurs, fait partie du jury lors de la restitution de l'ensemble des projets par les 12 stagiaires de ce programme.

4.7.2.2 Les séniors

La politique Seniors développée au sein de la SGAC est orientée sur l'individu et ses besoins.

Les enjeux sont de maintenir non seulement la compétence, mais aussi le dynamisme et la motivation, d'accompagner les carrières dans la continuité, de donner un signe de reconnaissance, de stimuler, de maintenir l'appétence.

Considérant la formation comme un investissement dans le capital humain, celle-ci intervient comme support de cette stratégie. La formation des salariés dans le cadre d'un plan structuré est utilisée comme support pour la réalisation des objectifs et des projets en développant les compétences dont l'entreprise a besoin.

De fait, la formation ne vise pas un public générationnel particulier mais un public devant maintenir et/ou développer ses compétences.

Ainsi, le plan de formation s'adresse aux collaborateurs en fonction de leurs besoins et c'est tout naturellement les jeunes et/ou les nouveaux embauchés qui en bénéficient le plus.

Les séniors étant en général les plus expérimentés, leurs besoins sont accompagnés dans leur globalité et pas limités à la formation.

Le dispositif d'accompagnement des Seniors de la SGAC s'axe autour du tutorat, du parrainage, de la mobilité interne, de l'évolution du regard des managers sur les Seniors, des traçages de l'expérience, etc.

La direction de l'eau de Bordeaux Métropole a validé en 2014 un changement de méthode pour le calcul du ratio formation par tranche d'âge. Ainsi, en lieu et place du rapport entre la dépense de formation et la somme des rémunérations brutes de chaque tranche, il est établi le rapport entre la part en % de la dépense formation totale et la part en % des effectifs de la tranche considérée.

Ainsi, le ratio formation des séniors (engagement 683) s'établit à 0,67 pour 2015, à comparer à 0,67 en 2013 et 0,60 en 2014).

Ainsi, le ratio formation des séniors (engagement 683) s'établit à 0,64 pour 2016, en léger retrait par rapport aux années antérieures en raison de la perception en 2016 et pour la première fois depuis le début du contrat, de subventions de l'OPCA à hauteur de 38.000 euros venant en déduction de la dépense de formation globale.

Taux de formation du personnel	Engagement 718	Indicateur SOC 1	4,21%
Taux de formation des séniors	Engagement 683	Indicateur SOC 2	0,64

En 2016, les besoins en formation sont donc restés concentrés sur les tranches d'âges inférieures à 45 ans. La dépense de formation dédiée aux plus de 45 ans a ainsi représenté 30% de la dépense totale quand ceux-ci représentent 39% des effectifs présents dans l'entreprise sur l'année.

4.7.2.3 Egalité, diversité, non-discrimination

Dans la lignée de la démarche Diversity, engagée par le Groupe Suez, dont l'une des premières Dans la lignée de la démarche Diversity, engagée par le Groupe Suez, dont l'une des premières concrétisations a été la création à Bordeaux de la Maison pour Rebondir, l'entreprise Suez Eau France a pris des engagements auprès des partenaires sociaux à travers un accord Handicap ainsi qu'un accord sur l'Emploi et Responsabilité Sociale et Sociétale signé en septembre 2012. Ces accords ont été renégociés en 2015.

L'accord sur les garanties sociales encadrant la création de la SGAC ne prévoyant pas d'étendre à la SGAC le champ d'application de l'accord sur l'Emploi et la Responsabilité Sociale de Suez Eau France, c'est à l'occasion des premières NAO de la SGAC, qui se sont tenues les 13 février, 10 et 28 mars 2014, qu'a pu être actée avec les partenaires sociaux de la SGAC la nécessité d'ouvrir une négociation en vue d'un accord Emploi et Responsabilité Sociale d'Entreprise spécifique à la SGAC.

Cette négociation a donc été lancée courant mai 2014 et s'est achevée par la signature d'un accord sur l'Emploi et la Responsabilité Sociale d'Entreprise signé par les trois organisations représentatives le 14 octobre 2014.

C'est à travers cette signature qu'ont notamment été entérinées la Politique de Non-Discrimination et la Politique sur l'Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes de la SGAC.

SENSIBILISATION DU PERSONNEL AU HANDICAP

En 2015, l'entreprise, a souhaité s'appuyer sur les parcours des personnes en situation de handicap mais aussi des équipes au sein desquelles elles travaillent afin de porter à la connaissance de tous, les réussites, les écueils, les obstacles rencontrés.

Ce faire-savoir est nécessaire, d'une part, au sein de l'entreprise pour contribuer à la lutte contre les stéréotypes mais aussi à l'extérieur de celle-ci afin de montrer à tous, dont les personnes handicapées, que le travail au sein d'une structure autre que le secteur protégé est possible.

C'est pourquoi, SUEZ Eau France et la SGAC ont souhaité s'associer à l'association *Les Productions de l'Ange*. Basée sur la citation de Robert Zend « Les gens ont quelque chose en commun : ils sont tous différents », son action est basée sur l'utilisation de la réalisation audiovisuelle dans le but de sensibiliser tous les publics aux thèmes de la diversité et de l'insertion sociale.

Ce partenariat s'est traduit par la réalisation de plusieurs reportages de 3 à 7 minutes par des lycéens durant l'année scolaire 2015-2016. Un salarié de SUEZ Eau France et une salariée de la SGAC ont accepté de se prêter à l'exercice. L'opération qui a débuté en 2015 s'est finalisée en 2016. Les volontaires ont relaté leurs expériences professionnelles en réponse au questionnement des jeunes.
Ces supports sont destinés à être présentés en interne et en externe.

DES RECRUTEURS FORMES A LA NON-DISCRIMINATION A L'EMBAUCHE

Dans le cadre de la mise en œuvre concrète d'actions en faveur de la lutte contre les discriminations, les recruteurs de la SGAC ont suivi une formation ad hoc permettant de renforcer leurs pratiques par une connaissance renforcée :

- du contexte juridique de la discrimination (approches juridiques, sociologiques, psychologiques et économiques de la notion de discrimination, définitions juridiques de la discrimination, concepts : discrimination / égalité de traitement / action positive / diversité, acteurs institutionnels ;
- du rôle des représentations dans le processus de recrutement (discrimination comme système, préjugés et stéréotypes, rôle des représentations dans les processus de décision, neutralisation des préjugés en situation décisionnelle, différences entre sélection et discrimination) ;
- des zones de risque lors d'un recrutement (identification des zones de risque lors d'un recrutement, réaménagement de la chaîne RH et de la traçabilité des process) ;
- des axes de progrès et de performance (référentiel métier et compétences, optimisation de la recherche des candidats, fondamentaux d'un processus de sélection performant et sécurisé juridiquement, valorisation interne et externe des politiques de non-discrimination, intérêt des labels et des certifications).

Ainsi, en 2015, le processus de recrutement a été consolidé par un effort de précision apporté à la définition des compétences et qualités requises dans les postes à pourvoir, et par la production systématique d'un document de synthèse des candidatures et des arguments de décision de la candidature retenue. Cet effort de structuration et d'objectivation s'est poursuivi en 2016.

4.8 LE DIALOGUE SOCIAL

Depuis la mise en place des instances de la SGAC, par délibération à l'unanimité, les élus du CE et du CHSCT ont choisi un fonctionnement commun entre les périmètres Suez Eau France Bordeaux Guyenne et SGAC. Dans le strict respect du code du travail, avec des processus de planification, d'ordre du jour, et de production des PV distincts, les plannings de réunions et les débats sont menés en commun. Les consultations restent circonscrites aux élus de chaque périmètre en fonction des sujets traités.

De la même manière, les commissions obligatoires telles que formation, égalité Hommes Femmes, ou facultatives telles que GPEC, sont organisées en commun.

4.8.1 Les accords sociaux encadrant le statut du personnel

L'accord sur les garanties sociales encadrant la création de la société dédiée, signé le 5 décembre 2012 définit l'extension à la SGAC du champ d'application des accords sociaux Lyonnaise des Eaux ci-après listés :

- ✓ Accord d'entreprise 2000,
- ✓ Accord rémunération cadres 1999,
- ✓ Accord Aménagement et Réduction du Temps de Travail 1999,
- ✓ Accord Compte Epargne Temps 2010,
- ✓ Accord temps partiel 2011,
- ✓ Accord classification non cadres 2012,
- ✓ Accord régime remboursement frais médicaux 2005,
- ✓ Accord complément de retraite et régime de prévoyance 1988,
- ✓ Accord modernisation du dialogue social 2012.

4.8.2 Les accords sociaux signés en 2013

- ✓ Avenant n°8 à l'accord d'entreprise 2000, pour l'augmentation des minima de classification et l'ajout d'un échelon d'ancienneté,
- ✓ Avenant n°1 à l'accord CET pour l'extension des critères du CET,
- ✓ Accord d'intéressement pour 2013-2014-2015,

- ✓ Avenant n°6 à l'accord de participation pour 2013-2014-2015,
- ✓ Accord avenant régime de retraite complémentaire,
- ✓ Avenant n°5 à l'accord ARTT, pour le paiement des heures d'intervention d'astreinte et des heures supplémentaires.

4.8.3 Les accords sociaux signés en 2014

- ✓ Accord LDE sur la classification des cadres
- ✓ Accord LDE sur le don de jours
- ✓ Accord SGAC d'adhésion au PEG de SUEZ environnement
- ✓ Accord SGAC sur l'Emploi et la Responsabilité Sociale d'Entreprise.

4.8.4 Les accords sociaux signés en 2015

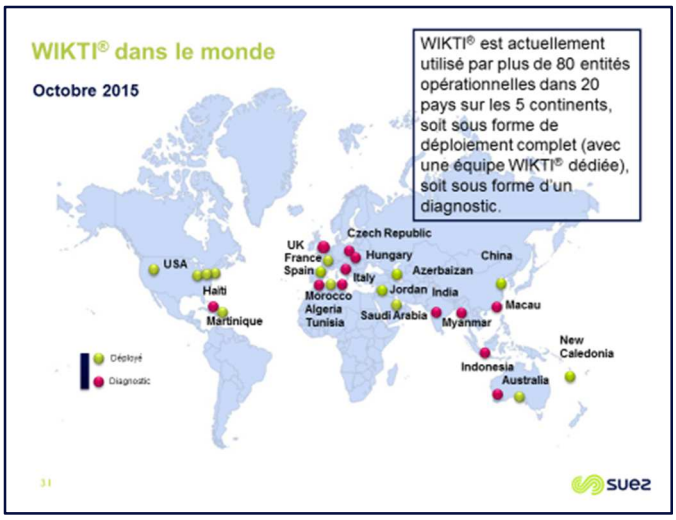
- ✓ Accord SUEZ Eau France Protocole d'accord d'intéressement Exercices 2016 - 2017 - 2018
- ✓ Avenant n°8 à l'accord de participation des salariés de Lyonnaise des Eaux France aux résultats de l'Entreprise
- ✓ Avenant n°4 à l'accord Lyonnaise des Eaux France sur le Compte Epargne Temps
- ✓ Avenant n°2 à l'accord Lyonnaise des Eaux France de Modernisation du Dialogue Social
- ✓ Accord SGAC relatif aux modalités de répartition et de versement du supplément d'intéressement au titre de l'exercice clos 2015.

4.8.5 Les accords sociaux signés en 2016

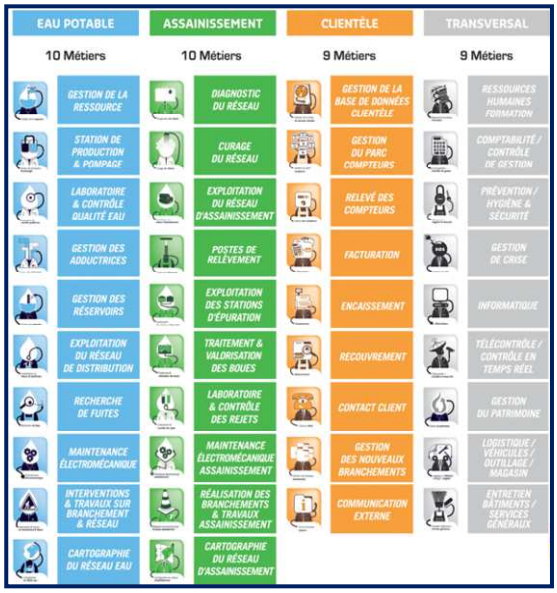
- ✓ Accord Emploi et Responsabilité sociale (hors SGAC)
- ✓ Avenant 4 à l'accord sur le Compte Epargne Temps du 30 Juin 2010.

4.9 EVALUATION DU NIVEAU DE MATURITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Wikti pour « Water International Knowledge Transfer Initiative » est une méthode développée par Suez Environnement afin d'évaluer la performance opérationnelle de nos métiers de base tels que la production, la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées, la gestion clientèle ou encore les services transversaux. Déployée à l'international depuis 2006, cette méthode est appliquée au sein de la SGAC, à raison d'une campagne annuelle d'évaluation.



A travers cette démarche, ce sont 22 métiers de l'entreprise qui sont passés au crible de la grille d'évaluation Wikti. Pour chaque métier, WIKTI® permet de mesurer la maturité de la société à maîtriser de façon performante l'ensemble des opérations constituant le métier. Cette évaluation est résumée par une note sur 6, basée sur l'échelle suivante :



Note 0 à 2 : Réalisation des opérations de base
Note 2 à 4 : Maîtrise performante des opérations
Note 4 à 6 : Excellence opérationnelle, parmi les meilleures références internationales.

En 2013, les métiers qui ont fait l'objet d'une évaluation dans le cadre de cette campagne sont :

- ✓ les 10 métiers de la filière assainissement,
- ✓ 3 des 9 métiers de la filière clientèle, les autres métiers étant sous la responsabilité de Suez Eau France,
- ✓ Les 9 métiers de la filière Transversale.

En 2014, la SGAC a construit, entre février et juillet avec l'appui de Suez Environnement, 4 nouvelles grilles Wikti portant sur les métiers suivants :

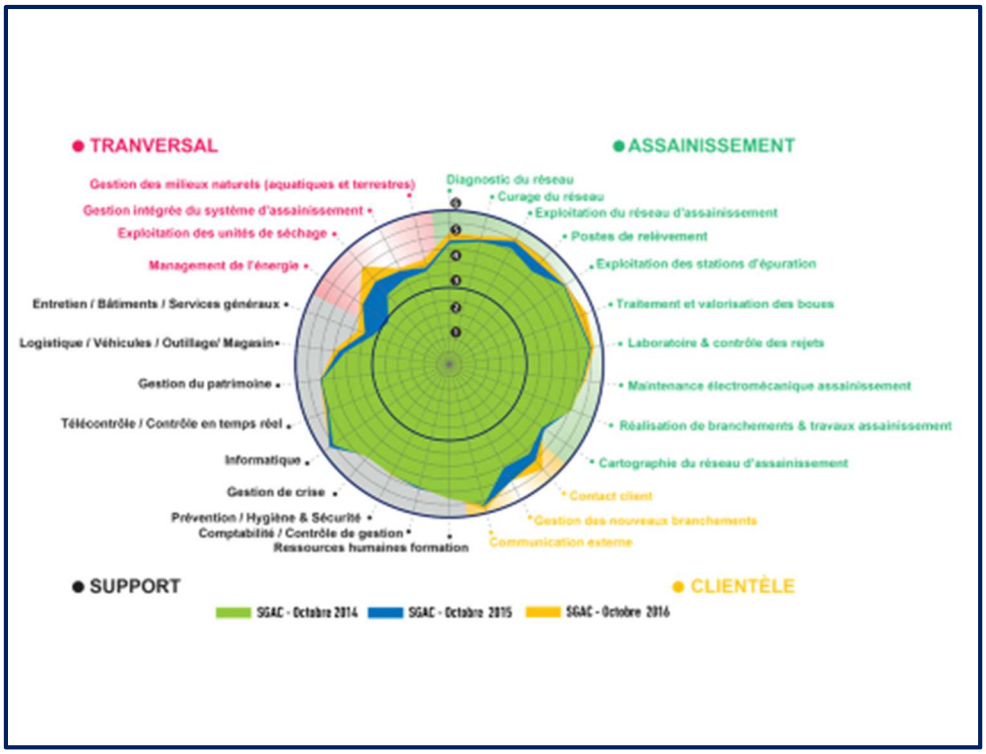
- ✓ Management de l'énergie
- ✓ Gestion des unités de séchage
- ✓ Gestion des milieux naturels
- ✓ Gestion intégrée du système d'assainissement.

La Métropole a été associée au processus de construction de ces 4 nouvelles grilles en participant aux réunions de travail avec la SGAC et Suez Environnement :

- ✓ La Grille Management de l'Energie élaborée par l'équipe Wikti en 2013 a été adoptée telle quelle car elle correspond en tous points à la proposition d'élaboration d'une grille portant sur les métiers de l'énergie prévue au contrat.
- ✓ Les trois autres grilles ont été conçues entièrement avec la validation d'experts internationaux dont le regard extérieur a permis de les situer, comme les grilles Wikti existantes, par rapport au niveau de performance international de Suez Environnement.

LA CAMPAGNE 2016 : RESULTATS

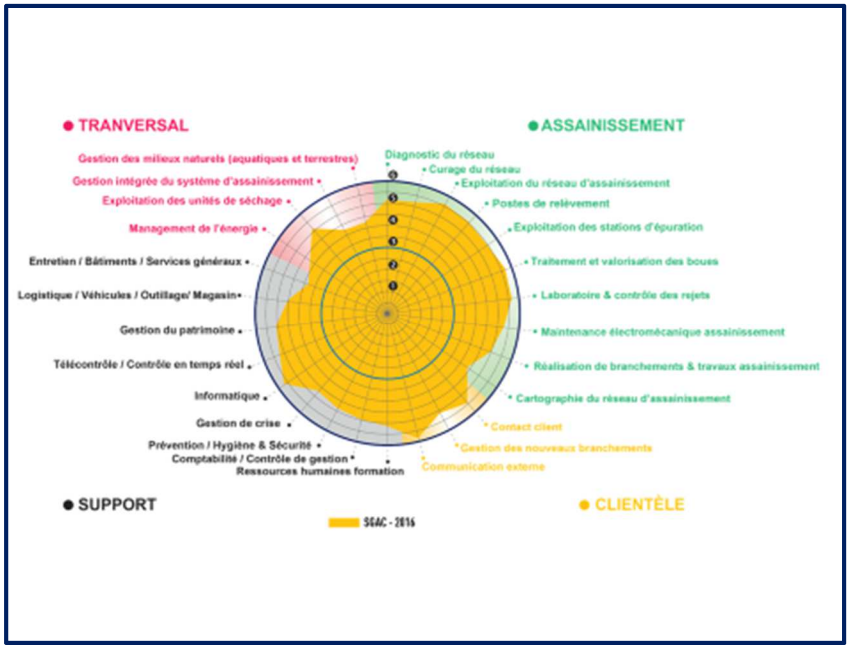
La campagne d'évaluation 2016 a eu lieu en novembre. Une restitution de cette campagne a été réalisée à l'attention de Bordeaux Métropole le 9 février 2017.



En 2013, les notes étaient comprises entre 2,92 et 5,32 avec une moyenne à 4,56 pour le périmètre des 22 métiers.
En 2014 (graphe de couleur verte), les résultats sur ce même périmètre se situent entre 3,21 et 5,63 avec une note moyenne de 4,91.
En 2014, sur le périmètre des 26 métiers les notes sont comprises entre 2,90 et 5,63 avec une moyenne à 4,70.

En 2015 (graphe de couleur bleue), les notes étaient comprises entre 3,52 et 5,69 avec une moyenne à 5,05 soit des résultats en hausse, qui confirmaient la poursuite de l'augmentation des notes des fonctions support qui étaient en phase de démarrage en 2013 et qui poursuivait leur progression en maturité et des notes stables voire en légère hausse pour les métiers liés à l'exploitation. La deuxième évaluation pour les 4 nouveaux métiers montrait des niveaux déjà au-dessus de la moyenne et une forte progression pour la grille sur le management de l'énergie due à l'obtention de la certification ISO 50001.

La campagne d'évaluation 2016 (graphe jaune) a confirmé les résultats de 2015. Avec des notes situées entre 3,80 et 5,88 et une moyenne à 5,06, on enregistre toujours des niveaux très hauts pour les métiers liés à l'exploitation. Les fonctions support renforcent encore leur maturité après 4 années d'existence et la progression s'en ressent. Enfin, les 4 « nouvelles » grilles enregistrent toujours une augmentation, nette pour les questions liées à la biodiversité due à l'obtention du Label EVE en 2016. La gestion des unités de séchage a également enregistré une hausse sensible conséquence d'une maturité de procédures et au plan d'action odeurs déployé sur la station Louis Fargue.



3 | le service clientèle



3 - LE SERVICE CLIENTELE

1 - L'EXECUTION DU SERVICE CLIENT 115

1.1 ODYSSEE : UN SYSTEME D'INFORMATION COMPLET AU SERVICE DES CLIENTS 116

1.2 LA POPULATION, LES CLIENTS ET LES VOLUMES ASSUJETTIS 117

1.2.1 LE NOMBRE D'HABITANTS ET DE CLIENTS ASSAINISSEMENT PAR COMMUNE 117

1.2.2 LES CATEGORIES D'USAGERS 118

1.2.3 LES VOLUMES ASSUJETTIS PAR COMMUNE 119

1.3 LA TARIFICATION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT 120

1.3.1 LE PRIX DE L'EAU AU 1ER JANVIER 2017 120

1.3.2 LA FACTURE-TYPE 120 M3 AU 1ER JANVIER 2017 121

1.3.3 LA FACTURE-TYPE 120 M3 AU 1ER JANVIER 2016 123

1.3.4 L'EVOLUTION DE LA FACTURE-TYPE 120M3 125

1.4 LE BILAN DES ACTIVITES COMPLEMENTAIRES 126

2 - LA QUALITE DU SERVICE AUX USAGERS ... 127

2.1 LA FACTURE 128

2.1.1 LA FACTURE DE L'EAU DE BORDEAUX METROPOLE 128

2.1.2 LA FACTURE ELECTRONIQUE 128

2.2 L'ENCAISSEMENT ET LE TRAITEMENT DE LA PRECARITE 129

2.2.1 LES MOYENS DE PAIEMENT 129

2.2.2 LES IMPAYES 130

2.2.3 L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL 131

2.2.4 LA REMISE POUR FUITE EN DOMAINE PRIVE 133

2.3 LA RELATION AVEC LES USAGERS 134

2.3.1 UN SERVICE CLIENTELE DEDIE AUX USAGERS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 134

2.3.2 LE TRAITEMENT DES DEMANDES 135

2.3.2.1 Les vecteurs de contact 135
2.3.2.2 Le bilan des demandes assainissement 141
2.3.2.3 Le traitement des réclamations écrites 141
2.3.2.4 Les branchements neufs 143

2.3.3 L'INFORMATION 148

2.3.3.1 L'accueil des nouveaux arrivants 148
2.3.3.2 L'information jointe à la facture 148
2.3.3.3 L'information sur le terrain 148

2.3.4 LA MESURE DE LA SATISFACTION 149

2.3.4.1 Mesure annuelle locale de la satisfaction clientèle 149
2.3.4.2 Mesure de satisfaction post-travaux relatifs aux branchements neufs 150

2.3.5 LA CHARTE DE QUALITE DU SERVICE A L'USAGER 151

1 - L'EXECUTION DU SERVICE CLIENT

1.1 ODYSSEE : UN SYSTEME D'INFORMATION COMPLET AU SERVICE DES CLIENTS

Dans le cadre de sa politique d'amélioration continue de la qualité de sa prestation et afin de mieux servir ses clients, l'activité Eau France de SUEZ a lancé un programme ambitieux destiné à refondre ses outils de gestion clientèle afin de les regrouper dans un outil unique.

Le logiciel Odyssée a ainsi été développé et mis en œuvre pour améliorer et moderniser la qualité des prestations de service à la Clientèle, il remplace près d'une vingtaine d'applications.

La totalité de la base clientèle a été migrée de l'ancien système vers Odyssée durant le dernier week-end de mars 2015. La migration s'est déroulée dans des conditions très satisfaisantes permettant ainsi aux équipes en charge de la relation client (téléconseillers, chargés d'accueil, releveurs,…) de reprendre leur activité normalement, dès le lundi suivant.

Par le déploiement de ce nouveau logiciel clientèle intégrant notamment toutes les normes de compatibilité du marché en matière de communication et d'interopérabilités, SUEZ ambitionne :

- ✓ de répondre aux attentes croissantes des consommateurs et de la collectivité en termes de services aux clients et de communication multicanal (courrier, sms, mail, ...) ;
- ✓ de disposer d'un outil performant et moderne, utilisé par toutes les filières « métier » Eau France de SUEZ en relation avec les clients (Centres de relations clientèle, ordonnancement, comptabilité,...), permettant ainsi un meilleur partage de l'information et une meilleure maîtrise des données nécessaires à la satisfaction client ;
- ✓ de faire bénéficier le service public de l'eau d'un système modulaire et évolutif capable d'intégrer les évolutions futures (juridiques, tarifaires, contractuelles,..) en assurant un traitement au fil de l'eau des processus de relevé et de facturation.

Les principaux apports d'Odyssée sont listés ci-après :

- ✓ **Une meilleure lisibilité des dossiers clients**

Un logiciel unique intégrant tous les besoins des clients et associant Gestion, Relation Client & Facturation ;
Une vue « 360° » globale et graphique avec toutes les données accessibles facilitant la réponse aux clients.

- ✓ **Un meilleur traitement des dossiers**

Davantage de prises en charge de bout en bout dès le 1er appel et plus d'informations disponibles sur les dossiers et une meilleure traçabilité des actions.
Exemples : mensualisation, dégrèvements, prise de rendez-vous sont effectués dans le même outil.

- ✓ **Des données clients actualisées en temps réel**

Toutes les actions relatives à un dossier-client sont enregistrées au fil de l'eau. La base de données Clientèle est accessible tous les jours et à toute heure de la journée.
Le client est renseigné en temps réel sur l'état d'avancement de son dossier (retours d'intervention-terrain,…).

- ✓ **Envoi de factures et remboursements facilités**

Le client reçoit sa facture immédiatement après la relève de son compteur (édition le jour même de la relève + délais postaux).
Tout solde positif > 75 € est remboursé automatiquement 48h après édition de la facture (sous réserve de la présence des coordonnées bancaires).

- ✓ **Amélioration des factures estimées**

En période d'estimation, le calcul du volume facturé se base sur la consommation moyenne ramenée au nombre de jours de consommation (notion de CMJ : Consommation Moyenne Journalière).

- ✓ **Amélioration de la communication-client**

Odyssée permet de faire de la communication multi-supports vers les clients (sms, email, courrier, tél) qui peuvent choisir le canal par lequel ils souhaitent être contactés.

1.2 LA POPULATION, LES CLIENTS ET LES VOLUMES ASSUJETTIS

1.2.1 LE NOMBRE D'HABITANTS ET DE CLIENTS ASSAINISSEMENT PAR COMMUNE

Nombre d'habitants et de clients du Service de l'Assainissement 2016		
Communes	**Assainissement**	
	Population*	**Clients**
Ambarès-et-Lagrave	15 538	6 230
Ambès	3 217	1 338
Artigues-près-Bordeaux	8 181	3 678
Bassens	7 013	2 598
Bègles	26 695	12 090
Blanquefort	16 209	4 892
Bordeaux	250 776	88 330
Bouliac	3 400	1 286
Bouscat (Le)	23 801	8 745
Bruges	17 771	6 984
Carbon-Blanc	7 415	3 095
Cenon	24 414	7 296
Eysines	22 256	9 390
Floirac	16 984	6 201
Gradignan	25 359	7 949
Haillan (Le)	11 163	4 921
Lormont	21 707	6 526
Mérignac	70 287	22 964
Parempuyre	8 118	3 692
Pessac	62 535	19 865
St-Aubin-de-Médoc	6 878	2 802
St-Louis-de-Montferrand	2 252	863
St-Médard-en-Jalles	30 500	13 712
St-Vincent-de-Paul	1 036	242
Taillan-Médoc (Le)	9 955	4 268
Talence	42 565	11 222
Villenave-d'Ornon	31 449	14 032
sous-total	**767 474**	**275 211**
Yvrac		39
TOTAL	**767 474**	**275 250**
Professionnels :		4 346
Particuliers :		270 865
Yvrac		39
Total BM		**275 250**

** Source : INSEE Publication des populations légales des communes et cantons en vigueur à compter du 1er janvier 2017, Gironde (population totale).*

1.2.2 LES CATEGORIES D'USAGERS

Afin de rendre lisible les différentes catégories d'usagers des services de l'assainissement de Bordeaux Métropole dans la base clientèle, une classification a été partagée puis générée dans la base de données clientèle de Suez Eau France en 2013. L'objectif de cette classification est de pouvoir rapidement repérer les usagers redevables de l'assainissement collectif ou du SPANC ainsi que les usagers non conformes vis-à-vis de l'assainissement collectif pour la mise en œuvre de la taxe prévue dans le cadre de l'incitation à la mise en conformité de la Métropole : procédure U21.

La SGAC garantit un contrôle régulier de la bonne tenue de la donnée clientèle SUEZ EAU France vis-à-vis des caractéristiques de l'assainissement.

En 2016, le travail initié en 2015 sur le contrôle et la mise en cohérence du nombre de redevables de la régie du SPANC a été poursuivi. A fin 2016, il reste 48 enquêtes à mener chez des particuliers.

La répartition au 31 décembre 2016 et issue de la base clientèle ODYSSEE de Suez Eau France se présente ainsi :

Répartition par catégories d'usagers de la base clientèle Odyssée au 31/12/2016

Catégories	Redevance	Nombre	Nombre/ type de redevance
Raccordable raccordé conforme	Assa. Collectif	274249	275211
Raccordable raccordé non conforme	Assa. Collectif	962	
RNR > 2 ans	Assa. Non Collectif	555	3206
RNR < 2 ans	Assa. Non Collectif	33	
RNR dérogation	Assa. Non Collectif	73	
Non raccordable (ANC confirmé)	Assa. Non Collectif	2545	
Non raccordable (arrosage, chantier, incendie)	pas de redevance	5574	6608
Non raccordable (Enquête Administrative à faire)	pas de redevance	1034	

Dans la catégorie "Non raccordables", il existe une série de compteurs sur lesquels doivent être menés des enquêtes pour vérifier leur usage, il s'agit de compteurs d'arrosage, chantiers, incendie.

1.2.3 LES VOLUMES ASSUJETTIS PAR COMMUNE

Volumes assujettis par commune 2016	
Communes	**Volume assujettis (m3)**
Ambarès-et-Lagrave	695 084
Ambès	132 612
Artigues-près-Bordeaux	437 100
Bassens	393 899
Bègles	1 261 127
Blanquefort	688 173
Bordeaux	14 354 096
Bouliac	203 217
Bouscat (Le)	1 141 501
Bruges	844 633
Carbon-Blanc	362 986
Cenon	1 100 480
Eysines	1 083 917
Floirac	711 860
Gradignan	1 275 596
Haillan (Le)	550 531
Lormont	1 076 233
Mérignac	3 685 797
Parempuyre	293 916
Pessac	2 964 092
St-Aubin-de-Médoc	306 834
St-Louis-de-Montferrand	84 011
St-Médard-en-Jalles	1 433 854
St-Vincent-de-Paul	19 898
Taillan-Médoc (Le)	426 208
Talence	1 907 091
Villenave-d'Ornon	1 537 799
Volume assujettis par communes	**38 972 547**
Canejan	1 429
St Eulalie	195 908
Tresses	227 251
Yvrac	4 531
Volume assujettis des communes extérieures à la CUB	**429 119**
Volumes régularisés au titre des conventions de déversement	1 936 497
TOTAL volume assujettis assainissement	**41 338 163**

Pour mémoire: Dans ces volumes sont intégrées les remises sur fuites	*Données non disponibles*

BILAN DES VOLUMES DES INDUSTRIELS CONVENTIONNES

(*cf. Annexes 8.2.4)*

1.3 LA TARIFICATION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

1.3.1 LE PRIX DE L'EAU AU 1er JANVIER 2017

Facture 120 m³ au 1er janvier 2017

	m³	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution
		Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	2016/2017
Distribution de l'eau			**182,38**		**182,75**		**183,09**		**184,45**		**184,80**	**0,2%**
Abonnement annuel (Délégataire)		54,70	54,70	54,81	54,81	54,91	54,91	55,32	55,32	55,43	55,43	0,2%
Eau consommée (Délégataire)												
de 0 à 170 m ³	*120*	*1,0640*	*127,68*	*1,0662*	*127,94*	*1,0682*	*128,18*	*1,0761*	*129,13*	*1,0781*	*129,37*	0,2%
Organismes publics			**43,13**		**46,00**		**47,53**		**47,10**		**47,45**	**0,7%**
Préservation Ressources (Agence de l'Eau)	120	0,0594	*7,13*	0,0783	*9,40*	0,0861	*10,33*	0,0775	*9,30*	0,0754	*9,05*	-2,7%
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	120	0,3000	*36,00*	0,3050	*36,60*	0,3100	*37,20*	0,3150	*37,80*	0,3200	*38,40*	1,6%
Sous total "eau" hors TVA			**225,51**		**228,75**		**230,62**		**231,55**		**232,25**	**0,3%**
Collecte et traitement des eaux usées			**130,80**		**131,60**		**131,51**		**131,50**		**131,10**	**-0,3%**
Assainissement (Délégataire)	120	0,4690	*56,28*	0,4757	*57,08*	0,4749	*56,99*	0,4748	*56,98*	0,4715	*56,58*	-0,7%
Part Communautaire (Collectivité)	120	0,6210	*74,52*	0,6210	*74,52*	0,6210	*74,52*	0,6210	*74,52*	0,6210	*74,52*	0,0%
Organismes publics			**27,00**		**27,60**		**28,20**		**28,80**		**29,40**	**2,1%**
Modernisation Réseaux Collecte (Agence de l'Eau)	120	0,2250	*27,00*	0,2300	*27,60*	0,2350	*28,20*	0,2400	*28,80*	0,2450	*29,40*	2,1%
Sous total "assainissement" hors TVA			**157,80**		**159,20**		**159,71**		**160,30**		**160,50**	**0,1%**
Eau et Assainissement HT			383,31		387,95		390,33		391,85		392,75	0,2%
TVA			23,45		28,50		28,65		28,76		28,83	0,2%
Eau et Assainissement TTC	120		**406,76**		**416,45**		**418,98**		**420,61**		**421,58**	**0,2%**
soit le m³ TTC en euros	1		**3,390**		**3,470**		**3,492**		**3,505**		**3,513**	**0,2%**

Répartition du prix de l'eau pour 120 m³

	2013		2014		2015		2016		2017	
hors taxes "Organismes publics"	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Fixe	Variable
Distribution de l'eau										
Part délégataire	54,70	127,68	54,81	127,94	54,91	128,18	55,32	129,13	55,43	129,37
de 0 à 170 m3	-	*127,68*		*127,94*		*128,18*		*129,13*		*129,37*
	-									
Part collectivité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total HT du prix du service	54,70	127,68	54,81	127,94	54,91	128,18	55,32	129,13	55,43	129,37
% de partie fixe (arrêté du 06 août 2007 du MEDAD)	**30%**		**30%**		**30%**		**30%**		**30%**	
Collecte et traitement des eaux usées										
Part délégataire	0	56,28	0	57,08	0	56,99	0	56,98	0	56,58
Part collectivité	0	74,52	0	74,52	0	74,52	0	74,52	0	74,52
Total HT du prix du service	0	130,8	0	131,60	0	131,51	0	131,50	0	131,10
% de partie fixe (arrêté du 06 août 2007 du MEDAD)	**0%**		**0%**		**0%**		**0%**		**0%**	

1.3.2 LA FACTURE-TYPE 120 m³ AU 1ER JANVIER 2017

Bloc Notes

Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

Réf. Client 98-9400370162
Identifiant * 5876
Facture N° F120-0015952

CONTACTS

Par internet :
www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr

Par téléphone :

Service client 0977 40 10 13 APPEL NON SURTAXE
du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
Urgence 24h/24 0977 40 10 14 APPEL NON SURTAXE

Par courrier :
Pour toutes demandes relatives à l'eau :
SUEZ Eau France - service client
TSA 70001
54528 Laxou cedex

Pour toutes demandes relatives à l'assainissement :
Service client - SGAC
TSA 80002
54528 LAXOU CEDEX

L'EAU BORDEAUX MÉTROPOLE

9 Janvier 2017

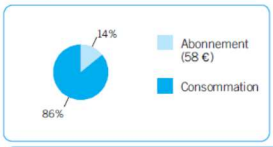
MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .
RUE SPECIMEN 120M3
33000 BORDEAUX

Facture - Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

SPECIMEN 120 M3	détail au dos
VOTRE CONSOMMATION	**120 m³**
DISTRIBUTION DE L'EAU	204,52 €
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES	144,21 €
ORGANISMES PUBLICS	72,85 €

Net à payer **421,58 €**
Merci de régler cette facture au plus tard le 10 janvier 2017
Règlement à réception, sans escompte.

Répartition



MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .
Adresse desservie : RUE SPECIMEN 120M3 33000 BORDEAUX

TIP 6811609 (1266/1456)

Date et Lieu Signature

MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .
RUE SPECIMEN 120M3
33000 BORDEAUX

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP50211998F120-00159521000000000

Montant : 421,58 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 60014
69904 LYON CEDEX 20

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

211968116095

502119010330 1998F120-00159521000000000905105 42158

Document à conserver 10 ans

POUR EN SAVOIR +

NOUVEAU : GÉREZ VOTRE COMPTE EN LIGNE OÙ QUE VOUS SOYEZ !

Vous pouvez désormais accéder à votre compte en ligne sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr depuis votre smartphone ou votre tablette pour :
- payer votre facture,
- mensualiser vos paiements,
- passer à l'e-facture,
- déposer votre relevé de compteur,
- suivre vos consommations.

Retrouvez encore plus d'informations sur **www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr**

Présentation détaillée de votre facture d'eau conformément à l'arrêté du 10 juillet 1996 — *Réf. Client : 9400370162– / N° Facture : F120-0015952-1*

DÉTAIL DE VOTRE FACTURE	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Montant € TTC	Taux TVA %
DISTRIBUTION DE L'EAU			**193,85**	**204,52**	
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2017 au 01/01/2018	1	55,43	55,43		5,5
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France T1 de 0 M3 à 170 M3 du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	1,0781	129,37		5,5
Part Agence de l'Eau "préservation ressource" du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	0,0754	9,05		5,5
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**131,10**	**144,21**	
Part Bordeaux Métropole du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	0,6210	74,52		10,0
Part SGAC du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	0,4715	56,58		10,0
ORGANISMES PUBLICS			**67,80**	**72,85**	
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	0,32	38,40		5,5
Modernisation des réseaux de collecte du 01/01/2017 au 01/01/2018	120 m³	0,2450	29,40		10,0
TOTAL HT			392,75		
MONTANT TVA (5.5 %)			12,78		
MONTANT TVA (10.0 %)			16,05		
Total TTC TVA acquittée sur les débits				421,58	

Net à payer **421,58 €**

Répartition :



SUEZ Eau France SAS	39,01 %	164,45 €	Agence de l'eau	23,06 %	97,20 €
SGAC	13,42 %	56,58 €	Bordeaux Métropole	17,68 %	74,52 €
			TVA	6,84 %	28,83 €

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en adressant un courrier à Service droit d'accès, SUEZ Eau France - service client TSA 70001 54528 Laxou cedex.

POUR MIEUX COMPRENDRE VOTRE FACTURE

Les services d'eau et d'assainissement sont une compétence de Bordeaux Métropole. Les prix de ces services, à l'exception des redevances Agences de l'eau, sont fixés par la collectivité directement et au travers des contrats de concession et d'affermage. Bordeaux Métropole a délégué, par concession, à SUEZ, les investissements et l'exploitation du service public de l'eau potable de 23 de ses 28 communes. Elle a confié, par affermage, à la SGAC, filiale de SUEZ, la collecte, le traitement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines de l'ensemble de son territoire.
Votre facture est composée de :
- la rémunération de SUEZ et de la SGAC pour leurs prestations,
- la rémunération de Bordeaux Métropole, organisatrice des services,
- et des redevances collectées pour le compte de l'Agence de l'Eau et de la TVA.



Pour en savoir plus sur le cycle de l'eau, connectez-vous sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr

❶ Captage et traitement de l'eau potable
Acteur : SUEZ

❷ Stockage et distribution de l'eau potable
Acteur : SUEZ

❸ Consommation d'eau potable et rejet des eaux usées
Acteur : Vous

❹ Collecte et traitement des eaux usées
Acteurs : SGAC et Bordeaux Métropole

TREK398F00F120-0015952000421584N

Comment effectuer votre règlement

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr ou au 0800 948 857 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR3020041000010305790L02049 en indiquant votre référence client (98- 9400370162).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

L'eau Bordeaux Métropole est une marque de Bordeaux Métropole. Elle concerne les services publics d'eau et d'assainissement.
SUEZ et la SGAC, qui portent la marque L'eau Bordeaux Métropole, sont les opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

1.3.3 LA FACTURE-TYPE 120 m³ AU 1er JANVIER 2016



Bloc Notes

Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

Réf. Client 98-9400370162
Identifiant * 5876
Facture N° F120-0006715

CONTACTS

Par internet :
www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr

Par téléphone :

Service client 0977 40 10 13 (APPEL NON SURTAXÉ)
Du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
Urgence 24h/24 0977 40 10 14 (APPEL NON SURTAXÉ)

Par courrier :
Pour toutes demandes relatives à l'eau :
Lyonnaise des Eaux
TSA 70001
54528 LAXOU CEDEX

Pour toutes demandes relatives à l'assainissement :
Service clients
TSA 80002
54528 LAXOU CEDEX

L'EAU BORDEAUX MÉTROPOLE

20 Janvier 2016

MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .
RUE SPECIMEN 120M3
33000 BORDEAUX

Facture - Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

SPECIMEN 120 M3	détail au dos
VOTRE CONSOMMATION	0 m³
DISTRIBUTION DE L'EAU	204,40 €
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES	144,65 €
ORGANISMES PUBLICS	71,56 €

NET A PAYER 420,61 €
Merci de régler cette facture à réception au plus tard le 21 janvier 2016
Règlement à réception, sans escompte.

Répartition

MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .	Adresse desservie : RUE SPECIMEN 120M3 33000 BORDEAUX

TIP 7960644 (5956/8871)

Date et Lieu Signature

MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .
RUE SPECIMEN 120M3
33000 BORDEAUX

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP502119988F120-0006715100000000

Montant : 420,61 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

LYONNAISE DES EAUX France
TSA 60014
69904 LYON CEDEX 20

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

211979696446

502119010330 7498F120-0006715100000000997105 42061

Document à conserver 10 ans

POUR EN SAVOIR +

NOUVEAU : GÉREZ VOTRE COMPTE EN LIGNE OÙ QUE VOUS SOYEZ !

Vous pouvez désormais accéder à votre compte en ligne sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr depuis votre smartphone ou votre tablette pour :
- payer votre facture,
- mensualiser vos paiements,
- passer à l'e-facture,
- déposer votre relevé de compteur,
- suivre vos consommations.

Retrouvez encore plus d'informations sur **www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr**

L'EAU BORDEAUX MÉTROPOLE

Présentation détaillée de votre facture d'eau conformément à l'arrêté du 10 juillet 1996 — *Réf. Client : 9400370162– / N° Facture : F120-0006715–1*

DÉTAIL DE VOTRE FACTURE	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Montant € TTC	Taux TVA %
DISTRIBUTION DE L'EAU			**193,75**	**204,40**	
ABONNEMENT					
Part Lyonnaise des Eaux du 01/01/2016 au 31/12/2016	1	55,32	55,32		5,5
CONSOMMATION					
Part Lyonnaise des Eaux T1 de 0 M3 à 120 M3 du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	1,0761	129,13		5,5
Part Agence de l'Eau "préservation ressource" du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	0,0775	9,30		5,5
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**131,50**	**144,65**	
Part Bordeaux Métropole du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	0,6210	74,52		10,0
Part SGAC du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	0,4748	56,98		10,0
ORGANISMES PUBLICS			**66,60**	**71,56**	
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	0,3150	37,80		5,5
Modernisation des réseaux de collecte du 01/01/2016 au 31/12/2016	120 m³	0,24	28,80		10,0
TOTAL HT			391,85		
MONTANT TVA (5.5 %)			12,73		
MONTANT TVA (10.0 %)			16,03		
Total TTC TVA acquittée sur les débits				420,61	

NET A PAYER **420,61 €**

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en cas de retard de paiement (art. D441-5 CC).

Répartition :



Lyonnaise des Eaux	39,22 %	164,96 €	Agence de l'eau	22,68 %	95,40 €
SGAC	13,55 %	56,98 €	Bordeaux Métropole	17,72 %	74,52 €
			TVA	6,84 %	28,76 €

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en adressant un courrier à Service droit d'accès, Lyonnaise des Eaux TSA 70001 54528 LAXOU CEDEX.

POUR MIEUX COMPRENDRE VOTRE FACTURE

Les services d'eau et d'assainissement sont une compétence de Bordeaux Métropole. Les prix de ces services, à l'exception des redevances Agences de l'eau, sont fixés par la collectivité directement et au travers des contrats de concession et d'affermage. Bordeaux Métropole a délégué, par concession, à Lyonnaise des Eaux, les investissements et l'exploitation du service public de l'eau potable de 23 de ses 28 communes. Elle a confié, par affermage, à la SGAC, filiale de Lyonnaise des Eaux, la collecte, le traitement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines de l'ensemble de son territoire.
Votre facture est composée de :
- la rémunération de Lyonnaise des Eaux et de la SGAC pour leurs prestations,
- la rémunération de Bordeaux Métropole, organisatrice des services,
- et des redevances collectées pour le compte de l'Agence de l'Eau et de la TVA.



Pour en savoir plus sur le cycle de l'eau, connectez-vous sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr

1. Captage et traitement de l'eau potable
Acteur : Lyonnaise des Eaux
2. Stockage et distribution de l'eau potable
Acteur : Lyonnaise des Eaux
3. Consommation d'eau potable et rejet des eaux usées
Acteur : Vous
4. Collecte et traitement des eaux usées
Acteurs : SGAC et Bordeaux Métropole

Comment effectuer votre règlement

PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS OU À CHAQUE FACTURE.
Avec le prélèvement mensuel, étalez le règlement de votre facture sur l'année, et gérez plus facilement votre budget ; contactez-nous. Découvrez sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

PAR CARTE BANCAIRE.
Validez votre paiement au **0800 948 408** (Appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr .

PAR TIP.
Détachez, datez, signez le TIP et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois. Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre règlement dans l'enveloppe jointe accompagnée du TIP non signé.

LE PAIEMENT EN ESPÈCES GRATUIT À LA POSTE.
Munissez-vous de votre facture. Sur le formulaire "mandat compte" fourni par la Poste, indiquez votre référence client (98- 9400370162), le montant exact de votre facture (420,61) et la référence du service cash-compte (FR3020041000010305790L02049).

L'eau Bordeaux Métropole est une marque de Bordeaux Métropole. Elle concerne les services publics d'eau et d'assainissement.
Lyonnaise des Eaux et la SGAC, qui portent la marque L'eau Bordeaux Métropole, sont les opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif.

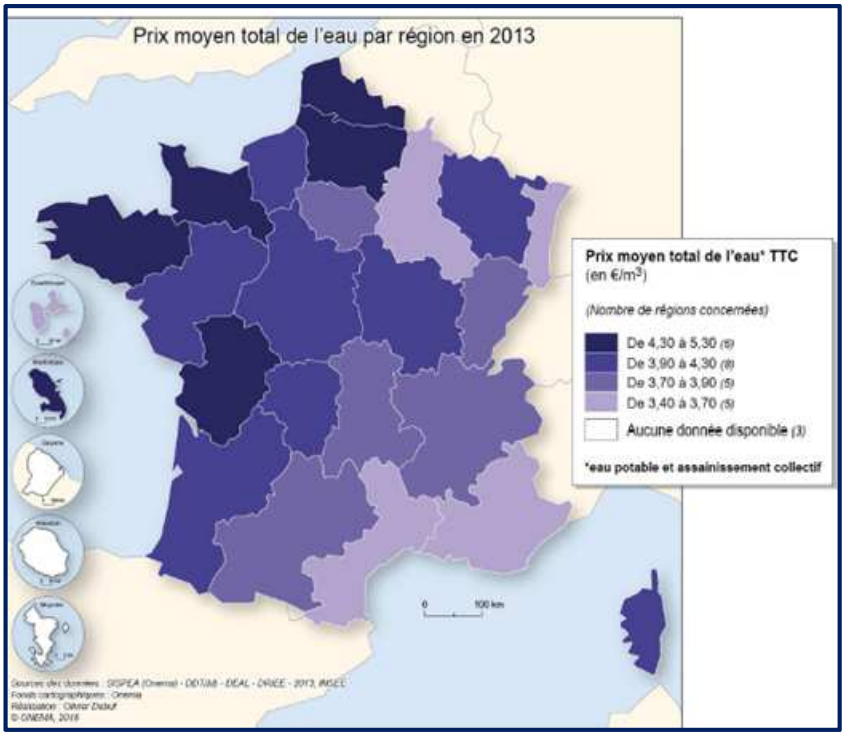
Lyonnaise des Eaux France - SAS capital 422 224 040 - CB21 16 Pl. de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex - 410034607 RCS Nanterre - TVA intracomm FR79410034607

1.3.4 L'EVOLUTION DE LA FACTURE-TYPE 120m^3

ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA FACTURE D'EAU

Au 1er janvier 2016, le prix de l'eau (sur la base d'une consommation-type de 120 m^3/an) de Bordeaux Métropole s'élève à 3,51 €/m^3 TTC, soit une hausse de 0,4% par rapport à 2015. Le budget eau d'un usager consommant 120 m^3/an est donc de 35,05 € par mois et 1,15 € par jour.

A titre de comparaison, le prix moyen de l'eau en France au 1er janvier 2014[1] (dernière publication connue) était de 3,92 € TTC/m^3 pour une consommation de référence de 120 m^3, avec une forte variabilité territoriale comme l'illustre la carte ci-après. Le prix des services de très grandes collectivités de plus de 100.000 habitants s'établissait quant à lui à 3,68 €/ m^3 TTC au 1er janvier 2014, soit près de 5% plus élevé que le prix constaté sur Bordeaux Métropole au 1er janvier 2016.



A noter qu' à compter du 1er janvier 2017, est fait obligation de faire figurer le prix du litre d'eau sur la facture *(arrêté du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).* Cette information figure d'ores et déjà sur les factures de L'Eau Bordeaux Métropole.

[1] *Rapport SISPEA – ÉDITION DE SEPTEMBRE 2016 – DONNÉES 2013 Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe. Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante. SUEZ, Eau France a construit, en collaboration avec l'ONEMA, entité gérant le SISPEA, un échange automatisé de ces données permettant d'alimenter la base de données du SISPEA permettant ainsi de suivre l'évolution des prix de l'eau en France*

1.4 LE BILAN DES ACTIVITES COMPLEMENTAIRES

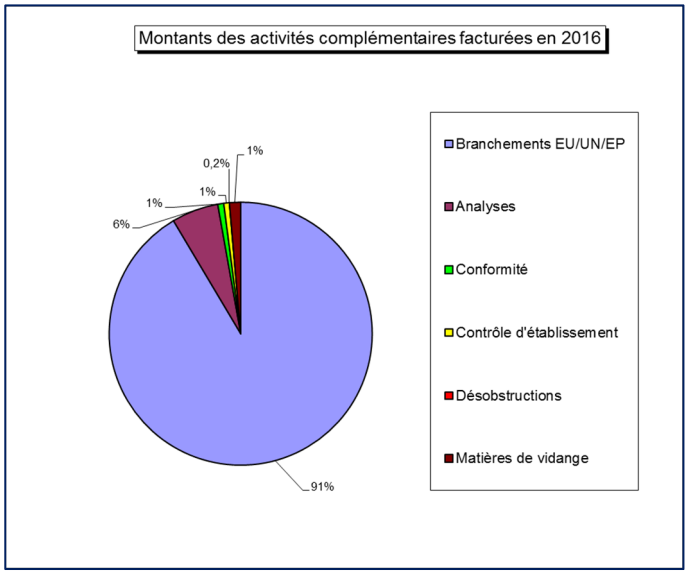
Les données ci-dessous sont issues du logiciel Alpha (Outil informatique de facturation) sur l'exercice 2016 (le nombre de factures relatif aux branchements correspond à des réalisés en 2016 et années antérieures).

L'activité des branchements neufs reste la principale activité complémentaire de la SGAC. Les montants et le nombre de factures produites pour l'année 2016 confirment la reprise de l'activité.

Les autres activités complémentaires de la SGAC restent sur des niveaux stables tant en nombre qu'en montant.

Montants des activités complémentaires facturées (k€ HT)				
Type de Prestations	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**
Branchements EU/UN/EP	1535	3 482	2 666	3 598
Analyses	157	174	184	226
Conformité	31	27	28	29
Contrôle d'établissement	31	35	28	27
Désobstructions	19	0,1	5,5	0,1
Matières de vidange	33	68	48	54
Total	1 806	3 786	2 959	3 934

Nombre de prestations facturées par type de prestations				
Type de Prestations	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**
Branchements EU/UN/EP	554	928	666	1075
Analyses	72	47	51	58
Conformité	171	169	171	168
Contrôle d'établissement	37	63	42	58
Désobstructions	12	1	20	4
Matières de vidange	3692	183	126	168
Total	4538	1391	1076	1531



2 - LA QUALITE DU SERVICE AUX USAGERS

2.1 LA FACTURE

2.1.1 LA FACTURE DE L'EAU DE BORDEAUX METROPOLE

En janvier 2013, une nouvelle maquette de facture a été mise en service à la demande de Bordeaux Métropole.

La facture présente au recto l'ensemble des informations relatives aux nouveaux contacts créés pour écrire soit au service de l'Eau potable, soit au service de l'Assainissement collectif.

Au verso, deux modifications majeures ont été apportées :

1. le calibre du compteur qui détermine le prix de l'abonnement a été rajouté dans la partie haute de la facture ;

2. le diagramme de répartition est beaucoup plus détaillé qu'auparavant puisqu'il affiche le montant et la part de la facture revenant à chaque acteur du cycle de l'eau.

En janvier 2015, suite à la création de la nouvelle entité intercommunale « Bordeaux Métropole » la facture a été modifiée afin d'endosser la nouvelle marque de territoire « L'Eau Bordeaux Métropole ».

Le 10 octobre 2016, en raison du changement de dénomination sociale de l'entreprise et du changement de marque, la mention de la marque SUEZ, Eau France a été intégrée en lieu et place de Lyonnaise des Eaux tout en conservant la présentation l'Eau Bordeaux Métropole, les mentions légales ont également été modifiées.


Bloc Notes

Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

9 janvier 2017

CONTACTS

Par internet :

Par téléphone :

Par courrier :

Facture - Services publics Eau et Assainissement Bordeaux Métropole

SPECIMEN 120 M3

VOTRE CONSOMMATION 120 m³

DISTRIBUTION DE L'EAU 204,52 €

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES 144,21 €

ORGANISMES PUBLICS 72,85 €

Net à payer 421,58 €

Mardi de régler cette facture au plus tard le 10 janvier 2017

Répartition

MME M BORDEAUX CLIENT 120 M3 E+ .

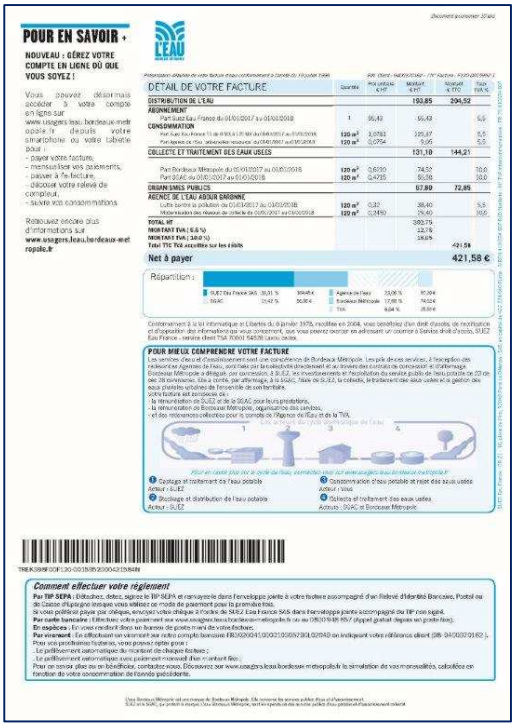
Adresse desservie : RUE SPECIMEN 120M3 33000 BORDEAUX

Montant : 421,58 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS TSA 60014 69904 LYON CEDEX 20

211968116095


POUR EN SAVOIR +

NOUVEAU : GÉREZ VOTRE COMPTE EN LIGNE OÙ QUE VOUS SOYEZ !

DETAIL DE VOTRE FACTURE

Net à payer 421,58 €

Répartition :

POUR MIEUX COMPRENDRE VOTRE FACTURE

Comment effectuer votre règlement

2.1.2 LA FACTURE ELECTRONIQUE

Désormais, les clients du service peuvent également remplacer, via l'agence en ligne, leur facture papier par une version électronique, la « e-facture ».

Cette option est conditionnée au choix du prélèvement automatique comme mode de paiement.

A fin d'année 2016, 28 313 clients (vs 24 277 en 2015) avaient opté pour cette version informatique de la facture, plus respectueuse de l'environnement, soit une hausse de près de 17%. Cela représente 11% des clients de Bordeaux Métropole, taux légèrement plus élevé que la moyenne nationale SUEZ, Eau France (9%).

2.2 L'ENCAISSEMENT ET LE TRAITEMENT DE LA PRECARITE

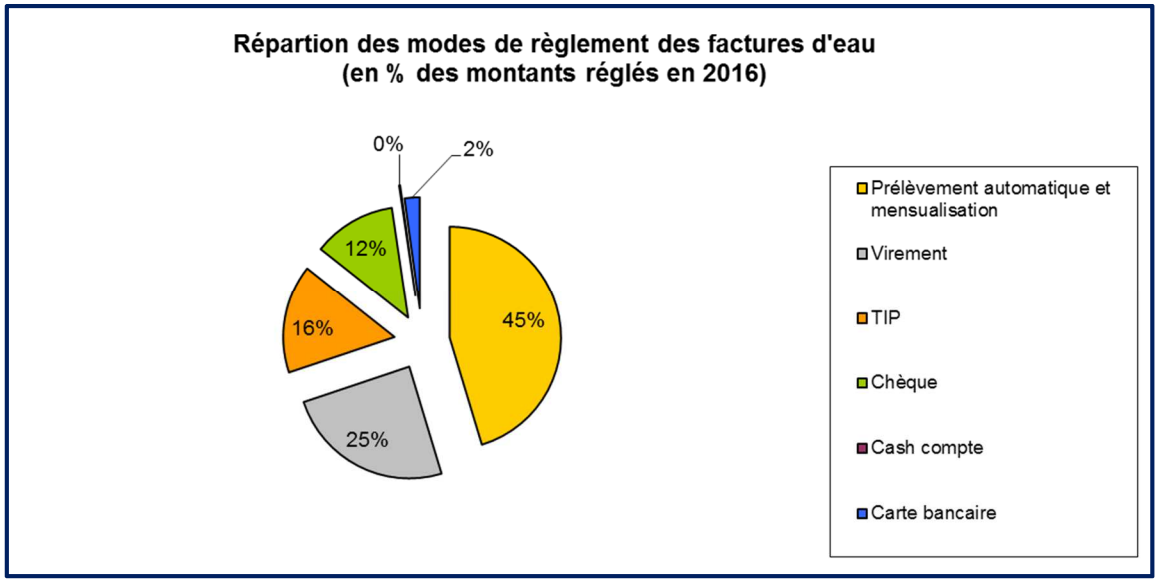
2.2.1 LES MOYENS DE PAIEMENT

Les clients Bordeaux Métropole ont à leur disposition de nombreux moyens de paiement. Le délégataire tente de faciliter l'accès aux clients consommateurs du service de l'eau au paiement mensualisé, ou au prélèvement automatique de leurs factures à travers les messages et/ou feuillets informatifs joints à la facture (mailings personnalisés, accueil téléphonique…).

Le délégataire offre également la possibilité de fractionner le paiement des factures d'eau en accordant des échéanciers.

Ces moyens permettent aux clients de gérer au mieux leur budget « eau ».

L'accès à ces services, optionnels et gratuits, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relations Clientèle, ou directement par internet.



LE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE ET LA MENSUALISATION

Le montant de la facture est prélevé directement sur le compte du client, à chaque échéance semestrielle ou selon une périodicité lui permettant de répartir, selon ses besoins, le coût de sa facture d'eau.

A fin 2016, 26 061 clients étaient prélevés semestriellement, soit +3,2% par rapport à 2015, et 122 192 clients mensuellement, soit une augmentation de +6,7%.

PAIEMENT A L'ACCUEIL

Pour des questions de sécurité, les règlements en espèces ne sont plus acceptés depuis plusieurs années à l'accueil clientèle situé 91 rue Paulin à Bordeaux. Le paiement à l'accueil peut être réalisé par chèque uniquement.

TIP OU TIP + CHEQUE

C'est le moyen de paiement le plus utilisé, après le prélèvement.

PAIEMENT EN LIGNE

Il s'agit d'un paiement sécurisé par Internet, de plus en plus utilisé par les clients de Bordeaux Métropole.

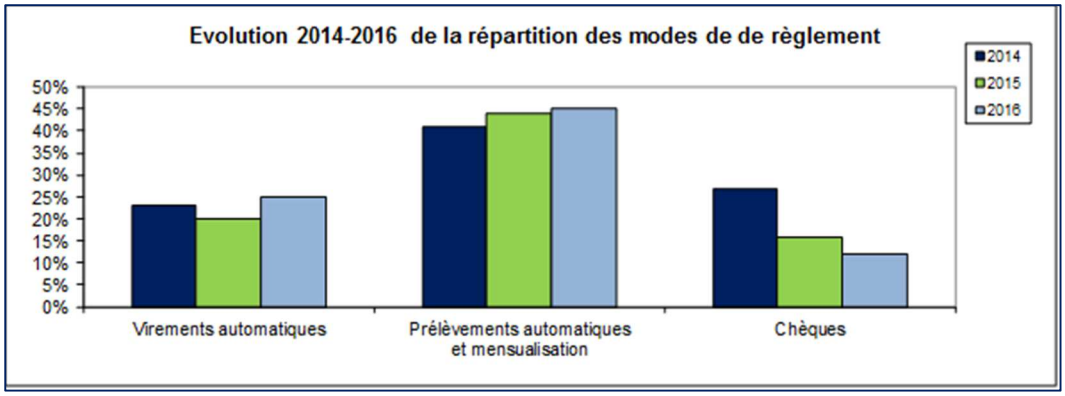
PAIEMENT AUX GUICHETS POSTAUX

Les clients de Bordeaux Métropole peuvent, sans frais supplémentaires, régler leur facture dans l'un des 100 guichets postaux que compte l'agglomération. Ce service est issu d'une convention nationale passée entre Suez Eau France et La Poste (convention Cash-Compte). Un client dont la résidence secondaire est domiciliée sur Bordeaux Métropole peut également payer sa facture d'eau dans n'importe quel bureau de La Poste sur le territoire national.

PAIEMENT PAR TELEPHONE

Depuis mai 2012, les Centres de Relation Clientèle et les accueils SUEZ Eau France ne prennent plus de paiement carte bancaire en ligne. Les clients sont dirigés par le SVI (Serveur Vocal Interactif) ou par un conseiller clientèle vers un numéro de téléphone national. A noter que, depuis octobre 2016, les clients de Bordeaux Métropole sont dirigés vers un nouveau numéro dédié à la marque l'Eau Bordeaux Métropole, à savoir le 0800 948 857.

Sur les 3 dernières années, on peut constater la baisse constante du mode de paiement par virement au profit du règlement par prélèvement automatique et mensualisation. Le paiement par chèque a perdu quasiment 15 points entre 2014 et 2016.



2.2.2 LES IMPAYES

Le principal indicateur en matière de recouvrement et de suivi des impayés est le taux d'impayés à 6 mois : c'est le ratio entre la somme des montants des créances non recouvrées (eau, assainissement) depuis plus de 6 mois après la date de facturation rapportées au chiffre d'affaires eau et assainissement de l'année écoulée.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des factures d'eau par les habitants, même si les causes sont multiples.

Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un des indicateurs-clés du service.

Au 31 décembre 2016, le taux d'impayés à 6 mois s'établit à 3,35%, à comparer au taux 2015, qui était de 2,48%.

Le taux d'impayés est l'un des indicateurs de performance prévus par l'ONEMA dans le cadre du décret du 2 mai 2007, mais il s'agit des impayés à 1 an. Pour 2016, celui-ci s'établit à 0,94% pour la part assainissement (0,26% en 2015).

La hausse des impayés est en partie la conséquence de l'interdiction des coupures d'eau chez les particuliers (interdiction introduite par la loi BROTTES de 2013 et entérinée par le Conseil Constitution le 29 mai 2015) ; à noter que la fermeture du branchement est légale pour les professionnels ou les résidences secondaires.

LA GESTION DU RECOUVREMENT DES IMPAYES

Suez Eau France agit au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis de Suez Eau France a été initié en 2001 dans le cadre de chartes « Fonds Solidarité Logement », signées avec les conseils généraux partenaires.

La gestion du recouvrement est réalisée par une entité interne à Suez Eau France. Composée de professionnels du recouvrement, ces derniers travaillent en étroite relation avec la cellule Solidarité Eau qui est en contact avec les services sociaux des communes et des départements.

Suez Eau France est très attentive aux difficultés que certains clients peuvent rencontrer pour payer leurs factures et met en œuvre toutes les mesures pour les accompagner.

Les chargés de clientèle sont à disposition pour définir avec le client l'échéancier de paiement de la dette, ou rechercher avec lui la solution la plus adaptée. Ils sont invités également à prendre contact avec les services sociaux de leur commune, avec lesquels le Correspondant Solidarité Eau de SUEZ Eau France travaille régulièrement, pour bénéficier d'éventuelles aides ou à se rapprocher des services de SUEZ Eau France dans les meilleurs délais.

2.2.3 L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

RELANCE AMIABLE ET ECHELONNEMENT DE PAIEMENT

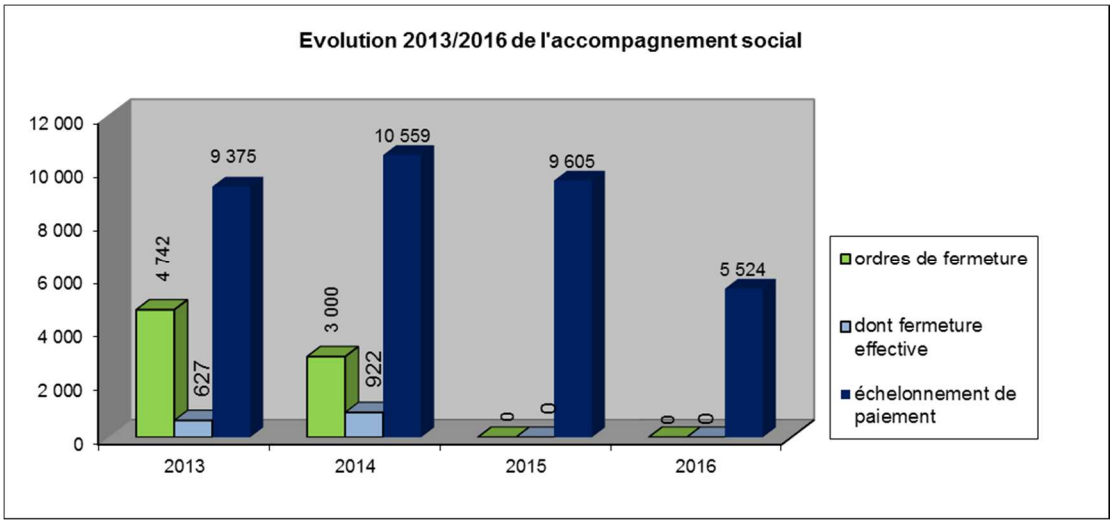
Le système de relance est composé des étapes suivantes, pour les clients particuliers :

Si la facture est émise à la date F :

1. *F + 15 j = date d'exigibilité,*
2. *F+16 j : envoi d'un mail ou SMS d'information,*
3. *F+22 j : 1er courrier de relance,*
4. *F + 32 j : courrier de mise en demeure*
5. *F + 50 j : dernier avis avant passage en contentieux,*
6. *A partir de F + 52 j : relances téléphoniques et courriers ciblés.*

Tout au long de ce processus, le client peut demander à bénéficier gratuitement d'un étalement de règlement. Selon le cas, il est invité à contacter un travailleur social ou le GIP FSL (Groupement d'Intérêt Public Fonds de Solidarité Logement) chargé du suivi de la Convention Solidarité Eau.

En 2016, 5 524 échelonnements de paiement ont été accordés, contre 9 605 en 2015.



LA LOI BROTTES

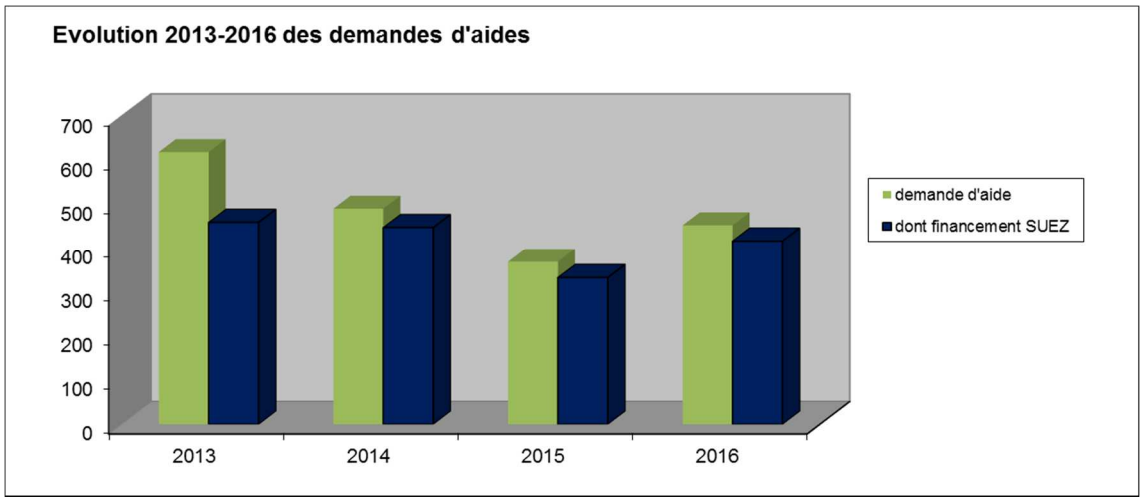
La Loi n°2013-312 du 15 avril 2013, dite loi Brottes, vise à favoriser l'accès à l'eau de tous, en tenant compte de leur situation économique. Dans ce cadre, elle protège des coupures d'eau les populations en situation de précarité.

La loi Brottes constitue un événement majeur pour le service de l'eau de Bordeaux Métropole comme pour les autres services d'eau en France. A partir de mai 2015, suite à l'arrêt des coupures d'eau, une augmentation des impayés de 30% a été enregistrée. A long terme, on peut craindre une évolution similaire à celle constatée au Royaume Uni où une telle mesure a été mise en pratique et le niveau des impayés a été multiplié par 5, pesant ainsi lourdement sur l'équilibre économique du service.

Notons que le service n'utilise pas, et ce depuis de nombreuses années, de matériels destinés à réduire le débit d'eau au domicile des clients de type « pastillage » ou « lentillage ».

LA CONVENTION SOLIDARITE EAU

Depuis le 1er janvier 2006, le dispositif mis en œuvre depuis la fin 2001 pour l'application de la charte Solidarité Eau est géré par le GIP FSL. Il s'agit de la déclinaison, sur la Gironde, d'une convention à caractère social passée entre le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, les élus locaux et les délégataires de services publics. Ce fonds FSL est destiné à aider les familles démunies à régler leurs dépenses d'eau, mais aussi d'énergie, de téléphone, leur loyer… Les critères d'éligibilité sont définis par le Conseil Général de Gironde.



LES PIMMS

Depuis 2014, des initiatives ont été développées par le délégataire dans le cadre de l'accompagnement des personnes en difficultés : il s'agit des partenariats avec le PIMMS (Points Information Médiation MultiServices). Lieux d'accueil ouverts à tous et animés par une équipe de professionnels, les PIMMS proposent des services de proximité à la disposition des habitants. Relais d'information et de médiation, les PIMMS facilitent l'utilisation des services publics en développant des actions en direction des personnes fragilisées. En 2014, l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne a été partie prenante pour l'ouverture des PIMMS de Cenon et de Bordeaux et les a reçus en septembre 2016.

LE CHEQUE EAU

La mise en œuvre du dispositif de chèque eau prévu à l'avenant 9 a été pilotée par les services de Bordeaux Métropole. Elle s'intègre dans la démarche nationale d'expérimentation « Loi Brottes », Bordeaux Métropole faisant partie d'une des 50 collectivités retenues en 2015 pour tester ce type de dispositifs.

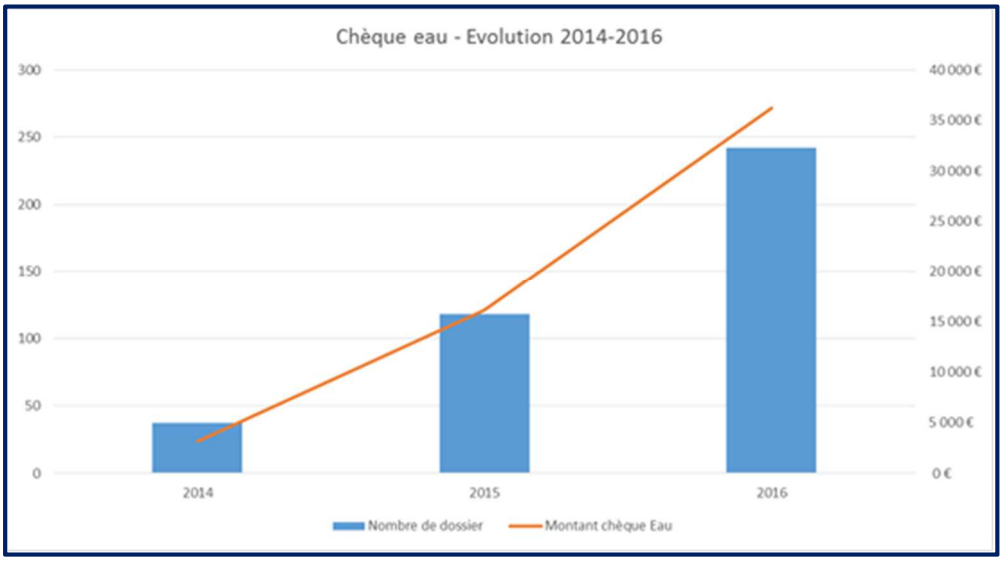
Mis en service à compter du 1er janvier 2014, ce mécanisme d'aide, complémentaire aux mécanismes déjà en vigueur tel que le FSL, a fait l'objet de conventions entre les communes membres de Bordeaux Métropole, SUEZ, Eau France et Bordeaux Métropole. Des conventions ont également été signées avec les bailleurs immobiliers afin que cette aide puisse bénéficier à des usagers, non-abonnés directs du service de l'eau.

L'année 2014 a permis de « rôder » le dispositif avec, en particulier, la mise en place d'une plate-forme dématérialisée à laquelle l'ensemble des parties prenantes ont accès et échangent des données de façon totalement sécurisé.

En juin 2016, la Maison de l'Eau a accueilli une rencontre avec les CCAS partenaires du Chèque Eau pour évoquer le fonctionnement du dispositif.

Au 31 décembre 2016, le bilan de ce dispositif « chèque eau » est le suivant :

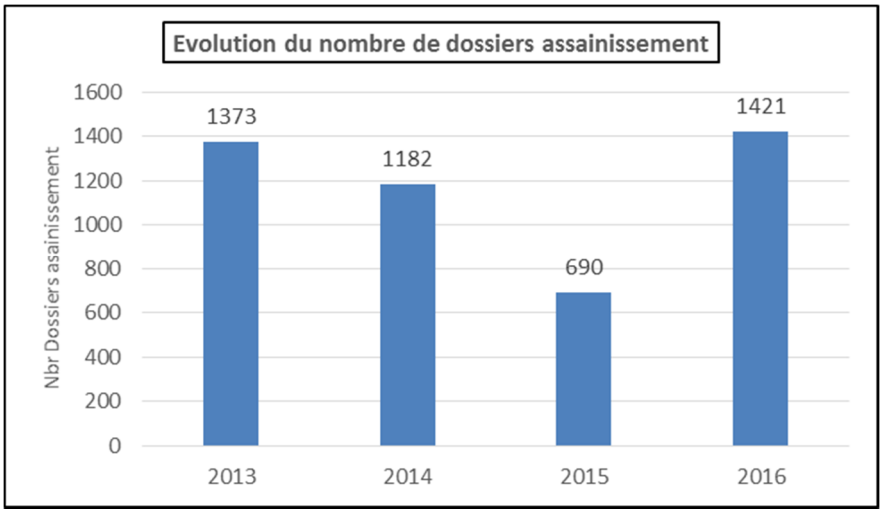
- ✓ toutes les communes à l'exception de Pessac sont signataires de la convention (au travers de leur CCAS) et 13 des plus importants bailleurs sociaux ;
- ✓ 3 bailleurs privés se sont engagés également, malgré les difficultés pour concrétiser un engagement pour des copropriétés dont les compteurs ne sont pas individualisés ;
- ✓ 242 usagers sont bénéficiaires du chèque eau ;
- ✓ 36 274 € sont accordés sous forme d'abandons de créances, soit 16 € en moyenne par dossier,
- ✓ 18 CCAS sur 22 ont déposé au moins 1 dossier en 2016 ; sur ces 18, 5 ont alimenté ¾ de l'activité.



2.2.4 LA REMISE POUR FUITE EN DOMAINE PRIVE

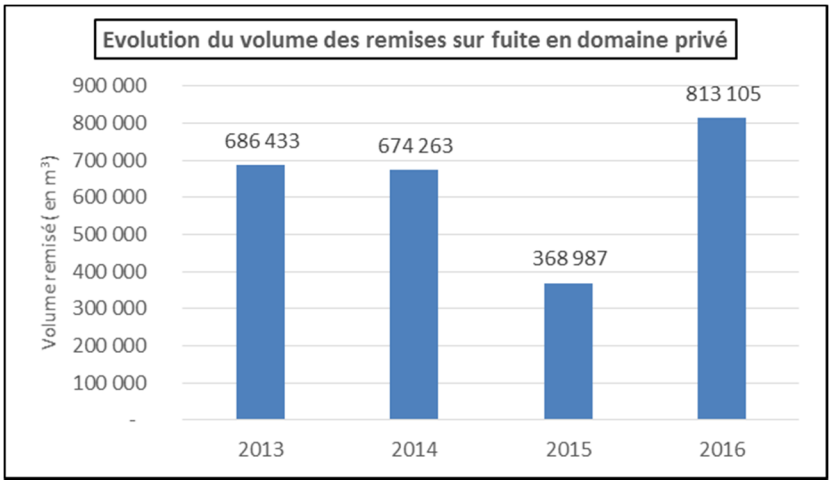
En application de l'article 17 du règlement du service d'assainissement et de la délibération associée, la SGAC engage des dégrèvements sur facture.

En 2016, le nombre de dossiers de dégrèvement est en augmentation et retrouve des niveaux comparables aux années 2013 et 2014 avec 1 421 dossiers traités.



Le volume global remisé est également en augmentation avec 813 105 m³.

Soit un volume moyen remisé par dossier accordé de 572 m³ contre 535 m³ en 2015.



2.3 LA RELATION AVEC LES USAGERS

2.3.1 UN SERVICE CLIENTELE DEDIE AUX USAGERS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Au 1er janvier 2013 est née, au cœur du service public de l'assainissement collectif, la relation clientèle. Celle-ci s'est matérialisée par le Pôle Clientèle, en charge des missions relatives aux interventions et relations directes avec les usagers particuliers ou les industriels.

Le déploiement de la marque de l'Eau de la Cub, puis de L'Eau Bordeaux Métropole a rendu nécessaire une coordination accrue des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire. La marque a favorisé l'établissement de conventions entre les deux services publics afin d'apparaître auprès du client sous un unique nom : L'Eau Bordeaux Métropole.

La Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole et Suez Eau France ont par conséquent contractualisé les prestations de services suivantes :

- La réception des appels téléphoniques sur un numéro unique (0977 40 10 13) du lundi matin au samedi midi au CRC (Centre de Relation Clientèle) ;
- L'accueil clientèle au 91 rue Paulin, l'accueil clientèle étant aussi possible sur le site de Louis Fargue ;
- La gestion technique et administrative des branchements neufs ;
- La facturation des volumes assujettis à l'assainissement collectif.

Le pôle Clientèle s'appuie sur trois services dont les principales missions sont décrites ci-après :

- Service Enquêtes et Relation Client :
    - accueil clientèle sur le site de Louis Fargue, traitement des courriers et e-mails, gestion des demandes clients et fourniture des renseignements relatifs au service de l'assainissement, gestion des interfaces avec les autres services clientèles Suez Eau France (mise en relation avec le service d'eau potable), contribution à la mise à jour et l'administration de certains outils Clientèle ;
    - réalisation de tout type d'enquêtes techniques (ex : enquêtes de conformité) sur les branchements d'assainissement et réseaux, élaboration des rapports d'enquêtes et préparation des éléments de réponses aux courriers ;
- Service Branchements Neufs : pilotage de la gestion des branchements neufs pour la SGAC et également pour Suez Eau France dans le cadre de la concomitance avec les branchements d'eau potable ;
- Service Conventions de déversement : Instruction et élaboration des conventions de déversement (arrêtés, courriers, …), rôle de conseil auprès de l'industriel (ex : gestion en collaboration des éventuelles pollutions, élaboration des rapports et éléments de facturation (redevance assainissement et éventuelles pénalités).

2.3.2 LE TRAITEMENT DES DEMANDES

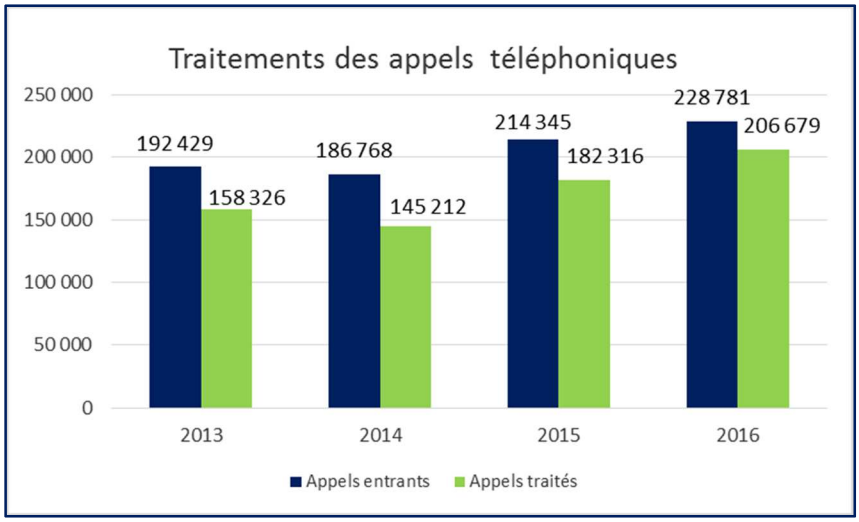
2.3.2.1 Les vecteurs de contact

Les modes de contact avec les services de l'eau et de l'assainissement sont à l'image de la société d'aujourd'hui : rapides et sans déplacement. Ainsi, les usagers choisissent essentiellement le téléphone comme mode de contact (86,40%).

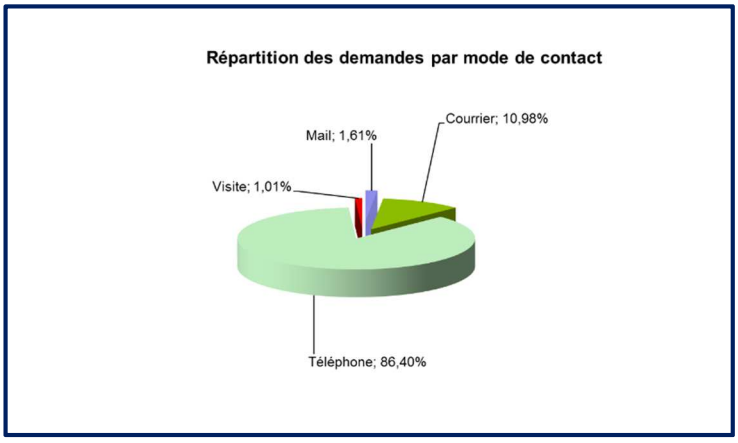
LES APPELS TELEPHONIQUES DU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Suite au lancement de la marque de territoire L'Eau Bordeaux Métropole, de nouvelles coordonnées téléphoniques ont été mises en service :

- numéro client : 0977 40 10 13
- numéro urgences : 0977 40 10 14.



Décomposition des demandes assainissement par mode de contact pour la SGAC en 2016 :



LE COURRIER

Le courrier reste le deuxième mode de contact utilisé par les clients. Il représente 10,98 % des demandes traitées par la SGAC.

La majorité de ces courriers concerne des aspects réglementaires demandés par des notaires lors de cessions immobilières.

L'ACCUEIL PHYSIQUE

L'accueil de la SGAC est le même accueil physique que celui de Suez Eau France, situé rue Paulin à Bordeaux.

Ce dernier est ouvert de 8h30 à 17h du lundi au jeudi et de 8h30 à 16h30 le vendredi.

Néanmoins, il arrive que des personnes viennent directement sur le site de Louis Fargue à Bordeaux pour traiter de sujets assainissement avec les conseillers de la SGAC. Dans ce cas, il s'agit essentiellement de visites liées à la réalisation de branchements neufs d'assainissement.

Le nombre de visites pour l'année 2016 est de 50 tous sites confondus.

LE SITE TOUT SUR MON EAU ET L'AGENCE CLIENTELE EN LIGNE

La SGAC propose aux usagers une plateforme Internet accessible via l'adresse www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr. Créée en « responsive design », elle s'adapte à tous les supports de consultation : ordinateur, tablette, smartphone…

Au menu de ce site :

- ✓ des informations relatives aux démarches nécessaires lors de l'emménagement ou déménagement, à la qualité de l'eau dans leur commune, localisation des interventions ayant un impact sur le service à l'usager, écogestes, découverte du patrimoine...
- ✓ un accompagnement des clients dans leurs démarches liées aux services de l'eau et de l'assainissement via une agence en ligne.

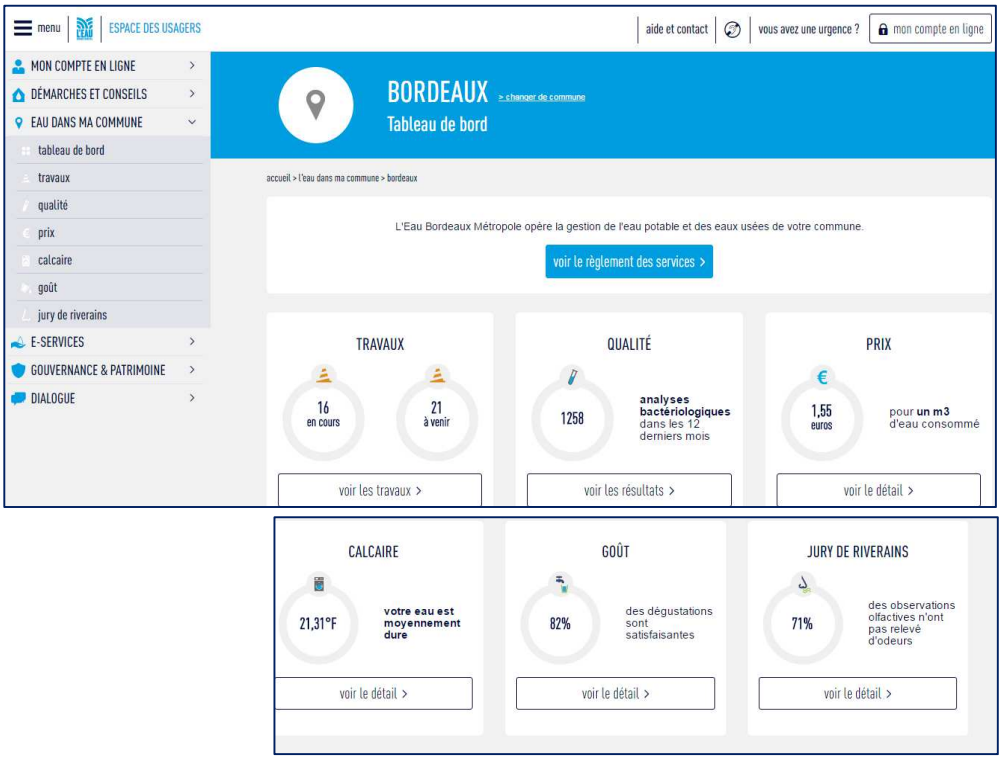
Les clients consommateurs peuvent accéder à un grand nombre d'informations relatives à la qualité de l'eau dans leur commune (nombre d'analyses effectuées sur les douze derniers mois, teneur en nitrates ou en pesticides, étiquette eau (teneur en minéraux), accès aux analyses bactériologiques…) mais aussi découvrir le patrimoine caché des services d'eau et d'assainissement.



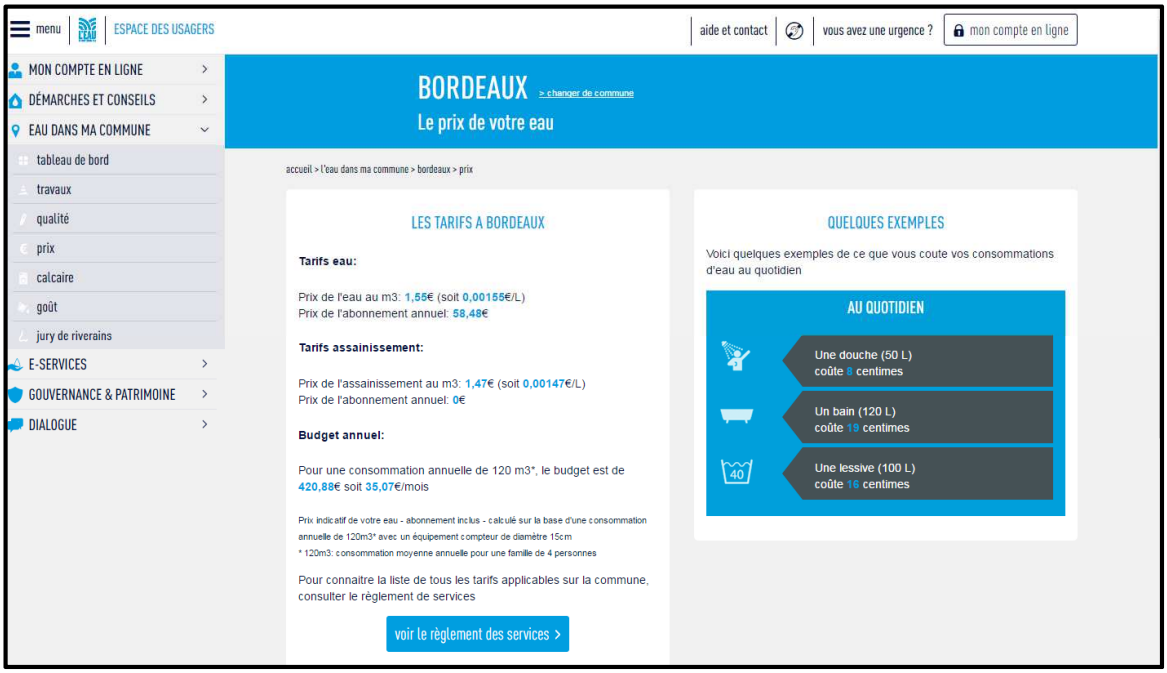
Par ailleurs, ce site permet de renforcer l'accompagnement des clients dans leurs démarches quotidiennes liées au service de l'eau et de l'assainissement : « Mon compte en ligne » pour paiement des factures, informations sur les démarches en cas d'emménagement ou déménagement, sensibilisation aux éco-gestes permettant de maîtriser ses consommations et de protéger l'environnement.

La mise à disposition de ces informations s'inscrit dans la volonté du délégataire de répondre au mieux aux préconisations de Bordeaux Métropole en matière d'accompagnement des consommateurs et de transparence sur la qualité du service fourni.

Depuis la page Eau dans ma commune et en saisissant un code postal, l'usager peut obtenir l'ensemble des informations liées à la qualité et au prix de l'eau, mais aussi connaître les travaux en cours et à venir impactant la voirie ou le réseau.



L'usager peut obtenir des conseils pour faciliter ses démarches, gérer sa consommation, ou encore mieux comprendre sa facture.



Le client peut également obtenir une estimation de sa consommation annuelle d'eau à partir du simulateur en répondant à quelques questions.

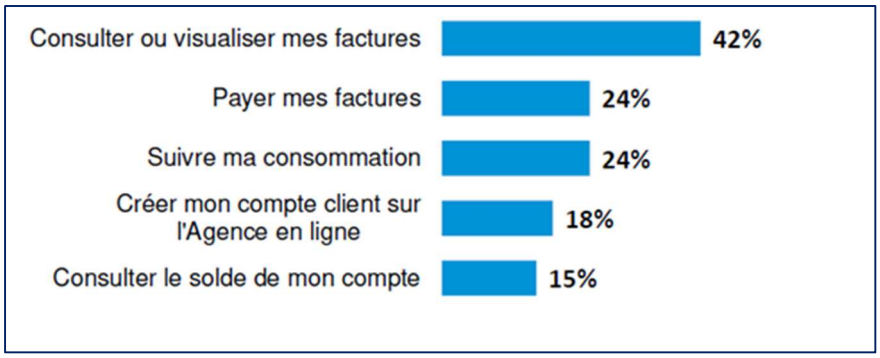


En 2016, 154 773 visites ont été enregistrées sur le site. L'ouverture de la majorité des sessions est réalisée directement via la page www.usagers.leau.bordeaux-metropole.fr.

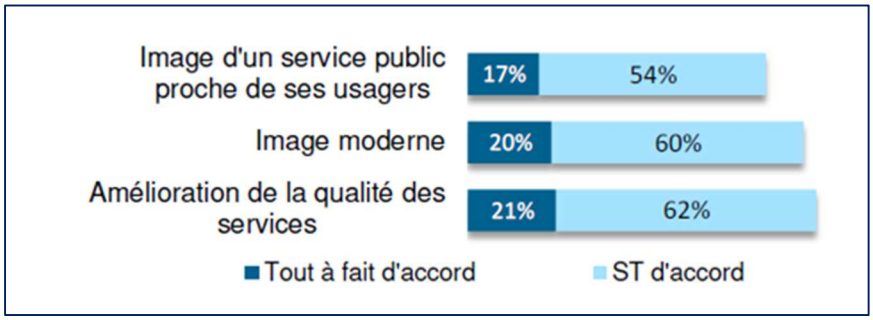
Répartition des visites sur le site Internet		
Sources	**Nb de sessions**	**Part**
Accès direct (favoris, URL directe)	95 272	60%
Recherche Google	21 449	13%
Depuis lyonnaise-des-eaux.fr	20 716	13%
Depuis une campagne mail	12 503	8%
Depuis leau.bordeaux-metropole.fr	4 833	3%

Il ressort de l'enquête en ligne sur le site Internet (481 répondants) que :

- ✓ la principale motivation de visite du site est la consultation de la facture (42% vs 32% en 2015), suivi du paiement de celle-ci (24%) ex aequo avec le suivi de consommation. Cette information est confirmée par le pourcentage de répondant possédant un compte au sein de l'agence en ligne (83%).



- ✓ Le site donne une image positive du service. A titre d'exemple, 80% des répondants indiquent que le site internet donne une image d'un service public proche de ses usagers.



- ✓ La structure du site est appréciée des internautes :

Facile à utiliser	**77%**
Rubriques claires	**75%**
Site bien structuré	**73%**

- ✓ Des améliorations sont à apporter sur la mise à jour régulière des contenus. Ceci pourrait se traduire par une actualisation de la rubrique actualité plus régulière.

Faciles à comprendre	**69%**
Complets et détaillés	**61%**
Pertinents	**54%**
Transparents	**54%**
Mis à jour régulièrement	**37%**

« Mon compte en ligne » permet à chaque client d'obtenir des informations et d'effectuer différents types opérations :

- Gestion autonome du contrat
  - ✓ Accès aux données personnelles (nom du contrat / téléphone fixe et mobile / adresse de facturation)
  - ✓ Visualisation des factures et possibilité de téléchargement
  - ✓ Visualisation historique des paiements
  - ✓ Suivi des consommations (consommations facturées / télérelevés)
- Transactions / souscriptions
  - ✓ Paiement Carte Bancaire sécurisé
  - ✓ Relevé de compteur
  - ✓ Souscription au prélèvement automatique / mensuel
  - ✓ Souscription e-facture
- Demandes / Contacts
  - ✓ Abonnement (emménagement) / résiliation (déménagement)
  - ✓ Demande de devis (travaux)
  - ✓ Demande d'information / réclamation
  - ✓ Avatar (conseiller virtuel)

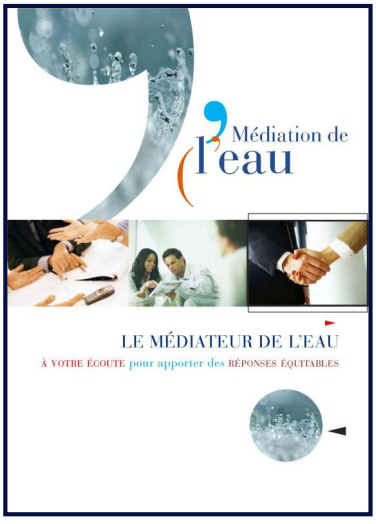
En 2016, ce sont plus de 100 000 opérations qui ont été réalisées par les clients au travers de leur « Compte en ligne ». Celles-ci se répartissent selon 11 types d'opérations différentes :

NOMBRE OPERATIONS TYPE OPERATION	Total
CREATION COMPTE	36 428
PAIEMENTS CB	32 742
CHANGEMENT RIB	14 560
PASSAGE MENSU	5 418
MAIL AGENCE	5 370
DEPOSE D'INDEX	4 288
DEMENAGEMENT	3 414
MODIF DONNEES PERSONNELLES	2 926
EMMENAGEMENT	1 194
PASSAGE PRELEVEMENT	1 032
DEVIS TRAVAUX	56
Total général	**107 428**

Depuis 2015, avec le passage sous Odyssée, les mises à jour de coordonnées faites directement par les clients sur leur compte personnel sont automatiquement tracées dans l'outil.

Ces démarches ne sont pas considérées comme des contacts auprès des services clientèle du service de l'eau, aussi elles ne sont pas comptabilisées dans le graphique de « répartition des demandes par modes par contact », figurant au paragraphe « Les vecteurs de contact en pages précédentes.

LE MEDIATEUR DE L'EAU



Afin de mieux faire connaître l'existence de ce Médiateur, le délégataire informe ses clients au travers de son site internet, rubrique « Particuliers – Déposer une demande ou une réclamation » :

Si l'usager n'est pas entièrement satisfait de la réponse apportée à sa demande par le Service Client, il peut solliciter un recours auprès de la Direction Générale de Lyonnaise des Eaux en adressant un courrier à :

Suez Eau France – M. le Directeur Général – Tour CB 21, 16 place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE Cedex.

Si, après avoir sollicité la Direction Générale de Lyonnaise des Eaux, le litige subsiste, le client peut faire appel à la Médiation de l'Eau. Cet organisme, indépendant et impartial, a pour vocation de favoriser le traitement amiable des litiges survenus dans le cadre de l'exécution du service public de l'eau ou de l'assainissement.

En sont exclus les litiges de plus de 2 ans, ceux qui concernent les rapports entre copropriétaires ou entre propriétaires et locataires et les procédures judiciaires en cours.

La demande est à adresser à : Médiation de l'Eau – B.P. 40 463 - 75366 PARIS Cedex.

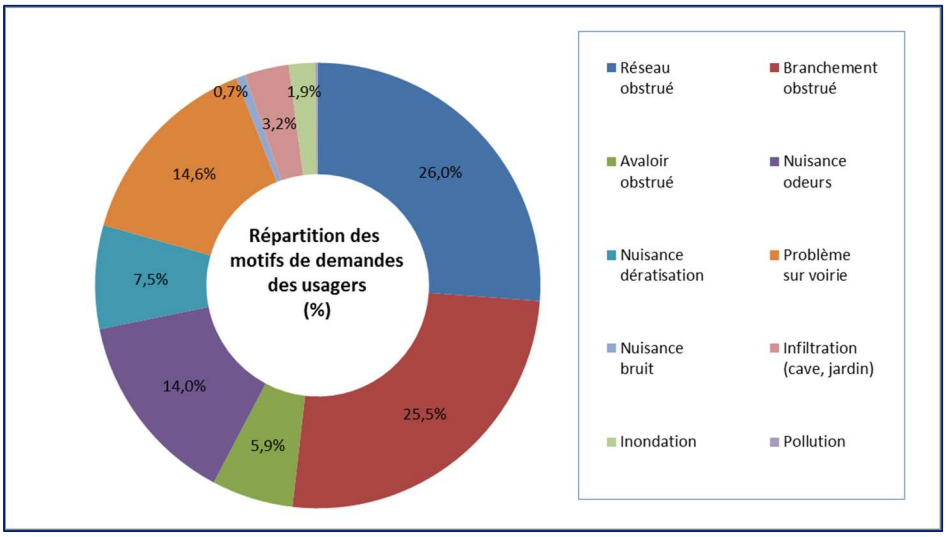
Le nombre d'usagers qui saisissent les services du Médiateur de l'Eau reste très marginal par rapport au nombre de courriers traités par le service client soit un taux constaté de 0,2 pour 1 000 dossiers traités en 2016.

2.3.2.2 Le bilan des demandes assainissement

LA TYPOLOGIE DES DEMANDES EN 2016

Le nombre total de demandes assainissement tout canaux confondus : appel, courrier, mail, et fax représente un volume de 8 536 demandes pour l'année 2016.

6 187 concernent des demandes d'information, des devis ou des rendez-vous pour enquêtes.
2 349 (soit 28% du total des demandes) sont des demandes d'interventions techniques dont l'objet et la décomposition sont décrits dans le graphique ci-dessous.



Nous constatons que le nombre d'interventions liées au sujet des nuisances olfactives revient à un niveau équivalent à celui de 2014 avec 318 interventions.

Typologie des demandes assainissement				
	TOTAL demandes assainissement	Dont demandes administratives (devis ou informations)	Dont demandes d'interventions techniques	Evolution année n/n-1
2013	**9762**	5675	4 087	
2014	**9128**	5842	3 286	- 6%
2015	**6837**	4407	2 430	- 25%
2016	**8536**	6187	2 349	+ 20%

2.3.2.3 Le traitement des réclamations écrites

Cet indicateur mesurant le niveau de satisfaction lié au service de l'assainissement collectif est calculé selon les règles de l'ONEMA et intègre les réclamations reçues et traitées par le délégataire SGAC tout autant que les réclamations reçues par le délégant Bordeaux Métropole.

Les réclamations peuvent être traitées de 3 manières différentes :

1. Un usager écrit à la SGAC via l'adresse client dédiée, sa demande est prise en compte et analysée pour choisir le meilleur mode de résolution : administratif ou technique ;
2. Un usager écrit à Bordeaux Métropole, sa demande nous est transmise par l'intermédiaire d'un bordereau. Nous fournissons alors les éléments nécessaires à Bordeaux Métropole pour produire une réponse adaptée ;
3. Un usager écrit à Bordeaux Métropole, sa demande est traitée directement par la Collectivité.

	Nombre d'abonnés du service de l'assainissement collectif métropolitain au 31/12/2016 : 275 211		
Sources réclamations écrites	**Périodes**	**Nombre réclamations**	**Taux de réclamation / 1000 abonnés**
SGAC	1er trimestre	17	0,06
	2ème trimestre	15	0,06
	3ème trimestre	27	0,10
	4ème trimestre	38	0,14
	Annuel SGAC	97	0,36
Bordeaux Métropole	Annuel BM	122	0,46
	Total	**219**	**0,82**

Familles de réclamations écrites	**Nombre**
Obstructions/débordements/infiltrations	22
Excavations/casses/réparations	3
Nuisances odeurs	6
Enquêtes assainissement (caméra, repérage, sinistre,etc …)	33
Nuisances rats	5
Travaux	11
Problème de facturation travaux- Redevance assainissement	17
TOTAL	97

Les plaintes relatives aux nuisances olfactives, aux inondations et aux désobstructions sont traitées dans les chapitres consacrés à ces questions.

2.3.2.4 Les branchements neufs

Le raccordement des habitations au réseau public d'eaux usées protège l'environnement en acheminant les eaux usées vers une station d'épuration qui les traite avant leur rejet au milieu naturel. Ainsi, chaque habitation située à proximité d'un réseau d'assainissement collectif doit y être raccordée.

LES OBTURATEURS : ASPECTS REGLEMENTAIRES

Le règlement du service de l'assainissement collectif de Bordeaux Métropole prévoit la mise en place d'un obturateur placé dans le regard de façade pour tout nouveau branchement assainissement neuf. Ce dispositif, placé sur tous les branchements desservant un immeuble individuel, a pour objectif d'empêcher l'évacuation des eaux usées dans le réseau public tant que la vérification de l'écoulement et de la conformité des installations intérieures d'assainissement n'a pas été réalisée par les équipes de la SGAC.
Tous les branchements ne possèdent pas les caractéristiques techniques de pose permettant l'installation de ces obturateurs. En effet les branchements « doubles », latéraux sous trottoir ne peuvent être équipés de cet accessoire mécanique. Ces branchements sans obturation mécanique sont toutefois inscrits dans les listes des contrôles de raccordement à réaliser au même titre que les branchements possédant un obturateur mécanique.
En 2016 il a été installé 403 obturateurs mécaniques lors de la réalisation de branchement d'eaux usées.

Cette disposition marque la volonté de la collectivité de lutter contre les raccordements non conformes au réseau public d'assainissement. Elle entend ainsi optimiser le système d'assainissement par une meilleure maîtrise de la collecte des eaux usées.

Il est essentiel d'informer les clients du déploiement de ce dispositif. C'est pourquoi, en plus des explications données par le technicien lors de sa rencontre avec le client, chaque personne ayant commandé un raccordement, reçoit un courrier agrémenté de schémas explicatifs et d'extraits du règlement de service afin qu'elle puisse comprendre et appliquer les bonnes pratiques sur ses installations privées.

NOTION DE MISE EN SERVICE

La construction d'habitat peut être largement différée de la construction du branchement.

Délai moyen de mise en service après travaux de branchements depuis 2014	312 jours

Du fait du délai relativement long entre la construction du branchement et de l'immeuble associé, les usagers perdent de vue cette notion de mise en service à réaliser par les agents de la SGAC. Aussi, pour éviter des désagréments au moment de la mise en service du raccordement par l'usager, la SGAC s'impose une proactivité en réalisant des campagnes d'appels sortants et des contrôles de chantiers afin d'obtenir des informations sur l'état du bien construit pour en vérifier la conformité.

A la suite de cette vérification, le service coordination et appui de la Direction de l'eau est informé afin qu'il procède à l'instruction du dossier pour le recouvrement de la PFAC éventuellement due.

RAPPEL DES BONNES PRATIQUES EN DOMAINE PRIVE

- ✓ Les eaux usées et les eaux pluviales sont scrupuleusement séparées sur la parcelle quel que soit le type de réseau sous domaine public ;
- ✓ Un dispositif anti-retour sur la canalisation d'eaux usées en domaine privé est préconisé ;
- ✓ Les canalisations doivent être assemblées à l'aide de joints étanches ;
- ✓ Une colonne de ventilation sur les réseaux d'eaux usées est obligatoire afin d'éviter les mauvaises odeurs (évent) ;
- ✓ Un dispositif de visite doit être prévu pour tout changement de direction ;
- ✓ Un siphon doit être installé sur chaque dispositif d'évacuation afin d'éviter les reflux et les odeurs.

L'INTERFACE AVEC LES USAGERS

Dès la demande de création de branchements, le service clientèle expose au client les conditions techniques et tarifaires, en particulier, les mesures incitatives de raccordement émises par délibération de Bordeaux Métropole.

Le prix de construction du premier branchement assainissement est le même pour tous les futurs usagers, propriétaires d'un immeuble d'habitation individuel. De plus, un abattement de 40% de ce prix forfaitaire est appliqué en cas de branchements eau et assainissement commandés simultanément et réalisés dans la même tranchée. C'est également l'occasion de sensibiliser l'usager à l'importance de se conformer à la réglementation et de veiller à bien raccorder ses installations.

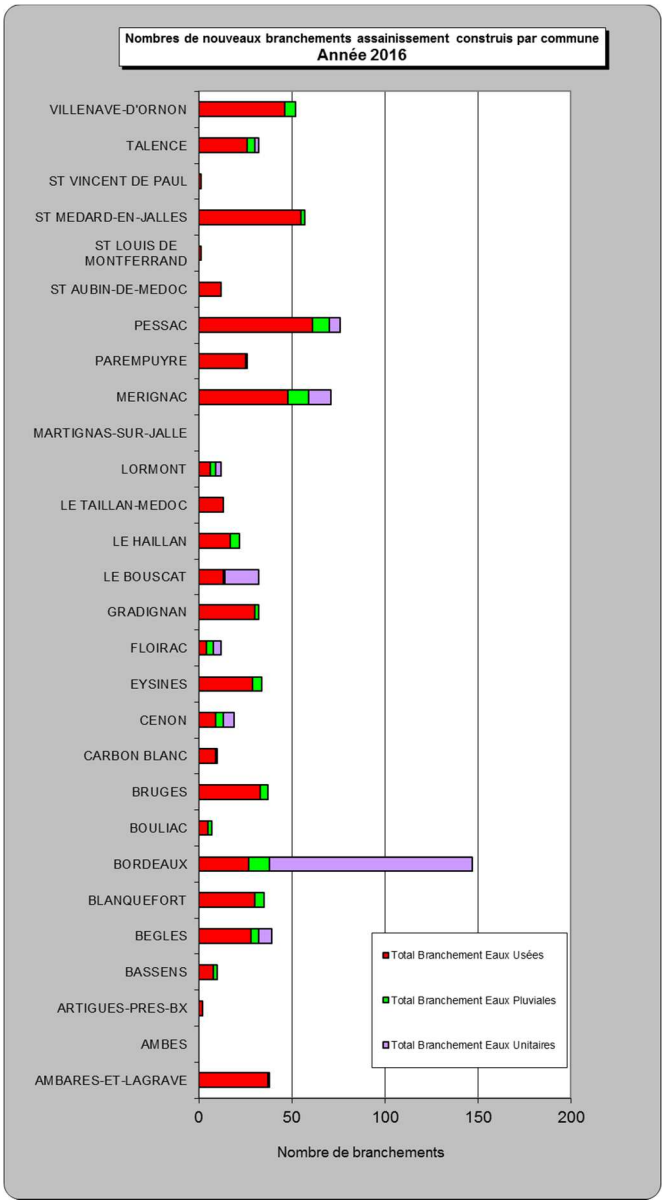
LA CONCOMITANCE

Afin de répondre au mieux à l'image d'un service unique sous la marque l'Eau Bordeaux Métropole et ainsi faciliter les démarches administratives et techniques des usagers demandant simultanément la création de branchements eau potable et assainissement, il a été convenu que la SGAC gère la totalité des raccordements eau et assainissement sur le périmètre de la métropole hormis les quatre communes du SIAO (Ambarès et Lagrave, Artigues-près-Bordeaux, Bassens et Carbon blanc). Les demandes simultanées de ces quatre communes étant gérées par les services de l'eau de Suez Eau France.

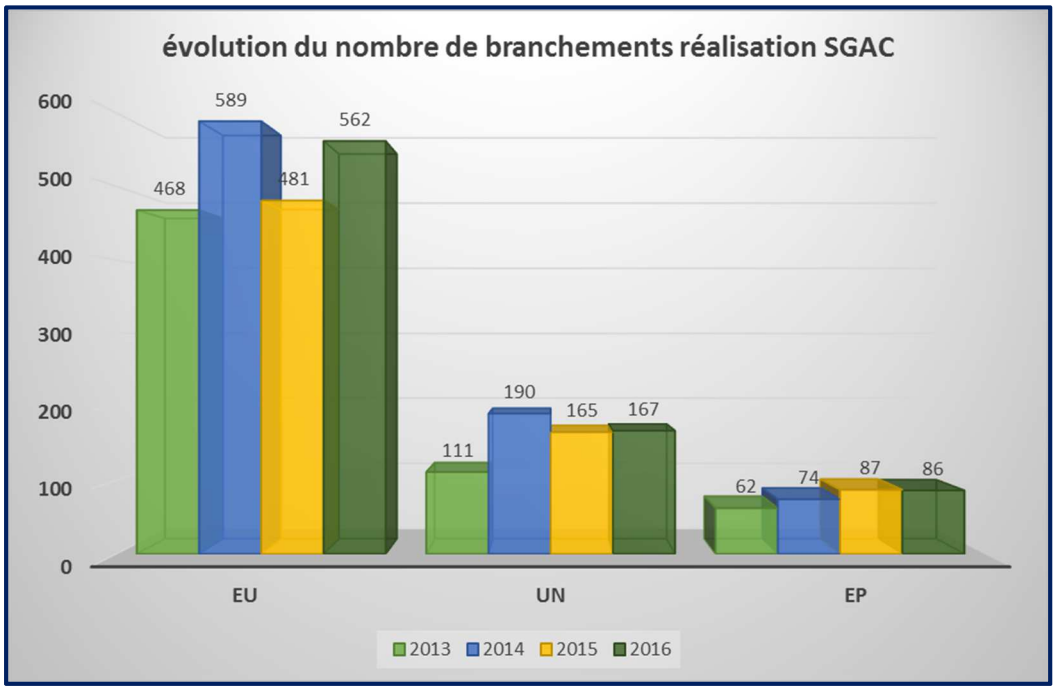
Ce fonctionnement est contractualisé par des conventions bipartites signées entre la SGAC et Suez Eau France qui définissent les modalités techniques et financières de chaque partie. Un partage des procédures de réalisation et d'outil informatique permet à chaque entité de connaître l'état d'avancement des projets.

LE NOMBRE DE BRANCHEMENTS

Nombre de branchements par Nature des effluents										Concomitance
Communes	Nombre de branchement Eaux Usées SGAC	Nombre de branchement Eaux Usées BM	Total Branchement **Eaux Usées**	Nombre de branchement Eaux Unitaires SGAC	Nombre de branchement Eaux Unitaires BM	Total Branchement **Eaux Unitaires**	Nombre de branchement Eaux Pluviales SGAC	Nombre de branchement Eaux Pluviales BM	Total Branchement **Eaux Pluviales**	Nombre de branchements SGAC réalisés en simultané avec des branchements Eau potable
AMBARES-ET-LAGRAVE	36	1	37	0	0	0	1	0	1	26
AMBES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARTIGUES-PRES-BX	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2
BASSENS	8	0	8	0	0	0	2	0	2	5
BEGLES	28	0	28	7	0	7	4	0	4	24
BLANQUEFORT	23	7	30	0	0	0	4	1	5	12
BORDEAUX	27	0	27	109	0	109	11	0	11	36
BOULIAC	5	0	5	0	0	0	2	0	2	2
BRUGES	33	0	33	0	0	0	4	0	4	16
CARBON BLANC	7	2	9	0	0	0	1	0	1	8
CENON	8	1	9	6	0	6	4	0	4	7
EYSINES	28	1	29	0	0	0	5	0	5	20
FLOIRAC	4	0	4	4	0	4	4	0	4	2
GRADIGNAN	30	0	30	0	0	0	2	0	2	22
LE BOUSCAT	13	0	13	18	0	18	1	0	1	15
LE HAILLAN	17	0	17	0	0	0	5	0	5	12
LE TAILLAN-MEDOC	13	0	13	0	0	0	0	0	0	8
LORMONT	6	0	6	3	0	3	3	0	3	3
MARTIGNAS-SUR-JALLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MERIGNAC	48	0	48	12	0	12	11	0	11	35
PAREMPUYRE	25	0	25	0	0	0	1	0	1	18
PESSAC	60	1	61	6	0	6	9	0	9	42
ST AUBIN-DE-MEDOC	12	0	12	0	0	0	0	0	0	8
ST LOUIS DE MONTFERRAND	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
ST MEDARD-EN-JALLES	55	0	55	0	0	0	2	0	2	42
ST VINCENT DE PAUL	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
TALENCE	26	0	26	2	0	2	4	0	4	14
VILLENAVE-D'ORNON	46	0	46	0	0	0	6	0	6	28
TOTAL	562	13	**575**	167	0	**167**	86	1	**87**	**408**



Nous pouvons constater pour 2016 une reprise de l'activité de construction avec 815 réalisations de branchements par la SGAC.



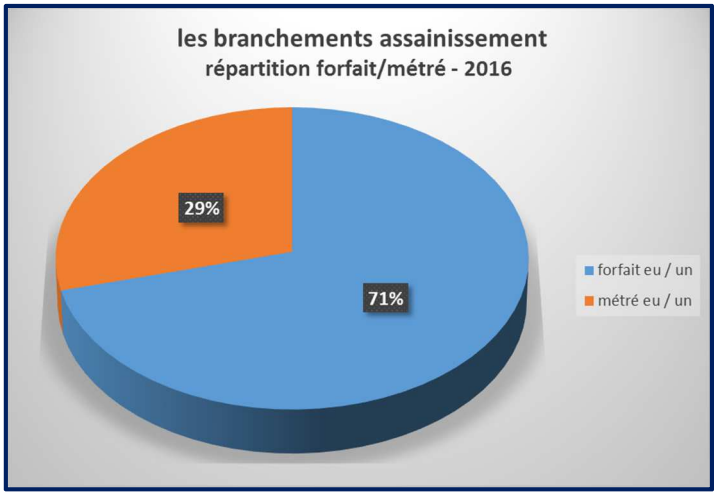
LES BRANCHEMENTS AU FORFAIT

Bordeaux Métropole, par sa délibération du 28 juin 2013, a fixé un tarif unique pour le branchement « standard » au forfait lorsqu'il s'agit d'un premier branchement particulier pour un immeuble non collectif pouvant accueillir jusqu'à 2 logements.

Cette délibération fait référence à la délibération 87/731 du 20 novembre 1987 étendant, par souci d'équité, un tarif unique aux raccordements de tous les immeubles sur les réseaux publics d'assainissement eaux usées et unitaires, à l'exception des ensembles immobiliers, des locaux industriels, commerciaux, de stockage ou de services pour lesquels leur réalisation implique l'utilisation de tuyaux de diamètre supérieur à 160 mm pour les eaux usées ou 200 mm pour les réseaux unitaires.

Nombre de branchements par Nature des effluents et type de prestations SGAC en 2016

Communes	Nbr branchement Eaux Usées au FORFAIT	Nbr branchement Eaux Usées METRE	Total Branchement **Eaux Usées**	Nbr branchement Eaux Unitaires FORFAIT	Nbr branchement Eaux Unitaires METRE	Total Branchement **Eaux Unitaires**	Total Branchement **Eaux Pluviales METRE**
AMBARES-ET-LAGRAVE	34	2	36	0	0	0	1
AMBES	0	0	0	0	0	0	0
ARTIGUES-PRES-BX	2	0	2	0	0	0	0
BASSENS	6	2	8	0	0	0	2
BEGLES	23	5	28	6	1	7	4
BLANQUEFORT	18	5	23	0	0	0	4
BORDEAUX	13	14	27	37	72	109	11
BOULIAC	4	1	5	0	0	0	2
BRUGES	21	12	33	0	0	0	4
CARBON BLANC	6	1	7	0	0	0	1
CENON	5	3	8	4	2	6	4
EYSINES	23	5	28	0	0	0	5
FLOIRAC	1	3	4	3	1	4	4
GRADIGNAN	24	6	30	0	0	0	2
LE BOUSCAT	8	5	13	15	3	18	1
LE HAILLAN	16	1	17	0	0	0	5
LE TAILLAN-MEDOC	12	1	13	0	0	0	0
LORMONT	2	4	6	2	1	3	3
MARTIGNAS-SUR-JALLE	31	17	48	0	0	0	0
MERIGNAC	0	0	0	9	3	12	11
PAREMPUYRE	22	3	25	0	0	0	1
PESSAC	48	12	60	6	0	6	9
ST AUBIN-DE-MEDOC	9	3	12	0	0	0	0
ST LOUIS DE MONTFERRAND	1	0	1	0	0	0	0
ST MEDARD-EN-JALLES	51	4	55	0	0	0	2
ST VINCENT DE PAUL	1	0	1	0	0	0	0
TALENCE	21	5	26	2	0	2	4
VILLENAVE-D'ORNON	31	15	46	0	0	0	6
TOTAL	**433**	**129**	**562**	**84**	**83**	**167**	**86**



LE CONTROLE DE L'ACTIVITE

Durant l'année 2016, l'activité travaux de la SGAC a été auditée par les services de Bordeaux Métropole. Ce travail minutieux et collaboratif n'a pas révélé d'écart et a souligné une très bonne application de la délibération faisant bénéficier les usagers de l'abattement de 40% sur le prix du branchement assainissement au forfait.

Cet audit a également proposé un axe de progrès vis-à-vis du dénombrement des branchements neufs par année selon les 3 grandes étapes de ces derniers :

1. Réalisation,
2. Facturation,
3. Intégration dans le SIG.

La réalisation, la facturation ainsi que l'intégration dans le SIG des branchements neufs s'échelonnent dans le temps. Aussi pour apporter une vision claire de la situation des branchements selon les étapes, une matrice de suivi pluriannuel a été réalisée.

SUIVI PLURIANNUEL DE LA SITUATION DES BRANCHEMENTS ISOLES REALISATION SGAC

	En 2013			En 2014			En 2015			En 2016			En 2017			En 2018		
	réalisés	facturés	SIG	réalisés	facturés	SIG	réalisés	facturés	SIG	réalisés	facturés	SIG	réalisés	facturés	SIG	réalisés	facturés	SIG
BR 2013	640	509	48		131	80		0	60		0	0						
BR 2014				853	807	128		44	54		1	1						
BR 2015							733	569	1		156	66						
BR 2016										815	648	45						
BR 2017																		
BR 2018																		

	Réalisés	Dont facturés	Dont SIG	Reste à facturer	A intégrer dans SIG
BR 2013	640	640	188	0	452
BR 2014	853	852	183	1	670
BR 2015	733	725	67	8	666
BR 2016	815	648	45	167	770
BR 2017	0	0	0	0	0
BR 2018	0	0	0	0	0

La colonne « facturés » de ce tableau s'applique aux branchements réalisés la même année.

Un plan d'action entre les services patrimoine et branchements neufs de la SGAC, incluant des modifications structurelles de fonctionnements internes, a été mis en œuvre en novembre 2016 pour rattraper le retard pris sur l'intégration des nouveaux branchements réalisés par la SGAC dans le SIG. Ce plan d'action pourra garantir une efficacité quant aux résultats et au suivi de cette activité d'intégration patrimoniale.

2.3.3 L'INFORMATION

2.3.3.1 L'accueil des nouveaux arrivants

LE LIVRET D'ACCUEIL CLIENT

Remis à chaque nouveau client du service de l'eau ou de l'assainissement, le livret d'accueil client présente l'ensemble des services offerts par le service de l'eau ainsi que des informations sur l'origine et la qualité de l'eau.

Il est aujourd'hui édité instantanément, en même temps que la facture d'arrivée du nouveau client, à l'instar des autres documents.

Cette pratique permet d'éviter de stocker les imprimés, qui deviennent très vite obsolètes (coordonnées téléphoniques, logos, prix de l'eau…) et contribue à des objectifs de réduction de papier en lien avec la politique de développement durable de l'entreprise.

2.3.3.2 L'information jointe à la facture

Depuis 2006, SUEZ, Eau France a choisi, au niveau national, la technologie numérique pour l'édition de l'ensemble de ses factures. L'insertion d'informations sous forme d'encart joint à la facture s'en trouve considérablement simplifiée : l'encart est lui aussi imprimé, immédiatement après chaque facture. Ce dispositif permet ainsi de créer « à la carte », des supports d'information personnalisés, sans contrainte de stockage et de manutention.





2.3.3.3 L'information sur le terrain

L'INFORMATION SUR LES TRAVAUX

Les riverains des chantiers d'eau et d'assainissement bénéficient d'une information spécifique sur la nature et la durée des travaux. A titre d'exemple, des panneaux d'information sont disposés sur site, dans le respect des préconisations de la Charte "Chantiers Propres" de Bordeaux Métropole. Dans ce cadre, Suez Eau France et sa filiale, la SGAC, s'attachent à réduire au mieux les nuisances générées par leur intervention sur le territoire.

2.3.4 LA MESURE DE LA SATISFACTION

2.3.4.1 Mesure annuelle locale de la satisfaction clientèle

La société Handicall agréée DIRECCTE a réalisé pour le compte de la SGAC une étude locale de satisfaction des clients face aux services de l'assainissement rendus pour l'année 2016. Réalisée sur un échantillon de 154 000 usagers de l'assainissement collectif de Bordeaux Métropole, les résultats de cette étude sont le reflet de la perception des 300 personnes interrogées sur la base de 24 questions.

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

En synthèse :

- ✓ 84,7 % des personnes interrogées sont satisfaites du service de l'assainissement dont 27,2 % tout à fait satisfaite ;
- ✓ 6,6 % sont non satisfaites dont 3,3 % pas du tout satisfaite ;
- ✓ 8,7 % sont sans opinion.

39,6 % des usagers interrogés ont identifiés «L'Eau Bordeaux Métropole» ou «Bordeaux Métropole» comme interlocuteur pour obtenir des informations sur l'assainissement.

La majorité des usagers, 52,6 %, continue d'identifier l'ancien nom du délégataire SGAC, « Lyonnaise des Eaux », comme interlocuteur sur l'assainissement.

En 2016, 14 % des usagers interrogés ont eu un contact avec le service de l'assainissement sur les 3 dernières années.

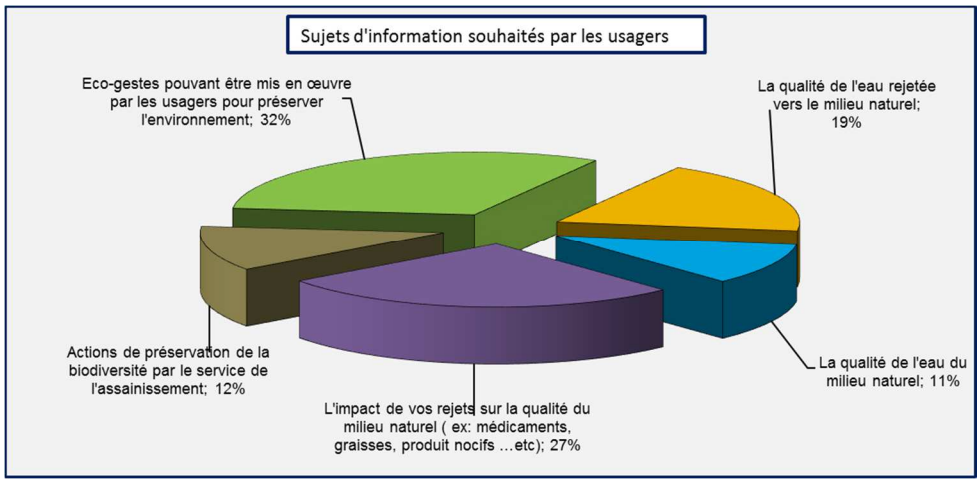
A noter : en 2016, nous observons que les actions menées pour aider à la préservation de l'environnement apparaît, pour la première fois, comme le sujet le plus sensible devant les sujets relatifs à la dépollution des eaux usées, la lutte contre les inondations, le tarif de l'eau et les nuisances liées à l'assainissement.

Sujets les plus sensibles	La dépollution des eaux usées	Les tarifs de l'eau	La lutte contre les inondations	Les nuisances liées à l'assainissement	Les actions de contributions pour préserver l'environnement
2013	**47,0%**	38,8%	10,3%	4,3%	Non mesuré
2014	**35,6%**	29,8%	27,7%	6,8%	Non mesuré
2015	**32,5%**	22,0%	20,3%	4,5%	21,7%
2016	35,0%	7,7%	13,7%	3,7%	**40,0%**

COMMUNICATION /INFORMATION

Cette enquête révèle que 32% des usagers souhaiteraient être davantage informés sur les éco-gestes à appliquer pour préserver l'environnement.

Les exemples d'éco-gestes : jeter les lingettes à la poubelle et non dans les toilettes ; utilisation des moyens proposés pour chaque typologie de déchets, filières de recyclage…



2.3.4.2 Mesure de satisfaction post-travaux relatifs aux branchements neufs

L'ENQUETE LOCALE SUR LES BRANCHEMENTS NEUFS ASSAINISSEMENT

Pour mener à bien cette enquête locale, la société Handicall agréée DIRECCTE a interrogé 60 clients concernés par la création de branchements neufs en 2016. A la date de réalisation du sondage, le nombre de personnes éligibles au sondage était était d'environ 800 personnes.

Pour permettre d'affiner nos indicateurs de performance, l'enquête a distingué 3 phases de mesure de satisfaction : le traitement de la demande du client, la programmation des travaux et la réalisation des travaux.

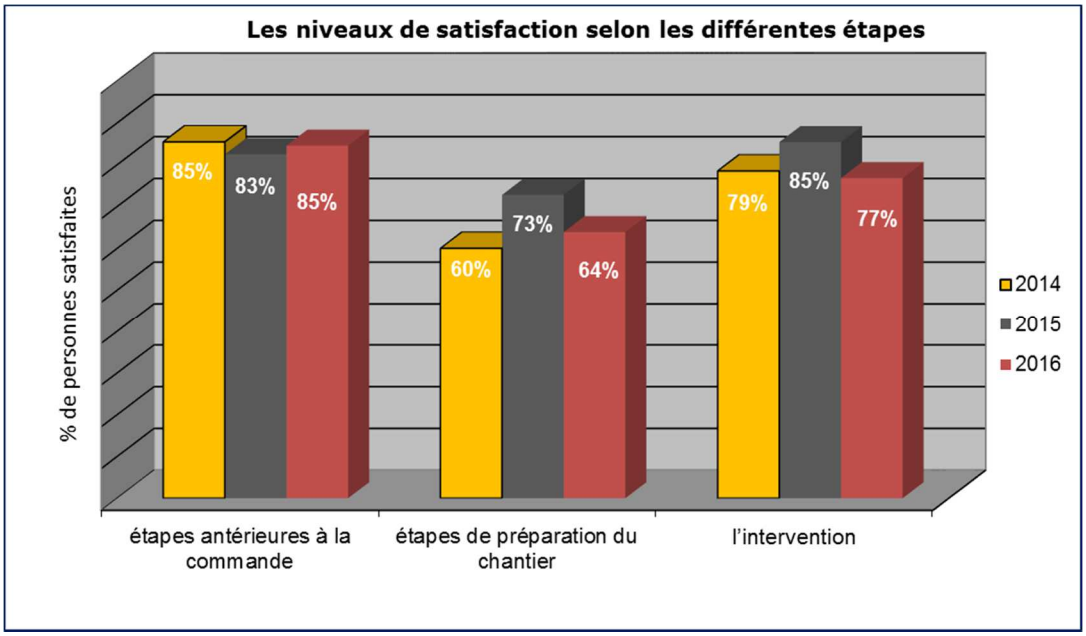
1- Niveau de satisfaction lié aux étapes antérieures à la commande : contact avec les techniciens, délais d'obtention du devis ;

2- Niveau de satisfaction lié aux étapes de préparation du chantier : documentation fournie, information préalable aux travaux, délais de réalisation depuis la demande ;

3- Niveau de satisfaction lié à l'intervention : rapidité et qualité des travaux, contact avec les ouvriers, difficultés rencontrées a posteriori.

Concernant la phase de réalisation des travaux de branchements neufs, plus de 85% des clients sont satisfaits, et reconnaissent en points forts la qualité des interventions et des contacts de terrain et nous identifions principalement un axe d'amélioration : la durée de l'intervention.

Résultats 2016 et années précédentes



Niveau général de satisfaction noté de 1 à 10

A la question : « Quelle note donneriez-vous à la qualité du service rendu ? », les résultats se positionnent majoritairement à 8/10.

	MAUVAIS									TRES BON
Note sur le service rendu	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
% de réponse 2014	1,7%	0,0%	5,0%	6,7%	1,7%	15,0%	25,0%	36,7%	6,7%	1,7%
% de réponse 2015	1,7%	0,0%	3,3%	3,3%	8,3%	11,7%	18,3%	33,3%	15,0%	3,3%
% de réponse 2016	**5,0%**	**1,7%**	**1,7%**	**6,7%**	**6,7%**	**10,0%**	**20,0%**	**28,3%**	**11,7%**	**8,3%**

Les axes d'amélioration identifiés par cette enquête sont :

Les axes d'amélioration identifiés			
	2014	2015	2016
Les conseils de nos techniciens	7%	5%	7%
La clarté des documents remis	20%	8%	13%
Les délais de réalisation	**35%**	**33%**	**37%**
La qualité de nos interventions	15%	13%	13%
Ne sait pas	23%	38%	30%

Concernant les délais de réalisation, il faut comprendre les délais entre le moment où la commande est souscrite et la réalisation effective du branchement. Dans cet intervalle de temps sont comprises les étapes suivantes :

1. Les demandes de prescriptions de voirie instruites par les pôles territoriaux de la Métropole ;
2. Les demandes d'arrêtés de circulation instruites par les communes de la Métropole.
3. La préparation de chantier par les équipes de la SGAC et ses sous-traitants.

Synthèse et évolution du délai moyen entre la commande et la réalisation du raccordement.

Délais moyens entre la commande et la réalisation des travaux	
Année	Jours ouvrés
2013	49
2014	52
2015	38
2016	51

2.3.5 LA CHARTE DE QUALITE DU SERVICE A L'USAGER

Suez Eau France et la SGAC, en tant que délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif de Bordeaux Métropole, se sont engagés à livrer une eau de qualité, à donner aux usagers les moyens de maîtriser leurs consommations et de respecter leur environnement en limitant les impacts de leurs rejets. Cette ambition se traduit au travers de la charte usagers des services d'eau et d'assainissement. Elle répertorie les 6 engagements suivants :

- ✓ Communication d'un **devis de branchement sous 20 jours** à compter de la demande du client ou du rendez-vous sur le site des travaux ;
- ✓ Demande des **autorisations administratives sous 5 jours** ouvrés dès réception de l'acompte du client ;
- ✓ Réalisation des **travaux de branchement dans un délai de 20 jours** au plus, après la date de réception des autorisations administratives ;
- ✓ Prise de **rendez-vous sous 8 jours ouvrés** avec une plage de rendez-vous de **deux heures maximum** si la demande nécessite une intervention à domicile ;
- ✓ **Réponse sous 8 jours** ouvrés aux questions des usagers posées par courrier ou par mail.

D'autre part, dans un esprit de transparence vis-à-vis des usagers, la collectivité a souhaité mettre en place un système de malus, si l'usager estime que la qualité de service n'est pas satisfaisante.

C'est pourquoi, depuis le 1er janvier 2013, le signalement par l'abonné du non-respect des délais indiqués ci-dessus, lui donne droit sur sa prochaine facture à une remise équivalente en euros de 10 m^3.

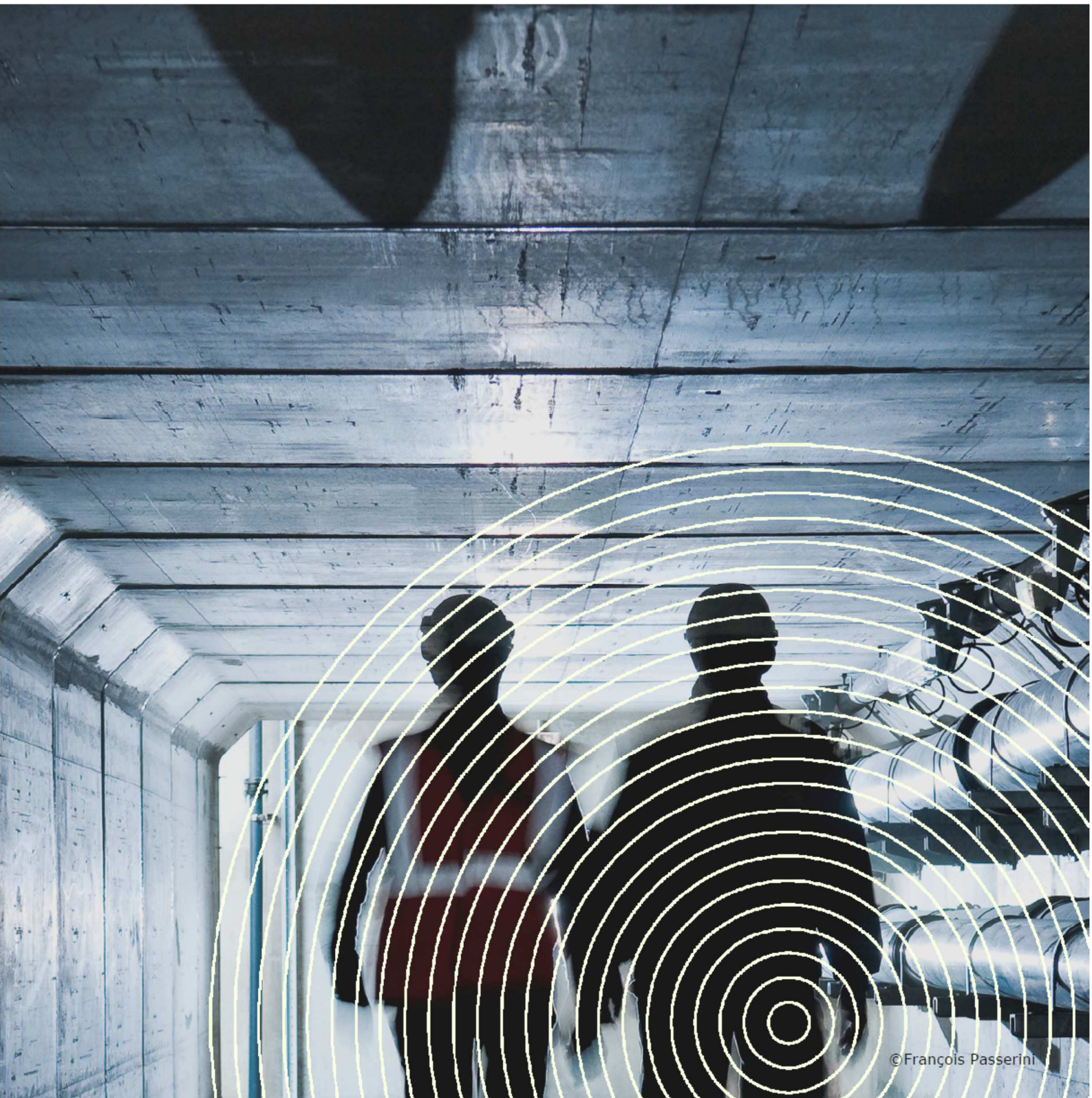
La SGAC est à même d'engager des gestes commerciaux en faveur de certains usagers, si l'abonné signale le non-respect des délais indiqués dans la charte. Une seule demande a été reçue et accordée par le service clients de l'assainissement en 2016.

La charte usagers 2016		
Objectifs	**Resultats 2016**	**Nombre de dossiers**
Délais d'établissement des devis de branchements neufs : 90% des devis réalisés sous 20 jours ouvrés à compter soit du rendez vous, soit de la demande	97,3%	1 076
Délais des demandes d'autorisations administratives : 90% des demandes réalisées dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la commande	96,8%	816
Délais de réalisation des branchements : 90% des branchements réalisés sous 20 jours ouvrés après réception des autorisations nécessaires	92,6%	815
Rendez-vous pris avec les usagers qui le souhaitent sous 8 jours au moins dans plus de 85 % des cas	98,0%	2 075
Respecter la plage de 2h pour les rendez-vous : 90% sur les 2 heures fixées	93,3%	2 075
Délais d'envoi d'une réponse aux courriers et aux mails : envoi dans les 8 jours ouvrés suivant la réception dans au moins 90 % des cas	95,1%	182

En 2016, les objectifs de qualité du service ont tous été atteints. Les indicateurs de performance liés à ces services sont de bonne, voire de très bonne qualité. Les processus mis en œuvre pour rendre chacun de ces services sont revus et améliorés de manière permanente à chaque apparition d'une anomalie.

Le processus de mise en conformité des installations privées d'assainissement amène un nombre supplémentaire de rendez-vous à assurer par les équipes d'enquêteurs assainissement. Il a été identifié durant cette année 2016 par un certain nombre d'usagers des difficultés pour joindre le centre d'appels et obtenir des rendez-vous lorsqu'ils le souhaitaient. Afin de pallier ces désagréments subis par ces usagers, un plan d'action a été mis en place qui devra remonter le niveau de satisfaction de cette catégorie d'usagers dès le début de l'année 2017.

4 | l'exécution du service technique



4 – L'EXECUTION DU SERVICE TECHNIQUE

1 - LA DESCRIPTION DU SERVICE 157

1.1 L'INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE 158

1.1.1 LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT 158

1.1.2 LE RESEAU DE COLLECTE 160

1.1.2.1 Les points d'entrée dans le réseau 160
1.1.2.2 Le nombre de branchements par commune 162
1.1.2.3 La longueur du réseau 163
1.1.2.4 Liste des ruisseaux et fossés à ciel ouvert 164
1.1.2.5 Les servitudes 165
1.1.2.6 Les accessoires du réseau 165
1.1.2.7 Les équipements d'autosurveillance du réseau 168

1.1.3 LES STATIONS DE RELEVAGE 170

1.1.4 LES BASSINS D'ETALEMENT 175

1.1.5 LES STATIONS D'EPURATION 179

1.1.6 LE TELECONTROLE RAMSES 183

1.2 LES VARIATIONS DU PATRIMOINE 185

1.2.1 L'ALLONGEMENT DU RESEAU 185

1.2.1.1 L'incorporation des lotissements au domaine public 185
1.2.1.2 Les réseaux remis au fermier 186
1.2.1.3 Les travaux en cours non encore remis par Bordeaux Métropole 189

1.2.2 LES DESAFFECTATIONS ET RETROCESSIONS 189

2 - L'ACTIVITE DU SERVICE 190

2.1 LE BILAN HYDROLOGIQUE 191

2.1.1 LA PLUVIOMETRIE 191

2.1.2 LES EVENEMENTS PLUVIEUX SIGNIFICATIFS 194

2.1.3 LES VOLUMES POMPES ET EPURES, COMPARES AUX VOLUMES ASSUJETTIS ET A LA PLUVIOMETRIE 200

2.1.4 TAUX DE SATURATION DES POSTES DE RELEVEMENT ET TAUX DE SOLLICITATION DES BASSINS 200

2.1.4.1 Taux de saturation des postes de relèvement 200
2.1.4.2 Taux de sollicitation des bassins 204

2.2 LE BILAN ANALYTIQUE 207

2.2.1 AUTOSURVEILLANCE DES RESEAUX 207

2.2.2 AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'EPURATION 210

2.2.2.1 La synthèse des résultats de l'autosurveillance des stations d'épuration 210
2.2.2.2 La conformité des rejets des stations d'épuration 212
2.2.2.3 Le rendement épuratoire 213
2.2.2.4 Contrôler les performances environnementales des stations d'épuration 213
2.2.2.5 L'analyse agronomique des boues 215

2.3 LE BILAN DE L'EXPLOITATION 217

2.3.1 LE CONTROLE DES RACCORDEMENTS AU RESEAU 217

2.3.1.1 Les opportunités de contrôle 217
2.3.1.2 Les techniques utilisées 219
2.3.1.3 L'incitation à la mise en conformité 220
2.3.1.4 Les contrôles non réalisés pour absence 221
2.3.1.5 Le contrôle des raccordables non raccordés 222
2.3.1.6 Bilan annuel des Eaux claires parasites 224

2.3.2 LE CONTROLE DES REJETS NON DOMESTIQUES 226

2.3.2.1 L'inventaire des rejets non domestiques 226
2.3.2.2 Les autorisations de déversement des établissements professionnels 232
2.3.2.3 L'autosurveillance 237
2.3.2.4 Les contrôles inopinés 238
2.3.2.5 Etablissements dont les rejets sont assimilables à un usage domestique 239

2.3.3 LE CONTROLE DE L'ETAT STRUCTUREL DU RESEAU 241

2.3.4 LE CONTROLE DES TRAVAUX DE TIERS 242

2.3.4.1 La protection du patrimoine métropolitain : les référés préventifs 242
2.3.4.2 Les dommages causés par des tiers 242
2.3.4.3 Le suivi des chantiers du tramway 243
2.3.4.4 L'activité « permis de construire » 243

2.3.5 LES CONTROLES ALEATOIRES DE LA QUALITE DES REFECTIONS 244

2.3.6 LES SURLAGEURS 245

2.3.7 L'ENTRETIEN DU RESEAU 245

2.3.7.1 Maintenance des collecteurs et des bouches d'égout 245
2.3.7.2 Programmation du curage 247
2.3.7.3 Obstructions / désobstructions 248
2.3.7.4 Les capteurs de mesure du niveau d'encrassement 252
2.3.7.5 L'élimination des déchets du réseau 255
2.3.7.6 La politique de réparation 255
2.3.7.7 La dératisation 257

2.3.8 LE CONTROLE DES OUVRAGES DES SOLUTIONS COMPENSATOIRES 257

2.3.9 L'ENTRETIEN DES STATIONS DE POMPAGE ET BASSINS DE RETENUE 258

2.3.10 LES CAMPAGNES DE MESURE D'H2S 259

2.3.11 LA GESTION DYNAMIQUE 262

2.3.12 LA SYNTHESE DE L'EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION 265

2.3.13 LE TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGE 270

2.3.14 LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES BOUES 270

2.3.15 LA VALORISATION DES AUTRES DECHETS DE STEP 271

2.3.16 LA PRODUCTION DE BIOGAZ SUR LES STEPS DE BOREAUX METROPOLE 272

2.3.17 INTERVENTIONS SUR LES URGENCES 273

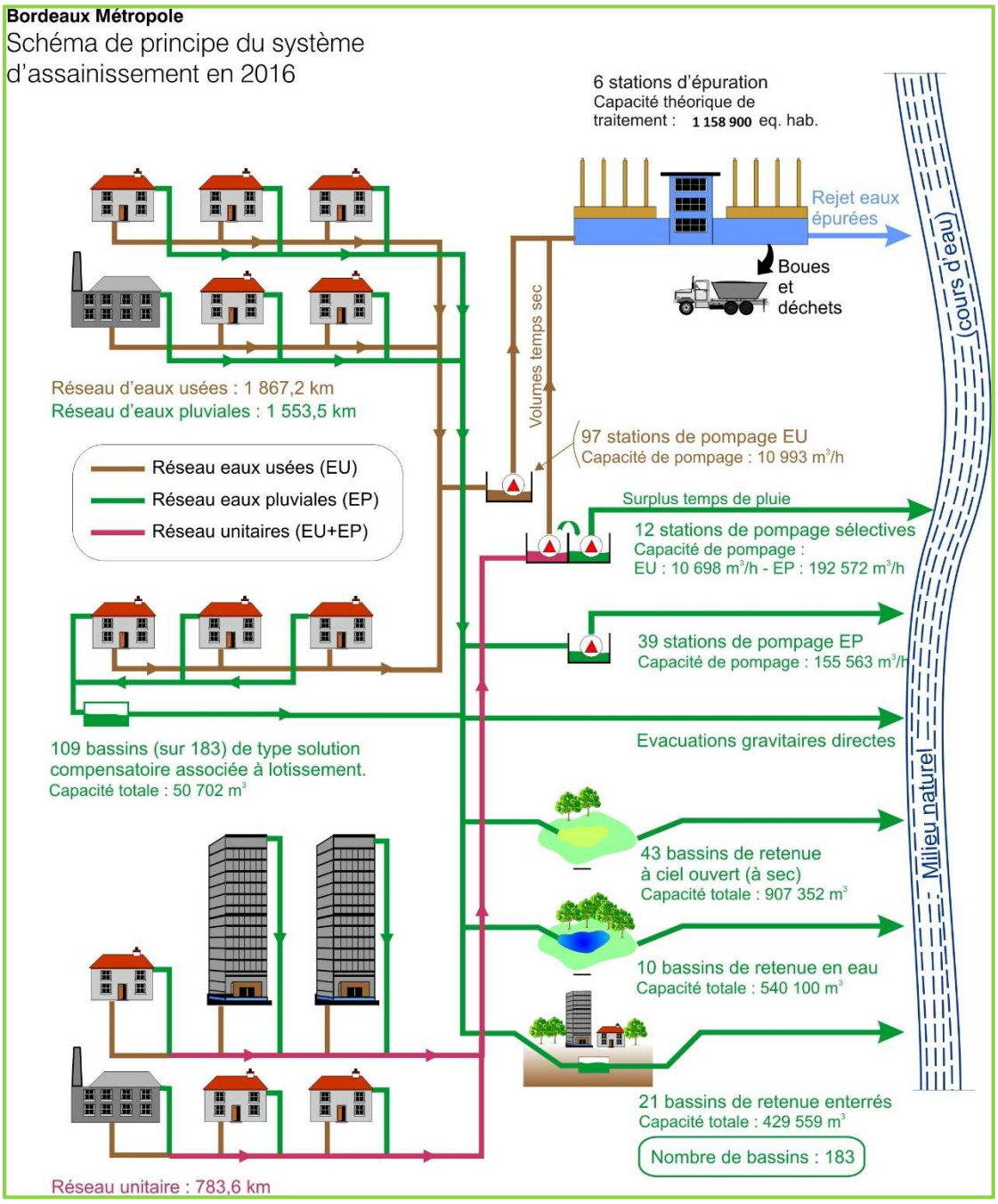
2.3.18 BILAN DES ASTREINTES 276

1 - LA DESCRIPTION DU SERVICE

1.1 L'INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE

1.1.1 LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Ci-après, une représentation schématique du système d'assainissement de Bordeaux Métropole.



Le service de l'assainissement de Bordeaux Métropole s'étend sur les 28 communes qui la constituent. Ce territoire représente une superficie de 577 km² dont un quart (135 km²) est situé en-dessous du niveau des plus hautes eaux de la Garonne et de la Dordogne, fleuves soumis à l'influence des marées.

Le système d'assainissement métropolitain est déployé de façon concentrique autour du port de Bordeaux.

La partie « aval », cœur historique correspondant à l'hypercentre de l'agglomération actuelle, est équipée de réseaux unitaires.

La partie « amont », correspondant aux communes périphériques, d'urbanisation plus récente, est équipée de réseaux séparatifs. Le système est constitué de 6 bassins de collecte et de traitement des eaux usées, auxquels se superpose un dispositif d'assainissement pluvial et de lutte contre les inondations. Celui-ci est étroitement lié aux deux principaux bassins de collecte (Louis Fargue et Clos de Hilde), qui sont en partie unitaires. Les réseaux unitaires et les stations de relevage, dites sélectives, qui y sont implantées, évacuent les eaux usées de temps sec vers les stations d'épuration et, selon le degré de l'intempérie, les débits de temps de pluie vers le milieu naturel.

Le réseau de collecte métropolitain est ponctuellement inter-connecté avec des communes limitrophes :

- en rive droite : Sainte-Eulalie, Tresses, Yvrac, Carignan et Saint-Loubès ;
- en rive gauche : Léognan, le Pian Médoc, Blanquefort et les effluents du quartier Toctoucau à Pessac sont renvoyés vers le réseau de la commune de Cestas ;
- le deversement de la ZI du Poujeau Pendu de Canéjan et le déversement de Bordeaux Métropole (Gradignan) vers le domaine de l'Etang à Canéjan.



1.1.2 LE RESEAU DE COLLECTE

1.1.2.1 Les points d'entrée dans le réseau

Les données relatives au réseau de collecte sont issues du Système d'Information Géographique APIC. Concernant l'évolution des branchements, les sources de mises à jour du SIG sont les suivantes :

- ✓ les créations de branchements neufs ;
- ✓ les branchements associés à la pose de canalisations neuves, à l'incorporation de lotissements ou à l'intégration en régularisation d'ouvrages existants et intégrés dans le cadre de procédures Bordeaux Métropole de remise d'installations au fermier ;
- ✓ les modifications relatives aux enquêtes de terrain telles que les enquêtes de conformité.

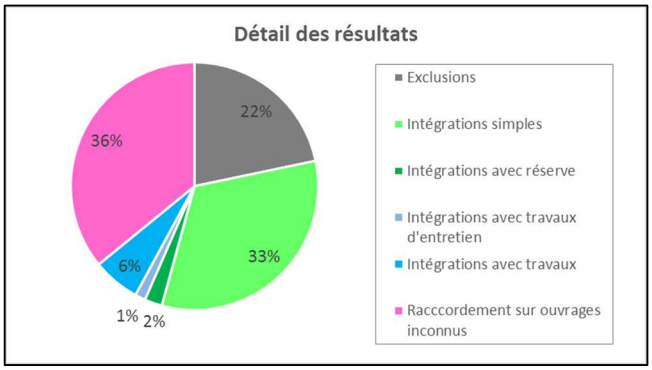
Points d'entrée dans le réseau communautaire					
Nombre de branchements					Nombre d'avaloirs
2016	EU	EP	UN	Total	49 004
	89 174	14 894	61 311	165 379	
Nombre de regards de visite					
2016	EU	EP	UN	Total	
	49 916	52 495	24 443	126 854	

LES BOUCHES D'EGOUT NON AFFERMEES

Dès 2015, la DEAU et la SGAC ont établi conjointement un plan d'actions visant à régulariser la situation des bouches d'égout sur le SIG ayant un statut non affermé. Six catégories de situation ont été identifiées et validées.

2569 enquêtes ont été ainsi réalisées à ce jour par les équipes de la SGAC dont les résultats à fin 2016 sont détaillés ci-après. Selon la méthodologie convenue, la SGAC met à jour à jour sous APIC les cas 1 à 4, les cas 5 et 6 sont transmis à la DEAU. Le plan d'actions se poursuivra en 2017 et ne concernera plus que près de 1000 enquêtes terrains à réaliser.

Les bouches d'égout non affermées			
Catégorie		**Description**	**Nombre d'ouvrages**
1	**Les exclusions**	**Ces ouvrages ne sont pas intégrés car :** - L'ouvrage est privé ou raccordé à des ouvrages non affermés (hors domaine public). - Il est situé à l'extérieur du périmètre de Bordeaux Métropole (Canéjan,..), n'est pas une bouche d'égout mais un caniveau ou une simple pré-bouche, - Il n'existe plus ou est un doublon qui correspond au déplacement d'une bouche d'égout déjà existante et affermée.	**558**
2	**Les intégrations simples**	**Aucune anomalie constatée**	**836**
3	**Les intégrations avec réserve**	**Les intégrations avec une réserve d'exploitation** - L'ouvrage est raccordé sur un fossé ; la réserve hydraulique pour non maitrise des écoulements à l'aval ; - Les conditions d'exploitation de l'ouvrage sont réduites (accès, absorption insuffisante,..)	**59**
4	**Les intégrations avec des travaux d'entretien**	**Les intégrations d'ouvrages nécessitant des travaux d'entretien ou de réparation** - L'ouvrage est confirmé comme affermé et les travaux (scellements, curage,..) seront programmés par la SGAC	**35**
5	**Les intégrations avec des travaux**	**Les intégrations d'ouvrages nécessitant des travaux de modification** - Les travaux nécessaires relèvent d'un défaut de conception ou d'une mal façon et la mise en conformité est de la responsabilité de Bordeaux Métropole	**159**
6	**Les ouvrages sont raccordés sur des ouvrages inconnus**	**Les ouvrages sont raccordés sur des ouvrages absents du SIG** - L'intégration de ces BE sera à associer à l'intégration des ouvrages sur lesquels elles sont raccordées (procédure PAT33 pour les réseaux existants). - Une procédure simplifiée est envisageable pour les cas simples qui représentent 445 BE isolées	**922**



1.1.2.2 Le nombre de branchements par commune

Inventaire des branchements assainissement (source SIG)				
	Total	**EP**	**EU**	**UN**
Ambarès-et-Lagrave	3 899	212	3 687	
Ambès	666	152	514	
Artigues-près-Bordeaux	2 416	314	2 102	
Bassens	2 050	370	1 680	
Bègles	6 902	418	5 355	1 129
Blanquefort	3 680	597	3 083	
Bordeaux	48 768	439	2 804	45 525
Bouliac	1 159	333	826	
Bouscat (Le)	4 993	156	689	4 148
Bruges	3 707	781	2 837	89
Carbon-Blanc	2 377	481	1 896	
Cenon	4 319	688	1 827	1 804
Eysines	5 817	1 018	4 781	18
Floirac	3 811	814	2 006	991
Gradignan	4 770	910	3 860	
Haillan (Le)	3 142	388	2 754	
Lormont	3 588	1 116	1 627	845
Mérignac	13 078	1 680	7 916	3 482
Parempuyre	2 253	188	2 065	
Pessac	12 429	1 367	9 857	1 205
Saint-Aubin-de-Médoc	1 986	154	1 832	
Saint-Louis-de-Montferrand	520	4	516	
Saint-Médard-en-Jalles	9 288	702	8 586	
Saint-Vincent-de-Paul	184	4	180	
Taillan-Médoc (Le)	3 418	313	3 105	
Talence	7 527	434	5 018	2 075
Villenave-d'Ornon	8 632	861	7 771	
Total	**165 379**	**14 894**	**89 174**	**61 311**
Branchements en cours de saisie SIG	2 558	286	1 756	516
Total Calculé	**167 937**	**15 180**	**90 930**	**61 827**

Pour rappel : les branchements issus de l'extraction du SIG sont la résultante de l'ensemble des branchements supprimés, des branchements découverts issus d'enquêtes terrains, des branchements issus des DOE (procédures Patrimoine 30 à 34) et des branchements neufs SGAC (correspondant aux tableaux p 149 du RAD).

1.1.2.3 La longueur du réseau

PAR TYPE D'EFFLUENT

A fin 2016, la longueur du réseau d'assainissement de Bordeaux Métropole s'établit à 4 204 km, se décomposant ainsi :

Longueur du réseau (m) - 2016				
EU	**EP**	**UN**	**total**	***évol n/n-1***
1 867 199	1 565 046	783 662	**4 215 907**	*0,64%*

L'évolution des linéaires de réseau en 2016 se répartit de la manière suivante :

Longueur du réseau (km) - 2016				
	EP	**EU**	**UN**	**total**
Linéaire année n-1	**1549,0**	**1856,6**	**783,6**	**4189,2**
Remises au fermier	9,3	7,5	0,5	
Lotissements	5,5	3,1	0,1	
Procédure 33	1,5	0,3	0,1	
Corrections ponctuelles (retour terrain)	3,6	1,3		
	20,0	**12,2**	**0,7**	
Désaffectations	0,1			
En cours (ex : lotissements)	3,8	1,6	0,3	
Corrections ponctuelles (retour terrain)			0,3	
TOTAL SOUSTRACTION	**3,9**	**1,6**	**0,6**	
Evolution annuelle	16,0	10,6	0,1	
Total Linéaire calculé	**1 565,0**	**1 867,2**	**783,7**	**4 215,9**
TOTAL APIC 2016	**1 565,0**	**1 867,2**	**783,7**	**4 215,9**

Des corrections ponctuelles font suite à des interventions tout au long de l'année.

PAR REGIME D'ECOULEMENT

Longueur du réseau - 2016	
Type d'écoulement	Linéaire (m)
En charge	25 883
Gravitaire	4 106 356
Refoulement	65 572
Siphon	5 700
Sous vide	12 396
Total	**4 215 907**

1.1.2.4 Liste des ruisseaux et fossés à ciel ouvert

Liste des ruisseaux et des fossés à ciel ouvert - 2016				
Commune	**Noms**	**Type d'ouvrage**	**Limites**	**Linéaire (en m)**
Ambarès	Le Barbère	Ruisseau à ciel ouvert	entre le 15 Avenue Léon Blum et la voie ferrée	165
Bassens	Estey Rabey	Fossé à ciel ouvert	De la voie ferrée au collecteur, Accès par la station de "Lagravade"	20
Bassens	Franklin	Fossé à ciel ouvert	entre le 24 rue Franklin et la voie ferrée	60
Bordeaux	Ars / Carles Vernet	Canal bétonné	Rue Carle Vernet - parking tram	910
Bordeaux	Labarde	Canal parallèle à l'avenue de Labarde	parallèle à l'Avenue de Labarde, entre Avenue des trois cardinaux et La Jallère	1 200
Bordeaux	Cardinal Richaud	Fossé à ciel ouvert	De l'immeuble du conseil général au déshuileur dérrière le casino de Bordeaux lac,	420
Bruges	Lac de Bordeaux	Canal bétonné	Boulevard du parc des expositions	30
Carbon Blanc	Lafontaine	Fossé à ciel ouvert	Entre le 13 rue du vignoble et l'Avenue de Lafontaine	100
Cenon	le Mulet (Loret)	Canal à ciel ouvert	Entre la rue Condorcet et l'Avenue du Pdt JF Kennedy	1 250
Eysines	Ruisseau du Bourg	Ruisseau à ciel ouvert	Rue des cressonnières, à partir de la piste cyclable Bordeaux Lacanau	900
Eysines	Ruisseau de la Reiguette	Fossé à ciel ouvert	Rue du moulin de Plassan, parrallèle au ruisseau du Bourg	200
Floirac	ZAC noue paysagère	Canal à ciel ouvert	Entre la rue du Mascaret et le quai de la Souys	750
Le Taillan	Plante Blanque	Fossé à ciel ouvert	Chemin du Chai	300
Lormont	le Gua (Amont Archevêque)	Canal à ciel ouvert	Depuis la rue du Moulin d'Antoune jusqu'à l'entrée du bassin de l'archevêque.	1 460
Lormont	le Mulet (amont Gûa)	Canal à ciel ouvert	Depuis rocade rive droite jusqu'au confluent du ruisseau du Gûa	323
Merignac	Devèze (aval Bourran)	Ruisseau à ciel ouvert	Entre la sortie du bassin de Bourran et la rue Alfred de Musset	130
Merignac	Devèze (amont Bourran)	Canal à ciel ouvert	Entre la rue Pierre Mendes France et la rue du Muguet	300
Mérignac	MSF (bassin Lafontaine)	Fossé à ciel ouvert	Accès par le bassin de Lafontaine	335
Mérignac	Ontines (Ermitage)	Ruisseau à ciel ouvert	entre l'impasse de l'Ermitage et l'entrée du bassin. Entretien SGAC de la piste d'exploitation, pas	310
Mérignac	Ontines (Alouette aval)	Ruisseau à ciel ouvert	Entre le 74 Avenue de l'Alouette et la Rue de la Clairière des Ontines	550
Mérignac	Ontines (Bon air)	Ruisseau à ciel ouvert	Piste cyclable entre L'Avenue Bon Air et la rue de la Tour de Veyrines	350
Mérignac	Ontines (Cedres)	Ruisseau à ciel ouvert	Amont de l'avenue de l'Alouette	60
Mérignac	Ontines (Clairière)	Ruisseau à ciel ouvert	Rue de la clairière des Ontines	250
Mérignac	Ontines (Garies)	Ruisseau à ciel ouvert	Entre la Rue de Garies et l'Avenue Bon Air	110
St Louis de Montferrand	Clos de Jourdanne	Fossé à ciel ouvert	Entre le 12 rue du Clos de Jourdanne et l'Avenue de la Garonne (CD 10)	245
Villenave d'Ornon	Eau Bourde	Ruisseau à ciel ouvert	De la Rue Jacques Yves Cousteau jusqu'au ruisseau de l'eau Bourde	110
Villenave d'Ornon	Jean Moulin	Fossé à ciel ouvert	Exutoire Ø 1200 de la rue Jean Moulin vers l'eau Blanche	105
Villenave d'Ornon	Clos St Urbain	Fossé à ciel ouvert	Zone emprise donnant dans le bassin "clos saint Urbain" au 35 rue Jean Moulin	50
LINEAIRE TOTAL DE RUISSEAUX ET FOSSES ENTRETENUS PAR LA SGAC				**10 993**

En 2016, un nouveau site a été enregistré, il s'agit du fossé Plante Blanque situé au Taillan Médoc.

Conformément à la demarche initiée en 2013, les fiches d'inspections pédestres sont réalisées sur les canalisations à ciel ouvert et consistent en :

- ✓ une description des ouvrages et équipements existants, les linéaires de berges, canaux, enrochements, etc… ;
- ✓ une évaluation de chaque élément ou équipement par une notation de 1 à 4 sur les critères structurels et opérationnels (exemple : accessibilité) ;
- ✓ une notation fonctionnelle, également de 1 à 4, évalue la qualité des écoulements.

1.1.2.5 Les servitudes

En 2016, la SGAC n'a reçu aucune convention de servitudes encadrant les canalisations affermées, implantées en domaine privé.

CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT EN DOMAINE PRIVE (en nombre de collecteurs)				
Communes	Emprises à régulariser		Nombre conventions disponibles	Total collecteurs en domaine privé
	Nb Collecteurs	%		
AMBARES-ET-LAGRAVE	588	94%	35	623
AMBES	139	100%	0	139
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	592	95%	29	621
BASSENS	932	99%	9	941
BEGLES	543	99%	4	547
BLANQUEFORT	620	94%	37	657
BORDEAUX	2 603	99%	25	2 628
BOULIAC	328	97%	10	338
BOUSCAT (LE)	322	91%	33	355
BRUGES	681	95%	34	715
CARBON-BLANC	297	91%	28	325
CENON	673	86%	110	783
EYSINES	745	99%	9	754
FLOIRAC	753	98%	19	772
GRADIGNAN	951	99%	6	957
HAILLAN (LE)	343	94%	23	366
LORMONT	1 045	97%	28	1 073
MERIGNAC	2 133	98%	52	2 185
PAREMPUYRE	157	88%	22	179
PESSAC	1 720	96%	67	1 787
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	194	92%	16	210
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	166	98%	3	169
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	834	91%	78	912
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	117	99%	1	118
TAILLAN-MEDOC (LE)	266	94%	17	283
TALENCE	411	98%	9	420
VILLENAVE-D'ORNON	1 100	97%	36	1 136
Total	**19 253**	**96%**	**532**	**19 993**

1.1.2.6 Les accessoires du réseau

Ce sont des équipements essentiels au bon fonctionnement hydraulique des réseaux d'assainissement et à leur exploitabilité. Chaque type d'accessoires a un rôle précis pour assurer le bon écoulement des eaux.

Parmi les 882 équipements recensés, certains permettent notamment :

- un traitement physique des effluents : les dessableurs, les grilles, les siphons, les évents, les déshuileurs-débourbeurs ;
- une protection : les clapets, les barrages anti-pollution, les ventouses ;
- une régulation des flux : passe-débit, ouvrages de régulation, déversoirs d'orage, les vannes.

Un nouveau type d'accessoires a été créé en 2016 pour spécifier les nouveaux points de mesure de débit en eaux usées. Ces derniers ne rentrent pas dans le critère de l'autosurveillance mais complètent la caractérisation des flux dans l'esprit d'un diagnostic permanent de plus en plus abouti. Un travail global de clarification des définitions et types d'accessoires réseaux a été entrepris avec Bordeaux Métropole en 2016. Ce travail sera finalisé courant 2017.

Accessoires sur le réseau	
Nombre d'accessoires en 2016	
AUTOREGULATEUR	3
BARRAGE	3
CLAPET MILIEU NATUREL	106
REJET MILIEU NATUREL	13
CLAPET RESEAU	74
DEGRILLEUR	2
DESSABLEUR	29
DESHUILEUR-DEBOURBEUR	17
DEVERSOIR	77
EVENT	7
GRILLE	39
OUVRAGE DE REGULATION	110
SERVITUDE	151
SIPHON	26
VANNE	42
VENTOUSE	14
MESURE LIMNIMETRE	64
MESURE PLUVIOMETRE	49
MESURE AUTOSURVEILLANCE	34
POINT DE MESURE PLUVIAL	6
MESURE SIRENE	7
MESURE DEBIT EU	9
Total général	**882**

Définitions

1.Clapet réseau : clapet en aval duquel se trouve, au moins, une autre arrivée supplémentaire ;

2.Clapet milieu naturel : clapet en aval duquel le collecteur se rejette directement au milieu naturel ;

3.Rejet milieu naturel : un rejet sans clapet en Garonne, Dordogne, et/ou un milieu naturel quelconque ;

4.Déversoir : un déversoir est un ouvrage de génie civil à seuil permettant, quand celui-ci est atteint, de modifier l'écoulement directionnel des effluents.

Clapets et rejets en milieu naturel			
Désignation de biens	**Adresse**	**Commune**	**commentaire**
JALLE DU BURCK CLAPET GARONNE	CD 10	AMBÈS	
JALLE DE PIETRU CLAPET GARONNE	Route de Pietru	AMBÈS	
SAINT-EXUPERY CLAPET DORDOGNE	RUE DE SAINT EXUPERY	AMBÈS	
BOURG NORD CLAPET DORDOGNE	lieu dit le Fourat, CD 10	AMBÈS	équipé d'alarme à distance en 2013
GARE DE BASSENS CLAPET GARONNE	QUAI DE VIAL	BASSENS	
BARANQUINE CLAPET GARONNE	centre technique GPMB, place E Herriot, Bassens	BASSENS	
VIAL SILO CLAPET GARONNE	79 quai de Vial, poste à péniches, Bassens	BASSENS	zone portuaire, pris en exploitation suite inondation
SAINT LOUIS CLAPET GARONNE	route de Saint-Louit, Bassens	BASSENS	
GENERAL DE GAULLE GPMB CLAPET GARONNE	forme de radoub dans GPMB face gare de frêt, Bassens	BASSENS	zone portuaire, pris en exploitation suite inondation
BELLERIVE DES MOINES CLAPET GARONNE	ds le port autonome, face av Bellerive des Moines	BASSENS	
ESTEY DE FRANCK REJET GARONNE	LOUIS BLERIOT	BÈGLES	
ESTEY TARTIFUME CLAPET GARONNE	Centre commercial Carrefour	BÈGLES	
NOUTARY REJET GARONNE	73 QUAI WILSON	BÈGLES	
PASSERAT CLAPET GARONNE	CHEMIN DU PASSERAT	BÈGLES	
QUAI WILSON 1 CLAPET GARONNE	87 QUAI WILSON	BÈGLES	
QUAI WILSON 2 CLAPET GARONNE	87 QUAI WILSON	BÈGLES	
QUAI WILSON 3 CLAPET GARONNE	QUAI WILSON	BÈGLES	
QUAI WILSON 4 CLAPET GARONNE	93 QUAI WILSON	BÈGLES	
QUAI WILSON 5 CLAPET GARONNE	98 QUAI WILSON	BÈGLES	
QUAI WILSON 6 CLAPET GARONNE	QUAI WILSON	BÈGLES	
QUATRE CASTERA CLAPET GARONNE	CHEMIN DES QUATRE CASTERA	BÈGLES	
VIOLETTES CLAPET GARONNE	Avenue de Labarde	BLANQUEFORT	
BASTIDE CLAPET GARONNE	quai Queyries	BORDEAUX	
AIA CLAPET GARONNE	QUAI DE LA SOUYS	BORDEAUX	
BANLIN CLAPET GARONNE	QUAI de BRAZZA	BORDEAUX	
BRAZZA 195 CLAPET GARONNE	QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
BRAZZA 201 CLAPET GARONNE	QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
BRIENNE NORD CLAPET GARONNE	QUAI DE BRIENNE	BORDEAUX	équipé d'inclinomètre en 2013
BRIENNE SUD CLAPET GARONNE	1 QUAI DE BRIENNE	BORDEAUX	équipé d'inclinomètre en 2013
CAUDERAN NAUJAC REJET GARONNE	QUAI DES CHARTRONS	BORDEAUX	
CHAPELLE SAINT-LOUIS CLAPET GARONNE	RUE ACHARD	BORDEAUX	
DECHARGE PEUGUE REJET GARONNE	QUAI RICHELIEU	BORDEAUX	
DOMERCQ CLAPET GARONNE	BOULEVARD DES FRERES MOGA	BORDEAUX	équipé d'inclinomètre en 2014
DULONG CLAPET GARONNE	50 QUAI DESCHAMPS	BORDEAUX	
ENTREPOT MARITIME CLAPET GARONNE	123/125 QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
JOCK (ex huilerie) CLAPET GARONNE	183/184 QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
LAJAUNIE CLAPET GARONNE	65 QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	équipé d'inclinomètre en 2013
LESTONNAT CLAPET GARONNE	IMPASSE DE LESTONNAT	BORDEAUX	
LETTELIER CLAPET GARONNE	29 QUAI DESCHAMPS	BORDEAUX	poste DIP en amont, équipé d'inclinomètre en 2013
LOUIS FARGUE EJECTEUR 7 REJET GARONNE	QUAI DE BACALAN	BORDEAUX	
MARCHE NATIONAL 1 CLAPET GARONNE	QUAI DE BRIENNE	BORDEAUX	
MARCHE NATIONAL 2 CLAPET GARONNE	BOULEVARD DES FRERES MOGA	BORDEAUX	
MARTIN VIDEAU CLAPET GARONNE	203/204 QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
MAUBEC REJET GARONNE	QUAI DES SALINIERES	BORDEAUX	
MEDOC REJET GARONNE	QUAI DES CHARTRONS	BORDEAUX	
MERCEDES CLAPET GARONNE	QUAI DE BRIENNE	BORDEAUX	
NAUJAC REJET GARONNE	QUAI LOUIS XVIII	BORDEAUX	
PEUGUE CLAPET GARONNE	QUAI RICHELIEU	BORDEAUX	
RUISSEAU D'ARS CLAPET GARONNE	BOULEVARD DES FRERES MOGA	BORDEAUX	
SAINT-EMILION CLAPET GARONNE	84 QUAI DE BRAZZA	BORDEAUX	
SAINT-JEAN REJET GARONNE	BOULEVARD DES FRERES MOGA	BORDEAUX	
THIERS CLAPET GARONNE	RUE DE SEM	BORDEAUX	poste de pompage EU en amont, équipé d'inclinomètre en 2013
BOUTHIER CLAPET GARONNE	contre allée berge garonne bouthier	BORDEAUX	
CHARLES CHAIGNEAU REJET GARONNE	berge garonne zone inexploitable	BORDEAUX	
MARTIN VIDEAU GRAVITAIRE REJET GARONNE	quai de brazza face cité martin videau	BORDEAUX	
GOLF LABARDE CLAPET GARONNE	Av de Labarde à l'intersection avec l'Av du Golf	BORDEAUX	
GIONO SAINTE MARIE CLAPET GARONNE	quai des Queyries/ Jean Giono, Bordeaux	BORDEAUX	déconnecté du réseau public (zone espaces verts)
CHAIGNEAU CLAPET GARONNE	rue Charles CHAIGNEAU	BORDEAUX	
JACQUOTTE CLAPET GARONNE	Voie rapide	BOULIAC	équipé d'inclinomètre en 2013
LES COLLINES CLAPET GARONNE	ROUTE DU BORD DE L'EAU	BOULIAC	
PYLONE EDF CLAPET GARONNE	QUAI DE LA SOUYS	FLOIRAC	
REBEDECH CLAPET GARONNE	146 QUAI DE LA SOUYS	FLOIRAC	noue paysagère de Floirac, équipé d'inclinomètre en 2013
REBEDECH CF CLAPET GARONNE	QUAI DE LE SOUYS	FLOIRAC	affouillement digue au droit de l'ouvrage - SPIRD
USINE EDF CLAPET GARONNE	152 QUAI DE LA SOUYS	FLOIRAC	
VISCONTI CLAPET GARONNE	149 Quai de la Souys	FLOIRAC	
BAS LORMONT REJET GARONNE	PLACE ARISTIDE BRIAND	LORMONT	
CAPITAINERIE CLAPET GARONNE	QUAI CARRIET	LORMONT	
CARRIET CLAPET GARONNE	QUAI CARRIET	LORMONT	
JEAN BONNIN CLAPET GARONNE	RUE JEAN BONNIN	LORMONT	
CIMENT 1 CLAPET GARONNE	QUAI ELISABETH DUPEYRON	LORMONT	
CIMENT 2 CLAPET GARONNE	52 QUAI ELISABETH DUPEYRON	LORMONT	
COTE DE LA GARONNE CLAPET GARONNE	QUAI CARRIET, entrée du PAB no 2	LORMONT	
ELISABETH DUPEYRON CLAPET GARONNE	37 QUAI ELISABETH DUPEYRON	LORMONT	
FLEUVE CLAPET GARONNE	QUAI CARRIET	LORMONT	
GENERAL DE GAULLE CLAPET GARONNE	QUAI NUMA SENSIME	LORMONT	
PONT AQUITAINE REJET GARONNE	QUAI NUME SENSIME	LORMONT	
TABARLY CLAPET GARONNE	ALLEE ERIC TABARLY	LORMONT	
MONTANE CLAPET GARONNE	allée Eric Tabarly, en aval du clapet Tabarly	LORMONT	
CHAIGNEAU BICHON CLAPET GARONNE	au pied du pont d'Aquitaine, Lormont	LORMONT	
PORT DE LAGRANGE 1 CLAPET GARONNE	QUAI DES MOUETTES	PAREMPUYRE	
PORT DE LAGRANGE 2 CLAPET GARONNE	QUAI DES MOUETTES	PAREMPUYRE	
ANTONY CLAPET GARONNE	111 AVENUE DE LA GARONNE	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
BALET CLAPET GARONNE	44 AVENUE DE LA GARONNE	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
BELLE RIVE CLAPET GARONNE	161/165 AVENUE DE LA GARONNE	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
GYMNASE CLAPET GARONNE	LOUIS PIONNEAU	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
JALLE D'ARTIGUEMONGE CLAPET GARONNE	Avenue de la Garonne	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	interventions fréquentes, équipé d'inclinomètre en 2013
JAUMOUILLE CLAPET GARONNE	IMPASSE PAUL JAMOUILLE	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
JOURDANE CLAPET GARONNE	84 Avenue de la Garonne	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
LA GRANGE DU GUA CLAPET GARONNE	147 AVENUE DE LA GARONNE	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
STADE CLAPET GARONNE	Avenue de la Garonne	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
VICTOR HUGO CLAPET GARONNE	117 Avenue de la Garonne	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
JOLIOT CURIE CLAPET GARONNE	av de la Garonne, face rue Joliot Curie	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	
LES TOUREILS CLAPET DORDOGNE	CHEMIN DES TOUREILS	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	
PORT SAINT-VINCENT CLAPET DORDOGNE	D10 lieu dit l'esperon	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	
TOTAL DES TETES EN RIVIERE		**94**	

1.1.2.7 Les équipements d'autosurveillance du réseau

AUTOSURVEILLANCE DES RESEAUX

Des mesures de débit en continu sont disposées sur les principaux exutoires du réseau d'assainissement vers le milieu naturel (déversoirs d'orage et surverses de sécurité).

21 points de rejet sont surveillés depuis 2003 et pour répondre pleinement aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015, Bordeaux Métropole a mis en place 13 points supplémentaires d'autosurveillance réglementaires. Les 33 points de rejets surveillés sont décrits dans le tableau suivant :

Bassin de collecte	Nom du DO	DO équipés phase 1	DO surveillés phase 1	DO équipés phase 2	Nombre de points de mesures associés	Milieu récepteur	Masse d'eau
Louis Fargue	Peugue	1			2	Garonne	Garonne
	Naujac	1			3	Garonne	Garonne
	Caudéran-Naujac	1			2	Garonne	Garonne
	Médoc	1			1	Garonne	Garonne
	Laroque	1			1	Lac de Bordeaux	La Jallère
	Lauzun			1	2	Garonne	Garonne
Clos de Hilde	Jourde	1			1	Garonne	Garonne
	Noutary	1			1	Garonne	Garonne
	St-Jean	1			1	Garonne	Garonne
	IV République	1			1	Eau Bourde	Eau Bourde
	Thiers		1			Garonne	Garonne
	Bastide		1			Garonne	Garonne
	St-Emilion *			1	1	Garonne	Garonne
	Allamandiers			1	2	Garonne	Garonne
	Rue du Port			1	2	Garonne	Garonne
	Peyronnet			1	2	Garonne	Garonne
	Domercq			1	1	Garonne	Garonne
	Arcins			1	1	Garonne	Garonne
	Fontaine Guillot			1	1	Garonne	Garonne
	Palmer			1	1	Garonne	Garonne
Sabarèges	DO Sabarèges	1			1	Gua	Gua
	Sybille	1			1	Garonne	Garonne
	Desclaux			1	1	Desclaux	Gua
	Jaurès			1	1	Garonne	Garonne
	Carriet			1	1	Garonne	Garonne
	Cosmos			1	1	Garonne	Garonne
Lille	Bruges 1	1			1	Jalle Noire	La Jallère
	Bruges 2	1			1	Jalle du Sable	Jalle de Canteret
	Blanquefort ZI	1			1	Jalle de la Lande	Jalle de la Lande
	Foire B	1			1	La Jallère	La Jallère
	La Palue	1			1	Canal de la Violette	La Garonne
	Onze Novembre	1			1	Le Bel Air	Jalle de la Lande
Cantinolle	Camp des Lanciers	1			1	Jalle du Taillan	Jalle de Canteret
Total		18	2	13	39		



En complément des points autosurveillance réglementaires supplémentaires, Bordeaux Métropole a entrepris la réalisation, en deux phases, de surveillance d'autres points pour mieux caractériser les flux :

- 4 points pour les entrées du bassin de collecte Cantinolle
- 6 points pour quantifier les entrées des communes voisines hors Bordeaux Métropole
- 3 points sur des rejets EP significatifs
- 5 points de gestion temps réel pour RAMSES
- 2 points sur les ruisseaux entrant sur le réseau communautaire
- 1 point pour une étude spécifique d'eaux claires parasites sur un bassin de collecte.

ACQUISITION ET EXPLOITATION DES DONNEES

L'autosurveillance des réseaux nécessite l'acquisition et la centralisation de nombreuses informations. A ce jour, elles représentent plus de 100 000 valeurs par jour uniquement pour les 21 points de rejets de la phase 1.

Pour réaliser le traitement de ces données, le logiciel AQUACALC remplace depuis 2016 le logiciel SANDRA devenu obsolète.

AQUACALC est utilisé pour :

- traiter et valider les mesures à partir de nombreux paramètres : marche/arrêt des pompes, ouverture de vannes, niveau de la Garonne…
- analyser les périodes de temps sec et de temps de pluie,
- produire les rapports d'autosurveillance,
- archiver les données.

Pour les sites soumis à l'autosurveillance réglementaire, nous produisons, par système d'assainissement, des synthèses mensuelles des déversements survenus par temps sec et par temps de pluie.

Afin d'évaluer les charges de pollution rejetées lors de chaque déversement, nous réalisons des campagnes ponctuelles de prélèvement des effluents déversés ou susceptibles de l'être. Ainsi nous proposons, chaque année, un planning prévisionnel de prélèvements par site à réaliser selon les situations suivantes : par temps sec ; par temps de pluie ; selon la saison.

Tous les résultats de ces analyses sont moyennés avec ceux des années précédentes sous la forme d'une moyene tronquée (exclusion des valeurs mini et maxi pour chaque paramètre). Cette moyenne par site est ainsi utilisée pour le calcul des flux déversés de l'année.

1.1.3 LES STATIONS DE RELEVAGE

La faible pente moyenne (3 mm/m) des terrains situés sur la rive gauche de la Garonne et l'altimétrie de la plaine alluviale, inférieure au niveau des plus hautes eaux de la Garonne, rendent nécessaire le relevage ou le refoulement des effluents par des stations de pompage.

Bilan de la capacité de pompage nominale en m^3/h			
	Nombre	**Eaux usées**	**Eaux pluviales**
Stations de pompage des eaux usées	98	10 993	
Stations de pompage des eaux pluviales	39		156 563
Stations de pompage sélectives	12	10 698	192 572
Pompages dans les bassins de retenue	10		32 366
Total	**159**	**21 691**	**381 501**

La capacité nominale correspond au débit total dimmensionné lors de l'étude de la station.

Bilan de la capacité de pompage installée en m^3/h			
	Nombre	**Eaux usées**	**Eaux pluviales**
Stations de pompage des eaux usées	98	17 266	
Stations de pompage des eaux pluviales	39		189 972
Stations de pompage sélectives	12	17 272	259 802
Pompages dans les bassins de retenue	10		33 608
Total	**159**	**34 538**	**483 382**

La capacité de pompage installée correspond à la somme de la capacité nominale et de la capacité de pompage de secours.

Bilan 2016 des volumes relevés en m^3			
	Nombre	**Eaux usées**	**Eaux pluviales**
Stations de pompage des eaux usées	98	19 947 536	
Stations de pompage des eaux pluviales	39		12 842 784
Stations de pompage sélectives	12	23 664 496	6 202 552
Pompages dans les bassins de retenue	10		806 629
Total	**159**	**43 612 032**	**19 851 966**

Pour 40 % des stations équipées de débitmètres les volumes pompés sont calculés par intégration des débits instantanés.
Pour les autres stations les volumes sont calculés d'après les temps de fonctionnement multipliés par le débit de tarage issu de campagnes de mesures.

La forte pluviométrie du premier trimestre 2016 a généré une hausse des volumes relevés de 15 % pour la part eaux usées et 40 % pour la part eaux pluviales, par rapport au premier trimestre 2015.

Quatre nouvelles stations ont été ajoutées au patrimoine affermé en 2016, il s'agit de :

- Baranquine : station EU située à Bassens sur le bassin de collecte de Sabarèges ;
- Chemin de Collines : station EU située à Bouliac sur le bassin de collecte de Clos de Hilde ;
- Hourcade : station EU située à Bègles sur le bassin de collecte de Clos de Hilde ;

- Bicentenaire : station EP située à Bègles sur le bassin versant de Clos de Hilde.

Le détail poste par poste est présenté ci-après, par type d'effluents relevés.

Liste des stations de pompage - Eaux Pluviales							TOTAL	
Site	**Nombre de pompes installées**	**Marque**	**Type**	**Pompes débit unitaire m^3/h**	**Capacité pompage nominale m^3/h**	**Capacité pompage installée m^3/h**	**Volume total relevé m^3**	**Energie électrique consommée kWh**
Abattoirs Pi	2	FLYGT	CP 3127 HT	198	198	396	4 500	Saint -jean
Abria Station	3	FLYGT	CP 3300 LT	1 800	5 400	5 400	42 798	12 552
	1	FLYGT	CP 3085	36	36	36		
Acieries Pi	2	FLYGT	CP 3152 MT	133	133	266	27 849	7 282
Ambes Cd 10	5	FLYGT	CP 3300 LT	1 415	8 191	8 191	556 814	STEP CD10
	1	ABS	AFP 3001 M450/6	1 116				
Bas Bouscat 2	3	FLYGT	CP 3530 MT	2 520	7 560	7 560	69 762	Bas bouscat 1
Benauge Bordeaux Pi	2	FLYGT	CP 3085 MT	54	54	108	101	4 630
Bicentenaire	2	XYLEM	DP 3068 MT 473	18	18	35	369	683
Bir-Hakeim Pi	10	FLYGT	CP 3127 MT	151	1 510	1 510	79 744	12 518
Bourg Stade	2	K S B	KRTVF 150	180	180	360	1 307	sur station sous vide
Carbon Blanc	1	BAUDIN	VIDE FOSSE	13	13	13	483	1 156
Castencau Ep	2	FLYGT	CP 3085 MT	90	90	180	8 123	Castencau EU
Cinquieme Republique	2	FLYGT	CP 3085 MT 438	40	40	80	201	342
François de Sourdis	1	FLYGT	CP 3152 MT	25	25	25	2 702	564
Galin	6	FLYGT	CP 3152 MT	288	1 728	1 728	79 961	Bassin E2M
Jalle Des Toureils	1	FLYGT	CS 3500 - 560	4 320		4 320	806 115	14 641
	1	FLYGT	VIS	5 400	5 400	5 400		
Jallere	1	FLYGT	VIS	5 400	5 400	5 400	4 248 569	86 624
Jean Jacques Bosc Pi	2	FLYGT	CP 3152	126	126	252	1 415	7 565
La Gravade Pi	4	FLYGT	CP 3300 LT	1 260	3 780	5 040	105 995	10 201
La Hutte	3	FLYGT	CP 3201 LT	630	1 260	1 890	245 692	13 941
Lajaunie	2	FLYGT	CP 3300 LT	1 260	2 520	2 520	76 444	4 094
Lamande Pi	2	FLYGT	CP 3127	252	252	504	36 351	St Emilion
Leo Lagrange	3	FLYGT	CP 3355	1 800	3 600	5 400	477	22 180
Manon Cormier	4	FLYGT	CP 3300	1 498	4 494	5 992	44 782	7 684
Michaelis Pi	3	FLYGT	CP 3152	540	1 080	1 620	58 708	3 610
Naujac	3	FLYGT	CL 7100 G2	8 280	38 800	45 900	1 712 097	58 033
	3	FLYGT	CL 7100	7 020				
Ornano	3	FLYGT	CP 3500	2 592	7 776	7 776	835	Caserne pompier
Paul Emile Victor Pi	2	FLYGT	CP 3127	202	202	404	3 849	8 141
PERIER	4	FLYGT	7050.680	1 800	7 200	7 200	3 447 541	84 886
	2	FLYGT	3127.181 MT437	180	360	360		
Peyronnet Pi	2	FLYGT	CP 3127	90	90	180	839	Saint-jean
Pont De La Grave	4	FLYGT	3 CP3201LT 1 CP3200LT	720	2 160	2 880	148 023	24 324
Pont De Pierre Pi	2	FLYGT	CP 3170 LT	648	648	1 296	8 955	Thiers
Ravezies Pi	2	FLYGT	CP 3085 MT	50	100	100	9 770	186
Rochemond	1	FLYGT	3068 MT 471	20	20	20	2 392	250
Saint Exupery Ambes	2	FLYGT	CP 3200 LT	479	479	958	666	Saint-Exupéry EU
Saint Genes Pi	2	FLYGT	1 CP3201 MT 1 CP3200MT	324	324	648	1 108	464
Saint Jean	6	FLYGT	LL 3601	5 400	27 000	32 400	458 964	101 733
Siphon D'Ars Brascassat	1	FLYGT	CT 3531- 625	3 600	3 600	3 600	189 294	24 122
	1	FLYGT		100	100	100		
Tartifume	3	LANDUSTRIE	VIS S 210	7 200	14 400	21 600	229 492	58 964
TREMIE TRAM PESSAC PI	3	K S B	KRTE 80-250	108	216	324	129 698	4 175
Ss-total pompage eaux Pluviales	**39**				**156 563**	**189 972**	**12 842 784**	**575 545**

Liste des stations de pompage sélectives - Eaux Pluviales							TOTAL	
Site	**Nombre de pompes installées**	**Marque**	**Type**	**Pompes débit unitaire m3/h**	**Capacité pompage nominale m3/h**	**Capacité pompage installée m3/h**	**Volume total relevé m3**	**Energie électrique consommée kWh**
Bas Bouscat 1	3	BREGNET	XE 400 L	3 600	10 800	10 800	7 161	
BASTIDE	2	FLYGT	Eaux chargées	180	180	360	498 037	
	1	FLYGT	Eaux décantées	3 780	3 780	3 780		
	8	FLYGT	Eaux pluviales	3 780	18 900	30 240		
Cauderan Naujac	1	FLYGT	CP 3601-941	6 120	6 120	6 120	89 930	
Cite Noel	3	FLYGT	3201 LT	630	1 260	1 890	4 540	
ENTRE DEUX MERS	3	FLYGT	CP 3300 MT 641	900	1 800	2 700	127 376	
Jourde	4	FLYGT	LL 3601	6 480	30 240	59 040	1 548 324	
	1	FLYGT	CP 3500	4 320				
	2	S W	MOQBY 740 B	14 400				
Laroque	2	S W	ACH 800	7 200	14 400	14 400	617 180	
Lauzun	2	FLYGT	LP 7100	8 586	25 812	30 132	777 189	
	3	FLYGT	CP 3500	4 320				
Medoc	3	FLYGT	PL 7101-835	7 200	19 800	27 000	497 882	
	1	FLYGT	LL 3602-805	5 400				
Noutary	3	BERGERON	SU 168 (moto pompes)	8 100	30 600	38 700	900 223	
	2	BERGERON	SU 168 (électropompes)	4 500				
	2	BERGERON	ST 140/5	2 700				
Pinel	1	FLYGT	CP 3102 MT	80	80	80	1 541	
Saint Emilion	6	FLYGT	CP 3602	5 760	28 800	34 560	1 133 169	
Ss-total pompage sélectives	**12**				**192 572**	**259 802**	**6 202 552**	

NB : L'énergie électrique consommée des stations de pompage sélectives EP se trouve dans le tableau des stations de pompage sélectives EU

: Changement de pompe en 2016

: Nouvelle station intégrée en 2016

Liste des bassins de retenue avec pompes							TOTAL	
Site	**Nombre de pompes installées**	**Marque**	**Type**	**Pompes débit unitaire m3 / h**	**Capacité pompage nominale m3 / h**	**Capacité pompage installée m3 / h**	**Volume total relevé m3**	**Energie électrique consommée kWh**
Abria Bassin	3	FLYGT	CP 3400 - 735	1 080	2 160	3 240	199	12 736
	1	FLYGT	Drainage	36	36	36		
Alfred Giret	2	FLYGT	CP 3400 - 745	1 357	2 714	2 714	199	29 335
	1	FLYGT	NP 3153 ,180	216	216	216		
Alhambra	2	FLYGT	CP 3356 - 610	1 800	3 600	3 600	92 796	7 682
	1	FLYGT	Drainage	100	100	100		
Bergonie	2	FLYGT	CP 3500 - 620	1 800	3 600	3 600	20 430	3 723
	1	FLYGT	Drainage	144	144	144		
Carmaux	2	FLYGT	Drainage	32	64	64	62 876	10 592
Carreire	4	FLYGT	CP 3400	2 500	10 000	10 000	69 664	44 019
Chene Vert	2	FLYGT	CP 3085 - 432	36	36	72	28 930	6 472
Entre-Deux-Mers	1	CAPRARI	KCW080HA+005141N1	30	30	30		
Grenouillere	3	FLYGT	L 3400 - 875	3 060	9 180	9 180	531 535	126 375
	2	FLYGT	3201	126	126	252		
Larminat	2	FLYGT	CP 3152 MT - 431	180	360	360	0	Sur bassin Abria
Ss-total pompage Bassins	**10**				**32 366**	**33 608**	**806 629**	**240 934**

Liste des bassins de retenue sans pompe	
Site	**Energie électrique consommée kWh**
ARCHEVEQUE	1 331
BEAUDESERT	4 668
BEQUIGNEAUX	2 667
BLEU (VOIRIE)	252
BOIS GRAMOND	2 701
BOURGAILH	1 389
BOURRAN AVAL	4 728
CAMPONAC	2 057
CHAMBERY	3 963
CITE DES PINS (VOIRIE)	2 530
CURIE	962
DINASSAC	1 145
FONTAUDIN	2 065
LA GRAVETTE	692
LAFONTAINE	2 175
LAMOTHE LESCURE BASSIN	871
LE BURCK DEGRILLEUR	2 921
LEYSOTTE	1 198
MAGINOT	3 012
MAGONTY CAP DE BOS	2 118
MARRON OUEST I et II (PARC D'ACTIVITES)	325
MIGRON BARDENNE	1 558
MONTSOURIS	1 617
PERINOT	6 337
REBEDECH	4 090
RUISSEAU D'ARS AVAL	7 829
SIPHON D'ARS FONTAINE GUILLOT AMONT	4 880
THOUARS	2 751
ZONE PORTUAIRE BASSENS AVAL (VOIRIE)	565
Ss-total bassins sans pompage	**73 397**

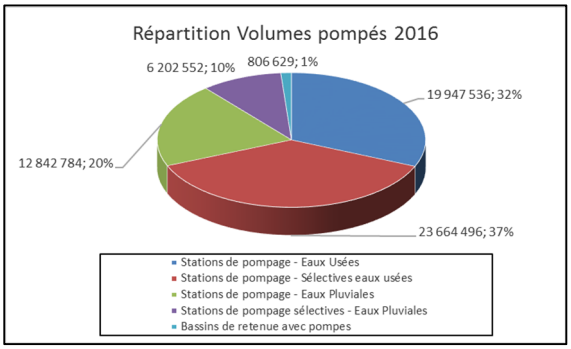
Les bassins ci-après qui ne disposent pas de pompage sont néanmoins consommateurs d'énergie (dégrilleur, bâtiment, etc …).

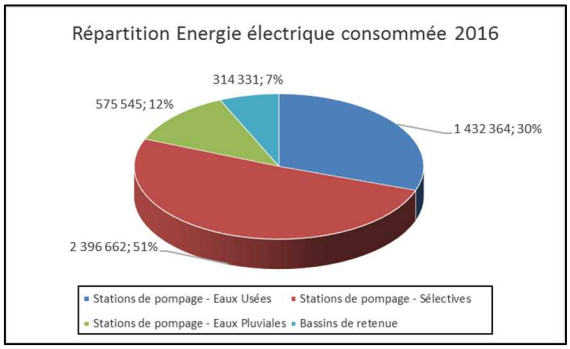
	Capacité pompage nominale m^3 / h	**Capacité pompage installée m^3 / h**	**Volume total relevé m^3**	**Energie électrique consommée kWh**
Total Eaux Pluviales - Année 2016	**381 501**	**483 382**	**19 851 966**	**889 876**

Liste des stations de pompage - Eaux Usées							TOTAL	
Site	**Nombre de pompes installées**	**Marque**	**Type**	**Pompes débit unitaire m3/h**	**Capacité pompage nominal m3/h**	**Capacité pompage installée m3/h**	**Volume total relevé m3**	**Energie électrique consommée kWh**
ALFRED DANEY	2	FLYGT	CP 3085	25	25	50	65 795	2 827
ANDRE MESSAGER	2	FLYGT	3085-181	47	47	94	290 628	sur TASTA
ARCINS	3	XYLEM	NP 3202 HT 454	216	432	648	805 097	130 618
AVENUE DU ROY	2	FLYGT	CP 3127 HT 481	15	15	30	96 211	16 291
BARAIL (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	9	18	18	7 641	1 709
BARANQUINE (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 61/4V V-5,5	15	15	30	456	514
BARTHEZ (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 16/4 VVI - 130,40,20/1,5	18	18	36	305	505
BEAUSEJOUR Zac	2	FLYGT	CF 3085	18	18	36	22 993	3 961
BERLIQUETS	2	FLYGT	CS 3201 SH 263	57	57	114	145 673	68 910
BERNATETS	2	FLYGT	CP 3102 MT180 r430	76	76	152	58 241	2 809
BLANQUEFORT ZI	1	FLYGT	CP 3300-180 MT r644	500	1 250	1 250	1 716 442	109 071
	1	FLYGT	CP 3300-180 MT r641	750				
BOIS GRAMOND EU (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	18	18	36	3 151	554
BROWN EU	2	FLYGT	CP 3085	20	20	40	13 693	966
BRUGES 1	2	FLYGT	CP 3152 - 180 MT	152	152	304	367 449	38 941
BRUGES 2	2	FLYGT	CP 3152-181 MT	120	240	240	427 026	41 030
CAISSE DES DEPOTS	2	FLYGT	CP 3101-180 LT	162	162	324	8 919	817
CALIXTE CAMELLE (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 16/4 VVI - 130,40,20/1,5	34	34	68	54 785	3 261
CAMP DES LANCIERS	3	FLYGT	CT 3152	330	660	990	1 157 022	56 665
CANTERANNE	2	FLYGT	DP 3085-181 HT 276	9	9	18	2 581	1 217
CARLE VERNET	3	FLYGT	NP 3171.091 LT	540	1 080	1 620	4 590 749	155 842
CARRIET EU	2	FLYGT	NP3140-180	145	145	290	568 027	28 458
CASTENCAU EU	2	FLYGT	NP 3153.181 HT 451	60	60	120	134 477	28 335
CAUPIAN EU	3	FLYGT	CT 3127 MT	76	152	228	69 991	12 296
CHEMIN DE LA VIE	2	XYLEM	NT3127 SH246	56	56	112	226 075	50 813
CHEMIN DES COLLINES	2	XYLEM	NT3085 MT- 462	17	17	34	144	320
CHEMIN DES MAURES	2	FLYGT	CP 3126	166	166	332	156 003	4 036
CHEVALIER	2	FLYGT	NP 3127-HT.181-r487	57	57	114	125 473	12 329
CLOS DE SAIGE	2	WENCO	S 50 ROUE Ø110	17	17	34	4 049	962
CLOS PEYBOIS	2	FLYGT	CP 3102 MT	18	18	36	5 789	1 326
COCUT (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 21/4 VVI - 165,40,20/2,2	7	7	14	4 046	3 466
CROIX NOIRE (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 20/4	12	12	24	5 442	2 614
DOMAINE DE BELFONTAINE	2	FLYGT	NP 3085HT 253	15	15	30	16 039	1 863
DOMANIALES	2	FLYGT	CP 3085 MT	26	26	52	30 042	3 514
EAU BLANCHE	3	FLYGT	NP 3153 MT 432	216	432	648	1 243 200	STEP CDH
EMILE COUNORD	2	XYLEM	NP3153 MT 432	144	288	288	414 228	GRENOUILLERE
FAIZEAU	2	FLYGT	DP 3068 MT 471	16	16	32	3 661	1 003
FAUVETTE	2	FLYGT	3085-181-15	36	36	72	13 170	1 757
FIEUZAL	2	XYLEM	NP 3102 MT 460 ADA	22	22	44	36 941	2 885
FOIRE A	2	FLYGT	CP 3127-180 MT	151	151	302	181 411	13 894
FOIRE B	3	FLYGT	CP3152-180 MT	120	240	360	286 795	32 388
FORGERON	2	FLYGT	CP 3085	35	35	70	9 536	581
GARONNE (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	5	5	10	517	632
GRANDJEAN	2	FLYGT	CP 3127-181 480	49	49	98	248 226	32 356
HAMEAU D'EPSOM	2	FLYGT	CP 3127	6	6	12	4 152	4 226
HOURCADE	2	KSB	KRTF 80-220/034UKG-H	11	11	21	778	519
HUSTIN (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 16/4 VVI - 130,40,28/1,5	6,5	6,5	13	2 577	1 547
ISSAC	2	FLYGT	3085-181	60	60	120	37 698	2 131
JARDINS DE COTOR (LOT)	2	FLYGT	DP 3057.181 MT 232	20	20	40	47 133	2 972
JEAN JAURES	1	FLYGT	DP 3067 180 MT r482	4	19	34	861	766
	2	FLYGT	DP 3067 180 MT r481	15				
JEANNE D'ARC (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 16/4 VVI - 130,40,20/1,5	7	7	14	2 069	868
LA BOETIE	2	FLYGT	NP3127-180MT	112	112	224	388 522	21 105
LA MELOTTE EU	2	FLYGT	NP3153 SH 274	64	90	128	186 135	37 260
LA PALUE	2	FLYGT	3152-181 MT	220	220	440	277 915	18 980
LAMOTHE LESCURE EU	2	UNITEC	S 50 R	20	20	40	12 493	755
LANDEGRAND (DIP)	2	DIP/SIDE	SIDE 11/4 V V -1,5 Kw	25	25	50	34 111	1 571
LARRUE	2	FLYGT	3085-181-15	65	65	130	11 816	733
LARTIGUE MARTIN (DPL)	2	DIP/KSB	GRUNDFOS SEV 80 80	16	16	32	1 971	801
LE TASTA	2	ABS	FR 150/100-32 CB 2 160L	115	115	230	75 369	90 351
LECOCQ	1	FLYGT	3067-180	19	19	19	932	703
LES AUBIERS	1	FLYGT	NP 3153MT 435	140	140	140	369 371	sur Laroque
LES SAULES	2	FLYGT	CP 3127	75	75	150	36 087	1 709
LETELLIER (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 16/4 VVI 1,5	11	11	22	77 125	6 719
LEYRAN	2	KSB	NF 50-170/002 ULG 107	18	18	36	29 363	1 009
LIXIVIAT JALLERE	2	FLYGT					6 633	sur JALLERE
MACAU (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 21/4 VVI - 165,30,20/2,2	9	9	18	1 404	1 034
MALUS	2	FLYGT	CP 3102 MT 430	40	40	80	46 820	4 716
MENDES FRANCE (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 61/4V V-5,5	36	36	72	24 890	Pt LAGRAVE
METRO	2	FLYGT	CP 3082-180 MT	60	60	120	13 911	868
MICHAELIS EU	2	FLYGT	CP 3068 251 HT	27	27	54	47 701	2 953
MOULIN NOIR EU	2	FLYGT	NP 3127.121. HT	75	75	150	134 364	11 986
NODIER	2	FLYGT	CP 3085-MT	11	11	22	4 737	1 021
ONZE NOVEMBRE	2	FLYGT	NP 3102 MT 462	150	150	300	540 790	18 659
PARC DE L'ETOILE	2	FLYGT	CP 3085 HT 250	8	8	16	21 342	5 122
PARKING 1 FOIRE	2	FLYGT	CP 3102 MT430	120	120	240	15 962	parc expo
PARKING 2 FOIRE	2	FLYGT	NP 3085 MT463	60	60	120	18 276	parc expo
PATY MALLET	2	FLYGT	CP 3127 MT 435	100	100	200	153 719	5 132
PHARE	2	FLYGT	CP 3127.181 MT 432	112	112	224	378 181	21 432
PONT DE LA PIERRE	2	GUINARD	EC 1000 C 819	40	40	80	26 838	3 288
QUATRIEME REPUBLIQUE	3	FLYGT	CP 3152 MT 432	116	232	348	951 375	37 963
RENARDEAUX	2	UNITEC	S 50	68	68	136	13 101	627
ROSA BONHEUR (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	8	8	15	565	909
SAINT-EXUPERY AMBES	2	FLYGT	CP 3101	83	83	166	55 760	6 542
SAINT-EXUPERY GRADIGNAN	2	WENCO	S 50 ROUE Ø90	11	11	22	2 353	699
SAINT-LOUIS DE MONTFERRAND	2	KSB	KWPK 65/315	68	68	136	53 865	101 810
SALZEDO (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	5	5	10	1 889	895
SANTA MONICA	2	FLYGT	3085-181-15	36	36	72	48 132	2 673
SEGUR	2	FLYGT	3127-180 HT	55	55	110	102 710	9 950
SICART (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15/4 VV 2x/1,5	5	5	10	205	477
SYBILLE	3	FLYGT	CP 3300	734	1 468	2 202	1 027 844	73 502
THIERS	2	FLYGT	3127 181 421	180	360	360	654 071	28 281
TOCTOUCAU	2	FLYGT	3102-180	35	35	70	66 127	6 604
TROIS CHENES (DIP)	2	DIP/Flygt	NT 3085 MT 463	55	55	110	22 924	619
TRW	2	FLYGT	CP 3101-MT	61	61	122	93 551	sur Foire A
VALLON	2	FLYGT	CP 3085 MT	43	43	86	31 850	2 663
VAUBAN (DIP)	2	DIP/SIDE	DIP 15 / 4 VV	9	9	18	2 924	806
VICTOR HUGO	2	FLYGT	CT 3127	90	90	180	146 054	11 157
VILLAGE DU CHATEAU	2	ABS	AF 15-4V	30	30	60	22 052	1 829
Ss-total stations de pompage eaux usées (97)					**10 993**	**17 266**	**19 947 536**	**1 432 364**

Afin de mieux maîtriser son impact énergétique, la SGAC a mis en place un automatisme de pompage innovant appelé « PRV2 » qui permet de surveiller à chaque pompage la capacité hydraulique des pompes et de déclencher automatiquement, si nécessaire, un dévirage pour décolmatage de la volute. Cet automatisme, garantissant de conserver le rendement de pompage optimum, n'est applicable que sur des postes équipés de débitmètre et de pompes munies de roues qui permettent le dévirage. Ce dispositif est mis en œuvre lors des renouvellements d'armoire (environ 30% du parc réalisé à ce jour).

Liste des stations de pompage - Sélectives eaux usées							TOTAL	
Site	**Nombre de pompes installées**	**Marque**	**Type**	**Pompes débit unitaire m3/h**	**Capacité pompage nominal m3/h**	**Capacité pompage installée m3/h**	**Volume total relevé m3**	**Energie électrique consommée kWh**
Bas Bouscat 1	2	FLYGT	CP 3152 -181 M	288	576	576	884 537	156 609
BASTIDE	2	FLYGT	NP 3153.433 MT	72	72	144	270 295	258 540
Cauderan Naujac	2	FLYGT	CP 3300-180 MT	900	1 800	1 800	3 254 976	157 054
Cite Noel	3	FLYGT	CP 3126-180 MT	144	288	432	130 799	4 368
Entre-Deux-Mers	2	FLYGT	CP 3102 - MT 430	97	194	194	308 627	64 999
Jourde	3	FLYGT	NP 3202 MT433	360	1 080	1 080	4 508 605	515 266
Laroque	3	FLYGT	CP3201	648	2 196	2 844	4 481 815	250 508
	1	XYLEM	NT 3301 MT 634	900				
Lauzun	3	FLYGT	CP 3201-120LT	648	1 944	2 592	2 609 206	164 996
	1	XYLEM	NP 3202 MT 641	648				
Medoc	4	FLYGT	LL 3300	1 512	1 512	6 048	1 826 409	127 559
Noutary	3	FLYGT	CP 3201	360	720	1 080	4 003 491	328 516
Pinel	1	FLYGT	CP 3068	28	28	28	22 749	1 931
Saint Emilion	2	FLYGT	CP 3202.180	227	288	454	1 362 987	366 316
Ss-total stations de pompage sélectives (12)					**10 698**	**17 272**	**23 664 496**	**2 396 662**
Total Eaux Usées - Année 2016					**21 691**	**34 538**	**43 612 032**	**3 829 026**





BILAN DES TEMPS DE FONCTIONNEMENT ET DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE PAR STATION DE RELEVAGE *(cf. Annexes 8.2.2).*

ETAT ESTHETIQUE DES STATIONS DE RELEVAGE

Le Pôle usines de la SGAC évalue chaque année l'état esthétique et structurel de l'ensemble des stations de pompage et des bassins selon une méthode qui s'appuie sur 4 catégories : Bâtiment intérieur/extérieur / Clôture & portail / Voirie / Espaces verts.

Une notation d'état de 0 à 2 (mauvais à bon) ainsi qu'une notation de criticité de 0 à 1 (moyen terme à urgent) sont attribuées à chaque catégorie lors de la visite effectuée *(Cf. Annexes 8.2.18).*

Les visites faites des 175 sites en 2016 ont permis d'identifier 5 sites pour lesquels la note finale ne correspond pas à l'objectif fixé de 75. Les travaux prévisionnels pour ces sites sont listés dans le tableau ci-joint.

Etat esthétique stations de relevage et bassins : plan d'action 2017		
Stations de relevage	**Origine de la pénalisation esthétique**	**Actions engagées**
Camp des Lanciers	Peinture extérieure ; dégrilleur et canalisations	Rvt des canalisations intérieures à prévoir à court terme (2017)
		Peinture extérieure > 20 m² à prévoir à court terme
Ravezie PI	Aspect intérieur et extérieur modeste car site impacté par trvx TRAM-TRAIN et attente décision destruction ou pas du site	Attente informations concernant le devenir de cette Station (Aménagement Ex station SNCF) : Démolition ?
La Jallère	Rapport d'état GC remis en 2014	Réunion BM ; MAIRIE ; SGAC faite en juillet 2014 Attente intervention mairie
		Surveillance des déformations GC
Abattoirs PI	Dégradation générale du site	Site impacté par trvx Euratlatique en cours
Jean Jacques Bosq PI	Bâtiment technique dans un conteneur	Attente AVP de modification voiries pour réaliser trvx en adéquation avec projet

1.1.4 LES BASSINS D'ETALEMENT

Le système d'assainissement métropolitain est caractérisé par une capacité importante d'écrêtement des débits générés par les pluies. Les dispositifs d'écrêtement sont implantés à deux niveaux :

• en amont du réseau public, à l'interface avec les installations d'assainissement privées. Ce sont les solutions dites « compensatoires ». Elles permettent de limiter les eaux de ruissellement vers l'aval.

• en ligne sur le réseau pluvial, un ensemble de grands bassins de retenue disposés sur les principales artères du réseau hydrographique permettent de réguler les écoulements pour protéger l'agglomération des inondations.

A fin 2016, le périmètre du service d'assainissement compte 190 bassins de retenue soit une capacité de stockage de 2 039 882 m^3.

Les nouveaux bassins intégrés en 2016 sont les suivants :

- ✓ Domaine de Feydeau à Artigues
- ✓ Le Tertre à Bassens
- ✓ Domaine de Bellefontaine à Bouliac
- ✓ Bengalis à Pessac
- ✓ Castel de Pontac à Villenve d'Ornon.

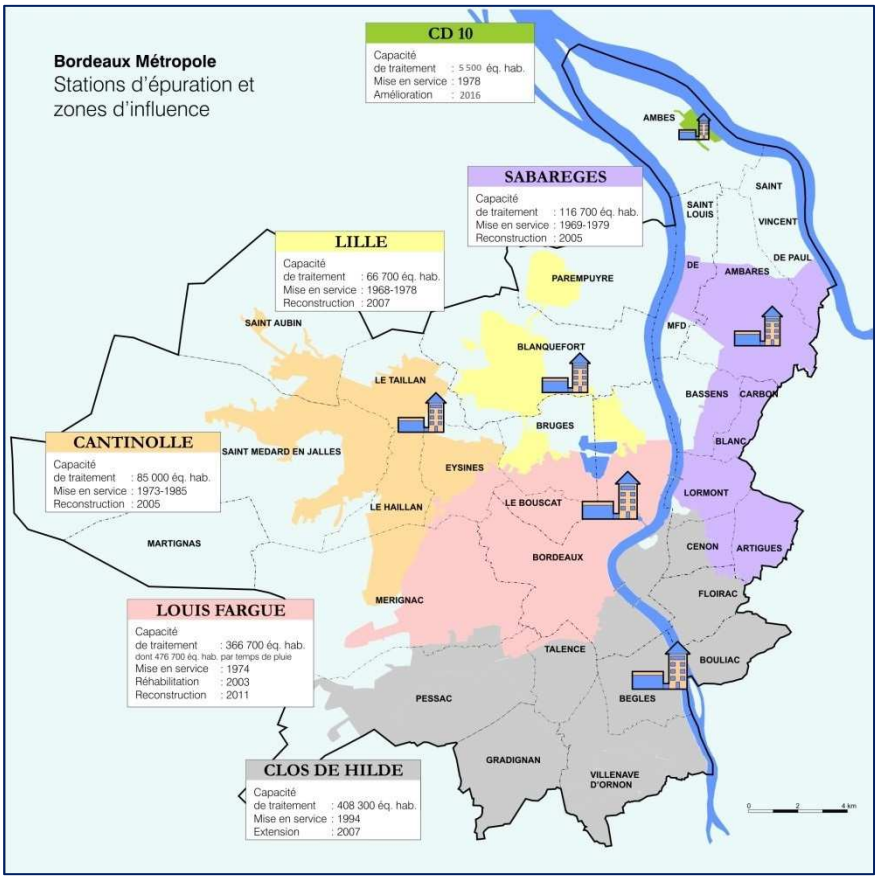
Liste d'exploitation des bassins affermés							
Commune	**Nom**	**Adresse**	**Année de prise en charge**	**Bassin Enterré ou ciel ouvert**	**Bassins en eau ou à sec**	**Bassin en lot ou de voirie**	**volume**
Ambarès	Clos Bernatet	Avenue de Jourdanne	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	132
	Clos Saint-Michel	Rue du Treuil	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	247
	Domaine de Lamarque	Avenue du Chemin de la vie	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	256
	Jardins de Lagrave	Rue lamartine	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	173
	Place du canton 1	Rue du Canton	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	50
	Place du canton 2	Rue du Canton	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	200
	Quatre saisons	Rue Vivaldi	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 103
	Val de Bares	Rue Jean-Jaurès	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	415
	Les jardins de Marsillon	Rue Lamartine angle Léon Blum	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	260
	Pré des Places	Avenue Claude Taudin	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	403
Ambès	Lansac Nord	Rue Denise Bouchon	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	445
Artigues	Pelouses de techeney	Avenue de Techeney	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	128
	Domaine de Feydeau	Rue Louise Michel	2016	enterré	Bassin à sec	lotissement	377
	Treille	Rue Berthy Albrecht	2009	enterré	Bassin à sec	lotissement	80
Bassens	Pichon	Avenue Manon Cormier	1987	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	9 300
	Fantaisie	Rue Léo Lagrange	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	3 687
	Montsouris	Rue du Grand Loc	1994	enterré	Bassin en eau	voirie	83 000
	Le Tertre	Rue des Marronniers	2016	enterré	Bassin à sec	lotissement	250
	Zone portuaire	Bd des Industies	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	39 000
Bègles	Clos Via Nova	Rue Jean André Toussaint	2014	enterré	Bassin à sec	lotissement	83
	Bergonié Amont	Rue des fréres Moga	1993	enterré	Bassin à sec	voirie	16 000
	Clos Edmond Rostand	Rue Jules Ladoumègue	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	29
Blanquefort	Dinassac	Rue Jean Duvert	2001	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	110 000
	Lagorce	Rue de Grattecap	2012	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	1 700
	Domaine & clos Peybois	Rue Clement Ader	2004	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	305
	Indar	Rue François Coli	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	620
Bordeaux	Aubiers TRAM	Rue du Jonc	2011	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	234
	Abria bassin	Rue Joseph Abria	1998	enterré	Bassin à sec	voirie	23 500
	Alhambra	Rue D'Alzon	1995	enterré	Bassin à sec	voirie	12 000
	Bastide	Quai des Queyries	2006	enterré	Bassin à sec	voirie	6 400
	Carreire	Rue Eugene Jacquet / Rue du Docteur Rocaz	2007	enterré	Bassin à sec	voirie	40 000
	Larminat patinoire	Rue Général de Larminat	1995	enterré	Bassin à sec	voirie	14 000
	Louis Fargue	71 cours Louis Fargue	2012	enterré	Bassin à sec	voirie	22 000
	Grenouillère	Rue Pierre Chareau	2002	enterré	Bassin à sec	voirie	65 000
	Maginot	Rue André Maginot	1985	enterré	Bassin à sec	voirie	25 000
	Périnot	Rue du 8eme Régiment d'Infanterie	1984	enterré	Bassin à sec	voirie	38 000
	Saint Emilion	Boulevard André Ricard	1995	enterré	Bassin à sec	voirie	5 600
	Eagle (lot)	Rue Jean Anouilh	2001	enterré	Bassin à sec	lotissement	46
	Stehelin Passy	Allée de Passy	2007	enterré	Bassin à sec	lotissement	47
	Domaine des Cottages	Rue Carton	2004	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	430
	Albatros (emprise privée - régula	Rue Jean Anouilh	2001	enterré	Bassin à sec	voirie	252
	Pont JCD (régularisation BM)	Quai de Brazza rive droite aval	2013	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	250
Bouliac	Domaine de Canterane	Chemin de la Patte	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	94
	Domaine de Belfontaine bassin	Chemin de Mélac	2016	enterré	bassin à sec	lotissement	563
	Val de berliquet	Rue de Berliquet	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	500
Bouscat (Le)	Bas Bouscat 2	Rue Baudin	1982	enterré	Bassin à sec	voirie	1 800
Bruges	cottage village 1	Rue du Peyot	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	121
	Cottage village 2	Rue du Peyot	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	54
	Les tilleuls	Rue des Tilleuls	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	65
	Jardins du Limancet	Rue Pascal Triat	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	113
	Bequigneaux	Rue Prévost	1987	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	102 800
	Fieusal bassin	Rue de Fieuzal	2014	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	11 000
	La Hutte	Avenue de la réserve	1994	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	66 000
Carbon blanc	Clos Favols	Avenue Victor Hugo	1999	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	11 930
	Enclos de la Gardette	Rue de Martainville	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	113
	Hautes Rives	Rue du Vignoble	2011	enterré	Bassin à sec	lotissement	108
	Parc de Brugnon	rue san Martin de Valdeiglesias	2006	enterré	Bassin à sec	lotissement	228
Cenon	Emile Combes	Rue Claude deschamps	1990	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	950
	Entre deux mers	Rue Emile Combes	1989	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	10 000
	Thalweg Bellefonds	Route de Bellefonds	2012	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 707
Eysines	Bleu	Rue du Bleu / rue de la Rosiere	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	6 600
	Vignan	Rue du Vignan	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	150
	L'enclos de Vignan	Rue Parmentier	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	260
	Quartier vignan	Avenue du Haillan / rue du Bleu	2012	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 000
	Migron Bardenne	Rue des Tulipes	1985	enterré	Bassin à sec	voirie	8 000
	Cantinolle (bassin tampon)	route du Médoc	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 300
	Lamothe Lescure	Avenue du Taillan-Médoc	1985	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	22 000
Floirac	La Gravette	Cote de Monrepos	1989	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	3 800
	Libération	Avenue de la Liberation	1996	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	5 000
	Alfred Giret	Rue Emile Combes	2003	enterré	Bassin à sec	voirie	11 700
	La Ronceray	Rue des Merles	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	69
	Jacquotte	Avenue Gaston Cabannes / rte de Latresne	1977	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	18 000
	Jules Guesde	Quai de la Souys / rue jules Guesde	2013	enterré	Bassin à sec	voirie	1 280
	Rebedech	Av du Pt François Mitterrand/côte d'Hénin	1990	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 900
Gradignan	Chenaie d'ornon	Rue Bernard Palissy	2012	enterré	Bassin à sec	lotissement	150
	Clos de Graves	Allée des Vignerons	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	128
	Domaines d'Ornon 1 et 2	Rue Bernard Palissy	2012	enterré	Bassin à sec	lotissement	312
	Hameau de rochefort	Allée de la Clairière	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	340
	Route de Léognan(drain)	Route de Léognan	2010	enterré	Bassin à sec	voirie	39
	Bois d'Anduche	Allée du Bois d'Anduche	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	450
	Le Domaine de Beausoleil	Square du Médoc	2011	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 610
	Prince de Galles	Allée du Prince de Galles	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	312
	Château Montgaillard	Allée Pierre de Ronsard	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	370

Liste d'exploitation des bassins affermés							
Commune	**Nom**	**Adresse**	**Année de prise en charge**	**Bassin Enterré ou ciel ouvert**	**Bassins en eau ou à sec**	**Bassin en lot ou de voirie**	**volume**
Haillan (Le)	Toussain Catros 1&2 ZAC	Rue Ariane	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	360
	Cantinolle RD 1215	Rue du médoc - Rond-point Pénétrante	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	1 000
	RD 1215	Rue de saint Estèphe - ch de Jallepont	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	40 000
	Clos Haut de Jallepont	Chemin des Vignes de Bussac	2012	enterré	Bassin à sec	lotissement	231
	Couqueou	Rue des Palombes	2009	enterré	Bassin à sec	lotissement	72
	Vieux chène	Rue du Vieux Chêne	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	152
	Le jardin de Tauzin	Allée de Moulis	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	214
	Jardins de Meycat	Rue Promenade des Girondins	2004	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	928
	L'Hustinière	Rue des Emaux	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	270
	Bois d'Emeraude	Rue du Bois de l'Emeraude	2005	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	132
Lormont	L'enclos de Lissandre (aval)	Rue des Palombes	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	800
	Le parc Saint valentin	Rue des Amoureux	2012	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	300
	Le Clos du château	Rue du clos château	2015	enterré	Bassin à sec	lotissement	242
	Buttinière	Rue Edmond Martin	2002	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	1 000
	l'Archeveque	Rue d'Yvrac	1971	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	136 000
Martignas	Berges de la Jalle	Impasse Ludovic Trarieux	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	500
	Ludovic Trarieux	Impasse Ludovic Trarieux	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	800
	Bruyeres	Impasse les Bruyeres	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	300
	Menestrels	Impasse les Menestrels	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	150
	Victor Schoelcher	Impasse Victor Schoelcher	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	500
Mérignac	Marron Ouest 1 & 2	Rue Jacques Prevert	1997	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	6 520
	Bio Parc	Allée Charles Darwin	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	480
	Cité des Pins	Rue Alphonse Daudet/Paul Valery	2008	enterré	Bassin à sec	lotissement	580
	L'anse de Grombalia	rue Mona Lisa	2006	enterré	Bassin à sec	lotissement	169
	Clairière du chut	Rue de la Clairière du chut	2010	enterré	Bassin à sec	lotissement	86
	Clos Fourchateau	Allée des Cèdres	2010	enterré	Bassin à sec	lotissement	20
	Jardins de Merignac	Rue Boris Vian	2010	enterré	Bassin à sec	lotissement	159
	Laurentides 1 et 2	Rue des Laurentides	2014	enterré	Bassin à sec	lotissement	106
	Beaudésert	Chemin de Magret	1991	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	68 900
	Bourran aval	Rue Léo Lagrange	1969	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	135 000
	Belle Ombre	Chemin de Pagneau	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	365
	carmaux	Avenue de la Fraternelle	1979	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	220 000
	chene vert	Rue de la Tour de Veyrines	1981	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	67 000
	Lafontaine	Rue Jean Monnet	1995	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	72 350
	Domaine de Lucatet (emprise pri	Avenue de l'Europe	2009	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	3 500
Parempuyre	lisière du Vignoble	Rue de Villa	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 383
	Magnolias	Rue des Magnolias	2009	enterré	Bassin à sec	lotissement	150
	Château Clément Pichon	Avenue Château Pichon	1997	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	31 000
Pessac	Chappement	Avenue du Dauphiné	2011	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	2 500
	Bengalis	allée des Eperviers	2016	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	80
	Bois de Magonty	Rue Jean Poiret	2015	enterré	Bassin à sec	lotissement	78
	Cottages Haut leveque	Rue Robert et Jean Dagorn	2010	enterré	Bassin à sec	lotissement	174
	Enclos de la poudriere	Allée de l'enclos	2006	enterré	Bassin à sec	lotissement	43
	Près de Toctoucau	Rue du Petit Bois	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	360
	Camponac	Avenue Arago	1991	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	3 900
	Fontaudin	Allée Serpentine	1985	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	48 000
	Fanning Lafontaine	Rue Jacques Brel	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	600
	La clairiere de magonty	Av de Magonty	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 009
	Magonty Cap de Bos 2	Avenue de L'Ile de France	2002	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	12 500
	Magonty Cap de Bos 1	Avenue de L'Ile de France	2002	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	99 500
	Bourgailh	Allée du château du Bourgailh	1982	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	80 000
St Aubin de Medoc	Bergeries de Jeannie	Allée des bergeries	2013	enterré	Bassin à sec	lotissement	43
	Bois de chagneau	Allée Van Gogh	2006	enterré	Bassin à sec	lotissement	115
	cheneraie de st Aubin	Allée de la Chêneraie	2012	enterré	Bassin à sec	lotissement	330
	Domaines des mesanges	Allée des Mésanges	2009	enterré	Bassin à sec	lotissement	87
	Landes de Basson	Allée Hèlène Boucher	2013	enterré	Bassin à sec	lotissement	461
	Le parc de villepreux	Allée Ariane	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	65
	Parc du Dées	Impasse du Coq de Bruyiére	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 320
	Bois de la Licorne (noue)	Allée Bois de la Licorne	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	167
St Louis de Montferrand	Prés du Gua	Rue des Tamaris angle J.Brel	2008	ciel ouvert	Bassin en eau	lotissement	2 100
	Le clos de Jourdanne	Rue du Clos de Jourdanne	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 990
Saint Médard en Jalles	Pont de la Pierre	Allée du pont de la Pierre	2011	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 650
	Clairiere et Hameau de Picot	Rue des Vimes	2009	enterré	Bassin à sec	lotissement	125
	Clos de Navat	Rue de la Lagune	2013	enterré	Bassin à sec	lotissement	93
	Les Caupianes	Rue Charles Chaplin	2015	enterré	Bassin à sec	lotissement	82
	Hameau Claude Debussy	Rue Igor Stravinsky	2012	enterré	Bassin à sec	lotissement	145
	Lavandieres	Rue des lavandières	2004	enterré	Bassin à sec	lotissement	125
	Lisière et petit bois	Allée Charles Voisin	2010	enterré	Bassin à sec	lotissement	33
	L'Aubaredot	Allée Jean Cavailles	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	676
	L'Enclos de Linné	Rue Jacques Brissot	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	282
	Grand cerillan 1	Rue Franz Liszt	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	2 500
	Grand cerillan 2	Rue Franz Liszt	2007	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	510
	La Lisière de Sans Souci	Rue Améde Berque	2011	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 660
	Les Prés de la Fontaine	Rue Henri Rol Tanguy	2011	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	4 000
	Parc de vieilleville	Rue du Docteur Faure	2004	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	564
	clairiere de Hourton	Rue Madame Roland	2013	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	2 500
	le clos de Veillance	Rue Camille Julian	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	366
Talence	Plume au vent	Impasse des œillets	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 350
	Ruisseau d'ars aval	Cours de la Libération (domaine universitaire)	1991	enterré	Bassin à sec	voirie	55 300
	Thouars	Avenue de la Marne	1987	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	13 000
	ZA centre ville	Passage de la mairie	2004	enterré	Bassin à sec	voirie	220
Taillan (Le)	Bois des ormes	Impasse du Bois des Ormes	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	148
	Les fleurs de Maynieu	Allée du Pas du Liévre	2012	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	30
	Clos de lacaussade	Rue de Lacaussade	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	333
	Jardins de Bussat	Rue roger Ducasse	2006	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	973
	Le bois de Germignan	Rue Gustave Doré	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	364
	Maisonneraie de la béchade	Chemin de la Houm de Castets	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	157
	Grimoine	rue Cante Cric angle Jau	2015	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	930
	Peydeblanc	Allée de Peydeblanc	2009	enterré	Bassin à sec	voirie	450
Villenave D'Ornon	Casino	Chemin Baillou	2003	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	3 384
	Brazzaville	Allée de Brazzaville	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	250
	Sarcignan - Bridgend	Av du Maréchal Leclerc - RP Mac Donald	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	625
	Regailhou	Rue Gaston Regailhou	2008	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 450
	Andre Ballande	Square André Ballande	2010	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	800
	Leysotte	Avenue de l'Orée du Bois	1987	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	10 000
	Chambery	Rue Raymond Bierge	1987	ciel ouvert	Bassin en eau	voirie	50 000
	Stade Chambery	Rte de Léognan-Espace D'Ornon	1994	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	2 400
	Charles Trenet - Lalanne	Rue Emile Lalanne	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	75
	Couhins	Chemin de Couhins 163	2009	enterré	Bassin à sec	voirie	270
	Bosquets de Chambery	Rue des Mésanges	1999	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 200
	Clos Saint Urbain	Rue Jean-Moulin	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	3 300
	Domaine de Terrefort	Allée Durfort	2009	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	260
	Castel de Pontac*	Rue René Laennec	2016	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 670
	Curie	Rue Pierre Curie / Rue Auguste Renoir	2014	ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	7 830
	Parc Saint Rieul	Chemin des Crésonnieres	2004	ciel ouvert	Bassin à sec	lotissement	1 520
	Mirieu de Labarre	av Mirieu de Labarre - Lac		ciel ouvert	Bassin à sec	voirie	380
	Hameau Aqueduc	Rue des Alizés	2005	enterré	Bassin à sec	lotissement	93

Création 2016

	Bassin de voirie		Lotissement (en eau ou à ciel ouvert)	Total
Récapitulatif	**Bassin en eau**	**Bassin à sec à ciel ouvert**		
Nombre	15	65	110	190
Volume (m3)	734 600	1 254 413	50 869	2 039 882

1.1.5 LES STATIONS D'EPURATION

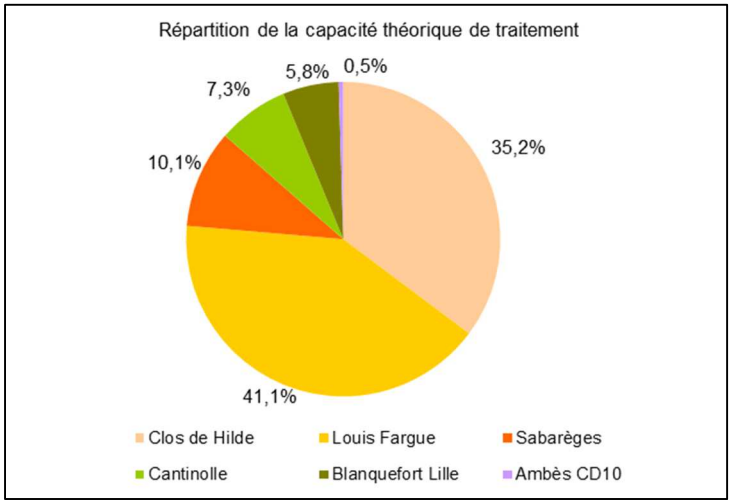


Le traitement des eaux usées de Bordeaux Métropole est assuré par 6 stations d'épuration qui représentent une capacité théorique de traitement de 1 158 900 équivalents – habitants.

Ces stations sont conçues pour traiter à la fois les eaux usées et les boues issues de leur dépollution. Toutes les stations de Bordeaux Métropole sont équipées d'unité de désodorisation afin de limiter les nuisances olfactives .

Le parc des stations d'épuration				
	Clos de Hilde	**Louis Fargue**	**Sabarèges**	**Cantinolle**
Date de création	1994	1974	1969	1973
Date de réhabilitation et/ou extension	2007	2012 file Eau 2013 file Boues	1979	1985
Date de reconstruction			2005	2005
Capacité de traitement à fin 2007 (equivalent habitant : sur la base de 60 g DBO5 eq. hab)	408 300	366 700 Tps sec 476 700 Tps pluie	116 700	85 000
Type de traitement eau	décantation lamellaire - biofiltration	décantation lamellaire - biofiltration	décantation lamellaire - biofiltration	décantation lamellaire - biofiltration
Type de traitement boues	digestion centrifugation sécheur	digestion centrifugation sécheur	digestion centrifugation	digestion centrifugation
Type de traitement air	désodorisation générale	désodorisation générale	désodorisation générale	désodorisation générale

	Blanquefort	Ambès
Date de création	1968	1978
Date de réhabilitation et/ou extension	1978	
Date de reconstruction	2007	2016
Capacité de traitement à fin 2007 (equivalent habitant : sur la base de 60 g DBO5 eq. hab)	66 700	5 500
Type de traitement eau	boues activées	boues activées
Type de traitement boues	centrifugation	presse à vis
Type de traitement air	désodorisation générale	désodorisation générale

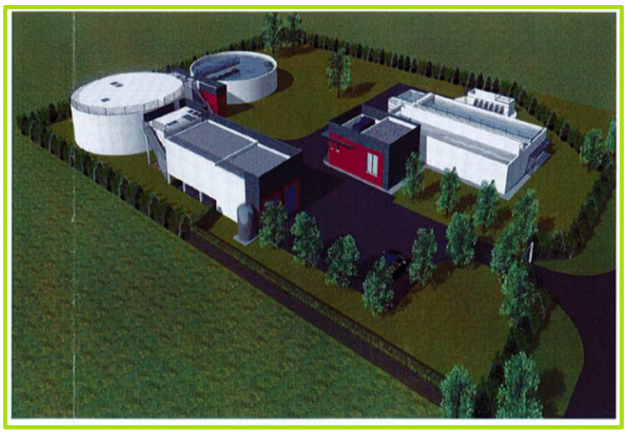


RECONSTRUCTION DE LA STATION AMBES CD10

Début août 2016, la nouvelle station Ambès CD10 a été mise en service, la réception définitive étant prévue pour début 2017. La capacité de la station est portée de 3000 Equivalent-Habitant à 5500 Equivalent-Habitant.

La nouvelle station est désormais équipée :

- ✓ d'un bassin tampon d'une capacité de stockage de 400 m^3 (réutilisation de l'ancien bassin d'aération);
- ✓ d'un prétraitement équipé d'un ouvrage de dessablage dégraissage et d'un tamisage ;
- ✓ d'un nouveau bassin d'aération d'environ 1500 m^3 ;
- ✓ d'un nouveau clarificateur de 780 m^3 avant rejet en Dordogne;
- ✓ d'un traitement des boues par presse à vis permettant d'atteindre une siccité de l'ordre de 20% avec une évacuation des boues directement vers une filière de compostage normalisée ;
- ✓ d'une unité de désodorisation biologique.



Vue du projet de la station Ambès CD-10 après sa rénovation.

ODEURS LOUIS FARGUE

En 2016, la SGAC a enregistré très peu de plaintes odeurs liées au fonctionnement de la station d'épuration Louis Fargue.

La SGAC a également renforcé un suivi régulier des odeurs en assurant des tournées « Odeurs » d'une fréquence de 2 fois/jour pendant toute la période estivale et de 2 fois par semaine en dehors de la période critique.

L'exploitant a mis en place un plan d'action général afin d'identifier et de réduire les nuisances olfactives.

- ✓ Audit NOSE sur l'ensemble de la station permettant de cibler les axes d'amélioration sur les différents ouvrages.
- ✓ Optimisation du fonctionnement de la désodorisation des sécheurs en particulier dans l'exploitation de la tour de refroidissement.
- ✓ Etanchéification du 2ème étage des sécheurs thermiques.
- ✓ Fonctionnement à un seul sécheur pour la période de juin à septembre afin de limiter les émissions d'odeurs.

En parallèle de ces actions, une démarche d'optimisation des sécheurs a été engagée au travers d'essais de modification des paramètres de fonctionnement (T° Echangeur couche mince, T° des bandes, charge d'alimentation, mode d'alimentation…).

En partenariat avec le CIRSEE (Centre International de Recherche de Suez sur l'Eau et l'Environnement), des essais en laboratoire ont été menés afin d'identifier les molécules odorantes en lien avec la température de séchage et un inventaire des systèmes de traitement adaptés à ces molécules a également été élaboré.

VIDANGE DU DIGESTEUR 2 DE LOUIS FARGUE

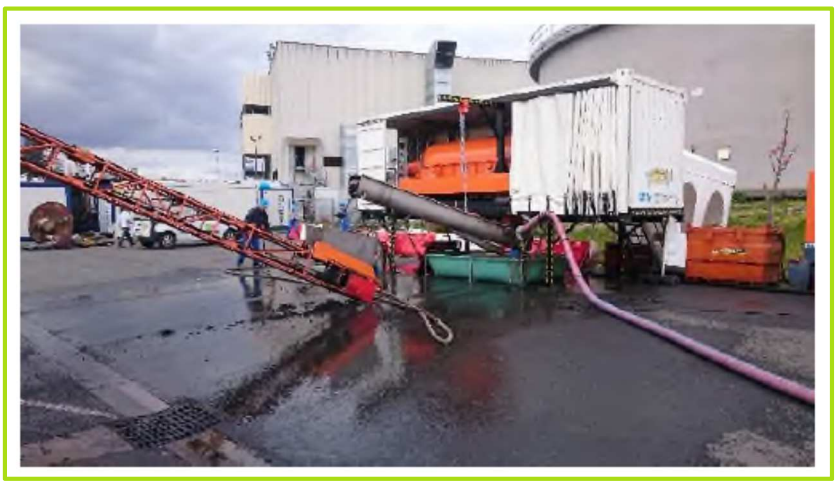
En 2015, l'exploitant avait réalisé la vidange du digesteur n°1 (5000 m^3). Cet ouvrage a ensuite fait l'objet de travaux de réhabilitation qui se sont achevés en février 2016.

En suivant, la SGAC a réalisé la vidange du digesteur n°2 (5000 m^3) en modifiant la méthodologie de vidange suite à la pollution PCB dans les boues rencontrée en 2015.

L'intervention s'est ainsi déroulée en 2 phases :

- ✓ Une première étape de vidange de la partie liquide des boues de l'ordre de 3000 m^3 via le mode de déshydratation intrinsèque de la station d'épuration.
- ✓ Une seconde étape de pompage du volume restant (boues + sables) vers un broyeur préalablement à la déshydratation via une centrifugeuse mobile spécifique.

L'intérêt était de ne pas mélanger ces boues avec celles de la production normale afin d'écarter tout risque de relargage de métaux lourds et/ou de PCB.



Ces boues ont ainsi été évacuées vers des centres de stockage de déchets ultimes de classe 2.

Le chantier de vidange a duré 2 mois et s'est achevé fin mai 2016, il s'en est suivi des travaux d'étanchéité et de chaudronnerie gérés par la collectivité sur 5 mois. L'ouvrage a été rempli, puis remis en service en novembre 2016.

Fin 2016, le délégataire a débuté la vidange du digesteur n°3 (2500 m^3) sur le même protocole que pour le digesteur n°2 compte tenu de sa réussite tant au niveau de l'efficience que pour la maîtrise des odeurs et de celle des éventuels relargage de pollution.

SABAREGES

- **Mise en place de pièges à Biolites (tamis).**

En février 2016, la SGAC a procédé à la mise en place de pièges afin de réduire la perte de biolite observée. La mise en place de ces équipements permet également de réduire le temps d'arrêt des biofiltres nécessaires pour le nettoyage des planchers.

- **Réfection de la bâche de refoulement des pompes Eaux Brutes**

Il a été également procédé à la remise en état du génie civil de la bâche suite aux dégradations causées par l'H2S. Afin de mener ces opérations sans arrêt de l'installation, la SGAC à mis en place un groupe de pompage (pompe + tuyauterie de refoulement) permettant l'isolement de la bâche pour les 3 semaines de travaux.

CANTINOLLE

Dans la soirée du 5 décembre 2016, la station de Cantinolle a subi une pollution occasionant la présence de mousse à l'entrée et à la sortie de la station. Les investigations menées sur le réseau et auprès des industriels du secteur n'ont pas permis d'identifier l'origine de cette pollution. Afin de limiter les impacts visuels (propagation de mousse sur la Jalle) un barrage flottant a été immédiatement installé et une recommandation a également été adressée aux maraichers afin de ne pas utiliser l'eau de la Jalle pendant 48h à titre conservatoire.

Suite au retour d'expérience réalisé suite à cette pollution, des points d'amélioration ont été identifiés :

- ✓ Réactivité des enquêtes sur le réseau d'assainissement en particulier sur les regards en amont immédiat pour délimiter la pollution.
- ✓ Bien généraliser l'utilisation des bassins tampon pour stocker temporairement une pollution.
- ✓ Accélérer la communication interne (vers le télécotrôle Eau) et externe (vers les tiers potentiellement impactés).

Les résultats des analyses suite aux différents prélèvements effectués ont montré :

- ✓ L'eau stockée dans le bassin tampon et dans le dessableur contenait des agents de concentration de détergents anioniques.
- ✓ Une toxicité plus importante en eaux brutes que dans les eaux du bassin tampon.

1.1.6 LE TELECONTROLE RAMSES



Le centre de télécontrôle RAMSES a été mis en service par Bordeaux Métropole en 1992. Il permet de surveiller 24h/24 les équipements et les ouvrages d'assainissement et de piloter en temps réel leur régulation pour assurer un écoulement optimal des flux hydrauliques. Il constitue un élément essentiel de la lutte contre les inondations de l'agglomération bordelaise en raison, notamment, de sa capacité à anticiper les événements pluvieux et leurs conséquences.

Initialement dévolu à la lutte contre les inondations, RAMSES est aujourd'hui un outil de gestion du système d'assainissement dans sa globalité, incluant la surveillance des postes de refoulement des eaux usées, des stations d'épuration, une vision en temps réel de l'état du milieu naturel grâce à la présence de sept Sirènes (trois sur la Jalle d'Eysines, deux sur le Gûa et deux sur l'Eau Bourde) et une connaissance en temps réel de la consommation énergétique des ouvrages.

Les évolutions permanentes du télécontrôle répondent à l'intégration progressive des contraintes environnementales qui se font jour à travers la réglementation et les attentes des citoyens en matière de qualité de vie (intégration de l'autosurveillance, évolution vers une gestion dynamique des écoulements, diagnostic permanent, préservation des milieux aquatiques, odeurs, etc.).

ZOOM
LES CHIFFRES CLES 2016

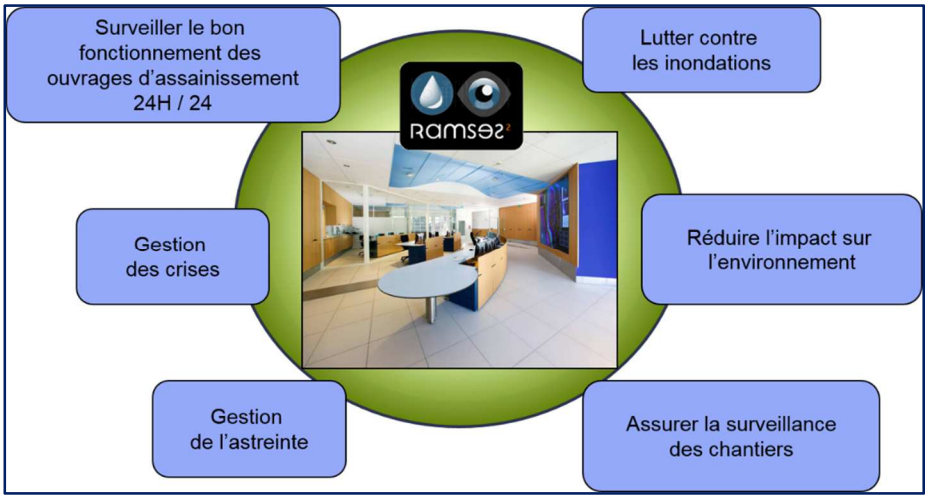
Plus de 300 sites reliés à RAMSES dont :

- **120** pour les Eaux Usées, Postes de Relevage et autosurveillance.
- **50** pour le Pluvial et le sélectif.
- **40** pour les bassins de rétention.
- **100** Limnimétres, Pluviomètres, vannes, clapets, déshuileurs, dégrilleurs, sirènes.
- **6** Stations d'épuration

De son poste, le télécontrôleur peut accéder à l'ensemble des données ou informations du système d'assainissement soit potentiellement plus de 34000 informations.

L'ensemble de ces données est stocké dans une seule base informatique et rattaché à la description patrimoniale des installations pour en assurer la cohérence avec les autres utilisations. Un portail Internet permet à la Direction de l'Eau de Bordeaux Métropole et aux exploitants d'accéder en temps réel aux vues de données et de bilans.

RAMSES est un élément essentiel de la gestion globale du système d'assainissement de Bordeaux Métropole, assurant en priorité la sécurité de l'agglomération face aux risques d'inondation liés aux événements pluvieux. Ses cinq missions principales sont illustrées par le schéma suivant.



Dans le cadre de la lutte contre les inondations, seulement 7 passages en situation A (crise pluviale) ont été dénombrés en 2016, ce qui a généré la rédaction d'un seul rapport d'intempérie.

LES VISITES EN 2016 DU TELECONTROLE RAMSES

Avec le même succès qu'à son premier jour, RAMSES continue de recevoir la visite de nombreux publics, curieux de découvrir ce centre de pilotage intégrant les outils les plus avancés du moment.

En 2016, il a été visité par 818 personnes (dont 214 personnes lors des Journées du patrimoine).

A l'aide des différents supports de présentation pédagogique, le délégataire sensibilise un large public, novice ou averti, à la lutte contre les inondations, à la préservation du milieu naturel, à la protection des biens et des personnes et à l'ensemble du service public de l'assainissement.

Des thèmes particuliers sont parfois approfondis avec les visiteurs, comme la gestion des effluents urbains par temps sec ou en situation de crise, la surveillance des chantiers et des interventions sur les ouvrages affermés, la surveillance météorologique.

LES CONSIGNES DE SECURITE

Le télécontrôle RAMSES assure également une mission importante concernant la sécurité des intervenants réalisant des travaux dits « sensibles » sur le système d'assainissement de Bordeaux Métropole. Il peut s'agir d'interventions sur des gros collecteurs (réparation, déviation, raccordement, implantation de sonde, inspection…), ou sur des ouvrages (renouvellement de stations de pompage, mise en service de bassins d'étalement, curage de dessableurs…).

Ce type d'opérations nécessite souvent la mise en place de moyens spécifiques décrits dans une consigne de surveillance rédigée conjointement avec l'entreprise sous-traitante, puis transmise au télécontrôle.

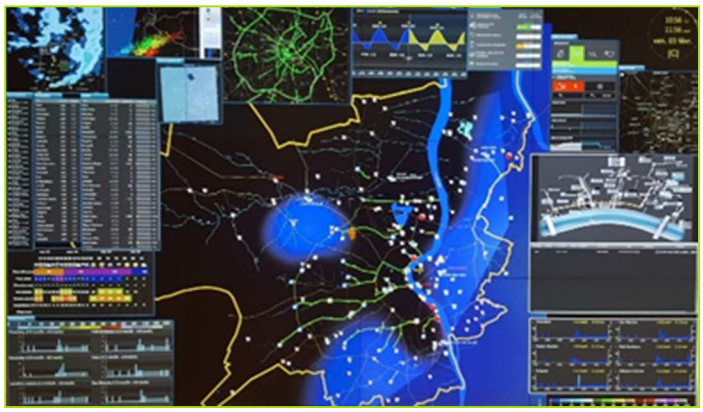
Le nombre de chantiers surveillés en 2016 par des consignes RAMSES s'élève à 166 soit une progression de 16 consignes par rapport à 2015 due en partie à la sensibilisation continue auprès des entreprises sous-traitantes d'informer RAMSES de tous travaux sur le système d'assainissement de Bordeaux Métropole.

RAMSES 3.0

En évolution constante, le télécontrôle RAMSES prépare sa prochaine métamorphose. En effet, dans le cadre du projet RAMSES 3.0, le télécontrôle s'enrichit progressivement de nouvelles dimensions autour des 5 thématiques suivantes :

- la Gestion Dynamique des effluents,
- le Diagnostic Permanent du système d'assainissement,
- la visualisation de l'état écologique du milieu naturel,
- le monitoring des consommations énergétiques du service,
- la surveillance des odeurs sur Louis Fargue.

2016 a été une année importante en ce qui concerne le renouvellement et l'enrichissement des briques applicatives du télécontrôle RAMSES. On peut citer le report de RAMSES 3.0 sur Smartphone (la prévision météo, la Marée, le Rapport d'intempéries, la gestion des travaux sensibles, Nose, le remplissage des bassins, Météorage ou encore la surveillance de l'état du milieu naturel). Les évolutions consistent à refondre et enrichir chaque applicatif dédié pour une meilleure intégration, homogénéité, maintenabilité et une amélioration de la performance opérationnelle du télécontrôle RAMSES.



1.2 LES VARIATIONS DU PATRIMOINE

1.2.1 L'ALLONGEMENT DU RESEAU

1.2.1.1 L'incorporation des lotissements au domaine public

Pour l'année 2016, l'activité d'incorporation des opérations immobilières de lotissements a permis d'intégrer 30 réseaux d'assainissement correspondant à 16 permis de construire distincts, en application de la procédure Patrimoine 37 relative à l'intégration des ouvrages d'assainissement privés dans le domaine public métropolitain.

Ces ouvrages intégrés représentent 8631 mètres de canalisations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux unitaires et 393 branchements de particuliers.

Ce sont ainsi 14 solutions compensatoires destinées à retarder le déversement dans le réseau communautaire par un système de stockage localisé qui ont pu être mises en exploitation cette année. Le volume total de stockage cumulé de ces solutions est de 1190 m3.

Leur répartition par type de solutions compensatoires est la suivante :

- ✓ 3 bassins bâtis couverts,
- ✓ 11 collecteurs surdimensionnés.

Le nombre total de lotissements officiellement intégrés par un arrêté de prise en charge est de 16 pour l'année 2016.
Deux opérations immobilières ont été incorporées par anticipation dont une avec arrêté de prise en charge pour des travaux de mise en conformité à réaliser sur des réseaux séparatifs.

Incorporation des lotissements

Lotissements mis en exploitation ou pris en charge par arrêté en 2016

Commune	Lotissements	Pris en charge	Arrêté définitif	Branchements				Longueur (m)				BE (u)	Solutions compensatoires
				EU	EP	U	Total	EU	EP	U	Total	Total	
Artigues-Près-Bordeaux	Le Domaine de Feydeau	26/10/2016	04/11/2016	4	3	0	7	153	199	0	352	6	1
Bassens	Le Tertre	14/06/2016	14/06/2016	43	6	0	49	544	445	0	989	17	1
Bouliac	Le Clos des Chênes	12/09/2016	19/09/2016	10	10	0	20	145	141	0	286	7	1
Bouliac	Le Domaine de Belfontaine	23/09/2016	23/09/2016	0	8	0	8	0	543	0	543	8	1
Bruges	Carré Design	20/10/2016	04/11/2016	20	15	0	35	304	372	0	676	7	1
Cenon	Le Clos Montesquieu	28/09/2016	04/07/2016	1	0	0	1	33	70	0	103	1	0
Floirac	Les Etangs (Aquitanis)	19/07/2016	12/09/2016	28	24	0	52	226	305	0	531	6	1
Floirac	Le Domaine de Richelieu + Les Clairières de Flore	29/11/2016		63	55	0	118	1158	1662	73	2 893	39	2
Floirac	Le Balcon de la Burthe (partie aval)	08/12/2016		2	2	0	4	135	115	0	250	0	0
Merignac	Le Parc de Divona	04/04/2016	12/04/2016	9	9	0	18	27	38	11	76	4	0
Mérignac	Le Mimosa	03/06/2016	29/06/2016	7	9	0	16	115	138	0	253	4	1
Pessac	La Forêt Brunet	16/06/2016	16/06/2016	0	8	0	8	0	172	0	172	3	1
Pessac	Ler Parc d'Aliénor	16/06/2016	16/06/2016	0	42	0	42	0	369	0	369	9	1
Villenave d'Ornon	Laennec	06/10/2016	06/10/2016	0	7	0	7	0	386	0	386	12	1
Villenave d'Ornon	Le Clos de Paguemaou	26/10/2016	04/11/2016	4	4	0	8	88	137	0	225	5	1
Villenave d'Ornon	Le Jardin de Ballerina	04/11/2016	04/11/2016	0	0	0	0	125	402	0	527	12	1
	Total pris en charge en 2016			**191**	**202**	**0**	**393**	**3053**	**5494**	**84**	**8631**	**140**	**14**

1.2.1.2 Les réseaux remis au fermier

Les canalisations et ouvrages qui ont été remis au fermier au cours de l'année 2016 correspondent à l'application des procédures ainsi définies :

- Patrimoine 30 : remise au délégataire d'installations d'assainissement réalisées par Bordeaux Métropole sous conduite d'opérations de la Direction de l'Eau.
- Patrimoine 32 : remise au délégataire d'installations d'assainissement réalisées par Bordeaux Métropole sous conduite d'opérations autres que la Direction de l'Eau.
- Patrimoine 33 : remise au délégataire d'installations d'assainissement découvertes sur le domaine privé et /ou public.

Liste des réseaux remis au fermier (hors lotissements) - 2016

								Longueur de réseaux (en ml)							Autres ouvrages	
								EU		EP		UN				
Commune	Adresse chantier	Procédure	Date de remise	Date de réception des DOE	Date Refus DOE incomplet	Date de retour du DOE	Date de mise à jour APIC	posé	déposé	posé	déposé	posé	déposé	Nombre de BE posées	Type d'ouvrage	Nombre posé
AMBARES	Rue du Parc des SPORTS	30	17/11/2015	30/11/2015			18/01/2016	108	105							
AMBARES	Chemin de la Hourcade	30	03/03/2016	18/03/2016			01/04/2016	28								
AMBARES ET LAGRAVE	Chemin de Bernatet	30	23/09/2016	17/10/2016			19/10/2016	21								
AMBARES ET LAGRAVE	ZAC CENTRE VILLE	30	17/10/2016	06/12/2016			20/12/2016	227	165	98	71					
BASSENS	Quartier la Baranquine - Phase 1	30	21/11/2013	01/03/2016			11/04/2016	447		46	45				Poste de refoulement (DIP)	1
BASSENS	Quartier la Baranquine - Phase 2	30	21/11/2013	14/03/2016			11/04/2016	922		48	48					
BASSENS	Avenue du Général Leclerc / Rue des Peupliers	30	23/02/2016	28/04/2016			25/05/2016			95	155			4		
BEGLES	Allée Maye de Bernet	30	24/02/2015	30/12/2015			08/02/2016					29				
BEGLES	Place du Bicentenaire	30	27/01/2016	04/02/2016			29/02/2016					181		10	Bassin de rétention (casiers) Poste de refoulement	1 1
BEGLES	Chemin de Mussonville	30	27/08/2015	14/03/2016			31/03/2016	44								
BEGLES	Secteur Hourcade (rue Radio Londres)	30	24/03/2016	11/04/2016			04/05/2016	322							Poste de refoulement	1
BEGLES	Allée Boyer	30	18/05/2016	06/07/2016			13/07/2016			309						
BEGLES	Rue Camille Duluc	30	24/06/2016	26/08/2016			07/09/2016	53	51	194	187			3		
BEGLES	Chemin Bonnevie	30	23/08/2016	22/09/2016			03/10/2016	74								
BLANQUEFORT	Centre BOURG	30	12/10/2015	30/11/2015			20/01/2016	45	38	671	356					
BLANQUEFORT	Rue de la Gare	30	11/06/2015	19/07/2016			21/07/2016			282				14		
BLANQUEFORT	Avenue du Général De Gaulle	30	09/05/2016	26/08/2016			05/09/2016	53								
BORDEAUX	Rue Sainte Germaine	30	16/03/2015	30/12/2015			08/02/2016					116	116			
BORDEAUX	Avenue de Labarde	30	30/11/2015	07/01/2016			15/02/2016	128	118							
BORDEAUX	Rue Barthélémy	30	01/12/2015	04/02/2016			24/02/2016									
BORDEAUX	Euratlantique - rue Carle Vernet	30	16/12/2015	18/02/2016			26/02/2016					77	75			
BORDEAUX	Euratlantique - rue du VIP de Brienne	30	16/12/2015	18/02/2016			29/02/2016			7						
BORDEAUX	Rue Paul Camelle	30	02/10/2015	15/03/2016			01/04/2016					70	70			
BORDEAUX	Rue Jacques Camille Paris	30	21/05/2014	14/03/2016			05/04/2016					54	27			
BORDEAUX	Avenue de la Jallère (T10 - S18)	30	21/03/2014	14/03/2016			06/04/2016			47						
BORDEAUX	Quai des Champs	30	17/12/2015	16/03/2016			06/04/2016					135	135			
BORDEAUX	Rue des Douves (angle rue Marbotin)	30	17/11/2015	14/03/2016			07/04/2016					10	23			
BORDEAUX	Rue Charles Durand et rue de la Faiencerie	30	05/01/2016	14/03/2016			07/04/2016					286	271			
BORDEAUX	Rue Montméjean	30	02/02/2016	27/04/2016			25/05/2016					175	175	2		
BORDEAUX	Place des Grands Hommes	30	14/03/2016	24/06/2016			05/07/2016					59	75			
BORDEAUX	Ligne A - Phase III - Terminus partiel CHU Pellegrin - Rue Pelouse De Douet	30	11/07/2016	25/07/2016			05/08/2016			88						
BORDEAUX	Ligne B - Tram Phase III - Terminus partiel Quinconces	30	11/07/2016	25/07/2016			08/08/2016			39						
BORDEAUX	Extension Ligne C - Phase III - Terminus partiel Carle Vernet	30	11/07/2016	25/07/2016			09/08/2016			14						
BORDEAUX	Rue de Marmande / Passage Birly	30	02/06/2016	01/09/2016			12/09/2016					208	211	2		
BORDEAUX	Bordeaux Sud Phase 1 (Uniquement crétaion de 16 BE)	30	17/03/2016	30/08/2016			14/09/2016	-	-	-	-	-	-	16		
BORDEAUX	Rue Ouagadougou - Rue Henri Salmide (VNB1)	30	22/07/2016	13/09/2016			19/09/2016	328		378		84		12	Ouvrage de régulation	1
BORDEAUX	Place Francis de Pressense	30	15/09/2016	12/10/2016			18/10/2016					42	42			
BORDEAUX	Place Nansouty - Rue Mlabec	30	06/10/2016	17/11/2016			23/11/2016					33	23			
BORDEAUX	ZAC Ravezies Nord	30	10/10/2012	30/11/2016			28/12/2016	181		197	189	179				
BOULIAC	Avenue de la Belle Etoile	30	15/03/2016	08/04/2016			12/04/2016	134	140							
BRUGES	Rue François Bartolini (route du Médoc et rue de la Colonne)	30	17/09/2015	14/03/2016			07/04/2016	123								
BRUGES	Rue Serge Déjean - Phase II	30	23/06/2016	30/08/2016			08/09/2016			379						
BRUGES	Avenue Périer	30	13/07/2016	24/10/2016			27/10/2016	63								
CARBON BLANC	Allée Calmette EU	30	13/01/2016	20/01/2016			18/02/2016	192	188							
CARBON BLANC	Allée Calmette EP	30	13/01/2016	04/02/2016			18/02/2016			87	84			2		
CARBON BLANC	Allée du Collège / Rue Paul Maurel	30	23/02/2016	18/03/2016			01/04/2016	33								
CARBON BLANC	Rue des Vergers	30	29/06/2016	17/08/2016			22/08/2016	33								
CARBON BLANC	Impasse Fleurette	30	29/06/2016	26/08/2016			05/09/2016	38		7						
CENON	Secteur Camparian (Thalweg Bellefonds = 2 bassins)	30	09/08/2011	25/11/2015			01/03/2016			271	9				Bassins à sec (1107m3/1600m3) Ouvrages de Régulation	2 2
CENON	Tram Ligne S - Service Partiel - S01 CENON GARE	30	22/05/2014	14/03/2016			06/04/2016					48	30			
CENON	Ligne A - Phase III - Terminus partiel Cenon Gare Edouard Vaillant	30	11/07/2016	25/07/2016			08/08/2016			123						
CENON	Rue Marcel Sembat	30	16/03/2016	31/08/2016	09/09/2016	06/10/2016	13/10/2016					283	367			
CENON	Rue Charles Péguy / Rue du Pofesseur Langevin	30	01/09/2016	12/10/2016			18/10/2016	49								
CENON	Avenue Carnot (stabilisation de la côte des 4 Pavillons)	30	26/04/2016	17/10/2016			24/10/2016			216	157		59			
EYSINES	Rue des Violettes	30	03/12/2015	04/03/2016			08/03/2016	44	47	224	289			8		
EYSINES	Rues des Glycines	30	03/12/2015	04/03/2016			14/03/2016	203	198	201	182			4		
FLOIRAC	Avenue Pierre Curie	30	12/01/2016	14/03/2016			07/04/2016	41				193	203			
FLOIRAC	ZAC de Pinel - Phase I	30	17/05/2016	26/08/2016			15/09/2016			88	52					
GRADIGNAN	Rue du Prieuré	30	?	30/11/2015			19/01/2016			16	10			5		
LE HAILLAN	47 Rue de Chavailles	30	17/12/2015	18/03/2016			31/03/2016	19								
LE HAILLAN	Chemin de Mories	30	17/12/2015	18/03/2016			31/03/2016	26								
LE TAILLAN MEDOC	Avenue de Germignan (PAE du Chai)	30	16/11/2015	21/12/2015			15/02/2016	33	33	392	209					
LE TAILLAN MEDOC	PAE DU CHAI - Phase 1	30	17/11/2015	14/11/2016			21/11/2016	138		679						
LORMONT	Quartier du Bois Fleuri (rue des Garosses)	30	23/06/2015	17/09/2015	28/09/2015	09/11/2015	14/01/2016	77	82	87	87					
LORMONT	Rue Jules Ferry	30	16/12/2015	23/12/2015			18/02/2016	6								
MERIGNAC	Liaison BOURRAN VALLON (Ontines - Av Aristide BRIAND)	30	07/10/2015	16/12/2015	22/12/2015	04/01/2016	15/01/2016	642								
MERIGNAC	Rue du Cap ROUX	30	16/07/2015	02/12/2015			19/01/2016	33								
MERIGNAC	Parc Bourran Vallon - Rue Alfred de Musset	30	03/12/2015	10/02/2016			26/02/2016	145							Surverse Vanne Murale	1 1
MERIGNAC	Rue Edouard Faure	30	04/12/2015	18/03/2016			01/04/2016	367								
MERIGNAC	Avenue Gustave Eiffel (de Arrago à Volta)	30	03/03/2016	22/04/2016			18/05/2016	635	632	349	344			9		
MERIGNAC	Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny TRAM - Ligne A - Tronçon 1 et 2 (séquences 3 et 4)	30	18/02/2013	22/04/2016			20/05/2016	135	121	133	176					
MERIGNAC	Zone Aéroparc - Voie nouvelle Marcel Dassault	30	04/12/2015	03/05/2016			26/05/2016	1 979		2 166					Ouvrage de régulation Ouvrage de décantaion (dessableur) Ouvrage de rejet Clapet (Ouvrage de rejet) Vanne dans regard (anti-pollution)	4 1 1 1 1
MERIGNAC	Avenue de L'Argonne (face n°25)	30	11/02/2016	30/08/2016			05/09/2016	77								
MERIGNAC	Avenue de la Libération	30	05/03/2015	26/08/2016	09/09/2016	15/09/2016	20/09/2016	112	114	179	199					
PAREMPUYRE	Rue du Procurayre	30	28/09/2016	20/10/2016			31/10/2016	49		137						
PESSAC	Rue du Périgord	30	07/04/2016	23/05/2016			10/06/2016	36	30							
PESSAC	Avenue de Canéjan	30	?	28/06/2016			01/07/2016	28								
PESSAC	Ligne B - Phase III - Terminus partiel Montaigne Montesquieu	30	11/07/2016	25/07/2016			05/08/2016			81						
PESSAC	Rue du Peugue	30	24/06/2016	26/08/2016			05/09/2016					150	150	2		
PESSAC	Rue Francis Jammes	30	28/09/2016	11/10/2016			27/10/2016			113						
ST AUBIN	Route de BARREAU (desserte n° 47)	30	22/06/2015	30/11/2015			19/01/2016	60								
ST AUBIN	Allée Euromédoc	30	19/11/2015	18/03/2016			05/04/2016	32								
ST MEDARD EN JALLES	Rue Georges Bizet	30	13/02/2015	30/12/2015			09/02/2016	32	56							
ST MEDARD EN JALLES	Avenue Anatole France	30	23/11/2015	08/03/2016			05/04/2016			369	376			11		
ST MEDARD EN JALLES	Allée de Terre Vieille	30	22/06/2016	30/08/2016			05/09/2016	80								
TALENCE	Quartier Cœur de Thouars - Phase 2	30	08/03/2016	05/04/2016			11/04/2016			49	49					
TALENCE	Rue Pacaris (Phases 1 et 2)	30	13/09/2016	11/10/2016	19/10/2016	16/11/2016	06/12/2016			229						
VILLENAVE D'ORNON	Rue Pierre Curie	30	27/07/2015	18/12/2015			21/01/2016	94	89							
VILLENAVE D'ORNON	Chemin de l'Abreuvoir	30	06/07/2016	02/09/2016			09/09/2016	13								
VILLENAVE D'ORNON	Chemin de Gamarde - Rouille du Minaou	30	23/05/2016	26/08/2016			12/09/2016			37	4					
VILLENAVE D'ORNON	Avenue de Pyrénées - Chemin de la Générale	30	05/10/2016	17/11/2016			21/11/2016	226	223							
							Sous total (Patrimoine 30)	**9 005** 6 575	**2 429**	**9 126** 5 850	**3 277**	**2 411** 361	**2 050**	**104**		**12**
ARTIGUES PRES DE BORDEAUX	Avenue du Mirail / Allée du Parc	32	22/09/2015	29/01/2016			25/02/2016			198				22		
BASSENS - CARBON BLANC	Avenue Raoul Bourdieu et des Griffons	32	04/02/2016	19/02/2016	24/02/2016	06/05/2016	03/06/2016			647	195			45		
BEGLES	Route de Toulouse (n° 372/374/376)	32	02/09/2015	10/11/2015			14/01/2016			45						
BEGLES	Avenue Danielle MITTERRAND	32	?	15/02/2016			15/03/2016	332		535				14	Ouvrage de régulation Déshuileur	1 1
BORDEAUX	Rue des Lendemains (voie nvelle)	32	27/11/2015	27/01/2016			23/02/2016	163		180				6		
BORDEAUX	Rue Merceline DESBORDES - VALMORE (voie nvelle)	32	27/11/2015	27/01/2016			23/02/2016	215		264				18		
FLOIRAC	Rue Simone de Beauvoir (Quartier Libération)	32	02/07/2015	20/11/2015			21/01/2016					207	80	8		
FLOIRAC	Rue Coluche TC9 (V6) & Parking Ecole TC10 (S2)	32	12/06/2014	27/05/2016			22/06/2016			203				10		
GRADIGNAN	Route de Pessac	32	26/09/2016	08/11/2016			15/11/2016	21	25							
LE BOUSCAT	Allée Jean Casteja / Rue Paul Bert	32	11/03/2016	13/07/2016			20/07/2016	22		120					Ouvrage de régulation	1
LORMONT	Avenue de Paris (entre la rue Archevêque et la bretelle A10)	32	07/12/2015	23/02/2016	24/02/2016	13/04/2016	09/05/2016			310				9		
PESSAC	Z.A.C. Centre-Ville Ilot 3 - Rue Herman LEMOINE	32	18/02/2014	REGUL			08/01/2016	21		277				15		
PESSAC	Z.A.C. Centre Ville Ilot 4 - Rue Jean MONNET	32	11/02/2014	REGUL			11/01/2016	216		256				20		
PESSAC	Rue du Merle	32	27/01/2016	10/05/2016			08/06/2016			281				13		
PESSAC	Allée Radio	32	20/01/2016	06/07/2016			13/07/2016			315						
							Sous total (Patrimoine 32)	**990** 965	**25**	**3 631** 3 436	**195**	**207** 127	**80**	**180**		**6**
							LINEAIRE TOTAL RESEAUX NEUFS REMIS AU FERMIER	**9 995** 7 541	**2 455**	**12 757** 9 285	**3 472**	**2 618** 488	**2 130**	**284**		**18**
REMISES AU FERMIER DE RESEAUX EXISTANTS																
BEGLES	Rue Pierre Sémard (Face n°44 46)	33	26/05/2016	09/06/2016			22/06/2016								Clapet	1
CARBON BLANC	Rue Victor Schoelcher	33	28/01/2015	09/02/2016			15/02/2016	99		143						
EYSINES	Rue Martin Porc (entre n°13 et 23 bis)	33	02/03/2016	17/03/2016			13/05/2016			160						
EYSINES	Rue du Lieutenant Villemeur	33	21/07/2016	31/08/2016			10/10/2016			36						
LE BOUSCAT	Rue Hilaire Turpaud	33	09/02/2016	19/02/2016			24/03/2016	99		143		102				
LE TAILLAN	Avenue Bossuet	33	21/07/2016	30/08/2016			02/09/2016			45						
LE TAILLAN	Chemin de la plante du bois des Ormes	33	27/09/2016	13/10/2016			28/10/2016			93						
MERIGNAC	Rue d'Eysines (angle rue de la foret)	33	21/07/2016	30/08/2016			22/09/2016			204						
ST MEDARD EN JALLES	Avenue de Martignas / Rue Poupay	33	24/02/2015	06/11/2015			25/01/2016			259				1		
ST MEDARD EN JALLES	Allée de la Rose des Sables	33	06/04/2016	09/05/2016			08/06/2016			160						
ST MEDARD EN JALLES	Rue du Général Niox	33	08/06/2016	20/06/2016			24/06/2016			197						
ST MEDARD EN JALLES	Allée de Pudo	33	25/05/2016	11/07/2016			05/08/2016			20						
ST MEDARD EN JALLES	Allée du Pont de PIERRE	33	18/02/2015	02/02/2016			24/03/2016	93		81						
VILLENAVE D'ORNON	Rue du Professeur Demons	33	01/03/2016	10/03/2016			07/04/2016								Clapet	1
							LINEAIRE TOTAL RESEAUX EXISTANTS REMIS AU FERMIER	**291** 291	**0**	**1 542** 1 542	**0**	**102** 102	**0**	**1**		**2**
LINEAIRE TOTAL REMIS AU FERMIER EN 2016								**10 286** 7 832	**2 455**	**14 299** 10 827	**3 472**	**2 720** 590	**2 130**	**285**		**20**
LINEAIRE AFFERME - INTEGRE APIC								**1 867 199**		**1 553 526**		**783 662**				

Les DOE (Dossiers d'Ouvrages Exécutés) incomplets ne permettent pas l'intégration dans le SIG. Ceux-ci correspondent à un linéaire total d'au moins 9,6 km de canalisations et 74 opérations de travaux. A réception des compléments, ceux-ci seront intégrés au SIG.

DOE EN INSTANCE 2016 - Liste des intégrations de réseaux non abouties -

Commune	Rue	Procédure	Date de remise	Date de réception du DOE	Date DOE incomplet	Date de retour du DOE	Date de mise à jour SIG	Longueur de réseaux (en ml)						Autres ouvrages		
								EU		EP		UN		Nombre de BE posées	Type d'ouvrage	Nombre posé
								posé	déposé	posé	déposé	posé	déposé			
AMBARES	Avenue Léon Blum	30	15/04/2013							34					OR type 1	1
AMBARES	Avenue Claude Taudin	30	07/01/2015	17/02/2015	18/02/2015			132								
AMBES	Rue LACHENAL (de la rue E Delacroix à l'Ave Jean Moulin)	30	15/02/2016					281	265	286	202			6		
BASSENS	Parc de l'Europe	30	10/02/2015													
BLANQUEFORT	Lagorce 2	30	15/02/2013							20						
BLANQUEFORT	Rue du Dehez	30	29/04/2014	10/06/2014	17/06/2014			51								
BLANQUEFORT	Centre Bourg - Secteur Les Colonnes	30	12/05/2016	29/08/2016	09/09/2016			27		434				4		
BLANQUEFORT	Rue Saint EXUPERY (Brt n° 22)	30	24/06/2016													
BLANQUEFORT	Rue des Pinsons Mésanges	30	26/10/2016					83								
BORDEAUX	Rue Eugène JACQUET / Rue Francisco FERRER	30	28/06/2013													
BORDEAUX	Cours de l'Argonne (face n°154)	30	19/05/2014											1		
BORDEAUX	Cours de l'ARGONNE / Rue COLETTE	30	06/02/2015											4		
BORDEAUX	Cours Charles BRICAUD	30	26/02/2015							195				5		
BORDEAUX	TRAM Phase 1 - T1 - S 1 & 2 P / Cours Tournon	30	08/06/2016									27				
BORDEAUX	TRAM T1 S 2 P Place Tourny / Crs de Verdun	30	07/09/2016									55	26			
BORDEAUX	Rue POITEVIN	30	12/10/2016									63	63			
BOULIAC	Chemin des Collines - Phase 2	30	15/06/2016													
BRUGES	Rue Jean Pommies	30	08/07/2013					5								
BRUGES	Rue des Ecoles	30	17/07/2014	26/08/2014	01/09/2014			72		158				4		
BRUGES	Rue DURIN	30	31/08/2015							5						
EYSINES	Place du Rouaillou	30	27/09/2013					121		105						
EYSINES	307 , Avenue du TAILLAN MEDOC	30	24/06/2016													
EYSINES	Impasse des LIBELLULES	30	07/09/2016					47								
FLOIRAC	Rue Léon Blum / Rue Eugène Delacroix	30	22/04/2014	21/05/2014	02/06/2014					87				2		
GRADIGNAN	Rue de Chartrèze (Parking Paysager)	30	31/01/2014	13/08/2015	20/08/2015					116						
GRADIGNAN	Secteur du Prieuré	30	14/09/2015							35	9					
GRADIGNAN	Avenue de Lestage et Nord Place Roumegoux	30	23/05/2016	26/08/2016	09/09/2016					196	115					
GRADIGNAN	Place Roumégoux	30	06/06/2016							171						
LE HAILLAN	Lotissement Le Clos et Le Hameau de Menespey	30	28/05/2013													
LE TAILLAN	Chemin de CANTE GRIC (de Stade à Grimons)	30	20/03/2014	11/03/2015	12/03/2015					100						
LE TAILLAN	Chemin du Bois des Ormes	30	21/03/2014	04/07/2014	09/07/2014					508				15		
MERIGNAC	Rue des ONTINES	30	17/12/2015					91		57				1		
MERIGNAC	Rue des Teinturiers	30	10/12/2015							4				1		
MERIGNAC	Avenue de la FORET (Brt n° 47)	30	24/06/2016													
MERIGNAC	Rue de NANTES	30	13/06/2016									72	123			
MERIGNAC	Chemin Pagneau	30	18/08/2016							143						
PESSAC	Avenue du Haut Lévêque (Angle Gustave Flaubert)	30	08/08/2014	16/10/2015	21/10/2015											
PESSAC	Avenue de CANEJAN (n°72)	30	16/03/2016					30		129						
PESSAC	Avenue du Haut Lévêque (Rond point)	30	16/03/2016	30/08/2016	09/09/2016			189								
ST LOUIS DE MONTFERRAND	Rue Roger ESPAGNET	30	21/02/2013													
ST MEDARD	Rue Pierre FRESNAY	30	10/07/2013							134						
ST MEDARD	Rue Alexis PUYO (Modification branchement 68/70)	30	24/06/2016													
TALENCE	Avenue Sainte Marie	30	05/08/2015	14/08/2015	11/09/2015			79		222				10		
VILLENAVE	RENAULT - Avenue des Pyrénées	30	27/08/2015													
	Sous total (Patrimoine 30)							**1 208**	**265**	**3 139**	**326**	**217**	**212**	**53**		**1**
								943		**2 813**		**5**				
AMBARES	Rue de la Gorp	32	25/06/2013							13						
AMBARES	Rue de Bassens	32	15/02/2014							105				9		
AMBARES	Liaison Canteranne/Napoléon	32	23/05/2014					112								
AMBARES	Rue MIRIEU DE LABARRE	32	17/12/2015													
AMBARES	LGV SEA : RD 1010	32	06/04/2016	25/07/2016	05/08/2016					689				31		
BLANQUEFORT	Ave du XI Novembre	32	30/07/2013							66	26					
BLANQUEFORT	Avenue du 8 Mai	32	21/01/2016							184						
BORDEAUX	Pont Jacques Chaban Delmas	32	17/07/2013	11/10/2013	21/11/2013					597				18	déshuileur Dessableur Bassin en terre à sec	3 2 1
BORDEAUX	Rue de la Ferme de Richemont	32	10/07/2014									55		2		
BORDEAUX	UF2 ZAC BELCIER	32	30/07/2015							104		60				
EYSINES	PAE CENTRE BOURG : Rue du Capitaine GUIRAUD	32	28/05/2014	17/03/2016	25/03/2016			60		67						
EYSINES	PAE CENTRE BOURG : Avenue de Verdun	32	28/05/2014	17/03/2016	25/03/2016			6		46						
EYSINES	PAE CENTRE BOURG : Place de la Victoire / Rue du docteur BARRIERE	32	07/12/2012	17/03/2016	25/03/2016			160		168						
EYSINES	PAE CENTRE BOURG : Mail des SAVONNIERS	32	07/12/2012	17/03/2016	25/03/2016					168					OR type 1	1
FLOIRAC	ORU Quartier Libération Rue Coluche / Yves du Manoir	32	18/12/2013	12/12/2014	16/12/2014											
GRADIGNAN	Route de Pessac (de loustalot à Canejan)	32	27/11/2015							150				14		
GRADIGNAN	Rue des Cedres (Résidence Saint-Géry)	32	03/05/2016					73		62	106					
LE HAILLAN	Rue de Venteille	32	30/04/2015	03/06/2016	08/06/2016											
LE TAILLAN	Rue des Ecureuils	32	18/12/2013							213				8		
LE TAILLAN	Chemin de la plante du Bois des Ormes	32	17/11/2015							200						
MERIGNAC	Ave Kennedy (entre Perrin et Vigneau)	32	15/09/2014							46				10		
MERIGNAC	Av de l'Argonne (de Pagneau à Tournesol)	32	31/03/2016													
PAREMPUYRE	Rue Daniel Delaube	32	10/04/2013							583				13		
PAREMPUYRE	Rue de Landegrand (Delaube-Bigeau)	32	10/04/2013							140						
PAREMPUYRE	Rue des Chênes	32	07/03/2016							227				6		
PAREMPUYRE	NERUDA / PALUS	32	20/09/2016							37				3		
ST MEDARD	Ave de Montesquieu	32	26/02/2015							56				16		
VILLENAVE	Chemin de Couhins	32	24/02/2015							18						
VILLENAVE	Avenue Mirieu de Labarre	32	17/12/2015							800				39		
VILLENAVE	Avenue Georges CLEMENCEAU	32	29/09/2016					90		680						
	Sous total (Patrimoine 32)							**501**	**0**	**5 419**	**132**	**115**	**0**	**169**		**6**
								501		**5 287**		**115**				
	LINEAIRE ESTIME DES DOSSIERS EN INSTANCE *							**1 709**	**265**	**8 558**	**458**	**332**	**212**	**222**		**7**
								1 444		**8 100**		**120**				
LINEAIRE AFFERME - INTEGRE APIC								**1 867 199**		**1 565 046**		**783 662**				
LINEAIRE TOTAL AFFERME (ESTIME)								**1 868 643**		**1 573 146**		**783 782**				

* Les linéaires concernant les dossiers en attente de réception des DOE sont des estimations qui seront confirmées ou modifiées lors des régularisations à réception des documents définitifs.

1.2.1.3 Les travaux en cours non encore remis par Bordeaux Métropole

CHANTIERS RESEAUX CONTROLES ET RECEPTIONNES EN 2016 NON REMIS EN AFFERMAGE A CE JOUR						
Nom Travaux	**Nature Travaux**	**Commune**	**Entreprise**	**Maître d'œuvre**	**Maître d'ouvrage**	**Date OPR**
Chemin de Sarcignan	Travaux aménagement	VILLENAVE D'ORNON	FAYAT	MERLIN	PT SUD	14/12/2016
Rue Ambroise PARE / ROBESPIERRE	Travaux aménagement	TALENCE	FAYAT	MERLIN	BM DEAU	08/03/2016
CHANTIERS RESEAUX CONTROLES ET RECEPTIONNES EN 2015 NON REMIS EN AFFERMAGE A CE JOUR						
Nom Travaux	**Nature Travaux**	**Commune**	**Entreprise**	**Maître d'œuvre**	**Maître d'ouvrage**	**Date OPR**
Avenue Mirieu de Labarre	Travaux aménagement	VILLENAVE D'ORNON	COLAS	CUB DTS	CUB DTS	17/12/2015
Rue MIRIEU DE LABARRE	Travaux réseau	AMBARES	SGREG	CUB DTS	CUB DTS	17/12/2015
Parc de l'Europe	Travaux aménagement	BASSENS	MOTER	LDE - DTS	BM DEAU	10/02/2015
Rue des ONTINES	Travaux réseau	MERIGNAC	SOGEA	LDE - DTS	BM DEAU	17/12/2015
CHANTIERS RESEAUX CONTROLES ET RECEPTIONNES EN 2014 NON REMIS EN AFFERMAGE A CE JOUR						
Nom Travaux	**Nature Travaux**	**Commune**	**Entreprise**	**Maître d'œuvre**	**Maître d'ouvrage**	**Date OPR**
Parking paysager rue de Chartrèze	Travaux réseau	GRADIGNAN	MOTER	CUB DTS	CUB DTS	31/01/2014
Rouget de Lisle/Jacqueline Auriol/Somme	Travaux réseau	MERIGNAC	CHANTIERS MODERNES	LDE - DTS	BM DEAU	04/07/2014
CHANTIERS RESEAUX CONTROLES ET RECEPTIONNES EN 2013 NON REMIS EN AFFERMAGE A CE JOUR						
Nom Travaux	**Nature Travaux**	**Commune**	**Entreprise**	**Maître d'œuvre**	**Maître d'ouvrage**	**Date OPR**
Liaison BOURRAN VALLON Antenne Ontines	Travaux réseau	MERIGNAC	CHANTIERS D'AQUITAINE	LDE - DTS	BM DEAU	08/03/2013
Avenue Léon Blum	Travaux réseau	AMBARES	FAYAT	LDE - DTS	BM DEAU	15/04/2013
TRAM T 7 séquences 14 - 15 - 16 F	Travaux DOEA	BEGLES	COLAS	LDE - DTS	BM DEAU	26/04/2013
Rues E.JACQUET / F. FERRER	Travaux réseau	BORDEAUX	CHANTIERS MODERNES	LDE - DTS	BM DEAU	28/06/2013
Rue Jean Pommies	Travaux DOEA	BRUGES	SOBEBO	MERLIN	BM DEAU	08/07/2013
CHANTIERS VOIRIES CONTROLÉS AVEC ANOMALIES EN 2015 NON REMIS EN AFFERMAGE A CE JOUR						
Nom Travaux	**Nature Travaux**	**Commune**	**Entreprise**	**Maître d'œuvre**	**Maître d'ouvrage**	**Date OPR**
Place de la Ferme de Richemont	Travaux Aménagement Voirie	BORDEAUX		BM DT	BM DT	10/07/2014

TRAVAUX DE POSE DE RESEAUX EN 2016 NON RECEPTIONNES

Deux chantiers de pose de réseaux et d'ouvrages d'assainissement ont été réalisés en 2016. Ces travaux ne sont pas encore pris en charge à ce jour par le délégataire car les documents de réception qui valident la bonne pose des ouvrages d'assainissement n'ont pas été fournis.

A noter, 11 chantiers de pose de réseaux et ouvrages d'assainissement réalisés en 2015, 2014 et 2013, restent toujours non pris en charge. Ils sont rappelés dans le tableau ci-dessus.

TRAVAUX VOIRIE EN 2014 NON RECEPTIONNES

En 2014, un chantier travaux voirie (Place de la Ferme de Richemond) a été prévu en deux phases. La première phase réalisée dès 2014 a fait l'objet d'une Opération Préalable à la Reception. La seconde, prévue courant 2017 n'est pas encore achevée. La réception globale du projet se fera à réception de cette seconde phase.

1.2.2 LES DESAFFECTATIONS ET RETROCESSIONS

Liste des réseaux désaffectés remis à Bordeaux Métropole - 2016													
			Longueur de réseaux (en ml)			Nombre de regards			Nombre de B.E.		Nombre d'ouvrages		
Commune	**Rue**	**Date de désaffectation**	**EU**	**EP**	**UN**	**EU**	**EP**	**UN**	**EP**	**UN**	**EU**	**EP**	**UN**
Lormont	Rue des gravières	24/02/2016		81									
Artigues	Avenue de la Moune	08/01/2016		12			2						
Mérignac	Avenue Jeanne d'Arc	27/02/2016										3	
Mérignac	Rue Paul Cézanne	27/09/2016		51			3		2				
Total			**0**	**144**	**0**	**0**	**5**	**0**	**2**	**0**	**0**	**3**	**0**

Les canalisations et ouvrages qui ont été retirés du patrimoine affermé en vue d'un abandon ou d'une rétrocession correspondent à l'application de la procédure patrimoine 34 relative à la « désaffectation des réseaux d'assainissement ne participant plus au service public de l'assainissement ».

2 - L'ACTIVITE DU SERVICE

2.1 LE BILAN HYDROLOGIQUE

2.1.1 LA PLUVIOMETRIE

La pluviométrie du territoire de Bordeaux Métropole est suivie et enregistrée grâce à un réseau de 42 pluviomètres dont 31 sont retransmis en temps réel au centre de télécontrôle RAMSES.



Bien que très proche de la moyenne de 1980 à 2015, la pluviométrie enregistrée en 2016 sur le territoire de Bordeaux Métropole — égale à 923 mm contre 898,9 mm en moyenne de 1980 à 2015 inclus — fut extrêmement hétérogène, des périodes très sèches succédant à d'autres très arrosées.

Pour preuve de cette hétérogénéité, de nombreux records ont été battus en 2016. Ainsi, depuis 1966, date des premiers enregistrements pluviométriques dont nous disposons :

- il n'avait jamais autant plu en janvier (247,1 mm), en janvier et février cumulés (400,0 mm) et au premier trimestre (506,2 mm) ;
- juillet et août cumulés n'avaient jamais été aussi secs (22,7 mm).

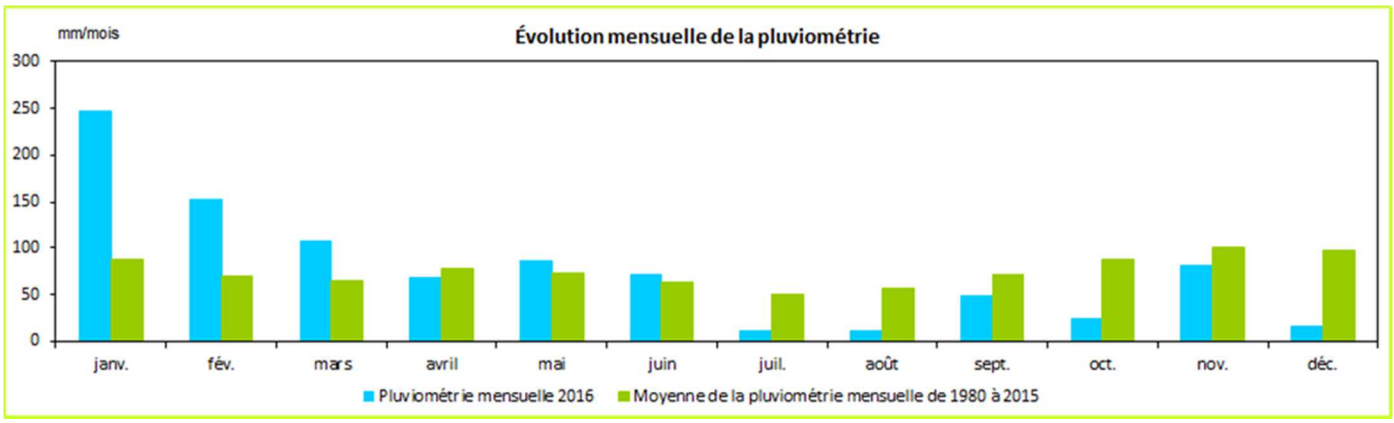
Il a autant plu en janvier et février (400,0 mm en deux mois) que d'avril à novembre inclus (401,1 mm en huit mois).

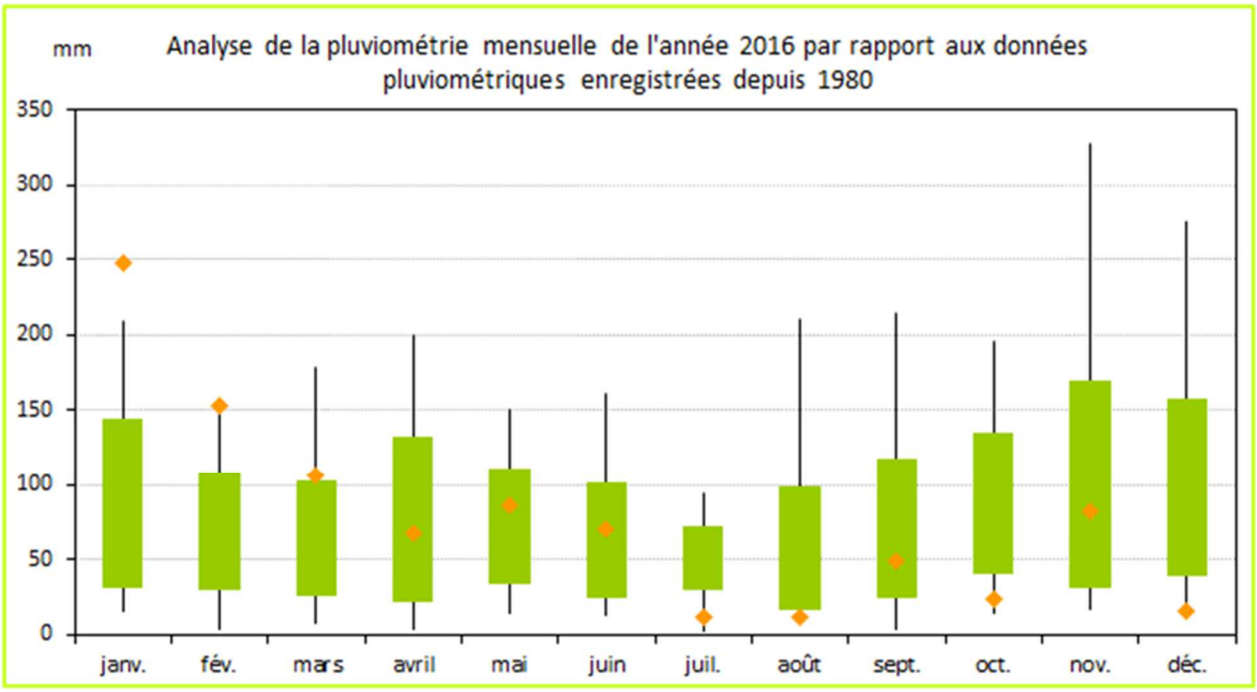
Avec 15,6 mm précipités en moyenne sur le territoire métropolitain, le mois de décembre 2016 a été également très sec puisque ce fut le deuxième mois de décembre le plus sec depuis 1966, derrière le record (11,7 mm) enregistré en 2015.

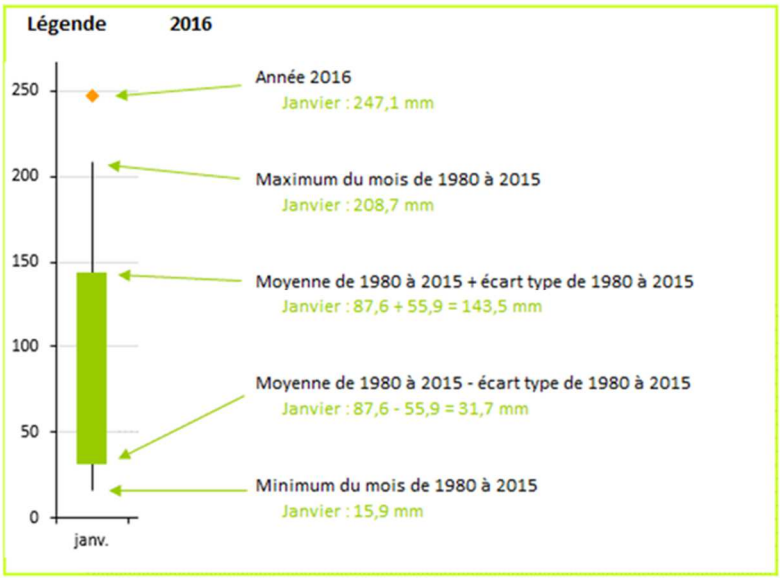
Les trois mois les plus arrosés de 2016 — janvier, février et mars — ont contribué à hauteur de 55 % du cumul annuel et il est tombé presque 80 % des précipitations annuelles durant le premier semestre 2016. À l'opposé, les trois mois les plus secs — juillet, août et décembre — n'ont apporté que 4 % du cumul de pluies annuel.

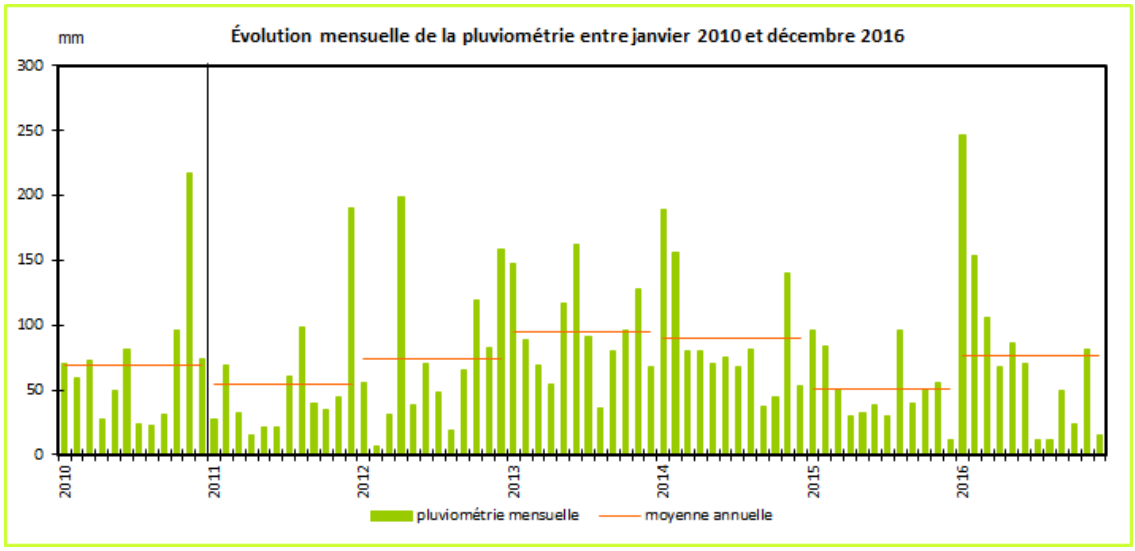
Enfin, si on analyse les cumuls de précipitations par trimestre, alors on constate que :

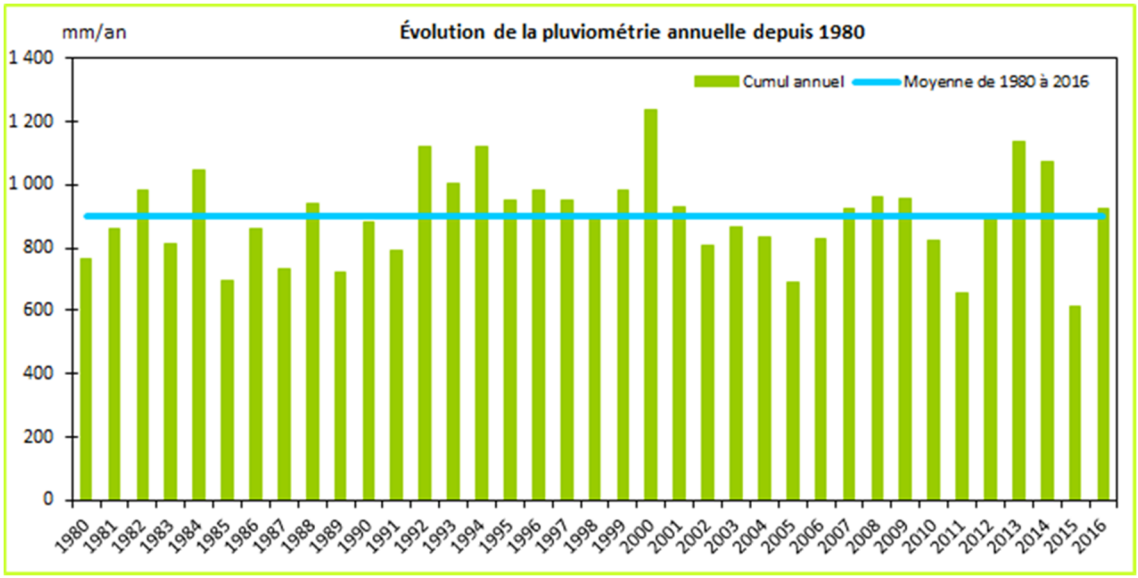
- le 1er trimestre 2016 fut 2,3 fois plus arrosé que la moyenne de 1980 à 2015 ;
- le 2ème trimestre 2016 fut proche de la moyenne de 1980 à 2015 ;
- les 3ème et 4ème trimestres ont affiché un déficit d'environ 60 % par rapport à la moyenne de 1980 à 2015.


mm/mois
Évolution mensuelle de la pluviométrie
300
250
200
150
100
50
0
janv.
fév.
mars
avril
mai
juin
juil.
août
sept.
oct.
nov.
déc.
Pluviométrie mensuelle 2016
Moyenne de la pluviométrie mensuelle de 1980 à 2015


mm
Analyse de la pluviométrie mensuelle de l'année 2016 par rapport aux données pluviométriques enregistrées depuis 1980
350
300
250
200
150
100
50
0
janv.
fév.
mars
avril
mai
juin
juil.
août
sept.
oct.
nov.
déc.


Légende
2016
250
200
150
100
50
0
janv.
Année 2016
Janvier : 247,1 mm
Maximum du mois de 1980 à 2015
Janvier : 208,7 mm
Moyenne de 1980 à 2015 + écart type de 1980 à 2015
Janvier : 87,6 + 55,9 = 143,5 mm
Moyenne de 1980 à 2015 - écart type de 1980 à 2015
Janvier : 87,6 - 55,9 = 31,7 mm
Minimum du mois de 1980 à 2015
Janvier : 15,9 mm





Pluviométrie mensuelle et annuelle (mm) depuis 1980																			
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**	**1985**	**1986**	**1987**	**1988**	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**
janv.	102,5	71,7	90,4	25,8	172,7	53,7	194,2	23,3	208,7	38,3	75,7	40,4	30,1	15,9	152,4	130,0	101,8	27,1	96,6
fév.	25,7	45,7	45,2	86,0	85,1	76,6	54,5	42,9	110,7	96,0	146,4	53,9	16,5	3,8	94,7	110,8	112,2	61,2	20,4
mars	90,1	75,3	76,0	60,7	76,8	96,6	52,4	62,9	126,2	44,5	7,7	35,9	68,8	15,3	18,4	92,3	41,0	9,8	42,4
avril	19,9	28,0	3,2	126,0	17,7	65,2	156,9	40,8	92,6	184,0	94,8	50,2	63,0	109,6	141,3	36,1	63,3	13,0	195,5
mai	94,2	79,4	70,6	114,6	140,4	107,6	44,1	19,6	114,3	14,4	46,1	48,2	52,0	66,8	86,4	66,5	63,0	131,3	16,7
juin	80,2	31,1	57,8	20,5	61,0	40,7	14,7	95,7	79,7	32,7	65,2	43,3	152,3	128,3	107,7	22,0	49,1	130,8	67,0
juil.	53,8	32,1	55,3	68,5	21,5	59,5	2,7	79,3	42,3	68,6	22,3	66,3	63,5	39,0	51,2	33,8	63,7	40,4	41,5
août	30,8	19,8	58,2	83,7	48,7	20,6	46,8	34,6	16,2	56,9	24,0	10,3	210,6	30,9	52,3	30,8	118,6	89,5	12,2
sept.	48,3	71,0	68,5	40,0	84,9	3,9	99,8	58,4	36,0	39,3	56,0	136,9	86,1	214,2	177,1	127,5	75,5	30,4	141,8
oct.	130,4	111,0	195,1	27,7	127,9	13,8	55,3	141,9	38,1	30,9	159,6	115,4	133,0	135,3	71,0	42,3	66,2	22,0	106,7
nov.	31,7	20,7	98,6	38,5	141,2	66,8	46,0	102,0	20,2	84,2	127,3	158,3	132,5	38,1	73,0	73,9	181,3	231,5	98,5
déc.	60,1	276,0	166,0	123,4	69,4	91,5	95,3	32,6	54,9	35,5	56,2	34,1	113,5	204,8	94,9	187,0	48,7	165,5	52,8
Total	**767,7**	**861,8**	**984,9**	**815,4**	**1 047,3**	**696,5**	**862,7**	**734,0**	**939,9**	**725,3**	**881,3**	**793,2**	**1 121,9**	**1 002,0**	**1 120,4**	**953,0**	**984,4**	**952,5**	**892,1**

Pluviométrie mensuelle et annuelle (mm) depuis 1980																			
	1999	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Moyenne de 1980 à 2015**
janv.	61,6	15,9	142,2	28,2	96,4	167,3	40,1	55,3	74,9	102,8	132,6	70,5	27,3	55,8	147,8	188,4	95,3	247,1	87,6
fév.	79,4	90,1	65,4	59,3	65,6	26,5	42,8	91,8	149,0	31,1	34,4	59,1	69,2	6,1	88,1	155,8	84,0	152,9	69,1
mars	54,3	96,0	151,4	30,4	42,5	45,5	43,9	178,2	94,9	106,2	37,2	73,0	32,4	30,5	69,1	80,1	50,0	106,2	64,1
avril	81,4	151,0	107,3	41,2	36,8	74,8	108,4	27,3	32,7	79,3	124,8	27,2	15,7	199,3	54,0	80,4	30,0	67,6	77,0
mai	84,0	83,8	41,9	99,6	61,1	92,3	19,2	55,0	150,9	148,7	72,6	48,8	20,6	38,4	117,2	70,1	32,6	85,7	72,6
juin	52,8	51,8	28,8	33,8	49,7	13,2	44,9	24,7	67,1	80,5	94,3	80,7	21,2	70,4	161,5	74,6	37,9	70,5	63,0
juil.	43,7	66,1	94,0	40,6	85,8	62,8	31,3	53,5	59,8	21,4	48,1	23,9	60,6	48,8	90,5	67,7	30,1	11,5	50,9
août	68,7	31,6	53,5	110,4	50,3	92,1	22,1	65,1	99,7	80,6	32,4	22,0	98,3	18,5	35,7	81,5	96,2	11,2	57,1
sept.	145,1	42,7	67,6	48,8	35,8	51,8	69,7	102,9	29,9	43,5	39,3	30,8	40,1	65,1	80,1	36,8	39,7	49,0	71,3
oct.	88,1	154,6	84,6	84,6	170,2	112,1	71,0	59,8	44,2	81,9	36,8	95,5	34,2	119,7	96,4	44,3	50,5	23,9	87,6
nov.	60,5	328,0	48,3	125,5	93,4	16,9	90,6	65,2	39,7	117,2	211,7	217,3	44,4	82,6	127,6	140,0	56,0	81,7	100,8
déc.	163,7	128,2	43,2	108,7	81,5	79,5	108,9	48,6	82,4	68,3	93,8	74,5	190,3	158,7	67,2	53,5	11,7	15,6	97,9
Total	**983,3**	**1 239,8**	**928,2**	**811,1**	**869,1**	**834,8**	**692,9**	**827,5**	**925,2**	**961,6**	**958,0**	**823,1**	**654,3**	**893,8**	**1 135,2**	**1 073,2**	**614,0**	**923,0**	**898,9**

2.1.2 LES EVENEMENTS PLUVIEUX SIGNIFICATIFS

Le cumul des précipitations en 2016 fut égal à 923 mm en moyenne sur le territoire de Bordeaux Métropole.

Sept passages en Situation A (risque orageux majeur) furent enregistrés en 2016 au télécontrôle RAMSES, conduisant à la préparation du délégataire à la gestion d'une pluie critique. Un seul d'entre eux — le 13 septembre 2016 — s'avéra être associé à des précipitations intenses et abondantes sur Bordeaux Métropole et déclencha la rédaction de rapports d'intempérie minute et définitif à l'attention de la collectivité. Aucune autre pluie survenue hors Situation A ne conduisit à la rédaction d'un rapport d'intempérie en 2016.

L'année 2016 n'en fut pas pour autant exempte de pluies significatives en dehors de l'orage du 13 septembre.

En effet, de nombreux épisodes pluvieux de longue durée, générant des cumuls de pluie importants, sont survenus au cours du premier semestre 2016. A noter :

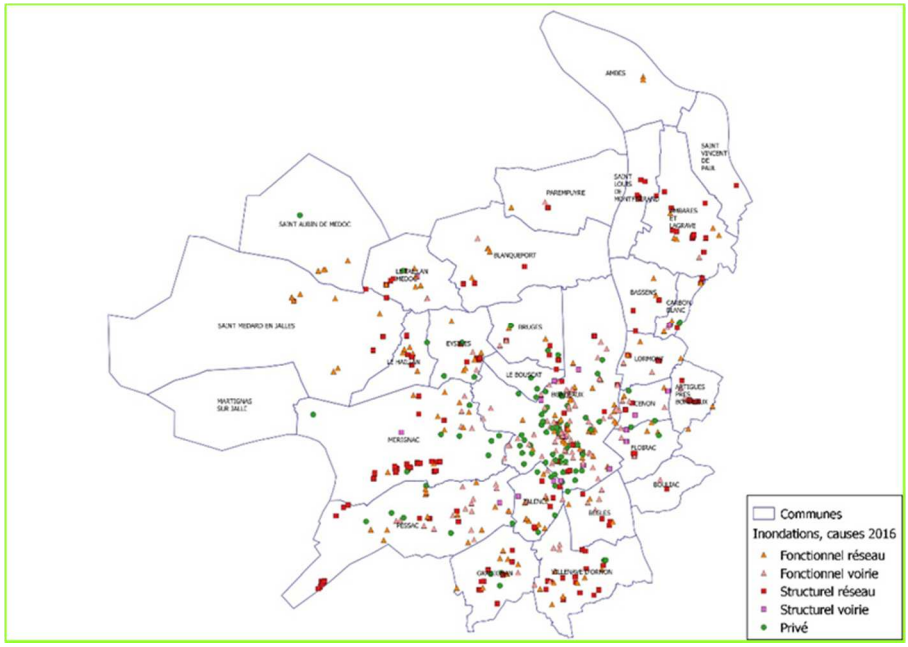
- les 117,8 mm précipités du 2 au 7 janvier, dont 65,1 mm les 6 et 7 janvier ;
- les 60,8 mm précipités du 10 au 12 janvier ;
- les 121,9 mm précipités du 6 au 14 février, dont 52,9 mm du 7 au 9 février et 60,9 mm du 11 au 14 février ;
- les 48,4 mm précipités du 2 au 4 mars, dont 28,9 mm le 4 mars ;
- les 33,8 mm précipités les 21 et 22 mai 2016.

L'orage du 13 septembre a été accompagné de fortes rafales de vent et de très nombreux impacts de foudre et s'est déplacé du sud au nord du début de soirée au milieu de la nuit. Les précipitations les plus abondantes et les plus intenses ont été enregistrées en début d'événement à l'ouest de l'agglomération, sur les communes de Martignas-sur-Jalle (55,6 mm en 6 h 45 au stade Moga) et de Saint-Jean-d'Illac (127,2 mm/h sur 5 min au Las). La période de retour maximale associée — enregistrée par le pluviomètre du stade Moga à Martignas-sur-Jalle — fut comprise entre 20 ans et 50 ans sur toutes les durées de pluie de 15 min à 4 heures. Consécutivement à cet orage, quarante-sept plaintes inondation ont été recensées par le délégataire.

ANALYSES DES PLAINTES RECENSEES

Les intempéries de 2016 ont généré 592 plaintes inondation distinctes (dates et/ou lieux différents) enregistrées par le Délégataire ; elles sont associées à soixante-trois jours de pluie regroupés en trente-neuf événements pluvieux distincts. Ces plaintes ont eu pour origine soit des appels en direct des clients à la SGAC, soit des courriers en provenance de Bordeaux Métropole, des mairies et/ou des clients.

Ce nombre très élevé de plaintes s'explique par l'abondance des événements pluvieux survenus en début d'année 2016 après une fin d'année précédente très sèche ainsi que par la nouvelle méthode de recherche des interventions par temps de pluie mise en œuvre à partir de janvier 2016. Ainsi, depuis janvier 2016, la recherche des plaintes inondation s'effectue sur la totalité des interventions réalisées sur le réseau d'assainissement et non plus seulement sur celles survenues lors des jours d'intempérie. Les plaintes tardives — au retour de week-ends ou de vacances par exemple — sont donc toutes prises en compte dès lors qu'elles sont attribuées à une intempérie.



Parmi ces 592 plaintes :

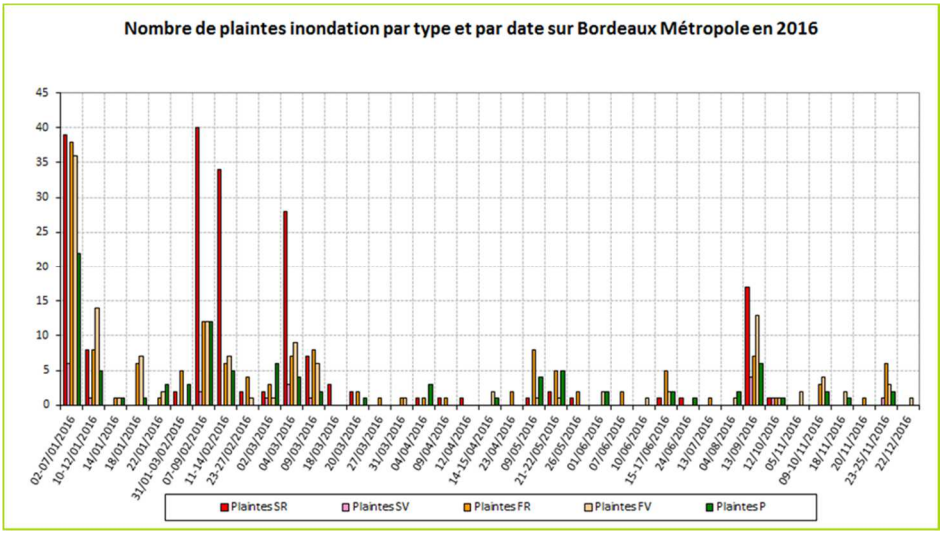
- ✓ 141, soit 23,8 % du total, furent consécutives aux précipitations du 2 au 7 janvier 2016 ;
- ✓ 36, soit 6,1 % du total, furent consécutives aux précipitations du 10 au 12 janvier 2016 ;
- ✓ 78, soit 13,2 % du total, furent consécutives aux précipitations du 7 au 9 février 2016 ;
- ✓ 52, soit 8,8 % du total, furent consécutives aux précipitations du 11 au 14 février 2016 ;
- ✓ 51, soit 8,6 % du total, furent consécutives aux précipitations du 4 mars 2016 ;
- ✓ 47, soit 7,9 % du total, furent consécutives à l'orage du 13 septembre 2016.

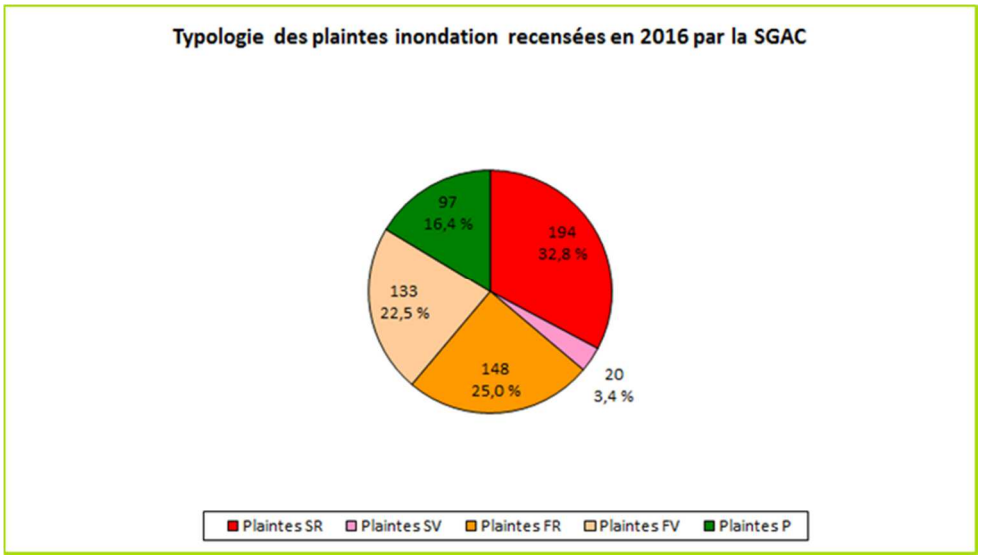
Ces six événements pluvieux — sur les trente-neuf de 2016 ayant généré des plaintes inondation — furent donc à l'origine de 68,4 % du total des plaintes inondation enregistrées en 2016 par le Délégataire. En outre, les intempéries du 1er trimestre 2016 ont provoqué les trois-quarts des plaintes enregistrées en 2016 par le Délégataire.

En 2016, les plaintes structurelles, réseau ou voirie, ont représenté 36,1 % des plaintes enregistrées : 194 plaintes (32,8 %) ont été classées « structurel réseau » et 20 (3,4 %) classées « structurel voirie ». Les plaintes fonctionnelles — 148 « fonctionnel réseau » (25,0 %) et 133 « fonctionnel voirie » (22,5 %) — ont représenté 47,5 % des plaintes enregistrées. Enfin, près d'une plainte sur six — 97 plaintes soit 16,4 % du total annuel — a été classée « privé ».

Les quarante plaintes qui ont fait l'objet d'une étude en réponse à un bordereau A de Bordeaux Métropole ont été classées comme suit :

- ✓ 17 plaintes « structurel réseau » ;
- ✓ 4 plaintes « structurel voirie » ;
- ✓ 4 plaintes « fonctionnel réseau » ;
- ✓ 2 plaintes « fonctionnel voirie » ;
- ✓ 13 plaintes « privé ».





Définitions

Plaintes Structurel Réseau (SR) : Cause liée à la structure du réseau (dimensionnement de réseau (débitance trop faible) / contre pente / coudes)

Plaintes Structurel Voirie (SV) : Cause liée à un problème structurel de voirie (absence d'avaloir, avaloir mal positionné, dépression de voirie, bateau mal positionné.)

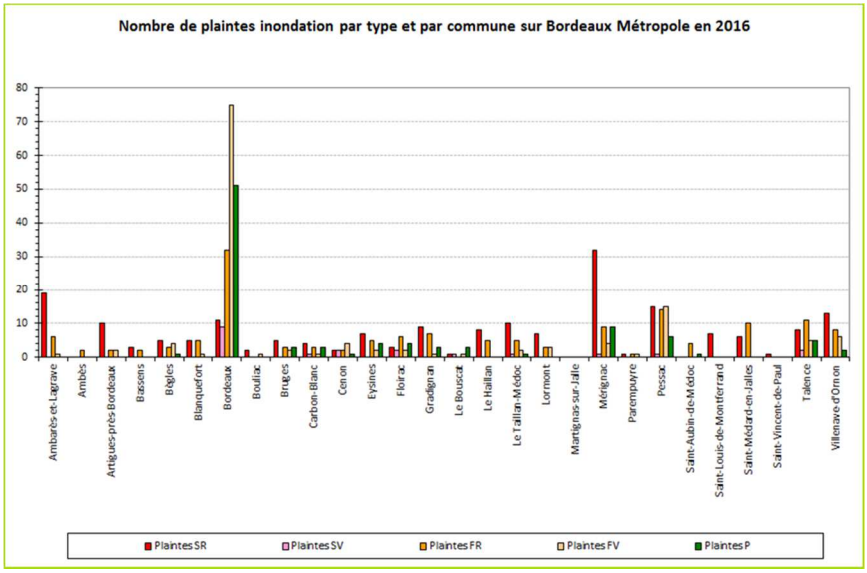
Plaintes Fonctionnel Réseau (FR) : Cause liée à un problème de fonctionnement de réseau (encrassement, obstruction, non conformités, gras)

Plaintes Fonctionnel Voirie (FV) : Cause liée à un problème de fonctionnement des ouvrages de voirie (généralement des avaloirs : exemple feuilles dans les BE)

Plaintes Privées (P). : Cause liée à un problème privé.

En 2016, la répartition par commune s'est décomposée comme suit :

- ✓ 178 plaintes sur Bordeaux, y compris les quartiers Bastide et Caudéran, soit 30,1 % du total des plaintes pour 32,4% de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 55 plaintes sur Mérignac, soit 9,3 % du total des plaintes pour 9,1 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 51 plaintes sur Pessac, soit 8,6 % du total des plaintes pour 8,1 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 31 plaintes sur Talence, soit 5,2 % du total des plaintes pour 5,6 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 29 plaintes sur Villenave-d'Ornon, soit 4,9 % du total des plaintes pour 4,1 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 26 plaintes sur Ambarès-et-Lagrave, soit 4,4 % du total des plaintes pour 1,9 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 20 plaintes sur Gradignan, soit 3,4 % du total des plaintes pour 3,3 % de la population totale de Bordeaux Métropole officielle au 01/01/2013 ;
- ✓ 202 plaintes pour les 20 autres communes de Bordeaux Métropole hors Martignas-sur-Jalle, commune sur laquelle le Délégataire n'a enregistré aucune plainte en 2016.



Nous constatons logiquement que les cinq communes les plus peuplées de Bordeaux Métropole ont généré le plus de plaintes en 2016. Le total des plaintes générées par ces cinq communes représente 58,1 % du total des plaintes enregistrées sur Bordeaux Métropole alors qu'elles regroupent 59,3 % de la population totale.

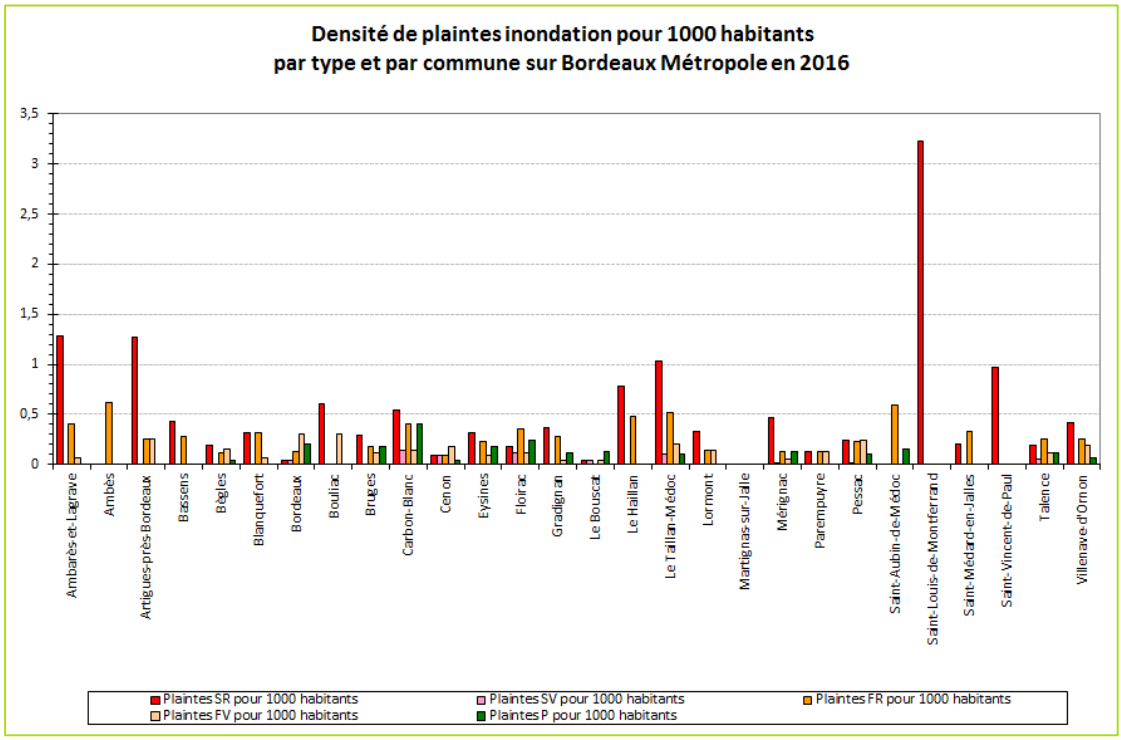
Rapportées au nombre d'habitants, les communes de Bordeaux Métropole ayant généré le plus de plaintes inondation en 2016 furent :

- ✓ Saint-Louis-de-Montferrand : 3,23 plaintes pour 1000 habitants ;
- ✓ Le Taillan-Médoc : 1,95 plainte pour 1000 habitants ;
- ✓ Artigues-près-Bordeaux : 1,77 plainte pour 1000 habitants ;
- ✓ Ambarès-et-Lagrave : 1,76 plainte pour 1000 habitants ;
- ✓ Carbon-Blanc : 1,64 plainte pour 1000 habitants ;
- ✓ Le Haillan : 1,26 plainte pour 1000 habitants ;
- ✓ Floirac : 1,02 plainte pour 1000 habitants.

Aucune autre commune de Bordeaux Métropole n'a enregistré plus d'une plainte inondation pour 1000 habitants en 2016.

Ainsi, en 2016 tout comme en 2013 et en 2014 (non analysé en 2015 faute d'un nombre suffisant de plaintes), Saint-Louis-de-Montferrand fut la commune la plus concernée par les plaintes inondation en regard de sa population. Notons en outre que les sept plaintes enregistrées sur cette commune en 2016 furent toutes classées « structurel réseau ».

À titre de comparaison, la densité de plaintes fut égale à 0,775 plainte pour 1000 habitants en 2016 sur l'ensemble de Bordeaux Métropole.



ANALYSE DETAILLEE DES PLAINTES « STRUCTURELLES »

Les plaintes « structurelles » traduisent des dysfonctionnements des collecteurs d'assainissement et/ou des ouvrages d'absorption le long des voiries, les actions correctives étant généralement du domaine de la Collectivité.

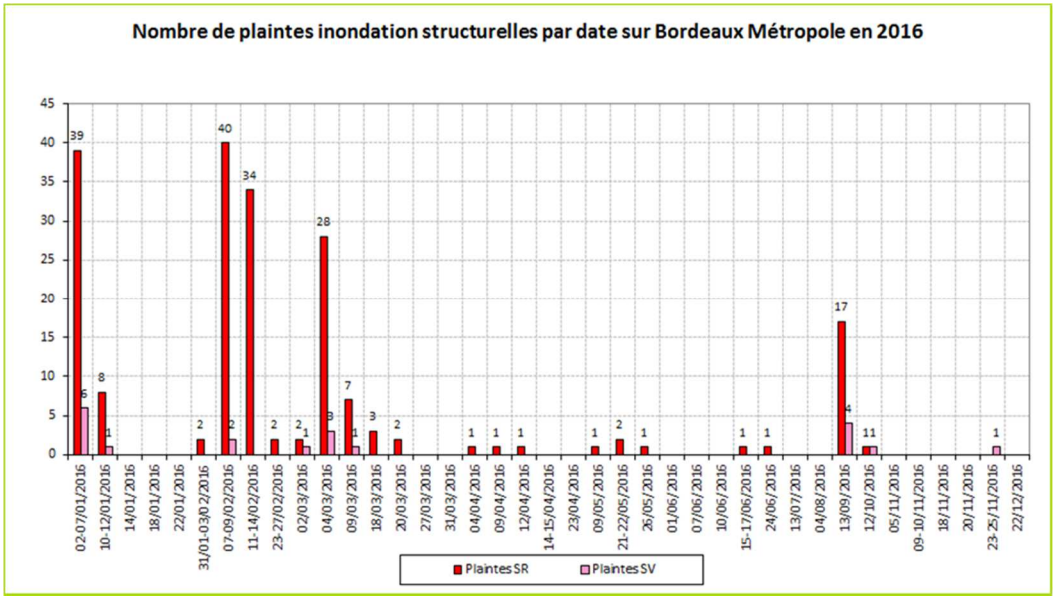
Sur les 214 plaintes « structurelles » — soit 36,1 % du total annuel — recensées par la SGAC pour l'année 2016 :

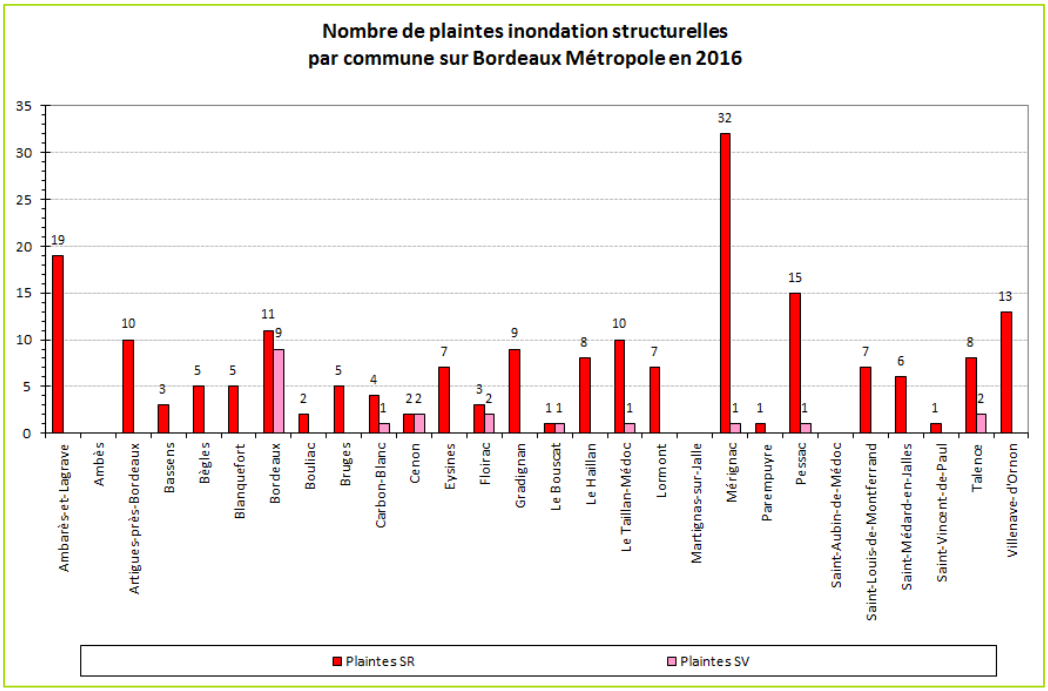
- ✓ 45 (39 « réseau » et 6 « voirie ») furent consécutives aux précipitations du 2 au 7 janvier 2016 ;
- ✓ 42 (40 « réseau » et 2 « voirie ») furent consécutives aux précipitations du 7 au 9 février 2016 ;

- ✓ 34 (toutes « réseau ») furent consécutives aux précipitations du 11 au 14 février 2016 ;
- ✓ 31 (28 « réseau » et 3 « voirie ») furent consécutives aux précipitations du 4 mars 2016 ;
- ✓ 21 (17 « réseau » et 4 « voirie ») furent consécutives à l'orage du 13 septembre 2016.

Vingt-et-une plaintes « structurelles » — dix-sept « réseau » et quatre « voirie » — sont associées à un bordereau A-INOD, A-ANOM ou A-DIV.

Plusieurs d'entre elles méritent de faire l'objet d'un traitement particulier : étude et/ou travaux sous maîtrise d'ouvrage de Bordeaux Métropole. Nous les présentons hiérarchisées dans la liste ci-après.





RECOMMANDATIONS MOTIVEES ET HIERARCHISEES DU DELEGATAIRE

- ✓ **Mérignac : défaut d'évacuation du réseau d'eaux usées par temps de pluie rue Jean Monnet et voies adjacentes (cf. bordereau A-ANOM-07-0010 + point noir MER 27).**

Les précipitations intenses et/ou abondantes provoquent la mise en charge du réseau d'eaux usées posé sous la rue Jean Monnet, laquelle mise en charge se propage dans les collecteurs amont posés sous les rues adjacentes.

Sachant que la faible pente générale du réseau d'eaux usées de la rue Jean Monnet et les différentes contrepentes qui y ont été identifiées provoquent l'encrassement régulier du collecteur et que la population raccordée continue d'augmenter dans le quartier, nous préconisons la réalisation d'une étude hydraulique de l'ensemble du bassin de collecte ainsi que la suppression des non-conformités trouvées lors des enquêtes de conformité réalisées par la SGAC en septembre 2016.

- ✓ **Bruges : défaut d'évacuation du réseau d'eaux usées lors des fortes précipitations en amont de la station de pompage des eaux usées André Messager**

Le calcul du taux de saturation réalisé à partir des données d'exploitation enregistrées en mars 2016 a montré que la station de pompage des eaux usées André Messager était saturée par temps sec sur l'heure de pointe. Ceci explique pourquoi le réseau d'eaux usées amont monte en charge par temps de pluie et empêche l'évacuation des eaux usées des riverains situés aux points bas, malgré un faible impact des eaux claires parasites météoriques sur les volumes pompés par la station André Messager.

Sachant en outre que la population raccordée continue de croître dans le quartier, nous préconisons la réalisation d'une étude d'assainissement des eaux usées visant à augmenter la capacité de pompage de la station André Messager. En parallèle, nous préconisons la recherche et la réduction des entrées d'eaux claires parasites permanentes dans le réseau d'eaux usées (action SGAC à venir).

- ✓ **Lormont : débordement sur la chaussée et chez un riverain du réseau d'eaux usées lors des fortes précipitations rue Jean Lurçat**

Lors des précipitations intenses et/ou abondantes, le réseau d'eaux usées posé sous la rue Jean Lurçat monte en charge et déborde sur la chaussée et chez un riverain. Plusieurs facteurs expliquent ces débordements : existence d'un frein hydraulique au carrefour de la rue Jean Lurçat et de la rue Jean-Jacques Rousseau, présence de racines à l'aval immédiat de ce carrefour, raccordement de l'avaloir de la place Suzanne Lacore sur le collecteur d'eaux usées de la rue du Colonel Fabien notamment.

Conséquemment, nous préconisons la modification du raccordement des deux collecteurs E.U. existants sous le carrefour des rues Jean Lurçat et Jean-Jacques Rousseau, la suppression des racines (action SGAC en cours début 2017) et la réparation si nécessaire du collecteur d'eaux usées à l'aval du carrefour, la mise en conformité du raccordement de l'avaloir de la place Suzanne Lacore et la recherche — puis la suppression — des non-conformités éventuelles sur le bassin de collecte, lequel comprend de nombreux collecteurs abandonnés et privés non pris en charge (actions à venir courant 2017).

- ✓ **Pessac : réseau d'eaux usées en charge lors des précipitations abondantes en amont de la station de pompage des eaux usées Domaniales (cf. bordereau A-INOD-16-0296)**

Sous l'effet d'entrées massives d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées amont, la station de pompage des eaux usées Domaniales se retrouve saturée lors des précipitations abondantes. S'ensuit une mise en charge du réseau d'eaux usées amont et des problèmes d'évacuation pour certains riverains.

Afin de réduire ces nuisances, nous préconisons la suppression des non-conformités E.P. dans E.U. trouvées lors des enquêtes de conformité réalisées par la SGAC en octobre 2016 sur le lotissement « Les Domaniales du Golf » ainsi qu'un entretien aussi fréquent que nécessaire des noues et fossés d'évacuation des eaux pluviales par la copropriété.

- ✓ **Blanquefort : débordement sur la chaussée et chez un riverain du réseau d'eaux usées lors des fortes précipitations au 1 avenue du 8 Mai (cf. bordereau A-INOD-02-0018)**

À l'aval immédiat de l'avenue du 8 Mai, le réseau d'eaux usées présente de nombreux défauts structurels tels que des contrepentes générant des dépôts de graisse et des attaques d'H2S et des casses ponctuelles. À l'amont, plusieurs non-conformités E.P. dans E.U. ont été mises en évidence, dont certaines ont d'ores et déjà été supprimées. Toutes ces anomalies contribuent à la remontée d'eaux usées dans la propriété située au 1 avenue du 8 Mai.

Aussi, afin d'éliminer ces nuisances, nous préconisons le renouvellement de 50 mètres de collecteur d'eaux usées sous l'avenue du Général de Gaulle et la poursuite des mises en conformité des branchements particuliers non-conformes en amont.

Ajoutons que de nouvelles inondations se sont produites en 2016 en des lieux ayant fait l'objet de recommandations motivées et hiérarchisées du Délégataire via les rapports annuels 2013 à 2015. Citons ainsi :

- ✓ à Pessac : la mise en charge des fossés et la saturation du P.R. E.U. Toctoucau par des eaux claires parasites entraînant des débordements d'eaux usées dans le quartier lors de pluies abondantes ;
- ✓ à Saint-Louis-de-Montferrand : la saturation, par des eaux claires parasites, du réseau d'eaux usées sous vide n° 3 lors des pluies abondantes et/ou en présence d'une nappe phréatique haute ;
- ✓ à Artigues-près-Bordeaux : les débordements par temps de fortes pluies du réseau d'eaux usées le long du ruisseau « Le Desclaux » ;
- ✓ au Haillan : lors des précipitations fortes et/ou abondantes, le point bas situé au droit du 1 rue des Genêts se retrouve inondé par manque d'absorption des eaux ruisselées.

2.1.3 LES VOLUMES POMPES ET EPURES, COMPARES AUX VOLUMES ASSUJETTIS ET A LA PLUVIOMETRIE

Volumes pompés / assujettis / épurés (m^3)					
Année	Volumes pompés		Volumes assujettis	Volumes épurés	Pluviométrie
	EU	EP			(mm/an)
2016	43 612 032	19 851 966	41 338 163	84 106 356	900,9

Les volumes pompés Eaux Usées proviennent du relevage des eaux usées des stations de pompage strictes Eaux Usées ainsi que des stations sélectives mais ne prend pas en compte le relevage Eaux Usées en tête de station.

Etant donné qu'un même effluent peut être relevé par plusieurs stations de pompage suivant la typologie du terrain, le volume est comptabilisé plusieurs fois. De ce fait, la différence entre les volumes épurés et les volumes pompés EU ne correspond pas au volume gravitaire.

Une faible partie, difficilement quantifiable, des volumes pompés Eaux Pluviales peut se retrouver dans les volumes épurés. Il s'agit des volumes pompés de certains bassins (Entre 2 mers, Grenouillère, etc…).

2.1.4 TAUX DE SATURATION DES POSTES DE RELEVEMENT ET TAUX DE SOLLICITATION DES BASSINS

2.1.4.1 Taux de saturation des postes de relèvement

Chaque année, nous réalisons l'évaluation de la capacité résiduelle des installations, stations de relèvement eaux usées et unitaires et bassins de retenue. Cela permet d'identifier les insuffisances susceptibles d'être rencontrées à court terme. Les analyses effectuées portent sur les taux de saturation des installations et non sur la capacité résiduelle. Pour déterminer le taux de saturation des stations de pompage des eaux usées et unitaires, une courbe moyenne horaire est réalisée à partir des données de débit de temps sec en nappe haute. Le taux de saturation correspond au ratio Qpointe / Qnominal.

Pour l'année 2016, l'ensemble des stations de pompage ont fait l'objet d'un calcul du taux de saturation, hormis les 4 stations citées ci-dessous :

- ✓ Les Aubiers en raison de l'absence de mesures du mois d'avril 2015 au mois de juin 2016 ;
- ✓ Lecoq, Trois Chênes (DIP) et Bio-Parc (DIP) faute de données télétransmises.

Au total, 6 stations de pompage ont un taux de saturation supérieur à 90% contre 9 en 2015 : André Messager, Bastide, Chemin de la Vie, Grandjean, Noutary et St-Emilion.

L'analyse des résultats montre que deux stations sont saturées :

- ✓ André Messager : cette station est saturée depuis 2015 et a connu une forte augmentation depuis 2013 avec un taux de saturation de 17 % en 2013, 66 % en 2014 puis 99% en 2015. Cette augmentation est dûe au basculement du quartier de la rue des Ecoles de la station du Tasta vers la station André Messager. Ainsi nous observons le phénomène inverse sur la station du Tasta qui a vu son taux de saturation passer de 42% en 2013 à 33% en 2014 puis 14% en 2015 et 12% en 2016 ;
- ✓ Bastide EU : par rapport à sa capacité de pompage, la station présente un taux de saturation de 23%, mais en réalité, elle est saturée en raison d'une canalisation de refoulement sous dimensionnée : le débit instantané est plafonné à environ 32 m³/h alors que la capacité de pompage de la station est de 144 m³/h. Ce résultat est identique chaque année depuis 2013. Ce dysfonctionnement sera résolu avec la construction de station de pompage de Brazza prévue en 2019.

La station de Noutary dont le taux 2015 était de 100% est passé à 95%. Cette station est sensible aux Eaux Claires Parasites (ECPP) notamment provenant du ruisseau d'Ars. Les stations de Chemin de la Vie et de Grandjean ont également un taux d'eaux claires parasites important (supérieur à 46%).

5 autres stations ont un taux de saturation supérieur à 80% : Avenue du Roy, Bruges 2, Carriet, La Boétie et Onze Novembre.

Parmi les 11 stations ayant un taux de saturation supérieur à 80%, 4 sont sous influence de réseau unitaire et avec des solutions à l'étude (Carriet, Saint-Emilion, Bastide EU, Noutary), 3 sont des PR EU sensibles aux eaux claires parasites permanentes (> 43%) (Avenue du Roy, Chemin de la Vie et Grandjean) et 4 sont des PR EU peu sensibles aux eaux claires parasites permanentes (< 38%) (André Messager, Bruges 2, La Boétie, XI Novembre).

Le nombre de stations possédant un taux de saturation compris entre 50 et 80 % est resté égal à 10.

La comparaison des taux saturation de 2015 et 2016 met en évidence que 4 stations (les DIP ne sont pas pris en compte) ont un taux qui a fortement varié entre 2015 et 2016 (variation de plus de 20%) :

- ✓ Arcins : la capacité de pompage a été augmentée en décembre 2015 impliquant ainsi une diminution de 22% du taux de saturation ;
- ✓ Jourde : la capacité de pompage a été augmentée par la mise en place d'un pompage simultané possible à 3 pompes. Le taux de saturation a alors diminué de 30% ;
- ✓ Mendes France : nous observons depuis 2013 une variation importante du taux de saturation sur cette station avec +47% entre 2014 et 2015 puis une diminution de -43% entre 2015 et 2016. En effet de 2013 à 2015, le taux de saturation a été estimé à partir des temps de pompage faute de données sur le débitmètre. A partir de 2016, le taux doit se stabiliser autour de 16% puisqu'il est maintenant calculé à partir des données du débitmètre;
- ✓ Phare ZI : nous observons sur cette station une augmentation de 24% du taux de saturation liée à une fiabilisation du débit nominal des pompes.

Il est à noter que la pluviométrie, facteur influant sur les résultats, des 4 mois précédents la période du calcul du taux de saturation était de 491 mm en 2014, de 372 mm en 2015 et de 468 mm en 2016.

Récapitulatif des Taux de saturation par station de pompage EU et unitaires pour l'année 2016								
Station de pompage EU	Période d'analyse	Type de données utilisées		Taux de saturation	Débit horaire disponible en m³/h	Débit journalier disponible en m³/j	Classement taux de saturation	Commentaire
		Débitmètre	Temps de fonctionnement des pompes					
ALFRED DANEY	13 au 26 mars	X		28%	24	455	47	
ANDRE MESSAGER	13 au 26 mars		X	100%	0	0	1	
ARCINS	13 au 26 mars	X		75%	48	699	13	
AVENUE DU ROY	13 au 26 mars	X		81%	5	86	10	
BARAIL (DIP)	13 au 26 mars		X	19%	15	135	60	
BARANQUINE (DIP)	13 au 26 mars	X		4%	14	88	96	
BARTHEZ (DIP)	13 au 26 mars	X		4%	5	14	96	
BAS-BOUSCAT 1	13 au 26 mars	X		39%	219	4497	33	
BASTIDE EU	13 au 26 mars	X		100%	0	0	1	Attention : saturation du poste due à la canalisation de refoulement
BEAUSEJOUR ZAC	13 au 26 mars	X		32%	12	170	40	
BERLIQUETS	13 au 26 mars	X		48%	30	447	26	
BERNATETS	13 au 26 mars		X	17%	55	777	65	
BIO-PARC (DIP)								Pas de données télétransmises
BLANQUEFORT ZI	13 au 26 mars	X		38%	524	9916	35	
BOIS GRAMONT (DIP)	13 au 26 mars		X	14%	8	69	70	
BROWN	13 au 26 mars		X	7%	40	433	88	
BRUGES 1	13 au 26 mars	X		52%	68	968	23	
BRUGES 2	13 au 26 mars	X		81%	24	344	10	
CAISSE DES DEPOTS	13 au 26 mars		X	3%	128	435	100	
CALIXTE CAMELLE (DIP)	13 au 26 mars	X		30%	24	250	44	
CAMP DES LANCIERS	13 au 26 mars	X		48%	349	5094	26	
CANTERANNE	13 au 26 mars		X	7%	10	126	88	
CARLE VERNET	13 au 26 mars	X		55%	484	9045	19	
CARRIET	13 au 26 mars	X		85%	17	317	9	
CASTENCAU	13 au 26 mars	X		62%	15	244	16	
CAUDERAN NAUJAC	13 au 26 mars	X		14%	2411	26927	70	
CAUPIAN	13 au 26 mars	X		11%	156	1996	80	
CHEMIN DE LA VIE	13 au 26 mars	X		93%	4	65	5	
CHEMIN DES MAURES	13 au 26 mars		X	14%	180	2082	70	
CHEVALIER	13 au 26 mars	X		62%	20	305	16	
CITE NOEL	13 au 26 mars		X	11%	195	2642	80	
CLOS DE SAIGE	13 au 26 mars		X	4%	26	370	96	
CLOS PEYBOIS	13 au 26 mars		X	19%	7	104	60	
COCUT (DIP)	13 au 26 mars		X	13%	16	256	75	
CROIX NOIRE (DIP)	27 mars au 9 avril	X		11%	11	133	80	Débitmètre en défaut pendant la période retenue
DOMAINE DE BELLEFONTAINE	13 au 26 mars		X	23%	12	116	52	
DOMANIALES	13 au 26 mars		X	35%	12	218	37	
EAU BLANCHE	13 au 26 mars	X		60%	162	2521	18	
EMILE COUNORD	13 au 26 mars	X		48%	89	1329	26	
ENTRE DEUX MERS	13 au 26 mars		X	44%	56	985	29	
FAIZEAU	13 au 26 mars		X	7%	12	120	88	
FAUVETTE	13 au 26 mars		X	14%	18	219	70	
FIEUZAL	13 au 26 mars		X	30%	20	241	44	
FOIRE A	13 au 26 mars	X		27%	107	1608	51	Le taux de saturation est de 25% pour la période correspondant à la Foire Internationale au Parc des Expositions, donc la période du mois de mars a été conservée.
FOIRE B	14 au 22 mai	X		21%	233	3209	56	Pour cette station, la période retenue correspond à la Foire Internationale au Parc des Expositions. A titre de comparaison, pour le mois de mars 2016, le taux de saturation est de 19% pour Foire B.
FORGERON	13 au 26 mars		X	4%	61	751	96	
GARONNE (DIP)	13 au 26 mars		X	3%	4,9	52	100	
GRANDJEAN	13 au 26 mars	X		97%	1	27	3	
HAMEAU D'EPSON	13 au 26 mars	X		13%	5	64	75	
HOURCADE	21 mars au 3 avril	X		10%	21	140	84	Données non disponibles du 13 au 21 mars
HUSTIN (DIP)	13 au 26 mars		X	3%	16	189	100	
ISSAC	13 au 26 mars		X	22%	39	641	54	
JARDINS DE COTOR	13 au 26 mars		X	55%	8	121	19	
JEAN JAURES	13 au 26 mars		X	2%	35	217	104	
JEANNE D'ARC (DIP)	13 au 26 mars		X	14%	6	25	70	
JOURDE	13 au 26 mars	X		63%	375	7627	15	Le taux de saturation a diminué car l'automate permet maintenant le fonctionnement de 3 pompes en simultané.
LA BOETIE	23 mars au 5 avril	X		86%	13	231	7	Débitmètre en défaut entre le 13 et 23 mars
LA MELOTTE	13 au 26 mars	X		54%	30	540	21	
LA PALUE	13 au 26 mars		X	31%	144	3502	42	

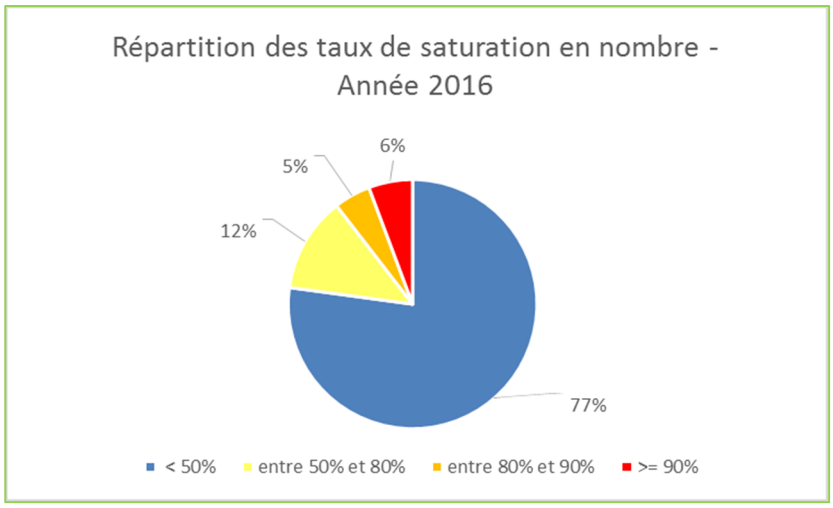
Récapitulatif des Taux de saturation par station de pompage EU et unitaires pour l'année 2016								
Station de pompage EU	Période d'analyse	Type de données utilisées		Taux de saturation	Débit horaire disponible en m³/h	Débit journalier disponible en m³/j	Classement taux de saturation	Commentaire
		Débitmètre	Temps de fonctionnement des pompes					
LAMOTHE LESCURE EU	13 au 26 mars		X	20%	19	258	58	
LANDEGRAND (DIP)	13 au 26 mars	X		36%	16	161	36	
LAROQUE	13 au 26 mars		X	28%	1527	30103	47	
LARRUE	13 au 26 mars		X	6%	38	501	95	
LARTIGUE MARTIN (DIP)	13 au 26 mars	X		54%	7	100	21	
LAUZUN	13 au 26 mars		X	22%	1393	28372	54	
LE TASTA	13 au 26 mars	X		12%	137	1957	79	
LECOCQ								Pas de télétransmission des données
LES AUBIERS								Pas de mesure de débit entre avril 2015 et juin 2016.
LES SAULES	13 au 26 mars	X		7%	74	1101	88	
LETELIER (DIP)	13 au 26 mars	X		35%	21	351	37	
LEYRAN	13 au 26 mars		X	23%	22	372	52	
LIXIVIAT JALLERE	13 au 26 mars	X		11%	16	334	80	
MACAU (DIP)	13 au 26 mars	X		7%	6	71	88	
MALUS	13 au 26 mars		X	31%	23	353	42	
MEDOC	13 au 26 mars		X	7%	2810	41388	88	
MENDES FRANCE (DIP)	13 au 26 mars	X		19%	29	447	60	
METRO	13 au 26 mars	X		7%	61	720	88	
MICHAELIS EU	13 au 26 mars	X		20%	44	720	58	
MOULIN NOIR EU	13 au 26 mars		X	44%	36	510	29	
NODIER (CHARLES)	13 au 26 mars		X	8%	9	146	86	
NOUTARY	13 au 26 mars		X	95%	41	705	4	
ONZE NOVEMBRE	13 au 26 mars	X		86%	21	348	7	
PARC DE L'ETOILE	13 au 26 mars	X		51%	4,5	63	24	
PARKING 1 FOIRE	14 au 22 mai		X	13%	115	1145	75	Pour ces 2 stations la période retenue correspond à la Foire Internationnale au Parc des Expositions. A titre de comparaison, pour le mois de mars 2016, le taux de saturation est de 4% pour Parking 1 et 15 % pour Parking 2.
PARKING 2 FOIRE	14 au 22 mai		X	71%	14	137	14	
PATY MALLET	13 au 26 mars	X		42%	40	591	32	
PHARE	13 au 26 mars		X	77%	16	279	12	
PINEL	13 au 26 mars		X	18%	29	434	63	
PONT DE LA PIERRE	13 au 26 mars		X	18%	37	670	63	
QUATRIEME REPUBLIQUE	13 au 26 mars	X		39%	304	5452	33	
RENARDEAUX	13 au 26 mars		X	9%	45	606	85	
ROSA BONHEUR (DIP)	13 mars au 24 avril	X		1%	15	176	105	Débitmètre en panne du 22 mars au 4 avril, donc prolongation de la période d'analyse
SAINT EMILION EU	13 au 26 mars	X		93%	15	328	5	
SAINT EXUPERY AMBES	13 au 26 mars		X	13%	91	973	75	
SAINT EXUPERY GRADIGNAN	13 au 26 mars		X	8%	8	70	86	
SAINT LOUIS DE MONTFERRAND SS VIDE	13 au 26 mars	X		16%	49	821	67	
SALZEDO (DIP)	13 au 26 mars		X	15%	4,3	48	69	
SANTA MONICA	13 au 26 mars	X		29%	24	416	46	
SEGUR	13 au 26 mars	X		43%	32	435	31	
SICART (DIP)	13 au 26 mars	X		28%	5	54	47	
SYBILLE	13 au 26 mars		X	16%	1089	18768	67	
THIERS	13 au 26 mars	X		28%	260	4428	47	
TOCTOUCAU	13 au 26 mars	X		49%	13	189	25	
TROIS CHENES (DIP)								
TRW	13 au 26 mars	X		33%	47	670	39	
VALLON	13 au 26 mars		X	17%	33	520	65	
VAUBAN (DIP)	13 au 26 mars		X	3%	8,7	49	100	
VICTOR HUGO	13 au 26 mars	X		32%	71	876	40	
VILLAGE DU CHATEAU	13 au 26 mars		X	21%	20	278	56	

taux de saturation > 90 %

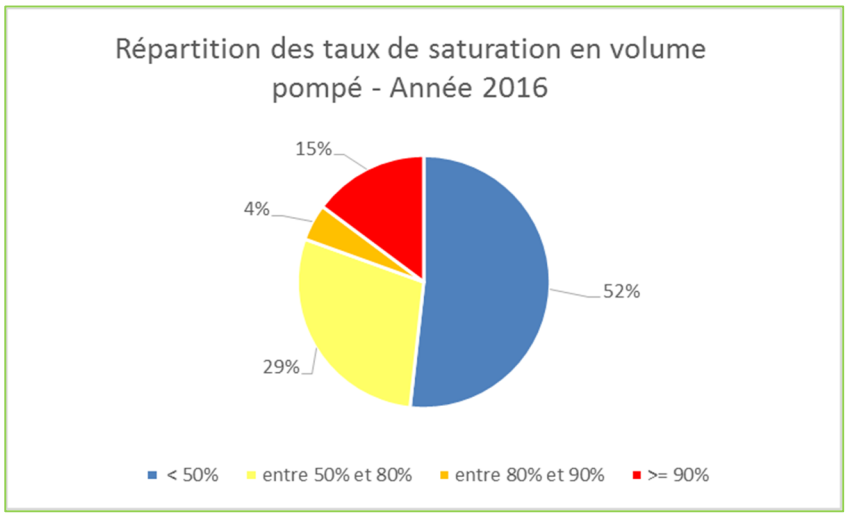
taux de saturation compris entre 80 % et 90 %

taux de saturation compris entre 50 % et 80 %

La répartition en nombre des postes de pompage en fonction de leur taux de saturation est représentée sur le graphe ci-dessous.



Si on associe le volume annuel pompé à chacun des postes, la répartition devient la suivante :



La comparaison de 2 graphes indique que les postes les plus saturés correspondent à des volumes pompés importants. Les 6 stations les plus saturées, représentant 6% du parc des stations de pompage et pompent environ 15% du volume total de Bordeaux Métropole.

2.1.4.2 Taux de sollicitation des bassins

Au cours de l'année 2016, les bassins de Louis Fargue et Archevêque ont presque atteint leur capacité maximale, sur les évènements respectifs du 13 septembre 2016 et du 14 février 2016.

Un taux de remplissage maximal supérieur à 60% a été atteint sur 5 bassins contre 2 en 2015, 8 en 2014 et 18 en 2013. Les sites concernés sont Alfred Giret, Archevêque, Artigues, Béquigneaux et Louis Fargue.

Pour rappel, le bassin tampon de Louis Fargue est sollicité au maximun dans le cadre de la Gestion Dynamique pour optimiser au mieux le volume d'effluents traité en station d'épuration.

L'événement pluvieux qui a le plus sollicité les bassins est celui du 13 septembre 2016. Cependant, les sollicitations des bassins sont restées relativement peu importantes (25 % en moyenne).

La moyenne des sollicitations maximales est plus élevée que celle de 2015 (36,2% en 2016 contre 21,7% en 2015). Les taux de remplissage moyen et maximal 2016 sont supérieurs à ceux de 2015 et plutôt équivalents à ceux de 2014.

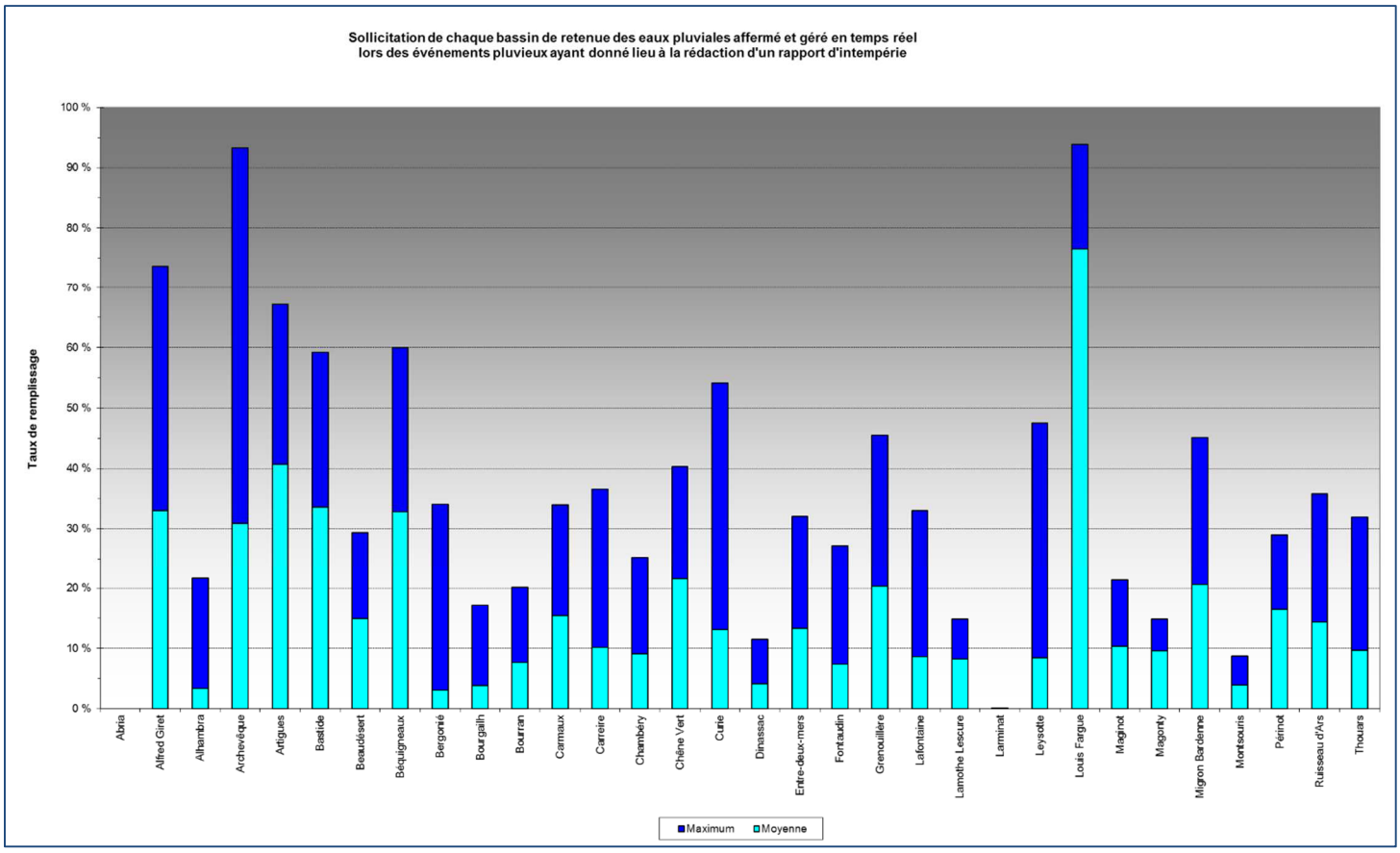
Sur l'année 2016, les bassins les plus sollicités ont été Louis-Fargue (76,5%), Artigues (40,7%), Bastide (33 ,6%), Alfred Giret (33%), Béquigneaux (32,8%) et Archevêque (30 ,9%).

Pourcentage global de sollicitation de la capacité des bassins

Nom du bassin	Commune	Volume PHE (m3)	Moyenne	class^t	Maximum	class^t
Abria	Bordeaux	23 500	0,0 %	32	0,0 %	32
Alfred Giret	Floirac	11 700	**33,0 %**	4	**73,6 %**	3
Alhambra	Bordeaux	12 000	3,3 %	29	21,7 %	23
Archevêque	Lormont	132 000	**30,9 %**	6	**93,3 %**	2
Artigues	Artigues-près-Bordeaux	19 560	**40,7 %**	2	**67,2 %**	4
Bastide	Bordeaux	9 550	**33,6 %**	3	59,3 %	6
Beaudésert	Mérignac	68 900	15,0 %	12	29,3 %	19
Béquigneaux	Bruges	108 000	**32,8 %**	5	**60,0 %**	5
Bergonié	Bègles	15 100	3,1 %	30	34,0 %	14
Bourgailh	Pessac	79 500	3,8 %	28	17,2 %	26
Bourran	Mérignac	115 000	7,7 %	24	20,2 %	25
Carmaux	Mérignac	187 000	15,4 %	11	34,0 %	15
Carreire	Bordeaux	40 000	10,1 %	17	36,6 %	12
Chambéry	Villenave-d'Ornon	51 000	9,1 %	20	25,3 %	22
Chêne Vert	Mérignac	94 000	21,6 %	7	40,4 %	11
Curie	Villenave-d'Ornon	7 830	13,1 %	15	54,1 %	7
Dinassac	Blanquefort	136 000	4,1 %	26	11,5 %	29
Entre-deux-mers	Cenon	10 850	13,3 %	14	32,0 %	17
Fontaudin	Pessac	48 000	7,4 %	25	27,2 %	21
Grenouillère	Bordeaux	65 000	20,4 %	9	45,5 %	9
Lafontaine	Mérignac	78 000	8,6 %	21	33,0 %	16
Lamothe Lescure	Eysines	23 400	8,2 %	23	14,8 %	28
Larminat	Bordeaux	14 940	0,0 %	31	0,1 %	31
Leysotte	Villenave-d'Ornon	12 200	8,4 %	22	47,5 %	8
Louis Fargue	Bordeaux	22 360	**76,5 %**	1	**93,9 %**	1
Maginot	Bordeaux	28 000	10,4 %	16	21,4 %	24
Magonty	Pessac	99 500	9,6 %	19	14,9 %	27
Migron Bardenne	Eysines	8 500	20,6 %	8	45,2 %	10
Montsouris	Bassens	83 000	3,9 %	27	8,7 %	30
Périnot	Bordeaux	40 900	16,5 %	10	29,0 %	20
Ruisseau d'Ars	Talence	55 500	14,3 %	13	35,8 %	13
Thouars	Talence	12 850	9,6 %	18	31,9 %	18

Légende

- Remplissage supérieur à 20%
- Remplissage compris entre 40 % et 60 %
- Remplissage supérieur à 60 %
- Remplissage moyen compris entre 10 % et 20 %
- Remplissage moyen compris entre 20 % et 30 %
- Remplissage moyen supérieur à 30 %


Sollicitation de chaque bassin de retenue des eaux pluviales affermé et géré en temps réel
lors des événements pluvieux ayant donné lieu à la rédaction d'un rapport d'intempérie
Taux de remplissage
100 %
90 %
80 %
70 %
60 %
50 %
40 %
30 %
20 %
10 %
0 %
Abria
Alfred Giret
Alhambra
Archevêque
Artigues
Bastide
Beaudésert
Béquigneaux
Bergonié
Bourgailh
Bourran
Carmaux
Carreire
Chambéry
Chêne Vert
Curie
Dinassac
Entre-deux-mers
Fontaudin
Grenouillère
Lafontaine
Lamothe Lescure
Larminat
Leysotte
Louis Fargue
Magnol
Magonty
Migron Bardenne
Montsouris
Périnot
Ruisseau d'Ars
Thouars
Maximum
Moyenne

2.2 LE BILAN ANALYTIQUE

2.2.1 AUTOSURVEILLANCE DES RESEAUX

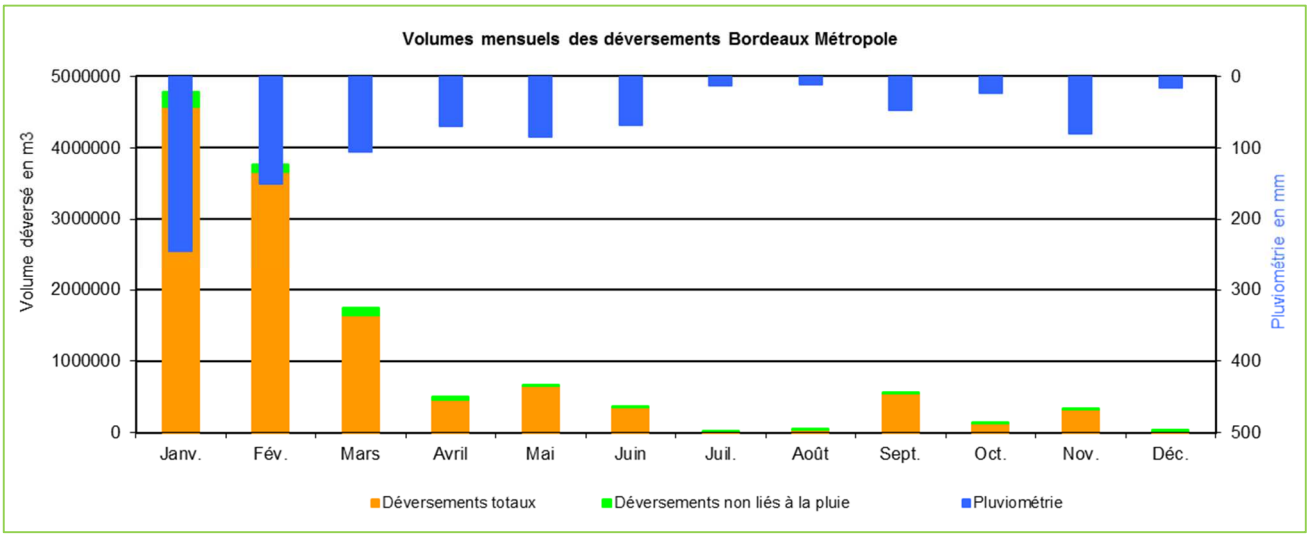
Synthèse des résultats de l'autosurveillance des réseaux d'assainissement (par mois)													
Mois	Pluviométrie	Déversement global							Déversement non lié à la pluie *			Déversement lié à la pluie	
		volume déversé	durée du déversement	Paramètres réglementaires (estimation des charges)					volume déversé	durée de déversement	% du volume déversé	volume déversé	durée du déversement
				MES	DCO	DBO_5	NTK	Pt					
	mm	m3	h:mm	kg	kg	kg	kg	kg	m3	h:mm	global	m3	h:mm
Janv.	245,3	4 577 946	3140:00	906 563	1 247 066	419 184	119 825	14 953	210 420	811:23	5%	4 367 526	2328:36
Fév.	150,7	3 665 900	2628:05	754 453	1 025 412	348 617	98 662	12 242	102 599	787:10	2,80%	3 563 301	1840:55
Mars	105,2	1 648 278	1631:25	349 648	455 430	153 653	46 272	5 432	93 796	694:45	6%	1 554 482	936:40
Avril	69,0	467 199	981:35	85 727	122 697	40 651	12 620	1 481	41 095	522:50	9%	426 104	458:45
Mai	84,6	658 584	700:35	127 043	178 239	59 740	17 261	2 052	13 925	240:00	2,11%	644 659	460:35
Juin	67,6	354 456	661:05	60 015	89 513	28 609	9 316	1 080	17 721	233:40	5,00%	336 735	427:25
Juil.	12,3	17 210	223:20	2 291	3 816	1 300	411	46	4 255	191:35	24,72%	12 955	31:45
Août	11,0	44 905	232:00	6 850	10 655	3 409	1 122	132	3 435	183:10	8%	41 470	48:50
Sept.	47,1	553 840	237:20	107 636	149 215	48 361	14 464	1 743	7 535	55:10	1,36%	546 305	182:10
Oct.	24,0	126 665	132:45	22 080	31 180	9 891	3 330	388	2 245	43:40	1,77%	124 420	89:05
Nov.	79,9	324 430	465:30	52 196	77 673	24 618	8 368	974	4 790	68:45	1,48%	319 640	396:45
Déc.	15,3	24 200	475:45	2 829	6 008	2 276	743	83	15 020	431:50	62,07%	9 180	43:55
Moyenne	76,0	1 038 634	959:07	206 444	283 075	95 026	27 699	3 384	43 070	355:19			
Total	**912,0**	**12 463 613**	**11509:25**	**2 477 332**	**3 396 904**	**1 140 309**	**332 394**	**40 606**	**516 836**	**4263:58**	**4,15%**	**11 946 777**	**7245:27**

* : Les déversements non liés à la pluie correspondent à des déversements observés soit en période de temps sec soit en période pluvieuse mais consécutifs à des travaux

Nota. La pluviométrie indiquée dans le tableau ci-dessus est différente de celle annoncée au paragraphe 2.1.1 en raison de la prise en compte d'un nombre de pluviomètres différent lié à un périmètre d'analyse différent ; pour ce tableau, nous prenons en compte la pluviométrie du bassin de collecte de Bordeaux Métropole sur lequel 34 pluviomètres sont installés.

Pour l'année 2016, le volume total déversé est d'environ 12,5 Mm³, soit presque 2,5 fois plus que l'année 2015. Ceci est dû à l'importante pluviométrie du début d'année, le volume déversé du mois de janvier 2016 représentant presque l'équivalent du volume total déversé en 2015.

Cette année 2016 correspond également à la prise en compte des nouveaux points d'autosurveillance. Les 11 points supplémentaires représentent environ 730 000 m³ de volume déversé, soit 6% du volume total et près de 50% de la durée de déversement. De même, pour les déversements non liés à la pluie, les nouveaux points représentent environ 20% du volume total déversé pour 58% de la durée. Les sites concernés par ces déversements non liés à la pluie sont Peyronnet, Rue du Port (amélioration depuis le mois de mai pour ces 2 sites), Carriet, Cosmos et surtout Jaurès où les problèmes d'accès au site représentent une difficulté d'exploitation.



Les durées de déversement sont environ 3,7 fois plus importantes en 2016 par rapport à 2015 et même 5 fois plus importantes pour les durées des déversements non liés à la pluie. Cette augmentation est liée en grande partie à la pluviométrie exceptionnelle du début d'année mais aussi à l'intégration de nouveaux points de mesure. Ces sites rejettent des volumes relativement faibles mais sont sollicités très souvent, notamment par temps sec. Jusqu'en 2015, c'est surtout la station Bastide qui, en raison d'un problème structurel sur le réseau de refoulement, contribuait en grande partie (95% en 2015) à la durée des déversements non liés à la pluie. En 2016, avec les nouveaux points de mesure, la contribution de Bastide n'est plus que de 38% de la durée. Dans le tableau ci-dessous, l'impact sur les durées de déversement de Bastide pour le bassin de collecte de Clos de Hilde et de Carriet, Cosmos et Jaurès pour le bassin de collecte de Sabarèges, est notable.

Synthèse des résultats de l'autosurveillance des réseaux d'assainissement (par bassin versant)

	Pluviométrie	Déversement global							Déversement non lié à la pluie			Observations
	bassin versant	volume déversé	durée du déversement	charge estimée MES	charge estimée DCO	charge estimée DBO_5	charge estimée NTK	charge estimée Pt	volume déversé	durée du déversement	% du volume déversé global	
	mm	m3	h:mm	kg	kg	kg	kg	kg	m3	h:mm		
Blanquefort Lille	856,8	3 011	81:45	852	1 626	592	148	17	30	00:50	1,00%	
Cantinolle	940,0	207	04:20	65	137	51	14	2	0	00:00	0,00%	
Clos de Hilde	910,3	4 822 848	6155:40	750 590	1 204 661	381 639	140 651	16 225	427 280	2228:28	8,86%	
Louis Fargue	939,1	7 350 695	1046:15	1 668 575	2 094 598	724 679	179 293	22 836	34 201	07:50	0,47%	
Sabarèges	824,0	286 852	4221:25	57 249	95 882	33 347	12 288	1 525	55 325	2026:50	19,29%	
Moyenne	912,0 *	2 492 723	2301:53	495 466	679 381	228 062	66 479	8 121	103 367	852:47		
Total		**12 463 613**	**11509:25**	**2 477 332**	**3 396 904**	**1 140 309**	**332 394**	**40 606**	**516 836**	**866:42**	**4,15%**	

* : Cette pluviométrie ne prend en compte que les pluviomètres présents sur les 5 bassins de collecte, mais pas ceux situés sur le territoire hors BM, contrairement au chiffre indiqué dans le chapitre pluviométrie.

Les bassins de collecte unitaires de Louis Fargue et Clos de Hilde contribuent, pour environ respectivement 59% et 39%, au volume déversé total avec, en particulier, le déversoir d'orage du Peugue qui représente à lui seul 26 % des déversements annuels de Bordeaux Métropole.

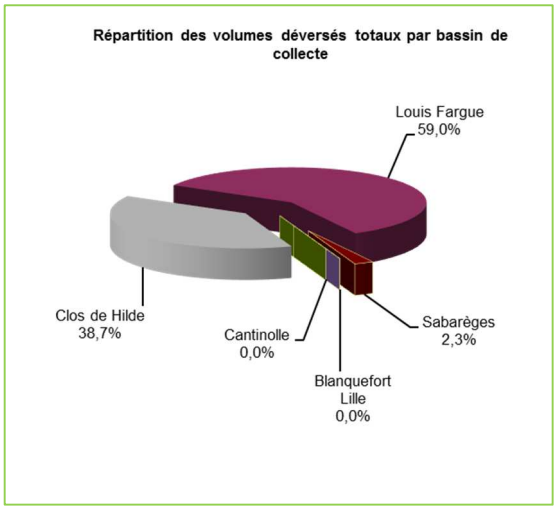
Les déversements non liés à la pluie ont représenté à peu près 517 000 m³ (soit 4% du volume total déversé) dont 6,6% sur le bassin de collecte de Louis Fargue, 82,6% sur le bassin de collecte de Clos de Hilde et 10,7% sur celui de Sabarèges. Cela représente 3 fois le volume déversé non lié à la pluie de 2015.

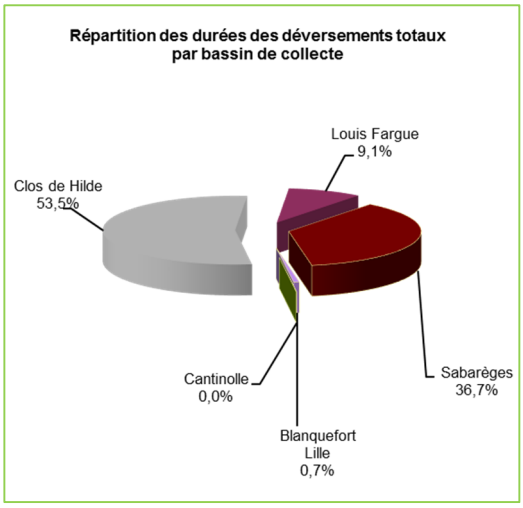
Les déversements non liés à la pluie sont répartis de la façon suivante :

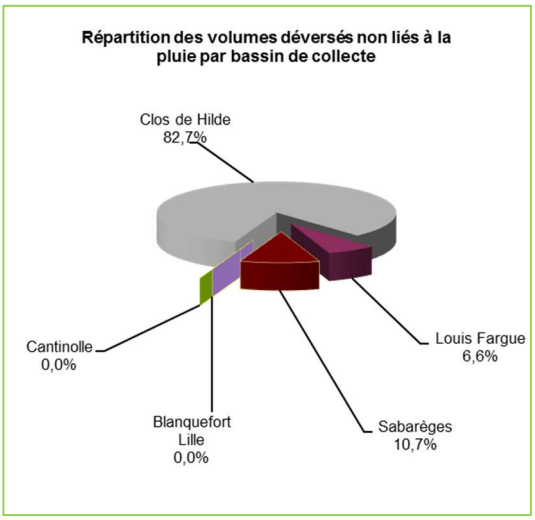
- ✓ déversements pendant la réparation de la canalisation de refoulement de Jourde (28%), (casse liée au chantier de pose de micro-pieux) ;
- ✓ déversements sur des installations de pompage ou dégrilleur (Sabarèges, Blanquefort ZI et Thiers) (1%), (contentieux en cours) ;
- ✓ essais dynamiques de pompes (Jourde, Laroque et Lauzun) avec autorisation de la Police de l'Eau (2%) ;
- ✓ déversements pendant les travaux de raccordement de la canalisation de liaison Carle Venet avec la chambre de Noutary (9%) ;
- ✓ déversements sur Peugue, Naujac et Médoc suite à une fuite hydraulique sur la vanne V1 à Naujac (5%) ;
- ✓ obstructions partielles ou totales des piquages de temps sec (55%) sur Allamandiers, Peyronnet, Rue du Port, Palmer, Carriet, Cosmos et Jaurès.

Suite à l'arrêté du 21 juillet 2015, les concentrations en temps de pluie des différents paramètres appliqués à chaque site ont été recalculées par Bordeaux Métropole et appliquées aux déversements de l'année 2016. Le paramètre retenu pour le calcul de la conformité est la DBO_5.

En temps de pluie, les concentrations sur les bassins de collecte unitaires de Louis Fargue et Clos de Hilde sont, en moyenne, plus faibles de moitié que sur les bassins de collectes séparatifs. En revanche, en temps sec, la différence n'est que de 30%.







L'autosurveillance des réseaux d'assainissement a évolué en 2016, d'une part, suite à la réception de 11 nouveaux points d'autosurveillance portant à 100% le suivi des déversoirs réglementaires et d'autre part, par la prise en compte des évolutions réglementaires.

Les 11 nouveaux points d'autosurveillance, réceptionnés en juin 2016, sont situés pour 63 % sur le bassin de collecte de Clos de Hilde et pour 37 % sur le bassin de collecte de Sabarèges.

Fin 2015, la réglementation relative aux systèmes d'assainissement collectif a évolué avec la publication le 21 juillet 2015 d'un nouvel arrêté complété par une note technique le 7 septembre 2015. Ces documents apportent un certain nombre de modifications par rapport au précédent arrêté (22 juin 2007) notamment concernant l'autosurveillance des systèmes d'assainissement et l'évaluation de la conformité ERU des systèmes de collecte. Le maitre d'ouvrage doit dorénavant choisir parmi 3 méthodes de calculs pour évaluer la conformité de son système de collecte par temps de pluie.

Aussi, de Juin à Octobre 2016 Bordeaux Métropole a lancé, dans le cadre du schéma directeur, une étude visant à analyser les conséquences de ce nouvel arrêté, à faire du parangonage et à proposer une méthode de calcul de conformité temps de pluie pour les systèmes d'assainissement de Bordeaux Métropole. Dans le cadre de cette étude, les concentrations temps sec et temps de pluie des différents paramètres appliqués à chaque site ont été recalculées par Bordeaux Métropole. Elles ont été prises en compte dès fin 2016 par la SGAC pour les appliquer aux déversements de l'année 2016.

Par ailleurs, une organisation a été mise en place entre Bordeaux Métropole et la SGAC pour prendre en compte les modifications de l'arrêté (calcul des concentrations, modification des manuels d'autosurveillance, refonte totale de la maquette des rapports annuels…). Ce travail commun continuera en 2017 suite à la publication des commentaires techniques apportant de nouveaux éclairages sur les termes de l'arrêté.

2.2.2 AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'EPURATION

2.2.2.1 La synthèse des résultats de l'autosurveillance des stations d'épuration

Synthèse de l'autosurveillance des stations d'épuration																	
Qualité des effluents bruts																	
	MES		**DCO**		**DBO**		**NK**		**NNH4**		**NNO3**		**NNO2**		**Pt**		**Volume**
	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	m3/jour
Louis Fargue																	
Moyenne	180,7	18 974,8	365,4	36 030,2	149,2	14 476,8	42,7	4 165,9	30,5	2 949,1	0,6	81,8	0,1	21,1	4,7	459,7	118 473
Minimum	15,0	3 774,0	46,4	11 414,0	5,0	1 320,0	5,7	1 498,0	3,9	1 025,0	0,3	17,0	0,04	2,3	0,9	192,0	50 663
Maximum	1 000,0	126 851,0	1 470,0	186 471,0	560,0	71 037,0	65,0	8 004,0	48,0	5 626,0	2,2	579,0	1,0	232,6	7,6	984,0	266 835
Clos de Hilde																	
Moyenne	281,3	18 573,2	504,9	33 226,9	208,0	13 638,0	52,5	3 450,1	35,7	2 345,3	0,6	44,4	0,2	15,3	6,1	402,5	68 861
Minimum	57,0	3 563,0	89,0	5 198,0	36,0	2 336,0	15,0	1 756,0	11,0	883,0	0,3	15,0	0,04	2,0	1,3	131,0	44 620
Maximum	700,0	54 429,0	984,0	64 609,0	420,0	32 504,0	78,0	5 126,0	53,0	3 250,0	2,7	354,0	1,0	97,0	10,0	640,0	136 262
Sabareges																	
Moyenne	577,8	11 281,6	735,5	11 847,6	295,5	4 681,7	68,0	1 083,1	45,5	711,0	0,5	8,1	0,1	2,3	7,7	122,7	16 592
Minimum	37,0	758,0	188,0	4 242,0	73,0	1 662,0	31,0	684,0	20,0	397,0	0,3	3,0	0,04	0,4	3,9	65,0	9 684
Maximum	10 800,0	333 979,0	2 060,0	63 703,0	840,0	25 976,0	92,0	1 975,0	63,0	1 301,0	0,8	28,0	0,8	27,9	15,0	322,0	36 292
Cantinolle																	
Moyenne	357,9	4 828,6	738,8	9 946,4	298,7	4 037,0	78,8	1 059,6	56,0	753,0	0,4	6,5	0,3	3,8	8,9	120,2	14 081
Minimum	76,0	1 654,0	282,0	5 264,0	94,0	2 253,0	40,0	809,0	29,0	474,0	0,3	3,0	0,1	1,0	4,0	84,0	8 799
Maximum	1 100,0	15 902,0	1 800,0	26 021,0	580,0	7 847,0	120,0	1 542,0	80,0	1 020,0	0,5	12,0	0,7	17,0	16,0	218,0	24 168
Lille																	
Moyenne	243,2	1 863,8	585,1	4 482,7	246,4	1 899,7	57,7	438,9	41,0	310,2	0,4	3,8	0,1	0,7	6,5	49,8	8 011
Minimum	99,0	900,0	282,0	2 017,0	83,0	509,0	31,0	304,0	20,0	195,0	0,3	2,0	0,04	0,2	3,5	35,0	4 639
Maximum	560,0	4 785,0	1 020,0	8 911,0	450,0	4 552,0	79,0	735,0	60,0	543,0	0,5	9,0	0,1	1,8	12,0	104,0	22 628
Ambes CD10																	
Moyenne	157,8	105,5	395,8	257,4	153,8	97,2	47,0	30,2	33,2	20,6	0,9	1,5	0,1	0,19	6,6	4,2	669
Minimum	79,0	40,0	162,0	134,0	56,0	58,0	16,0	27,0	9,1	17,0	0,3	0,2	0,04	0,02	2,1	2,9	314
Maximum	360,0	255,0	566,0	483,0	200,0	167,0	67,0	37,0	44,0	22,0	2,8	6,5	0,3	0,76	12,0	4,9	2 314

Synthèse de l'autosurveillance des stations d'épuration																	
Qualité des effluents en sortie de station																	
	MES		**DCO**		**DBO**		**NK**		**NNH4**		**NNO3**		**NNO2**		**Pt**		**Volume**
	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	mg/l	kg/jour	m3/jour
Louis Fargue																	
Moyenne	11,6	1 277,8	55,2	5 800,2	13,1	1 374,6	26,0	2 446,7	22,0	2 052,5	7,0	760,1	0,7	82,9	2,6	232,7	117 836
Minimum	2,0	114,0	16,0	2 455,0	3,0	248,0	2,4	626,0	1,9	382,0	1,4	151,0	0,2	19,0	0,5	97,0	50 040
Maximum	37,5	9 689,0	105,0	19 990,0	32,0	4 431,0	48,0	6 718,0	44,0	3 943,0	13,0	2 014,0	1,8	290,0	4,5	543,0	265 888
Clos de Hilde																	
Moyenne	8,7	600,3	50,4	3 485,9	10,9	752,2	40,6	2 776,8	36,9	2 529,8	5,9	432,1	1,4	97,8	0,7	50,0	71 633
Minimum	2,0	118,0	15,0	1 790,0	3,0	224,0	8,7	1 280,0	8,1	979,0	0,5	27,0	0,2	12,0	0,5	26,0	46 680
Maximum	40,0	2 652,0	99,0	7 667,0	37,0	3 142,0	64,0	5 410,0	60,0	4 488,0	16,0	1 312,0	3,4	248,0	1,7	110,0	147 160
Sabareges																	
Moyenne	12,3	199,8	63,5	1 057,6	14,9	253,4	46,4	756,7	41,2	673,1	5,6	77,3	1,5	21,6	0,9	14,5	16 943
Minimum	2,0	37,0	36,5	446,0	5,0	59,0	23,0	354,0	20,0	293,0	0,5	9,0	0,1	2,0	0,5	7,0	9 625
Maximum	43,0	627,0	151,0	2 285,0	32,0	784,0	70,0	1 764,0	64,0	1 648,0	15,0	163,0	5,4	90,0	2,0	34,0	37 956
Cantinolle																	
Moyenne	8,3	114,8	49,8	698,9	7,6	107,5	11,6	165,1	9,4	135,0	44,1	600,5	0,5	7,3	1,1	14,6	14 369
Minimum	2,0	40,0	26,2	380,0	3,0	34,0	4,0	47,0	1,8	18,0	16,0	287,0	0,1	1,0	0,5	11,0	8 936
Maximum	22,0	307,0	111,0	1 375,0	31,0	323,0	24,0	389,0	23,0	367,0	65,0	761,0	1,6	23,0	1,9	19,0	24 872
Lille																	
Moyenne	2,1	17,4	19,8	163,0	3,0	25,4	2,0	16,8	1,9	17,9	0,6	5,4	0,1	1,0	1,6	12,7	8 386
Minimum	2,0	11,0	10,0	95,0	3,0	16,0	1,0	6,0	0,2	1,0	0,3	2,0	0,04	0,2	0,5	3,0	4 628
Maximum	4,0	38,0	32,5	409,0	4,0	57,0	4,4	43,0	2,7	47,0	5,0	45,0	0,6	5,3	4,6	42,0	24 118
Ambes CD10																	
Moyenne	6,3	6,3	33,4	22,1	4,9	4,0	4,8	3,4	2,4	2,2	2,1	2,7	0,2	0,15	2,2	1,5	632
Minimum	2,0	1,0	16,4	8,0	3,0	1,0	2,5	1,0	0,2	0,1	0,7	0,3	0,04	0,02	1,0	0,6	273
Maximum	17,0	40,0	55,5	55,0	8,0	19,0	7,3	7,0	3,9	6,0	4,6	10,7	0,6	0,35	3,4	2,3	2 351

Les résultats de l'autosurveillance montrent que les 6 stations d'épuration de Bordeaux Métropole présentent de bonnes performances épuratoires sur l'ensemble des paramètres mesurés.

Concernant les eaux brutes reçues par les stations, on remarque que la station de Sabarèges a reçu des effluents très chargés puisque les concentrations maximales sont trés élevées pour les paramètres MES, DCO et DBO_5. Ces très fortes concentrations ont été observées, par à-coups, entre janvier et mars 2016. Les enquêtes réalisées sur le réseau n'ont pas permis d'identifier l'origine de ces événements.

La station de Cantinolle est celle qui reçoit, en moyenne, les effluents les plus concentrés sur les paramètres DCO, DBO_5, NTK, N-NH4 et Ptot.

La station Louis Fargue est celle qui reçoit, en moyenne, les effluents les moins concentrés pour les paramètres DCO, DBO5, NTK, N-NH4, Ptot. Ce constat est cohérent puisqu'il s'agit du bassin versant de la métropole le plus unitaire et par conséquent qui reçoit les eaux les plus diluées.

Concernant les eaux traitées, les concentrations en MES, DCO et DBO_5 des stations Louis Fargue, Clos de Hilde, Sabarèges et Cantinolle sont assez proches du fait du process épuratoire qui est identique.

La station Blanquefort Lille est celle qui a, en moyenne, les concentrations d'eaux traitées les plus faibles pour les paramètres MES, DCO, DBO5, NTK et N-NH4.

Bien qu'aucune des 6 stations n'ait d'exigence réglementaire sur le paramètre phosphore, on observe de bonnes performances pour les stations Louis Fargue, Clos de Hilde, Sabarèges et Cantinolle. Elles sont dûes à l'injection de chlorure ferrique au niveau de la décantation lamellaire. Néanmoins, la station Louis Fargue n'injectant du chlorure ferrique qu'en cas de débit supérieur à 2.4 m^3/s, c'est celle qui détient le moins bon abattement sur ce paramètre.

Concernant les paramètres azotés, deux stations ont des contraintes réglementaires dans leurs arrêtés prefectoraux :

- ✓ **Cantinolle** : NTK < 10 mg/l et NH4 < 8 mg/l ou 70% de rendement en moyenne annuelle pour chacun des paramètres. Au vu des résultats d'autosurveillance, on constate que les concentrations moyennes annuelles dépassent les concentrations moyennes autorisées avec respectivement 11.6 mg/l et 9.4 mg/l. Cependant, les rendements moyens annuels pour ces 2 paramètres sont de 84% et 82%. La station est donc conforme à son arrêté préfectoral pour ces paramètres. Ce constat, déjà réalisé en 2014 et 2015, est en adéquation avec la réflexion initiée par la collectivité en 2016 pour l'extension de la capacité de traitement.

- ✓ **Lille Blanquefort** : NTK < 10 mg/l ou 70% de rendement. 100% des bilans 2016 sont conformes à ces 2 critères.

2.2.2.2 La conformité des rejets des stations d'épuration

Synthèse des critères permettant de juger de la conformité réglementaires des rejets des stations d'épuration

Suivant l'arrêté du 21 Juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO

	Louis Fargue	Clos de Hilde	Lille Blanquefort	Sabarèges	Cantinolle	Ambès CD10
Date arrêté préfectoral	31/05/2010	30/12/2005	06/01/2015	11/09/2006	16/12/2011	30/12/2005
Echéance de l'arrêté préfectoral	2025	2020	2030	2018	2018	2020
Débit de référence (m3/j)	210 000	100 000	12 500	22 500	18 700	750 (jusqu'en juillet 2016) / 1550 (à partir d'août 2016) [xxx]
Paramètres de rejet	DBO5, DCO, MES	DBO5, DCO, MES	DBO5, DCO, MES, NTK	DBO5, DCO, MES	DBO5, DCO, MES, NTK, NH4	DBO5, DCO, MES
Concentration maximale autorisée (mg/L)	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35 NTK = 10	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35 NTK = 10 NH4 = 8	DBO5 = 25 DCO = 125 MES = 35
Rendement minimal à respecter (%) *	DBO5 > 80 DCO > 75 MES > 90	DBO5 > 80 DCO > 75 MES > 90	DBO5 > 80 DCO > 75 MES > 90 NTK > 70	DBO5 > 80 DCO > 75 MES > 90	DBO5 > 80 DCO > 75 MES > 90 NTK > 70 NH4 > 70	DBO5 >70 DCO > 75 MES > 90
Nombre maximal d'échantillons non conformes par an	DBO5 = 25 DCO = 25 MES = 25	DBO5 = 25 DCO = 25 MES = 25	DBO5 = 5 DCO = 9 MES = 9 NTK = **	DBO5 = 9 DCO = 13 MES = 13	DBO5 = 5 DCO = 9 MES = 9 NTK ET NH4 =**	DBO5 = 2 DCO = 2 MES = 2
Concentration rédhibitoire à ne pas dépasser (mg/L)	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85 NTK = 15	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85	DBO5 = 50 DCO = 250 MES = 85
Fréquence des mesures en nombre de jours par an	365	365	DBO5 = 52 DCO = 104 MES = 104 NTK =52	DBO5 = 104 DCO = 156 MES = 156	DBO5 = 52 DCO = 104 MES = 104 NTK = 52 NH4= 52	DBO5 = 12 DCO = 12 MES = 12

* : Louis Fargue : Performances de traitement pour le débit supplémentaire par temps de pluie de 66 500 m3/j, rendement DBO5 > 40%, DCO > 45% et MES > 70%

** : pour paramètre NTK et NH4 : conformité par respect de concentration ou rendement en moyenne annuelle

[xxx] : Mise en service de la nouvelle usine en août 2016

Bilan de l'exploitation et de l'autosurveillance des stations d'épuration

2016

	Réglementation		Nombre de dépassements par paramètres mesurés						
Station	Nombre de bilans à effectuer	Nombre dépassements de seuils autorisés par paramètre sur bilan jugeable	Nombre de bilans réalisés	Nombre de valeurs rédhibitoires	MES	DCO	DBO5	NTK	NH4+
Louis Fargue	366	25	366	0	1	0	0	nc	nc
Clos de Hilde	366	25	366	0	1	0	1	nc	nc
Sabarèges	156	13	156	0	1	1	0	nc	nc
Cantinolle	104	9	104	0	0	0	0	0	0
Lille	104	9	104	0	0	0	0	0	nc
Ambès CD10	12	2	12	0	0	0	0	nc	nc

OBJECTIF ANNUEL	**0**
Nombre de non-conformité 2016	**0**
Nombre global de dépassements	**5**

Les paramètres mentionnés « nc : non concerné » signifient que les STEP n'ont pas d'exigence réglementaire sur ces paramètres dans leurs arrêtés préfectoraux.

Ce tableau présente le bilan des analyses par paramètre mesuré pour chaque station d'épuration. Pour mémoire, on entend par dépassement d'un paramètre, une valeur qui ne respecte pas en concentration et en rendement la concentration maximale autorisée et le rendement minimal autorisé sur un bilan jugeable.

En 2016, pour l'ensemble des STEP, tous les bilans à effectuer ont pu être réalisés.

En 2016, les 6 STEP ont respecté leurs arrêtés prefectoraux en matière de rejet :

- ✓ 3 STEP n'ont eu aucun dépassement (Cantinolle, Lille Blanquefort, Ambès CD10) ;
- ✓ 3 STEP ont eu des dépassements qui restent dans le nombre autorisé :
  - Sabarèges : 1 sur 13 autorisés pour la DCO et 1 sur 13 autorisés pour la MES.
  - Clos de Hilde : 1 sur 25 autorisés pour les MES et 1 sur 25 autorisés pour la DBO5.
  - Louis Fargue : 1 sur 25 autorisés pour les MES.

3 de ces 5 dépassements sont liés à un même évènement et impacte les 3 stations.

Il s'agit d'une journée de temps sec où un épisode pluvieux intense s'est produit en toute fin de journée entraînant des by-pass d'eaux brutes au mileu naturel ou des by-pass interne impactant la qualité du rejet sans toutefois que le débit de référence des stations soit atteint sur la journée complète.

La conformité pour l'année 2016 des stations d'épuration sera établie formellement par la police de l'eau à la fin du 1er semestre 2017.

2.2.2.3 Le rendement épuratoire

Les rendements épuratoires observés en 2016 démontrent aussi la fiabilité des filières de traitement des eaux usées et la maîtrise des procédés. Les rendements annuels restent stables par rapport à 2015 et sont supérieurs aux rendements minimums à respecter dans les arrêtés préfectoraux des stations.

Rendement stations d'épuration			
	MES	**DCO**	**DBO5**
Louis Fargue	91%	82%	88%
Clos de Hilde	97%	89%	94%
Sabarèges	96%	90%	94%
Cantinolle	97%	92%	97%
Lille	99%	96%	99%
Ambès CD10	93%	89%	94%
Minimum	**91%**	**82%**	**88%**
Maximum	**99%**	**96%**	**99%**
Moyenne	**95%**	**90%**	**94%**

2.2.2.4 Contrôler les performances environnementales des stations d'épuration

Contrôler les performances environnementales de la station						
	indicateur de conformité règlementaire des rejets (% de bilans conformes)	indicateur de production de boues (% sur production théorique)	indicateur d'efficience énergétique (kWh/m3 et kWh/kg DBO5)		indicateur de valorisation des produits de l'assainissement (% de valorisation des refus, sables, graisses et boues de l'épuration)	indicateur de préservation de la ressource en eau (volume d'eau potable utilisé)
			kWh/m3	kWh/kg DBO5 éliminé		
Louis Fargue	100%	94%	0,46	3,50	100%	7 743
Clos de Hilde	100%	82%	0,42	2,19	100%	15 178
Sabarèges	100%	49%	0,55	2,00	100%	12 286
Cantinolle	100%	90%	0,82	2,86	100%	14 710
Lille	100%	98%	0,90	3,73	100%	1 044
Ambès CD10	100%	87%	0,60	4,17	100%	377
TOTAL	100%	83%	0,63	3,08	100%	51 338

CONSOMMATION EAU POTABLE

Louis Fargue : la consommation est stable par rapport à 2015. La fabrication de la plupart des réactifs avec de l'eau industrielle et la maîtise des process (notament de désodorisation) permet de limiter les consommations d'eau potable.

Clos de Hilde : la consommation d'eau potable reste stable par rapport à l'année précédente. La différence avec la station Louis Fargue s'explique par l'utilisation d'un polymère de déshydratation différent nécessitant une préparation avec de l'eau potable.

Sabarèges : la consommation est stable par rapport à 2015. Elle correspond là aussi à une utilisation optimisée avec une fabrication de la plupart des réactifs avec de l'eau industrielle.

Cantinolle : une forte hausse de la consommation liée au remplacement du compteur d'eau potable qui sous-estimait les consommations en 2015.

Lille Blanquefort : la consommation est en baisse par rapport à 2015 et de retour à la valeur habituelle pour cette station. On avait observé une hausse en 2015 liée au chantier de remplacement des membranes du bassin d'aération n°2 qui avait nécessité son nettoyage complet à l'eau potable.

Ambès CD10 : On note une légère hausse par rapport à l'année précédente qui est dûe au chantier de reconstruction de la station débuté en 2015 (consommation du chantier).

VALORISATION DES PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT

L'ensemble des déchets des stations d'épuration sont contractualisés et traités par des sociétés extérieures avec lesquelles la SGAC possède des contrats. Les filières utilisées assurent la valorisation des déchets. Les sables évacués des STEP < 5% MO sont évacués vers un centre de traitement qui abaisse le taux de MO < 3% afin de pouvoir les réutiliser dans les remblais de chantiers d'assainissement. Les graisses produites sont réinjectées en digestion pour doper la production de biogaz. Les refus de dégrillage sont valorisés énergétiquement en centre d'incinération des ordures ménagères. Les boues sont valorisées en compostage en fonction des résultats d'analyse, les tonnages y sont indiqués aux & 2.3.14 et 2.3.15.

VALORISATION DU BIOGAZ DE LA STATION D'EPURATION LOUIS FARGUE

En 2016, sur la station Louis Fargue, il a été consommé 11823 MwH de combustible Biogaz pour la cogénération, ce qui a permis de produire :

- ✓ 3,85 GwH d'électricité ;
- ✓ 56 960 KwH de chaleur totale nette (boucle d'eau chaude)
  La Boucle d'huile est à l'arrêt depuis septembre 2015 suite à des problèmes de fiabilité. Une réflexion est en cours afin de pouvoir redémarrer cette boucle tout en assurant la fiabilité de la cogénération.

INDICATEUR D'EFFICIENCE ENERGETIQUE

La consommation d'énergie comporte une partie "fixe" quelque soit le volume d'eau traité. Pour 2016, toutes les stations voient leur ratio kWh/m^3 diminuer par rapport à l'année 2015. Cette tendance s'explique par la nette augmentation des volumes traités par les usines en 2016 (liée à une pluviométrie en hausse de plus de 40%).

Pour la station Ambès CD10, le ratio de 4,17 kWh/kg DBO5 éliminé est relativement élevé. Néanmoins, pour cette station, l'interprétation de ce type de ratio est délicate dans la mesure où la fréquence d'autosurveillance ne permet pas d'obtenir suffisamment de données et donc de disposer d'une valeur fiable de DBO5 éliminé (12 bilans/an). De plus la nouvelle station a été mise en service en août 2016 et n'est pas encore sur un fonctionnement optimal.

Pour les 5 autres stations, les ratios sont globalement stables par rapport à 2015. La moyenne des ratios se situe à 2.86 kWh/kDBO5 éliminé contre 2.89 kWh/kDBO5 éliminé en 2015 et 3.28 en 2014. La tendance à la baisse de ce ratio depuis plusieurs années met en évidence les efforts d'optimisation engagés par l'exploitant.

La maîtrise des consommations d'énergie est toujours au cœur des préocupations du délégataire. De nombreuses actions de réduction de la consommation d'énergie sont engagées dans le plan d'action Energie déployé dans le cadre de la certification ISO 50 001 et contribuent ainsi à la baisse du ratio kWh/kg DBO5 éliminé (Ex : mise en place de la sonde DCO sur Louis Fargue).

RATIOS PRODUCTION DE BOUE REELLE / THEORIQUE

Louis Fargue, Clos de Hilde, Cantinolle, Lille Blanquefort, Ambès CD10 : les ratios sont globalement satisfaisants avec un écart de moins de 20% entre production réelle et théorique.

Sabarèges : le ratio de 49% est dû à de très fortes concentrations observées, par à-coup, sur l'eau brute de janvier à mars 2016 et qui ont surestimé la production théorique. L'enquête réalisée sur le réseau n'a pas permis d'identifier l'origine de la charge polluante. Si on exclut les ratios des 3 premiers mois de l'année, le ratio est de 98% ce qui est trés satisfaisant.

INDICATEUR DE CONFORMITE

Comme déjà vu précédemment, les 6 stations sont conformes à leurs arrêtés préfectoraux pour l'année 2016.

2.2.2.5 L'analyse agronomique des boues

Analyses de boues 2016				
Stations	**Nbre analyses réglementaires**			**Nbre réalisés par SGAC**
	Type 1	**Type 2**	**Type 3**	**Type 1 - 2 - 3**
Louis Fargue	0	18	9	34
Clos de Hilde	0	12	6	28
Sabarèges	1	9	4	25
Cantinolle	1	9	4	25
Blanquefort Lille	2	6	3	25
Ambes CD10	2	2	2	4

Type 1 : paramètres agronomiques

Type 2 : éléments traces métalliques + paramètres agronomiques

Type 3 : composés organiques (HAP-PCB)

Le tableau ci-dessus récapitule la fréquence analytique 2016 sur les boues évacuées par les stations d'épuration. C'est l'arrêté du 31 janvier 1998 qui définit la quantité minimum d'analyses à réaliser en fonction de la production de boues de l'année N-1.

Suite à la pollution au cadmium dans les boues de Louis Fargue en 2014, le délégataire avait décidé d'augmenter, pour l'ensemble des stations d'épuration, la fréquence d'analyse pour 2015 et de réaliser une analyse complète (liste complète des paramètres) à chaque bilan. Ces analyses supplémentaires expliquent l'écart entre les analyses réglementaires et celles réalisées.

En 2015, avec la nouvelle pollution des boues de Louis Fargue aux PCB, la fréquence des analyses avait encore été augmentée, pour Louis Fargue, et portée à une analyse par semaine.

En 2016 pour Louis Fargue, compte tenu de l'opération de vidange du digesteur 2 et des risques potentiels de recontamination, le délégataire a maintenu une analyse complète par semaine jusqu'à fin avril.

Pour toutes les stations, les analyses agronomiques ont été conformes durant toute l'année 2016.

Récapitulatif des analyses agronomiques des boues des stations d'épuration											
Paramètre	Unité	Valeur limite	Louis Fargue			Clos de Hilde			Sabarèges		
			Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne	Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne	Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne
Cadmium	mg(Cd)/kg	10	0,9	2,0	1,8	0,4	1,8	1,1	0,2	1,6	0,8
Chrome	mg(Cr)/kg	1 000	30,7	135,6	54,9	59,4	136,5	80,9	68,6	116,4	81,9
Cuivre	mg(Cu)/kg	1 000	276	910	640	357	552	444	273,7	375,1	325,8
Mercure	mg(Hg)/kg	10	0,7	2,5	1,2	0,0	1,6	0,9	0,4	0,8	0,6
Nickel	µg(Ni)/kg	200 000	20 554,8	36 444,5	26 865,2	19 889,2	29 188,5	22 968,3	20 805,9	28 194,5	23 860,5
Plomb	mg(Pb)/kg	800	25	129	110	32	102	52	23,7	45,2	29,6
Zinc	mg(Zn)/kg	3 000	797	1610	1405	751	1374	935	677,5	969,2	808,0
Cr+Cu+Ni+Zn (MS)	mg/kg de MS	4 000	1165	2441	2128	1215	2047	1483	1093,5	1424,1	1239,6
Fluoranthène	mg/kg	5	0,05	1,35	0,65	0,25	0,57	0,36	0,2	0,9	0,4
B(b) fluor	mg/kg	2,5	0,01	0,55	0,25	0,01	0,35	0,14	0,01	0,36	0,10
B(a) pyr	mg/kg	2	0,01	0,53	0,19	0,01	0,34	0,12	0,01	0,28	0,10
Somme 7 PCB	µg/kg	800	70	572	243	70	239	100	70	75	70
PCB28	µg/kg		10	10	10	10	32	16	10	10	10
PCB52	µg/kg		10	19	11	10	35	19	10	10	10
PCB101	µg/kg		10	49	24	10	26	12	10	10	10
PCB118	µg/kg		10	21	12	10	36	13	10	10	10
PCB138	µg/kg		10	139	52	10	48	13	10	10	10
PCB153	µg/kg		10	220	77	10	41	13	10	11	10
PCB180	µg/kg		10	172	57	10	47	13	10	14	10
C/N			5,7	8,3	7,2	6,0	8,4	6,4	5,6	6,5	6,0
pH boue (surnageant	unité pH		6,6	8,8	7,6	7,6	8,7	8,4	8,2	10,0	8,6
Siccité	%		23,5	98,1	84,3	28,1	33,3	30,4	24,4	31,9	28,0
Matières organiques	g/kg		518,5	733,3	587,6	455,0	627,4	509	518,1	616,0	576,0
Azote total (en N)	g(N)/kg		36,0	55,0	40,9	29,0	48,0	40	40,0	53,0	47,9
N-NH4	g(N)/kg		0,7	8,0	3,3	3,3	7,6	5	3,0	8,2	5,4
P2O5	kg(P2O5)/T		43,8	84,0	55,4	58,6	113,9	83	70,9	91,0	80,6
Potassium	mg(K)/kg		1071,8	2997,3	2124,8	1073,9	4209,7	1835	912,4	6176,6	1551,6
MgO	mg/kg de MS		4549,3	7344,9	6284,7	3142,1	7069,7	4777	3451,2	5788,6	4363,7
Chaux (en CaO)	g/kg		60,3	93,4	78,6	55,8	79,4	70	52,7	82,5	61,1
Na2O	g(Na2O)/Kg		0,4	1,2	0,8	0,3	1,1	0,7	0,5	1,1	0,8
Fer	mg(Fe)/kg		15986,0	116518,1	49918,3	74171,7	161989,9	129183	98324,2	149908,6	127640,6
Mn	mg(Mn)/kg		189,5	375,2	288,1	302,2	488,8	369	224,8	337,3	287,1

Récapitulatif des analyses agronomiques des boues des stations d'épurations (suite)											
Paramètre	Unité	Valeur limite	Lille			Ambès CD 10			Cantinolle		
			Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne	Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne	Valeur minimale	Valeur maximale	Valeur moyenne
Cadmium	mg(Cd)/kg	10	0,7	1,2	0,9	0,7	0,9	0,8	0,8	1,9	1,2
Chrome	mg(Cr)/kg	1 000	18,1	76,6	26,8	16,5	34,2	23,3	42,6	80,3	70,1
Cuivre	mg(Cu)/kg	1 000	327,8	484,9	392,5	154,2	194,9	173,0	264,1	623,2	521,1
Mercure	mg(Hg)/kg	10	0,3	1,0	0,5	0,3	0,6	0,4	0,6	3,5	0,9
Nickel	µg(Ni)/kg	200 000	15 925,9	28 044,6	19 992,7	14 726,4	17 678,1	16 690,0	18 729,9	28 523,0	22 849,8
Plomb	mg(Pb)/kg	800	13,1	31,1	18,9	22,7	27,4	24,8	23,8	71,5	33,2
Zinc	mg(Zn)/kg	3 000	326,0	729,5	471,1	556,1	755,8	645,8	582,7	1179,5	856,0
Cr+Cu+Ni+Zn	mg/kg	4 000	760,8	1183,0	910,5	741,6	989,4	858,8	955,6	1851,8	1470,1
Fluoranthène	mg/kg	5	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,9	0,3
B(b) fluor	mg/kg	3	0,05	0,17	0,08	0,05	0,09	0,07	0,01	0,35	0,18
B(a) pyr	mg/kg	2	0,05	0,16	0,07	0,05	0,06	0,05	0,01	1,24	0,30
Somme 7 PCB	µg/kg	800	70,0	72,0	70,1	70,0	70,0	70,0	70	138	75
PCB28	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	10	10
PCB52	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	10	10
PCB101	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	14	10
PCB118	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	14	10
PCB138	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	29	11
PCB153	µg/kg		10	12	10	10	10	10	10	28	12
PCB180	µg/kg		10	10	10	10	10	10	10	33	11
			4,6	5,9	5,3	4,6	5,3	4,9	5,9	7,2	6,5
pH	unité pH		6,3	8,8	7,3	6,1	6,6	6,4	8,1	8,9	8,5
Siccité	%		14,7	22,2	18,8	1,7	2,7	2,1	27,1	38,9	31,1
Matières organiques	g/kg		793,9	843,2	815,0	781,2	824,8	800,5	520,0	616,3	582,6
Azote total (en N)	g(N)/kg		68,1	88,2	76,9	75,2	88,2	82,5	36,0	49,0	45,1
N-NH4	g(N)/kg		0,2	12,3	5,0	3,9	7,1	5,7	2,2	8,6	5,3
P2O5	kg(P2O5)/T		50,5	73,0	59,6	37,7	45,2	42,2	53,4	97,5	84,0
K	mg(K)/kg		3943,7	9872,2	8328,0	6637,3	8903,9	7611,5	865,1	7064,8	1550,4
MgO	mg(MgO)/kg		5640,7	9720,4	7681,9	7333,5	8066,1	7762,1	3579,4	6077,7	4518,6
Chaux (en CaO)	g/kg		20,8	56,0	33,2	29,5	38,6	33,4	47,3	90,0	72,1
Na2O	g/kg		0,7	2,2	1,5	5,1	7,8	6,7	0,4	1,4	0,8
Fer	mg(Fe)/kg		6088,3	112839,6	17543,6	9795,1	13065,0	11747,3	53605,5	135495,7	114285,8
Mn	mg(Mn)/kg		132,4	600,0	298,1	264,6	713,9	458,3	187,0	346,9	300,5

2.3 LE BILAN DE L'EXPLOITATION

2.3.1 LE CONTROLE DES RACCORDEMENTS AU RESEAU

L'objectif prioritaire de ces contrôles est la recherche des eaux claires parasites météoriques afin d'envisager la déconnexion des parcelles identifiées qui représentent des surfaces actives sur les réseaux d'eaux usées.

Le contrôle de la conformité des branchements permet également la détection des anomalies à l'origine de rejets d'eaux usées brutes dans les réseaux d'eaux pluviales, les milieux aquatiques et de problèmes sanitaires sur les voies publiques.

Ces contrôles concourent à l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement et participent à la protection des habitants contre différentes nuisances telles que les inondations sur les domaines public ou privé, les odeurs, les pollutions des milieux naturels…

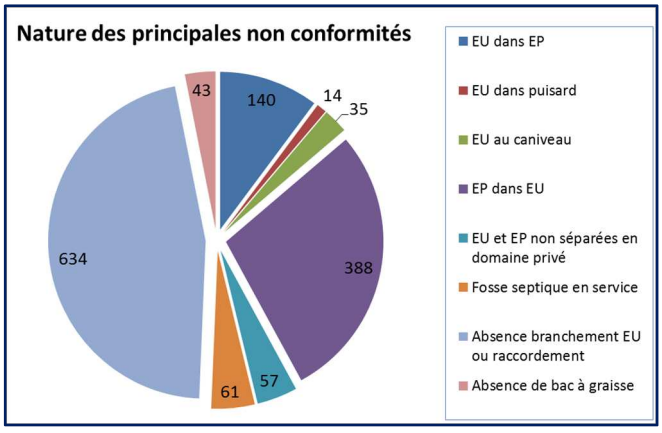
2.3.1.1 Les opportunités de contrôle

Les contrôles sont réalisés suivant les opportunités listées ci-après :

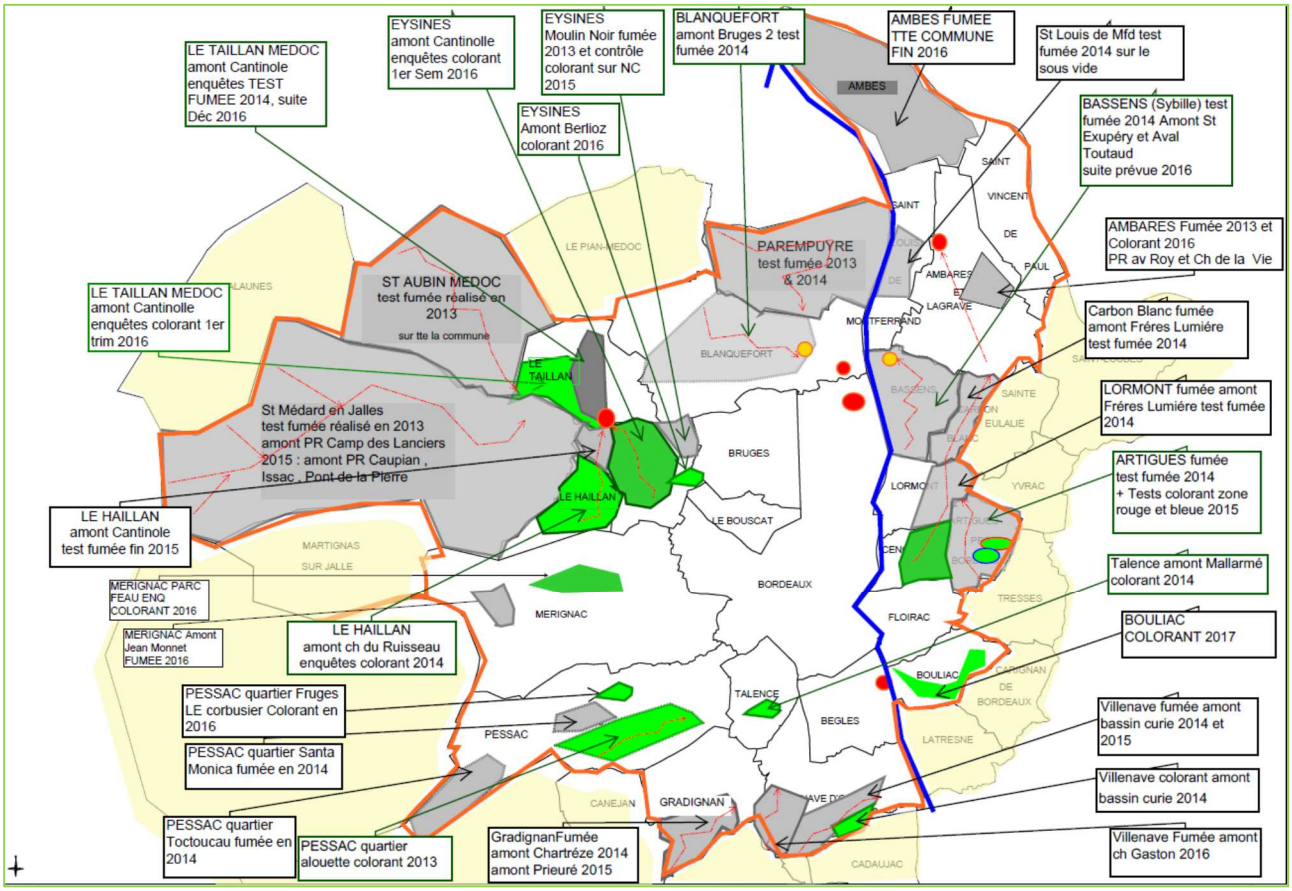
- lors de campagnes sectorielles (le plus grand nombre),
- lors de cessions immobilières,
- lors des travaux de raccordement aux réseaux d'eaux usées lorsque ces travaux sont réalisés par la SGAC ou par Bordeaux Métropole,
- suite à des dysfonctionnements constatés par les riverains ou les services des collectivités,
- lors de l'instruction de convention avec les industriels du territoire,
- lors de l'instruction de dossiers d'intégration de lotissement dans le domaine public.

LE BILAN DES CONTROLES DE CONFORMITE

Résultats contrôles conformité 2016				Taux de conformité selon méthode utilisée et origine des demandes	
Contrôles réalisés	Conformes	Non-conformes	Total	Taux de conformité	taux de non-conformité
Nombres de parcelles contrôlées à la fumée	11816	297	12113	97,5%	2,5%
Nombres de parcelles contrôlées au colorant à l'issue des contrôles à la fumée	46	23	69	66,7%	33,3%
Nombres de parcelles directement contrôlées au colorant	2422	151	2573	94,1%	5,9%
Contre visite U21 (+ RNR>2 ans + RNR<2 ans +RL3)	142	22	164	86,6%	13,4%
Enquête sur ANC (Pris en compte: enquêtes suite à chgt de statut en RR, en RNR, en NR CIV, en NR rejet autres que domestique)	299	64	363	82,4%	17,6%
Sous-total de l'engagement 671	14725	557	**15213**	96,8%	3,7%
Nombre de parcelles contrôlées suite à la création de branchements neufs	368	0	368	100,0%	0,0%
Nombre de parcelles contrôlées suite à l'intégration au patrimoine des Lotissements	632	10	642	98,4%	1,6%
Nombre de parcelles contrôlées suite demande collectivité (bordereau)	13	26	39	33,3%	66,7%
Nombre Industriels contrôlés lors de l'instruction d'une convention (E168)	18	9	27	66,7%	33,3%
Nombre d'enquêtes conformités demandés par Notaires (hors raccordabilité)	99	33	132	75,0%	25,0%
Sous-total des contrôles "d'opportunité"	1130	78	**1208**	93,5%	6,5%
Total des contrôles réalisés	**15855**	**635**	**16490**	**96,1%**	**3,9%**



Nature des principales non conformités								
	EU dans EP	EU dans puisard	EU au caniveau	EP dans EU	EU et EP non séparées en domaine privé	Fosse septique en service	Absence branchement EU ou raccordement	Absence de bac à graisse
Répartition des proncipales non conformités (U21 en cours)	140	14	35	388	57	61	634	43



Les contrôles réalisés depuis 2013

En gris les zones testées à la fumée et en vert les zones enquêtées au colorant

2.3.1.2 Les techniques utilisées

La combinaison des contrôles au fumigène et au traceur colorant apporte des éléments concrets pour la recherche des dysfonctionnements sur les réseaux publics et permet de localiser avec précision les mauvais raccordements sur les parcelles privées, comme sur des ouvrages publics.

Le contrôle au colorant consiste à injecter un traceur fluoréisé au niveau des points de rejets de l'habitation et de détecter l'arrivée du traceur dans la boîte de raccordement située sur le domaine public.

Le contrôle au fumigène consiste en l'injection de fumée (combustion d'huile de parafine) dans les réseaux d'eaux usées. Les agents scrutent l'environnement pour détecter la sortie de la fumée au niveau des regards, goutières etc…



Un contrôle à la fumée

2.3.1.3 L'incitation à la mise en conformité

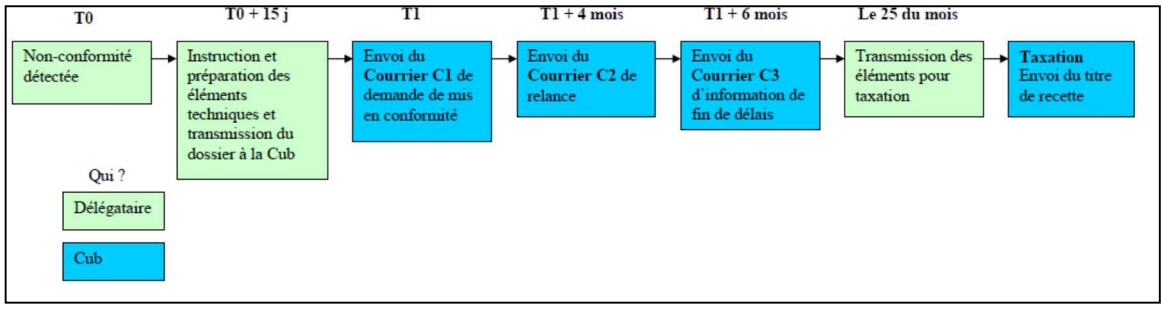
S'appuyant sur les articles du code de la santé publique L1331-1 et suivants, et sur son règlement de service de l'assainissement collectif, Bordeaux Métropole, en collaboration avec le délégataire, a mis en place une procédure d'incitation à la mise en conformité des installations privatives d'assainissement.

Un travail collaboratif d'échange de fichiers et de courriers a été mis en œuvre par les 2 entités et le mode de fonctionnement défini.

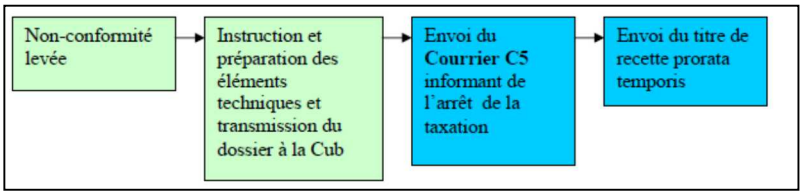
La SGAC, par ses enquêtes et ses campagnes de contrôle de raccordement, détecte des anomalies de raccordement. Un dossier est alors ouvert concernant le propriétaire détecté non-conforme et le suivi de ce dernier peut alors commencer jusqu'à sa mise en conformité.

Lorsque les dossiers sont instruits et validés par la SGAC, ils sont remis de manière hebdomadaire à Bordeaux Métropole afin qu'elle puisse envoyer les courriers incitant les propriétaires à se mettre en conformité. Si, 6 mois après le 1er courrier, l'usager ou le propriétaire n'a pas repris contact avec la SGAC pour une contre-visite pouvant attester de sa mise en conformité, le propriétaire sera alors taxé par la Collectivité. Si nécessaire, Bordeaux Métropole peut ordonner l'organisation de travaux d'office à la charge du propriétaire non-conforme.

Chronogramme du processus de mise en œuvre de la taxation



Chronogramme du processus d'arrêt de la taxation

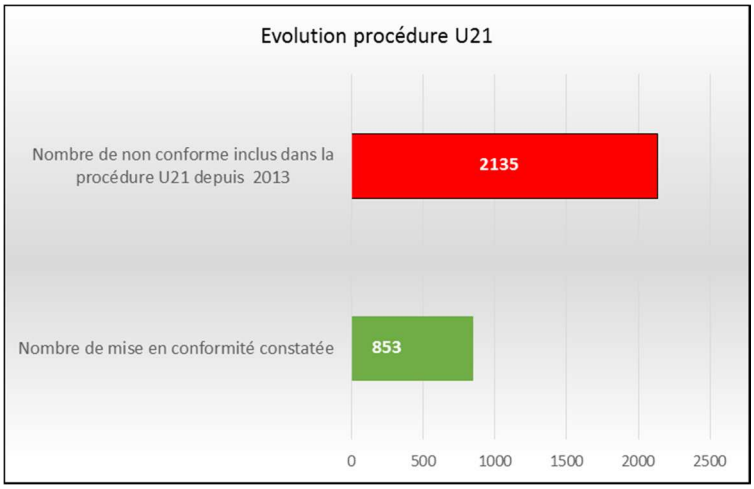


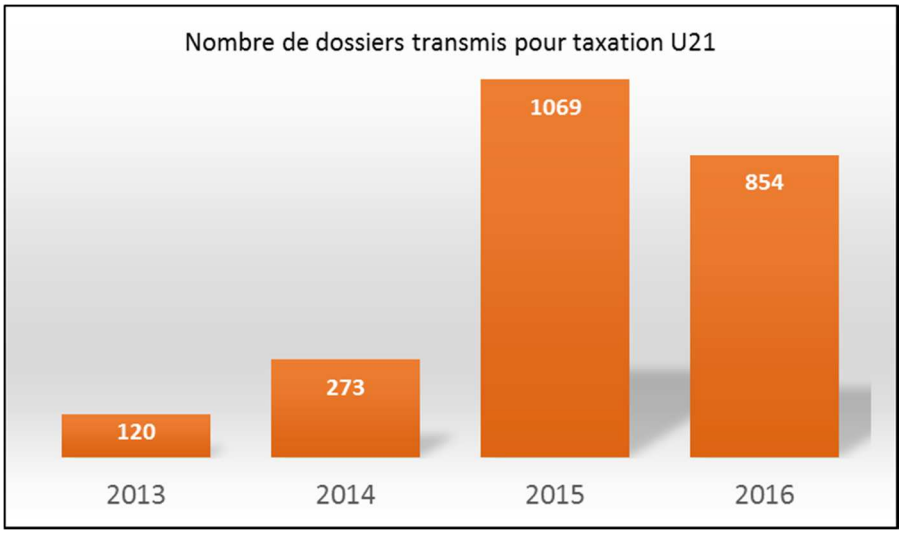
Avec un retour d'expérience de 3 ans sur cette activité et l'application de la procédure, la SGAC et les équipes de la Direction de l'Eau de Bordeaux Métropole en charge des relations avec les usagers ont co-écrit le cahier des charges pour la construction d'un outil informatique capable d'améliorer et suivre l'ensemble du processus branchement : de sa construction, au suivi de sa non-conformité jusqu'à la taxation en adéquation avec le code de la santé publique.

Cet outil informatique sera un produit édité par une société informatique spécialisée dans les domaines de la facturation et du contrôle de conformité de l'assainissement non collectif. Ce produit sera en mis en production auprès des équipes de la Direction de l'eau et de la SGAC fin 2017.

Depuis 2013, 2135 dossiers de non-conformité ont été instruits jusqu'à l'envoi du 1er courrier d'information. Sur ces 2135 dossiers, 853 propriétaires ont réalisé les travaux nécessaires sur leur habitation afin d'être conformes à la réglementation.

Ce taux de mise en conformité de 40% est un signe d'efficacité de la procédure d'incitation à la mise en conformité.





Le graphique ci-dessous illustre la montée en puissance du processus, fruit d'un travail commun entre délégant et délégataire.

2.3.1.4 Les contrôles non réalisés pour absence

Malgré l'article 39 du règlement de service de l'assainissement collectif, un grand nombre d'usagers ne laissent pas accès au service de l'assainissement ou ne rappellent pas à la suite du dépôt d'un avis de passage.

Le nombre important de déplacements improductifs des agents de la SGAC ralentit la mise en œuvre de la procédure d'incitation à la mise en conformité pour des usagers suspectés d'être non-conformes à la réglementation en vigueur.

C'est pour cela que depuis 2015 une nouvelle méthodologie a été implémentée pour éviter le dépôt d'avis de passage.

En effet, lors de campagnes sectorielles de contrôles au colorant, après plusieurs passages sur le secteur concerné, les immeubles qui n'ont pu être contrôlés au colorant en présence d'un occupant sont contrôlés à l'aide de fumigènes depuis le domaine public. Cette méthode, même si elle est moins exhaustive, offre au moins l'avantage de vérifier la non-conformité des eaux de pluie dans les eaux usées et offre l'avantage de réduire considérablement les demandes de rappel aux clients pour contrôler depuis le domaine privé.

Pour 2016, le nombre d'avis de passage laissés pour lever le doute sur d'éventuelles non-conformités privées s'élève à 145.

Bilan avis de passage sans réponse	
Nombres de parcelles contrôlées à la fumée en attente de contrôle colorant	224

L'ensemble des avis de passage déposés aux domiciles à contrôler par les enquêteurs sont suivis d'envois de courriers postaux rappelant l'objet de l'avis de passage et le règlement du service de l'assainissement de Bordeaux Métropole.

Ces courriers incitent les usagers à rappeler le centre d'appels pour convenir d'un rendez-vous.

2.3.1.5 Le contrôle des raccordables non raccordés

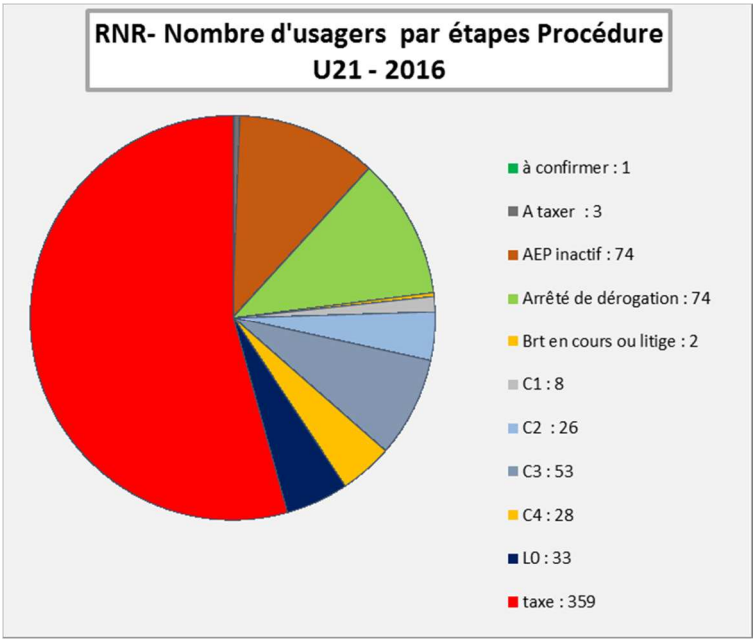
Les articles L 1331-1 et 8 du Code de la Santé Publique stipulent qu'un immeuble est raccordable non raccordé (RNR) quand il a accès à un réseau public d'assainissement, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une voie privée ou d'une servitude de passage et qu'il n'est pas raccordé au dit réseau. Le propriétaire dispose d'un délai de deux ans, après la pose du collecteur, pour se raccorder.

Au 31 décembre 2016, le service de l'assainissement collectif comptabilise 661 RNR sur le territoire de Bordeaux Métropole.

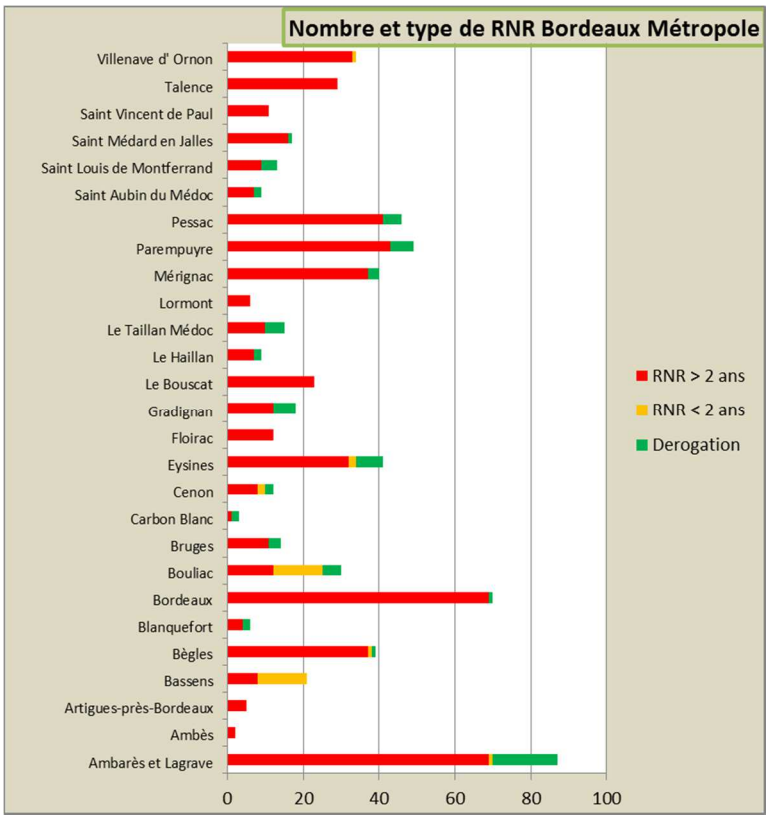
Cette liste est mise à jour à la fin de chaque trimestre, elle comprend le nombre de RNR et indique également l'étape de la procédure dans laquelle se trouvent ces usagers. Les étapes de la procédure sont rappelées au & 2.3.1.3.

Le bilan est le suivant :

Situation RNR Bordeaux Métropole au 10-01-2017			
Communes	Derogation	RNR < 2 ans	RNR > 2 ans
Ambarès et Lagrave	17	1	69
Ambès			2
Artigues-près-Bordeaux			5
Bassens		13	8
Bègles	1	1	37
Blanquefort	2		4
Bordeaux	1		69
Bouliac	5	13	12
Bruges	3		11
Carbon Blanc	2		1
Cenon	2	2	8
Eysines	7	2	32
Floirac			12
Gradignan	6		12
Le Bouscat			23
Le Haillan	2		7
Le Taillan Médoc	5		10
Lormont			6
Mérignac	3		37
Parempuyre	6		43
Pessac	5		41
Saint Aubin du Médoc	2		7
Saint Louis de Montferrand	4		9
Saint Médard en Jalles	1		16
Saint Vincent de Paul			11
Talence			29
Villenave d' Ornon		1	33
Sous total	74	33	554
Total	**661**		



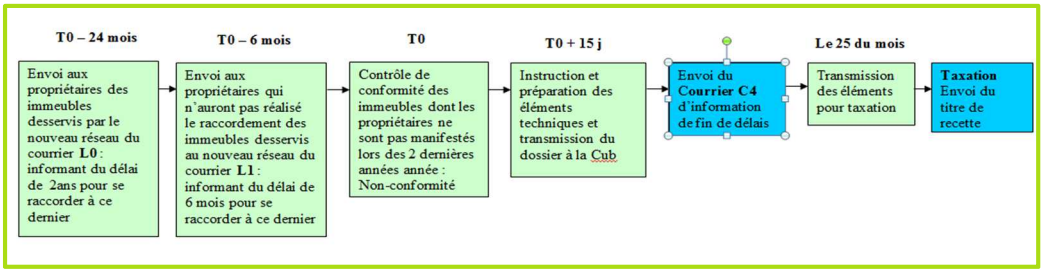
Une répartition par commune et par catégorie est également présentée trimestriellement au service du SPANC de Bordeaux Métropole afin que ce service puisse organiser les visites des installations autonomes en service chez ces usagers.



Procédure RNR < 2 ans

La Collectivité continue d'étendre son réseau d'assainissement collectif sur le territoire de la Métropole. Lors de projets de cette envergure, des campagnes de prospection sont réalisées par la SGAC afin de connaître les immeubles et parcelles qui devront se raccorder à ces nouveaux réseaux. Une fois les phases de prospection, définition de projet et réalisation terminées, une information est envoyée aux propriétaires des immeubles concernés par ces extensions de réseaux d'assainissement.

Cette information rappelle le code de la santé publique et le règlement de service et leur indique qu'ils ont un délai de 2 ans pour se mettre en conformité. Lors du raccordement de leur installation privative, les propriétaires ou occupants doivent informer le délégataire du service public afin que celui-ci vienne vérifier leur bon raccordement.



2.3.1.6 Bilan annuel des Eaux claires parasites

Le bilan annuel des Eaux claires parasites permet d'orienter les contrôles de conformité de l'année suivante qui visent à rechercher les eaux claires parasites météoriques et à proposer des travaux en vue de réduire les déversements au milieu naturel.

Pour réaliser ce bilan, des fiches de fonctionnement des ouvrages sont réalisées : 35 postes de relevage ont fait l'objet, en 2016, d'une étude de fonctionnement hydraulique sur les données 2015. Ce diagnostic permet de quantifier les proportions d'eaux claires parasites météoriques, d'eaux claires parasites permanentes et d'eaux usées strictes.

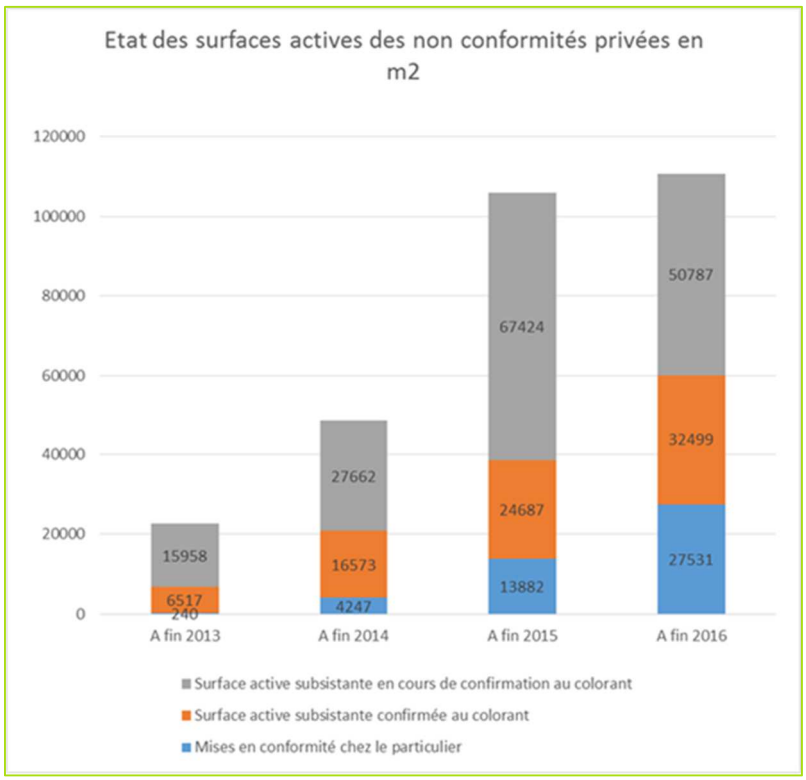
En 2015, la SGAC a clôturé l'étude de fonctionnement sur les données 2012 de tous les ouvrages significatifs du territoire de Bordeaux Métropole.
Ainsi, on projette en 2018, l'analyse globale de l'évolution de ces débits en fonction :

- ✓ des travaux réalisés sur les non-conformités publiques identifiées depuis 2013 ;
- ✓ des mises en conformité chez le particulier.

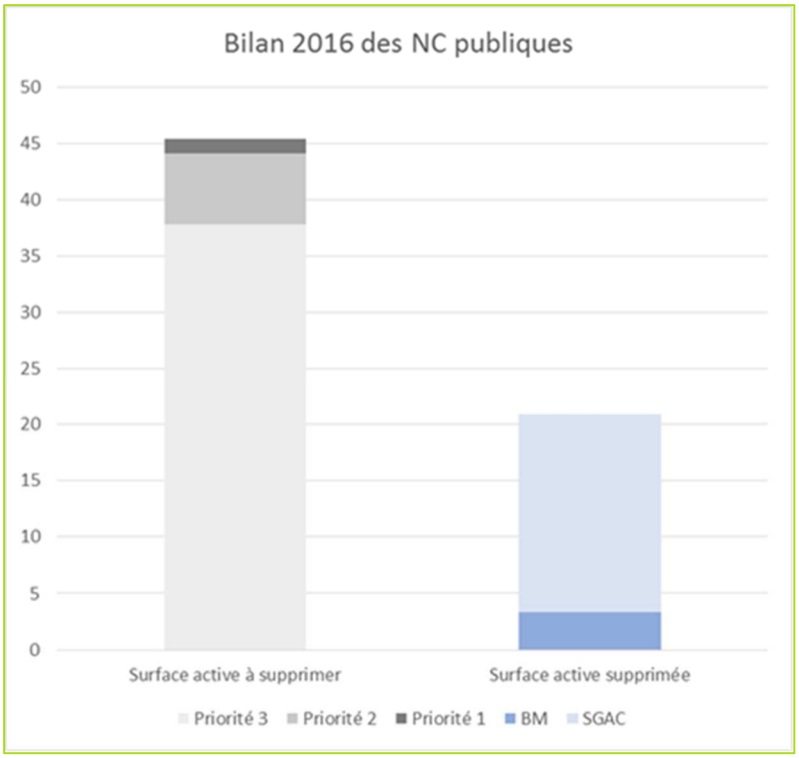
Les données des fiches de fonctionnement sont aussi croisées avec les résultats des contrôles de conformité afin de dresser un ordre de priorité par zone pour les campagnes d'enquête de l'année suivante.

Les contrôles de conformité réalisés depuis 2013 ont permis d'identifier 60 030 m^2 de surface active chez le riverain. Il existe un potentiel de 50 787 m2 supplémentaires (surface totale cumulée des avis de passage toujours en cours depuis 2013) qui doit être confirmé par des contrôles au colorant. Ces confirmations sont à l'initiative des riverains suite au dépôt d'avis de passage et de courriers envoyés incitant à prendre rendez-vous avec les services du délégataire. Chaque non-conformité représente en moyenne 99 m^2 de surface active (moyenne calculée à partir des données cumulées depuis 2013).

Les mises en conformité relevant d'eaux de pluie dans les eaux usées sur les parties privatives sont en augmentation depuis la mise en place de la procédure usager de Bordeaux Métropole U21. La surface active cumulée de 27 531 m^2 correspond à la mise en conformité de 333 branchements.
Le processus d'incitation à la mise en conformité s'avère bénéfique, en effet 55 % (des branchements) des surfaces actives identifiées ont été mises en conformité.



Les non-conformités publiques subsistant à fin 2016 représentent 45 ha de surfaces actives alors que les travaux de suppression des non-conformités publiques réalisés depuis 2013 ont déjà permis de déconnecter 21,22 ha de surface active.



A ce jour, la réalisation des travaux (Bordeaux Métropole et SGAC) ont permis d'atteindre 32 % de suppression des surfaces actives publiques identifiées.

En 2017, le programme des contrôles de conformité suivra les axes suivants :

- ✓ réaliser les contrôles au colorant sur les Avis de passage des secteurs contrôlés non-conformes à la fumée ;
- ✓ poursuivre les contrôles conformité sur :
  - le secteur gravitaire de Sabarèges ;
  - le secteur gravitaire d'Ambès ;
  - l'amont du poste de relevage d'Arcins ;
  - l'amont du poste de relevage de Carriet.

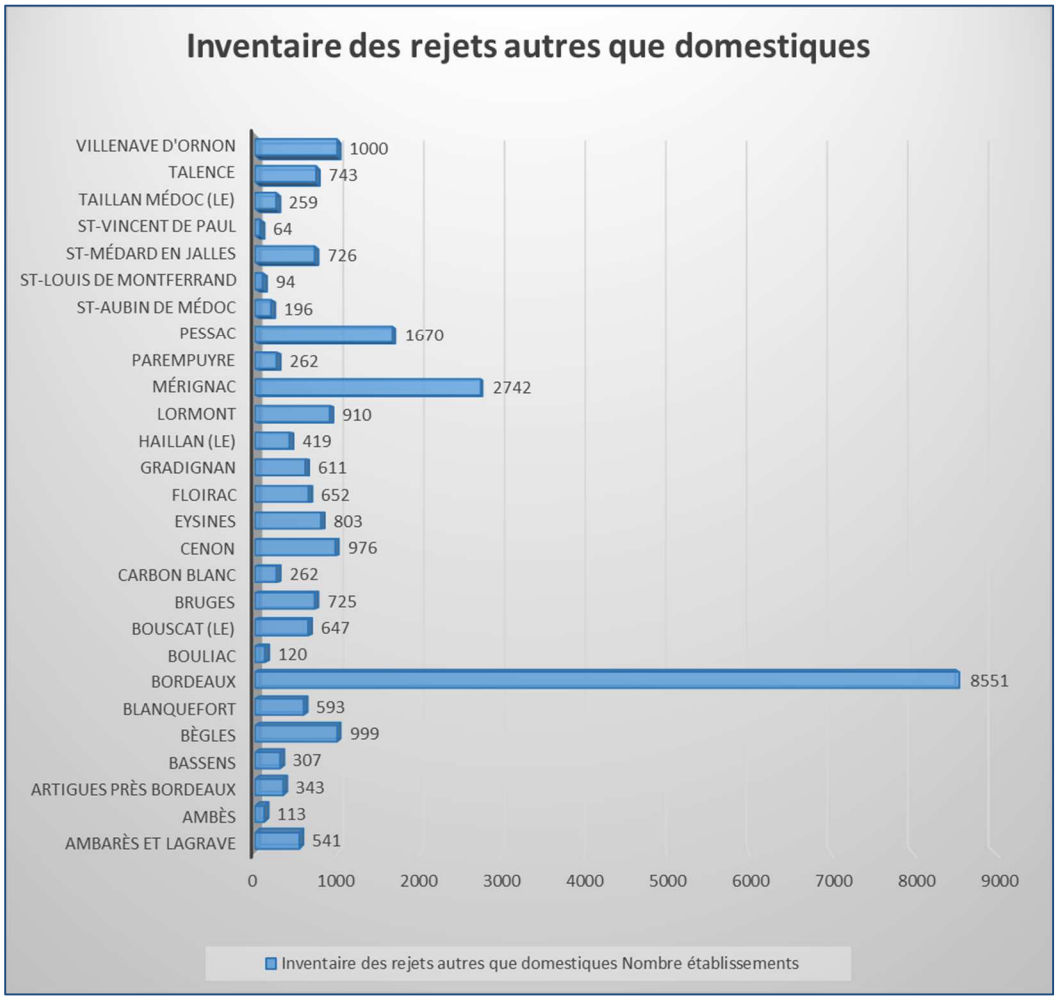
2.3.2 LE CONTROLE DES REJETS NON DOMESTIQUES

2.3.2.1 L'inventaire des rejets non domestiques

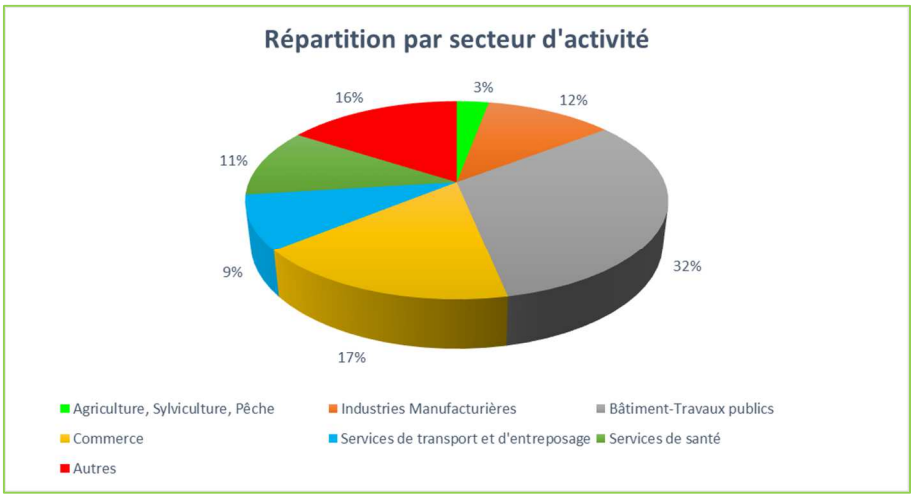
L'inventaire des rejets non domestiques est remis en annexe. (*cf. Annexes 8.2.3)*.

Sur le territoire de Bordeaux Métropole, nous avons recensé en 2016 (source INSEE) 25 328 établissements (correspondant à 449 codes NAF) susceptibles de déverser des rejets autres que domestiques vers le réseau de collecte public, qui se répartissent sur les 27 communes de la façon suivante :

Inventaire des rejets non domestiques	
Communes	**Nombre établissement**
Ambarès et Lagrave	541
Ambès	113
Artigues près Bordeaux	343
Bassens	307
Bègles	999
Blanquefort	593
Bordeaux	8551
Bouliac	120
Bouscat (Le)	647
Bruges	725
Carbon Blanc	262
Cenon	976
Eysines	803
Floirac	652
Gradignan	611
Haillan (Le)	419
Lormont	910
Mérignac	2742
Parempuyre	262
Pessac	1670
St-Aubin-de-Médoc	196
St-Louis-de-Montferrand	94
St-Médard-en-Jalles	726
St-Vincent -de-Paul	64
Taillan-Médoc (Le)	259
Talence	743
Villenave d'Ornon	1000
Total	**25 328**



Les établissements se regroupent selon les catégories socio-professionnelles répertoriées et définies par l'INSEE :



LA METHODOLOGIE SUR L'INVENTAIRE ET LA CLASSIFICATION DES ETABLISSEMENTS DE BORDEAUX METROPOLE

En 2013, une méthodologie a été mise au point pour :

- ✓ réaliser l'inventaire exhaustif des établissements implantés sur le territoire de Bordeaux Métropole et susceptibles de rejeter des eaux usées autres que domestiques ;
- ✓ établir une classification de ces établissements selon leur régime d'autorisation, en fonction de l'activité, du volume d'eau consommé et du classement de l'établissement en ICPE (Installation classée pour la protection de l'Environnement) ou son appartenance à une rubrique RSDE (Recherche de substances dangereuses pour l'Environnement) afin de définir pour chacun le régime auquel il appartient (aucun arrêté de déversement, arrêté simple ou arrêté avec convention de déversement).

Quantification des autorisations 2016	
Régimes d'autorisation associés suivant la méthodologie	**Nombres d'établissements**
K < 3: Pas d'autorisation nécessaire	20 627
3 < K < 8: Arrêté d'autorisation	4 225
8 < K < 18: Arrêté d'autorisation et convention	476
Nombre d'autorisations potentielles	**4 701**
Nombre d'établissements	**25 328**

19%

Chaque année, la SGAC sélectionne une centaine d'établissements parmi cet inventaire réactualisé. Un courrier de sensibilisation est adressé à ces établissements pour leur indiquer qu'ils feront l'objet d'une démarche de régularisation dans l'année et ils sont invités à une réunion d'information sur le site de Louis Fargue en début d'année.

La réunion d'information a eu lieu le 02 février 2016 en présence de la chambre des métiers pour la partie dispositif d'aide à l'investissement. Elle a eu pour but d'expliquer aux professionnels l'ensemble des enjeux (techniques, financiers, environnementaux, …) liés à l'autorisation de déversement et de mieux connaitre leurs activités et leurs préoccupations.

Voici également un tableau présentant le nombre d'établissements concernés par les codes NAF prioritaires et répartis par bassins versants :

Répartition des autorisations en fonction de l'activité et bassins versants associés							
Codes NAF	**Libéllés**	**Bassins Versants**	**Nbr établissements**	**Nbr total d'établissements**	**K<3** Pas d'autorisation	**3<K<8** Arrêté simple	**8<K<18** Arrêté + convention
1811Z	Imprimerie de journaux	Louis Fargue	1	1		1	
1812Z	Autres imprimeries	Sabarèges	7	95		93	2
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	35				
		Lille	0				
		Louis Fargue	40				
		Cantinolle	13				
1813Z	Activité de pré-presse	Sabarèges	18	297		297	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	97				
		Lille	9				
		Louis Fargue	153				
		Cantinolle	20				
1814Z	Reliure et activités connexes	Sabarèges	0	10	10		
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	5				
		Lille	0				
		Louis Fargue	5				
		Cantinolle	0				
5811Z	Edition de livres			0			
5813Z	Edition de journaux			0			
5814Z	Edition de revues et périodiques			0			
5819Z	Autres éditions			0			
3315Z	Réparation et maintenance navale	Sabarèges	0	12	12		
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	5				
		Lille	1				
		Louis Fargue	6				
		Cantinolle	0				

Répartition des autorisations en fonction de l'activité et bassins versants associés							
Codes NAF	**Libéllés**	**Bassins Versants**	**Nbr établissements**	**Nbr total d'établissements**	**K<3** Pas d'autorisation	**3<K<8** Arrêté simple	**8<K<18** Arrêté + convention
2562B	Mécanique industrielle	Sabarèges	9	52	4	46	2
		Ambès CD 10					
		Clos de Hilde	13				
		Lille	3				
		Louis Fargue	14				
		Cantinolle	13				
3312Z	Réparation de machines et équipements mécaniques	Sabarèges	16	80	72	8	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	21				
		Lille	7				
		Louis Fargue	22				
		Cantinolle	14				
4520A	Entretien et réparation des véhicules automobiles légers	Sabarèges	100	644	593	51	
		Ambès CD 10	5				
		Clos de Hilde	201				
		Lille	33				
		Louis Fargue	232				
		Cantinolle	73				
4520B	Entretien et réparation d'autres véhicules	Sabarèges	4	17	17		
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	6				
		Lille	0				
		Louis Fargue	5				
		Cantinolle	2				
8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	Sabarèges	81	757	755	2	
		Ambès CD 10	2				
		Clos de Hilde	261				
		Lille	43				
		Louis Fargue	301				
		Cantinolle	69				
8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	Sabarèges	15	161	161		
		Ambès CD 10	1				
		Clos de Hilde	57				
		Lille	10				
		Louis Fargue	66				
		Cantinolle	12				
8129Z	Autres activités de nettoyage			0			

Répartition des autorisations en fonction de l'activité et bassins versants associés							
Codes NAF	**Libéllés**	**Bassins Versants**	**Nbr établissements**	**Nbr total d'établissements**	**K<3** Pas d'autorisation	**3<K<8** Arrêté simple	**8<K<18** Arrêté + convention
2030Z	Fabrication de peintures vernis, encres et mastics	Sabarèges	0	3		3	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	2				
		Lille	0				
		Louis Fargue	1				
		Cantinolle	0				
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	Sabarèges	158	1294	1294		
		Ambès CD 10	11				
		Clos de Hilde	441				
		Lille	50				
		Louis Fargue	521				
		Cantinolle	113				
9601A	Blanchisserie-teinturie de gros	Sabarèges	0	7		5	2
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	3				
		Lille	0				
		Louis Fargue	4				
		Cantinolle	0				
9601B	Blanchisserie-teinturie de détail			0			
1610B	Imprégnation du bois	Sabarèges	6	17	1	16	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	5				
		Lille	1				
		Louis Fargue	4				
		Cantinolle	1				
2561Z	Traitement et revêtement des métaux	Sabarèges	3	19	1	18	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	3				
		Lille	0				
		Louis Fargue	10				
		Cantinolle	3				
9602A	coiffure			0			
1330Z	Ennoblissement textile	Sabarèges	2	14		14	
		Ambès CD 10	0				
		Clos de Hilde	7				
		Lille	0				
		Louis Fargue	3				
		Cantinolle	2				
8623Z	Pratique dentaire	Sabarèges	47	727	723	4	
		Ambès CD 10	3				
		Clos de Hilde	246				
		Lille	24				
		Louis Fargue	344				
		Cantinolle	63				
Nombre d'établissements				**4 207**	**3 643**	**558**	**6**

2.3.2.2 Les autorisations de déversement des établissements professionnels

LES AUTORISATIONS DE DEVERSEMENT VALIDEES EN 2016

La réalisation des autorisations de déversement permet de suivre au mieux les rejets des établissements inventoriés, de façon à surveiller l'impact sur les réseaux de collecte et les stations d'épuration, et ainsi de limiter les émissions de polluants dans le milieu récepteur.

L'objectif du nombre d'établissements soumis à autorisation de déversement sur le territoire de Bordeaux Métropole à fin 2016 est respecté (Objectif 266) : 149 établissements disposent d'un arrêté et 133 établissements disposent d'un arrêté complété par une convention spéciale de déversement, soit un nombre total de 282 autorisations.

Au cours de l'année 2016, 70 autorisations ont été réalisées dont 16 renouvellements, elles se répartissent de la façon suivante :

- ✓ 49 autorisations de déversement avec un arrêté simple, dont 3 renouvellements,
- ✓ 21 autorisations de déversement complétées par une convention spéciale, dont 13 renouvellements.

Liste des établissements soumis à autorisation de déversement						
Etablissement	Commune	Régime Autorisation Bordeaux Métropole	Date de validation	adresse	Système d'assainissement	NAF
PISCINE MUNICIPALE AMBARES	AMBARES ET LAGRAVE	arrêté simple	12/09/2012	avenue Pierre Barre	SABAREGES	9311Z
S2LAV	AMBARES ET LAGRAVE	arrêté simple	03/10/2016	7 Rue Chante Alouette	SABAREGES	4520A
SANOFI WINTHROP INDUSTRIE	AMBARES ET LAGRAVE	arrêté convention	29/09/2016	1 Rue de la Vièrge Ambarès	SABAREGES	2120Z
PISCINE MUNICIPALE	AMBES	arrêté simple	06/10/2014	2 rue Modigliani	MILIEU NATUREL	9311Z
ARTIGUES LAVAGE	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	07/03/2014	Avenue de Guyenne	SABAREGES	4520A
ATELIER BATAILLE	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	17/04/2015	4 bis avenue Gay Lussac	SABAREGES	1813Z
DBF BORDEAUX RIVE DROITE (Audi)	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	20/07/2016	9 Avenue du Millac	SABAREGES	4511Z
ESPACE AUTO AQUITAINE (SKODA)	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	05/02/2016	9 rue Millac	SABAREGES	4511Z
MAI PHI	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	15/10/2015	35 avenue de l'Ile de France	SABAREGES	1089Z
PISCINE DE LA BLANCHERIE (VILLE DE CENON)	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	10/06/2014	Boulevard Feydeau	SABAREGES	9311Z
RENAULT TRUCKS AQUITAINE - ARTIGUES	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté simple	10/07/2014	Avenue Descartes Z.I Descartes	SABAREGES	4519Z
SOBODEC	ARTIGUES PRES BORDEAUX	arrêté convention	30/06/2014			2313Z
A.M.I SUD OUEST	BASSENS	arrêté simple	24/05/2016	16 rue Franklin	SABAREGES	3700Z
CITRAM - BASSENS	BASSENS	arrêté simple	26/03/2015	9 Avenue Puy Pla	MILIEU NATUREL	4939A
CLEAN 33	BASSENS	arrêté convention	09/09/2013	Rue du Port Le Sapla	SABAREGES	8129B
CUISINE CENTRALE BASSENS	BASSENS	arrêté convention	28/09/2016	Rue de la nouvelle voie	SABAREGES	8411Z
PISCINE INTERCOMMUNALE	BASSENS	arrêté simple	09/09/2013	Rue Camille Jullian	SABAREGES	9311Z
SAMAT	BASSENS	arrêté simple	11/01/2016	2 Rue Franklin	SABAREGES	4941z
ASTRIA	BEGLES	arrêté convention	22/06/2012	Rue Bleriot	CLOS DE HILDE	3821Z
CARREFOUR RIVE D'ARCIN	BEGLES	arrêté convention	02/09/2015	Chemin de Tartifume Centre Commercial Rive D'arcin	CLOS DE HILDE	4711F
CHOCOLATERIE CEMOI	BEGLES	arrêté convention	08/09/2014	13 rue des 2 Esteys	CLOS DE HILDE	1082Z
CUISINE CENTRALE BEGLES	BEGLES	arrêté convention	05/11/2014	Rue Charles Lamoureux	CLOS DE HILDE	8411Z
EURL MERIC	BEGLES	arrêté simple	25/08/2014	368 Route de Toulouse	CLOS DE HILDE	4520A
FRAIKIN - BEGLES	BEGLES	arrêté simple	24/02/2016	142 Avenue du Maréchal Leclerc	CLOS DE HILDE	7712Z
GROUPE PALAU - BEGLES	BEGLES	arrêté simple	05/05/2015	486 Route de Toulouse	CLOS DE HILDE	4511Z
IMPRIMERIE SAVIGNAC	BEGLES	arrêté simple	03/09/2015	23 rue Abadie	CLOS DE HILDE	1812Z
MERCEDES BENZ BORDEAUX	BEGLES	arrêté simple	11/07/2014	1 Rue Port Arthur	CLOS DE HILDE	4511Z
PISCINE MUNICIPALE "LES BAINS"	BEGLES	arrêté simple	03/04/2014	2 à 14 Rue Carnot	CLOS DE HILDE	9311Z
SOCIETE NOUVELLE GARONNAISE DE VIANDES	BEGLES	arrêté convention	03/03/2012	13 Rue du Lugan ZI Le Lugan	CLOS DE HILDE	1011Z
TFE TRANSPORTS	BEGLES	arrêté convention	11/06/2014	3 Rue du Lugan	CLOS DE HILDE	5229 A
TOYOTA - LEXUS TTA BEGLES	BEGLES	arrêté simple	15/07/2014	52 Quai Wilson	CLOS DE HILDE	4511Z
WASHOP BEGLES	BEGLES	arrêté simple	17/02/2014	Rue des Frères Lumière ZI Tartifume	CLOS DE HILDE	4520A
ANSAMBLE - CUISINE CENTRALE BLANQUEFORT	BLANQUEFORT	arrêté convention	22/10/2015	6 Rue du Commandant Charcot	LILLE BLANQUEFORT	5629B
BARDINET	BLANQUEFORT	arrêté convention	06/09/2012	Domaine de Fleurenne BP 513	LILLE BLANQUEFORT	1101Z
CASTEL	BLANQUEFORT	arrêté convention	15/01/1994	24 Rue Georges Guynemer ZI	LILLE BLANQUEFORT	4634Z
COGIT LGC	BLANQUEFORT	arrêté simple	02/02/2016	Rue Descartes	LILLE BLANQUEFORT	8129B
DARTESS	BLANQUEFORT	arrêté convention	01/02/2011	53 Rue du Dehez	LILLE BLANQUEFORT	5210B
EG SERVICES	BLANQUEFORT	arrêté simple	13/11/2015	17 rue Guynemer	LILLE BLANQUEFORT	4519Z
FORD AQUITAINE INDUSTRIES	BLANQUEFORT	arrêté convention	25/07/2016	Rue Jean Duvert ZI	LILLE BLANQUEFORT	2932Z
GETRAG FORD TRANSMISSIONS GmbH	BLANQUEFORT	arrêté convention	01/07/2009	Rue Jean Duvert Zone Industrielle	LILLE BLANQUEFORT	2932Z
INITIAL	BLANQUEFORT	arrêté convention	05/11/2013	22 Rue Antoine de St Exupéry INITIAL SAS EIM42	LILLE BLANQUEFORT	714A
LABSO CHIMIE FINE	BLANQUEFORT	arrêté convention	01/08/2009	20 Rue Jean Duvert BP 07	LILLE BLANQUEFORT	2110Z
PISCINE MUNICIPALE	BLANQUEFORT	arrêté simple	24/05/2013	Rue de la Renney	LILLE BLANQUEFORT	9311Z
TOTAL DE LA RENNEY	BLANQUEFORT	arrêté simple	24/05/2016	71 avenue du 11 novembre	LILLE BLANQUEFORT	4730Z
UNIVAR LAMBERT RIVIERE	BLANQUEFORT	arrêté convention	17/05/2016	24 rue Descartes	LILLE BLANQUEFORT	4675Z
SIVU	BORDEAUX	arrêté convention	07/07/2015	40 Avenue de la Gare	LOUIS FARGUE	5629B
AIA ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE BORDEAUX	BORDEAUX	arrêté convention	20/11/2013	26 rue Emile Combes BP 21	CLOS DE HILDE	3316Z
ALIUM	BORDEAUX	arrêté convention	25/02/2012	269 Avenue Labarde	LILLE BLANQUEFORT	1085Z
AUCHAN BORDEAUX LAC HYPERMARCHE	BORDEAUX	arrêté convention	21/05/2015	Avenue des 40 journaux	LOUIS FARGUE	4711F
AUCHAN MERIADECK	BORDEAUX	arrêté convention	25/08/2014	Rue Robert Lateulade	LOUIS FARGUE	4711F
AVIS LOCATION	BORDEAUX	arrêté simple	22/04/2014	14 Rue Roullet	CLOS DE HILDE	7711A
BIODEV	BORDEAUX	arrêté simple	12/01/2016	126 Quai de la Souys	CLOS DE HILDE	1104z
Bordeaux Métropole centre de propreté site de Matteoti	BORDEAUX	arrêté simple	09/02/2016	66 RUE GIACOMO MATTEOTI	CLOS DE HILDE	8411Z
BRENNTAG AQUITAINE	BORDEAUX	arrêté convention	07/04/2016	20 Rue Marcel Sembat BP 42	CLOS DE HILDE	4675 Z
CARROSSERIE DUMAS - RESEAU AD	BORDEAUX	arrêté simple	06/10/2016	44 Rue de Cestas	LOUIS FARGUE	4520A
CASINO supermarché CAUD (SUDECO/AD-ENV)	BORDEAUX	arrêté convention	24/11/2016	102 Avenue du Général Leclerc	LOUIS FARGUE	4711D
CENTRE ABADIE	BORDEAUX	arrêté convention	01/08/1995	89 Rue Sablières	CLOS DE HILDE	8610Z
CENTRE DE PROPRETE Bordeaux-Paludate	BORDEAUX	arrêté simple	20/12/2016	108 Quai de paludate	CLOS DE HILDE	8411Z
CENTRE DE TRI DES ORDURES MENAGERES	BORDEAUX	arrêté convention	01/06/2011	35 Rue Jean Hameau	LOUIS FARGUE	3811Z
CENTRE D'IMAGERIE FONCTIONNELLE (CIF)	BORDEAUX	arrêté simple	06/07/2016	14 Impasse Faye	LOUIS FARGUE	8622C
CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS	BORDEAUX	arrêté convention	14/09/2015	121 Rue de la Béchade, 146 rue Léo Saignat	LOUIS FARGUE	8610Z
CHAMPION (devenu CARREFOUR MARKET)	BORDEAUX	arrêté convention	12/12/1995	132/134 Cours Victor Hugo	LOUIS FARGUE	4711F
CLINIQUE ANOUSTE	BORDEAUX	arrêté simple	12/04/2016	56 Rue Maitre Jean	LOUIS FARGUE	8610Z
CLINIQUE OPHTALMOLOGIQUE THIERS	BORDEAUX	arrêté simple	01/04/2010	330 Avenue Thiers	CLOS DE HILDE	8622C
CLINIQUE SAINT ANTOINE DE PADOUE	BORDEAUX	arrêté simple	25/09/2009	28 Rue Walter Poupot	LOUIS FARGUE	8610Z
CLINIQUE ST AUGUSTIN	BORDEAUX	arrêté convention	02/11/2010	114 Avenue d' Arès	LOUIS FARGUE	8610Z
CLINIQUE TIVOLI	BORDEAUX	arrêté convention	01/03/2012	91 Rue Riviere	LOUIS FARGUE	8610Z
CLINIQUE TOURNY	BORDEAUX	arrêté simple	04/01/2011	54 Rue Huguerie	LOUIS FARGUE	8610Z
COFELY Services (GINKO)	BORDEAUX	arrêté simple	20/12/2012	Avenue des Quarante journeaux	LOUIS FARGUE	3530Z
DECHARGE DE LABARDE	BORDEAUX	arrêté convention	15/03/2013	Chemin de Labarde	LILLE BLANQUEFORT	NC
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE - Bordeaux	BORDEAUX	arrêté simple	15/04/2016	235 Rue Schinazi	LOUIS FARGUE	8411Z
EFS AQLI	BORDEAUX	arrêté convention	18/09/2014	Place Amélie Raba Léon BP 24	LOUIS FARGUE	8690C
ENTERPRISE RENT-A-CAR (anciennement CITER)	BORDEAUX	arrêté simple	03/07/2014	1 Rue de la Séglière	CLOS DE HILDE	7711A

EURL MERIC	BORDEAUX	arrêté simple	15/07/2014	173 Rue Stéhelin	LOUIS FARGUE	4520A
EURL POURAILLY	BORDEAUX	arrêté simple	23/01/2015	211 Rue Lucien Faure	LOUIS FARGUE	4520A
EUROFINS IPL ATLANTIQUE	BORDEAUX	arrêté convention	30/12/2005	1 Rue du Professeur Vezes	LOUIS FARGUE	7120B
EUROPCAR AGENCE BORDEAUX GARE	BORDEAUX	arrêté simple	03/06/2014	31 Rue Roullet	CLOS DE HILDE	7711A
FRAIKIN - BORDEAUX	BORDEAUX	arrêté simple	07/05/2015	12B Rue Roger Touton Centre Commercial de Gros	LOUIS FARGUE	7712Z
HERTZ AGENCE BORDEAUX SAINT JEAN	BORDEAUX	arrêté simple	05/05/2015	10 Rue Bac Ninh	CLOS DE HILDE	7711A
HIEROGLYPHE	BORDEAUX	arrêté simple	04/07/2014	59 Rue Jules Guesde	CLOS DE HILDE	1813Z
HOPITAL DE SEMAINE	BORDEAUX	arrêté convention	01/02/1994	11 Rue Dubourdieu	CLOS DE HILDE	8610Z
HOPITAL PELLEGRIN TONDU	BORDEAUX	arrêté convention	30/01/2014	Place Amélie Raba Léon	LOUIS FARGUE	8610Z
HOPITAL SAINT ANDRE	BORDEAUX	arrêté convention	09/11/2015	1 Rue Jean Burguet	LOUIS FARGUE	8610Z
INSERM - INSTITUT FRANCOIS MAGENDIE	BORDEAUX	arrêté simple	22/05/2013	146 Rue Léo Saignat	LOUIS FARGUE	7219Z
INSTITUT BERGONIE	BORDEAUX	arrêté convention	12/01/2016	229 Cours de l' Argonne	LOUIS FARGUE	8610Z
INSTITUT DE BIOCHIMIE ET DE GENETIQUE	BORDEAUX	arrêté simple	01/12/2012	1 Rue Camille St Saens	LOUIS FARGUE	7211Z
KEOLIS BASTIDE	BORDEAUX	arrêté convention	07/11/2011	163 Rue Bouthier	CLOS DE HILDE	4931Z
KEOLIS BM - DEPOT DE BUS NIEL	BORDEAUX	arrêté simple	21/11/2016	105-108 Quai des Queyries	CLOS DE HILDE	4931Z
KEOLIS CEL Lac-Bougainville	BORDEAUX	arrêté convention	19/11/2010	Rue Bougainville	LOUIS FARGUE	4931Z
KEOLIS Dépôt Lescure	BORDEAUX	arrêté convention	29/11/2010	25 Rue du Commandant Marchant	LOUIS FARGUE	4931Z
KEOLIS GIRONDE - CARS DE BORDEAUX	BORDEAUX	arrêté simple	25/02/2016	6 Quai de la Souys	CLOS DE HILDE	4939A
KORIAN - LES GRANDS CHENES	BORDEAUX	arrêté simple	13/10/2015	40/52 Rue Stéhelin	LOUIS FARGUE	8610Z
LESIEUR	BORDEAUX	arrêté convention	01/09/2012	112 Quai Bacalan	LOUIS FARGUE	1041B
LOCAL DES JARDINIERS	BORDEAUX	arrêté simple	19/01/2016	Quai sainte Croix	CLOS DE HILDE	8411Z
MAHLER BESSE	BORDEAUX	arrêté simple	05/06/2010	49 Rue Camille Godard	LOUIS FARGUE	4634Z
MAINJOLLE	BORDEAUX	arrêté convention	01/07/2010	17 Rue Plantevigne	CLOS DE HILDE	1013A
MAJ ELIS AQUITAINE	BORDEAUX	arrêté convention	19/01/2015	8 bis Rue Frantz Schrader	LOUIS FARGUE	7729Z
MARIE BRIZARD	BORDEAUX	arrêté convention	01/04/2010	128/138 Rue Fondaudege	LOUIS FARGUE	4617B
MIN BORDEAUX BRIENNE	BORDEAUX	arrêté convention	10/02/2013	Quai de Paludate BP 100	CLOS DE HILDE	6832A
PISCINE DU GRAND PARC	BORDEAUX	arrêté simple	09/05/2013	60 Cours du Luze	LOUIS FARGUE	9311Z
PISCINE GALIN	BORDEAUX	arrêté simple	09/05/2013	3 Rue Galin	LOUIS FARGUE	9311Z
PISCINE JUDAÏQUE	BORDEAUX	arrêté simple	09/05/2013	164 Rue Judaïque	LOUIS FARGUE	9311Z
PISCINE STEHELIN	BORDEAUX	arrêté simple	09/05/2013	217 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny	LOUIS FARGUE	9311Z
PISCINE TISSOT	BORDEAUX	arrêté simple	09/05/2013	46 Rue Léon BLUM	LOUIS FARGUE	9311Z
POLYCLINIQUE BEL-AIR	BORDEAUX	arrêté convention	17/03/2015	138 Avenue de la République	LOUIS FARGUE	8610Z
POLYCLINIQUE BORDEAUX CAUDERAN	BORDEAUX	arrêté simple	02/06/2015	19 Rue Jude	LOUIS FARGUE	8610Z
POLYCLINIQUE BORDEAUX TONDU	BORDEAUX	arrêté convention	01/03/2012	143/153 Rue du Tondu	LOUIS FARGUE	8610Z
POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD	BORDEAUX	arrêté convention	06/06/2016	15/33 Rue Claude Boucher	LOUIS FARGUE	8610Z
PRODUITS JOCK	Bordeaux	arrêté convention	29/04/2012	180 Quai de Brazza	CLOS DE HILDE	1089Z
SAFT	BORDEAUX	arrêté convention	02/11/2015	113 Boulevard Alfred Daney	MILIEU NATUREL	2720Z
SGAMI (Service générale administratif du ministère de l'intérieur)	BORDEAUX	arrêté simple	06/01/2016	89 Cours Dupré St Maur	LOUIS FARGUE	8424Z
SNCF (Dépôt et Maintenance)	BORDEAUX	arrêté convention	13/12/1994	54 bis Rue Amédée St Germain	CLOS DE HILDE	4910Z
SOCALAB	BORDEAUX	arrêté simple	06/07/2015	Quai de Queyries	CLOS DE HILDE	3250A
SODIBOR-CARREFOUR MARKET FERRY	BORDEAUX	arrêté convention	06/06/2014	172 Rue Jules Ferry	LOUIS FARGUE	4711F
SRRHU - SEVIA	BORDEAUX	arrêté convention	12/02/1996	23 quai Brazza BP 93	CLOS DE HILDE	3832Z
TOTAL RELAIS DE LA TOURATTE	BORDEAUX	arrêté simple	18/05/2015	116 quai de la souys	CLOS DE HILDE	4730Z
TOTAL RELAIS GRAND PARC	BORDEAUX	arrêté simple	18/05/2015	140 boulevard Godard	LOUIS FARGUE	4730Z
TOTAL RELAIS RAVEZIES	BORDEAUX	arrêté simple	18/05/2015	127 cours Médoc	LOUIS FARGUE	4730Z
VINCI CONSTRUCTION France	BORDEAUX	arrêté simple	30/03/2012	Avenue du Docteur Schinazi	LOUIS FARGUE	5221Z
AUCHAN Bouliac	BOULIAC	arrêté convention	25/08/2011	Lieu dit Bonneau CD 113	CLOS DE HILDE	4711F
SOBODIS	BOULIAC	arrêté simple	27/04/2016	67 Route du Bord de l'eau	CLOS DE HILDE	4631z
BACQUEYRISSES	BRUGES	arrêté simple	28/07/2015	2 Rue de Fieusal	LILLE BLANQUEFORT	2920Z
CENTRE DE LA TOUR DE GASSIES	BRUGES	arrêté convention	17/11/2015	Chemin Tour de Gassies	LILLE BLANQUEFORT	8610Z
EURL MERIC	BRUGES	arrêté simple	10/07/2014	451 Route du Médoc	LOUIS FARGUE	4520A
FRAIKIN - BRUGES	BRUGES	arrêté simple	07/05/2015	Rue Campilleau Z.I Campilleau	LOUIS FARGUE	7712Z
JUNGHEINRICH	BRUGES	arrêté simple	28/01/2013	Rue de l' Hermite	LILLE BLANQUEFORT	4669B
POLYCLINIQUE JEAN VILLAR	BRUGES	arrêté convention	01/12/2015	28 Avenue Maryse Bastié BP 61	LILLE BLANQUEFORT	8610Z
RENAULT RETAIL GROUP - JALLE NOIRE	BRUGES	arrêté simple	16/09/2015	Rue de la Jalle Noire	LILLE BLANQUEFORT	4511Z
SAMI AQUITAINE (MERCEDES)	BRUGES	arrêté simple	03/02/2016	30 Rue Bertrand Balguerie	LILLE BLANQUEFORT	4519Z
SCI CALICEO	BRUGES	arrêté simple	21/01/2014	Rue Raymond Manau	LOUIS FARGUE	6820B
VOLVO TRUCK CENTER AQUITAINE	BRUGES	arrêté convention	07/02/2014	Rue Henri Delattre ZI Centre de Fret	LILLE BLANQUEFORT	4519Z
ACTEMIUM (anciennement CEGELEC)	CANEJAN	arrêté convention	05/11/2015	18 Rue Pierre Paul de Riquet	CLOS DE HILDE	4321A
CENTRE EUROPEEN POIDS LOURDS	CARBON BLANC	arrêté simple	20/05/2014	92 Avenue Austin Conte	SABAREGES	4520A
CHEVAL QUANCARD SA	CARBON BLANC	arrêté convention	05/01/2012	4 Rue Carbouney	MILIEU NATUREL	4634Z
FRIGOR	CARBON BLANC	arrêté convention	17/09/2015	3 Avenue de la Gardette	SABAREGES	1020Z
SA CHEVEAU SERGE FPRB	CARBON BLANC	arrêté convention	18/08/2014	32 Rue Frères Lumière	SABAREGES	8129B
SOVEX	CARBON BLANC	arrêté simple	20/01/2016	20 Rue Pierre Marie Ampère	SABAREGES	4634z
TRANSPORTS LAHAYE	CARBON BLANC	arrêté simple	02/09/2015	10 rue André Marie Ampère	SABAREGES	4941A
ASSOCIATION AQUITAINE (Esat Bel Air/Envol)	EYSINES	arrêté convention	10/02/2016	40 Rue Du Moulineau	CANTINOLLE	9499Z
CUISINE CENTRALE D'EYSINES	EYSINES	arrêté convention	03/06/2016	23 Rue de la Gravette	CANTINOLLE	8411Z
ETABLISSEMENT LAPLACE	EYSINES	arrêté convention	02/02/2015	248 Avenue Jean Mermoz	CANTINOLLE	4332B
LE3P	EYSINES	arrêté simple	19/07/2016	176b Avenue du Taillan Médoc	CANTINOLLE	4520A
MDI (métal déco indistrie)	EYSINES	arrêté convention	01/03/2009	6 Allée de Diane	CANTINOLLE	2512Z
PISCINE DU PINSAN	EYSINES	arrêté simple	24/11/2014	Rue du Pinsan	CANTINOLLE	9311Z
TOTAL EYSINES STAR	EYSINES	arrêté simple	24/05/2016	388 Route du Médoc	CANTINOLLE	4730Z
LAFFORT œnologie	FLOIRAC	arrêté convention	01/09/2012	11 Rue Aristide Bergès ZI de la Jacquotte	CLOS DE HILDE	2059Z
PETIT FORESTIER-Floirac	FLOIRAC	arrêté simple	30/11/2015	4 Chemin de Gabarre	CLOS DE HILDE	7712Z
PISCINE ANDRE GRANJEON	FLOIRAC	arrêté simple	09/05/2013	Rue Léo Lagrange	CLOS DE HILDE	9311Z

SIREC CUISINES CENTRALES Cenon/Floirac	FLOIRAC	arrêté convention	01/09/2015	8 Avenue Marcel Paul	CLOS DE HILDE	8411Z
SOGIVIG	FLOIRAC	arrêté convention	01/03/2012	2 Avenue des Mondaults	CLOS DE HILDE	4632A
CCVBSO Chateau Moulerens	GRADIGNAN	arrêté simple	09/10/2015	2 Rue de Pichey	CLOS DE HILDE	5520Z
CENBG Université Bordeaux I	GRADIGNAN	arrêté convention	01/03/1986	22 Allée Haut Vigneau	CLOS DE HILDE	7220Z
CUISINE CENTRALE DE GRADIGNAN	GRADIGNAN	arrêté convention	16/11/2015	1 Rue du Marais	CLOS DE HILDE	8411Z
CLINIQUE SAINT LOUIS	LE BOUSCAT	arrêté simple	01/08/2010	159 Avenue Robert Schuman	LOUIS FARGUE	8610Z
ELIOR (ex SOGERES) CUISINE DU BOUSCAT	LE BOUSCAT	arrêté convention	28/02/2015	1 Rue du Parc	LOUIS FARGUE	5629B
GROUPE PALAU - LE BOUSCAT	LE BOUSCAT	arrêté simple	05/05/2015	262 Avenue de la Libération	LOUIS FARGUE	4511Z
HOPITAL SUBURBAIN	LE BOUSCAT	arrêté convention	02/11/1996	97 Avenue Georges Clemenceau	LOUIS FARGUE	8610Z
PEUGEOT SIASO	LE BOUSCAT	arrêté simple	20/04/2015	84 avenue de la Libération	LOUIS FARGUE	4511Z
PISCINE DES ECUS	LE BOUSCAT	arrêté simple	09/05/2013	82 Rue des Ecus	LOUIS FARGUE	9311Z
TOTAL RELAIS DES ORANGERS	LE BOUSCAT	arrêté simple	18/05/2015	307 avenue d'Eysines	LOUIS FARGUE	4730Z
AIRBUS SAFRAN LAUNCHERS (ex HERAKLES)	LE HAILLAN	arrêté convention	31/05/2016	Les 5 chemins	CANTINOLLE	3030Z
CENTRE DE CULTURE DE BORDEAUX	LE HAILLAN	arrêté simple	19/01/2016	2 Rue Moulineau	Cantinolle	8411Z
MAT EQUIP	LE HAILLAN	arrêté simple	16/03/2016	7 Rue Galilée	CANTINOLLE	7732Z
THALES AVIONICS - FACEO	LE HAILLAN	arrêté convention	26/04/2013	3 Rue Toussaint Catros	CANTINOLLE	2651A
TOTAL 5 CHEMINS	LE HAILLAN	arrêté simple	24/05/2016	5 avenue de magudas	CANTINOLLE	4730Z
CUISINE CENTRALE DE LORMONT	LORMONT	arrêté convention	09/10/2015	4 Rue Jean Zay	SABAREGES	8411Z
DOMAINE DES GRAVIERES	LORMONT	arrêté simple	28/06/2016	31 Rue Cavailles	CLOS DE HILDE	8610Z
MARIE BRIZARD WINE AND SPIRITS France	LORMONT	arrêté convention	05/01/2012	2 Rue de Banlin	CLOS DE HILDE	1101Z
PEUGEOT SIASO	LORMONT	arrêté simple	29/08/2016	60 Avenue de PARIS	SABAREGES	4511Z
PISCINE MUNICIPALE	LORMONT	arrêté simple	06/10/2015	3 Boulevard Odilon REDON	SABAREGES	9311Z
POLYCLINIQUE RIVE DROITE	LORMONT	arrêté convention	04/08/2014	24 Rue Edouard Herriot	CLOS DE HILDE	8610Z
PROCHILAB	LORMONT	arrêté convention	09/01/2013	33 Rue Jean -Raymond Guyon	SABAREGES	4669C
RENAULT PONT D'AQUITAINE	LORMONT	arrêté convention	12/02/2014	29 Avenue de Paris	SABAREGES	4511Z
RICARD	LORMONT	arrêté convention	30/12/2014	Avenue de la Résitance	SABAREGES	1101Z
UNION DES SYNDICATS DE COPROPRIETE (Carrefour + Galerie)	LORMONT	arrêté convention	01/02/1995	4 Pavillons	SABAREGES	4711F
AEROPORT DE BORDEAUX MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté convention	18/05/2015	Cidex 40	CANTINOLLE	5223Z
AQUILOC LOCATION MATERIELS - MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	06/10/2016	38 Avenue de la Grange Noire - ZI Phare	CANTINOLLE	7732Z
ARAA ATELIER DE REVISION DE L'ARMEE	MERIGNAC	arrêté convention	25/06/2014	35 rue de Beausejour	LOUIS FARGUE	8422Z
ASTF	MERIGNAC	arrêté simple	14/10/2015	8 rue du Val d'Or Parc Saint-Exupéry	CANTINOLLE	2550B
AUTO OUEST (FIAT)	MERIGNAC	arrêté simple	09/09/2016	54 avenue du Chut	LOUIS FARGUE	4511Z
AUTO REAL 33	MERIGNAC	arrêté simple	14/11/2014	28 Rue Jacques Prévert Z.I Marron Ouest	LOUIS FARGUE	4511Z
BAYERN AUTOMOBILES	MERIGNAC	arrêté simple	11/07/2014	59 Rue Jacques Prévert Z.I Marron Ouest	LOUIS FARGUE	4511Z
BLANCHISSERIE MEILHAN	MERIGNAC	arrêté convention	08/10/2014	7 Rue de Bacaris Espace Saint-Exupéry	CANTINOLLE	9601B
CARREFOUR MERIGNAC SOLEIL	MERIGNAC	arrêté convention	29/11/2016	52 Avenue de la Somme	LOUIS FARGUE	4711F
CENTRE TECHNIQUE ENVIRONNEMENT	MERIGNAC	arrêté simple	02/10/2015	165 Rue des Marronniers	CANTINOLLE	8411Z
CLINIQUE DU SPORT DE BORDEAUX MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	04/06/2014	4 Rue Georges Negrevergne	LOUIS FARGUE	8610Z
DASSAULT AVIATION	MERIGNAC	arrêté convention	02/11/2010	54 Avenue Marcel Dassault	CANTINOLLE	3030Z
ELECTROCHROME	MERIGNAC	arrêté convention	04/02/2015	4 Rue Bernard Palissy	CANTINOLLE	2561Z
ELEPHANT BLEU	MERIGNAC	arrêté simple	18/06/2014	Avenue de la Marne	LOUIS FARGUE	4520A
ELEPHANT BLEU	MERIGNAC	arrêté simple	10/07/2014	52 avenue de la Somme Parking Carrefour Mérignac soleil	LOUIS FARGUE	4520A
EURL MERIC	MERIGNAC	arrêté simple	15/07/2014	40 Avenue de Saint-Médard	LOUIS FARGUE	4520A
EUROPCAR AGENCE MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	03/06/2014	16 Rue Thales Parc Château Rouquey	LOUIS FARGUE	7711A
FEREOL AGENCE DE MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	11/07/2014	272 Avenue de l' Argonne	LOUIS FARGUE	4520A
GESTFORM	MERIGNAC	arrêté simple	01/02/2012	38 rue François Arago	CANTINOLLE	6311Z
HARSCO	MERIGNAC	arrêté simple	03/07/2014	177 Avenue du Truc	LOUIS FARGUE	7732Z
IMPRIMERIE DU PARC ROULLEAU	MERIGNAC	arrêté simple	28/05/2014	456 Avenue De Verdun	LOUIS FARGUE	1812Z
LACAMPAGNE	MERIGNAC	arrêté simple	07/09/2016	12 Rue Jacquard	CANTINOLLE	4663Z
LOCA MS	MERIGNAC	arrêté simple	11/04/2016	27 Rue de la Grange noire	CANTINOLLE	7732Z
MEDA MANUFACTURING	MERIGNAC	arrêté convention	16/07/2013	Avenue Président J.F. Kennedy BP 90 100	LOUIS FARGUE	2120Z
MERCEDES BENZ - SMART	MERIGNAC	arrêté simple	15/07/2014	34-38 Rue Jacques Prévert Z.I Marron Ouest	LOUIS FARGUE	4511Z
PEUGEOT SIASO	MERIGNAC	arrêté simple	30/06/2015	254 Avenue de la Marne	LOUIS FARGUE	4511Z
PIERRE ROLLAND	MERIGNAC	arrêté convention	19/05/2015	10 rue Joseph Cugnot - ZI du Phare	CANTINOLLE	2120Z
REGION DE GENDARMERIE D'AQUITAINE-CASERNE BATTESTI	MERIGNAC	arrêté convention	24/06/2013	59 Rue Séguineau	LOUIS FARGUE	NC
RENAULT TRUCKS AQUITAINE - MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	09/07/2014	5 Avenue du Meilleur Ouvrier de France	LOUIS FARGUE	4519Z
RENTFORCE	MERIGNAC	arrêté simple	19/08/2016	12 Rue Faraday	CANTINOLLE	7732Z
SATELEC	MERIGNAC	arrêté convention	31/07/2015	17 Avenue Gustave Eiffel ZI Phare	CANTINOLLE	3250A
SECLA LAVAGE - GRANGE NOIRE	MERIGNAC	arrêté simple	03/10/2016	44 Avenue de la Grange Noire	CANTINOLLE	4520A
SECLA LAVAGE - SIMPLY MARKET	MERIGNAC	arrêté simple	07/10/2016	12 S Avenue du Chut	LOUIS FARGUE	4520A
SOCIETE DES COLORANTS DU SUD-OUEST - UNIKALO	MERIGNAC	arrêté convention	16/10/2012	18 Avenue du Meilleur Ouvrier de France ZI de l'Hippodrome	LOUIS FARGUE	2030Z
SOGOOD	MERIGNAC	arrêté simple	11/03/2016	3 RUE Francois ARAGO	CANTINOLLE	1085Z
STADE NAUTIQUE J.BADET	MERIGNAC	arrêté simple	10/09/2014	Avuenue du Truc	LOUIS FARGUE	9311Z
STRADALE AUTOMOBILE (Alpha Romeo)	MERIGNAC	arrêté simple	15/09/2016	5 allée James Watt	LOUIS FARGUE	4511Z
SUZUKI - DAG	MERIGNAC	arrêté simple	08/02/2016	FACE 59 Rue Jacques Prévert Z.I Marron Ouest	LOUIS FARGUE	4511Z
TOTAL MERIGNAC MARNE	MERIGNAC	arrêté simple	24/05/2016	243 avenue de la Marne	LOUIS FARGUE	4730Z
TOTAL RELAIS DE PICHEY	MERIGNAC	arrêté simple	18/05/2015	127 avenue de l'Yser	LOUIS FARGUE	4730Z
TOTAL RELAIS MERIGNAC SOMME	MERIGNAC	arrêté simple	18/05/2015	Parc Bagatelle Avenue de la Somme	LOUIS FARGUE	4730Z
TOYOTA TTA MERIGNAC	MERIGNAC	arrêté simple	16/07/2014	4 Rue Gutenberg	LOUIS FARGUE	4511Z
VOLVO CAP NORD AQUITAINE	MERIGNAC	arrêté simple	03/04/2014	7 Allée James Watt Espace commercial chemin long	LOUIS FARGUE	4511Z
CVBG (Consortium Vinicole Bordeaux Gironde)	PAREMPUYRE	arrêté convention	20/03/2014	35 Rue de Bordeaux-Parempuyre CS 80004	LILLE BLANQUEFORT	4634Z
ANSAMBLE - CUISINE CENTRALE PESSAC	PESSAC	arrêté convention	13/10/2014	13 Rue Thomas Edison	CLOS DE HILDE	5629B
BLANCHISSERIE GIRONDINE	PESSAC	arrêté convention	25/02/2014	116 Avenue de Beutre	CLOS DE HILDE	9601A
BLANCHISSERIE MANO	PESSAC	arrêté convention	07/02/2014	21 Avenue du Bourgailh	CLOS DE HILDE	9601A
CENTRE HOSPITALIER XAVIER ARNOZAN	PESSAC	arrêté convention	01/08/2012	Avenue du Haut Lévêque	CLOS DE HILDE	8610Z

CETIOM-ITERG - CREOL	PESSAC	arrêté convention	14/09/2015	11 Rue Gaspard Monge	CLOS DE HILDE	6820A
CHATEAU HAUT-BRION	PESSAC	arrêté convention	24/12/2014	133 Avenue Jean Jaurès	LOUIS FARGUE	1217Z
CITEC ENVIRONNEMENT	PESSAC	arrêté convention	29/07/2016	3bis Rue Gaspard Monge	CLOS DE HILDE	2222Z
CLINIQUE MUTUALISTE ARNAUD DUBEN	PESSAC	arrêté convention	01/08/2012	46 Avenue Dr Schweitzer	CLOS DE HILDE	8610Z
COMPAGNIE DU BISCUIT	PESSAC	arrêté convention	18/06/2012	69 Avenue Jean Jaurès	CLOS DE HILDE	1072Z
ESAT PESSAC MAGELLAN	PESSAC	arrêté convention	18/02/2014	9 Rue Claude Chappé	CLOS DE HILDE	8810C
EURL MERIC	PESSAC	arrêté simple	10/07/2014	15 Avenue du Bourgailh	CLOS DE HILDE	4520A
GEANT CASINO PESSAC (SUDECO/AD-ENV)	PESSAC	arrêté convention	25/03/2012	avenue Avenue Gustave Eiffel	CLOS DE HILDE	6832A
HOPITAL HAUT LEVEQUE	PESSAC	arrêté convention	03/11/2012	Avenue de Magellan	CLOS DE HILDE	8610Z
HOPITAL PRIVE SAINT MARTIN	PESSAC	arrêté convention	16/02/2016	Allée des Tulipes	CLOS DE HILDE	8610Z
INSERM U 1034	PESSAC	arrêté simple	22/05/2013	1 Avenue de Magellan	CLOS DE HILDE	7219Z
LORTON	PESSAC	arrêté simple	15/09/2015	rue Paul Emile Appell	MILIEU NATUREL	2550B
MONNAIE DE PARIS	PESSAC	arrêté convention	18/11/2013	Voie Romaine BP 92	CLOS DE HILDE	3211Z
PEUGEOT SIASO	PESSAC	arrêté simple	25/06/2015	5 Avenue Gustave Eiffel	CLOS DE HILDE	4511Z
PISCINE CANETON	PESSAC	arrêté simple	14/01/2014	Avenue Saint-Exupéry	LOUIS FARGUE/CLOS DE HILDE	9311Z
POLIGRAT (ACOPOLIT)	PESSAC	arrêté convention	07/10/2016	25 Rue Jean Perrin Parc Industriel Bersol 2	CLOS DE HILDE	2561Z
RECIPHARM PESSAC	PESSAC	arrêté convention	26/08/2013	11 Avenue Gustave Eiffel	CLOS DE HILDE	7211Z
RENAULT RETAIL GROUP	PESSAC	arrêté convention	01/09/2012	306 avenue Pasteur	CLOS DE HILDE	4511Z
SOVIAGO	PESSAC	arrêté convention	17/11/2014	5 Rue Paul Langevin	CLOS DE HILDE	4632A
STADE NAUTIQUE	PESSAC	arrêté simple	22/09/2014	13 Avenue des Acieries	CLOS DE HILDE	9311Z
STEF LOCATION	PESSAC	arrêté simple	04/01/2016	8 Rue thomas edison	CLOS DE HILDE	5210A
STRADAL	PESSAC	arrêté convention	08/05/1986	16 Avenue Gustave Eiffel ZI de Bersol	CLOS DE HILDE	2361Z
SUD OUEST PELLICULAGE	PESSAC	arrêté convention	09/11/1996	8 Rue Claude Chappé	CLOS DE HILDE	1814Z
SUEZ ENVIRONNEMENT (ex SITA Sud Ouest)	PESSAC	arrêté convention	26/10/2015	20 Avenue Gustave Eiffel	CLOS DE HILDE	3811Z
TEMEX CERAMICS	PESSAC	arrêté convention	04/11/2014	Voie Romaine Parc industriel Bersol 1	CLOS DE HILDE	2611Z
THALES SYSTEMES AEROPORTES	PESSAC	arrêté convention	01/12/1986	Avenue Gustave Eiffel Parc Industriel	CLOS DE HILDE	2651A
TOTAL (PROSECA)	PESSAC	arrêté simple	02/09/2015	195 Avenue Haut Lévèque	CLOS DE HILDE	4730Z
CUISINE CENTRALE DE SAINT MEDARD EN JALLES	SAINT MEDARD EN JALLES	arrêté convention	28/09/2016	Rue Ramond	CANTINOLLE	8411Z
ESPACE CAP OUEST	SAINT MEDARD EN JALLES	arrêté simple	30/05/2016	Rue Aurel Chazeau	CANTINOLLE	8411Z
KEOLIS GIRONDE - Agence Saint-Medard	SAINT MEDARD EN JALLES	arrêté convention	24/06/2016	87 rue Edouard Branly ZA d'Issac BP88	CANTINOLLE	4939A
SERGE TAUZIN	SAINT MEDARD EN JALLES	arrêté simple	13/04/2015	7 avenue cassiopée	CANTINOLLE	2561Z
AQUITAINE TRANSFO	ST MEDARD EN JALLES	arrêté convention	10/07/2013	8b Avenue de Berlincan ZI de Berlincan	CANTINOLLE	2711Z
ESPACE AQUATIQUE	ST MEDARD EN JALLES	arrêté simple	24/05/2013	Avenue Anatole France	CANTINOLLE	9311Z
HYPERCOSMOS CENTRE LECLERC	ST MEDARD EN JALLES	arrêté convention	22/12/2016	34 Avenue Descartes	CANTINOLLE	4711F
CASINO supermarché TALENCE (SUDECO/AD-ENV)	TALENCE	arrêté convention	08/06/2015	avenue de la Liberation	CLOS DE HILDE	4711F
CLINIQUE BETHANIE	TALENCE	arrêté simple	06/11/2014	144 Avenue Roul	CLOS DE HILDE	8610Z
CUISINE CENTRALE TALENCE	TALENCE	arrêté convention	10/08/2015	Rue Général Bordas	CLOS DE HILDE	8411Z
LA MISSION HAUT-BRION	TALENCE	arrêté convention	05/06/2013	67 rue Peybouquey	LOUIS FARGUE	1217Z
MAISON DE SANTE BAGATELLE	TALENCE	arrêté convention	22/09/2016	201 Rue Robespierre BP 48	CLOS DE HILDE	8610Z
PISCINE UNIVERSITAIRE	TALENCE	arrêté simple	26/12/2012	Allée Pierre de Coubertin	CLOS DE HILDE	9311Z
SIGDU	TALENCE	arrêté convention	09/01/2013	12 Avenue des Arts	CLOS DE HILDE	8532Z
STADE NAUTIQUE H.DESCHAMPS	TALENCE	arrêté simple	01/03/2016	Avenue de Thouars	CLOS DE HILDE	9311Z
UNIVERSITE BORDEAUX 1	TALENCE	arrêté convention	01/05/1986	351 Cours de la Libération	CLOS DE HILDE	7220Z
CHARCUTERIE BORDELAISE	VILLENAVE D'ORNON	arrêté convention	15/01/2013	20 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny	CLOS DE HILDE	4632A
CIMETIERE SAINT BRIS VO	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	01/06/2016	rue Dubos	CLOS DE HILDE	
CIMETIERE SAINT MARTIN VO	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	01/06/2016	rue des anciens combattants	CLOS DE HILDE	
CUISINE CENTRALE DE VILLENAVE D'ORNON	VILLENAVE D'ORNON	arrêté convention	16/08/2016	17 Avenue du Général de Castelnau	CLOS DE HILDE	8411Z
ELEPHANT BLEU	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	12/06/2014	Route de Léognan	CLOS DE HILDE	4520A
ESAT LES ATELIERS D'ORNON	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	18/05/2016	4 rue labepie	CLOS DE HILDE	8810C
FEREOL - AGENCE DE VILLENAVE D'ORNON	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	13/03/2015	41 Rue Yvon Mansencal	CLOS DE HILDE	4520A
FERME BAUGE	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	13/10/2014	Rue Roaul Stonestreet	CLOS DE HILDE	0145Z
GEANT CASINO VO (SUDECO/AD-ENV)	VILLENAVE D'ORNON	arrêté convention	19/10/2016	16 Avenue des Pyrénées	MILIEU NATUREL	6832A
HOPITAL ROBERT PICQUE	VILLENAVE D'ORNON	arrêté convention	06/07/2015	351 Route de Toulouse	CLOS DE HILDE	8610Z
KEOLIS GIRONDE - Agence Villenave d'Ornon	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	11/04/2016	4 Rue pierre Proudhon - ZA de Thouars	CLOS DE HILDE	4939
LOXAM POWER	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	18/11/2015	rue Jean Fragonard	CLOS DE HILDE	7732Z
PEUGEOT SIASO	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	16/06/2015	327 Route de Toulouse	CLOS DE HILDE	4511Z
RENAULT RETAIL GROUP - V.O	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	08/02/2016	50-54 Avenue des Pyrénées	CLOS DE HILDE	4511Z
Services techniques VILLENAVE D ORNON	VILLENAVE D'ORNON	arrêté simple	14/01/2016	21 Avenue Général Castelnau	CLOS DE HILDE	8411Z
ZHENDRE	VILLENAVE D'ORNON	arrêté convention	05/09/2012	122 avenue des Pyrénées BP82	CLOS DE HILDE	2825Z

Caduque avant 2016

Il est à noter qu'aucune autorisation n'est devenue caduque en 2016.

AUTORISATIONS DES CHANTIERS EN 2016

Les autorisations de déversement pour les chantiers élaborés concernent des rejets provisoires dans le réseau public de collecte, avec une durée variable de quelques mois à plusieurs années. Ces rejets, lorsqu'ils empruntent un réseau d'eaux usées ou unitaire, donnent lieu au paiement d'une redevance assainissement.

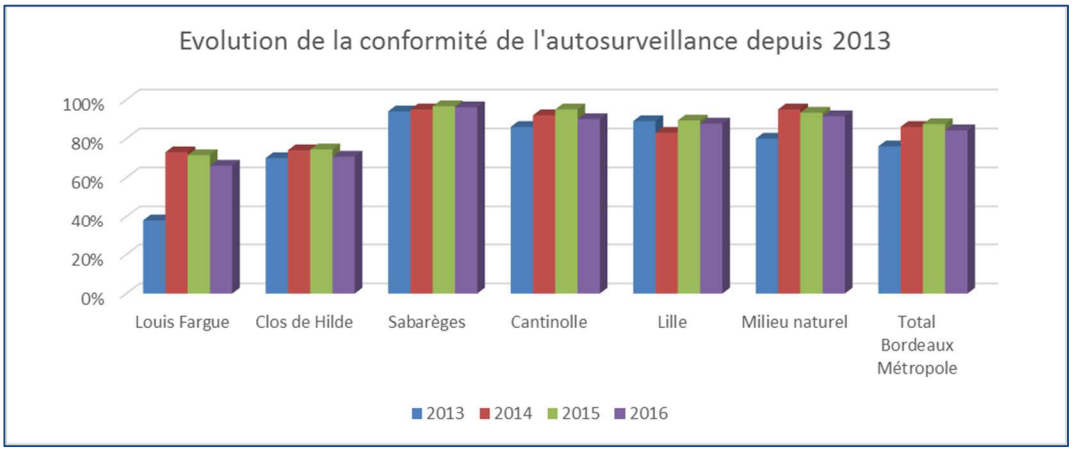
L'autorisation de déversement fixe les conditions techniques, administratives et financières d'acceptation des rejets. Parmi les prescriptions techniques, des analyses de la qualité d'eau, un comptage des eaux rejetées et des prétraitements sont demandés.

Evolution des autorisations de chantiers depuis 2013				
	2013	**2014**	**2015**	**2016**
Arrêtés pour rabattement de nappe	17	20	17	24
Arrêtés pour dépollution de sols	4	3	10	4
Arrêté pour essai de pompage (forage) ou autre	0	2	0	0
TOTAL	**21**	**25**	**27**	**28**

2.3.2.3 L'autosurveillance

Les établissements soumis à autorisation de déversement pour les eaux usées autres que domestiques ont l'obligation de mesurer la conformité de leur rejet. 2421 bilans d'autocontrôles ont été transmis en 2016 (données au 17/02/2017) et le taux de conformité moyen de ces autocontrôles sur l'ensemble des bassins de collecte est de 84%.

Ci-après le bilan du taux de conformité par bassin de collecte depuis 2013.



Le taux de conformité global de 2016 est légèrement inférieur à celui de 2015 pour sensiblement le même nombre d'analyses reçues.

Conformément à l'article 8 de la convention de déversement, l'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son Arrêté d'Autorisation de Déversement.

De plus, selon l'article 17.1 du règlement d'assainissement, la première année où sera constaté un dépassement des limites de flux ou concentrations autorisées telles que définies dans l'annexe 1, les pénalités applicables calculées selon les modalités figurant dans l'annexe 3 seront suspendues sous réserve que l'Etablissement s'engage sur un programme de mise en conformité de ses rejets tel que défini à l'article 6.

Si ce programme n'est pas respecté ou s'il n'est pas terminé à la fin d'une année, les pénalités suspendues seront immédiatement dues et viendront s'additionner aux pénalités de l'année en cours. La pénalité sera versée à l'exploitant. Si ce programme est respecté, les pénalités suspendues seront annulées.

2.3.2.4 Les contrôles inopinés

Les rejets autres que domestiques font l'objet de deux contrôles inopinés réalisés pour chaque établissement bénéficiant d'une convention de déversement complétant l'autorisation de rejet.

De plus, 11 établissements soumis à autorisation de rejet avec un arrêté simple ont été contrôlés une fois de façon inopinée.

En complément des paramètres notés dans la convention, les substances dangereuses pour l'environnement ou « micropolluants » ont été analysées pour 57 établissements. Les établissements non contrôlés pour ces paramètres en 2016, le seront en 2017.

Les résultats des contrôles sont envoyés systématiquement au responsable de l'établissement accompagnés d'un compte-rendu et d'une demande de justification dans le cas de dépassement des valeurs limites définies dans l'autorisation de déversement.

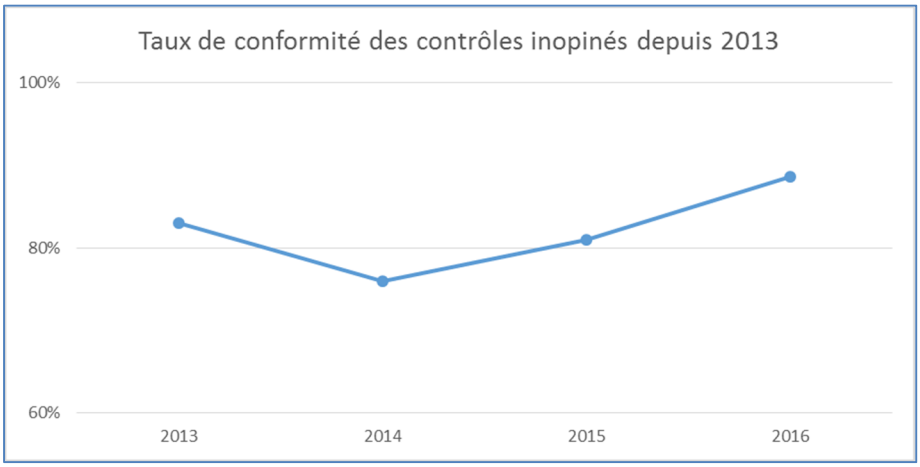
Pour les établissements dont la convention a été établie en cours d'année, le nombre de contrôles peut varier selon la date de notification de l'autorisation. Egalement, certaines activités saisonnières, notamment les châteaux viticoles, ne permettent qu'un seul contrôle annuel ou bien des établissements ayant fermés ou n'ayant plus de rejets autres que domestiques.

Nombre de contrôles inopinés 2016					
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Cumul annuel
Nombre de contrôles	67	101	96	82	**346**
Nb d'établissements contrôlés	47	66	61	62	**236**
Nb de contrôles non-conformes	3	15	12	11	**41**
Taux de conformité	96%	85%	88%	87%	88%

Par rapport à 2015 (tableau ci-dessous), le nombre d'établissements et de contrôles est sensiblement le même qu'en 2016.

Nombre de contrôles inopinés 2015					
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Cumul annuel
Nombre de contrôles	91	82	87	84	**344**
Nb d'établissements contrôlés	64	53	58	56	**231**
Nb de contrôles non-conformes	16	22	11	16	**65**
Taux de conformité	81%	74%	87%	81%	**81%**

Par contre, le taux de conformité est en augmentation depuis 2014 :



En cas de non-conformité constatée sur les résultats d'analyse des rejets, la SGAC contacte l'établissement concerné et l'accompagne dans ses démarches d'amélioration de la qualité de ses rejets. Des solutions peuvent être proposées aux établissements et/ou les diriger vers les structures compétentes en matière de prétraitement.

L'ensemble des données d'analyses d'autosurveillance et de contrôles inopinés permet :

- ✓ Un suivi pluri-annuel de l'évolution de la quantité et de la qualité des rejets, par établissement, par bassin de collecte ou plus globalement sur l'ensemble de Bordeaux Métropole,
- ✓ Le calcul du coefficient de pollution (Cp) qui impacte le montant de la redevance assainissement pour chaque établissement,
- ✓ Une meilleure connaissance et la maîtrise des « entrants » sur le réseau public d'assainissement,
- ✓ Un contrôle des risques de corrosion et d'agression susceptibles de dégrader le réseau,
- ✓ D'anticiper d'éventuelles problématiques de la filière des boues grâce à la surveillance de la qualité des effluents,
- ✓ La garantie de la sécurité du personnel d'exploitation et de la protection du milieu récepteur.

LA SURVEILLANCE DES REJETS DE CHANTIERS

Sur 10 contrôles inopinés réalisés sur les rejets de chantiers (E 173), 4 contrôles sont conformes et 6 contrôles présentent des non-conformités sur plusieurs paramètres (les fiches récapitulatives qui détaillent les résultats d'analyse sont à disposition de la collectivité dans la base documentaire d'échange de données Délég@ction).

Autorisations de déversement de chantiers					
	1e trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Cumul
Arrêtés pour rabattement de nappe	**4**	**10**	**7**	**11**	**32**
Nombre de contrôles	1	4	3	1	9
Arrêtés pour dépollution de sols	**1**	**2**	**1**	**1**	**5**
Nombre de contrôles	1	0	0	0	1
Arrêté pour essai de pompage (forage) ou autre	0	0	0	0	**0**
Nombre de contrôles	0	0	0	0	0

2.3.2.5 Etablissements dont les rejets sont assimilables à un usage domestique

Conformément aux dispositions des articles L.1331-7-1 du Code de la Santé publique, L.213-10-2 et R.213-48-1 du Code de l'Environnement, sont assimilables aux utilisations à des fins domestiques les rejets des activités pour lesquels les pollutions de l'eau résultent principalement de la satisfaction de besoin d'alimentation humaine, de lavage et de soin d'hygiène des personnes physiques ainsi que de nettoyage et de confort des locaux :

- ✓ les restaurants et les activités artisanales de restauration,
- ✓ le nettoyage à sec,
- ✓ les activités d'enseignement,
- ✓ les activités de contrôle et d'analyses techniques,
- ✓ les activités pour la santé humaine (cabinet médicaux, maison de santé, …),
- ✓ les activités sportives, récréatives et de loisir (à l'exclusion des piscines publiques).

Conformément à la règlementation, le propriétaire d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisation de l'eau assimilée à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte des eaux usées ou unitaires, dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes.

En 2016, 6 propriétaires ont sollicité la SGAC pour une demande « droit au raccordement » :

REJETS ASSIMILABLES A UN USAGE DOMESTIQUE					
Etablissement	**Commune**	**Complément d'adresse**	**NAF**	**Activité**	**Bassin de collecte**
Restaurant Le Tournesol	Artigues Près Bordeaux	Avenue du mirail	5610A	Restaurant traditionnel	Sabarèges
Espace kiné santé des bassins	Bordeaux	7 rue Blanqui	6820B	location de terrains et d'autres biens immobiliers	Louis Fargue
SAS Au Bistrot	Bordeaux	61 place des Capucins	5610A	Restaurant traditionnel	Clos de Hilde
SAS Blanchisserie Bordelaise (pressing vite propre)	Bordeaux	180 cours de la Marne	9601B	Pressing	Milieu naturel
EURL D20 - DEJOPRESTO	Merignac	45 avenue des Marronniers	5610C	Restauration rapide	Cantinolle
Mondésir Labo photo	Merignac	Avenue Maréchal Gallieni	7420Z	Activité photographique	Louis Fargue

Ci-après, le nombre de demandes de droit au raccordement faites à la SGAC, validées par l'envoi d'un projet de courrier à Bordeaux Métropole depuis 2013 :

Nombre de courriers réalisés et envoyés à Bordeaux Métropole depuis 2013	
2013	4
2014	6
2015	14
2016	6

SERVICE AUX PAQUEBOTS

En mai 2016, en collaboration avec la mission tourisme de Bordeaux Métropole, la SGAC a développé un nouveau service aux usagers du fleuve.
Les navires de croisière maritime en escale à Bordeaux ont la possibilité de rejeter leurs eaux usées par le réseau public de collecte.

La démarche :

- ✓ Régularisation administrative pour chaque navire par une demande de droit au raccordement ;
- ✓ Demande de dépotage par les agents maritimes quelques jours avant l'escale du navire ;
- ✓ Le matériel nécessaire fourni par la SGAC est installé par l'agent maritime et le personnel du navire ;
- ✓ Prélèvement possible afin de vérifier la qualité de l'effluent rejeté au réseau ;
- ✓ Attestation réglementaire délivrée pour le capitaine du navire.

En 2016 :

- ✓ 44 Navires ont fait escale au port de la lune
- ✓ 5 demandes de dépotage
- ✓ 527 m^3 d'eaux usées vidangées

2.3.3 LE CONTROLE DE L'ETAT STRUCTUREL DU RESEAU

Inspection des collecteurs								
	Longueur totale (km)	Collecteurs visitables				Collecteurs non visitables		
		Longueur (km)	Inspection visuelle pédestre DiagPerm (km)	Inspection visuelle pédestre Exploitation (km)	Taux inspection visitables	Longueur totale (km)	Inspection télévisuelle (km)	Taux inspection non visitables
2016	4 204	290	30,14	10,75	14%	3 914	22,38	0,6%

Les linéaires de réseaux inspectés par le délégataire sont fixés par le contrat d'affermage :

- ✓ 30 km de collecteurs visitables, au titre de la poursuite du diagnostic permanent pour la gestion patrimoniale des ouvrages ;
- ✓ 10 km de visites pédestres des collecteurs visitables pour les besoins d'exploitation.

En 2016, il est à noter 3 inspections remarquables de collecteurs dont la hauteur est supérieure ou égale à 1 200mm :

- ✓ Collecteur Unitaire Ø2460 dénommé « Le Counord » situé entre l'angle de la rue du Jardin Public et la rue Albert Pîtres jusqu'au bassin de la Grenouillère, via l'avenue Emile Counord à Bordeaux. 1000 ml inspectés sur un collecteur réalisé par un tunnelier ;

- ✓ Collecteur d'Eaux Pluviales Ø1800 et Ø2000 situé de la servitude André Sarreau (en bord de rocade) à l'avenue des quatre ponts à Bruges, avec un exutoire dans un ruisseau à ciel ouvert « La Jalle du sable ». Collecteur, dont tous les regards sont verrouillés, inspecté sur 1 483ml ;

- ✓ Enquête sur le ruisseau d'ARS, entre la mairie de Talence, située esplanade du 08 mai 1945 et la rue Camille Duluc à Bègles pour localiser toutes les arrivées d'Eaux Usées dans ce collecteur. 1 600ml ont été parcourus pour les besoins de cette enquête.

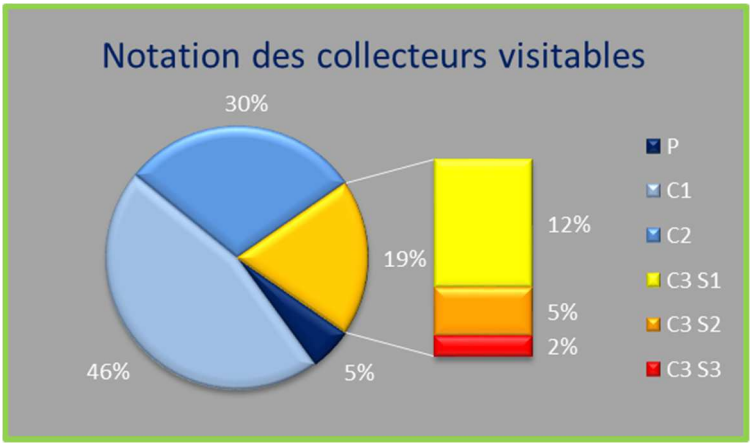


Nous avons engagé pour 2016, 16.94 km d'inspections télévisuelles pour analyser des dysfonctionnements ou suite à des casses, enquêtes,… ainsi que 5.44 km inspectés dans le cadre des réseaux à proximité d'un périmètre de protection.

La liste des inspections télévisées réalisées par la SGAC est remise en annexe (*cf. Annexes 8.2.5)*.
Par ailleurs, dans le cadre de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, des opérations de renouvellement des réseaux, les linéaires inspectés sous la responsabilité de Bordeaux Métropole ont été analysés et notés par tronçon.

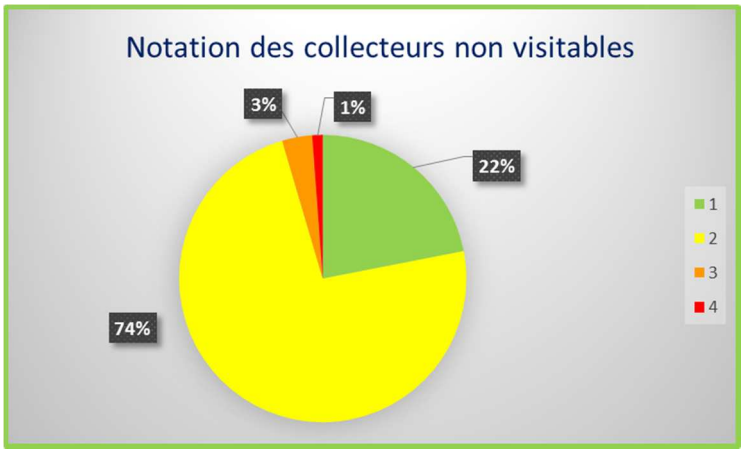
En 2016, l'analyse par la SGAC a porté sur 365 rapports d'inspection représentant 72.6 km.

Ci-après les graphiques synthétisant l'état du patrimoine connu des collecteurs non visitables et visitables.



Le principe de notation est basé sur 3 niveaux :

- Une note « C » qui qualifie l'état constaté où 1 est un réseau en bon état et 3 un collecteur qui nécessite des travaux ;
- Une note « S » qui est associée aux notes C3 pour préciser la situation par une notion de sensibilité ou criticité afin de permettre une priorisation dans les travaux à engager où S1 sont des collecteurs mis sous surveillance rapprochée pour identifier toute évolution des dégradations et S3



Note	Niveau de gravité
1	ETAT NEUF
2	BON ETAT
3	ETAT VETUSTE
4	ETAT DEGRADE

2.3.4 LE CONTROLE DES TRAVAUX DE TIERS

2.3.4.1 La protection du patrimoine métropolitain : les référés préventifs

L'urbanisation densifie le tissu urbain et la réalisation de projets immobiliers importants sur des zones déjà construites complexifie d'autant ces projets.

Dans le cadre de la protection du patrimoine, lorsqu'un projet est mitoyen ou impacte les réseaux d'assainissement, il est indispensable de procéder à un référé préventif ou à un constat contradictoire avant travaux. Ce référé ou constat conduit à identifier tous les intervenants et toutes les actions à mettre en œuvre pour garantir la pérennité des ouvrages depuis la démolition, s'il y a lieu, jusqu'à la fin du chantier.

Lors de ces procédures judiciaires, le délégataire peut représenter la Collectivité et prend en charge les démarches administratives et techniques associées : préparation des plans, participation physique au référé avec, si besoin, la collaboration d'une équipe pour visiter le collecteur. Les préconisations pour la protection des réseaux sont remises à l'expert judiciaire et annexées au rapport d'expertise.

En 2016, 18 référés préventifs (versus 23 en 2015 et 15 en 2014) et 5 constats contradictoires (versus 21 en 2015 et 5 en 2014), ont nécessité des contrôles fréquents, à l'initiative du délégataire ou sur demande de l'expert judiciaire mandaté (*cf.Annexes 8.2.7*).

Les principales opérations sont :

- ✓ Le projet « Santé Navale » avec une emprise sur un collecteur visitable T1600 ;
- ✓ Le projet « Cabinet Odontologie » à Bordeaux avec une emprise sur un collecteur visitable T1600 ;
- ✓ L'opération « Ginko » à Bordeaux représentant un nombre important d'entreprises et de maitres d'ouvrages ;
- ✓ Le projet SCI Cœur du Bouscat (ex: Renault) avec une emprise sur plusieurs rues et types de collecteurs visitables et non visitables.
- ✓ Le projet de la salle « Arena » à Floirac produisant des effets sur une noue paysagère à proximité et sur plusieurs collecteurs.

2.3.4.2 Les dommages causés par des tiers

Certains dégâts occasionnés sur le patrimoine délégué contractuellement à la SGAC ou sur des réseaux ayant un exutoire affermé, sont soit signalés par des tiers, lors de visites de chantiers, soit découverts a posteriori (ITV, affaissements de voirie, débouchages fréquents). Ces dégâts peuvent avoir des conséquences graves sur la continuité du service de l'assainissement et/ou sur le milieu naturel car générateurs de nuisances ou de dysfonctionnements des réseaux.

En 2016, 70 dégats de tiers sur les réseaux ont été enregistrés (dont 56 résolus au cours de l'année 2016), soit 14 de plus qu'en 2015. (*Cf.Annexes 8.2.7*).

Les plus significatifs sont :

- ✓ Mérignac, rue de Séguineau : casse du collecteur par forage dirigé ;
- ✓ Blanquefort, Station d'épuration de Lille : casse de la conduite de refoulement de Ø600 ;
- ✓ Cenon, Avenue Carnot : casse du collecteur EP Ø800.
- ✓ Bordeaux : casse du refoulement du poste de relèvement de Jourde, intervenue en décembre 2015 et réparée en 2016.

Les principales raisons de cette augmentation sont liées à :

- ✓ Une augmentation des chantiers sur la Métropole ;
- ✓ Une augmentation de la co-activité des entreprises qui interviennent sur les projets immobiliers importants ;
- ✓ Une collaboration croissante entre les services de la SGAC avec les experts judiciaires.

En parallèle la SGAC cherche à clôturer au plus vite ces chantiers grâce à la mise en application systématique de sa procédure interne sur les dégâts tiers :

- ✓ l'équipe support en charge de ce processus a été optimisée pour en augmenter la réactivité ;
- ✓ une sensibilisation des équipes terrain sur l' identification du tiers responsable permettant une prise en charge accélérée.

2.3.4.3 Le suivi des chantiers du tramway

Le rôle de la SGAC concernant les dévoiements des réseaux d'assainissement liés à l'implantation du Tramway consiste à assurer une surveillance et une collaboration.

La surveillance des réseaux impactés par les travaux a pour objectif principal d'assurer des réseaux toujours opérationnels et fonctionnels. La SGAC est intervenue 127 fois sur l'ensemble des chantiers Tramways en 2016.

La collaboration avec la Maitrise d'Ouvrage et la Maitrise d'œuvre se traduit par la participation de la SGAC à différentes réunions concernant les avant-projets, pour la validation des projets et pour répondre aux entreprises sur les problèmes ponctuels rencontrés sur les chantiers.

Quelques exemples de la participation de la SGAC sur des aménagements :

- ✓ Le nouveau bassin du Parvis de la gare de Bruges.
- ✓ Les eaux de ruissellement du parvis de la gare de Bruges.
- ✓ Les ouvrages pluviaux carrefour Andron / Beyerman à Bruges.
- ✓ Les regards déportés sur l'Avenue de la Libération au Bouscat.

La SGAC est autant impliquée en terme de surveillance et de collaboration pour la mise en place de la plateforme du tramway que sur les chantiers de VRD (Voirie et réseaux divers).

2.3.4.4 L'activité « permis de construire »

La progression constante des demandes d'instruction des dossiers de permis de construire sur la Métropole depuis 2013 ne cesse de se confirmer. En effet entre 2013 et 2016, on enregistre une hausse des sollicitations des services instructeurs de 52 %, cette hausse faisant suite à un bon en avant de 35 % pour la période de fin 2012 à décembre 2013. On enregistre la progression annuelle suivante :

- ✓ 2013 : 344
- ✓ 2014 : 357
- ✓ 2015 : 455
- ✓ 2016 : 524

Cette hausse très sensible entre 2015 et 2016 s'explique par les grosses opérations immobilières drainant entre 20 et 40 permis de construire chacune.
A cela s'ajoutent de gros projets notamment les nouveaux quartiers bordelais de Ginko, des bassins à flots, la ZAC Saint-Jean Belcier, la Bastide Niel et le quai de Brazza qui amènent et amèneront encore courant 2017 et 2018 plusieurs dizaines de permis de construire.

A cela viennent s'ajouter les études classiques d'urbanisations annuelles de parcelles privées dont certaines avoisinent les 230 logements dans le centre de Bordeaux ou sur la commune de Parempuyre.

L'année 2016 a été marquée par l'émergence de gros projets engendrant davantage de technicité et de complexité, notamment la salle de spectacle de Floirac, l'Hôpital du Tondu également à Floirac.
Autre exemple marquant : le Projet d'Aménagement de Bastide/Niel qui comprend 8 km de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales pour 3200 logements entièrement étudiés par la cellule de suivi des permis de construire du délégataire ou encore le centre d'Odontologie demandant la coordination des services Eau potable et Assainissement pour la détection des collecteurs et canalisations.

Une forte augmentation des expertises est également constatée (environ 300/an). Celles-ci répondent à des sollicitations des tiers intervenants sur les permis de construire (architectes, géomètres, Bureaux d'études, Bordeaux Métropole, etc…). La SGAC assure à ces tiers une réponse rapide afin d'éviter tout blocage qui pourrait s'avérer néfastes à la bonne avancée de ces projets.

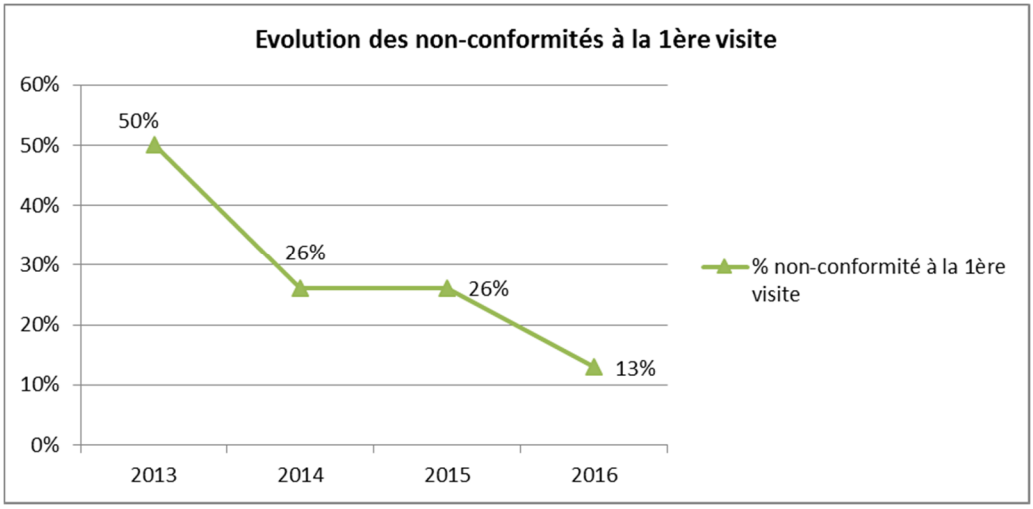
La SGAC a donc dû adapter son expertise à ces nouvelles sollicitations, au cours des dernières années, en rendant des avis plus synthétiques, précis et adaptés aux attentes des professionnels tout en préservant une veille technique quotidienne sur les nouveaux projets innovants liés à la grande dynamique de l'urbanisation enregistrée sur le territoire de Bordeaux Métropole.

2.3.5 LES CONTROLES ALEATOIRES DE LA QUALITE DES REFECTIONS

La qualité des réfections des chaussées et trottoirs à la suite de travaux de branchements d'assainissement est un objectif fort fixé par la Collectivité. En collaboration avec celle-ci, la SGAC a établi une liste de points à contrôler sur les réfections de voiries réalisées par ses entreprises sous-traitantes.

L'objectif de la SGAC de contrôler au moins 20 chantiers de réfection par mois l'a conduit à travailler sur les non-conformités les plus récurrentes avec ses entreprises sous-traitantes. La baisse significative du nombre de non-conformité suite à la première visite montre que le travail initié en 2013 avec les entreprises sous-traitantes porte ses fruits. Les principaux disfonctionnements relevés portent sur le délais de réalisation de la réfection définitive et les joints des nouvelles réfections.

Bilan des contrôles aléatoires des réfections de chaussée			
	Nombre de contrôles aléatoires	Nombre de contrôles conforme	% non-conformité à la 1ère visite
2013	168	84	50%
2014	242	179	26%
2015	268	198	26%
2016	247	215	13%



2.3.6 LES SURLAGEURS

Lors des chantiers réalisés sur des voiries de moins de 3 ans ou réputées en bon état par la Collectivité, la SGAC se doit de les restituer à qualité équivalente ou supérieure.

Pour ce faire la Collectivité lui indique les dimensions (supérieures à la surface de réfection initiale), matériaux et méthode de réalisation de ces refections de voirie.

La SGAC doit une réfection définitive dans les 6 mois qui suivent la réalisation du chantier.

La mise en œuvre de telles réalisations nécessite du matériel lourd et une logistique importante. Aussi, ce délai de 6 mois permet-il de regrouper un certain nombre de réfections à réaliser.

Nombre de surlargeurs réalisées	
2013	6
2014	143
2015	125
2016	117

2.3.7 L'ENTRETIEN DU RESEAU

2.3.7.1 Maintenance des collecteurs et des bouches d'égout

Bilan pluriannuel du curage hydraulique selon le type de réseau					
	Linéaire curé (km)			Matières extraites	Ratio
	Eaux usées et unitaires	Eaux pluviales	Total	m3	m3 / km
2013	216	42	258	449	1,7
2014	140	32	172	256	1,5
2015	139	20	159	359	2,3
2016	142	26	168	251	1,5

L'activité curage porte sur environ 170 kms de collecteurs depuiis 3 ans.

Bilan pluriannuel du curage hydraulique préventif/curatif				
	Préventif	Curatif	Total	% Préventif
2013	241,2	16,8	258,0	93%
2014	164,2	7,7	171,9	96%
2015	153,4	5,9	159,3	96%
2016	164,2	3,4	167,6	98%

On observe que le ratio m^3/km est similaire aux années 2013 et 2014 et que le ratio préventif/curatif continue d'être élevé, ce qui atteste d'une politique mettant en avant le préventif et le soin d'anticiper toute réclamation d'un usager.

LES COLLECTEURS VISITABLES

La politique de curage de ces collecteurs s'appuie sur les résultats de l'évaluation continue des collecteurs visitables de Bordeaux Métropole.
Les visites pédestres consistent, d'une part, au relevé d'encrassement et, d'autre part, au relevé des défauts structurels. Cette vision globale de ces collecteurs permet ainsi de définir les priorités de curage ainsi que l'identification et la qualification des travaux à réaliser, le cas échéant.

Curage collecteurs visitables (ø ≥ 1200 mm)		
	Linéaire km	Matières extraires m3
2013	4,9	51,0
2014	3,6	61,3
2015	3,3	161,6
2016	3,2	93,3

LES COLLECTEURS NON VISITABLES

Dans ce cas aussi, et depuis 2014, le travail de co-construction délégant/délégataire a conduit à developper la politique de curage en s'appuyant sur :

- ✓ l'apparition de nouveaux points critiques,
- ✓ l'intégration de la pente des collecteurs dans le critère de choix (à partir de la complétude des données réseaux sur le réseau existant),
- ✓ une analyse reposant sur une consolidation des données (linéaire curé / matière extraite / taux de désobstruction).

LES AVALOIRS

Curage des bouches d'égout						
	Nombre BE Visitées	Nombre BE curées	Volume extrait (m3)	Volume extrait par BE (l/BE)	Nombre BE en Urgence	Nombre de BE curées en partenariat avec les mairies
2013	44 578	5 103	331	65	285	781
2014	46 502	13 377	744	56	315	1 397
2015	47 265	16 103	1 090	68	142	1 445
2016	49 075	17 752	554	31,2	235	344

On constate pour 2016, un nombre de bouches d'égout traitées en urgence (désobstructions) en hausse. La pluviométrie particulièrement importante au premier quadrimestre peut expliquer ce phénomène. En effet, sur les 4 premiers mois 2016, on enregistre 147 interventions (soit 62%), l'équivalent de l'année 2015 dans sa totalité. Néanmoins, cette hausse reste très relative au regard de la moyenne observée sur ces 4 années.





Coté logistique et organisation, il demeure qu'en centre ville, le nombre de bouches d'égout inaccessibles reste élevé et les actions « villes propres » restent la meilleure solution pour agir, actions menées en partenariat avec les mairies et les services techniques.

Ainsi, 344 avaloirs ont pu être traités dans les quartiers des Chartrons-Grand Parc, la Benauge ou Cauderan, grâce au partenariat avec la mairie de Bordeaux.

En 2016, les chantiers des avaloirs du Pont de Pierre et du Pont Chaban Delmas ont été menés de nuit du fait des contraintes de circulation et d'accès.

Enfin, la modernisation des métiers liés à l'exploitaiton des réseaux se poursuit :

- ✓ Afin d'améliorer le processus d'enregistrement des données, la SGAC continue d'équiper et former son personnel aux saisies embarquées. A ce jour, les tablettes sont déployées au sein du service pour répondre aux besoins de l'activité avaloir (Relevé d'encrassement et pompage) ;
- ✓ Les équipes ont été accompagnées sur le terrain par le Lyre et ont pu échanger avec les chercheurs à propos d' une étude en cours relative au modèle d'optimisation du traitement des avaloirs.

2.3.7.2 Programmation du curage

La SGAC oriente le plan du curage annuel en coopération avec la Direction de l'Eau de Bordeaux Métropole. Ce plan est déterminé d'une part, à partir de toutes les données d'interventions liées au curage préventif et curatif, aux désobstructions (réseaux, branchements et avaloirs) et aux points critiques (points noirs). L'ensemble de ces éléments étant consolidé dans le SIG.
D'autre part, sont pris en compte les résultats de mesures de taux d'encrassement (tableau ci-dessous).

	Nombre de relevés d'encrassement (collecteurs visitables et non visitables)	Mesures des taux encrassement				
		entre 0 et 15%	20%	30%	entre 30% et 50%	> 50%
2013	18 116	92,5%	3,4%	1,4%	1,1%	1,6%
2014	18 018	95,9%	2,1%	0,8%	0,5%	0,7%
2015	21 942	95,7%	1,9%	0,9%	0,4%	1,1%
2016	18 018	92,8%	3,3%	2,1%	1,0%	0,7%

En 2016, en concertation avec Bordeaux Métropole, un indicateur a été défini, il donne l'estimation du taux d'encrassement mensuel, ce taux devant être supérieur à 90%.

	% relevés d'encrassement (aléatoire)	
	Conforme	Non-conforme
2013	93,3%	6,7%
2014	95,9%	4,1%
2015	95,7%	4,3%
2016	92,2%	7.8 %

2.3.7.3 Obstructions / désobstructions

Désobstructions 2016													
	Nombre de désobstructions										Taux d'obstruction		Taux de désobstruction
	Réseaux			Avaloirs	Branchements			Total			par km (Norme AC P 15-950-2)		pour 1000 abonnés (SPDE)
	EU	UN	EP	EP	EU	UN	EP	EU	UN	EP	EU	UN	EU+UN+EP
2013	451	42	19	276	667	110	17	1118	152	312	0,25	0,05	5,1
2014	429	38	20	315	563	147	1	992	185	336	0,24	0,05	4,5
2015	454	17	7	142	615	102	5	1069	119	154	0,24	0,02	4,5
2016	449	29	14	235	481	106	0	930	135	249	0,24	0,04	3,9

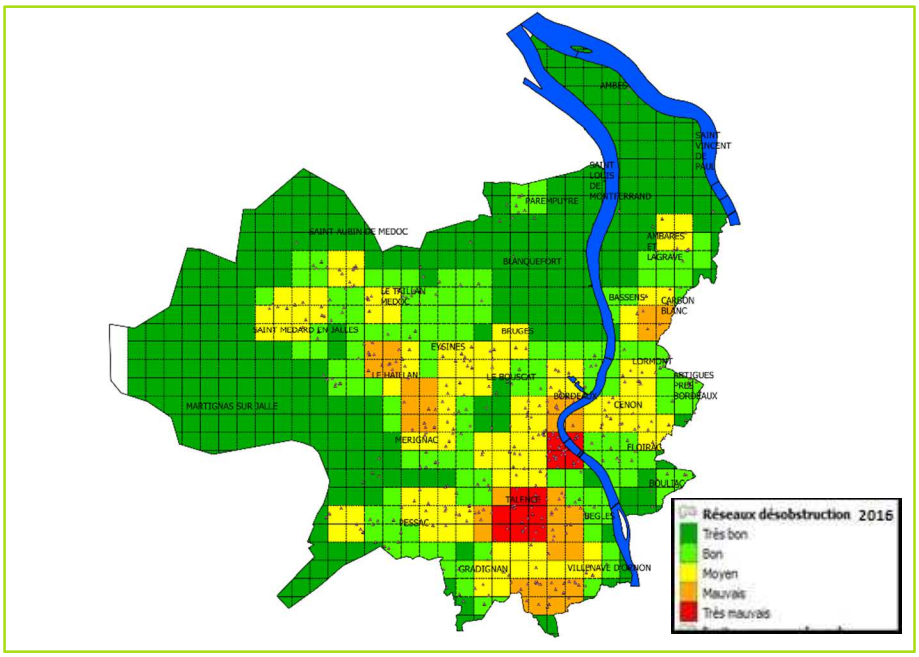
EU : eaux usées *UN: unitaire* *EP : eaux pluviales*

Le nombre de désobstructions réalisées sur nos réseaux permet également d'évaluer la politique de curage mise en œuvre. Les tendances doivent cependant être observées sur plusieurs années pour confimer l'efficience de la politique de curage menée, même si celle-ci semble aujourd'hui satisfaisante.

La répartition 2016, en comparaison à celle des années précédentes, indique :

- ✓ pour les réseaux et les bouches d'égout, des valeurs semblables à 2013/2014 (dù essentiellement à une pluviométrie équivalente) ;
- ✓ pour les branchements, une baisse conséquente.

Cartographie des obstructions sur le réseau



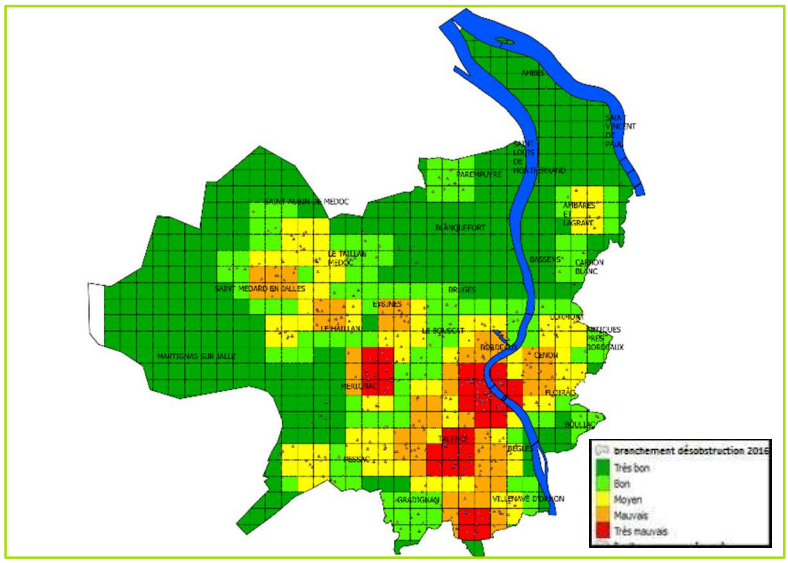
Nomenclature des causes d'obstruction réseau				
Catégories de causes	Typologie	2015	2016	Evolution en %
Comportement préjudiciable des métiers de bouche	Graisse	33,2%	35,0%	+ 5%
Comportement préjudiciable des particuliers	Lingettes	22,9%	19,2%	- 19%
	Objet			
	Bouteille			
	Vandalisme			
Bouchage naturel	Feuilles mortes	13,7%	16,5%	+ 17%
	Terre			
	Racines			
	Pierres, graves, cailloux			
Comportement préjudiciable des professionnels du BTP	Laitance, Ciment, Béton, Bitume	6,9%	2,6%	
	Gravats			
	Sable			
(Matière organique résultant du séjour des eaux usées dans le réseau)	Matière	2,3%	2,3%	=
	Papier			
	Filasse			
Autres	Vieillissement du réseau, casse, sous-vide,	0,4%	0,8%	
Inconnu	Agent n'a pas décelé de cause	20,6%	23,7%	+ 13%

L'importance des obstructions liées à la présence de graisses (1/3 des interventions) reste stable par rapport à 2015.
Nous observons une légère diminution des obstructions occasionnées par les lingettes sur les communes du Haillan, Mérignac et Pessac communes très impacté par ce type d'obstructions en 2016.

Les actions suivantes sont envisagées :

- ✓ poursuivre la démarche de sensibilisation sur les lingettes ;
- ✓ initier une démarche identique auprès des métiers de bouche ;
- ✓ poursuivre la surveillance concernant les professionnels du BTP : mener une action forte sur les dégâts occasionnés par ces tiers.

Cartographie des obstructions sur branchements



Nomenclature des causes d'obstruction branchements				
Catégories de causes	Typologie	2015	2016	Evolution en %
Bouchage naturel	Feuilles mortes	32,50%	34,30%	+5,2 %
	Terre			
	Racines			
	Pierres, graves, cailloux			
Comportement préjudiciable des métiers de bouche	Graisse	11,10%	11,70%	+5,1%
Comportement préjudiciable des professionnels du BTP	Laitance, Ciment, Béton, Bitume	6,30%	6,70%	+6 %
	Gravats			
	Sable			
Comportement préjudiciable des particuliers	Lingettes	14,30%	12,60%	-13,5%
	Objet			
	Bouteille			
	Vandalisme			
(Matière organique résultant du séjour des eaux usées dans le réseau)	Matière	11,80%	7,30%	-61%
	Papier			
	Filasse			
Autres	Vieillissement du réseau, casse, sous-vide,	1,80%	1,30%	
Inconnu	Agent n'a pas décelé de cause	22,00%	26,10%	+15,7%

Les évolutions sont stables sur l'ensemble des typologies de causes d'obstruction de branchement.

LES « POINTS CRITIQUES » DU RESEAU

❖ Les points critiques identifiés en 2016

Sont qualifiés de points critiques, les points du réseau nécessitant au moins 3 interventions en 2 ans.

En 2016, 21 points critiques* sont apparus :

- ✓ 18 sont considérés à la charge de la SGAC ;
- ✓ 3 à la charge de la Direction de l'eau de Bordeaux Métropole.

Concernant les 18 points sous responsabilité de la SGAC :

- ✓ 16 ont été réparés dans les temps impartis,
- ✓ 2 ont été découverts en novembre 2016 ; leur réparation est planifiée avant le 1er Mars 2017.

❖ Bilan général des points critiques

Ce premier tableau présente l'historique d'apparition et de réparation des points critiques.

Les points critiques du réseau							
Année d'enregistrement du point critique	Diagnostiqué avant 2010	Diagnostiqué entre 2011 et 2012	Diagnostiqué en 2013	Diagnostiqué en 2014	Diagnostiqué en 2015	Diagnostiqué en 2016	Total
Nombre points critiques apparus	146	49	12	11	12	21 *	230
Nombre points critiques réparés au 31/12/2016	66	26	12	11	11	16	142
Nombre points critiques restants au 1er janvier 2017	80	23	0	0	1 DEAU	5 dont 2 SGAC et 3 DEAU	109

A fin 2016, il reste 109 points critiques réseaux (EU/UN et EP) repartis comme suit :

- ✓ 79 permanents dont 10 sur des ouvrages particuliers tels siphons, de ventouses ou de surverses…..
- ✓ 30 dont les réparations sont à venir.

Ces 109 points critiques sont répartis pour 30 à la charge de la SGAC, 69 à la charge de Bordeaux Métropole.

Répartition des points critiques du réseau			
Travaux à la charge de	Temporaires collecteur	Permanents collecteur	Permanents ouvrages particuliers
SGAC	30	0	0
DEAU	0	69	0
Pas de travaux			10

2.3.7.4 Les capteurs de mesure du niveau d'encrassement

A partir de 2013 et pour une durée de 3 ans, 10 capteurs spécifiques ont été mis en place à proximité de points critiques afin de suivre en temps réel le niveau d'eau dans les canalisations, en déduire un lien avec le niveau d'encrassement et ainsi optimiser la stratégie de curage de ces points critiques.



mesure de hauteur d'eau par imagerie acoustique sans fil

Pour mémoire le projet consistait en :

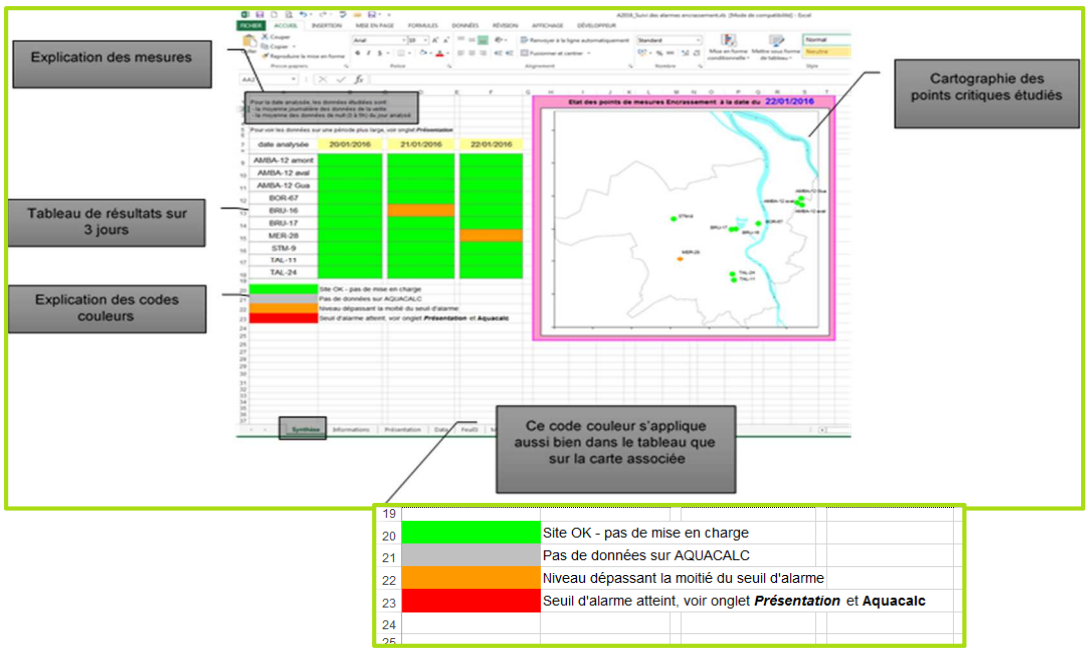
- ✓ Mise en service des capteurs de mesure de niveau par ultrason autonomes en énergie et en communication,
- ✓ Détermination de la fiabilité et de la robustesse des capteurs,
- ✓ Suivi du fonctionnement pour vérifier l'intérêt de ce type d'instrumentation pour le suivi de l'encrassement du réseau,
- ✓ Réflexion sur la gestion et l'exploitation des données.

L'expérimentation a validé la possibilité de détecter, par le suivi du niveau d'eau, les situations favorables au colmatage du réseau pour les prendre en charge avant qu'un désordre n'affecte le domaine public ou un usager.

L'expérience à montré que pour chaque point, après une période d'observation de 3 à 6 mois des seuils d'alertes peuvent être mis en place.

Après le test de différentes méthodes, une méthode d'autovalidation des mesures a été définie. Cela a permis l'automatisation de la critique validation des données et la mise en place d'un rapport quotidien alertant en cas de dérive. Ainsi les informations sont transmises chaque jour à un opérateur sous forme d'un « rapport d'encrassement ». Ce rapport dont un extrait figue ci-dessous, permet de mettre en avant les anomalies de mesure et donc de déclencher les actions correctives adaptées : consultation et validation des données du point critique incriminé, déplacement éventuel sur site et intervention de curage si nécessaire.

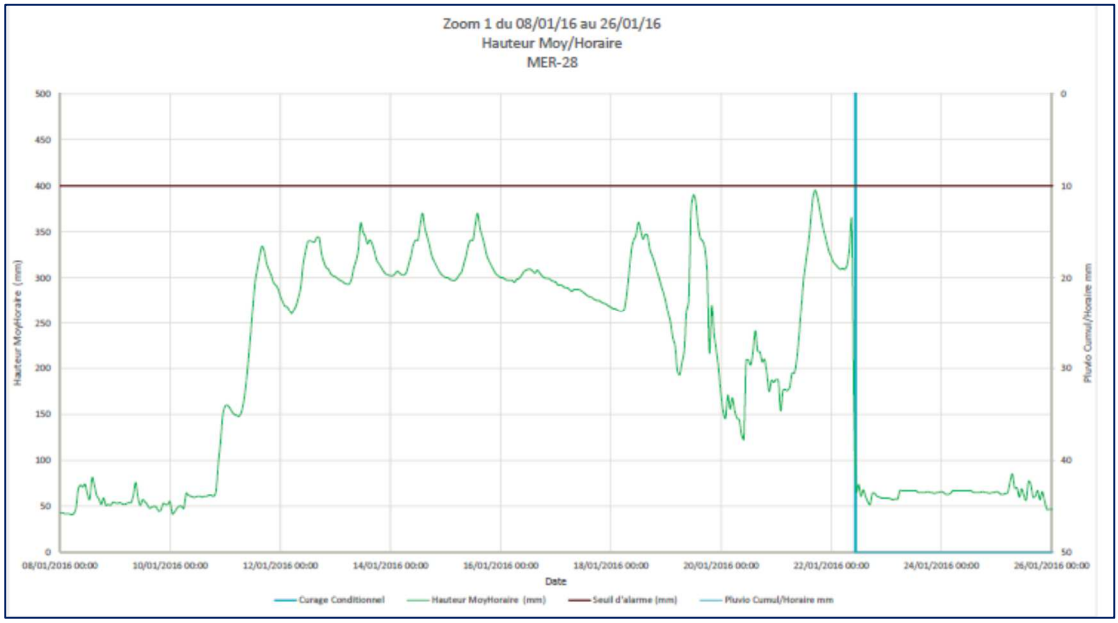
Extrait du fichier « rapport d'encrassement » généré



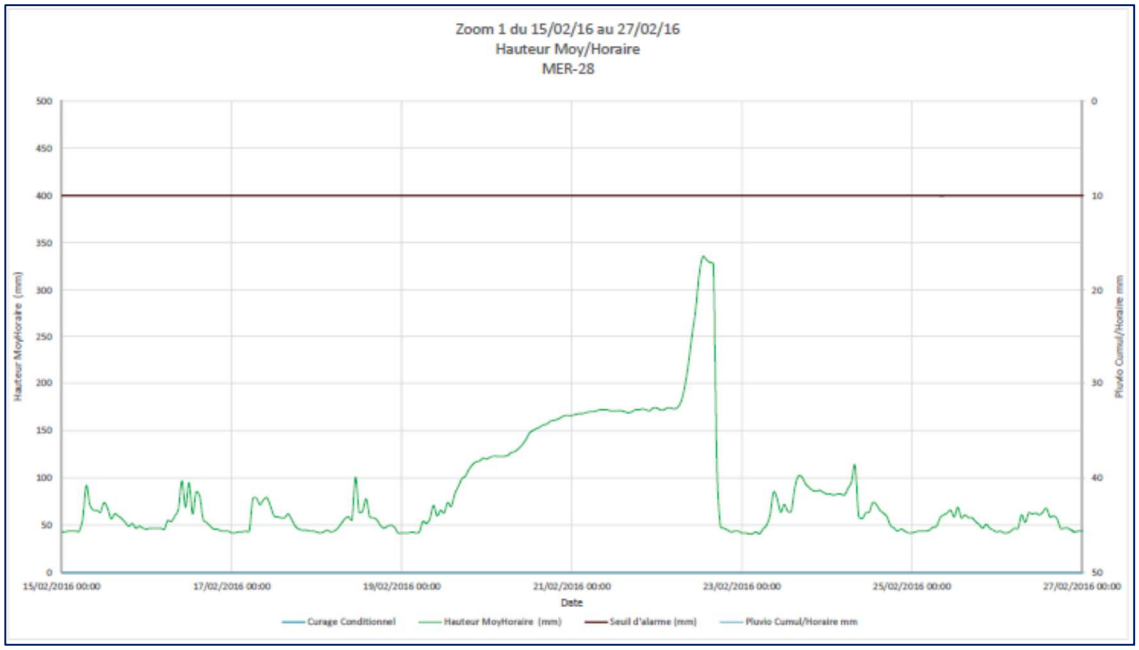
Ce test a validé la pertinence du choix des capteurs pour ce type d'utilisation : faible encombrement, entretien limité et taux de disponibilité important (97,5% sur la période d'étude), autonomie en mesure et en transmission de données.

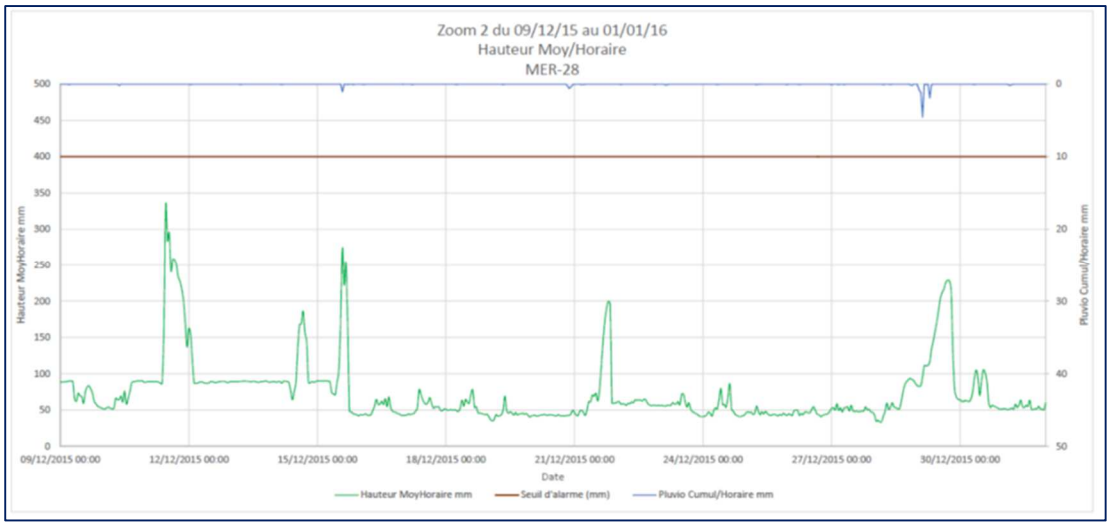
Une des conclusions est que l'instrumentation de point critique peut permettre une suppression des tournées préventives de curage et, en substitution, sont réalisées des interventions de curage conditionnel, c'est-à-dire déclenchées par l'opérateur sur la base des alertes journalières.

L'exemple ci-dessous montre un cas de curage conditionnel déclenché suite à l'analyse des données des capteurs et avant un appel client.



Les deux exemples ci-dessous montrent des cas d'autocurage ou de mauvais écoulements provisoires qui n'ont pas nécessité d'interventions.





La mise en place de ces capteurs a permis de diminuer le nombre de curages annuels, le taux de réduction du nombre de curage a été supérieur à 80% en 2014 et 2015.

				2013				2014				2015					2016				
Points critiques	Fréquence annuelle initiale de curage préventif	Moyenne 2011/2012 curages curatifs	Date d'arrêt du curage préventif	Curage préventif annuel réalisé	Curage curatif annuel réalisé	Total	% Réduction curage	Curage préventif annuel réalisé	Curage curatif annuel réalisé	Total	% Réduction curage	Curage préventif annuel réalisé	Curage curatif annuel réalisé	Curage conditionnel	Total	% Réduction curage	Curage préventif annuel réalisé	Curage curatif annuel réalisé	Curage conditionnel	Total	% Réduction curage
MER-28	12	1,5	juin-13	4	2	6	56%	0	0	0	100%	0	0	0	0	100%	0	0	0	0	100%
BOR-67	6	2	sept-13	3	1	4	50%	0	1	1	88%	0	0	2	2	67%	0	2	1	3	50%
BOU-5	4	4	mars-14	4	1	5	38%	0	1	1	88%										
STM-21	6	0	juin-13	3	0	3	50%	0	1	1	83%	0	0	0	0	100%					
STM-9	12	3,5	janv-14	10	1	11	29%	0	1	1	94%	0	2	1	3	75%	0	0	0	0	100%
TAL-24	4	0,5	juin-13	0	3	3	33%	0	2	2	56%	0	0	1	1	75%	0	2	0	2	50%
TAL-11	2	2	juin-13	1	1	2	50%	0	2	2	50%	0	1	2	3	-50%	0	1	1	2	0%
MER-74	4	0	juin-13	2	0	2	50%	0	0	0	100%										
BRU-16	4	3	janv-14	4	2	6	14%	0	3	3	57%	0	0	0	0	100%	0	0	0	0	100%
BRU-17	4	3	sept-13	3	0	3	57%	0	1	1	86%	0	0	0	0	100%	0	0	0	0	100%
AMBA-12 Amont			mars-14					0	1	1											
AMBA-12 Aval	2	0	mars-14								50%	1	0	1	2	0%	0	0	0	0	100%
AMBA-12 Gravitaire			avr-15																		
	60	19,5		34	11	45	42%	0	12	12	85%	1	3	7	11	84%	0	5	2	7	82%

Sur le plan économique, afin d'appréhender l'intérêt de la solution, il est nécessaire de comparer le coût du matériel, le temps de l'installation des capteurs, l'optimisation des filtres de mesure et la définition d'alarmes, l'analyse quotidienne des données, etc… aux nombres de curages évités.

D'un point de vue technique certains emplacements sont à privilégier. Notamment pour pouvoir agir avant toute plainte usager il convient de se limiter à des points avec des vitesses relativement faibles et donc éviter par exemple les zones soumises à forte accumulation rapide de gaisse. Les réseaux à forte influence aval ou avec des regards en chute peuvent présenter également des difficultés pour l'analyse de la hausse du niveau d'eau. Dans tous les cas pour réaliser une interprétation correcte des mesures, la bonne connaissance de chaque point critique est nécessaire et il en ressort le besoin d'analyser 3 à 6 mois de données avant la mise en place de seuils d'alertes.

A court terme la mise en place de ces capteurs permet :

- ✓ Une amélioration de la qualité de service rendu aux usagers et aux clients en intervenant par anticipation ;
- ✓ La détection d'anomalies structurelles (exemple joint de buse défectueux) ;
- ✓ La mise en évidence de l'intérêt des travaux (exemple : suppression des points noirs) ;

En prospective une telle instrumentation permet l'amélioration des pratiques et des modalités d'exploitation des points critiques. Elle permet la compréhension de l'influence du curage et de la pluie sur la ligne d'eau et de la réactivité du point noir en fonction de l'intensité de la pluie. Elle peut également permettre de remettre en question la pertinence de maintenir un point dans la catégorie « point critique ».

En 2017 les points critiques suivants feront toujours l'objet d'un suivi quotidien grâce à de l'instrumentation : rue Thales à Mérignac ; rue Jean Zay à Saint Médard ; rue Chambrelent à Talence et rue André Messager à Bruges.

Par ailleurs, suite aux résultats positifs de cette étude, la SGAC poursuit l'expérimentation par l'instrumentation par ces mêmes capteurs d'un petit bassin de collecte. L'objectif de l'étude est d'évaluer l'intérêt d'une telle instrumentation pour la compréhension du fonctionnement du réseau (exemples : analyse des eaux claires et évaluation de la capacité résiduelle). Suite à une analyse de données et des enquêtes terrain, le choix du bassin de collecte à étudier s'est porté sur l'amont du poste Mickaelis EU. 6 capteurs ont été mis en place début 2017 pour instrumenter les 2,3 km de ce bassin de collecte.

2.3.7.5 L'élimination des déchets du réseau

Les matières extraites des réseaux d'assainissement sont dépotées dans le local dédié de la station d'épuration Louis Fargue pour égouttage avec d'être acheminées vers un sous-traitant pour traitement complémentaire (abaissement du taux de matières organiques à 3%). Ces sables peuvent ainsi, être valorisés par les entreprises réalisant les branchements neufs d'assainissement.
La zone de dépotage de Louis Fargue reçoit également des sables extraits du curage des bassins de retenue.
Les matières dépotées à Louis Fargue (1430 tonnes) représentent 76% de nos sables. En cas d'impossibilité de dépotage à Louis Fargue (installation non adaptée pour le type de sable, indisponibilité…), la SGAC évacue directement en centre de traitement, ce qui représente 341 tonnes pour 2016.

Matières extraites (tonnes)							
	Dessableurs réseau	Collecteurs EU/UN	Collecteurs EP	BE RV	Bassins de retenue	Bâches	Total
2013	730	309	140	382	1 117	761	3 439
2014	205	183	81	770	970		2 209
2015	547	232	108	1 032	897		2 816
2016	233	175	48	493	832		1 780

Destination des déchets (tonnes)					
	Destinations (sable)				Destination (refus dégrillage)
	Terralys (33)	SVBM (33)	Valomat (33)	SIAP	Astria (Incinérateur Bègles - 33)
2013	2227	260	45		125
2014	2209	0	0		134
2015	2816	0	0		121
2016	1780	0	0	8,56	131

2.3.7.6 La politique de réparation

La formalisation de la politique de réparation a été initiée en 2014 par la description des processus techniques et administratifs avec la mise en évidence de la typologie des activités (réparation, préparation chantier, travail voirie…).

En 2016, les 3 indicateurs d'évaluation du volume d'actvité ont été optimisés, ils tracent maintenant l'actvité depuis 2013 et sont calculés grâce aux données issues du logiciel d'ordonnancement des interventions.
Ces nouveaux principes ont été actés par la mise à jour d'une fiche action partagée entre délégant et délegataire.

❖ Suivi général de l'activité du service « Réparations »

Cet indicateur permet de visualiser l'ensemble de l'activité du service dédié aux réparations de manière « catégorisée » (branchement, ouvrage, réseau mais aussi préparation de chantier, activité voirie….)

En 2016, une amélioration a été apportée en assimilant au terme réparation, les actes utilisant les techniques de renouvellement et de remplacement.

Ainsi, le nouveau calcul de cette actvité indique que la SGAC a réalisé 837 réparations en 2016. Les données recalculées par cette nouvelle méthode portent à 926 pour 2013, 1147 pour 2014 et 933 pour 2015.

Les réparations 2016 se répartissent ainsi :

- ✓ 289 réparations branchements
- ✓ 392 réparations ouvrages
- ✓ 156 réparations réseaux

Depuis 2013, les réparations toutes confondues se stabilisent en nombre d'actes autour de 33% de l'activité et fluctuent en temps passé entre 60 et 80 %.

L'activité générale enregistrée en quantité d'interventions est en hausse avec 3287 interventions en 2016 contre 2763 interventions en 2015 et 2739 en 2014. Cette hausse s'explique par le fait que depuis janvier 2016, l'activité des enquêtes réseaux a été centralisée au sein de l'équipe « Réparations » qui gère désormais l'analyse des dossiers, leur traitement et la réalisation des travaux.

❖ Bilan des réparations patrimoniales

Dans le cadre de l'entretien du réseau, le délégataire procède à deux types de réparations :

- ✓ les réparations curatives qui visent à rétablir la fonction de l'ouvrage en particulier le bon écoulement des effluents ;
- ✓ les réparations patrimoniales qui visent à maintenir l'état structurel des infrastructures.

Répartition des demandes depuis le début du contrat				
Type Interventions	Année d'enregistrement de la demande			
	2013	2014	2015	2016
Réparations patrimoniales	33	53	78	69
Total général	160	183	191	195

Le nombre de demande de réparations patrimoniales enregistré a progressé en moyenne de 31% depuis le début du contrat. Sur l'ensemble des réparations patrimoniales identifiées depuis 4 ans, 173 ont été réalisées dont 52 en 2016.

❖ Répartition de l'activité par commune

L'ensemble de l'activité tracée est répartie par commune :

- ✓ en nombre d'interventions ;
- ✓ en nombre d'interventions par km réseau.

Bordeaux (avec 49%) et Pessac (avec 9%) restent toujours en tête et représentent toujours plus de 50% du nombre d'interventions.
Rapporté au kilomètre de réseaux, Bordeaux reste aussi le plus gros centre d'actvité, suivie de Talence.

❖ Un nouvel indicateur à l'étude

Il est envisagé de compléter cette vision d'activité avec un dernier indicateur comptablisant les actes de reparations des reseaux visitables. Celui-ci sera mis en œuvre en 2017.

❖ Procédure d'urgence

Pour faire face à l'arbitrage des responsabilités vis-à-vis d'une réparation du réseau d'assainissement, une procédure dite d'urgence a été élaborée L'intervention sumultanée du maître d'ouvrage et du délégataire sur le réseau se fait sous 48 heures et permet de déterminer les rôles de chacun. Cette année, cette procédure a été mise en œuvre dans 5 cas.

Travaux réalisés en urgence en 2016		
Commune	Adresse	
Villenave d'Ornon	Avenue des Pyrénées	avr-16
Bordeaux	Rue Joseph Brunet	avr-16
Bouliac	1 er cas : Chemin. de malus	juil-16
	2eme cas : angle Ch. Malus/Ch. Rouillet	
Bordeaux	Rue Poitevin	août-16

2.3.7.7 La dératisation

Dératisation				
Année	Nombre de regards traités			
	en campagne	en ponctuel	Total	Réclamations
2013	2 097	1 183	3 280	179
2014	2 003	1 611	3 614	171
2015	2 004	1 843	3 847	150
2016	2 020	2 237	4 257	171

Comme en 2015, une réunion de coordination entre Bordeaux Métropole, la SGAC et les services d'Hygiène des Collectivités de Bordeaux Métropole a eu lieu en mars 2016 afin de définir les zones à traiter lors des deux campagnes de dératisation annuelles pour l'année 2016.
A l'issue de la campagne printanière, Bordeaux Métropole a contacté les services d'Hygiène pour leur communiquer les résultats de cette première campagne et réajuster leurs besoins pour la campagne automnale.
Les secteurs concernés par ces deux campagnes ont été :

- ✓ Villenave d'Ornon : avenue Jean Moulin, rue des bolets, chemin des foins, allée Delbos, route de Toulouse (zone travaux tramway) ;
- ✓ Bordeaux : Quartier Saint-Pierre, Quartier Saint-Projet, Quai Richelieu, Quai Sainte-Croix, Quai de la Douane, Place Gambetta, Quartier Grand Parc, Quartier la Benauge ; Quartier Claveau ;
- ✓ Saint Médard en Jalles : Avenue du Haillan, Chemin Lafon, Rue Lamartine et Rue Nodier ;
- ✓ Le Haillan : rue Georges Brassens, rue Edmond Rostand, rue de l'Aste, rue du Cot, avenue Jean Mermoz ;
- ✓ Bègles : rue Marcel Sembat, rue Pauly, rue Marc Sangnier, rue Berthelot et rue Salvador Allende ;
- ✓ Mérignac : rue de la Devèze, avenue du château d'eau, cours d'Ornano, avenue du Maréchal Juin ;
- ✓ Eysines : rue Marguerite Duras, rue Jude et rue Lucie Aubrac ;
- ✓ Pessac : avenue Roger Chaumet, avenue de la chataigneraie, rue du Président René Cassin, avenue Pierre Wiehn, rue de Camponac ;
- ✓ Gradignan : Quartier Malartic ;
- ✓ Le Bouscat – Bruges (projet tramway) : avenue de la libération Charles De Gaulle, route du Médoc ;
- ✓ Le Taillan Médoc : chemin du chais.

Il est constaté une augmentation constante du nombre de regards traités en cohérence avec l'augmentation des différents projets immobiliers, tramway…

2.3.8 LE CONTROLE DES OUVRAGES DES SOLUTIONS COMPENSATOIRES

En début d'année 2016, un planning de suivi de 200 solutions compensatoires sur l'ensemble du territoire métropolitain a été convenu avec la Direction de l'Eau de Bordeaux Métropole.

L'ensemble de ces 200 solutions compensatoires privées a ainsi fait l'objet d'une visite terrain des ouvrages de régulation visant à :

- ✓ Contrôler la décantation de l'Ouvrage de Régulation (OR) ;
- ✓ Vérifier l'absence de surverse au niveau de l'OR ;
- ✓ Vérifier la présence du passe débit au niveau de l'OR ;
- ✓ Contrôler l'état structurel général de l'OR ;
- ✓ Evaluer visuellement l'état fonctionnel général de la solution compensatoire.

Suite à nos contrôles de terrain, le taux de non-conformité de ces solutions compensatoires est de 37% répartis comme suit :

- ✓ 6% caractérisé par un manque d'accessoires ou un défaut de montage d'appareillages ;
- ✓ 14 % sont non équipées d'ouvrages de régulation ;
- ✓ 17 % ont un défaut d'entretien.

Typologie des non-conformités			
Années	**2014**	**2015**	**2016**
Défauts sur accessoires	12%	8%	6%
Absence solutions compensatoires	4%	14%	14%
Défauts d'entretien	11%	22%	17%
Taux Non-conformité	**27%**	**44%**	**37%**

Répartition des contrôles			
Années	**2014**	**2015**	**2016**
Zones d'activités	52%	72%	42%
Lotissements	18%	6%	30%
Batiments Collectifs	30%	25%	28%

La SGAC a établi, début décembre 2016, la liste de 200 nouvelles solutions compensatoires privées à contrôler pour 2017.

2.3.9 L'ENTRETIEN DES STATIONS DE POMPAGE ET BASSINS DE RETENUE

Les bassins de retenue et les stations de pompage sont régulièrement contrôlés.

Au quotidien, des équipes chargées de l'exploitation de ces ouvrages effectuent l'entretien des sites, les éventuelles réparations ainsi que le rapatriement des données tels que les index de fonctionnement.

Les opérations d'exploitation consistent à réaliser :

- des essais réguliers de fonctionnement des installations afin de garantir le démarrage immédiat des installations à chaque sollicitation,
- des opérations de nettoyage des bâches des dessableurs et des stations de pompage,
- des opérations de lutte contre l'envasement des ouvrages.

➢ **Curage des bassins à effluents unitaires :**

Pour les 4 bassins de retenue à ciel ouvert recevant par temps de pluie des effluents unitaires, nous procédons, annuellement, à leur nettoyage afin de limiter les nuisances olfactives :

- ➢ Entre deux mers : curage du bassin (fond bétonné)
- ➢ Béquigneaux : curage du bassin numéro 1 (fond bétonné)
- ➢ Carmaux : curage du canal traversier et gestion écologique du fond enherbé du bassin
- ➢ Libération : gestion des espaces verts (fond enherbé).

D'autres bassins enterrés sont curés préventivement afin d'assurer leur pleine capacité de rétention.

Curage des bassins enterrés en 2016				
BASSINS	**Date curage**	**Volume Bassin (m3)**	**Volume curé (m3)**	**destination déchets**
ALFRED GIRET	Semaine 2	11 700	2	L.Fargue
ALHAMBRA	Semaine 40	12 000	16	L.Fargue
BASTIDE	Semaine33	6 400	2	L.Fargue
CARREIRE	Semaine21	40 000	7	L.Fargue
GRENOUILLERE	Semaine 9-37-38	65 000	46	L.Fargue
Saint EMILION	Semaine 42	5 600	7	L.Fargue

Pour 2016, les déchets de curage de ces bassins ont tous été dirigés vers l'unité de la station Louis Fargue.

➢ **Curage des bassins de lotissement :**

Curage des bassins de lotissement en 2016				
BASSINS	**Date curage**	**Volume Bassin (m3)**	**Volume curé (m3)**	**destination déchets**
PEYDEBLANC	03/08/2016	450	13	Louis Fargue
HAMEAU DE ROCHEFORT	22/11/2016	340	0,2	Louis Fargue
LAURENTIDES I et II	22/11/2016	106	0,15	Louis Fargue
EAGLE	23/11/2016	46	0,5	Louis Fargue
COTTAGES HAUT LEVEQUE	23/11/2016	174	0,2	Louis Fargue
BOIS DE CHAGNEAU	23/11/2016	115	0,25	Louis Fargue
DOMAINE DES MESANGES	23/11/2016	87	0,2	Louis Fargue
LAVANDIERES	23/11/2016	125	0,3	Louis Fargue
COTTAGE VILLAGE 1	24/11/2016	121	0,1	Louis Fargue
COTTAGE VILLAGE 2	24/11/2016	54	0,1	Louis Fargue
ZAC CENTRE VILLE	15/12/2016	220	2	Louis Fargue
LE TERTRE	15/12/2017	250	0,1	Louis Fargue

2.3.10 LES CAMPAGNES DE MESURE D'H2S

Le délégataire procède chaque année à des campagnes de mesures d'H_2S (phase gazeuse) et de sulfures (phase liquide) en différents points du réseau d'assainissement pour identifier les risques de production de nuisances olfactives, vis-à-vis de la sécurité du personnel et de dégradation des ouvrages. Afin de donner une référence sur la concentration d'H_2S admissible, sont indiqués ci-après les seuils réglementaires d'exposition pour le personnel :

- ✓ Valeur moyenne d'exposition (VME) : 5 ppm
- ✓ Valeur limite d'exposition (VLE) : 10 ppm

Suite aux conclusions des campagnes de mesures sur le bassin de collecte de Clos de Hilde en 2015, à savoir des concentrations élevées aux refoulements des postes de relevage Bastide EU, Thiers et Parc de l'Etoile, deux ces trois points sensibles ont fait l'objet de mesures supplémentaires fin juillet – début août 2016. Les mesures sur le poste de relevage Parc de l'Etoile n'ont pu être réalisées en raison des travaux sur le réseau aval du refoulement, elles seront reportées en 2017.

Les mesures sur le poste de relevage Bastide EU, indiquent que pendant 45% du temps de la campagne, les concentrations d'H_2S sont supérieures à la valeur de 10 ppm.
Etant donnée la configuration actuelle du site avec d'une part, le temps de séjour important dans la canalisation de refoulement qui présente des défauts structurels, et d'autre part, un fonctionnement du poste en quasi continu, la présence d'H_2S restera importante.
La conduite de refoulement du poste sera modifiée dans le cadre des futurs travaux de raccordement à la station Brazza. Il a donc été convenu d'attendre cette modification avant de réaliser de nouvelles mesures et de proposer un traitement anti-H_2S.

Les mesures sur le poste de relevage Thiers, sans modification de la hauteur de marnage, confirment les mesures de 2015, avec des concentrations d'H_2S supérieures à 10 ppm, 76 % du temps.
Les mesures réalisées après modifications de la hauteur de marnage, révèlent que les concentrations mesurées au-delà de la valeur de référence 10 ppm, représentent plus de 73% du temps sur toute la campagne.
La présence du refoulement DIP Letellier dans le même regard et la présence du refoulement PR Bastide EU à 170 m en amont, ont un impact sur les taux d'H_2S mesurés.
Avant la réalisation d'une étude d'un traitement anti-H_2S, les éléments suivants sont à prendre en compte :

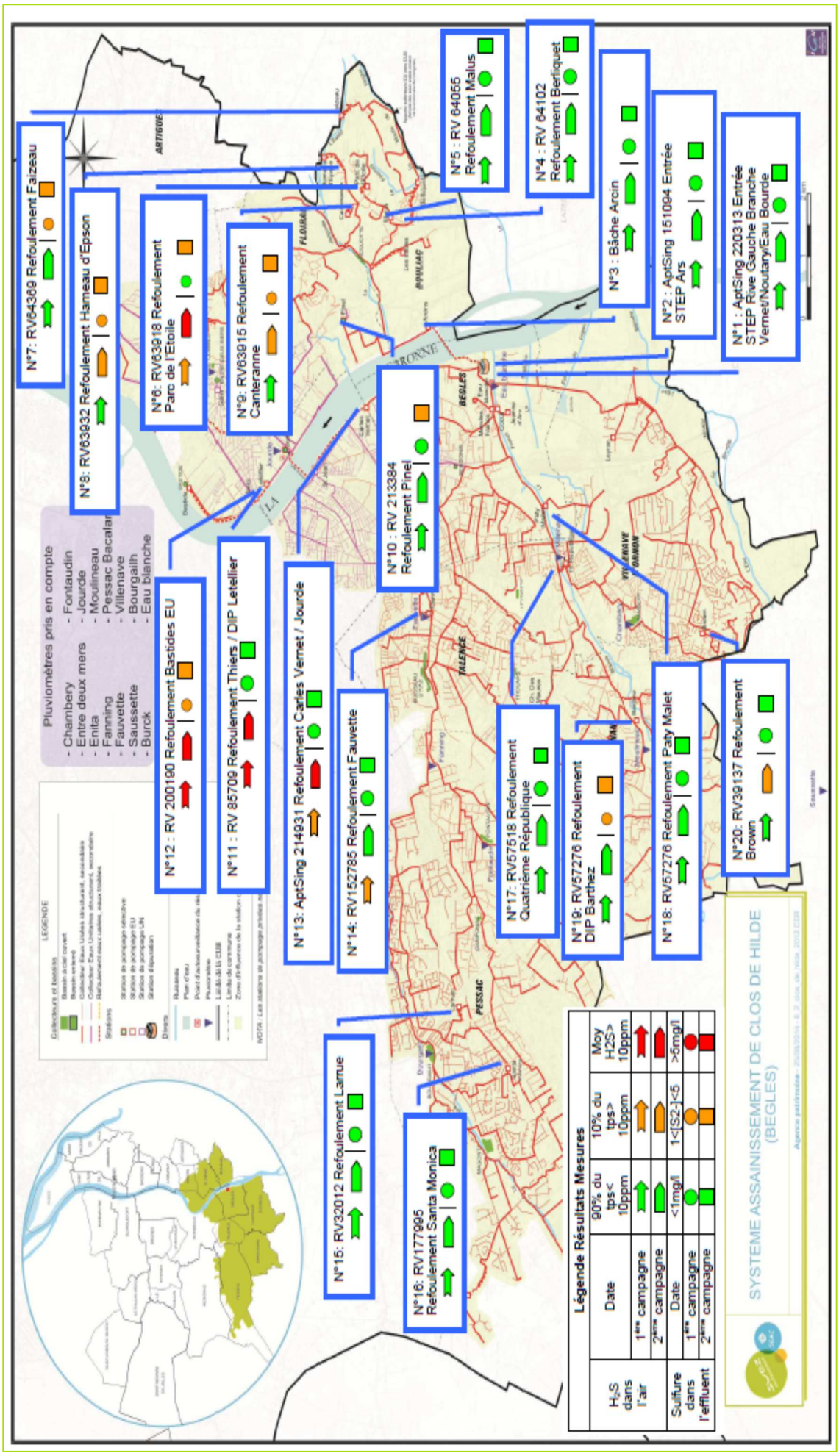
- ✓ La connexion du poste Bastide à la station Brazza permettra de minimiser les apports du refoulement ;
- ✓ Des mesures devront être réalisées sur le réseau gravitaire en amont du PR Thiers pour connaître les apports de ce réseau ;
- ✓ La restriction de la surface du site ne permettra pas une installation de traitement (poste enterré sur les quais).

Par ailleurs, suite à des plaintes odeurs récurrentes au niveau du siphon de la Jalle, la SGAC a réalisé un diagnostic H_2S en amont et en aval de ce siphon. Suite à ce diagnostic, la SGAC a produit un avant-projet technico-économique pour la mise en place d'un traitement au Nutriox au niveau du poste Camp des Lanciers.

En 2016, des campagnes de mesures d'H_2S se sont également déroulées sur le bassin de collecte d'Ambès. Deux campagnes ont été réalisées sur 20 points du réseau d'assainissement, la première en juillet, puis la seconde en août-septembre 2016. Pour chaque campagne, les points ont été étudiés par une mesure ponctuelle des sulfures dans l'effluent et un enregistrement sur 24 heures des concentrations en H_2S dans le ciel gazeux.

La cartographie des résultats des campagnes de mesures 2016 des sulfures et H2S sur le bassin de collecte d'Ambès est présentée ci-dessous.

Cartographie des résultats 2016 sur le bassin de collecte d'Ambès



L'analyse des résultats de ces campagnes n'ont pas mis en évidence une problématique d'H_2S sur ce bassin de collecte.

Pour l'année 2017, une simulation globale de la production d'H_2S sur le bassin de collecte de la station d'épuration de Blanquefort, sera réalisée, dans l'objectif d'optimiser les choix d'investissement sur ce bassin.

Par ailleurs, la SGAC réalisera en 2017, les mesures supplémentaires au refoulement du poste de Parc de l'Etoile comprenant des essais de marnage.

2.3.11 LA GESTION DYNAMIQUE

Depuis le 17 janvier 2013, la Gestion Dynamique (GD) est opérationnelle à RAMSES et vise à limiter les déversements issus du bassin de collecte de Louis Fargue.

Cet outil prédictif de gestion en temps réel des flux d'assainissement s'inscrit dans la mise en application de la Directive Cadre Européenne d'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.

La GD permet, par temps de pluie :

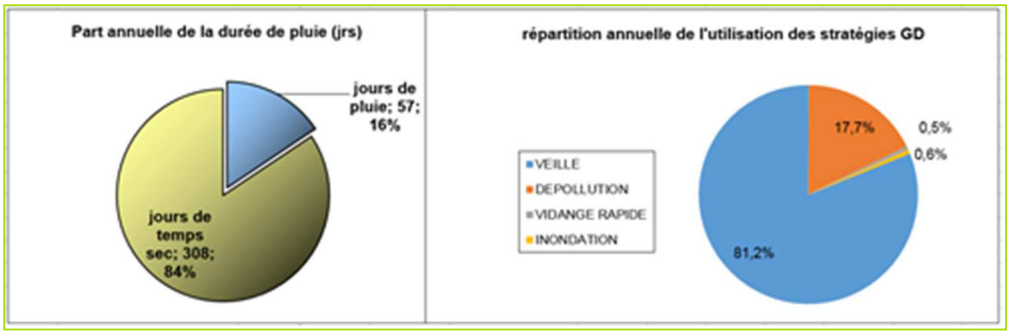
- ✓ d'optimiser le transfert des effluents vers la station d'épuration Louis Fargue à concurrence de 3,2 m^3/s ;
- ✓ de limiter les déversements au milieu récepteur, en stockant les effluents dans des collecteurs de grande capacité et bassins de rétention existants.

La performance de la Gestion Dynamique est calculée en comparant les volumes déversés chaque année avec les volumes déversés estimés si les pluies de 2003 survenaient chaque année.

2016 représente la quatrième année d'exploitation de la Gestion Dynamique sur le bassin de collecte de Louis Fargue.

UTILISATION DE LA GD EN 2016

En 2016, la Gestion Dynamique a été utilisée environ **1 jour sur 6** tandis qu'il a plu environ **1 jour sur 8** pour un cumul annuel moyen de **939 mm de pluie.** Cette pluviométrie correspond à la pluviométrie moyenne des pluviomètres du bassin de collecte de Louis Fargue.



Utilisation de la Gestion Dynamique au regard du temps de pluie annuel

Il est à noter qu'après deux années très pluvieuses (2013 et 2014), une année 2015 particulièrement sèche, 2016 est une année de pluviométrie située dans la moyenne avec toutefois un hiver très pluvieux. Le tableau suivant consigne des informations de pluviométrie et d'utilisation de la GD :

	2013	2014	2015	2016
Pluviométrie LF (mm)	1088,5	1067,1	619,9	939
pluie (Nbre)	66	68	29	57
Stratégie veille*	73%	74%	87%	81,2%
Stratégie dépollution*	25%	24%	13%	17,7%
Stratégie vidange rapide*	0%	0%	0%	0,5%
Stratégie inondation*	2%	2%	0%	0,6%

** % du temps annuel*

Stratégie Veille : le système scrute l'état du réseau et des installations ainsi que les prévisions de pluie de la prochaine heure. Cette veille active permettra de proposer au télécontrôleur d'appliquer une stratégie de gestion des flux adaptée en cas de pluie imminente.

Stratégie dépollution : l'objectif est de saturer la station d'épuration et de limiter les déversements par stockage dynamique dans les collecteurs et bassins de rétention.

Stratégie vidange rapide : stratégie de transition permettant d'écrêter les volumes excédentaires de stockage pour revenir à une stratégie de dépollution ou préparer le réseau à la lutte contre les inondations.

Stratégie Inondation : l'objectif est ici d'éviter tout débordement du réseau sur la voie publique en maximisant les déversements – Cette gestion est manuelle.

PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

La comparaison des données pluriannuelles conduit aux résultats suivants (voir tableau ci-après) :

- ✓ une stabilisation du taux de pluies non déversantes (37%) ;
- ✓ une diminution de la part de la pluie traitée en station d'épuration (interception de 56% en 2016) due à un hiver extrêmement pluvieux.
- ✓ une ré-augmentation de l'interception des petites et moyennes pluies en station d'épuration (85% en 2016) pour atteindre un niveau similaire à 2014.

	2013	2014	2015	2016
Pluies (Nbre)	94	84	46	54
Pluies non déversantes (Nbre)	27 (29%)	29 (35%)	16 (35%)	20 (37%)
Part de la pluie traitée en STEP (interception des volumes en %)	49%	60%	68%	56%
Interception des petites et moyennes pluies - Dépollution stricte (interception des volumes en %)	80%	84%	72%	85%
Déversements LF* (m^3)	10 000 000	8 104 255	3 128490	8 857272

*Déversements LF prennent en compte l'ensemble des DO et le bassin tampon de Louis Fargue

En 2016, malgré une année pluvieuse située dans la moyenne (939 mm), l'interception des pluies en station d'épuration a été légèrement inférieure à celle de l'année 2014, ce qui peut s'expliquer par un hiver extrêmement pluvieux peu propice à une bonne efficacité de la GD. Cette explication est confirmée par une interception des petites et moyennes pluies stable entre 2016 et 2014 autour de 85% ce qui correspond plutôt à une gestion des pluies hors période hivernale.

ESTIMATION DE LA PERFORMANCE DE LA GD

Le gain apporté par la Gestion Dynamique en terme de réduction des volumes déversés est complexe à estimer sans modélisation comparative pour chaque pluie. Toutefois, on peut résumer l'efficacité de la Gestion Dynamique à une valeur avoisinant les 25% de volumes déversés en moins en 2013, et entre 40% et 45% de réduction depuis 2014 suite à l'augmentation de la capacité de traitement de la STEP et à l'augmentation d'utilisation du stockage au bassin tampon de Louis Fargue.

Comme énoncé précédemment, la différence entre 2015 et les années 2014 et 2016 s'explique par une typologie des pluies vraiment différente (peu de pluies, pluies peu intenses et cumuls peu importants). On aurait pu s'attendre à une baisse de performance en 2016 au regard de l'année 2014 en raison de pluies hivernales exceptionnelles. Néanmoins, l'accroissement de l'utilisation du volume du bassin tampon de Louis Fargue à partir du 1er mars 2016 (+ 6000 m^3) semble avoir permis de compenser l'effet des pluies hivernales et même accroître légèrement la performance.

PERSPECTIVES POUR LA GD

La mise en œuvre de la seconde phase de la GD devrait permettre de réduire encore de manière significative les déversements au milieu naturel par le contrôle du bassin de collecte de Louis Fargue dans sa globalité.

Ce nouveau déploiement prévoit l'équipement et le contrôle d'une douzaine de sites supplémentaires. L'ensemble sera connecté au système de Gestion Dynamique pour une régulation globale à l'échelle du bassin de collecte d'ici mai 2018.



Cartographie des travaux à réaliser en GD2

2.3.12 LA SYNTHESE DE L'EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION

Synthèse des relevés d'exploitation des stations d'épuration

Mois	Pluviométrie (mm)		Déversement (m3)		Volume d'entrée (m3)		Charge Entrée (kg DBO5)		Volume de sortie (m3)	
	n-1	*n*	*n-1*	*n*	*n-1*	*n*	*n-1*	*n*	*n-1*	*n*
Janv.	96	244	155 729	482 226	7 419 337	10 247 516	1 392 022	1 383 445	7 554 250	10 386 583
Fév.	82	149	185 417	548 762	7 895 576	10 290 781	1 297 949	1 285 719	7 855 643	10 423 805
Mars	48	102	35 657	199 508	7 947 159	9 938 802	1 284 390	1 386 558	8 049 847	10 030 583
Avril	30	70	0	76 269	5 755 403	8 010 792	1 144 396	1 127 313	5 910 454	8 014 189
Mai	35	87	0	166 114	5 550 147	7 283 347	1 070 289	1 227 203	5 670 402	7 370 658
Juin	38	66	0	61 543	4 927 927	6 950 671	1 126 413	1 136 573	5 061 426	7 057 804
Juil.	28	10	4 935	0	4 377 453	4 877 024	1 002 189	1 064 925	4 476 792	5 034 963
Août	88	11	134 113	4 365	5 287 565	4 275 850	967 290	937 655	5 327 180	4 376 734
Sept.	42	46	0	54 384	5 043 217	4 902 940	1 122 607	1 175 303	5 051 896	4 972 987
Oct.	52	22	42 306	14 408	5 141 112	5 008 943	1 315 576	1 320 641	5 154 426	5 069 350
Nov.	55	79	67 604	60 604	5 158 277	6 181 366	1 324 610	1 356 067	5 233 423	6 290 767
Déc.	12	15	359	0	4 737 322	4 999 588	1 246 985	1 325 970	4 786 306	5 077 933
Total	**607**	**901**	**626 120**	**1 668 183**	**69 240 495**	**82 967 620**	**14 294 716**	**14 727 372**	**70 132 045**	**84 106 356**
Moyenne	**51**	**75**	**52 177**	**139 015**	**5 770 041**	**6 913 968**	**1 191 226**	**1 227 281**	**5 844 337**	**7 008 863**

Synthèse pluriannuelle des relevés d'exploitation

Année	Pluviomètrie (mm)	Déversement (m3)	Volume d'entrée (m3)	Charge entrée (kg DBO5)	Energie	Déchets		
					Consommation (kWh)	Graisse (m3)	Sable (kg)	Dégrillage (kg)
2013	1 110	936 448	84 908 999	12 922 750	36 253 077	626	490 714	526 261
2014	1 041	1 261 625	88 699 544	12 926 607	38 338 915	259	488 360	609 700
2015	607	626 120	69 240 495	14 294 716	37 508 923	208	284 664	602 506
2016	901	1 668 183	82 967 620	14 727 372	37 900 319	136	307 530	604 686

L'année 2016 est marquée par une hausse de la pluviométrie de plus de 40% par rapport à 2015. En particulier les 3 premiers mois de l'année 2016 ont été particulièrement pluvieux.

Cette hausse a pour conséquence directe l'augmentation des volumes en entrée des stations d'épuration (points règlementaires A3) de près de 20% par rapport à l'année précédente. A noter que cette hausse des volumes eaux brutes n'est pas seulement observée sur les stations à réseau unitaire mais sur les 6 stations de Bordeaux Métropole avec une augmentation allant de 12 à 41% suivant les STEP.

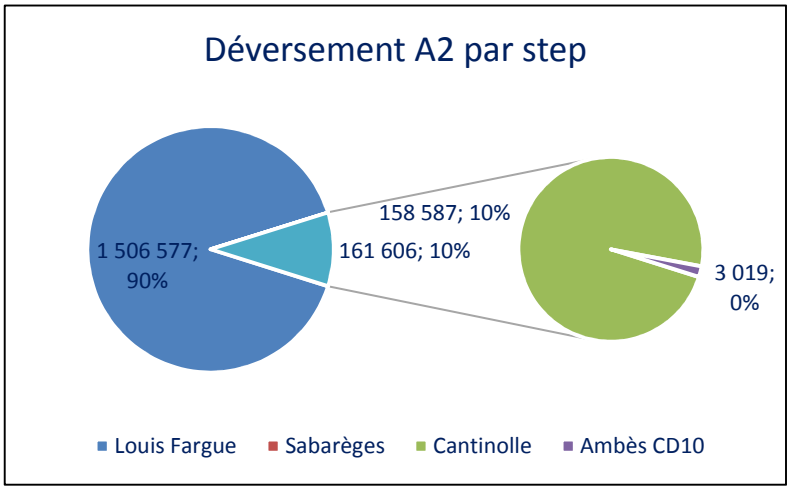
Autre conséquence de la pluviométrie en hausse, les volumes déversés en tête de station (point règlementaire A2) ont augmenté de l'ordre de 165 % par rapport à 2015.

Contrairement aux volumes reçus qui sont en forte hausse, la charge en DBO5 reçue reste presque stable avec une trés légère hausse de l'ordre de 3% par rapport à 2015

En particulier on constate une baisse de charge en entrée de la station de Louis fargue d'environ 4%. A contrario on observe une augmentation de 5% sur Clos de Hilde.

Ce « mouvement de charge » entre les step de Louis Fargue et Clos de hilde s'explique en grande partie par l'opération de basculement de la pelle de Léon Blum située au carrefour de la rue Léon Blum et de la rue des érables à Pessac. Les effluents arrivant en amont de cet ouvrage était, jusqu'en juin 2016, dirigés vers la step Louis Fargue. Depuis juillet 2016, ils sont désormais collectés vers la station de Clos de Hilde. Les volumes en jeu dans ce basculement, de l'ordre de 4000 m3/j, expliquent les variations de charge observées entre Louis Fargue et Clos de Hilde.

Déversement A2	
	Volume (m^3)
Louis Fargue	1 506 577
Sabarèges	0
Cantinolle	158 587
Ambès CD10	3 019
Total	1 668 183



Bilan des flux de déversement				
	Volume (m3)	DCO (kg)	DBO5 (kg)	MES (kg)
Louis Fargue	1 506 577	162 166	48 989	101 152
Sabarèges	0	0	0	0
Cantinolle	158 587	43 109	16 942	22 149
Ambes CD 10	3 019	1 195	464	476

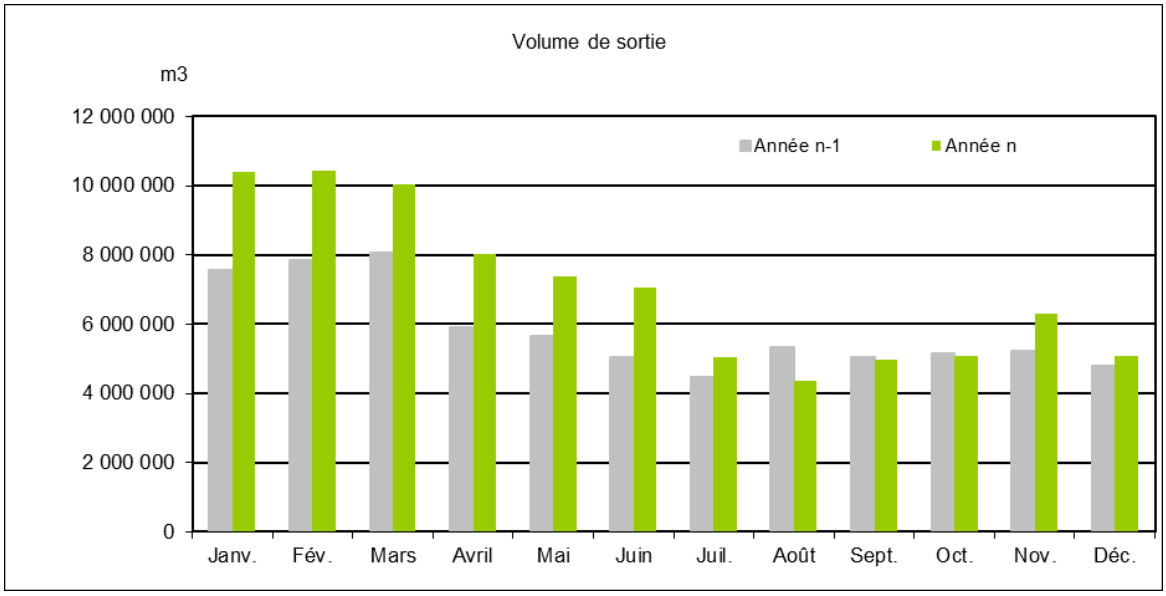
Pour les stations de Cantinolle et d'Ambès CD10 les flux déversés en A2 sont estimés car tous les jours de déversement ne correspondent pas à des jours de bilan d'autosurveillance.

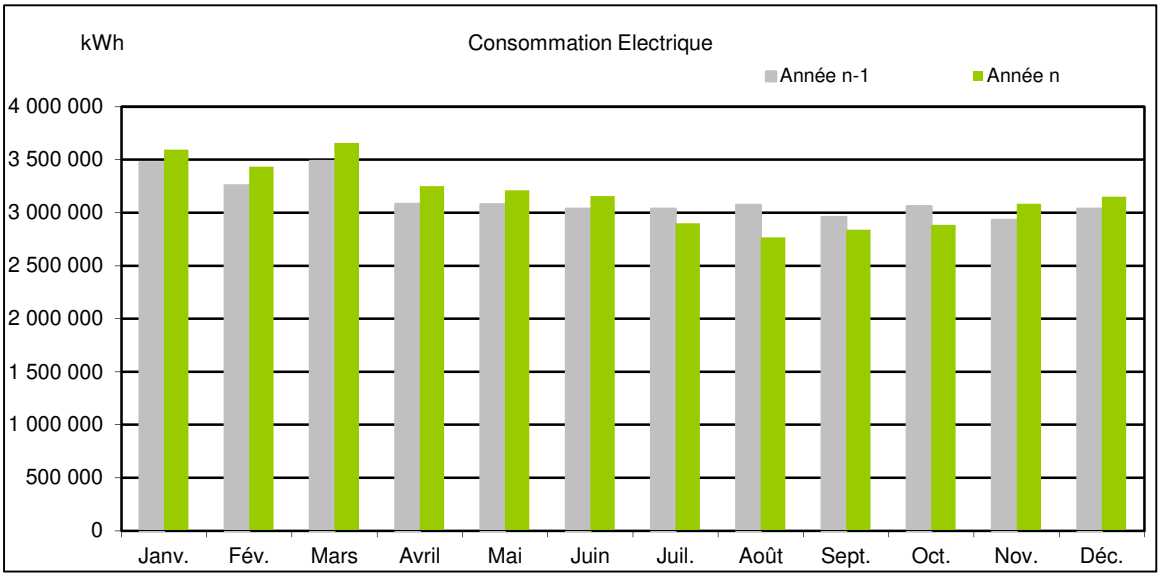
En effet, si un bilan d'autosurveillance ne correspond pas à un jour de déversement, nous n'avons pas d'analyses pour ce déversement.

Pour Cantinolle nous avons estimé les flux en prenant la moyenne des concentrations des analyses d'eau brute déversée de l'année.

Pour Ambès CD10, la station n'est pas équipée pour réaliser des analyses d'eau brute déversée, par conséquent, on prend en compte la moyenne des concentrations d'eau brute de l'année.

Synthèse des relevés d'exploitation des stations d'épuration							
Mois	Energie Consommation (kWh)		Ratio (kWh/m3)	Eau Potable Consommation (m3)	Déchets Graisses (m3)	Sables (kg)	Degrillage (kg)
	n-1	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*
Janv.	3 475 347	3 594 191	0,35	4 402	0	54 800	49 592
Fév.	3 257 022	3 433 606	0,33	4 540	1	46 660	61 720
Mars	3 486 009	3 659 562	0,37	4 965	43	32 940	52 382
Avril	3 082 788	3 251 068	0,41	4 678	2	8 920	46 399
Mai	3 077 107	3 211 119	0,44	4 397	22	23 160	51 185
Juin	3 035 343	3 155 813	0,45	4 126	0	47 720	44 591
Juil.	3 037 599	2 900 194	0,59	4 447	18	18 760	49 677
Août	3 072 811	2 766 443	0,65	3 734	34	5 020	30 038
Sept.	2 957 409	2 840 094	0,58	3 783	0	16 500	61 173
Oct.	3 059 153	2 884 155	0,58	4 216	3	6 320	51 464
Nov.	2 931 900	3 083 503	0,50	3 195	7	26 350	56 964
Déc.	3 036 435	3 150 806	0,63	4 855	6	20 380	49 501
Total	**37 508 923**	**37 930 554**		**51 338**	**136**	**307 530**	**604 686**
Moyenne	**3 125 744**	**3 160 880**	**0,49**	**4 278**	**11**	**25 628**	**50 391**





La consommation énergétique reste quasiment stable depuis 2015. Bien que le volume et la charge traitée soient en augmentation, la consommation d'énergie reste inchangée ce qui montre bien les optimisations réalisées par le délégataire dans ce domaine. Ce constat tend également à montrer que la variation de consommation d'énergie suit davantage la variation de charge reçue que la variation de volumes.

Concernant les déchets évacués par les stations d'épuration, les quantités de graisses et de refus de dégrillage restent stables par rapport à 2015.

En revanche, la quantité de sables évacués est en hausse. Cette augmentation est en lien direct avec la hausse des volumes reçus sur les stations (phénomène d'autocurage des réseaux).

Synthèse des relevés d'exploitation des stations d'épuration

Mois	Transfert de boues liquides			Boues évacuées			Production de boues				
	Volume	Impact station	Matières vidange	Volume	Conc	Mat. Sèches	Réelle		Théorique	Ratios	
	(tBB)	(t MS)	(t)	(tBB)	(g/l)	(t MS)	t MS	t MS	t MS	Réel / Théor	kWh / kg MS
	n	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*	*n-1*	*n*	*n*	*n*	*n*
Janv.	200	2,4	368,6	1972,4	389,5	768,3	739,2	765,9	1 366,0	56%	4,7
Fév.	127	1,6	374,4	1792,9	401,7	720,1	697,8	718,5	1 408,9	51%	4,8
Mars	185	2,7	539,4	1765,4	483,1	852,9	894,9	850,2	1 118,2	76%	4,3
Avril	140	1,6	377,6	2792,1	349,9	977,0	1 164,8	975,5	841,9	116%	3,3
Mai	135	1,8	314,4	3472,3	343,8	1193,6	681,5	1 191,9	939,7	127%	2,7
Juin	285	3,5	414,8	2155,5	424,8	915,7	769,6	912,2	937,4	97%	3,5
Juil.	290	4,3	364,0	1649,1	436,1	719,2	647,8	714,9	797,8	90%	4,1
Août	105	0,7	447,2	1448,5	397,7	576,1	666,7	575,4	730,2	79%	4,8
Sept.	-	-	470,5	1805,8	374,4	676,1	838,7	676,1	787,7	86%	4,2
Oct.	-	-	439,2	1484,3	406,8	603,9	778,8	603,9	838,3	72%	4,8
Nov.	-	-	518,7	2158,8	354,8	766,0	748,4	766,0	1 061,7	72%	4,0
Déc.	-	-	409,2	1733,8	471,6	817,7	728,5	817,7	920,0	89%	3,9
Total	**1 467**	**18,5**	**5 038,0**	**24 231**		**9 587**	**9 357**	**9 568**	**11 748**		
Moyenne	**183**	**2,3**	**420**	**2 019**	**403**	**799**	**780**	**797**	**979**	**81%**	**4,1**

Synthèse pluriannuelle des relevés d'exploitation												
Année	Boues évacuées		Production de boues			Réactifs Filière boues	Réactifs Filière eau		Désodorisation			
	Volume (tBB)	Mat. Sèches (tMS)	Réelle (tMS)	Théorique (tMS)	Ratios réel/théo.	Polymère (kg)	FeCl3 pur (kg)	Polymère (kg)	Javel(l)	H2SO4 (l)	Soude (l)	Thiosulfate (l)
2013	31 650	9 049	8 999	8 815	102%	76 972	1 472 928	29 138	202 746	4 654	53 693	
2014	31 466	10 178	10 130	10 013	101%	71 716	1 459 270	37 828	251 300	18 128	83 778	
2015	26 729	9 405	9 357	10 640	88%	90 209	1 324 090	28 215	409 924	35 626	205 054	2 400
2016	24 231	9 587	9 568	11 748	81%	72 937	1 677 837	37 541	395 471	23 314	184 494	0

La quantité de matières sèches est en légère hausse par rapport à 2015 ce qui est cohérent avec la très hausse de charge reçue entre 2015 et 2016.

La quantité de boues brutes évacuées est en baisse par rapport à 2015 (environ 2500 tonnes). Cela s'explique par l'augmentation de la part de boues séchées liée au fonctionnement des sécheurs, en particulier sur Clos de Hilde.

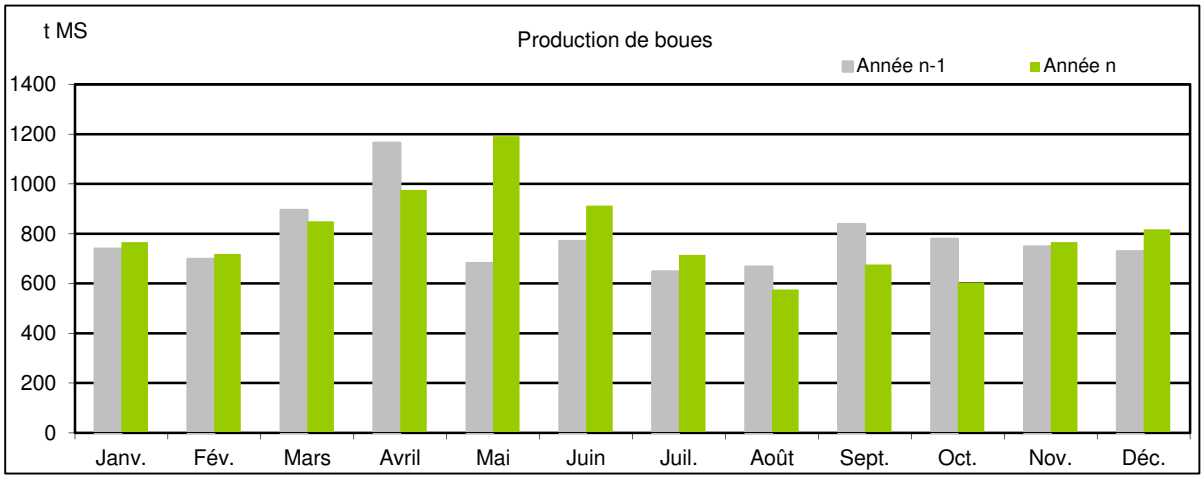
Le ratio Réel/Théorique reste tout à fait satisfaisant à 81% au global sur les 6 stations. Le ratio réel/théorique observé en avril / mai 2016 est lié à la vidange du DP2 de Louis Fargue (surproduction de boues).

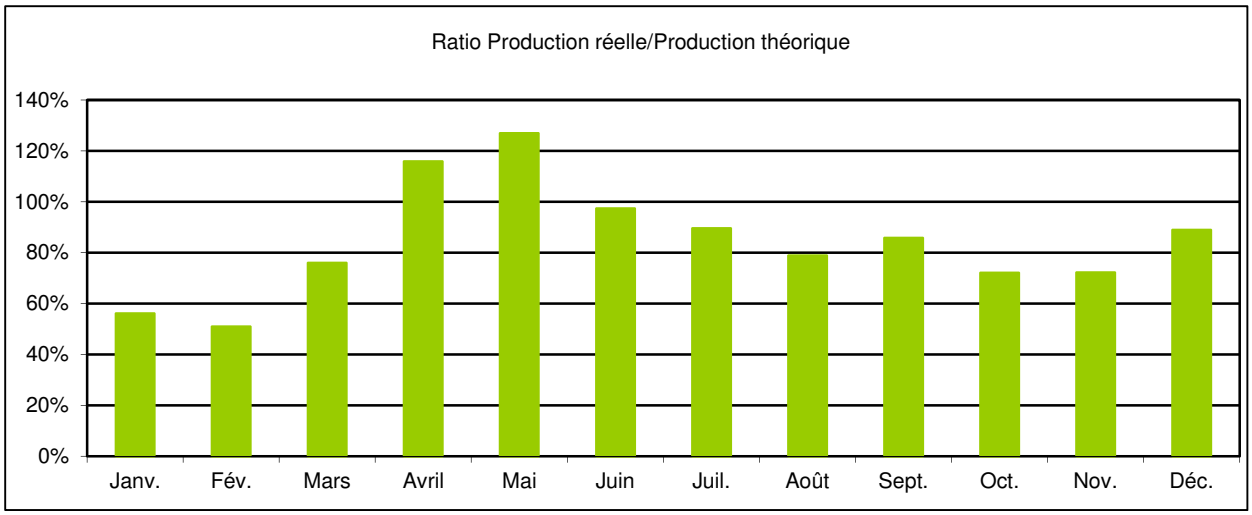
Synthèse des relevés d'exploitation des stations d'épuration									
Mois	Réactifs Filière boues								
	Polymère	Ratio	FeCl3 Pur	Polymère	Chaux	Javel	H2SO4	Soude	Thiosulfate
	(kg)	g poly /t MS)	(kg)	(kg)	(kg)	(l)	(l)	(l)	(l)
	n	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*	*n*
Janv.	6 115	8,0	187 868	5 654	0	25 086	1578	18 438	0
Fév.	5 987	8,3	173 280	5 349	0	14 153	1638	17 163	0
Mars	6 617	7,8	176 164	4 903	0	15 553	2526	17 798	0
Avril	6 960	7,1	161 571	3 398	0	15 346	1574	14 686	0
Mai	7 049	5,9	136 894	3 086	0	14 239	1647	13 075	0
Juin	5 715	6,2	130 286	2 796	0	24 203	3091	11 703	0
Juil.	5 771	8,0	113 483	1 858	0	46 629	2221	20 091	0
Août	5 048	8,8	103 564	1 642	0	57 748	1716	13 347	0
Sept.	5 673	8,4	114 010	2 106	9 229	56 678	2465	12 396	0
Oct.	5 256	8,7	117 666	2 100	22 364	52 411	853	17 133	0
Nov.	5 689	7,4	136 114	2 584	3 809	29 209	1751	12 348	0
Déc.	7 059	8,6	126 937	2 063	0	44 216	2254	16 316	0
Total	**72 937**		**1 677 837**	**37 541**	**35 401**	**395 471**	**23 314**	**184 494**	**0**
Moyenne	**6 078**	**7,8**	**139 820**	**3 128**	**2 950**	**32 956**	**1 943**	**15 375**	**0**

Les consommations en réactifs filière boues sont en baisse et principalement liées à une recherche d'optimisation. Le ratio Kgpoly/tMS est d'ailleurs en nette baisse de 9.8 kg/tMS en 2015 à 7.8 kg/tMSen 2016.

Les réactifs file eau sont quant à eux en hausse par rapport à 2015. Cette augmentation est liée à la hausse de la pluviométrie puisque la station Louis Fargue fonctionne avec injection de réactifs par temps de pluie.

Les réactifs de désodorisation sont en baisse par rapport à 2015. Cette diminution est liée à la poursuite des démarches d'optimisation en particulier sur la station Louis Fargue avec des améliorations de process au niveau de la tour de refroidissement de la désodorisation des sécheurs.





LES OPERATIONS DE MAINTENANCE NECESSITANT UN ARRET

Opérations de maintenance ayant nécessité un arrêt d'unités fonctionnelles (2016)		
STEP	**Date**	**Nature des travaux**
Clos de hilde	Février	Remplacement gibots Biofor 30
		Vidange - inspection épaississeur 40-41
	Avril	Maintenance préventive sécheur (arrêt complet)
	Juin	Remplacement bande sécheur - agrafes HS
	Aout	Remplacement bande sécheur suite à incendie
	Septembre	Travaux réfection GC épaississeur 40
	Octobre	Remplacement vérin cadre glissant silo 2
		Remplacement vis convoyeuse 01TB02
	Novembre	Remplacement vis convoyeuse 01TB06
Cantinolle	Juin	Arrêt station, pour changement onduleur et mise en marche.
	Décembre	Chantier Dégrilleur
Lille	Octobre	Coupure station pour changement automate B0,B1,B2
	Décembre	Coupure transormateur pour changement onduleur par SANTERNE
Louis Fargue	du 06/10 au 06/11	Etanchéité des sécheurs reprise par INNOPLANA
	du 09/03 au 10/11	travaux digesteur 2
Sabarèges	Juin	Vannes eau de lavage CK1, CK2, CK3, CK4 et CK5

2.3.13 LE TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGE

En 2016, le volume de matières de vidange dépotées a représenté un volume traité sur la station d'épuration Clos de Hilde de 5038 m^3. Ce volume est en légère baisse par rapport à 2015.

A chaque dépotage, les vidangeurs déposent un échantillon représentatif des matières dépotées. Chaque semaine, le délégataire prend de manière aléatoire un échantillon pour vérifier la qualité des effluents rejetés sur les paramètres pH, MVS, MES, DCO, DBO_5.

Des analyses plus poussées sur les métaux lourds, HAP et PCB sont également réalisées de manière à ce que chaque vidangeur soit contrôlé au moins une fois dans l'année.

L'impact des matières de vidange sur la station reste cependant minime puisqu'il représente seulement 0,2% de la charge en DBO_5 en entrée de la station d'épuration.

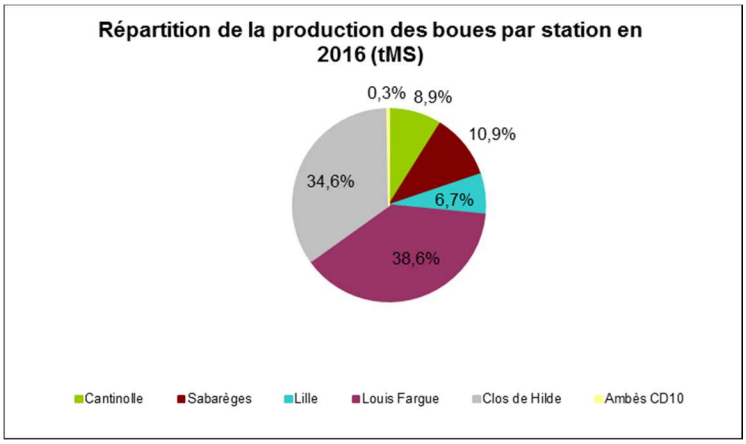
Traitement des matières de vidange					
	Volumes traitées en m^3	Concentration (g/l)		Flux (tonnes/an)	
		MES	DBO	MES	DBO
2015	5819	6,89	2,05	40,11	11,96
2016	5038	10,51	2,09	52,94	10,54

2.3.14 LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES BOUES

En 2016, la production de boues de 9 560 TMS, en légère hausse par rapport à 2015, correspond à la quantité de boues évacuées vers les filières agréées.

Les boues séchées représentent 4 845 TMS avec une siccité moyenne annuelle de 91.6% et constituent 51% de la production totale de boues de l'année. Elles ont une part plus importante qu'en 2015 (39% de la production totale en 2015) dûe au fonctionnement du sécheur de Clos de Hilde sur une année complète (redémarrage en juillet 2015).

Boues produites 2016		
	Production des boues (tMS)	Siccité des boues évacuées (%)
Boues déshydratées	4715	27,0%
Boues séchées	4845	91,6%



La station d'Ambès CD10 a produit et évacué 26 tMS de boues liquides vers la station Louis Fargue en 2016.

La production de boues d'Ambès CD10 représente 18tMS dans la production de Louis Fargue. La différence est liée à la filière de traitement de boues de Louis Fargue (digestion).

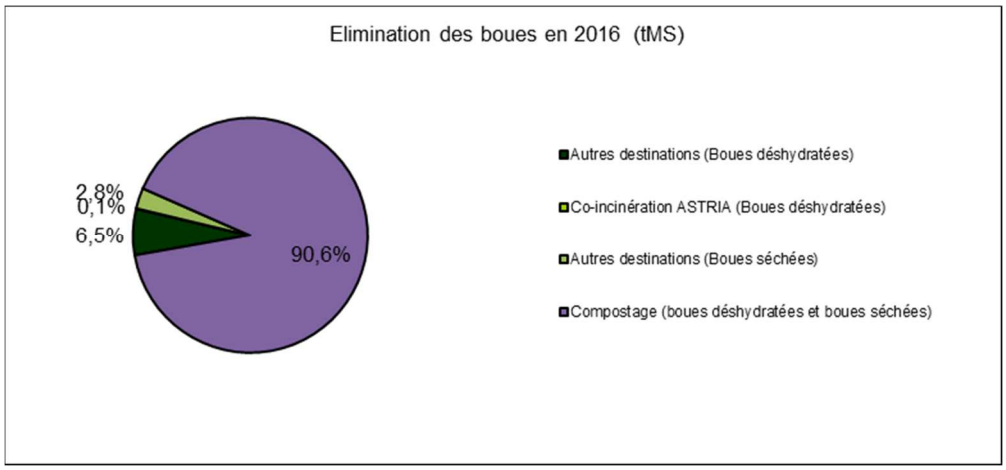
De ce fait, la production de boues totale de 9 568 tMS qui inclut la production de boues liquides d'Ambès CD10, ne représente que 9560 tMS de boues évacuées vers les filières agréées (soit 9568 – 26 + 18).

Elimination des boues			
	tBB	tMS	Part en % du total en tMS
Autres destinations (Boues déshydratées)	2337	617,5	**6,5%**
Co-incinération ASTRIA (Boues déshydratées)	20	5,5	**0,1%**
Autres destinations (Boues séchées)	298,35	271,6	**2,8%**
Compostage (boues déshydratées et boues séchées)	20 108	8 665	**90,6%**
dont compostage vers TERRALYS	*18 478*	*7 962,67*	*83,3%*
dont compostage vers AES	*1 630*	*703*	*7,3%*
Total	**22 764**	**9 560**	**100,0%**

En 2016, la filière de compostage a permis de traiter plus de 90 % des boues produites par les stations d'épuration.

Les 10% restants sont composés :

- ✓ de la fin des boues polluées aux PCB évacuées en janvier et février 2016 (271.6 TMS de boues séchées + 12.6 TMS de boues pâteuses) ;
- ✓ des boues pâteuses issues de la vidange du digesteur 2 de Louis Fargue (610.4 TMS).



2.3.15 LA VALORISATION DES AUTRES DECHETS DE STEP

Comme évoqué précédemment, en 2016, le volume de graisses évacuées est resté stable par rapport à 2015.

En revanche, la quantité de sables évacués est en hausse par rapport à 2015 en passant de 285t à 307t.

Les refus de dégrillage restent stables par rapport à 2015.

Nature des déchets			
	Sables (tonnes)	Refus de dégrillage (tonnes)	Graisses (m3)
2013	491,0	526	626
2014	488,4	610	259
2015	284,7	603	208
2016	307,5	605	136
Destination	Valorisation matière	Astria	Traitement via STEP + valorisation matière

2.3.16 LA PRODUCTION DE BIOGAZ SUR LES STEPS DE BOREAUX METROPOLE

Les STEP de Bordeaux Métropole ont produit environ 6.6 MNm3 de Biogaz en 2016.
75% de cette production a été valorisée au travers des chaudières pour la digestion, du sécheur de Clos de Hilde, ou de la cogénération.

Production de Biogaz sur les STEP de Bordeaux Métropole					
	Louis Fargue	Clos de Hilde	Sabarèges	Cantinolle	TOTAL
Biogaz produit Nm^3	2 401 475	2 523 595	903 846	829 808	6 658 724
Biogaz vers torchère Nm^3			561 338	680 719	1 242 057
Biogaz vers chaudières Nm^3	420 927	1 963 146*	342 508	149 089	2 875 670
Biogaz vers sécheurs Nm^3		560 449			560 449
Biogaz vers Cogénération Nm^3	1 550 200				1 550 200
Quantité Biogaz utilisé Nm^3	1 971 127	2 523 595	342 508	149 089	4 986 319

*Une partie du biogaz envoyé aux chaudières est dissipé aux aérocondensateurs.
Cette partie n'est pas comptabilisable.
valeurs estimées
valeurs comptabilisées

La technologie de comptage du biogaz est influencée par la condensation et la qualité du biogaz (propreté). De ce fait, les valeurs données dans le tableau sont à considérer avec précaution.

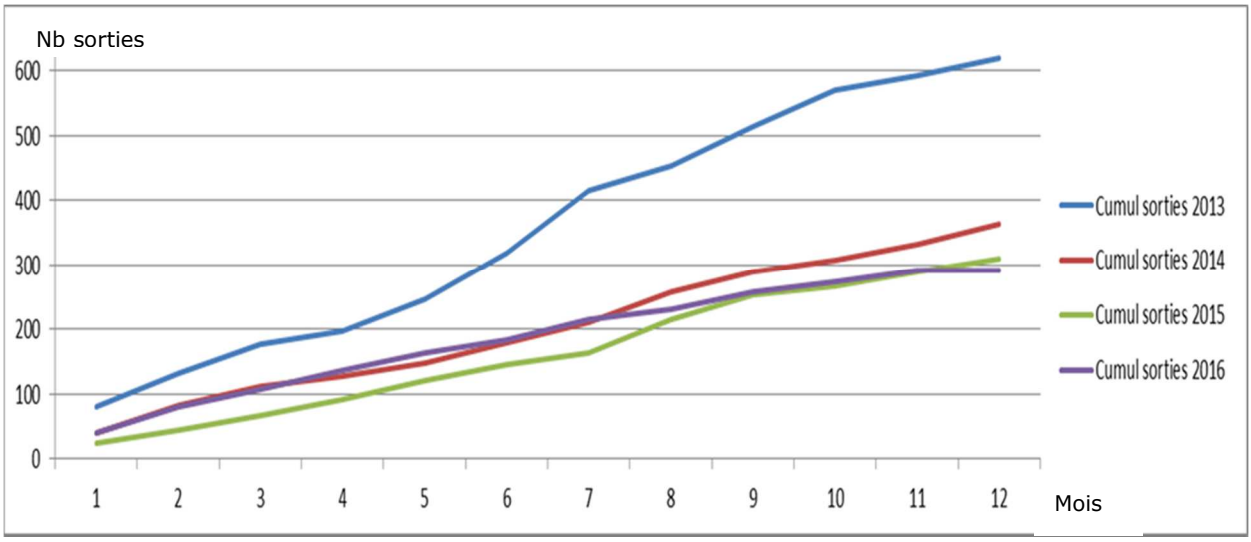
2.3.17 INTERVENTIONS SUR LES URGENCES

URGENCES USINES

Le Pôle usines de la SGAC suit tous les défauts survenus sur les usines en astreinte (stations d'épuration, stations de pompage ou bassins). Si un défaut apparait plus de 2 fois dans le mois il est analysé afin de définir les actions éventuelles à mener pour maitriser cette récurrence.
L'ensemble de ces défauts est détaillé dans le tableau ci-joint.

Analyse des doublons de pannes					
STEP	**Ouvrage**	**Type de défaut**	**Mois_Nb de pannes**	**Origine de la panne**	**Actions engagées**
Cantinolle	Biofiltration	PSHH biofiltre	1_7	PSHH biofiltre. Problème sur la filière traitement des boues (déshydratation)	Changement stator rotor centrif et nettoyage des buses et soudage des filtres.
	Désodorisation	Niveau Très bas tour 1	12_4	Suite à pollution présence de mousse dans la tour de DDO	Rinçage intensif de la tour
Louis Fargue	Biofiltration	Nombre de biofor en service insuffisant	3_3	colmatage du tamis en entrée biofor	nettoyage des tamis
	Sécheur	défaut écluse silo B bouchée	2_8	bouchage de l'écluse lors du transillage des silos	Démontage et élimination fuite écluse
	Prétraitement	2 prégrilles en défaut	2_4	temps trop long cycle	capteur oculté par des déchets nettoyage + 1 dégrilleur à l'arrêt
	Prétraitement	bourrage vis reprise déchets grilles fines	2_3	arrivée massive de déchets suite pluies	
	Désodorisation	seuil capteur H2S desodo tour A BTP	2_4	détection PSHH recirculation	changement du capteur en attendant changement de pompe manuel en journée
Clos de hilde	Epaississeur 041	2 pompes indisponibles	4_4	Gazage pompe extraction	Augmentation de la fréquence au démarrage des pompes
	Traitement des boues 071	NTH bâche physico-chimique	4_4	Augmentation importante du débit d'extraction en raison de l'indisponibilité de l'épaississeur 41	modification automatisme pour démarrage 2ème centrif en automatique
Sabarèges	Biofiltration	Moins de 4 biofiltres CK en fonctionnement	2_4	Défaut FDC Biofiltre CK5	Changement carte FDC
	Gazomètre	NTH Gazomètre	3_3	Pressostat consigne basse	Réglage seuil déclenchement
	Relevage	Déversement Problème Pompage	3_3	Problème pompage avec risque by-pass lié au chantier GC canal	Remise en service des pompes EB suite au chantier Telstar mais poste ensablé. Retour à la normale.
Stations de relèvement	**Stations**	**Type de défaut**	**Mois_Nb de pannes**	**Origine du défaut**	**Actions engagées**
	SAINT LOUIS DE MONTFERRAND SS VIDE	Défaut Vide	1_6	Pb sur bâches 332 ; 314_315_316 ; 352	Réactivation du plan d'action ECPP
	SAINT LOUIS DE MONTFERRAND SS VIDE	Défaut Vide	2_3	Pb sur bâches 332 ; 314_315_316 ; 352	Réactivation du plan d'action ECPP
	LE TASTA	Défaut Vide	3_4	Pb compresseur et vannes départ réseaux	Rvt compresseur et vannes réseaux (18 K€)
	THIERS	Défaut Pompe EU	4_3	Coupure énergie avec réarmement sur site nécessaire	modification câblage pour assurer un réarmement à distance
	LE TASTA	Défaut Vide	5_5	Pb liés à la bâche 215 ; gravillons liés aux trvx voirie et gras + serviettes …	Reprise couverture bâche ; chgt contrôleur et curage
	CARRIET	Défaut Energie Basse Tension	6_4	Coupures EDF	
	MEDOC	Défaut Energie Basse Tension	7_4	Coupures EDF et pb sur master pack station	Rvt disjoncteur général < 8 K€
	LE TASTA	Défaut Vide	11_3	Pb sur bâche rue de l'avenir => beaucoup de déchets (lingettes)	Curage bâche et sensibilisation des riverains
	SAINT LOUIS DE MONTFERRAND SS VIDE	Défaut Vide	12_3	Pb bouchage réseau par farine du boulanger	Curage bâche et sensibilisation des riverains

On observe une diminution constante des interventions d'urgence sur le secteur des usines depuis 2013, comme l'illustre le graphique ci-dessous relatif aux interventions d'urgence sur le périmètre « Postes et bassins ». Cette maîtrise est la résultante des actions de suivi et de résolution des pannes récurrentes gérées par le Pôle usines de la SGAC.



URGENCES RESEAU

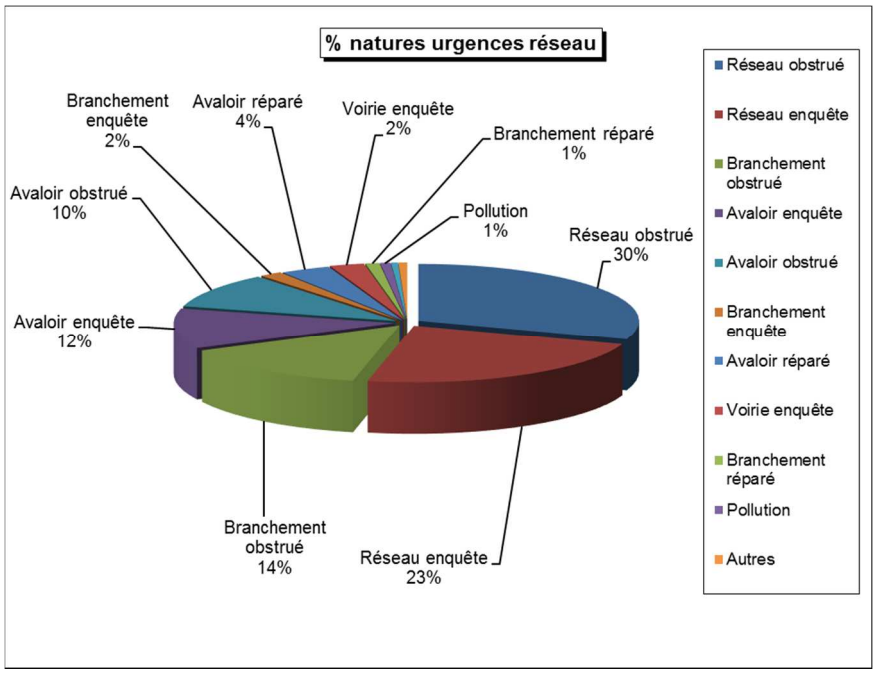
URGENCES RESEAU 2016						
NATURE URGENCES RESEAU	**Nbre d'interventions 2013**	**Nbre d'interventions 2014**	**Nbre d'interventions 2015**	**Nbre d'interventions 2016**	**Proportion de l'urgence 2016**	**% 2016/2015**
Réseau obstrué	225	188	168	239	30%	**42%**
Réseau enquête	269	244	143	181	23%	**27%**
Branchement obstrué	297	177	115	112	14%	**-3%**
Avaloir enquête	63	32	81	91	12%	**12%**
Avaloir obstrué	96	103	54	79	10%	**46%**
Branchement enquête	24	21	42	13	2%	
Avaloir réparé		12	15	29	4%	
Voirie enquête	70	13	7	20	3%	
Branchement réparé			11	8	1%	
Pollution			6	6	1%	
Réseau réparé		8	1	4	1%	
Autres			17	5	1%	
TOTAL URGENCES RESEAU	1044	798	660	787		**19%**

Les urgences réseau font référence aux interventions soumises à un délai de prise en charge en 90 minutes maximum. Ces interventions sont déclenchées par un client (usagers, mairies, service technique, etc…) et peuvent se révèler être de réelles urgences ou non. Indépendamment de la qualité des informations transmises, ces urgences conditionnent fortement le fonctionnement et l'organisation du service.

Le nombre d'interventions en urgence est revenu au niveau de 2014 avec les mêmes interventions significatives : en premier lieu, des enquêtes de réseau ou désobstructions de réseaux ou branchements et, dans un second ordre, les problématiques liées aux avaloirs.

L'année 2015 présente un nombre d'interventions plus faible qui s'explique essentiellement par son caractère atypique au regard de la faible pluviométrie.

Le détail des incidents survenus sur le réseau est remis en annexe (*cf. Annexes 8.2.6)*.



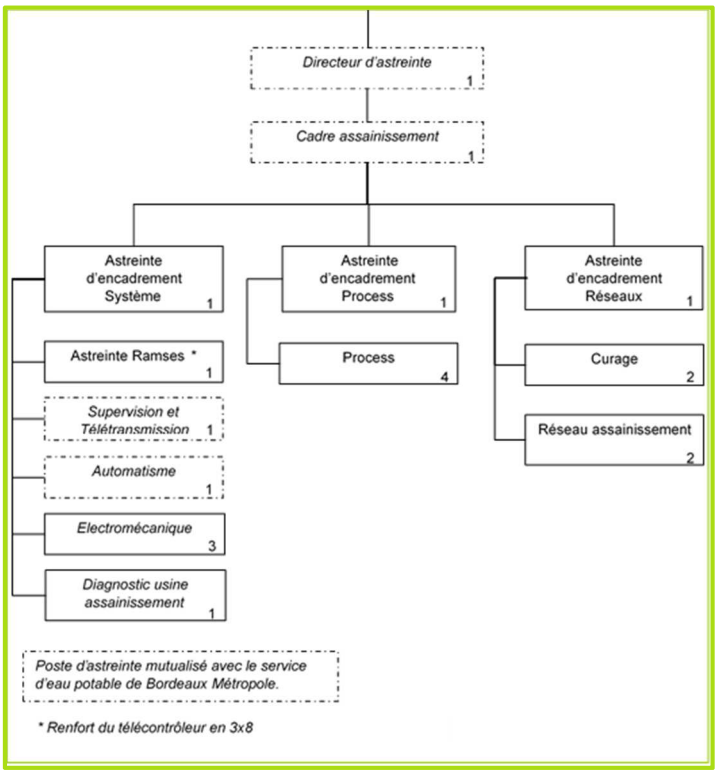
La part représentée par les urgences réseau sur l'ensemble des interventions réseau est de 16,8% (4 687 interventions au total en 2016).

2.3.18 BILAN DES ASTREINTES

L'astreinte vise à garantir la continuité du service public d'assainissement sur le territoire de la Bordeaux Métropole et à assurer la réception d'appels clients 24h/24, 365 jours par an.

Les interventions d'astreinte concernent l'ensemble des équipements affermés du service de l'assainissement (réseaux, postes de relevage, bassins, stations d'épuration, Système d'Information), la relation client et le milieu récepteur.

Pour mener à bien l'ensemble de ces missions durant l'astreinte nous avons déployé une organisation ad'hoc, présentée ci-après.



L'ensemble du personnel du Délégataire ayant les compétences pour monter l'astreinte représente environ 100 personnes qui peuvent être sollicitées pour intégrer les plannings d'astreinte ou servir de renfort en cas de besoin exceptionnel.

Dans le cadre de notre politique d'amélioration continue, nous suivons l'activité d'astreinte tant au niveau de la sécurité de notre personnel que de la nature des interventions réalisées, ce qui favorise l'émergence de plans d'actions spécifiques et de révisions de documents (rôles de chaque astreinte, procédures, mode opératoires…) de notre système qualité.

Le taux de résolution à distance des anomalies des stations d'épuration se confirme avec une stabilisation après 3 ans, de l'ordre de 50%. La station d'épuration Louis Fargue reste le site qui enregistre le plus grand nombre d'interventions, ce qui s'explique par sa récente mise en route et la complexité du site (gestion des odeurs, cogénération…), néanmoins une tendance à la baisse illustrant la maîtrise progressive de l'installation semble se confirmer. Les autres stations d'épuration présentent une stabilité au niveau du nombre d'interventions, à part Sabarèges qui présente une baisse continue depuis 4 ans, fruit des multiples réglages de process effectués par les équipes.

Concernant les postes ou bassins, il est observé une stabilisation du nombre d'interventions en astreintes et représentent près de la moitié du nombre d'heures d'astreinte du Pôle usines.

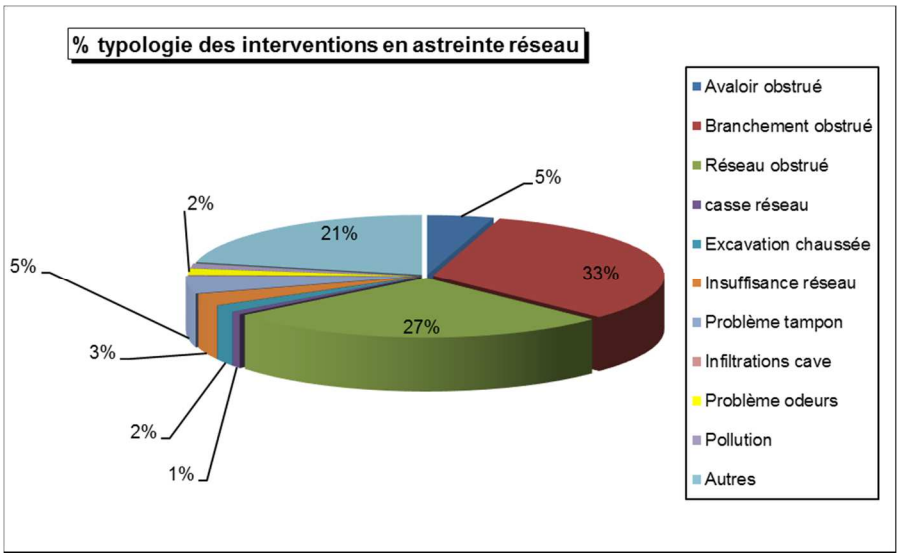
ASTREINTE USINES 2016							
	Nbre d'intervention en astreinte 2013	Nbre d'intervention en astreinte 2014	Nbre d'intervention en astreinte 2015	Nbre d'intervention en astreinte 2016	% 2016/2015	Temps d'intervention (heures)	% intervention résolution à distance
Louis Fargue	177	170	132	118	-10,6%	138,5	57%
Clos de Hilde	77	61	55	79	43,6%	109,5	52%
Sabarèges	102	86	79	59	-25,3%	84,5	42%
Lille	14	12	19	14	-26,3%	21,5	7%
Cantinolle	82	44	62	53	-14,5%	75,5	43%
Ambes	9	3	6	2	-66,7%	6	
Postes ou bassins	467	365	361	349	-3,3%	586,5	
Total USINES	928	**741**	**714**	**674**	**-5,6%**	**1022**	**49%**

De même que les actions correctrices et les renouvellements ciblés effectués permettent de réduire les interventions en astreinte de manière durable depuis le début du contrat, la politique de maintenance conditionnelle développée sur l'ensemble des usines vise à limiter les défauts sur les installations.

De manière identique à l'astreinte usines, l'astreinte réseau connaît une baisse continue en nombre d'interventions, avec un minimum enregistré en 2015, année très faiblement pluvieuse.

ASTREINTE RESEAU 2016					
	Nbre d'intervention en astreinte 2013	Nbre d'intervention en astreinte 2014	Nbre d'intervention en astreinte 2015	Nbre d'intervention en astreinte 2016	% 2016/2015
Avaloir obstrué	39	45	24	24	0,0%
Branchement obstrué	302	222	190	168	-11,6%
Réseau obstrué	131	158	144	139	-3,5%
casse réseau	9	7	8	4	-50,0%
Excavation chaussée	41	17	7	10	42,9%
Insuffisance réseau		14	6	17	183,3%
Problème tampon	63	35	25	25	0,0%
Infiltrations cave	8	9	5	1	-80,0%
Problème odeurs	7	9	19	9	-52,6%
Pollution	17	6	3	7	133,3%
Autres	40	37	68	111	63,2%
TOTAL RESEAU	**657**	**559**	**499**	**515**	**3,2%**

Plus de la moitié des interventions concernent la nécessité d'effectuer une désobstruction.



5 | le developpement durable



5 - LE DEVELOPPEMENT DURABLE

1 - LES MILIEUX NATURELS..... 284

1.1 INTERVENTIONS SUR LES POLLUTIONS ACCIDENTELLES 285

1.2 PLAN MICROPOLLUANTS : IDENTIFIER ET LIMITER LES SUBSTANCES CHIMIQUES SPECIFIQUES 287

1.2.1 LES RESULTATS DE LA PREMIERE PHASE DU PLAN MICROPOLLUANTS 289

1.2.1.1 Bilan de la contamination dans le milieu naturel (Jalle de Blanquefort) 289

1.2.1.2 Bilan de la contamination dans les exutoires pluviaux.....290

1.2.1.3 Bilan de la contamination dans les eaux usées des STEU et évaluation des filières de traitement 290

1.2.1.4 Bilan de la contamination dans les eaux usées des zones industrielles.....291

1.2.1.5 Bilan de la contamination dans les eaux usées du CHU de Pellegrin.....291

1.2.2 OBSERVATOIRE SOCIAL DES MICROPOLLUANTS 291

1.2.3 SYNTHESE DES RISQUES LIES AUX MICROPOLLUANTS SUR LE TERRITOIRE DE BORDEAUX METROPOLE ET PRECONISATIONS DE PLAN D'ACTIONS 292

1.3 LA GESTION ECOLOGIQUE DES SITES 293

1.3.1 LA POURSUITE DE LA GESTION RAISONNEE SUR L'ENSEMBLE DES ESPACES VERTS 293

1.3.2 LE SUIVI PARTICULIER SUR LES SITES A POTENTIEL ECOLOGIQUE 293

1.3.3 L'OBTENTION DU LABEL ESPACE VEGETAL ECOLOGIQUE (EVE)..... 293

1.3.4 LES RESULTATS DE LA GESTION ECOLOGIQUE DES 10 SITES 296

1.4 ACTIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PROMOTION DE LA BIODIVERSITE.....298

1.5 OBSERVATOIRE DU MILIEU NATUREL 299

1.5.1 MESURES EN CONTINU DE LA QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES..... 299

1.5.2 MESURES PONCTUELLES DE LA QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES 303

1.6 EMPREINTE MILIEUX NATURELS.....307

1.6.1 L'INDICE QUANTITATIF DE PRESSION SUR LES MILIEUX AQUATIQUES..... 307

1.6.2 L'INDICE QUALITATIF DE PRESSION SUR LA BIODIVERSITE 308

2 - OPTIMISATION ENERGETIQUE 309

2.1 BILAN GAZ A EFFET DE SERRE 310

2.1.1 LA PLUVIOMETRIE 311

2.1.2 LE BILAN GES 2016 312

2.2 MAITRISE DE L'ENERGIE 313

2.2.1 L'ACTUALITE DE L'ENERGIE 313

2.2.2 PLAN COMPTAGE..... 314

2.2.3 CERTIFICATION ISO 50 001 315

2.3 OPTIMISATION ET REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE 317

2.4 EMPREINTE CLIMAT ENERGIE 318

2.4.1 L'EMPREINTE CARBONE DU SERVICE ET DE SES USAGERS 318

2.4.2 L'EMPREINTE ENERGIE 318

3 - LES ACTIONS CONTRE LES NUISANCES OLFACTIVES.... 320

3.1 CONTEXTE 321

3.2 CELLULE DE SURVEILLANCE 322

3.3 ZONE DE CRITICITE OLFACTIVE (ZCO) ...324

3.4 ZONE DE SURVEILLANCE RENFORCEE (ZSR) 325

3.5 LA PLATEFORME NOSE ET LE JURY DE RIVERAINS.....326

3.5.1 FONCTIONNALITES DE LA PLATEFORME 327

3.5.2 RETOUR D'EXPERIENCE DES CAPTEURS 330

3.5.3 BILAN DES OBSERVATIONS DU JURY ... 330

3.5.4 BILAN DES TOURNEES DE L'EXPLOITANT 331

3.6 PLAN D'ACTION STEP LOUIS FARGUE.....333

4 - LE DIAGNOSTIC PERMANENT .. 334

5 - LES PROJETS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT 338

La Métropole devrait compter, à l'horizon 2030, un million d'habitants. Ce dynamisme est marqué par une volonté de croissance maîtrisée, de préserver la variété des espaces verts qui représentent plus de 50% du territoire, de construire une agglomération internationale par un aménagement durable, plus respectueux de l'environnement afin de conserver les spécificités et la qualité de vie qui font l'attractivité actuelle de la Métropole.

Bordeaux Métropole s'inscrit dans les démarches des conventions internationales sur le changement climatique (Sommet de la Terre à Rio en 1992, engagements internationaux de Kyoto en 1997, plan national 2004, Grenelle de l'Environnement 2007…) et poursuit à travers son Plan climat Energie territorial, d'une part, des mesures d'atténuation pour diviser par 4 d'ici 2050 les émissions de Gaz à Effet de Serre et, d'autre part, des mesures d'adaptation pour prendre en compte les effets déjà perceptibles du réchauffement climatique.

L'ambition de la SGAC est, en tant que délégataire du service de l'assainissement collectif, de s'engager pleinement auprès de la Métropole, dans la transition écologique et énergétique du territoire.

Son programme d'actions comprend une ambition d'amélioration du bon état écologique des milieux aquatiques (cours d'eau, Garonne, ressources naturelles…) qui couvrent près de la moitié du territoire de Bordeaux Métropole, en cohérence avec les objectifs du SDAGE ainsi qu'une démarche de protection des écosystèmes naturels en mettant en place différents partenariats avec des experts associatifs locaux. Ce programme est établi à partir d'un diagnostic de l'état actuel des masses d'eau, des objectifs réglementaires, de la biodiversité et du potentiel de chaque milieu. Il est centré sur la réduction des flux de pollution liés au service de l'assainissement, la sauvegarde de la biodiversité et la préservation de la ressource.

L'ensemble du personnel est mobilisé pour répondre à l'engagement environnemental avec une conduite particulièrement soutenue par le Pôle Innovation et Environnement qui a mené en 2016 des études et actions afférentes à :

- la préservation et la valorisation du milieu naturel, notamment avec la fin de la première phase du Plan Micropolluants et par l'exploitation des données des Sirènes qui, grâce au recul suffisant acquis, a permis de mieux comprendre le fonctionnement des milieux et ainsi d'amorcer la mise en place d'outils opérationnels ;

- la reconquête des écosystèmes et l'amélioration du cadre de vie en contribuant aux trames vertes et bleues du territoire, notamment par la continuité du travail effectué en partenariat avec la SEPANSO et l'obtention du label Espace Vert Ecologique sur certains sites ;

- la prise en compte des nuisances olfactives liées à notre cœur de métier, notamment par la mise en œuvre d'études complémentaires sur le site de la station d'épuration Louis Fargue, les odeurs sur ce site s'étant affirmé comme une préoccupation prioritaire compte tenu du développement urbain.

Par ailleurs, autour de la transition énergétique, nos actions se complètent par une recherche de la maîtrise de l'énergie illustrée par la certification ISO 50 001 obtenue en 2014 et également par la proposition à la Collectivité de projets d'économie circulaire tels que Degrés bleus et le projet Biogaz de Clos de Hilde.

1 - LES MILIEUX NATURELS

1.1 INTERVENTIONS SUR LES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le système d'assainissement reçoit parfois des polluants d'origine non domestique qu'il convient de contenir rapidement, notamment lorsque le rejet est susceptible d'atteindre un milieu naturel. Ces polluants peuvent pénétrer dans les réseaux et trouver leur origine, à titre d'exemple, par un accident de véhicule ou un déversement intentionnel.

Lors d'une pollution accidentelle, nous constatons que, le plus souvent, le produit déversé est soit des hydrocarbures — généralement du carburant, gas-oil ou essence —, soit un solvant, par exemple du *white spirit*, ou encore un produit indéterminé car indécelable au moment de l'intervention. Les pollutions en domaine public sont signalées par des clients ou, le plus souvent, par les pompiers. Le centre de Relations clients reçoit l'appel puis transfère la demande à l'ordonnancement pour déclencher l'intervention immédiate des agents sur site. En astreinte, l'appel est reçu par le centre de pilotage Ramses qui le transfère directement à l'agent d'astreinte. Le cas échéant, suivant la nature de la pollution, la SGAC intervient en collaboration avec les pompiers.

Sur place, l'air ambiant est vérifié à l'aide d'un détecteur multi-gaz, les renseignements sont pris auprès des personnes présentes et la pollution constatée est consignée sur un premier rapport. Le travail consiste ensuite à circonscrire la pollution à l'aide de barrages flottants, de buvards, de boudins absorbants ou en obturant le réseau avant de procéder au pompage.

Si la pollution s'évacue dans un réseau qui est ou devient unitaire, nous alertons la station d'épuration du bassin de collecte d'une possible arrivée de polluants. Si la pollution part au milieu naturel, nous rédigeons et envoyons un fax pollution à Bordeaux Métropole, à la DDTM ainsi qu'à toutes les parties concernées (ex. : SIJALAG).

Ultérieurement, les produits souillés sont enlevés et une enquête est menée sur l'origine de la pollution. Les circonstances des pollutions accidentelles sont transmises chaque mois à Bordeaux Métropole via un reporting dédié.

Pollutions constatées en 2016 par type de polluant

	Polluants				Total
	Hydrocarbures	Solvants	Effluents industriels	Autres polluants (ou non déterminé)	
Nombre pollution ayant entrainé un déversement au milieu naturel	2	0	1	2	**5**
Nombre pollution n'ayant pas impacté le milieu naturel	5	5	0	0	**10**

En 2016, nous avons eu à constater et à intervenir sur quinze pollutions accidentelles dont cinq ont impacté le milieu naturel :

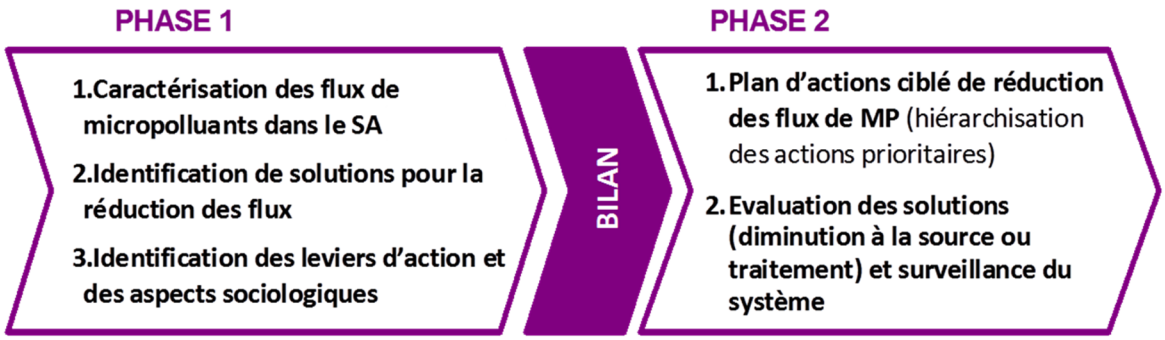
- En juillet 2016, une arrivée de laitance a été observée dans le collecteur d'eaux pluviales de l'avenue du Desclaux à Artigues-Près-Bordeaux. La venue d'un orage au moment de l'enquête a lessivé toute les traces de la pollution dans le ruisseau Le Desclaux ;
- En juillet 2016, un camion citerne s'est renversé au niveau de la route départementale 936 à Floirac. 8000 litres de vin rouge se sont déversés sur la chaussée et ont été pompés par une hydrocureuse. Quelques traces ont été lessivées par la pluie, et se sont écoulées dans le ruisseau Le Rébédech ;
- En septembre 2016, un déversement accidentel d'hydrocarbures à Bègles a pollué le ruisseau L'Estey de Franck au niveau du parc de Mussonville ; un barrage absorbant et des buvards ont été placés dans le ruisseau, les effluents souillés ont été pompés et envoyés dans un centre de traitement spécifique ;
- En novembre 2016, un camion d'une société de transport a accidentellement percé son réservoir de carburant qui s'est déversé dans une bouche d'égout à Gradignan et qui a pollué le ruisseau L'Eau Bourde ; des barrages absorbants et des buvards ont été déployés dans le ruisseau en plusieurs points, les effluents souillés ont été pompés et envoyés dans un centre de traitement spécifique ;
- En décembre 2016, des produits détergents sont arrivés à la station d'épuration de Cantinolle à Eysines provoquant la formation de mousses. La majorité de la pollution a pu être stockée dans le bassin tampon et restituée à la station après analyse, le rejet de la station d'épuration est resté conforme.

Pour mémoire, nous étions intervenus sur onze pollutions accidentelles en 2015, dont trois avaient impacté le milieu naturel.

1.2 PLAN MICROPOLLUANTS : IDENTIFIER ET LIMITER LES SUBSTANCES CHIMIQUES SPECIFIQUES

Le Plan micropolluants déployé par le délégataire en collaboration avec le LyRe (Centre R&D de SUEZ), est une démarche globale construite sur 6 ans afin de traiter la question des micropolluants sur le territoire de Bordeaux Métropole : depuis les sources de production existantes jusqu'à leur devenir dans le milieu naturel, mais aussi depuis la phase de caractérisation de ces molécules jusqu'aux actions de réduction qui seront proposées.

Le Plan micropolluants est organisé en deux phases :



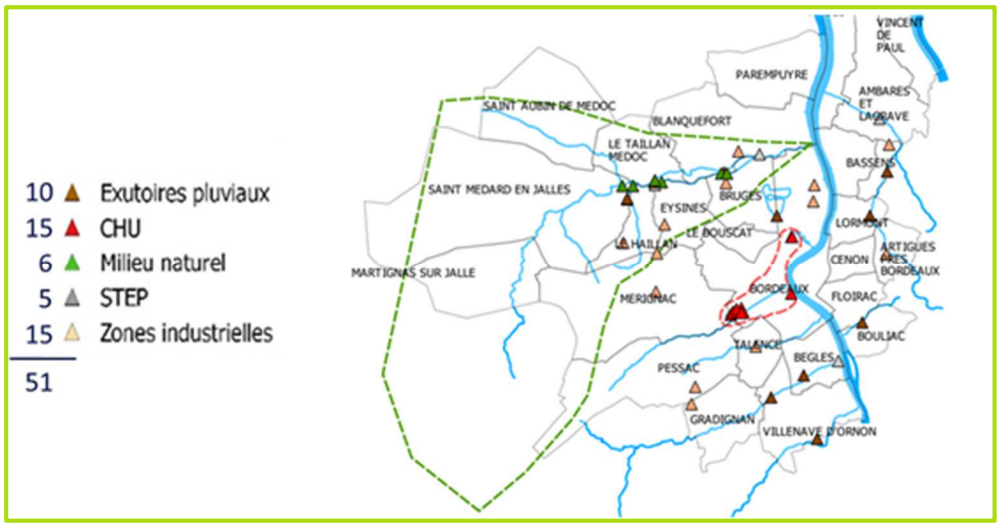
UNE ANALYSE MULTI-SOURCES

Il s'agit d'une approche globale et intégrée pour une réduction du flux de micropolluants sur le système d'assainissement. La caractérisation de la pollution est multi classes, multi composés et multi sources :

- Étude de 3 sources émettrices : Industrielles, hospitalières, pluviales
  - ✓ **Les sources industrielles** avec l'identification des principales sources de substances et l'accompagnement des stratégies de réduction chez les industriels.
  - ✓ **Les sources hospitalières** avec l'évaluation des flux relatifs de résidus médicamenteux provenant du principal complexe hospitalier par rapport à l'ensemble des flux domestiques et la pertinence de la mise en place de traitements ciblés.
  - ✓ **Le réseau d'assainissement pluvial** avec un monitoring des flux de pollution.
- Études des stations de traitement des eaux usées (STEU) et du milieu récepteur
  - ✓ **La station d'épuration** avec l'évaluation des performances de traitement des procédés de traitement des eaux et des boues.
  - ✓ **Le milieu récepteur** avec l'évaluation de l'impact des différents rejets sur la qualité du milieu récepteur.

Une analyse sociologique des sources, appelée « **Observatoire social sur les micropolluants** », est également menée en parallèle, afin de mieux comprendre les comportements liés à l'émission des pollutions et de pouvoir préconiser des actions de réduction mieux ciblées.

Afin de caractériser au mieux les différentes sources potentielles de polluants, 180 substances sont mesurées (162 substances organiques et 18 substances inorganiques) dans les différentes sources et sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Ce suivi est réalisé sur une durée de 3 ans afin d'avoir une bonne représentativité des résultats.



Sites de prélèvements du «plan micropolluants Bordeaux Métropole

Familles de substances analysées	Zones industrielles	Sources hospitalières	Réseau d'eaux pluviales	Milieu naturel	Boues de station d'épuration
Prélèvements moyen 24h					
paramètres classiques	X	X	X	X	
hydrocarbures totaux	X	X	X	X	
pesticides organochlorés	X		X	X	
pesticides autres que organochlorés	X		X	X	
polychlorobiphényles (PCB)	X		X	X	X
polybromodiphényléther (PBDE)	X		X	X	
hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	X		X	X	X
composés organiques volatils (COV) et BTEX	X	X	X	X	
phtalates	X	X	X	X	X
composés pharmaceutiques		X	X	X	X
alkylphénols	X	X	X	X	X
métaux	X	X	X	X	X
chlorophénols	X				
chloroalcanes	X				
Capteurs passifs					
pesticides autres que organochlorés	X	X		X	
composés pharmaceutiques	X	X		X	
alkylphénols	X	X		X	
métaux	X	X		X	

Le plan Micropolluants de Bordeaux Métropole s'est vu complété par d'autres projets afin de renforcer certaines actions du plan. Ce sont ainsi greffés :

- ✓ Le projet RESEAU (Région Aquitaine, EPOC, Irstea, LyRE, CHU de Bordeaux) visant à améliorer des outils de mesures et d'analyses tels que les capteurs passifs (Thèse de V. Dufour), à évaluer les concentrations de micropolluants organiques dans le milieu naturel et sur le CHU (focalisés sur les pesticides et médicaments) et à évaluer l'origine et la présence des micropolluants organiques; à réaliser une étude sociologique visant à définir, notamment, les causes et les effets des politiques de santé, des prescriptions médicales, de l'organisation des soins,… afin de réduire l'impact d'un CHU sur l'environnement.

- ✓ Et, plus récemment, le projet REGARD (AAP ONEMA/AEAG, avec un consortium de 9 partenaires autour de Bordeaux Métropole) qui va enrichir les conclusions produites par le Plan Micropolluants avec de nouvelles sources investiguées (notamment avec renforcement de la source pluviale et de la source domestique), avec la recherche de nouvelles molécules et familles à enjeux, l'évaluation des impacts biologiques et le développement avec l'INERIS d'une méthode plus poussée de hiérarchisation des risques et de sélection des molécules à enjeux (prenant en compte l'occurrence, le danger, le risque, la robustesse des analyses, la biologie et enfin les usages et les consommations) ce qui permettra de proposer des actions et leviers d'actions plus pertinents.

Une année 2016 riche en résultats !

Un bilan de la phase 1 du plan micropolluants a été effectué conformément aux engagements contractuels.
Un travail conséquent de terrain (247 prélèvements réalisés), d'analyses (180 micropolluants recherchés, 3 sources) et d'interprétation (45000 résultats) a été mené lors de cette 1er phase. Ces 3 ans de recherche ont permis d'aboutir à un bilan de la pollution en micropolluants sur le territoire de Bordeaux Métropole : quelles substances en présence, quel niveau de pollution, quelles origines et quels usages permettent d'expliquer ces émissions. Le diagnostic complet des flux de pollution à l'échelle d'une métropole a ainsi pu être réalisé. C'est une première en France à l'échelle d'une agglomération.

L'objectif de la phase 2 consistera à identifier les actions de réduction à mener sur le territoire et à proposer le suivi analytique adéquat. Cette phase est en attente de la livraison du rapport du lot 2 de REGARD qui donnera la liste des enjeux les plus forts pour Bordeaux Métropole, les actions possibles à mettre en œuvre sur ce territoire et le suivi analytique nécessaire. Ce rapport est prévu vers fin mars 2017.

REGARD s'est vu remettre le **prix LFB Santé et Environnement** dans la catégorie solutions innovantes pour son étude et son action sur les résidus de médicaments. C'est une reconnaissance nationale pour le projet et notamment pour le Plan Micropolluants qui intègre cette thématique depuis son démarrage.

1.2.1 LES RESULTATS DE LA PREMIERE PHASE DU PLAN MICROPOLLUANTS

1.2.1.1 Bilan de la contamination dans le milieu naturel (Jalle de Blanquefort)

Dans le milieu naturel, parmi les familles de micropolluants organiques, les médicaments et les pesticides sont les composés les plus abondants et parmi les micropolluants inorganiques (métaux), le strontium, le fer, l'aluminium et le zinc sont les plus abondants

Le profil de contamination de la Jalle montre :

- ✓ que l'amont de la Jalle (point THILL) est déjà contaminé par les micropolluants, en particulier par le chlorure de vinyle (COV), le nonylphénol (AKP) et le métolachlore et ses métabolites (métolachlore OXA, pesticides),
- ✓ que les concentrations en médicaments, en particulier gabapentine, sotalol, hydroxy-ibuprofène, diclofénac et carbamazépine, et en pesticides, en particulier AMPA, glyphosate et fipronil, augmentent après le rejet de la STEU (point CANT),
- ✓ que l'affluent (point HAILL) est plus contaminé en pesticides et moins en médicaments que le continuum, en particulier par rapport au point THILL.

Sur l'ensemble des 180 micropolluants recherchés dans le milieu naturel, 12 ont été retrouvés à des concentrations supérieures aux NQE (Norme de Qualité Environnementale, valeur réglementaire de la Directive Cadre sur l'Eau) et 10 à des concentrations supérieures aux PNEC (Concentration Prédite sans Effet) soit un total de 22 molécules (Figure 4) qui peuvent avoir un impact environnemental fort. Parmi ces 22 molécules, certaines proviennent de l'amont du bassin versant de la Jalle de Blanquefort alors que d'autres comme les HAP proviennent plutôt des rejets des exutoires pluviaux ou que d'autres encore, proviennent principalement des rejets de la station de traitement des eaux usées (STEU). Tout l'enjeu est maintenant de travailler sur les sources d'émission de celles provenant du système d'assainissement.

1.2.1.2 Bilan de la contamination dans les exutoires pluviaux

Les 4 micropolluants organiques les plus abondants dans les exutoires pluviaux sont :

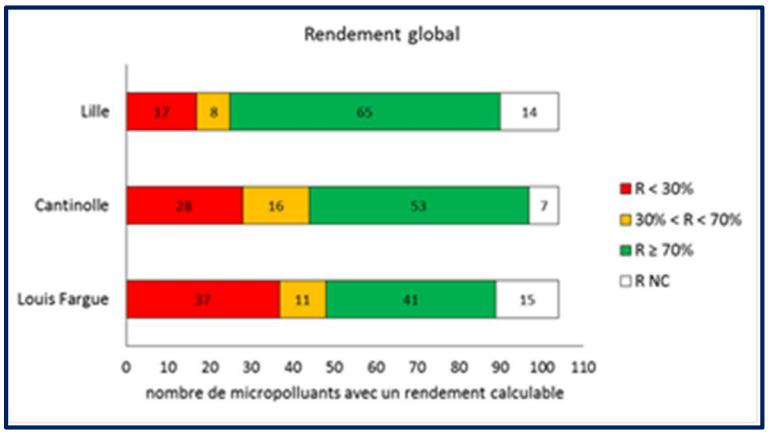
- ✓ un phtalate,
- ✓ l'herbicide glyphosate,
- ✓ le médicament paracétamol,
- ✓ et la caféine, le traceur de vie humaine.

La présence de ces deux derniers composés indique d'ailleurs la présence d'eaux usées non traitées dans les rejets pluviaux. Parmi les métaux, le fer, le zinc et l'aluminium sont les plus présents.

1.2.1.3 Bilan de la contamination dans les eaux usées des STEU et évaluation des filières de traitement

Pour les micropolluants organiques, en entrée comme en sortie de stations de traitement des eaux usées (STEU), les médicaments représentent plus de 80% de la contamination des eaux. Néanmoins, les empreintes entre l'entrée et la sortie sont différentes. De plus, on note une diminution des concentrations entre l'entrée (410 µg/L) et la sortie (32 µg/L), principalement liée à la diminution des concentrations en médicaments, ainsi qu'une diminution des flux pour les micropolluants organiques.

Sur la centaine de molécules avec un rendement d'élimination calculable pour la filière de traitement des eaux, environ la moitié sont bien éliminées. La station de Lille-Blanquefort avec une procédé de traitement par boues activées semble plus efficace pour éliminer les micropolluants que celles de Cantinolle et Louis Fargue.



Rendement d'élimination de la filière de traitement des eaux des 3 STEU

Les procédés de traitements des boues des 3 stations sont peu efficaces pour éliminer les micropolluants. Ces résultats sont cohérents avec ceux du projet ARMISTIQ.

1.2.1.4 Bilan de la contamination dans les eaux usées des zones industrielles

On note une contamination très importante en médicaments des eaux usées provenant des zones industrielles, ce qui semble logique car ces lieux professionnels sont avant tout des lieux de vie. Puis, on remarque la présence des marqueurs de l'activité industrielle comme les AKP, les BTEX et les COV.

Parmi les médicaments, les molécules les plus abondantes sont le paracétamol et l'acide salicylique utilisés pour le traitement de la douleur et la caféine et la théophylline issues principalement des consommations de cafés et thés.

1.2.1.5 Bilan de la contamination dans les eaux usées du CHU de Pellegrin

De façon logique, les eaux usées du CHU de Pellegrin sont très fortement marquées par la présence importante de médicaments (plus de 95% de la contamination). Comme dans les zones industrielles, les molécules les plus abondantes sont le paracétamol, l'acide salicylique, la caféine et la théophylline.

1.2.2 OBSERVATOIRE SOCIAL DES MICROPOLLUANTS

La partie Sciences Humaines Sociales du Plan Micropolluants de Bordeaux Métropole a été construite en deux phases :

- ✓ Phase 1 / : Analyse de l'émergence de la question des micropolluants comme enjeu de société pour mieux anticiper les futures injonctions qui seront faites aux collectivités et à une entreprise comme SUEZ.
- ✓ Phase 2/ : Analyse des comportements des individus face à la question des micropolluants pour identifier les leviers d'action à mettre en œuvre.

L'Observatoire social des micropolluants a bénéficié, depuis son démarrage, de l'apport de plusieurs études réalisées dans le cadre de stages d'étudiants de Master 2 de différentes disciplines (psychologie sociale, écologie humaine et philosophie) ainsi que des travaux de sociologie menés dans le cadre du projet RESEAU. Il est également fortement enrichi par les actions de REGARD.

L'Observatoire social, comme l'ensemble du Plan micropolluant de Bordeaux Métropole, est enrichi par les aspects Sciences Humaines et Sociales du programme REGARD. Les différents résultats présentés ci-après seront donc grandement complétés et enrichis par les livrables de REGARD.

En 2016, l'Observatoire Social des micropolluants s'est poursuivi avec la fin du travail de Geoffrey Carrère, docteur en sociologie de l'action publique, sur le volet « source hospitalière ».

Quatre points sont à retenir de cette analyse :

- ✓ Le CHU de Bordeaux évolue vers une gestion hospitalière extra-muros (soins ambulatoires, parcours de soins…). Cette évolution fait émerger une nouvelle forme de responsabilité environnementale vis-à-vis des patients situés en dehors des murs de l'hôpital. A ce jour, plusieurs services ont noté l'absence d'un niveau organisationnel intermédiaire permettant d'accomplir cette nouvelle forme de responsabilité.
- ✓ La priorisation de la santé sur l'environnement reste une contrainte majeure au processus d'écologisation des pratiques hospitalières.
- ✓ Le risque de santé au travail et les enjeux économiques sont deux portes d'entrée pour aborder la question de la contamination des milieux aquatiques par les biocides et les produits pharmaceutiques.
- ✓ La prise de conscience disparate au sein de la communauté de soin du problème de contamination de l'eau par les médicaments et les biocides. Cette prise de conscience hétérogène des conséquences environnementales des activités de soins s'explique par les possibilités d'accès de l'acteur hospitalier à l'information au sein de l'organisation et par la spécialité médicale dans laquelle il exerce sa profession.

L'enquête menée au CHU de Pellegrin a permis de tisser des liens de confiance avec la Direction de l'hôpital ainsi qu'avec de nombreux professionnels de différents services. Plusieurs réunions ont été organisées fin 2016, afin tout d'abord de présenter les résultats mais également d'envisager les pistes d'actions concrètes à tester auprès de certains services.

Ainsi, des actions à court, moyen et long terme ont été préconisées et la mise en œuvre de certaines pourraient avoir lieu courant 2017.
Les autres actions sur la source domestique et la source pluviale font partie intégrante de REGARD.

1.2.3 SYNTHESE DES RISQUES LIES AUX MICROPOLLUANTS SUR LE TERRITOIRE DE BORDEAUX METROPOLE ET PRECONISATIONS DE PLAN D'ACTIONS

Les résultats précédents ont permis d'identifier les molécules à enjeu sur le territoire de Bordeaux Métropole pour lesquelles il conviendrait de mettre en place un plan d'actions pour la réduction progressive des rejets de micropolluants. En parallèle du plan d'actions, un suivi renforcé de certaines molécules sera alors mis en place dans la phase 2 du Plan Micropolluants pour suivre l'impact de ces actions de réduction.

Le plan d'action de la phase 2 du Plan Micropolluants Bordeaux Métropole s'appuiera sur les résultats définitifs de REGARD (livrable du lot 2) afin de mettre en place les actions adéquates sur les sources considérées comme impactantes sur le territoire. La liste restreinte définitive de substances « traceurs » de pollution et de source sera alors définie pour suivre et évaluer la performance des différentes actions mises en œuvre.

1.3 LA GESTION ECOLOGIQUE DES SITES

1.3.1 LA POURSUITE DE LA GESTION RAISONNEE SUR L'ENSEMBLE DES ESPACES VERTS

Depuis 2013, une gestion écologique de l'ensemble des espaces délégués, est mise en place, suivant deux niveaux de gestion qui diffèrent en fonction du potentiel écologique des sites et des possibilités d'intervention du service :

- ✓ Un niveau général applicable sur tous les sites avec une gestion raisonnée des espaces verts (charte des bonnes pratiques avec notamment zéro produit phytosanitaire) ;

- ✓ Un niveau de gestion plus poussé avec une gestion écologique plus fine sur dix sites identifiés comme présentant un véritable potentiel écologique : les bassins de Dinassac à Blanquefort, Lafontaine, Chêne Vert et Carmaux à Mérignac, Bassens aval à Bassens, Archevêque à Lormont, Lamothe-Lescure à Eysines, Bourgailh à Pessac, RD1215 à Le Haillan, et la station d'épuration Lille à Blanquefort.

1.3.2 LE SUIVI PARTICULIER SUR LES SITES A POTENTIEL ECOLOGIQUE

Bordeaux Métropole et la SGAC s'appuient sur l'expertise de la SEPANSO (Fédération des Sociétés pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-ouest) pour la réalisation des suivis écologiques des sites.

En 2016, les inventaires faunistiques et floristiques ont été réalisés sur les dix sites. Des préconisations en matière de gestion écologique ont également été proposées et mises en œuvre rapidement comme le zonage des fauches, la gestion des espèces invasives, la plantation d'essences locales, la taille sélective d'arbres ou arbustes,...

L'enrichissement écologique des sites témoigne de l'efficacité de ces actions ; les résultats se traduisent par l'accroissement du nombre d'individus pour certaines espèces et la diversité des espèces présentes. Les inventaires mettent en évidence plusieurs dizaines d'espèces nouvelles, ainsi que des espèces toujours présentes au fil du temps, dont certaines ont une valeur patrimoniale, c'est-à-dire des espèces protégées, rares ou menacées.

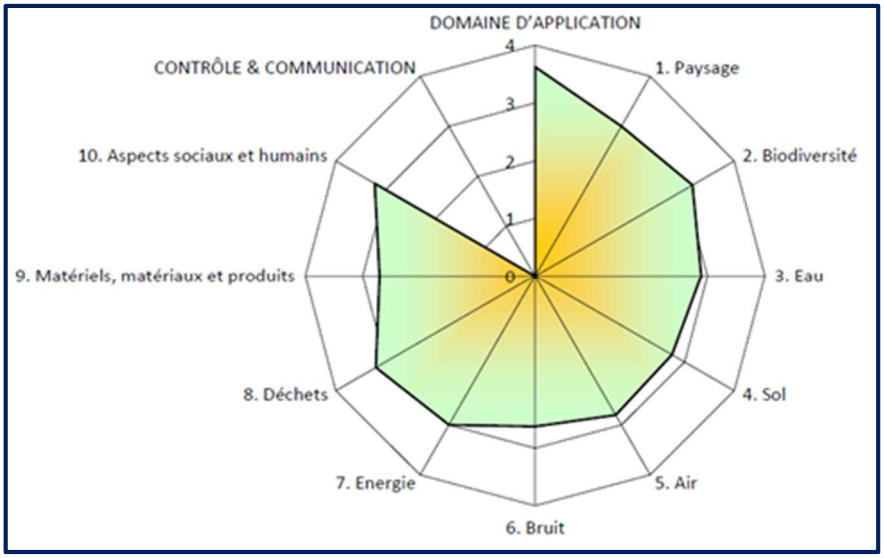
1.3.3 L'OBTENTION DU LABEL ESPACE VEGETAL ECOLOGIQUE (EVE)

En 2016, les trois bassins de rétention Lafontaine, Chêne Vert et Dinassac, ont obtenu la labellisation EVE décernée par l'organisme Ecocert.

La procédure de labellisation EVE se fait sur un cycle de trois ans, décomposé comme suit : un audit approfondi initial réalisé la première année suivant une procédure d'évaluation conformément au référentiel. Cet audit initial a été mené en juin 2016 sur les trois bassins, et a conduit à l'attestation de la gestion écologique. Ensuite, il est réalisé des audits de suivi, à fréquence de deux par an, les deux années suivant l'audit initial, dans le cadre de la procédure de surveillance.

Les critères de performance écologique audités s'articulent autour de dix thèmes fondamentaux : paysage, biodiversité, eau, sol, bruit, air, énergie, déchets, matériels matériaux et produits, aspects sociaux et humains.
Certains critères sont à caractère obligatoire, d'autres incitatifs, pour un total de 110 exigences.

A titre d'exemple, le graphique de synthèse du niveau de conformité pour le site de Chêne Vert est présenté ci-dessous :



L'item « contrôle et communication » sera évalué lors des audits de suivi.

L'attribution du signe de qualité EVE offre :

- ✓ aux élus ou propriétaires des espaces végétaux, de symboliser leur politique de préservation de la biodiversité et la possibilité de communiquer sur leurs engagements écologiques et environnementaux - attestés par un organisme extérieur reconnu,
- ✓ aux gestionnaires et jardiniers, la récompense du travail effectué,
- ✓ à la SGAC, un résultat attestant du respect de la politique environnementale et de l'efficacité de la démarche d'amélioration continue de son système de management environnemental,
- ✓ aux usagers, la garantie d'espaces sains, économes et contribuant à l'amélioration de l'environnement urbain et périurbain (bien-être des usagers).

La démarche s'est également vue reconnue par un référencement national au sein du site internet de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité piloté par le Ministère de l'Environnement.

ZOOM sur 2 évènements remarquables

Sur le bassin RD1215, le Miroir de Vénus, espèce messicole rare en Gironde, a été observé.



Miroir de Vénus / Legousia speculum-veneris

A Lamothe-Lescure, le Crapaud des joncs, espèce protégée au niveau national et quasi menacée, a été observée.



Crapaud des joncs
Epidalea calamita

1.3.4 LES RESULTATS DE LA GESTION ECOLOGIQUE DES 10 SITES

Sites suivis		Lafontaine		Dinassac		Chêne vert		Carmaux		Bassens aval	
Année de mise en gestion écologique		2010		2010		2012		2013		2013	
Papillons / Odonates											
Nombre d'espèces observées chaque année	2013	15	10	14	18	12	5	8	2	11	6
	2014	19	7	16	15	11	5	8	3	16	3
	2015	26	10	17	15	11	6	5	1	17	3
	2016	**27**	**8**	**19**	**17**	**21**	**6**	**17**	**7**	**14**	**4**
Nbre d'espèces identiques identifiées entre 2015 et 2016		**21**	**5**	**13**	**13**	**10**	**5**	**5**	**0**	**13**	**1**
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2013	27	14	21	22	15	8	14	8	11	6
	2014	31	14	24	23	16	10	15	10	19	7
	2015	34	16	29	23	19	10	15	10	22	8
	2016	**36**	**17**	**30**	**26**	**24**	**10**	**20**	**13**	**23**	**10**
Amphibiens / Reptiles											
Nombre d'espèces observées chaque année	2013	5	3	4	3	3	2	1	1	3	2
	2014	3	2	3	3	3	1	1	1	1	3
	2015	3	2	4	2	0	1	0	1	3	2
	2016	**4**	**2**	**3**	**3**	**3**	**1**	**3**	**1**	**2**	**1**
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2013	6	3	5	4	5	2	3	1	3	2
	2014	6	3	5	4	5	2	3	1	3	3
	2015	6	3	6	4	5	2	3	1	3	3
	2016	**6**	**3**	**6**	**4**	**6**	**2**	**4**	**1**	**3**	**3**
Oiseaux											
Nombre d'espèces observées chaque année	2013	55		56		43		41		60	
	2014	54		54		43		35		55	
	2015	55		52		44		27		56	
	2016	**51**		**59**		**53**		**41**		**50**	
Nbre d'espèces identiques identifiées entre 2014 et 2015		**41**		**50**		**39**		**23**		**43**	
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2013	70		69		60		45		66	
	2014	72		74		65		48		73	
	2015	74		76		67		49		76	
	2016	**77**		**80**		**76**		**57**		**77**	

Sites suivis		Archevêque		Bourgailh		Lamothe Lescure		RD1215		STEP Lille	
Année de mise en gestion écologique		2014		2014		2014		2015		2015	
Papillons / Odonates											
Nombre d'espèces observées chaque année	2014	20	10	14	6	9	2				
	2015	25	4	16	2	8	0	23	1	16	4
	2016	**25**	**7**	**17**	**6**	**17**	**4**	**25**	**2**	**12**	**8**
Nbre d'espèces identiques identifiées entre 2015 et 2016		**21**	**3**	**13**	**1**	**6**	**0**	**18**	**0**	**9**	**2**
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2014	20	10	14	6	9	2				
	2015	27	12	21	6	10	2	23	1	16	4
	2016	**31**	**14**	**22**	**10**	**20**	**5**	**30**	**2**	**19**	**11**
Amphibiens / Reptiles											
Nombre d'espèces observées chaque année	2014	5	1	3	2	1	1				
	2015	5	2	2	3	2	1	2	2	2	2
	2016	**3**	**2**	**3**	**1**	**5**	**2**	**4**	**1**	**0**	**1**
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2014	5	1	3	2	1	1				
	2015	5	2	4	3	3	1	2	2	2	2
	2016	**5**	**2**	**4**	**3**	**5**	**2**	**4**	**2**	**2**	**3**
Oiseaux											
Nombre d'espèces observées chaque année	2014	45		36		21					
	2015	34		42		32		36		56	
	2016	**37**		**44**		**36**		**38**		**54**	
Nbre d'espèces identiques identifiées entre 2015 et 2016		**26**		**36**		**25**		**29**		**46**	
Nombre d'espèces inventoriées depuis le début du suivi	2014	45		36		21					
	2015	47		43		36		36		56	
	2016	**53**		**51**		**45**		**44**		**63**	

1.4 ACTIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PROMOTION DE LA BIODIVERSITE

En partenariat avec la SEPANSO, la SGAC mène des actions de sensibilisation et de formation de son personnel à la faune et à la flore sur les sites en gestion écologique.
En 2016, deux sessions ont été organisées :

- ✓ en juin, plusieurs collaborateurs de la SGAC ont été initiés à la reconnaissance des oiseaux par leur chant ainsi qu'aux structures végétales favorables à leur cycle de vie ;

- ✓ en septembre, la deuxième session de formation portait sur la reconnaissance des insectes polinisateurs, leur cycle de vie et leurs habitats.

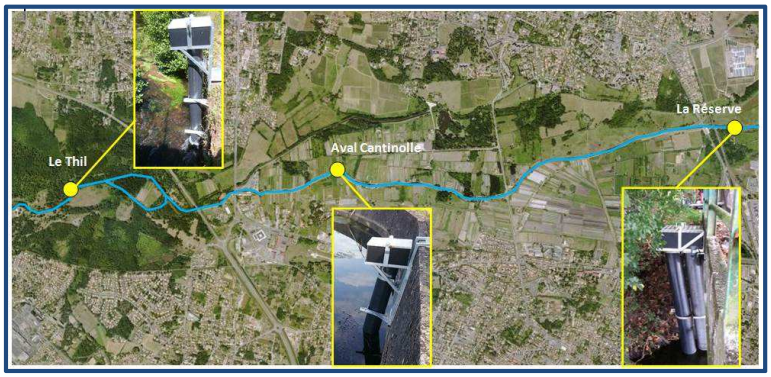


Observation des cigognes – Réserve Naturelle des Marais de Bruges

1.5 OBSERVATOIRE DU MILIEU NATUREL

1.5.1 MESURES EN CONTINU DE LA QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES

Depuis juillet 2015, trois rivières présentes sur le territoire de Bordeaux Métropole, la Jalle de Blanquefort, le Guâ et l'Eau Bourde, sont surveillées par des stations Sirènes® permettant de suivre en continu la qualité du milieu aquatique et d'évaluer les impacts éventuels de l'agglomération et des évènements météorologiques sur ces cours d'eau : trois sur la Jalle, deux sur le Guâ et 2 sur l'Eau Bourde.
Pour rappel, ces stations de mesure enregistrent en continu les paramètres température, pH, oxygène, conductivité, redox, turbidité et hauteur d'eau. L'acquisition des données se fait sur site ou à distance via un superviseur et la base de données long terme.



Situation géographique des Sirènes® installées sur la Jalle

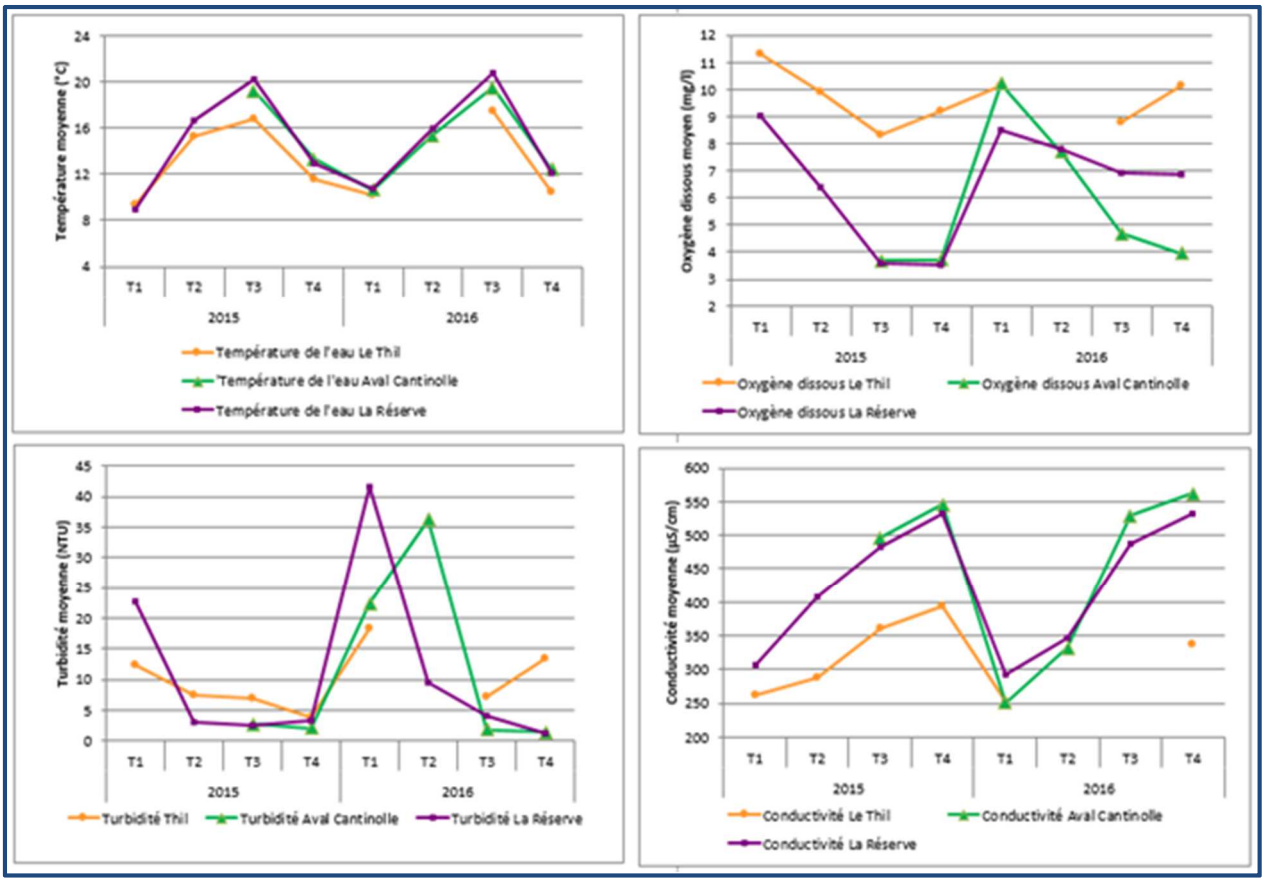


Situation géographique des Sirènes® installées sur le Guâ



Situation géographique des Sirènes® installées sur l'Eau Bourde

D'après les mesures acquises par les trois Sirènes® sur la Jalle de Blanquefort depuis 2015, les eaux au niveau de la station Le Thil et celles de l'Aval Cantinolle et La Réserve présentent des caractéristiques différentes. La qualité physico-chimique de la Jalle de Blanquefort, se dégrade à partir de l'Aval Cantinolle, et elle est assez semblable entre l'Aval Cantinolle et La Réserve.



Evolution des moyennes trimestrielles des paramètres physico-chimiques
(Température, Oxygène dissous, turbidité, conductivité et potentiel d'oxydoréduction) en 2015 et 2016

Par ailleurs, les eaux du Thil sont globalement plus froides et plus oxygénées que celles de la Réserve, et de l'Aval Cantinolle :

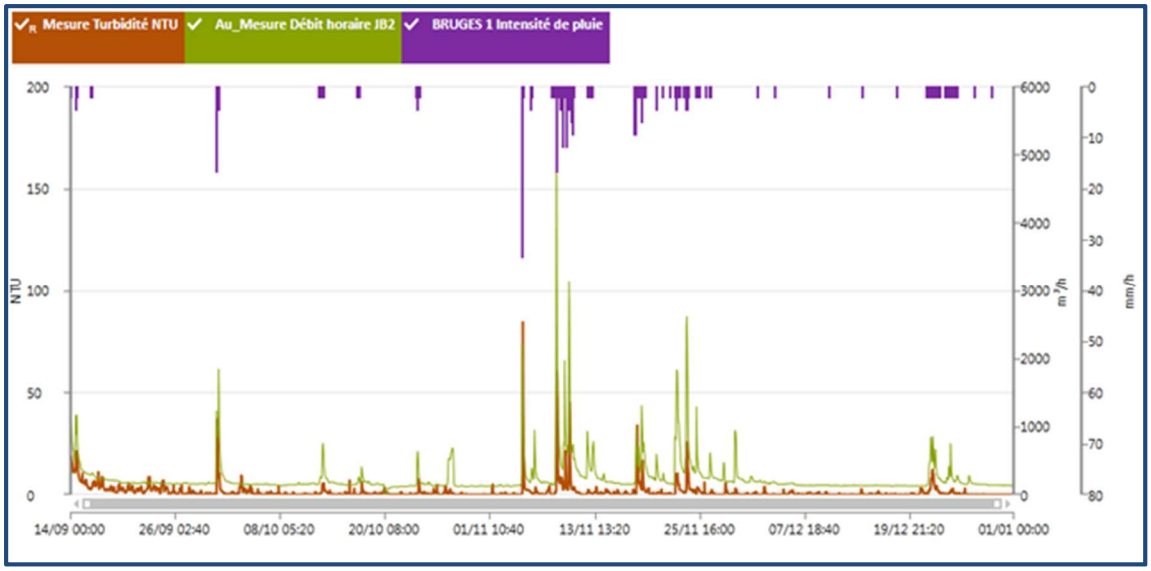
- ✓ les concentrations moyennes trimestrielles en oxygène mesurées au niveau de l'Aval Cantinolle sont faibles sur les deux derniers trimestres de 2016 (4,7 et 4,0 mg/l), proches des valeurs moyennes des deux derniers trimestres de 2015 (3,7 mg/l). Les concentrations en oxygène mesurées au niveau de la Réserve des deux derniers trimestres 2016 sont nettement supérieures à celles des deux derniers trimestres de l'année 2015 (6.9 mg/l contre 3,6 mg/l). Sur le Thil, les concentrations moyennes trimestrielles en oxygène varient entre 8,8 et 10,1 mg/l.

- ✓ la température de l'eau sur l'année 2016, évolue entre 5,9 et 21°C sur le Thil, entre 6,3 et 23,5°C sur l'Aval Cantinolle et entre 7,0 et 26,5°C sur la Réserve.

Ces tendances s'expliquent par la position géographique de la station Le Thil proche des sources et sous une zone de forêt, favorisant des températures plus basses et donc des teneurs en oxygène plus élevées.
Au niveau de l'Aval Cantinolle et de la Réserve, les teneurs en oxygène dissous connaissent de fortes variations du fait d'une activité biologique importante dans le cours d'eau ; elles atteignent parfois des niveaux très critiques (0 mg/l).

Les valeurs de turbidité sont plus élevées au cours des deux premiers trimestres de l'année 2016 par rapport à 2015, du fait d'une pluviométrie très importante, notamment sur le mois de janvier (247,1 mm de pluviométrie moyenne sur le territoire de Bordeaux Métropole, alors qu'en 2015, elle était de 95,3 mm à cette même période).
Sur le Thil, la valeur moyenne du premier trimestre 2016 s'élève à 18,2 NTU alors qu'en 2015, elle était de 12,3 NTU; sur la Réserve, elle s'élève à 41,5 NTU alors qu'en 2015, elle était de 22,7 NTU.
Cette hausse de turbidité a pu être représentative d'une dégradation de la qualité des eaux au niveau des points de mesure.

Par ailleurs, l'exutoire du collecteur rocade nord a été instrumenté de sondes hauteur/vitesse, dans le cadre de l'autosurveillance des réseaux phase 2. Ce point nommé JB2 a été mis en service en janvier 2016. Dans le cadre de l'étude menée par la SGAC, les données de turbidité mesurées dans la Jalle par la station de la Réserve ont été corrélées avec les débits calculés rejetés par le collecteur rocade nord dans la Jalle.

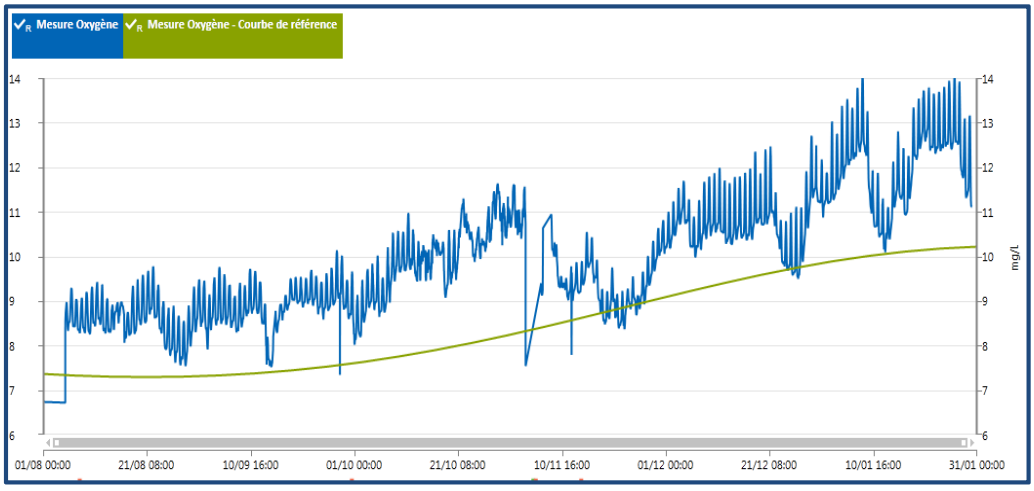


Représentation graphique des mesures de turbidité au niveau de la Réserve et des débits du collecteur rocade nord entre le 14 septembre et le 31 décembre 2016

A chaque rejet d'eaux pluviales par le collecteur rocade nord correspond un pic de turbidité.

Les valeurs de conductivité des eaux de La Réserve et Aval Cantinolle sont plus élevées que celles des eaux du Thil (moyenne annuelle de 414 µS/cm pour la Réserve et 419 µS/cm pour Aval Cantinolle, 295 µS/cm pour le Thil), conséquence des apports de substances dissoutes par les rejets du système d'assainissement en amont de ces stations.
Au cours du premier trimestre 2016, la conductivité moyenne est semblable sur les trois stations en raison de la forte pluviométrie pendant la période qui a participé à la dilution des eaux.

Pour améliorer la compréhension du fonctionnement du milieu aquatique, les principales perturbations observées en 2016 sur la qualité de la Jalle, ont été regroupées en empreintes environnementales caractérisant des comportements similaires et récurrents sur le milieu récepteur au cours du temps. A titre d'exemple, l'empreinte « pluie » se définit sur les stations par une diminution de la conductivité, une augmentation de la turbidité et une perturbation des cycles jour/nuit de la température et de l'oxygène dissous ; l'empreinte « rejet » se distingue de la précédente par une augmentation de la conductivité et/ou une diminution du potentiel d'oxydo-réduction.



Exemple d'affichage d'enveloppes de valeurs attendues

Par ailleurs, cette connaissance nouvelle associée à une transmission des données haute fréquence, permet aujourd'hui de mettre en place des outils opérationnels à partir des données des sirènes.

Dans un premier temps, il a été mis en place une brique Milieu Naturel dans l'extranet ce qui permet un accès mobile aux données en temps réel, contextualisées par un court historique et des données d'exploitation. Cette application s'adresse à l'exploitant, qui peut ainsi détecter visuellement des anomalies et enclencher précocement les actions correctrices et/ou de diagnostic, et à la collectivité qui dispose en tout temps d'une information sur la qualité de ses masses d'eau.
Deux types de vue ont été développés :

- ✓ **Une vue générale de l'état de l'ensemble des milieux instrumentés.**

Pour chaque paramètre l'état des milieux dans les 7 derniers jours et sous un pas de temps de 6 heures est représenté. L'état des milieux est défini selon les seuils de qualité de la DCE et du SEQ-Eau. Les données des sirènes étaient jusqu'à présent rapatriées tous les jours. Un test est en cours sur les sirènes de la Jalle de rapatriement toutes les 6 heures.



Vue générale de l'état de l'ensemble des milieux instrumentés

- ✓ **Une vue spécifique de l'état d'un milieu aquatique et comparaison aux données d'exploitation.**

Pour chaque masse d'eau, les résultats sont présentés par paramètre aux différents points instrumentés de la masse d'eau. Cela permet de visualiser l'évolution spatiale de la qualité de l'eau. Les résultats sont comparés visuellement aux seuils DCE ou SEQ-Eau. Cette vue reprend également certaines données d'exploitation (Pluviométrie et selon les cas : Débit eau traitée STEP, Débit rocade Nord…) afin de pouvoir visualiser rapidement si les modifications sur le milieu peuvent être liées à ces paramètres externes.



Vue spécifique de l'état d'un milieu aquatique et comparaison aux données d'exploitation

L'affichage des données dans l'extranet permet de qualifier une éventuelle perturbation au plus tôt. En parallèle, dans l'ambition de proposer une réponse proactive face aux perturbations de qualité des eaux, une approche permettant de détecter automatiquement ces perturbations est en cours de test. Ainsi, sur le paramètre Hauteur d'eau à Cantinolle Aval et Oxygène au Thil, il est testé l'envoi d'un email d'alerte en cas de dépassement de seuil.

En parallèle de ces outils opérationnels, la création de rapports automatisés a été implémentée sur Aquacalc. Trois types de rapport ont été mis en place :

- ✓ mensuel par masse d'eau
- ✓ mensuel par site
- ✓ évènement ponctuel.

La mise en place de ces rapports permet une prise en compte rapide des 4 sirènes supplémentaires. Ils fournissent une information synthétique et contextualisée permettant de suivre l'évolution spatiale et temporelle de l'état des milieux et de comparer les réponses des milieux sur un même évènement.



1.5.2 MESURES PONCTUELLES DE LA QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES

Le suivi annuel de la qualité de l'eau de 11 bassins à plan d'eau permanent s'est poursuivi en 2016 avec deux campagnes d'analyses, une hivernale et une estivale.

L'objectif est d'identifier et d'anticiper d'éventuels problèmes de qualité et leurs origines tout en préservant la capacité de stockage des bassins et l'état structurel des berges.

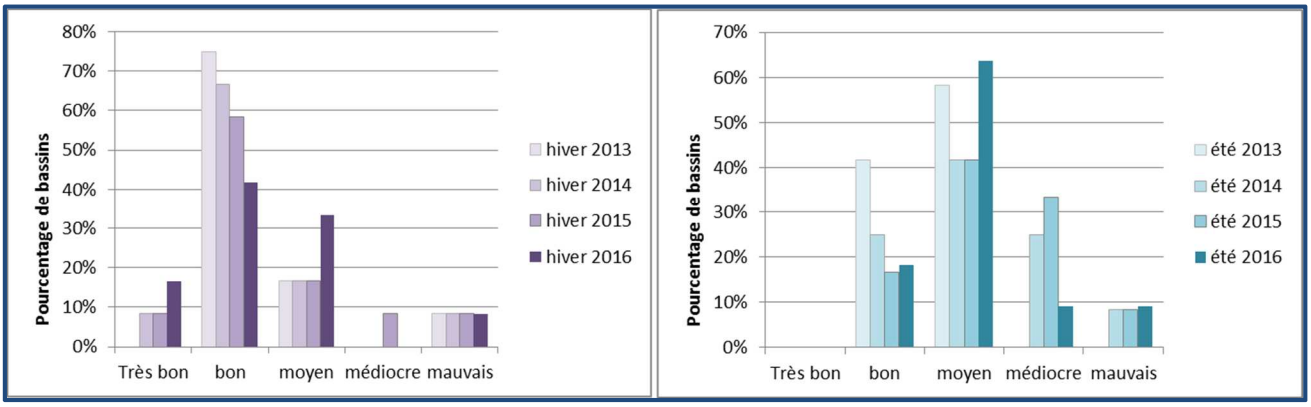
Les ouvrages concernés sont :

- ✓ Beaudésert à Mérignac
- ✓ Bourran à Mérignac
- ✓ Camponac à Pessac
- ✓ Chambery à Villenave d'Ornon
- ✓ Château Pichon à Parempuyre
- ✓ Dinassac à Blanquefort
- ✓ Fontaudin à Pessac
- ✓ Magonty à Pessac
- ✓ Montsouris à Bassens
- ✓ Pichon à Bassens
- ✓ Thouars à Talence

La qualité physico-chimique des eaux est évaluée selon la réglementation (Directive Cadre sur l'Eau) afin d'avoir une indication sur l'état du bassin. Il ne s'agit que d'une indication car l'état est défini avec seulement deux mesures ponctuelles à des périodes variables de l'année.

BASSINS	HIVER 2013	ETE 2013	HIVER 2014	ETE 2014	HIVER 2015	ETE 2015	HIVER 2016	ETE 2016
Beaudésert	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Moyen	Bon	Moyen
Bourran	Bon	Moyen	Bon	Moyen	Moyen	Médiocre	Moyen	Moyen
Camponac Bassin A	Moyen	Moyen	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	-
Camponac Bassin B	Bon	Moyen	Moyen	Médiocre	Moyen	Médiocre	Moyen	Mauvais
Chambery	Bon	Bon	Bon	Médiocre	Bon	Moyen	Bon	Moyen
Château Pichon	Moyen	Moyen	Moyen	Médiocre	Médiocre	Médiocre	Moyen	Médiocre
Dinassac	Bon	Moyen	Très bon	Moyen	Bon	Moyen	Moyen	Moyen
Fontaudin	Bon	Bon	Bon	Moyen	Bon	Bon	Bon	Moyen
Magonty	Mauvais	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Moyen
Montsouris	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Moyen	Très bon	Bon
Pichon	Bon	Moyen	Bon	Moyen	Très bon	Médiocre	Bon	Moyen
Thouars	Bon	Moyen	Bon	Moyen	Bon	Moyen	Très bon	Bon

Classement de l'état des bassins en fonction des paramètres de la DCE



Nombre de bassins en fonction des différents états de qualité DCE

Selon la Directive Cadre sur l'Eau, la qualité des eaux de la majorité des bassins en hiver 2016 est notée en bon état (59%) ; elle suit la même tendance que pour l'hiver 2015. Sur la période estivale 2016, certains bassins connaissent une dégradation de la qualité des eaux avec une majorité de bassins classés en état moyen (64%) ou médiocre et mauvais (18%).

Tout comme 2014 et 2015, l'année 2016 a été marquée par des épisodes de blooms de cyanobactéries en période estivale, sur les bassins de Fontaudin, Chambéry et Château Pichon.

Certains bassins connaissent également la prolifération d'espèces aquatiques invasives type Jussie, notamment le bassin de Pichon à Bassens. Ce phénomène modifie les caractéristiques physico-chimiques des eaux, en particulier en diminuant le taux d'oxygène dissous et le pH, et produit une abondante matière organique lors de sa dégradation en automne. Il est préconisé que le maître d'ouvrage effectue régulièrement des campagnes d'arrachage de la Jussie de manière à limiter sa propagation et d'améliorer le taux d'oxygénation.

Ce suivi, tel qu'il est réalisé aujourd'hui, est restreint pour appréhender l'état sanitaire des plans d'eau notamment en période estivale.
C'est pourquoi, en 2015, le délégataire s'est doté d'un nouvel outil de mesure en continu de la qualité des milieux aquatiques, adapté au suivi des plans d'eau et, suite à l'épisode spectaculaire de l'année 2014 du bloom algal sur le bassin de Fontaudin à Pessac, en a équipé cet ouvrage pour une durée minimale d'une année.

En plus des paramètres « classiques » qui équipent les Sirènes® précédentes, les sondes chlorophylle a et phycocyanine complètent ce dispositif. La chlorophylle a est un indicateur de l'abondance des algues microscopiques qui traduit la productivité du plan d'eau en matière organique, et la mesure de la phycocyanine, permet d'estimer la concentration en cyanobactéries.

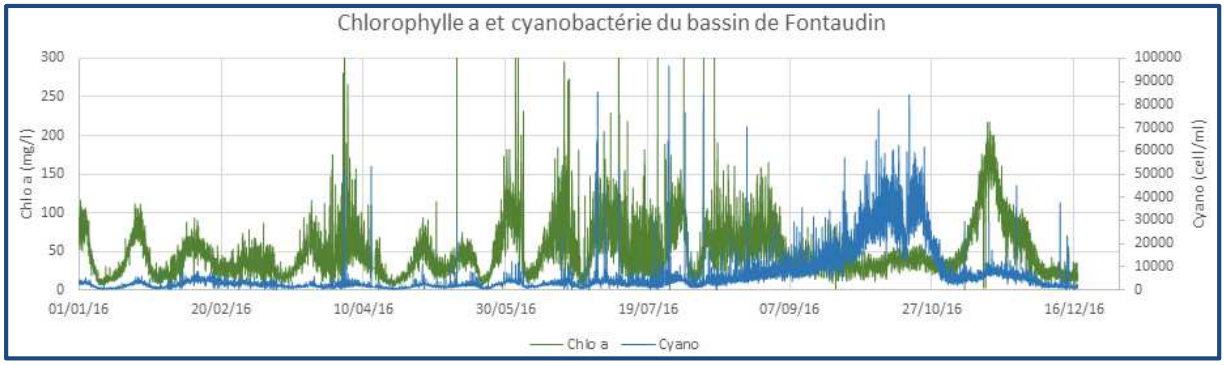
Les données issues de cette Sirène® « plan d'eau » permettront d'étoffer la connaissance biologique du plan d'eau et de prévenir rapidement toutes modifications de la qualité des bassins.

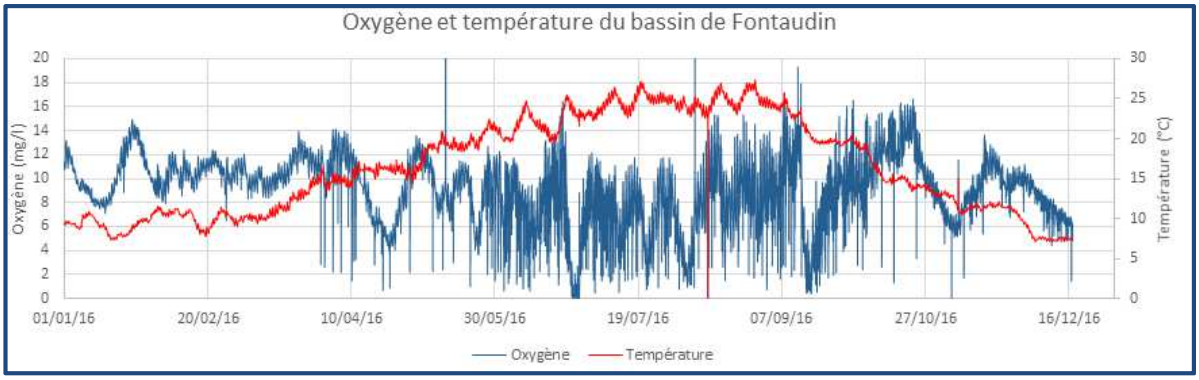


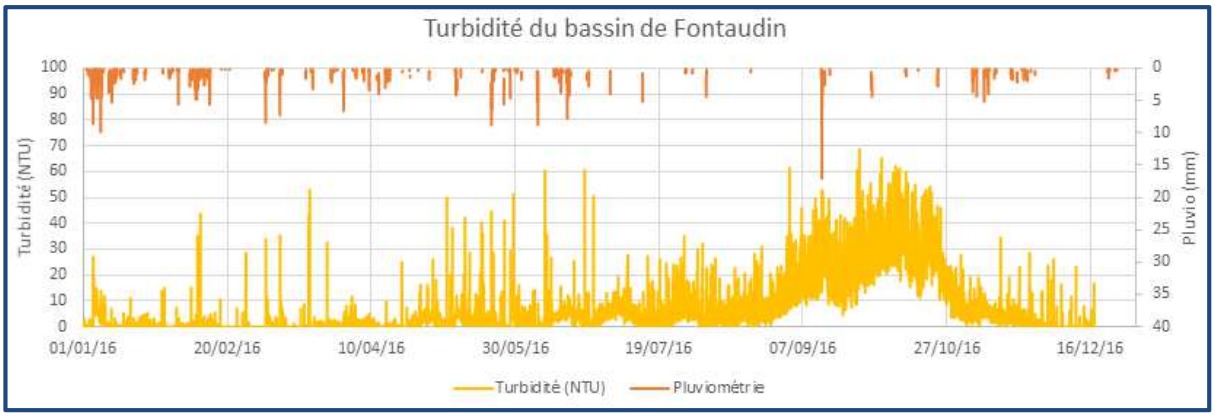
Sirène® Plan d'eau installée sur le bassin de Fontaudin à Pessac

Durant les trois premiers trimestres de l'année 2016, la chlorophylle a et la phycocyanine ont suivi les mêmes variations.
Les évolutions de la concentration en oxygène dissous sont marquées par les températures et les phénomènes pluvieux mais surtout par l'évolution de la biomasse algale et des cyanobactéries dans le bassin.

Durant le courant du mois d'août, la concentration en cyanobactéries a augmenté et a dominé la concentration en biomasse chlorophyllienne. Cette dominance est encore plus marquée suite à l'orage du 13 septembre 2016. Cet évènement pluvieux suivant un mois de temps sec, a potentiellement apporté une quantité importante de matières organiques et phosphore dans le bassin. Cela expliquerait la croissance de la population des cyanobactéries qui ont de meilleures capacités d'adaptations morphologique et écologique par rapport au phytoplancton. Ce fort développement de biomasse des cyanobactéries entraîne une hausse de l'oxygène et parallèlement, il augmente la turbidité du plan d'eau limitant ainsi la photosynthèse des autres végétaux qui en mourant sédimentent. La décomposition bactérienne de ces végétaux entraîne alors une diminution de l'oxygène favorisant la croissance des espèces anaérobies et la disparition des espèces aérobies. Ainsi, en octobre, l'oxygène est en baisse et de manière concomitante, la population de cyanobactéries connait une très forte chute. Suite à cet épisode, la biomasse chlorophyllienne connaît une forte croissance en novembre.


Chlorophylle a et cyanobactérie du bassin de Fontaudin
Chlo a (mg/l)
Cyano (cell/ml)
01/01/16
20/02/16
10/04/16
30/05/16
19/07/16
07/09/16
27/10/16
16/12/16
Chlo a
Cyano


Oxygène et température du bassin de Fontaudin
Oxygène (mg/l)
Température (°C)
01/01/16
20/02/16
10/04/16
30/05/16
19/07/16
07/09/16
27/10/16
16/12/16
Oxygène
Température


Turbidité du bassin de Fontaudin
Turbidité (NTU)
Pluvio (mm)
01/01/16
20/02/16
10/04/16
30/05/16
19/07/16
07/09/16
27/10/16
16/12/16
Turbidité (NTU)
Pluviométrie

1.6 EMPREINTE MILIEUX NATURELS

Afin de mesurer de manière simple, objective et compréhensible les effets de la politique de protection et de préservation de la nature engagée par la SGAC, l'impact du service de l'assainissement sur les milieux naturels est caractérisé par deux indices :

- ✓ un indice quantitatif de pression sur les milieux aquatiques,
- ✓ un indice qualitatif de pression sur la biodiversité.

Réactualisés chaque année, ils portent sur l'évaluation des actions réalisées en vue d'atténuer l'impact des rejets d'assainissement et d'améliorer la biodiversité sur les sites, mais aussi sur les moyens déployés pour partager nos démarches avec les différentes parties prenantes.

1.6.1 L'INDICE QUANTITATIF DE PRESSION SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

L'indice d'impact sur le milieu récepteur des six systèmes d'assainissement (ou bassins de collecte) présents sur le territoire de la Métropole est déterminé depuis 2013. Il représente la fraction de volume annuel de la rivière qu'il est nécessaire de mobiliser pour qu'après dilution, la concentration de toutes les substances présentes dans les rejets du système d'assainissement soient inférieures à leur norme de qualité environnementale respective. Les substances considérées sont les macro-polluants des effluents issus des stations de traitement, des by-pass et des déversoirs d'orage (MES, DCO, DBO5, NTK, NH4, Pt). Le paramètre le plus pénalisant indique l'indice d'impact.

Bassins de collecte	2013	2014	2015	2016
Louis Fargue	0,1	0,1	0,1	0,3
Clos de Hilde	0,1	0,1	0,1	0,2
Sabarèges*	-	-	40,0	30,2
Cantinolle	1,3	1,1	3,8	1,5
Lille	0,0	0,0	0,0	0,1
Ambès	0,0	0,0	0,0	0,0

Indice d'impact
< 1 : pas d'impact significatif
> 1 : impact significatif

*Sabarèges : les mesures de hauteur d'eau qui sont acquises par la Sirène installée dans le cours d'eau du Guâ depuis le 8 juillet 2015 en aval du dégrilleur à Lormont, ont été couplées à un capteur de vitesse fixé de manière temporaire dans le canal en 2015. Cette méthode a permis d'établir une loi hauteur/vitesse et de calculer le débit du cours d'eau. La moyenne du débit a été calculée sur l'année 2016 avec les données de hauteur d'eau acquises en 2016.

Sur le territoire de Bordeaux Métropole, deux systèmes d'assainissement, ceux de Sabarèges et Cantinolle, présentent un indice d'impact supérieur à 1, indiquant que les rejets de leur bassin de collecte ont une empreinte environnementale forte sur leur milieu récepteur.

Sur ces systèmes, la substance la plus pénalisante en termes de rejets est l'ammonium (NH4), selon les critères de calcul et les hypothèses de débit des cours d'eau préalablement définis. Les principaux rejets ayant un impact significatif sont ceux des eaux traitées des stations d'épuration de Sabarèges et Cantinolle. A noter que les rejets des déversoirs d'orage du système d'assainissement de Sabarèges, ont également un impact significatif au vu des résultats sur les substances phosphore total et azote kjeldahl (NTK).

Par ailleurs, l'indice d'impact 2016 des systèmes d'assainissement de Sabarèges et Cantinolle est inférieur à celui de 2015, du fait d'une dilution plus importante des effluents rejetés par la station d'épuration dans le cours d'eau en raison d'un débit plus important en 2016.

Des efforts de traitement sur les stations d'épuration de Sabarèges et Cantinolle, où des aménagements spécifiques sont nécessaires afin de réduire la charge en azote rejetée par le bassin de collecte. En allant au-delà de la réglementation en vigueur, ils contribueraient ainsi à limiter l'empreinte écologique du service de l'assainissement.

1.6.2 L'INDICE QUALITATIF DE PRESSION SUR LA BIODIVERSITE

L'indice de pression sur la biodiversité a été défini en 2013 comme l'agrégation de 6 indicateurs, dont chacun fait l'objet d'une notation individuelle. Pour chacun de ces indicateurs, des actions ont été identifiées et un poids leur a été affecté. L'ensemble des indicateurs représente un nombre de 100 points au maximum.

Ces indicateurs portent sur :

- ✓ Sensibilisation des usagers
- ✓ Suivi des actions menées sur la préservation/restauration des milieux
- ✓ Résultat des actions menées sur la préservation/restauration des milieux
- ✓ Implication des salariés dans la démarche
- ✓ Partenariat avec les acteurs du territoire en lien avec la biodiversité
- ✓ Existence de programmes de recherche sur le volet biodiversité.

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Indice de pression sur la biodiversité	2013	2014	2015	2016
Nombre de points	**44,0**	**61,5**	**67,5**	**88,5**

Cet indice a fait l'objet d'une évaluation sur les résultats de l'année 2013, par une agence de notation extra-financière au cours du 2e trimestre 2014.

La valeur de l'indice progresse d'année en année. En 2016, il s'améliore nettement par rapport à 2015 en raison principalement de l'obtention du label Espace Végétal Ecologique sur les trois bassins de rétention des eaux pluviales Lafontaine, Chêne Vert et Dinassac.

En 2016, en collaboration avec Bordeaux Métropole, cinq indicateurs ont été sélectionnés pour rendre cet indice plus « parlant » et communiquer plus facilement les résultats en externe. Ils sont présentés ci-dessous avec leurs résultats sur trois années.

En 2016, la SGAC a mis en place un nouveau partenariat avec la Fédération Française de la Randonnée Pédestre.

Indicateurs	2014	2015	2016
1/ Implication des salariés SGAC dans la démarche			
Nombre de salariés sensibilisés/formés à la préservation de la biodiversité par an	**21**	**13**	**20**
Nombre de session de formation organisée par an	**2**	**2**	**2**
2/ Suivi des actions menées sur la préservation/restauration des milieux			
Surface de sites gérés de façon raisonnée (hectares)	**125**	**118**	**122**
Surface de sites gérés de façon différenciée (hectares)	**44**	**50**	**50**
3/ Résultat des actions menées			
Nombre d'espèces (faune et flore) d'intérêt patrimonial recensées sur les sites en gestion différenciée	**97**	**97**	**111**
4/ Sensibilisation des usagers			
Nombre de personnes sensibilisées par an (visites de site, participation à des événements sur cette thématique)	**9048**	**9030**	**8642**
5/ Acteurs du territoire et partenaires			
Nombre de partenaires avec lesquels le service collabore	**2**	**2**	**3**

2 - OPTIMISATION ENERGETIQUE

2.1 BILAN GAZ A EFFET DE SERRE

Depuis 2013, la SGAC produit un reporting trimestriel des émissions GES du service de l'assainissement consultable par tous les usagers sur le site http://ges-lyonnaisedeseauxbordeaux.fr.

Ce portail web intègre l'ensemble des données d'exploitation mensualisées et calcule l'équivalent en terme d'émissions CO2. Il permet de visualiser l'évolution des émissions dans le temps et par type de consommations.

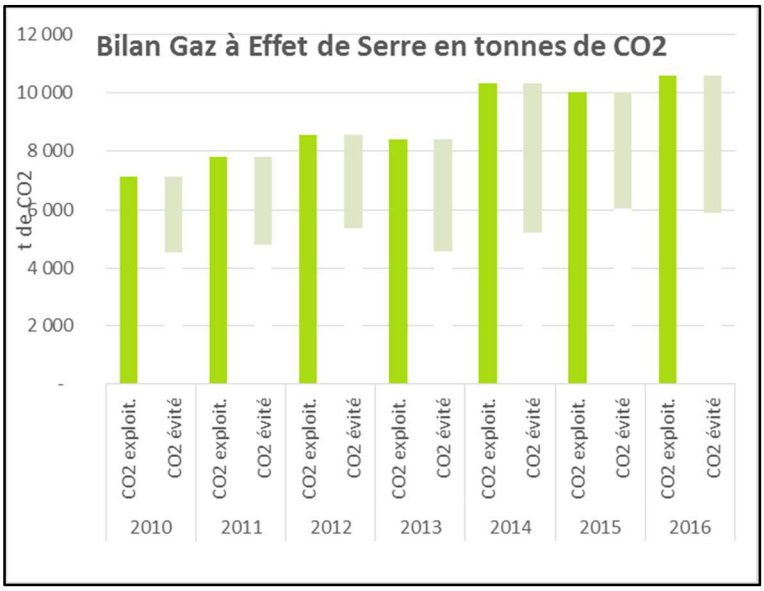
Le périmètre opérationnel pris en compte est le suivant :

- ✓ les données énergétiques (électricité, gaz naturel, fioul),
- ✓ la consommation des réactifs,
- ✓ le transport des marchandises ainsi que les déplacements professionnels,
- ✓ la production et l'élimination des boues et des déchets.

En 2016, la SGAC a remis à jour ce bilan carbone d'exploitation pour intégrer les dernières règles de calcul et les derniers facteurs d'émission recommandés par l'ADEME et l'ASTEE. Cette mise à jour a entrainé des écarts sur certaines rubriques. Aussi, afin d'avoir des données comparables d'une année sur l'autre, tous les bilans carbone d'exploitation depuis 2010 ont été reclaculés sur les mêmes bases de calcul.

Cette mise à jour modifie par ailleurs la comptabilité du CO2 qui est retenu dans les boues et dans le sol du fait de la valorisation agricole. Ce gain, qui auparavant était pris en compte directement dans le bilan carbone est dorénavant comptabilisé à part, en « émission évitée ». Il est compté négativement.

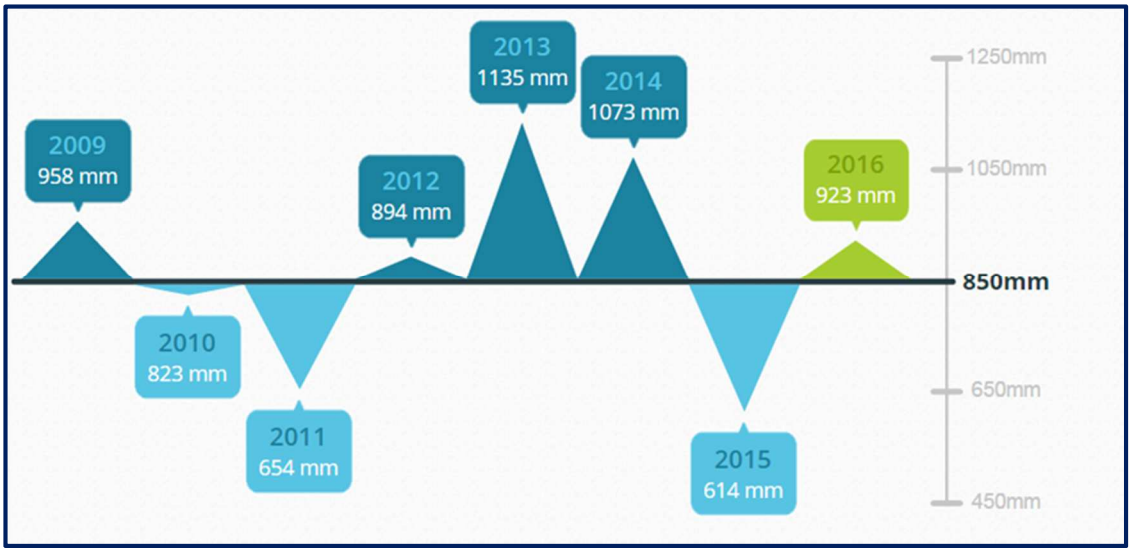
Bilan Gaz à Effet de Serre en tonnes de CO2		
Année	CO2 exploitation	CO2 évité
2010	7 121	- 4 547
2011	7 816	- 4 817
2012	8 568	- 5 372
2013	8 404	- 4 586
2014	10 306	- 5 197
2015	10 004	- 6 032
2016	10 569	- 5 879



2.1.1 LA PLUVIOMETRIE

L'analyse du bilan GES prend en compte la donnée pluviométrique. En effet celle-ci influe sur les volumes collectés dans les réseaux et par conséquence sur le pompage, les produits de traitement, les consommations en énergie…

Evolution de la pluviométrie sur Bordeaux Métropole

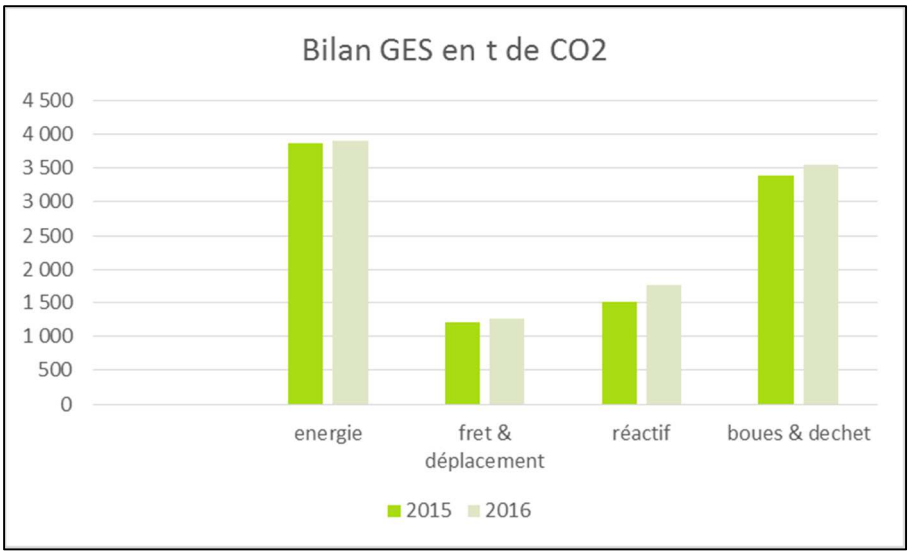


Pour l'année 2016, le cumul de la pluviométrie augmente de 9 % par rapport à la pluviométrie moyenne des 35 dernières années. Toutefois la répartition de celle-ci est très inégale : les trois premiers mois ont été particulièrement pluvieux et a contrario, la période de Juillet à Octobre s'est révélée relativement sèche.

Le cumul de la pluviométrie 2016 est 1.5 fois supérieur à l'année 2015. Cela explique notamment l'augmentation des consommations électriques et des produits de traitement entre 2015 et 2016.

2.1.2 LE BILAN GES 2016

Pour l'année 2016, les tonnes de CO2 émises par l'exploitation du service de l'assainissement s'élèvent à 10 569 t de CO2 contre 10 004 tonnes en 2015 soit une progression de 5 %.



Répartition par type de consommation (données en T Co2)	2015	2016
Énergie : électricité, fuel (GE), gaz (chauffage, séchage des boues)	3 870	3 986
Déplacement y compris transport de marchandise	1 237	1 269
Réactif de traitement (traitement des eaux et de l'air)	1 513	1 762
Déchet : traitement des boues et des déchets de curage	3 384	3 551

Pour 2016, les faits marquants sont les suivants :

✓ **Des effets de baisse**

- Lié au passage de l'utilisation du chlorure ferrique au Nutriox sur certains postes, le facteur d'émission du Nutriox étant plus faible et son lieu de production plus proche : impact de 25 t de CO2 ;
- Par la diminution des déchets de curage, l'impact de 238 t de CO2.

✓ **Des effets d'augmentation**

- De la production de boues sur les step. Cette augmentation est liée à l'augmentation de la charge traitée. L'écart avec l'année 2015 sur le bilan carbone est de 409 t de CO2 y compris le transport associé ;
- De la hausse du gaz naturel dù au sécheur de Louis Fargue avec un fonctionnement durant toute l'année (au détriment de l'année dernière dû à la pollution aux PCB) ;
- Des consommations des produits de traitement et ce principalement du FeCl3 sur la station Louis Fargue, l'injection de ce réactif étant liée au débit traité ;
- Des consommations d'électricité sur les postes de relèvement ;
- Du fuel alimentant les groupes électrogènes des postes de relèvement.

La pluviométrie impacte ces trois derniers items dont l'augmentation globale entre 2015 et 2016 est de 800t de CO2 y compris les transports associés.

2.2 MAITRISE DE L'ENERGIE

La SGAC, recherchant à maîtriser ses dépenses énergétiques, a défini un plan d'actions s'articulant autour de :

- ✓ la mise en place d'un plan comptage sur les principales installations consommatrices d'énergie, celles qui représentent 98% de la consommation d'énergie électrique du service ;
- ✓ l'élaboration d'un audit énergie et d'un plan d'actions du service de l'assainissement ;
- ✓ la certification Iso 50 001 ;
- ✓ le renouvellement d'une partie du parc de véhicules par des voitures « propres » ;
- ✓ la sensibilisation de son personnel sur les questions énergétiques.

2.2.1 L'ACTUALITE DE L'ENERGIE

ARRETE DU 29 NOVEMBRE 2016 DEFINISSANT LES REGLES DU MECANISME DE CAPACITE

Les Articles L335-1 à L-335-8 du code de l'énergie, le décret n° 2012-1405 du 14 décembre 2012 et l'arrêté du 29 novembre 2016 instaurent un mécanisme d'obligations de capacité obligeant les fournisseurs à justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de leurs clients durant les heures de pointe. Les règles du mécanisme de capacité ont été définies par les délibérations de la CRE du 6 mai 2015 précisant les modalités de calcul du prix de référence des capacités et les modalités de prise en compte des garanties de capacité associées à l'ARENH, et publiées par RTE le 28 novembre 2016.

POURQUOI UN MECANISME DE CAPACITE ?

La demande électrique en France est très sensible à la température en raison de la forte présence du chauffage électrique. Sur les dix dernières années, la pointe électrique a augmenté 2,5 fois plus vite que l'énergie consommée. D'où la nécessité de créer un mécanisme permettant de sécuriser l'approvisionnement électrique de la France aux heures de plus forte consommation. Cette démarche est menée dans d'autres pays européens, sous des formes qui peuvent être différentes.

Le mécanisme de capacité en France répond au problème de la sécurité d'approvisionnement lié à la pointe de consommation. Les fournisseurs se verront attribuer une obligation qui dépend de la consommation effective de leurs clients lors des pointes de consommation. Ils devront, pour s'en acquitter, détenir un certain volume de capacités égal à leur obligation, soit via la détention en propre d'installations de production ou de capacités d'effacement, soit en acquérant ces capacités auprès de ceux qui les détiennent.

Le mécanisme de capacité a été conçu de manière à modifier les comportements de consommation à la pointe (incitation tarifaire à réduire la consommation sur les heures de forte consommation) et à susciter les investissements en capacité de production à démarrage rapide et en faveur de l'effacement, dans un contexte économique où ce type d'investissement n'était plus favorisé malgré un besoin réel.

QUEL IMPACT A LE MECANISME DE CAPACITE SUR LES CONTRATS D'ELECTRICITE?

Depuis le 1er janvier 2017, les fournisseurs d'électricité doivent acquérir des «garanties de capacité» à hauteur de leur obligation de capacité, impactant les coûts de l'énergie de la SGAC en fonction de sa contribution à l'obligation.

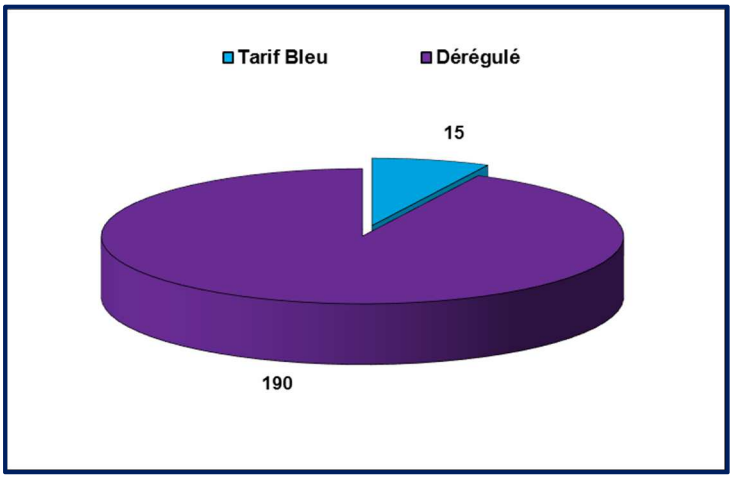
Pour les sites à courbe de charge (segment C2) :
L'obligation de capacité prévisionnelle sera calculée site par site, et facturée par douzième durant une année calendaire sur une ligne dédiée au niveau de la facture. Afin de faire bénéficier la SGAC des efforts de réduction des consommations lors des jours de pointe, une régularisation sur l'obligation de capacité constatée sera effectuée.

Pour les sites profilés (segment C3, C4, C5) :
L'obligation de capacité prévisionnelle sera facturée par un surcoût en €/MWh sur la période hivernale de la facture. Il fera l'objet d'une ligne supplémentaire sur la facture.

STRATEGIE ACHATS

La situation des contrats d'électricité sur le périmètre de la SGAC :
Au 31 décembre 2016, 205 contrats d'électricité :

- ✓ 15 contrats avec tarif règlementé (tarif bleu),
- ✓ 134 contrats uniques au prix du marché (BT≤36 KVA segment C5),
- ✓ 23 contrats uniques au prix du marché (BT>36 KVA segement C4),
- ✓ 32 contrats uniques au prix du marché (HTA segment C2 et C3),
- ✓ 1 contrat CARD (site Louis Fargue).



Depuis le 1er novembre 2016, les tarifs réglementés de vente de l'électricité (Tarif Bleu) de la SGAC ont basculé en offre de marché ; il reste 15 contrats en Tarif Bleu (offre historique) dont 13 sans compteur électrique et facturés uniquement en abonnement annuel (sondes liées à l'autosurveillance du réseau de collecte).

2.2.2 PLAN COMPTAGE

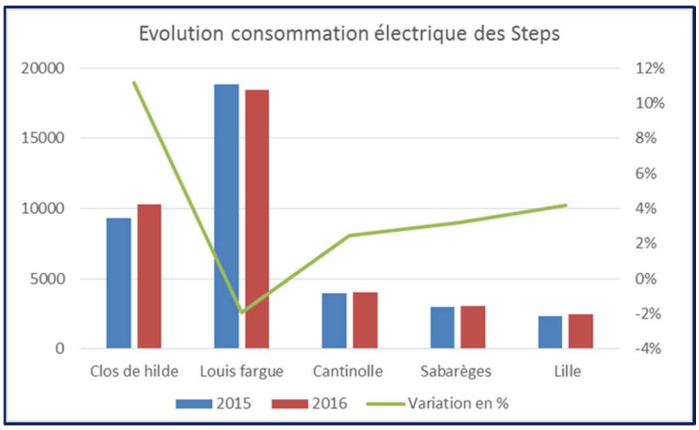
Le plan comptage a démarré en 2013 par l'équipement des principaux postes de relèvements et des stations d'épuration de Clos de Hilde, Sabarèges, Cantinolle et Lille Blanquefort. Il s'est poursuivi en 2014 par l'équipement de la station d'épuration de Louis Fargue et s'achève avec la mise en place en 2016 sur la nouvelle station d'épuration d'Ambes CD10, laquelle fera l'objet d'un diagnostic énergétique en 2017.

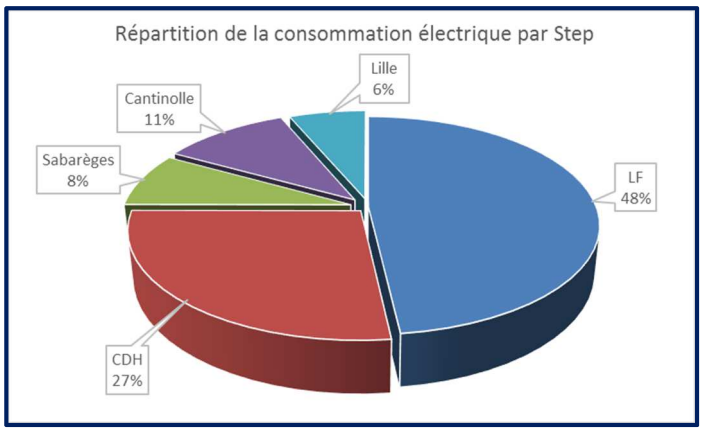
Les données issues des compteurs mis en place alimentent une visualisation en temps réel de la consommation électrique des sites équipés. Ce développement a été réalisé dans le cadre de du projet Ramses 3.0. Déployée sur le mur d'images du centre de télécontrôle RAMSES, elle permet une surveillance active des dépenses énergétiques du service d'assainissement *(cf. Chapitre 4.1.1.6 Le télécontrôle Ramses).* Ces éléments sont également visibles dans Délég@ction.

Afin de suivre ses consommations, la SGAC a développé des bases de données Energie et a produit depuis 2014 des reportings et des indicateurs métiers par sites (kWh/ kg de DBO5 traitée, kWh/ m^3 traité et kWh/ kg de MS produite).

Exemple de reporting au niveau des stations d'épuration :

Consommation en MWh	Clos de hilde	Louis Fargue	Cantinolle	Sabarèges	Lille	Total
2013	9 681	17 120	3 746	3 126	2 457	36 130
2014	9 917	19 371	3 919	3 101	2 346	38 654
2015	9 283	18 825	3 950	2 983	2 342	37 383
2016	10 319	18 458	4 047	3 078	2 441	38 343
Variation 2015/2016 en %	11,16%	-1,95%	2,45%	3,18%	4,2%	2,57%



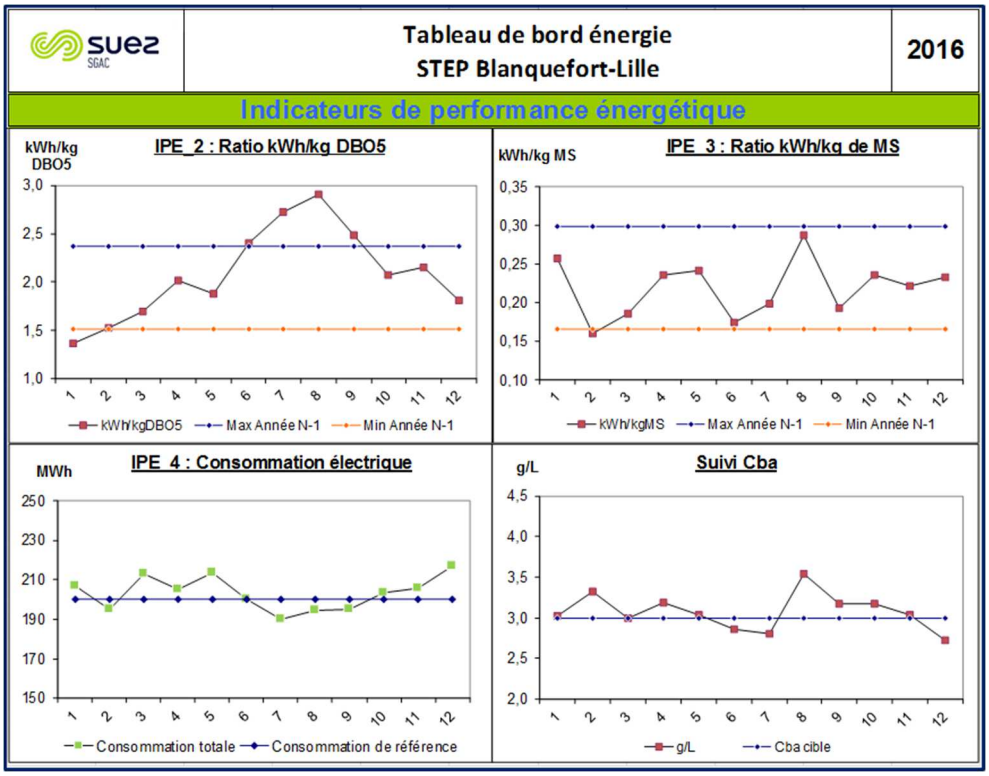


Pour les stations d'épuration, on constate une variation globale de la consommation d'électricité de 2,6 % entre les deux années 2015 et 2016. Cette variation s'explique principalement par une augmentation de 20% des volumes traités entre 2016 et 2015.

2.2.3 CERTIFICATION ISO 50 001

L'audit de surveillance réalisé par LRQA au mois de novembre 2016 a confirmé le maintien de la certification de la SGAC jusqu'au 1er décembre 2018.
Afin de suivre et de démontrer l'efficience de la gestion énergétique du service, des bases de données de comptage d'énergie ont été développées et des tableaux de bord sont produits par station d'épuration dans lesquels sont suivis les indicateurs de performances énergétiques :

- ✓ **IPE 1- Le *kWh /m3*** : l'énergie de l'atelier relevage et prétraitement nécessaire pour un mètre cube d'eau à traiter
- ✓ **IPE 2 - Le *kWh / kgDBO5* :** l'énergie de l'atelier biologique nécessaire pour éliminer la charge polluante carbonée des eaux usées
- ✓ **IPE 3 - Le *kWh* / kgMS** : l'énergie de l'atelier des traitements des boues et de l'atelier digestion, le cas échéant, nécessaire à la production de boues
- ✓ **IPE 4 - Le *kWh* :** la consommation électrique totale.



Exemple de tableau de bord énergie de la station de Lille-Blanquefort

Un indicateur supplémentaire a été intégré sur la station de Blanquefort-Lille dans le cadre de la démarche nationale : suivi de la concentration en boue activée (Cba). La concentration cible est fixée à 3 g/L sur cette station d'épuration. Cette concentration cible en boue activée conduit à une charge massique proche de 0,1 kg DBO5/kg MVS et pemet d'adapter la production d'air.

La SGAC recherchant à maîtriser ses consommations énergétiques a défini un plan d'actions en particulier sur les stations d'épuration qui représente 89% de l'énergie électrique consommée de la SGAC.

Pour chaque action apportant un gain énergétique, une fiche Négawatt est établie précisant le calcul précis de la performance énergétique réalisée sur une année.

Le Négawatt quantifie la totalité de l'énergie économisée grâce à l'optimisation des équipements ou des procédés.

Exemple de caclul d'une fiche Négawatt ayant un impact sur la performance énergétique

Intitulé de l'action n°87 : Régulation de l'aération des biofiltres par sonde DCO
Date de réalisation : 01/04/2015

moyenne IPE2 du 01/04/2014 au 31/03/2015 = 1,11 kWh/kgDBO5 éliminé
moyenne IPE2 du 01/04/2015 au 31/03/2016 = 1,04 kWh/kgDBO5 éliminé

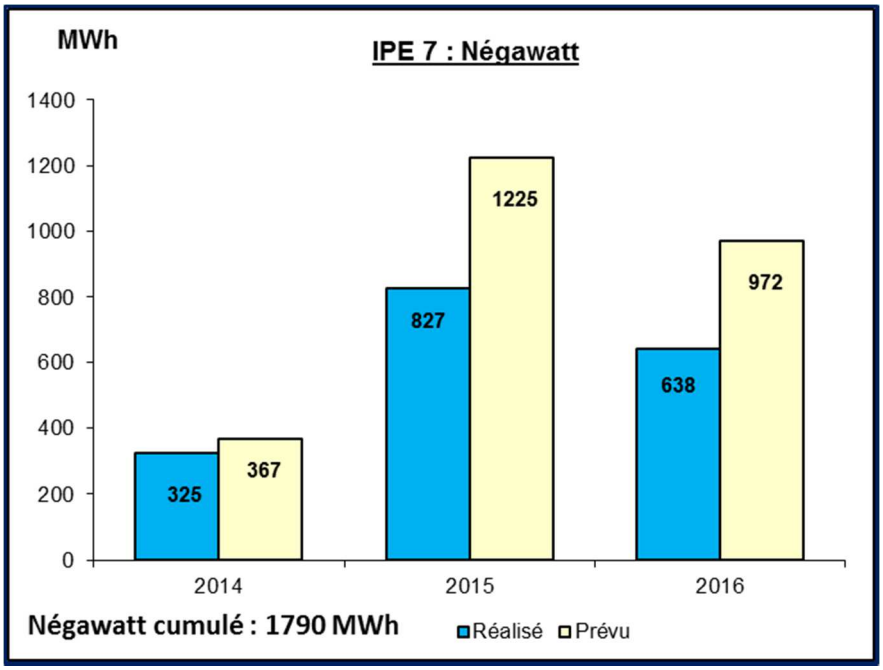
Calcul Négawatt sur une année pleine = (1,11-1,04)*consommation atelier biofiltration / 1000 = **303 MWh**

Ainsi sur l'année 2016, le bilan Négawatt sur la SGAC est de 638 MWh d'énergie électrique pour un objectif prévisionnel de 972 MWh. La non-atteinte de l'objectif prévisionnel est liée principalement à des surestimations des économies potentielles lors des diagnostics initiaux et à des actions qui n'ont pas pu être mises en place et sont donc reportées pour l'année 2017.

Bilan des actions significatives réalisées sur les stations d'épuration :

- ✓ **Station Louis Fargue :**
  - ✓ Mise en place d'un programme permettant la régulation de l'air injecté dans les biofiltres ; il s'agit d'adapter la quantité d'air à la charge de pollution entrante dans l'atelier biofiltration grâce à une sonde DCO.
  - ✓ Arrêt de 2 nouveaux dessableurs par temps sec ; par temps sec seulement les 4 dessableurs de l'ancienne tranche et 1 nouveau dessableur sont alimentés.

✓ **Station Cantinolle :** Fonctionnement du brassage du digesteur par cycle de 6 heures avec 2 heures d'arrêt et 4 heures de marche du compresseur de brassage, soit un total de 8 heures d'arrêt par jour.



2.3 OPTIMISATION ET REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE

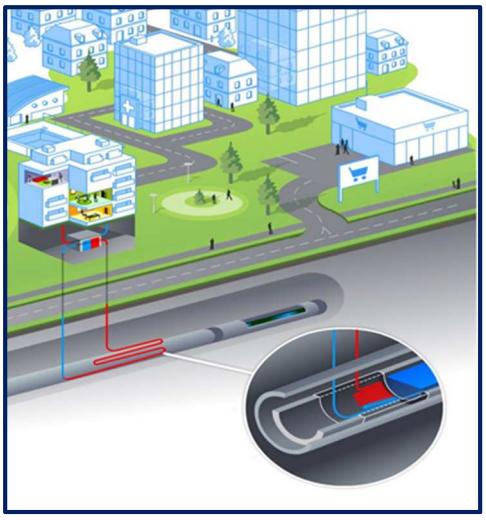
Depuis 2013, le délégataire a réalisé différentes études prospectives principalement tournées vers la production d'énergies renouvelables à partir des équipements communautaires. En 2016, ces études ont porté sur la faisabilité de la mise en place de systèmes Degrés Bleus.

DEGRES BLEUS

Les canalisations d'eaux usées véhiculent des eaux dont la température se situe entre 10°C et 20°C, ce qui représente une énergie disponible toute l'année.

En hiver, le procédé Degrés Bleus récupère cette chaleur au moyen d'un échangeur placé dans le réseau et d'une pompe à chaleur située hors du réseau d'assainissement. En été, l'échangeur et la pompe en chaleur restituent la chaleur au réseau pour produire du froid.

Suez Eau France a développé et installé ce procédé sur plusieurs sites en France dont l'Hôtel métropolitain et le Museum d'Histoire Naturelle de la Ville de Bordeaux (en cours).



Afin de trouver des sites potentiels, la SGAC s'est rapproché de 2 organismes : l'Alec et l'A'Urba qui disposent d'une vision à court et moyen terme des projets de réseau de chaleur et des besoins futurs. Les échanges avec ces organismes, permet de déployer une démarche de prospection des secteurs d'intérêt pour l'installation de Degrés Bleus. Notamment cette technologie présente un intérêt particulier dans les centres ville où par exemple le foncier ne permet pas d'installer une chaufferie collective. Ce travail conjoint se poursuivra en 2017.

Parallèlement, a été examinée la faisabilité d'installation d'un Degrés Bleus sur les installations suivantes :

- Tour administrative : le collecteur passant dans l'avenue de la république DN 2200 dont le débit avoisine 800 l/s a un potentiel de l'ordre du MW. Cette puissance serait suffisante pour assurer le chauffage et/ou la climatisation du bâtiment. Toutefois le procédé nécessiterait la refonte du système de chauffage du bâtiment hors celui-ci a été rénové récemment.
- Chambre d'agriculture : le débit qui transite par le collecteur Caudéran Naujac (DN 4 200 mm) situé au pied de l'immeuble est très largement suffisant pour assurer le besoin en climatisation de ce bâtiment.

2.4 EMPREINTE CLIMAT ENERGIE

Afin de suivre l'empreinte climat-énergie du service de l'assainissement, deux indicateurs quantitatifs facilement mesurables ont été mis en place par le délégataire dès 2013 : l'empreinte Carbone et l'empreinte Energie.

2.4.1 L'EMPREINTE CARBONE DU SERVICE ET DE SES USAGERS

L'empreinte Carbone est destinée à évaluer l'impact du service en matière d'émission ou de réduction des gaz à effet de serre.
Pour 2016, l'empreinte Carbone du service est de 10 569 tonnes de CO2.
Ce volet est développé dans le chapitre consacré au Gaz à Effet de Serre *(Cf. &5.2.1).*

2.4.2 L'EMPREINTE ENERGIE

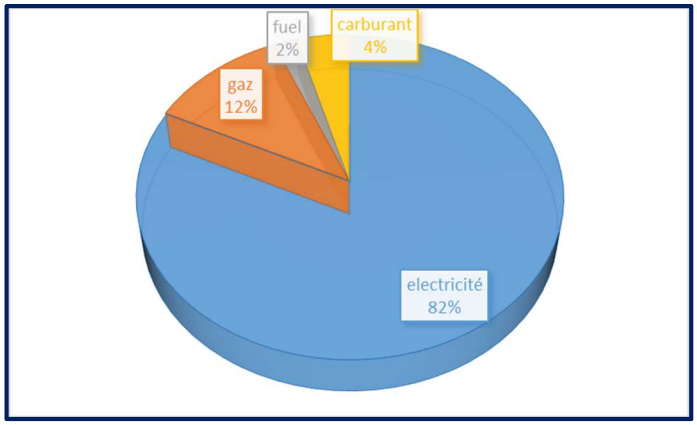
L'évolution de l'indicateur de l'empreinte Energie I ENR dont la formule est présentée ci-dessous permet de mesurer les effets du pilotage énergétique, en particulier les efforts portés sur la réduction des consommations d'énergie fossile et l'appel à des énergies renouvelables.

$I_{ENR} = E_{totale} - E_{verte} - E_{ENR}$
Avec :
E_{totale} : Energie totale consommée (gaz, électricité, fioul, carburant)
E_{verte} : Electricité verte consommée
E_{ENR} : Energie renouvelable produite et valorisée (électricité Cogénération)

Pour 2016, la valeur E totale est : 51 882 MWh et la valeur I_{ENR} est : 33 028 MWh.
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces valeurs sur la durée du contrat (valeurs exprimées en MWh).

Indicateurs	2013	2014	2015	2016
I_{ENR} (MWh)	29 970	32 250	32 475	33 028
E_{totale} (MWh)	45 378	51 066	50 686	51 882
E_{verte} (MWh)	15 000	15 000	15 000	15 000
E_{ENR} (MWh)	408	3 816	3 210	3 855

Pour l'E_{totale}, la répartition des consommations d'énergie est présentée dans le graphe ci-dessous.



Entre 2015 et 2016, on constate une augmentation de 552 MWh de l'indicateur I_{ENR} et de 1 197 MWh pour E_{totale}.

Ces variations s'expliquent principalement par :

Des effets de diminution

- ✓ **Séchage des boues**

Optimisation du séchage des boues soit une baisse de 305 MWh.

- ✓ **Cogénération**

Augmentation de la production de la cogénération entre les deux années de 644 MWh.
Celle-ci est consécutive à une optimisation du processus.

Des effets d'augmentation

- ✓ **Fioul pour l'alimentation des Groupes électrogènes**

Du fait de la différence de pluviométrie entre 2015 et 2016, la consommation du fuel alimentant les groupes électrogène des stations de pompage des eaux pluviales marque une augmentation significative par rapport à l'année 2015 soit 380 MWh.

- ✓ **Consommation électrique**

Pour les mêmes raisons climatiques que celles évoquées ci dessus, on observe une augmentation des consommations électriques sur les postes de pompage de 638 MWh. Cette augmentation est moins marquée pour les stations d'épuration.

3 - LES ACTIONS CONTRE LES NUISANCES OLFACTIVES

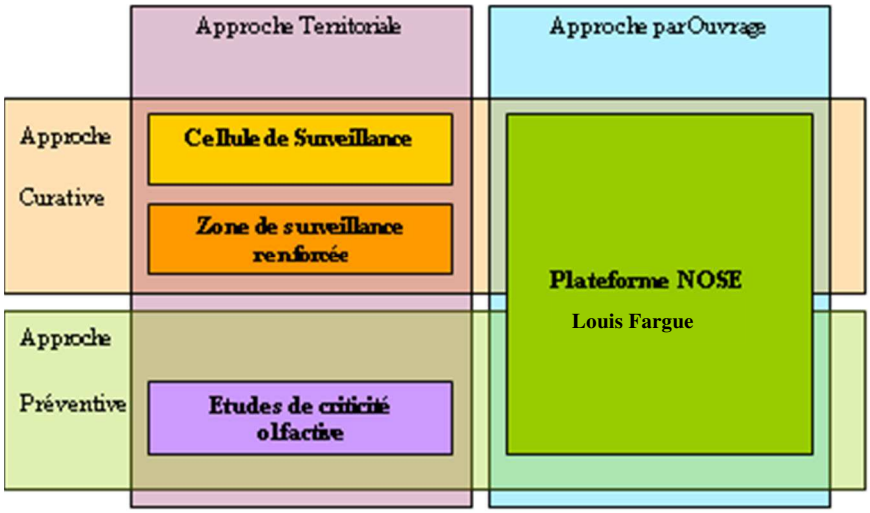
3.1 CONTEXTE

Le délégataire porte un plan d'actions pour réduire les nuisances olfactives depuis 2013 intégrant une démarche croisée alliant une approche préventive et curative de ces nuisances en fonction des secteurs ou des ouvrages.
En 2016, les actions de surveillance et d'étude de criticité ont été poursuivies et les actions de surveillance aux abords de la station de traitement de Louis Fargue ont été renforcées.

L'approche préventive a ciblé des secteurs ou ouvrages critiques présentant un potentiel de nuisance olfactive. Ce type d'approche permet d'identifier les secteurs à risque et permettra d'apporter le meilleur traitement avant même l'apparition de nuisances olfactives.

L'approche curative a permis de localiser les zones d'apparition de ces nuisances, d'en réaliser le diagnostic puis de mettre en place les actions spécifiques ou de proposer des solutions adaptées.

En ce qui concerne le secteur Louis Fargue, la plateforme Nose permet de combiner ces deux approches apportant une vision du panache olfactif pour anticiper les nuisances et en permettant un diagnostic approfondi lorsqu'une nuisance est remontée à proximité de la station. En complément de ces actions, un suivi spécifique des aléas olfactifs autour de la station d'épuration de Louis Fargue a été assuré par le personnel SGAC travaillant sur site par la mise en place de tournées « odeurs » en 4 points autour de la station d'épuration. Les résidents du quartier ont été impliqués dans la démarche d'amélioration continue par la réalisation de réunions spécifiques sur le sujet (une avec le jury de riverains et 2 réunions publiques) et la diffusion de 2 newsletters spécifiques.

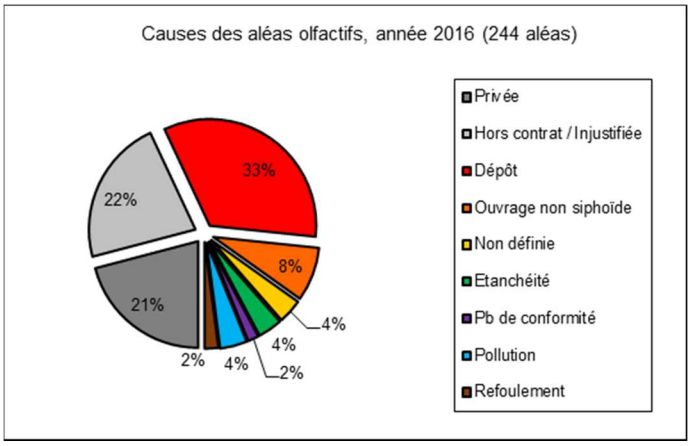


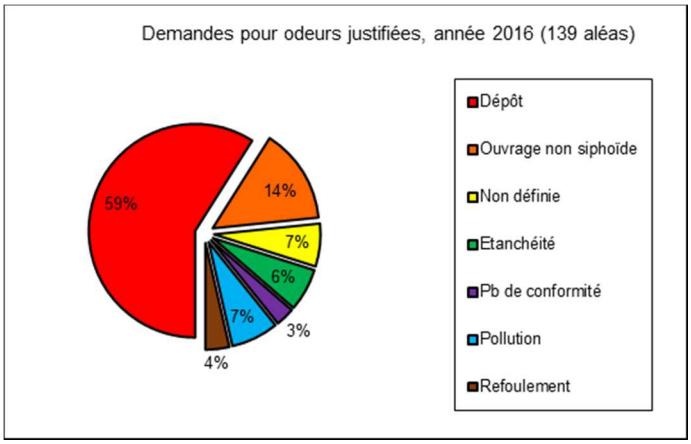
Le recensement des aléas olfactifs, les études de criticité et le suivi de la zone de surveillance renforcée sont les missions portées par le délégataire pour réduire la présence des nuisances olfactives sur le territoire de Bordeaux Métropole. Bénéficiant de l'expérience acquise de 2013 à 2015, les tournées sur le Zone de Surveillance Renforcée (ZSR) ont évolué dans l'objectif de cibler les diagnostics sur des axes moins connus. Les Zones de Criticité Olfactives (ZCO) ont été choisies suite à l'analyse des densités d'aléas.

3.2 CELLULE DE SURVEILLANCE

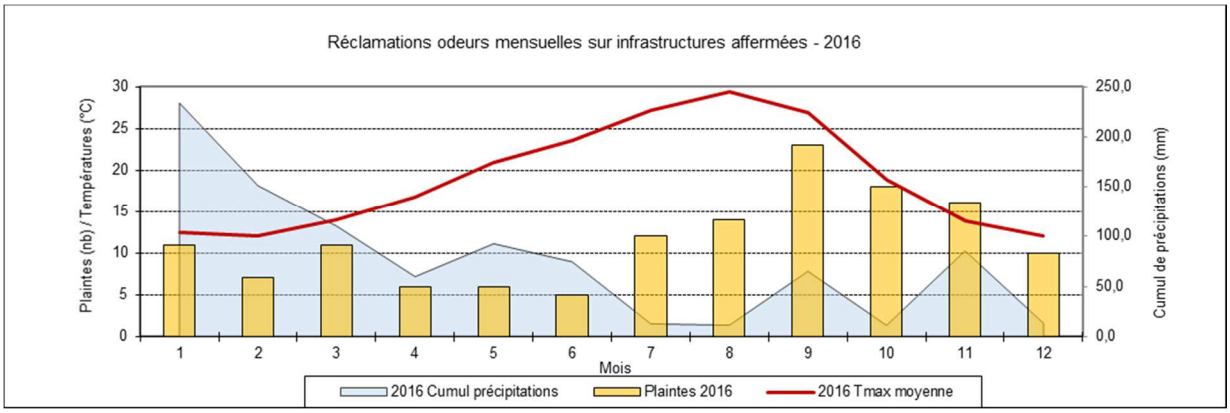
Le Délégataire réalise une surveillance des nuisances olfactives du territoire en tenant à jour une base de données « odeurs » qui intègre les sollicitations clients pour nuisances olfactives, traitées par le service d'assainissement depuis 2013. Les informations de cette base sont relatives à la localisation spatiale et temporelle des aléas perçus, l'identité des plaignants et les typologies des phénomènes ayant entraîné les nuisances. Toutes ces informations sont retranscrites sous le SIG APIC, ce qui permet de consulter rapidement l'historique des plaintes à une adresse donnée, d'en connaitre les principales caractéristiques et de remonter efficacement aux comptes rendus d'intervention.

318 réclamations pour odeurs ont été reçues en 2016, qu'elles soient liées au système d'assainissement ou non. Après suppression des doublons d'intervention (plusieurs réclamations pour la même adresse) et les non pris en charge à la demande des clients (annulations de rendez-vous), ces réclamations ont engendré 244 enquêtes. Parmi celles-ci seules 139 aléas sont imputables au service de l'assainissement. Le reste correspondant à des problématiques en domaine privé ou en domaine public non lié à l'assainissement (ex : ordures ménagères).
À titre de comparaison, 415 réclamations ont été reçues en 2015 et 201 interventions concernant le système d'assainissement ont été déclenchées.





En 2016, la moyenne des réclamations mensuelles a nettement diminué par rapport à 2015 (12 contre 17). La pluviométrie abondante rencontrée de janvier à mars aura permis de réduire le nombre d'aléas perçus sur le premier tiers de l'année. Un nombre faible de plaintes mensuelles, toujours inférieures à la moyenne annuelle, est ainsi maintenu jusqu'au mois de juin.
L'augmentation des températures et la raréfaction des précipitations à partir des mois de juillet et août se sont accompagnées d'un accroissement des réclamations mensuelles. Celles-ci atteignent leur maximum en septembre. Bien que ce ne soit pas le mois où les températures aient été les plus élevées et les précipitations les plus faibles, l'apparition de ce pic de réclamation peut être associé à la fin de la période des vacances scolaires. Cette observation a déjà été faite les années précédentes, mais ce phénomène est d'autant plus notable en 2016. Le nombre d'aléas mensuels décroit progressivement sur les mois d'octobre et novembre. Le faible cumul de précipitations sur cette période maintient néanmoins un nombre d'aléas mensuels supérieurs à la moyenne 2016. Le nombre de plaintes reçues en décembre passent sous cette moyenne, certainement la conséquence de la diminution des températures.



139 enquêtes liées aux réclamations clients relatives au service de l'assainissement ont été recensées en 2016, contre 201 en 2015. Une diminution de 31 % par rapport à 2015 est donc observée. Le nombre d'aléas annuels signalés est ainsi ramené à un niveau inférieur à la moyenne calculée sur les années 2013 à 2016 inclue qui s'élève à 156 aléas/an. Cette baisse peut s'expliquer par la pluviométrie abondante en début d'année qui a certainement freiné l'apparition d'aléas olfactifs sur cette période. Cette année est ensuite intéressante car elle permet d'observer une évolution nette de l'apparition des aléas olfactifs en fonction des variables climatiques.

L'analyse de la récurrence des plaintes odeurs fait apparaitre que sur 55 secteurs avec une densité élevée de plaintes (plus de 3 plaintes de 2013 à 2016 sur un carré de 150mx150m) seuls 13 secteurs peuvent être jugés comme connaissant des aléas récurrents. Sur les 42 autres secteurs les plaintes odeurs bien que géographiquement rapprochées n'ont pas de lien apparent. Les 13 secteurs concernés sont :

- **Secteurs déjà identifiés en 2015 avec de nouvelles plaintes en 2016** :

  - ✓ Rue Hapchot, Le Haillan : sortie du siphon, étude d'un traitement H_2S au niveau de Camp des lanciers réalisée en 2016.
  - ✓ Rue Emile Zola, Le Bouscat : bouche d'égout non siphoide à modifier (étude de criticité de ces ouvrages faite lors de la ZCO 2016).
  - ✓ 55 cours du Maréchal Gallieni, Bordeaux : bouche d'égout non siphoide à modifier (étude de criticité faite lors de la ZCO 2014).
  - ✓ Rue des Frères Moga, angle rue du Professeur Bergonié, Bègles : réseau très odorant, cause à spécifier (présence d'une chute à briser, sujet à l'étude).

- **Nouveaux secteurs apparus en 2016** :

  - ✓ Avenue du Stade, Taillan-Médoc. Avaloirs non siphoïdes sur réseau Eaux Pluviales. Obturation régulière du réseau Eaux Usées ; le plan de curage prévoit une intervention par an. Lien réseau Eaux Usées – réseau Eaux Pluviales : diagnostic en cours.
  - ✓ Rue Flora Tristan, Floirac. Plaintes à proximité immédiate de la conduite exutoire du bassin Alfred Giret. Le plan de curage prévoit une intervention par an sur la portion de collecteur la plus problématique. Impact de la mise en marche des pompes : diagnostic en cours.
  - ✓ Rue Paulette Sauboua, Talence. Encombrement progressif d'un collecteur qui s'est écroulé en 2016. Travaux de réparation réalisés.
  - ✓ Rue Buscaillet, Le Bouscat. Plusieurs ouvrages non siphoïdes. Analyses de leur criticité à réaliser pour justifier des demandes de transformation.

- **Secteurs identifiés en 2015 sans nouvelles plaintes en 2016 :**

  - ✓ Rue de la porte Cailhau, Bordeaux : bouches d'égout non siphoides à modifier (criticité des ouvrages constatée lors des ZSR annuelles).
  - ✓ Rue Charcot, Le Bouscat : problématique de dépôt suppléée par la présence d'avaloirs non siphoïdes. Depuis 2016, le plan de curage prévoit une intervention par an.
  - ✓ Rue Edmond Faulat, Ambarès et Lagrave : odeurs émanant d'une bouche d'égout connectée sur un réseau Eaux Pluviales mais à proximité d'une surverse Eaux Usées. La surverse a été obturée début 2016.
  - ✓ Rue Georges Courteline, Villenave d'Ornon : odeurs liées aux émanations d'un effluent industriel. Travaux sollicités par la SGAC réalisés par BM durant l'année 2016.
  - ✓ Place du Champ de Mars, Bordeaux : défaut d'étanchéité sur deux avaloirs.Travaux sollicités par la SGAC, programmés par BM.

3.3 ZONE DE CRITICITE OLFACTIVE (ZCO)

La ZCO consiste en un diagnostic des infrastructures de collecte sur un secteur donné pour définir leurs niveaux de « criticités olfactives ». En 2016, en concertation avec la Collectivité, deux zones ont été définies :

- ✓ Bordeaux Chartrons : d'une superficie de 14,5ha, cette zone est située dans un quartier à forte urbanisation et concentre de nombreux commerces et restaurants notamment cours Portal et autour de la Halle des Chartrons. 8 plaintes odeurs ont été enregistrées depuis 2013.

- ✓ Au Bouscat centré sur l'avenue Libération-Charles de Gaulle : d'une superficie de 15,4ha, cette zone est située dans un quartier essentiellement résidentiel (maisons individuelles à petites parcelles). Une quinzaine de commerces sont répartis entre l'axe Zola et la place Jean-Jaurès. 7 plaintes odeurs ont été enregistrées depuis 2013.

Au total, 403 regards de visites et 237 avaloirs ont été inspectés pour une évaluation de leurs états fonctionnels et structurels. Le diagnostic des ouvrages est couplé à l'observation de l'environnement à proximité de chacun d'entre eux.

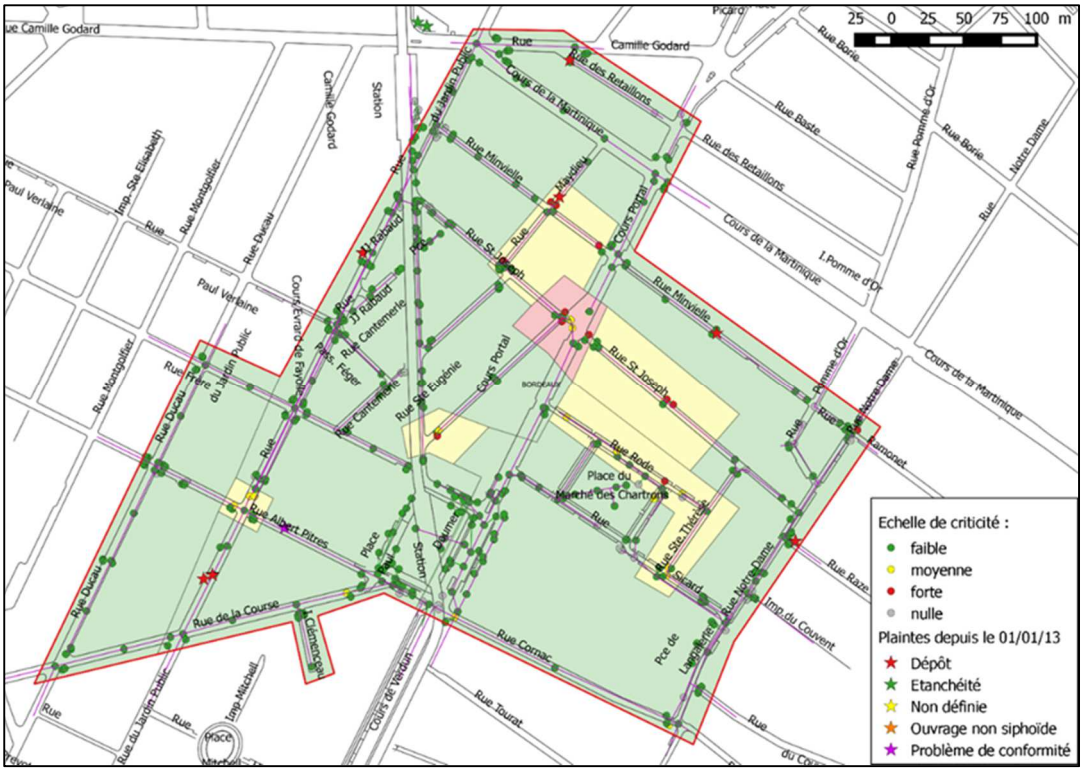


Figure 1 : criticité des ouvrages sur la ZCO Bordeaux Chartrons

12 ouvrages critiques ont été identifiés sur la zone Bordeaux Chartrons. Conséquemment, la SGAC a planifié 5 curages de réseaux. Par ailleurs et à titre préventif, un nettoyage de Bouche d'Egout a été programmé.

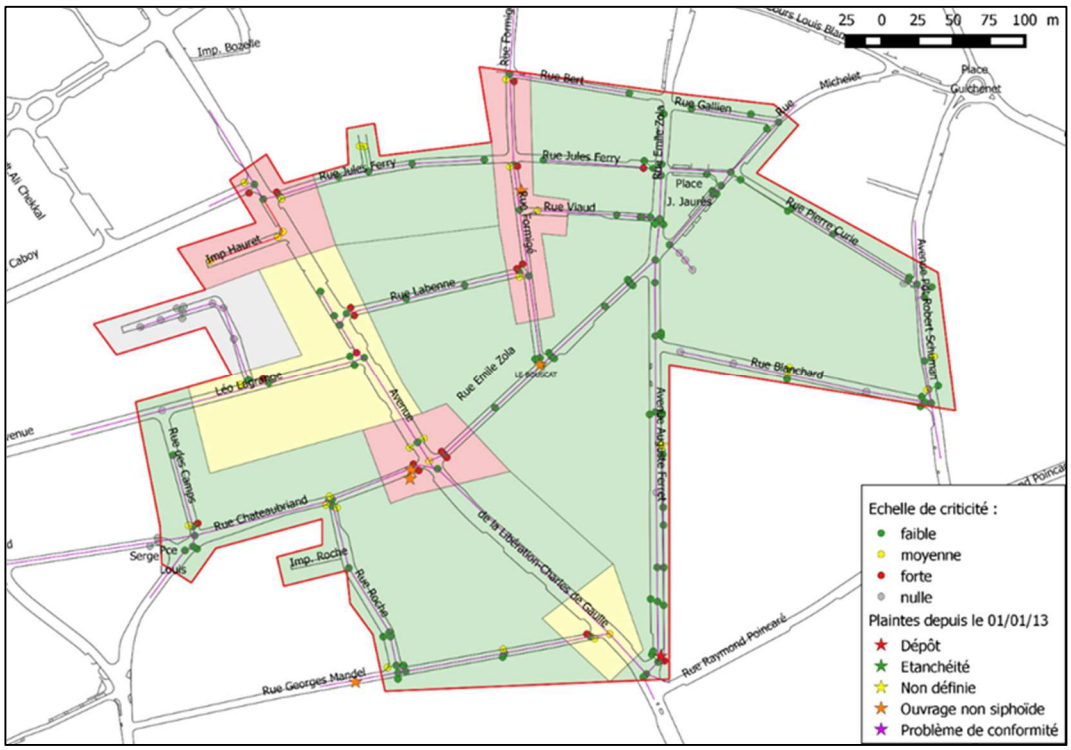


Figure 2 : ***criticité des ouvrages sur la ZCO Bouscat Libération-Charles de Gaulle***

18 ouvrages critiques ont été identifiés sur la zone Bouscat Libération-Charles de Gaulle. Conséquemment, la SGAC a planifié 1 curage de réseaux. Onze demandes de transformation de bouche d'égout (BE) non siphoïde ont été transmises à la collectivité. Par ailleurs et à titre préventif, six nettoyages de BE moyennement critiques ont été programmés.

3.4 ZONE DE SURVEILLANCE RENFORCEE (ZSR)

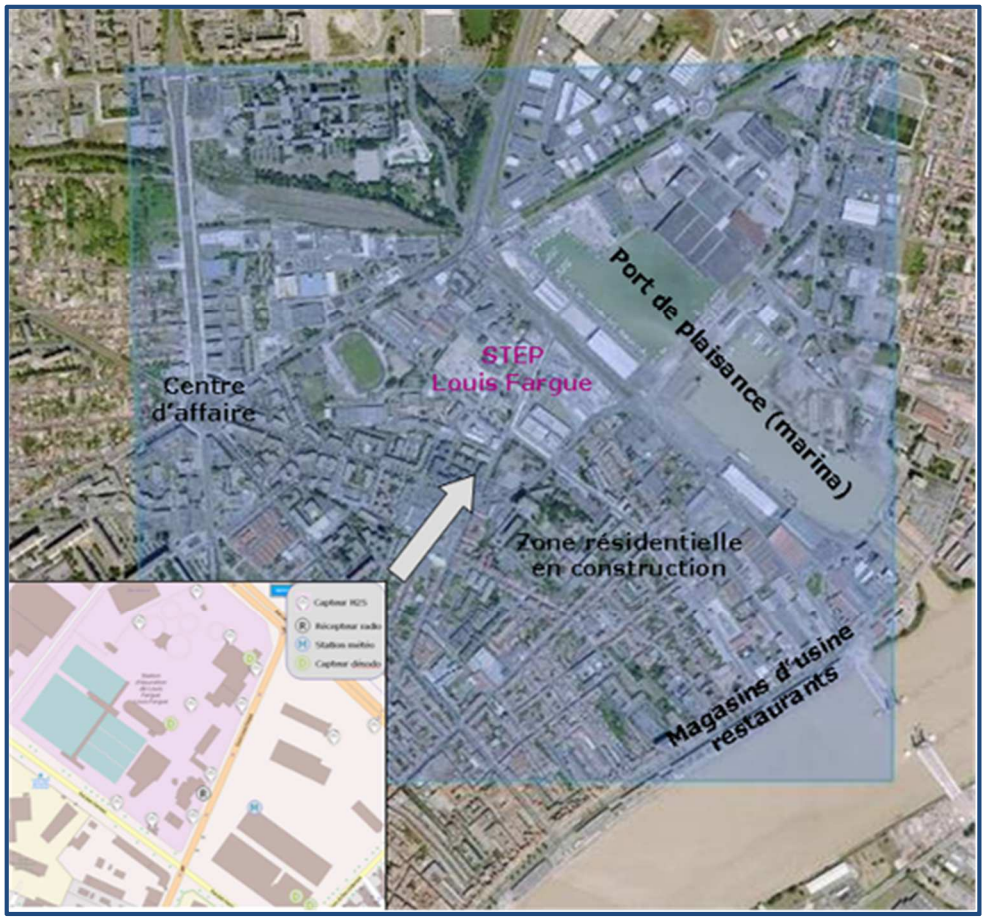
La densité d'urbanisation, les enjeux économiques et touristiques du centre historique de Bordeaux en font un secteur où la qualité de vie doit être garantie par une maitrise des nuisances olfactives. La mission de la ZSR est d'y anticiper l'apparition de ces phénomènes par une action préventive et de limiter ainsi les gênes faites aux riverains.

Les informations acquises à travers ce suivi lors des années précédentes, ainsi que par le biais de la base de données odeurs, permettent aujourd'hui de cibler des ouvrages régulièrement problématiques. Elles ont également permis de repérer des sites, nommés espaces prioritaires, sur lesquels il est primordial de limiter au maximum l'apparition d'odeurs. L'expérience acquise les années passées a permis en 2016 de moins se focaliser sur ces espaces prioritaires et d'avoir une analyse plus globale de la zone.

En 2016, « une inspection » du territoire a été faite chaque quinzaine de mois durant la période du 15 juin au 15 septembre.
La première tournée a consisté en une inspection des ouvrages ayant fait l'objet d'au moins une intervention depuis 2013.
Du 1er au 15 juillet, la météo particulièrement propice à la formation d'odeurs a incité le Délégataire à réaliser un audit olfactif complet de la ZSR. Toutefois l'analyse a été faussée par la présence de tas d'ordures ménagères ayant une empreinte olfactive forte et masquant les autres émanations comme celles potentiellement issues du réseau d'assainissement.
Du 16 juillet au 15 septembre, les conditions climatiques étaient globalement favorables à l'émanation d'odeurs. 204 ouvrages ont été diagnostiqués afin d'évaluer leur criticité olfactive. Malgré des conditions favorables, aucune problématique odeur particulière n'a été relevée. Ces diagnostics ont engendré 2 demandes d'enquêtes de conformité et 21 demandes de curages préventifs avant la période estivale 2017 (Bouches d'Egout et réseau). Les enquêtes auront aussi permis de programmer 5 actions de réparations sur des ouvrages de surfaces.

3.5 LA PLATEFORME NOSE ET LE JURY DE RIVERAINS

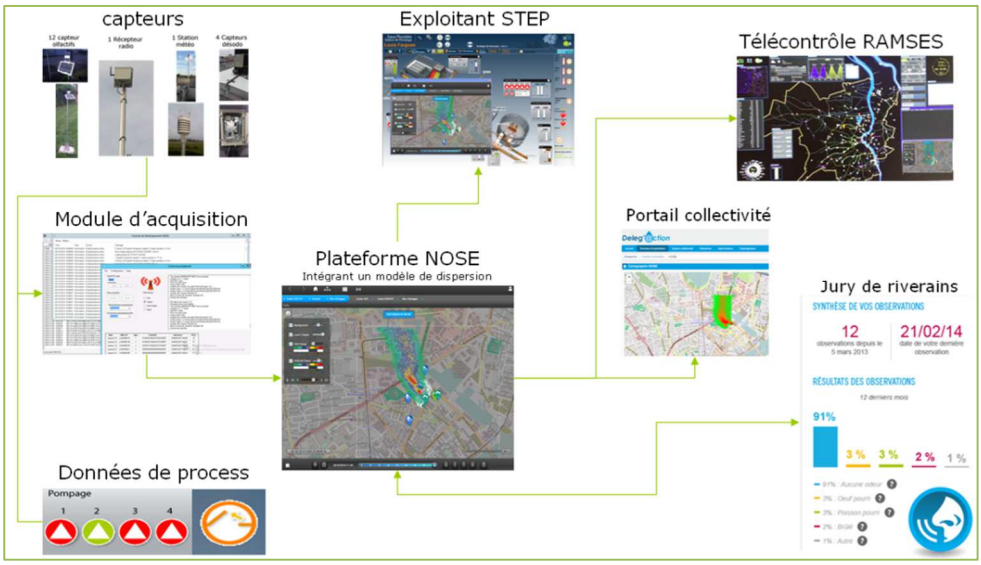
Mise en service en 2015, la plateforme NOSE associée au jury de riverains permet de prendre en compte la problématique odeur autour de la station d'épuration Louis Fargue dans sa globalité. Ce quartier de Bordeaux est en pleine mutation, autrefois périphérique et industriel, il devient peu à peu un quartier résidentiel au cœur de la ville où quelques 3 000 logements autour du futur port de plaisance voient progressivement le jour. Afin de s'adapter à cette nouvelle donne, la station doit encore réduire son impact, notamment olfactif, sur son environnement.



3.5.1 FONCTIONNALITES DE LA PLATEFORME

La plateforme NOSE permet de suivre les nuisances olfactives sur 4km² et de déclencher les actions correctives. Ce produit exploite les données de 12 capteurs olfactifs d'ambiance, de 4 capteurs olfactifs en insertion dans les cheminées de désodorisation, d'une station météo locale ainsi que d'un modèle de dispersion des odeurs actualisé toutes les 15 minutes.

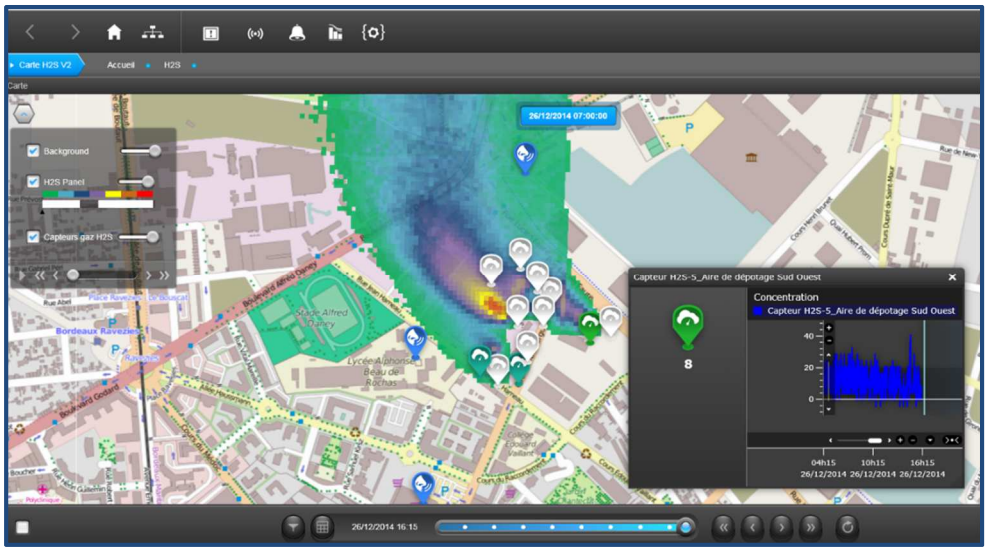
Schéma de principe de fonctionnement



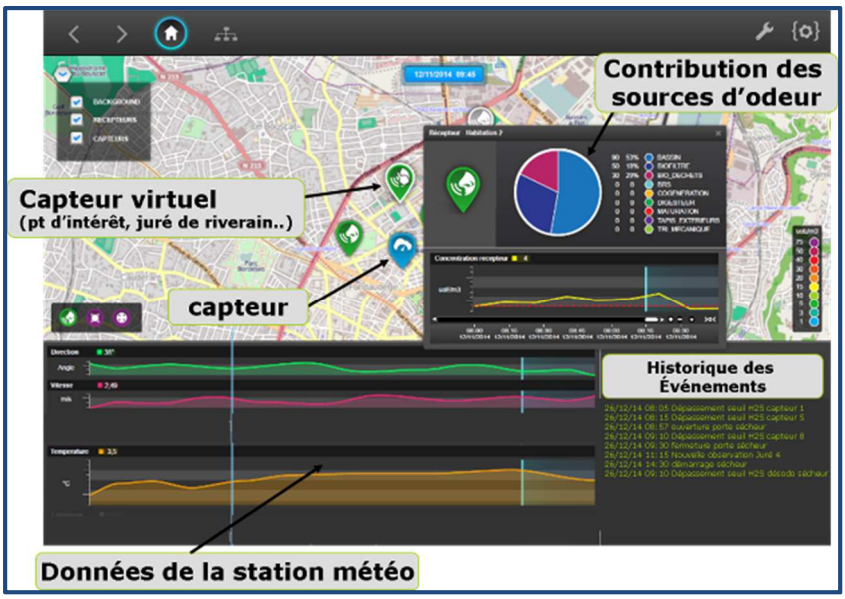
Les capteurs ont été implantés à des endroits stratégiques au sein de la station, identifiés à l'issue d'un audit « odeur » réalisé par le CIRSEE (centre de recherche de Suez).

Par ailleurs, parce que certaines étapes de traitement sont connues pour être émettrices d'odeurs (pré-dégrillage, séchage et dépotage des boues), les équipements sont complétés par la mise en place de contacteurs de portes sur les bâtiments les abritant.

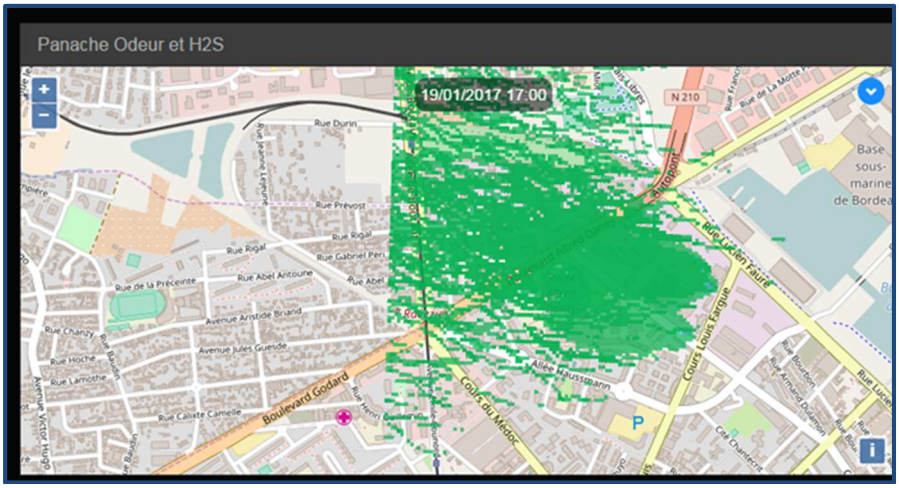
Ces données et celles des sondes alimentent également le modèle de dispersion qui va éditer les panaches d'odeur et de composés soufrés. La visualisation de ces panaches est accessible par l'exploitant de la station d'épuration via Topkapi, le télécontrôle RAMSES (superviseur 24/24 de l'assainissement) ainsi que par Bordeaux Métropole au travers du portail collaboratif Délég@ction.

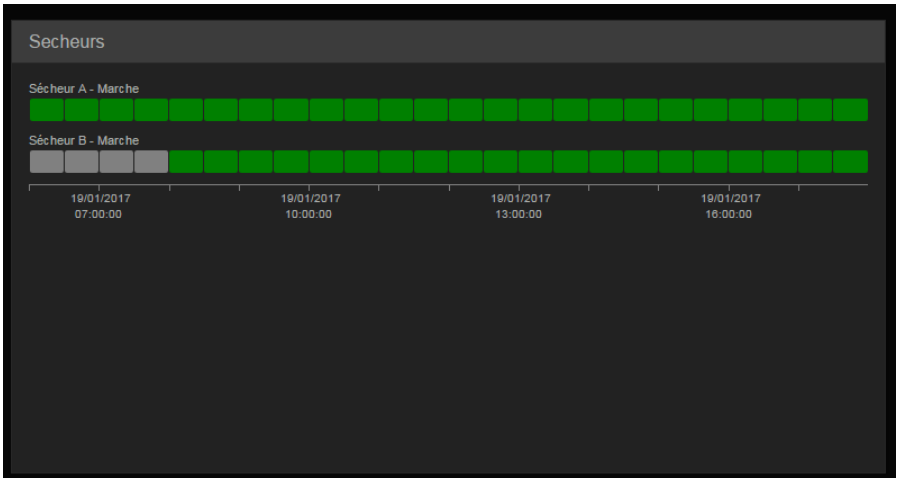


Les données sont consultables en concentration de composés soufrés ou en unité d'odeur.
Un journal d'événements est alimenté au fil de l'eau sur l'interface permettant l'enregistrement des aléas ou autres alertes.



En 2016 les informations de la plateforme NOSE ont été mises à disposition de l'exploitant et de la Collectivité en temps réel et en mobilité. Ainsi, un module « odeur » a été intégré à l'extranet RAMSES tel que présenté ci-dessous. Ce dernier permet de visualiser le panache odeur et de connaitre l'état de fonctionnement de chacun des sécheurs.





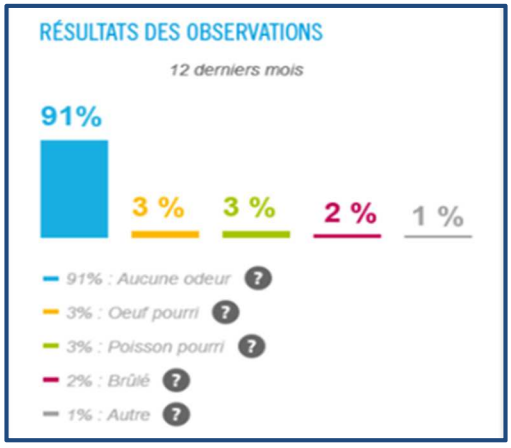
L'outil intègre également les observations d'un jury de riverains volontaires et formés à la détection des odeurs. Cette co-construction d'un plan d'action anti-odeurs avec les habitants du quartier doit favoriser les échanges et donc améliorer la compréhension des contraintes de chaque poste.

Après une formation à la « roue des odeurs », ces derniers peuvent saisir leurs observations sur l'interface « l'Eau de Bordeaux Métropole » au travers d'un nouvel espace dédié et sécurisé.

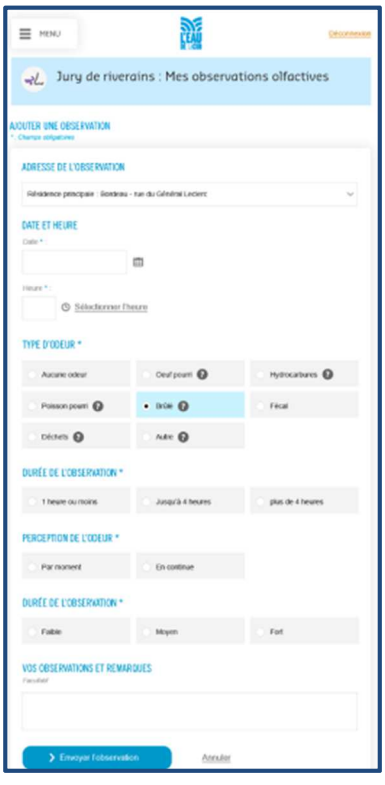
Sur le site Internet, un tableau de bord indique en temps réel des statistiques relatives aux observations des riverains. Les membres du jury de riverains bénéficient d'une vue détaillée via leurs accès personnalisés. Ces données entrantes peuvent générer des interventions de l'exploitant (cf. schéma de principe).

Outre la capacité à intervenir en réaction face à des observations, alertes…, une capitalisation des données est effectuée à moyen et long termes. L'ensemble des informations collectées est analysé et alimente un plan d'actions visant à réduire les nuisances olfactives de la station d'épuration Louis Fargue. Cela peut se traduire par une modification des opérations d'exploitation, une adaptation des process ou par un redimensionnement de la désodorisation.

Les visuels suivants illustrent l'interface web « jury de riverains ».



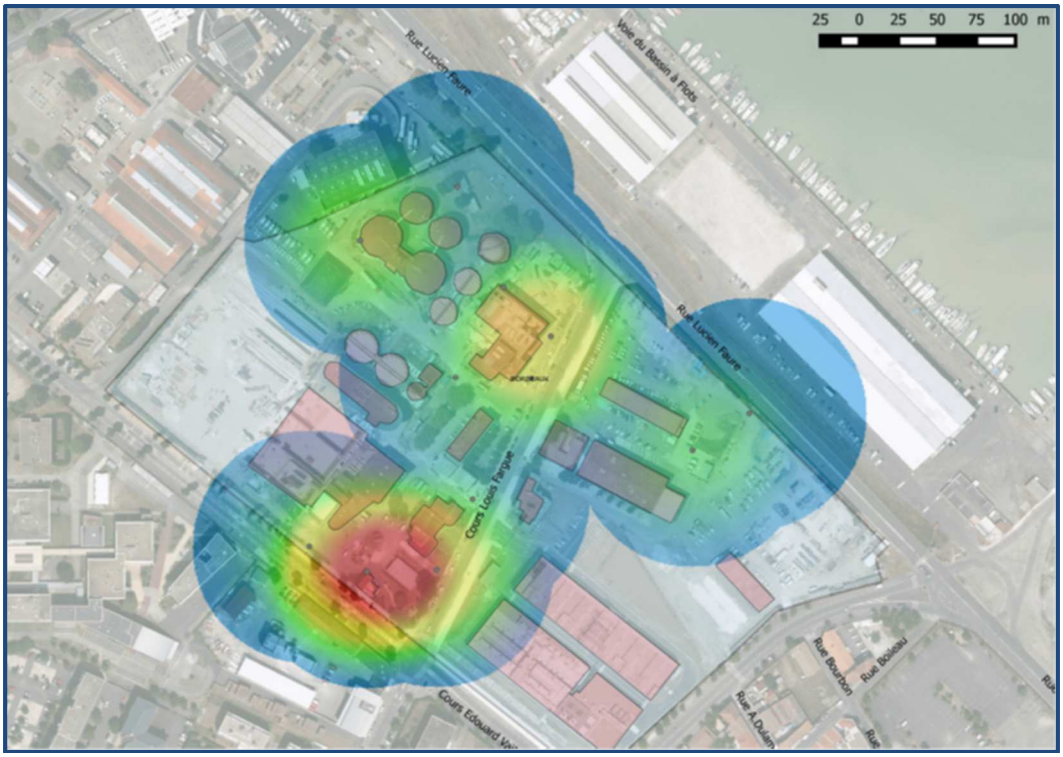




3.5.2 RETOUR D'EXPERIENCE DES CAPTEURS

Les 12 capteurs positionnés sur l'ensemble du site de la station d'épuration, enregistrent au pas de temps de 15 minutes le taux de composés soufrés au point où ils sont situés.

Sur les premiers mois d'exploitation, sur l'ensemble des 12 capteurs, le taux de composés soufrés mesuré était inférieur à 15 ppb dans 89% du temps. La carte de chaleur des mesures enregistrées par ces capteurs est la suivante.



L'expérience acquise depuis la mise en place des capteurs conduira à déplacer certains capteurs en 2017.

Ces capteurs sont autonomes en énergie et sont alimentés par l'énergie solaire. Le doublement de la surface des panneaux solaires associés à chaque capteur a permis d'atteindre des taux de disponibilité de la donnée de 75%.

3.5.3 BILAN DES OBSERVATIONS DU JURY

Durant l'année 2016, le jury de riverains n'a fait part que de 2 observations via l'espace dédié du site www.usagers/leau.bordeaux-metropole.fr.

Une des observations faite faisait état d'une absence d'odeur et l'autre d'une odeur fécale discontinue et d'intensité moyenne.

Les observations des jurys de riverains sont d'abord rapprochées des opérations effectuées sur les ouvrages (dépotage, mise en route des sécheurs…), ce qui permet de mieux comprendre l'impact des actions quotidiennes sur l'environnement proche de la station d'épuration.

Ensuite, ces observations permettent au délégataire de prioriser le traitement des anomalies identifiées, en intégrant, aux côtés des facteurs techniques et sécurité, le facteur nuisance olfactive.

Tout au long de l'année, l'ensemble des habitants du quartier ont par ailleurs été impliqués dans la démarche d'amélioration continue par :

- la réalisation de réunions dédiées au sujet des odeurs : 1 spécifique avec le jury de riverains et 2 réunions publiques ;
- la diffusion de 2 newsletters spécifiques, en direct aux membres du jury et en libre service à la mairie de quartier et à la maison des projets des bassins à flots ;
- l'information des jurys et de la mairie de quartier en amont de travaux pouvant engendrer des nuisances (exemple : vidange des digesteurs).

3.5.4 BILAN DES TOURNEES DE L'EXPLOITANT

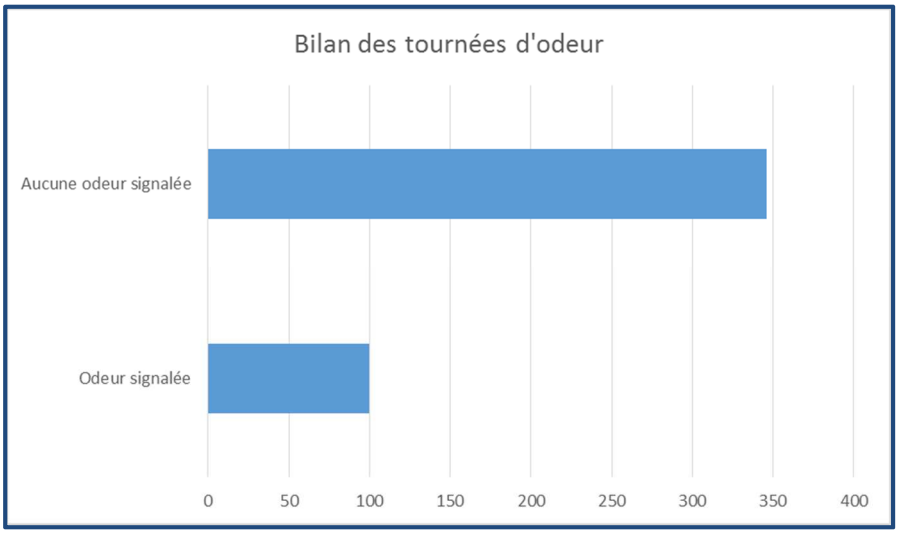
A partir de mai 2016 le personnel de la SGAC a réalisé des tournées odeurs spécifiques en 4 points autour de la station d'épuration, tels que représentés sur la cartographie ci-dessous.



Au total, 417 observations ont été réalisées par l'exploitant entre le 9 mai et le 31 décembre 2016 dans le cadre de ces tournées. De mi-mai à mi-juin, les services de la Métropole ont également participé à la démarche en faisant part de 29 observations.

L'analyse cartographique des observations soulève des odeurs plus marquées au point 1 et 2.

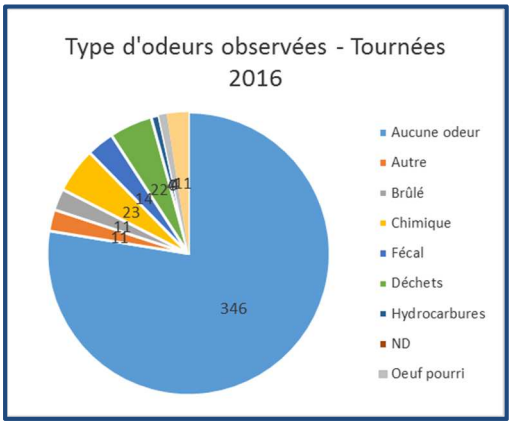
Le signalement d'absence d'odeur est tout aussi important que celui de présence d'odeur car il permet au délégataire de vérifier le bon fonctionnement de ses installations.
La répartition quantitative des observations est la suivante :

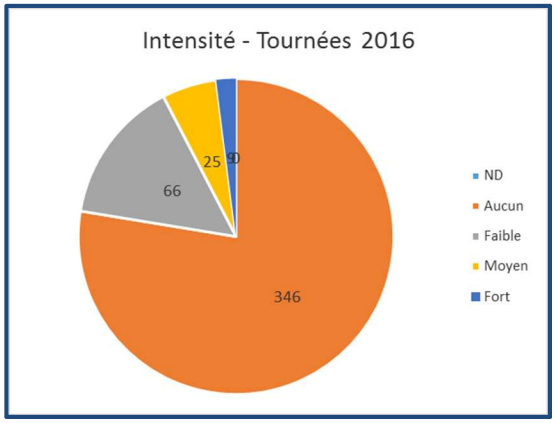


La caractérisation de l'intensité des odeurs et du type d'odeurs permet de noter que :

- 3/4 des observations notent une absence d'odeur
- les odeurs associées au fonctionnement des sécheurs sont prépondérantes (fécal/brûlé/chimique/autres).
- 22% des observations d'odeurs sont en lien avec le site déchets de Bordeaux métropole

De même, il est important de noter que la caractérisation de l'intensité est en majorité notée « faible ».





Les résultats de ces tournées font apparaitre l'influence des équipements industriels et du vent :

- Globalement il y a proportionnellement plus d'observations avec odeurs dès lors qu'un sécheur est en route. Ce phénomène est principalement marqué aux points 2 et 3.

- L'impact du vent est notable. Par exemple au point 1 il y a proportionnellement plus de remontées d'odeurs quand le vent vient du sud ouest, au point 2 quand le vent vient de l'ouest/nord ouest, au point 3 quand le vent vient de l'ouest et au point 4 quand il vient de l'Est/Nord Est. La répartition du vent sur les périodes d'observations était assez homogène.

3.6 PLAN D'ACTION STEP LOUIS FARGUE

Faisant suite aux événements du printemps 2015, en concertation avec les services de Bordeaux Métropole, nous avons continué à déployer en 2016 un plan d'action visant à réaliser une expertise de la situation et mis en œuvre des mesures concrètes.

- ✓ Réalisation de travaux et mise en œuvre des dispositifs suivants :
  - Modification de la ventilation des décanteurs lamellaires en juillet
  - Reprise de l'étanchéité du second étage des sécheurs en octobre

- ✓ Faisant suite à une étude des sources olfactives en 2015, des préconisations de travaux ont été faites en avril 2016 sur le traitement de l'air des zones de prétraitement, épaississement et stockage des boues.

- ✓ Des essais de produits neutralisants ont été réalisés d'octobre 2015 à mars 2016. Ce test a fait l'objet d'analyses détaillées qui ont été présentées dans un rapport de synthèse. Les tests ne permettent pas de conclure à une réduction tangible de la concentration d'odeur et de l'amélioration de l'impact olfactif lors de l'emploi des neutralisants.

- ✓ Des essais ont été réalisés sur les sécheurs. Les paramètres pris en compte lors de ces tests sont les suivants :
  - Fonctionnement d'un seul sécheur sur la période estivale
  - Alimentation du sécheur par des boues homogènes
  - Baisse de la charge entrante sur les sécheurs à 2000 kg/h/sécheur
  - Ajustement du fonctionnement de l'ECM 1er étage (140 C° vs 150 C°)
  - Baisse de la température sur le 2ème étage (100 C° vs 105 C°)

Il en a résulté un ressenti d'odeurs plus faible. D'un point de vue technique ces consignes de fonctionnement ont induit une plus grande régularité de fonctionnement des sécheurs avec une baisse des arrêts intempestifs. La siccité des boues a été quant à elle en baisse.

- ✓ Suez a lancé un programme de Recherche et Développement (R&D) qui comporte 3 volets :
  - sur le plan international, élaboration d'une synthèse : types de boues/types de sécheurs thermiques/nuisances olfactives et étude laboratoire visant à corréler les odeurs en fonction de la température de séchage sur différents types de boues,
  - identification et qualification des équipements capables de mesurer les COV en continu, prévision d'essais pilotes,
  - identification et qualification des solutions de traitement des COV, prévision d'essais pilotes.

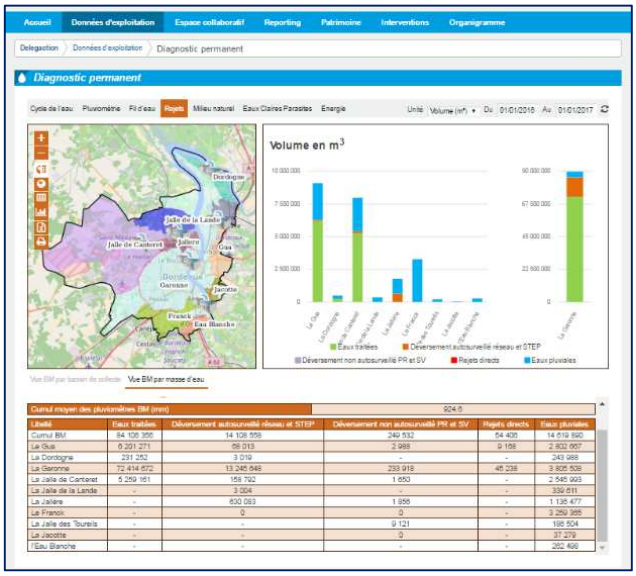
  Les premiers résultats de ce programme de recherche confirment l'effet de température des boues sur les émissions d'odeur. Ils ont mis en avant également la forte variabilité des émissions en fonction des boues et des sécheurs et ont permis d'établir une première liste des composés particulièrement impactant en terme d'odeur. Enfin, les analyses ont confirmé une élimination incomplète par les tours de désodorisation.

4 - LE DIAGNOSTIC PERMANENT

Le bilan annuel de fonctionnement des systèmes d'assainissement de Bordeaux Métropole s'appuie sur l'outil Diagnostic Permanent développé par la SGAC et hébergé sur le site Délég'@ction depuis le 31 décembre 2013.

7 thèmes sont proposés à l'utilisateur :

- ✓ Cycle de l'eau
- ✓ Pluviométrie
- ✓ Fil d'eau
- ✓ Rejets
- ✓ Milieu naturel
- ✓ Eaux Claires Parasites
- ✓ Energie



L'utilisateur peut visualiser une présentation des résultats par bassin de collecte (découpage classique règlementaire) mais également par masse d'eau (vision globale innovante tournée vers le milieu naturel pour répondre aux exigences des SDAGE et Comités de Bassin). Le découpage temporel (choix des débuts et fins de période) et le type de mesure (volume ou charge) sont au choix de l'utilisateur.

En 2016, l'application Diagnostic Permanent a été modifiée dans l'objectif de mieux répondre aux demandes de la collectivité et d'homogénéiser le format de rendu avec celui du rapport annuel :

- ✓ Simplification de la navigation
- ✓ Ajout de 2 nouveaux thèmes : Cycle de l'Eau et Energie
- ✓ Simplification et enrichissement de l'extraction de données
- ✓ Fiabilisation de la donnée par l'affichage d'un taux de validité

Concernant le rapport annuel, le format validé par la collectivité est composé des chapitres suivants :

- ✓ Rappel du protocole
- ✓ Fils d'eau par bassin de collecte
- ✓ Suivi pluri-annuel des volumes et charges rejetés
- ✓ Bilan des rejets par masse d'eau
- ✓ Cycles de l'eau par bassin de collecte
- ✓ Préconisations de travaux pour la réduction des déversements et débordements.

Depuis 2016 et en accord avec Bordeaux Métropole, le délégataire produit désormais le bilan annuel du Diagnostic Permanent pour fin avril et ce, pour disposer de toutes les données d'exploitation nécessaires à l'analyse approfondie du fonctionnement des systèmes d'assainissement du territoire.
En conséquence, les résultats présentés dans ce rapport annuel sont partiels, le bilan étant en cours de rédaction.

Les principaux échanges qui ont eu lieu en 2016 à propos du Diagnostic Permanent sont les suivants :

- ✓ En avril : Echanges sur la méthodologie de calcul du Diagnostic Permanent et la mise en place d'indicateurs ;
- ✓ En mai : Présentation en revue mensuelle des principales modifications apportées à l'outil ;
- ✓ En juin : Présentation et échanges sur le rapport de 2015.

Ces différents échanges ont donné lieu à des modifications méthodologiques pour affiner et adapter le Diagnostic Permanent :

- ✓ Suite au constat de la grande variabilité des concentrations en entrée de stations d'épuration en fonction de la pluviométrie annuelle, les valeurs des concentrations des rejets non autosurveillés sont issues des moyennes des concentrations des 5 dernières années et non plus des concentrations de l'année n-1.
- ✓ Le Diagnostic Permanent prend dorénavant en compte les nouvelles méthodologies de calcul des concentrations utilisées pour le calcul des déversements autosurveillés des réseaux définies par Bordeaux Métropole fin 2016.

Outre ces 2 modifications qui impactent le calcul des charges rejetées, les 11 nouveaux sites (surverses) d'autosurveillance réseau équipés dans le cadre du marché d'autosurveillance phase 2 ont été intégrés au Diagnostic Permanent en 2016. Les hypothèses de calcul utilisées auparavant pour ces surverses de réseaux sont donc maintenant remplacées par des points de mesures installés et suivis par l'exploitant dans le cadre de l'autosurveillance.

En 2017, une étude sera menée pour fiabiliser l'estimation des rejets des eaux pluviales. Cette étude pourra notamment s'appuyer sur les valeurs des 3 points de mesures eaux pluviales installés en 2016 dans le cadre du marché de l'autosurveillance phase 2.

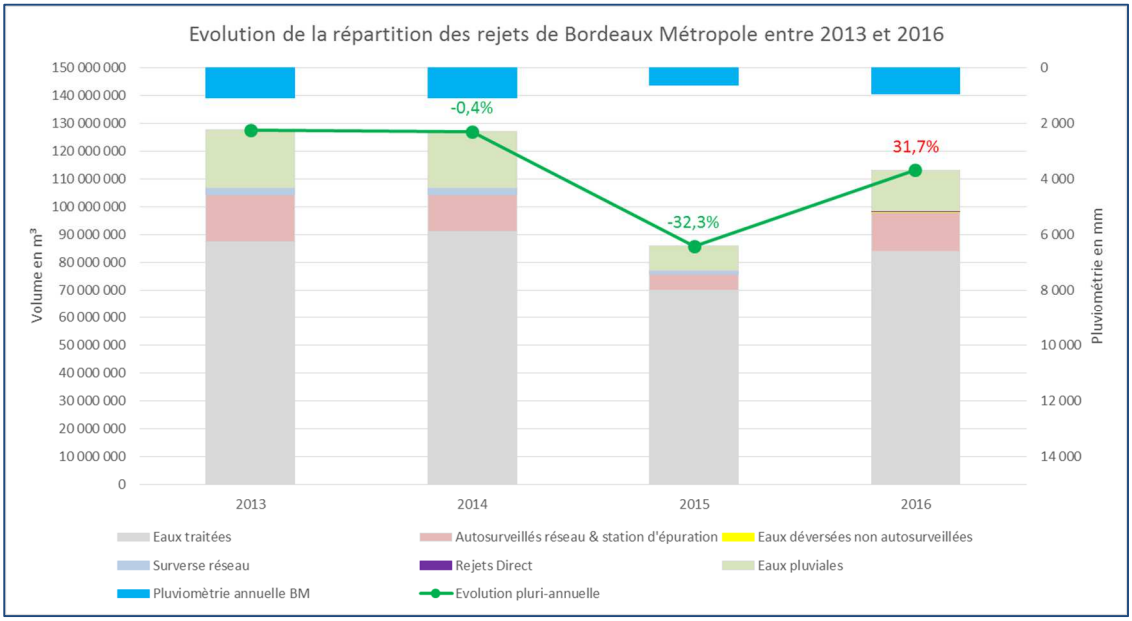
En 2016, les rejets totaux (eaux usées, eaux traitées et eaux pluviales) de la Métropole dans le milieu naturel représentent 115 Mm^3 répartis de la manière suivante :

- ✓ 84,1 Mm^3 d'eaux traitées (74,3%)
- ✓ 16,7 Mm^3 d'eaux pluviales (12,6%)
- ✓ 14,2 Mm^3 d'eaux déversées (13,1%)

Ces rejets ont augmenté de 33,6% par rapport à 2015 mais restent inférieurs à 2013 et 2014 comme le montre le graphique ci-dessous. Cette augmentation se répartit de la façon suivante :

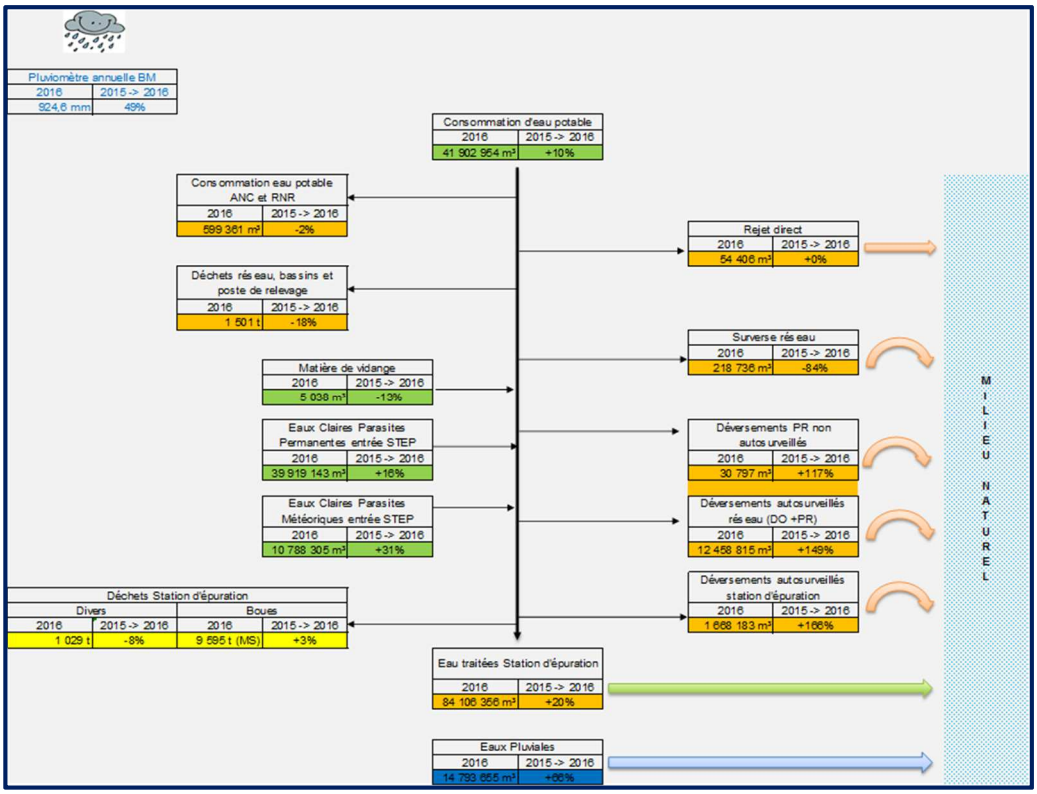
- ✓ 20% sur les rejets eaux traitées
- ✓ 66% sur les rejets eaux pluviales
- ✓ 103% sur les rejets eaux déversées.

La vision pluri-annuelle ci-dessous fait apparaitre une corrélation entre la pluviométrie et les volumes rejetés.

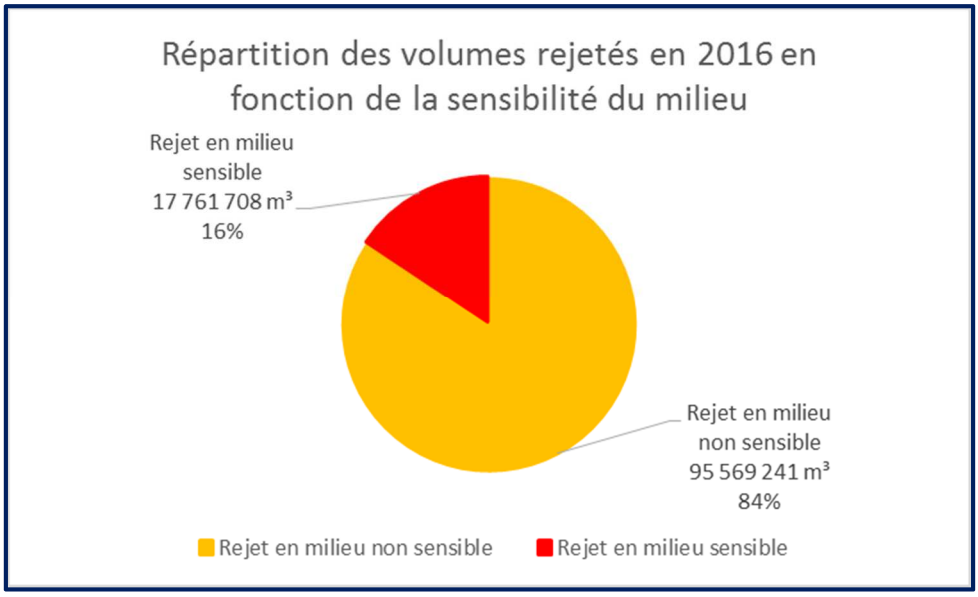


Le rapport présente également « les cycles de l'eau par bassin de collecte » avec une vue générale Bordeaux Métropole illustrée ci-après. Ces vues permettent d'intégrer les entrants et les sortants du système d'assainissement pour l'année 2016. La vue générale ci-dessous présente une comparaison de chaque volume entrant ou sortant par rapport à l'année précédente.

Les augmentations de volumes constatées entre 2015 et 2016 sont principalement liées à la pluviométrie. Pour rappel, la prise en compte des 11 nouveaux points d'autosurveillance (surverses) contribue entre 2015 et 2016 à l'augmentation des volumes rejetées autosurveillés réseau et à la diminution des volumes rejetés des surverses réseau.



La répartition des volumes rejetés en fonction de la sensibilité des milieux pour l'année 2016 est similaire à 2014 et 2015.



5 - LES PROJETS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

En complément des actions et études pilotées par la SGAC dans le cadre de sa politique environnementale et présentées dans les paragraphes précédents, des prestations de recherche et développement sont réalisées par le Lyre dans le domaine de la gestion des grands systèmes d'assainissement, les acteurs et usages de l'eau et le grand cycle de l'eau. Ces projets ont été confiés au Lyre dans le cadre d'une convention de recherche de 6 ans co-signée en 2013 par Bordeaux Métropole et la SGAC.

Chaque année, le Lyre publie à l'attention de la collectivité un rapport d'activité dans lequel il dresse un bilan d'avancement du programme de recherche défini dans la convention. Dans ce document, publié chaque 31 mars, les projets font l'objet d'une présentation détaillée des actions réalisées, en cours et à venir.

Le tableau joint en *Annexes 8.2.15* présente à fin 2016 la revue des projets traités par le Lyre ainsi que leur niveau d'avancement ; ces projets sont organisés en 5 items :

- ✓ la réduction des impacts sur le milieu naturel ;
- ✓ la recherche sur les micropolluants ;
- ✓ la gestion patrimoniale des réseaux ;
- ✓ les usagers acteurs ;
- ✓ l'énergie.

Les conventions LyRE / Bordeaux Métropole font l'objet de réunions régulières, résumées ci-dessous, pour l'année 2016.

- ➢ Les COPIL Bordeaux Métropole / LyRE, qui regroupent Bordeaux Métropole, le LyRE, ainsi que la SGAC, ont eu lieu les 23 mai et 30 novembre 2016 ;
- ➢ Le Conseil Scientifique du LyRE s'est réuni les 16 juin et 29 novembre 2016 ;
- ➢ Le Board du LyRE s'est réuni les 30 juin et 7 décembre 2016 ;
- ➢ Des réunions spécifiques par projet.

FAITS MARQUANTS 2016

Une année riche en résultats pour la recherche sur les micropolluants

L'année 2016 est une année riche pour les différents projets de recherche portés par le LyRE sur cette thématique :

- **Le plan Micropolluants a vu se terminer sa 1ere phase** avec la réalisation du diagnostic complet des flux de pollution à l'échelle de la Métropole : c'est le 1er bilan aussi complet jamais réalisé à cette échelle au niveau national ! Les 3 ans de recherche ont permis d'aboutir à un bilan de la pollution en micropolluants sur Bordeaux Métropole : quelles substances en présence, quel niveau de pollution, quelles origines et quels usages permettent d'expliquer ces émissions ? Le rapport a été remis en août 2016. Aucune métropole n'avait encore jamais quantifié et caractérisé ses différentes sources d'émissions en micropolluants (eaux pluviales et eaux usées), ni identifié les substances à impact devant faire l'objet d'efforts de réduction. Les différentes études sociologiques menées pour comprendre les acteurs et leur perception vont d'autre part permettre de proposer les solutions de réduction les plus adaptées. Le projet REGARD, viendra compléter ce bilan notamment sur les aspects impacts écotoxicologiques et études de la source domestique. La 2ème phase pourra alors débuter, à savoir l'accompagnement des acteurs et de la Collectivité, dans la mise en place des actions de réduction.

- Le projet REGARD s'est vu remettre **le prix LFB Santé et Environnement** dans la catégorie solutions innovantes pour son étude et son action sur les résidus de médicaments. C'est une reconnaissance nationale pour le projet et notamment pour le Plan Micropolluants qui intègre cette thématique depuis son démarrage.

  Ce prix, reconnu par le Ministère de l'environnement, a été attribué par un jury composé de professeurs de médecine, de professeurs de faculté et présidé par le professeur Jean Jouzel (prix Nobel de la paix 2007 avec le GIEC) et a été remis le 5 octobre dernier en présence du LyRE et de Bordeaux Métropole.



Le prix LFB Environnement et Santé souhaite récompenser les acteurs qui luttent pour diminuer l'effet potentiellement néfaste du rejet de médicaments dans les eaux, soit en favorisant la prévention ou en apportant des solutions innovantes pour diminuer ses rejets.



Anne Lise Jacquet, Vice-Présidente de Bordeaux Métropole en charge de l'eau et de l'assainissement, Nicolas Gendreau, Directeur de l'eau, Mélodie Chambolle, Directrice Adjointe du LyRE, centre de recherche SUEZ.

Fin de la thèse DIAGIR : modèle de simulation de l'oxygène dissous des eaux de la Garonne

La thèse de Katixa Lajaunie-Salla s'est terminée en 2016 avec une soutenance le 6 décembre 2016. Un nouveau docteur a donc été formé au LyRE.

Son travail consistait à développer et valider un outil de simulation afin de tester divers scénarios et d'évaluer, d'une part, la contribution du bouchon vaseux et des effluents urbains aux épisodes d'hypoxie, et d'autre part, d'étudier les tendances d'évolution des hypoxies sous l'effet des changements globaux et sous des actions de gestion.

Les 5 ans du LyRE

Le 30 juin 2016, le LyRE a fêté ses 5 ans en compagnie de ses partenaires, Bordeaux Métropole, l'Université de Bordeaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, et le groupe SUEZ, chacun représentés au plus haut niveau. L'événement a rassemblé près de 200 personnes à l'Agora du Haut-Carré, avec une présentation des thèmes de recherche par les chercheurs du LyRE et de ses partenaires. Une table ronde a ensuite rassemblé élus et décideurs autour de l'innovation sur l'eau au service des territoires. Enfin, une présentation de Carlos Moreno sur les villes intelligentes a conclu la journée, qui s'est terminée par la signature officielle de l'accord-cadre liant SUEZ avec les partenaires de recherche du territoire pour les 5 ans à venir, présageant de nouveaux projets de recherche sur l'eau et les métropoles.

Les équipes du LyRE et de la Direction de l'eau de Bordeaux Métropole ont ainsi pu conjointement présenter les projets menés sur le territoire.

6 | la gestion durable du patrimoine



6 – LA GESTION DURABLE DU PATRIMOINE

1 - LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE : LE PATRIMOINE USINES 346

2 - LE DETAIL DES TRAVAUX REALISES 347

2.1 LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT 347

2.1.1 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS DES STATIONS D'EPURATION 347

2.1.2 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS DES POSTES ET BASSINS 349

2.1.3 LE RENOUVELLEMENT DES INSTRUMENTS DE MESURE ET ACCESSOIRES DE RESEAU 351

2.1.4 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE 352

2.1.5 RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DE LABORATOIRE 353

2.1.6 SYNTHESE DU RENOUVELLEMENT 2016 353

2.2 LE PROGRAMME PREVISIONNEL 2017 354

3 - BILAN DES TRAVAUX NEUFS 355

4 - LES INVENTAIRES A, B ET C 356

5 - LES ACHATS 356

1 - LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE : LE PATRIMOINE USINES

L'inventaire initial remis le 21 juillet 2014, a en accord avec la Collectivité, été complété par la SGAC.

L'ensemble du patrimoine visible des ouvrages et équipements remis en exploitation a été validé par le délégant définitivement le 9 décembre 2014 ce qui constitue la référence de début de contrat.

2 - LE DETAIL DES TRAVAUX REALISES

Les investissements concernent le renouvellement des équipements électromécaniques des stations d'épuration et de pompages, les accessoires de réseaux, les tampons de voirie et les instruments de mesures.

2.1 Les travaux de renouvellement

En 2016, le montant total des renouvellements réalisés s'élève à 4 184 k€ ce qui est conforme aux prévisions et aux engagements contractuels.

Le détail des renouvellements sont remis respectivement à l'annexe *8.2.11.*

2.1.1 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS DES STATIONS D'EPURATION

RENOUVELLEMENT ELECTROMECANIQUE ET ELECTRIQUE STEP		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
AMBES CD 10 STEP	2 opérations < 8 k€	9,2
	total	***9,2***
CANTINOLLE STEP	dégrilleur - prétraitement	39,1
	cana retour centrats centrif-Bache boues digérées	18,9
	réhab tamis n°2	17,3
	réhab vis épaississsement n°1	15,5
	bouteilles gaz détection incendie	11,1
	surpresseur soufflante biogaz chaudière	10,5
	batteries condensateurs - local TGBT	8,2
	35 opérations < 8 k€	104,2
	total	***224,8***
CLOS DE HILDE STEP	benne compactrice 01R01B	32,9
	réhab GE1-GE2	22,3
	réhab vannes biofor 30	17,9
	partiel compresseurs brass 636CP108,07PB01B et A	17,2
	ppe alim bâche tampon 638BPO104 et ppe 621PO102A	16,6
	bouteilles extinction GE	16,2
	partiel pont bascule - bornes + logiciel	15,0
	réhab convoyeur spirales 01TB02	12,7
	convoyeur sortie tamis 01TB06-Tamisage	12,3
	01X06B coffret électrique Pt Dsa B-Dessableur B	12,0
	réhab tête de surpr 712 GC 102 -air process/lavage	9,9
	réhab centrifugeuses	9,7
	réhab barrières anti-intrusion	9,4
	réhab tamis -Tamisage	9,2
	garnitures pompe transfert 01DP06A-Réactif FeCl3	8,9
	pompe recirculation 07CP202B tour javel A	8,6
	pompe extraction 445DPO106	8,4
	pompe recirculation 445DPO105	8,4
	caméras video surveillance	8,1
	aérothermes *2 - densadeg E	8,1
	51 opérations < 8 k€	150,3
	total	***414,2***
LILLE STEP	batteries condensateurs - local TGBT	13,0
	23 opérations < 8 k€	50,6
	total	***63,6***
LOUIS FARGUE STEP	digesteur primaire 2 canalisations et soupapes	390,9
	reprise sur silo boues A	56,6
	piston et chemise moteur cogéné A	47,6
	réhab centrif A	32,2
	vis gaveuse et barres d'usure pompe à boue B	16,2
	coffrets desodo pré traitt, deshydrat, bassin tamp	16,1
	onduleur TGBT boues	12,0
	électrofrein réducteur prégrille A	11,6
	pompe 1 BEQUIGNEAUX et pompe A tts eaux densadeg	10,6
	réhab pompes Flygt relevage interm et lav biofor	10,3
	variateur de vitesse vis de relevage 4	8,5
	onduleur désodorisation prétraitement	8,1
	52 opérations < 8 k€	139,3
	total	***759,9***
SABAREGES STEP	pompe de lavage n°2 biofiltration	14,6
	pompe relevage Intermédiaire n°2	10,1
	entretoise et réhabilitation vis centrif EP n°1	9,7
	tuyau protecteur et entretoise centrif DH2	9,5
	72 opérations < 8 K€	151,6
	total	***195,5***
CIOS DE HILDE STEP SECHEUR	bande sécheur + bande refroidisseur	12,7
	16 opérations < 8 k€	51,2
	total	***63,9***
LOUIS FARGUE STEP SECHEUR 1	unité injection produit désodorisant local sécheur	8,5
	6 opérations < 8 k€	13,5
	total	***22,0***
LOUIS FARGUE STEP SECHEUR 2	réhab sécheur B	24,8
	2 opérations < 8 k€	6,7
	total	***31,5***

RENOUVELLEMENT 2° ŒUVRE STEP		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
LOUIS FARGUE STEP 2013	6 opérations < 8 k€	24,7
CLOS DE HILDE STEP	réhab mâts d'éclairage	17,5
	potence de levage - stockage des boues	10,9
	5 opérations < 8 k€	19,9
SABAREGES STEP	réfection bâche refoulement relevage eaux brutes	18,1
	1 opérations < 8 k€	1,0
	total	***92,1***

Renouvellement équipements usines STEP_Récapitulatif - REALISE 2016		Coût 2016 (k€)
Total		**1 876,8**

En 2016, le montant des investissements alloués aux stations d'épuration est de 1 877k€.
Les dépenses concernant les sécheurs de Clos de Hilde et de Louis Fargue sont de 117 k€ en 2016.

66% du montant des investissements ont été affectés à des travaux réalisés sur les 2 stations les plus importantes, Clos de Hilde et Louis Fargue.

Les principaux chantiers effectués sur ces stations sont :

- ✓ Clos de Hilde :
  - le renouvellement d'une benne compacteuse du dégrillage
  - les travaux de réhabilitation des groupes électrogènes
- ✓ Louis Fargue :
  - les travaux sur le digesteur primaire 2,
  - renouvellement des organes électromécaniques intérieurs lors de la vidange périodique (15 ans)
  - les travaux de réhabilitation du silo à boues A
  - les travaux sur la cogénération A.

2.1.2 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS DES POSTES ET BASSINS

RENOUVELLEMENT ELECTROMECANIQUE ET ELECTRIQUE PR		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
PR EP	BAS BOUSCAT 2 - groupes électrogènes	357,1
	LIBERTE VANNE REPUBLIQUE - vanne	95,6
	ENTRE DEUX MERS - cuve gasoil	42,1
	AMBES CD 10 - armoires électriques pluviales	32,9
	JALLE DES TOUREILS - palier vis	30,4
	NAUJAC - réhab table élévatrice	8,9
	56 opérations < 8 k€	96,1
	total	***663,1***
PR EU	LA BOETIE -pompes EU1 et EU2 + canalisations refoulement	31,8
	SYBILLE -transformateur	26,0
	BERLIQUETS -pompes EU 2 et EU1	19,5
	LE TASTA -vannes départs réseaux et démarreur pompe EU2	18,7
	LA BOETIE -vanne régulation amont	18,0
	BLANQUEFORT ZI -cuve journalière gasoil ENERGIE AUTONOME	11,9
	LA PALUE -pompe EU2	11,1
	CASTENCAU EU -pompes doseuses et coffret injection	9,9
	LA MELOTTE EU -pompe doseuse et coffret injection	9,9
	LA PALUE -pompe doseuse et coffret injection	9,9
	45 opérations < 8 k€	101,4
	total	***268,4***
PR SEL	NOUTARY -réhab pompes EP 5, 6, 7 et MP1, 2 ,3	113,9
	LAUZUN -réhab moteur GE1	36,9
	SAINT-EMILION -réhab de la pompe EP2	36,4
	NOUTARY -réhab pompes EU 1 et EU 2	23,4
	BAS BOUSCAT 1 -réhab pompe EP1, EP2, EP3	13,8
	LAROQUE -pompe EU 4 et réhab dégrilleur EP	12,1
	MEDOC -disjoncteur GE2	11,4
	SAINT-EMILION -réhab centrale incendie	11,0
	JOURDE -réhab pompes PL1, PL2	10,5
	JOURDE -réhab vérin de la vanne rejet Garonne	8,8
	39 opérations < 10 k€	92,1
	total	***370,2***

RENOUVELLEMENT 2° ŒUVRE PR		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
PR EP	MAGONTY CAP DE BOS - réhab berges bassin et garde-corps bc	24,6
	4 opérations < 8 k€	10,2
	total	***34,8***
PR EU	6 opérations < 8 k€	23,5
	total	***23,5***
PR SEL	LAROQUE -portes locaux techniques	13,0
	3 opérations < 8 k€	9,4
	total	***22,4***
Renouvellement équipements Postes et bassins_Récapitulatif - REALISE 2016		Coût 2016(k€)
Total		**1 382,4**

Les investissements sur les postes de relevage et les bassins sont de 1 383 k€ en 2016.

Les principales opérations sur ces sites sont :

- ✓ les travaux sur les groupes électrogènes de Bas Bouscat 2 (équipement vieillissant et difficulté de maintenabilité de l'équipement) ;
- ✓ les travaux sur la vanne du site de Liberté Vanne République ;
- ✓ le renouvellement de la cuve enterrée de fuel du site de Entre deux Mers en raison de perforations sur la coque ;
- ✓ la réhabilitation des pompes pluviales du poste de relevage sélectif de Noutary ;
- ✓ le renouvellement du transformateur du site de Sybille



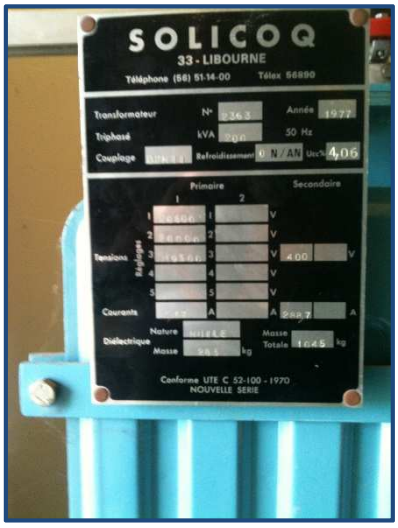


Bas Bouscat 2 : poste de relevage pluvial : enlèvement des groupes électrogènes (à gauche) et nouveaux groupes électogènes (à droite)



Noutary (poste de relevage sélectif) : installation d'un échafaudage pour les travaux





Sybille (poste de relevage d'eaux usées) :
ancien transformateur (à gauche) et nouveau transformateur (à droite)

Renouvellement équipements Usines_Récapitulatif - REALISE 2016		Coût 2016(k€)
STEP		**1 876,8**
PR		**1 382,4**
Total		**3 259,3**

2.1.3 LE RENOUVELLEMENT DES INSTRUMENTS DE MESURE ET ACCESSOIRES DE RESEAU

RENOUVELLEMENT INSTRUMENTS DE MESURE		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
CAUDERAN NAUJAC CDN 4500 AUTOSURVEILLANCE	débitmètre	15,8
	55 opérations < 8 k€	97,8
Total instrument de mesure		**113,6**

RENOUVELLEMENT ACCESSOIRES		
Travaux réalisés en 2016		Coût 2016 (k€)
SAINT-EULALIE SIPHON	vannes EU	26,2
PIERRE SEMARD CLAPET LE FRANCK	clapet	11,5
	6 opérations < 8 k€	9,9
RESEAU ASST SGAC CUB	33 opérations	345,4
Total accessoires réseau		**393,0**

Renouvellement Instruments de mesure et accessoires Récapitulatif - REALISE 2016		Coût 2016(k€)
Total		**506,6**

Les investissements en 2016 sur les accessoires de réseaux et instruments de mesure sont de 507 k€, ce montant est identique au montant des investissements de 2015.

Les principales opérations hors renouvellement de tampon sont :

- ✓ le renouvellement des vannes sur le site de Sainte Eulalie Siphon ;
- ✓ le renouvellement de clapet sur les sites de Pierre Semard et Arcins, clapets non étanches.



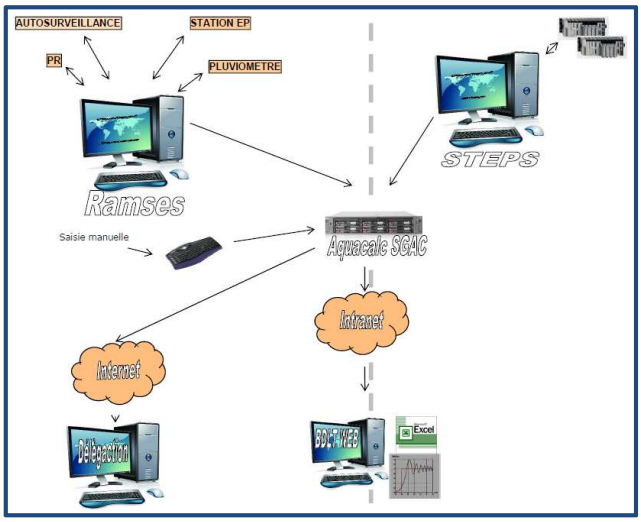
Renouvellement du clapet de Pierre Sémard : avant travaux (à gauche) et après travaux (à droite)

2.1.4 LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

RENOUVELLEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE			
Travaux réalisés en 2016			Coût 2016 (k€)
STEP	LILLE STEP	micro + premium atelier B (FILE EAU)	24,2
	LOUIS FARGUE STEP 2013	refonte Gestion Equipements ancienne	17,8
	CANTINOLLE STEP	automate Digestion+automate Boues	16,8
	CANTINOLLE STEP	analyseur NH4 - Commun biopurs C et	13,0
	SABAREGES STEP	sondes et transmetteurs O2 biopurs	10,3
		23 opérations < 8 k€	65,3
Total STEP			**147,4**
Travaux réalisés en 2016			Coût 2016 (k€)
PR EP	RAMSES 1	licence NOSE	44,0
	PERIER	automate + IHM	35,3
	JALLERE	automate + IHM	34,1
	RAMSES 1	serveurs BXHV10 et BXHV21	30,4
	RUISSEAU D'ARS AVAL	fibre optique	27,6
	RAMSES 1	NAS sauvegarde	9,8
	PORTE DE LA MONNAIE AUTOREGULATEUR	liaison F.O (Ethernet)	8,9
		8 opérations < 8 k€	10,0
Total PR EP			**200,1**
Travaux réalisés en 2016			Coût 2016 (k€)
PR EU	ANDRE MESSAGER	automate	8,7
		17 opérations < 8 k€	19,1
Total PR EU			**27,8**
Travaux réalisés en 2016			Coût 2016 (k€)
PR SEL	RAMSES 1	DELEGACTION (LDAP)	14,4
	RAMSES 1	raccordement AQUACALC PPV	10,2
	RAMSES 1	IHM Ramses	9,9
		2 opérations < 8 k€	-
Total PR SEL			**34,5**
Renouvellement informatique industrielle Récapitulatif - REALISE 2016			Coût 2016 (k€)
Total			**409,8**

En 2016, le montant des investissements pour la partie informatique industrielle est de 409 k€.
Ce montant se répartit en 147 k€ sur les STEP et 262 k€ sur les postes de relevage.
Les principales opérations sont :

- ✓ le renouvellement de la licence Nose et le raccordement AQUACALC PPV
- ✓ le renouvellement des automates sur les postes de relevage pluviaux de Perier et de Jallère.



Raccordement AQUACALC PPV





Poste de la Jallère : avant travaux et après changement de l'automate

2.1.5 RENOUVELLEMENT DU MATERIEL DE LABORATOIRE

RENOUVELLEMENT MATERIEL DE LABORATOIRE			
Travaux réalisés en 2016			Coût 2016 (k€)
STEP	Sabarèges STEP	réhab thermo-balance	0,9
Total			**0,9**

2.1.6 SYNTHESE DU RENOUVELLEMENT 2016

Renouvellement Récapitulatif - REALISE 2016			Coût 2016 (k€)
Equipement usines			3 259,3
Accessoires réseaux			506,6
Informatique industrielle			409,8
Système information et téléphonie			6,8
Matériel de laboratoire			0,9
Total			**4 183,3**

2.2 Le programme prévisionnel 2017

Conformément au contrat et à l'engagement 194, la sélection des travaux de renouvellement a été validée par le délégant ce qui a permis d'établir le programme triennal 2016–2018. Les opérations identifiées pour 2017 sont engageantes pour le délégataire.

Le programme prévisionnel 2017-2018 est remis en annexe *(cf. Annexes 8.2.9).*

Renouvellement		
Equipements usine (électromécanique et électrique)		**3 225 000 €**
Electromécanique et électrique - Stations d'épuration	Equipements usine (électromécanique et électrique) - Stations d'épuration	1 128 540 €
Electromécanique et électrique - Postes de relèvement	Equipements usine (électromécanique et électrique) - Postes de relèvement EU	28 200 €
	Equipements usine (électromécanique et électrique) - Postes de relèvement EP	696 850 €
	Equipements usine (électromécanique et électrique) - Postes de relèvement sélectif	91 910 €
Ensemble du matériel Electro-mécanique dont la valorisation est inférieure à 8 k€		500 500 €
Renouvellement du second œuvre		259 000 €
Renouvellement partiel		520 000 €
Accessoires réseaux / Instruments de mesure		**897 990 €**
Accessoires réseaux - Tampons et autres accessoires	Accessoires réseaux - Tampons et autres accessoires	333 800 €
Ensemble des tampons et accessoires dont la valorisation est inférieure à 8 k€		47 960 €
Accessoires réseaux - Tampons et autres accessoires - Second Œuvre		19 360 €
Ensemble des instruments de mesure dont la valorisation est inférieure à 8 k€	Instruments de mesure	448 800 €
Accessoires réseaux - Intruments de mesure - Second œuvre		48 070 €
Informatique Industrielle		**512 000 €**
Informatique Industrielle - Station d'épuration	Informatique Industrielle - Station d'épuration	112 750 €
Informatique Industrielle - Postes de relèvement	Informatique Industrielle - Postes de relèvement UN	
	Informatique Industrielle - Postes de relèvement EU	11 250 €
	Informatique Industrielle - Postes de relèvement EP	173 000 €
Ens du matériel d'Informatique industrielle dont la valorisation est inférieure à 8 k€		212 000 €
Renouvellement du second œuvre		3 000 €
Système d'information et téléphonie		**28 050 €**
Matériel de laboratoire		**22 000 €**
		4 685 040 €

Quelques projets 2017 :

- ✓ **Station Louis Fargue :**
  - ✓ la réhabilitation des digesteurs primaires 3 et 4
  - ✓ la réhabilitation de de la tour de soude prétraitement
  - ✓ la réhabilitation de la ventilation (suite aux problèmes d'odeur)

- ✓ **Station de Clos de Hilde :**
  - ✓ les travaux sur les cellules HT

- ✓ **les postes de relevage :**
  - ✓ la réhabilitation des pompes pluviales de Bas Bouscat 1
  - ✓ la poursuite des travaux de renouvellement de la vanne de Liberté Vanne République

« En 2017, le délégataire procèdera à un audit d'état des équipements », Engagement 701 du contrat : avant de démarrer cet engagement, la SGAC souhaite définir avec Bordeaux Métropole la méthodologie d'évaluation portant sur l'état « esthétique » des installations compte tenu que le programme de renouvellement garantit le bon état « fonctionnel » des équipements et que la part d'équipements et matériels critiques ne se dégrade pas.

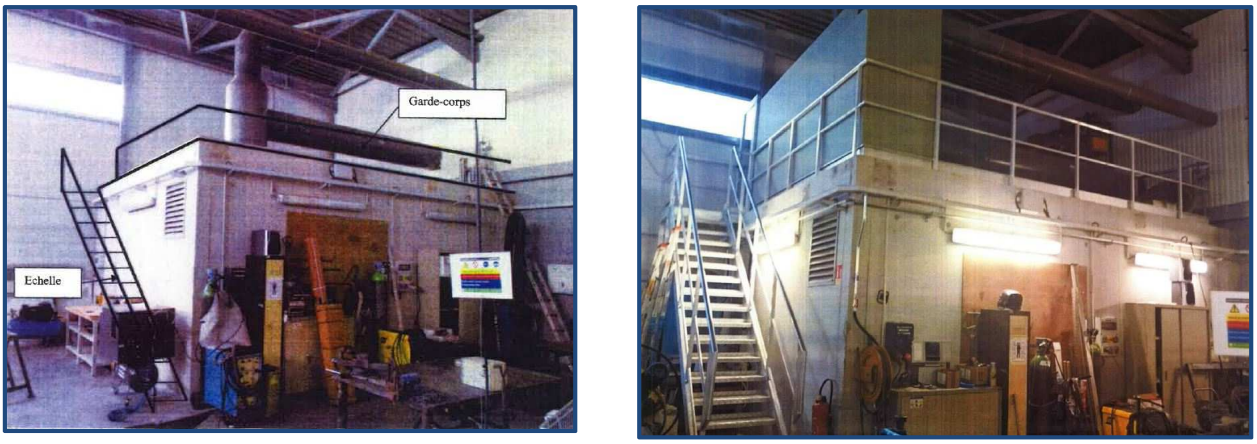
3 - BILAN DES TRAVAUX NEUFS

TRAVAUX NEUFS REALISES EN 2016			
COMMUNE	**SITE**	**DESCRIPTION**	Coût 2016 (k€)
BORDEAUX	Louis Fargue STEP 2013	aménagement nouveau garage	55,5
	Ramses	Ramses secours	25,4
	Ramses	police spéciale assainissement P11	37,5
	Ramses	projet GD2	156,3
TOTAL TRAVAUX NEUFS			**274,7**

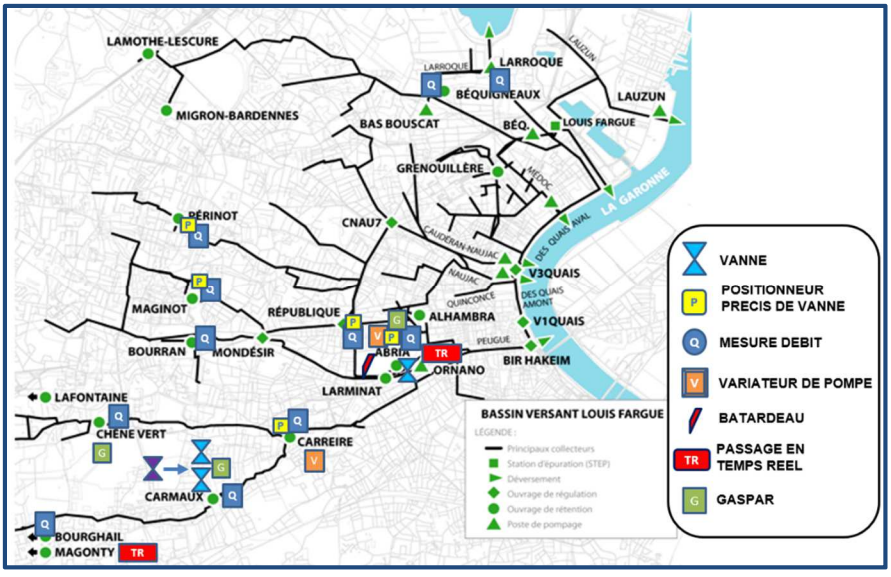
Le montant d'investissement en 2016 en travaux neufs est de 275 k€ dont 219 k€ pour le démarrage des nouveaux projets discutés lors de l'avenant.

Les opérations en travaux neufs ont concerné :

- ✓ l'aménagement du nouveau garage sur le site Louis Fargue ;
- ✓ le démarrage du projet GD2 prévu jusqu'en 2018 ;
- ✓ le démarrage des projets SI, Ramses secours, police spéciale assainissement P11 qui se poursuivent en 2017.



Le garage : avant et après travaux



Cartographie des futurs équipements du projet GD2

4 - LES INVENTAIRES A, B ET C

L'inventaire A regroupe l'ensemble des biens de retour de la délégation.

En cours de contrat, les équipements en biens privés représentés par les inventaires B-C qui pourront, selon la volonté de Bordeaux Métropole, être répartis en biens de reprise et biens privés en fin de contrat (Art. 8.1).

L'inventaire A valorisé est remis en *Annexe 8.2.13.*

5 - LES ACHATS

Le bilan des achats de l'année 2016 représente un montant de vingt millions six cents cinquante-quatre mille et onze euros (20 654 011 €). Il s'agit du montant facturé au titre de l'année calendaire.

77,57 % des dépenses achats sont couvertes par des contrats, accords-cadres ou contrats locaux.

Les achats ont été réalisés auprès de 508 fournisseurs *(cf. Annexes 8.2.13).*

7 | les comptes de la délégation



7 - LES COMPTES DE LA DELEGATION

1 - LE COMPTE D'EXPLOITATION DU SERVICE ET SES ANNEXES 362

1.1 LE COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION 363
1.2 DETAIL DES PRODUITS & CHARGES DU COMPTE D'EXPLOITATION 365
1.3 COMPTE DE RESULTAT DE LA DELEGATION 371
1.4 BILAN ACTIF / PASSIF DE LA DELEGATION 372
1.5 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE 374
1.6 EVOLUTION DES COEFFICIENTS DE REVISION DES TARIFS 375
1.7 IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS 379
1.8 COMPTE DE RENOUVELLEMENT 381

2 - LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE ... 382

3 - LA SITUATION DE L'EXERCICE COMPAREE AU PREVISIONNEL 383

3.1 COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION 384
3.2 ANALYSE DES PRINCIPALES EVOLUTIONS 385

4 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES 389

4.1 ETAT JOURNALIER DE LA TRESORERIE 390
4.2 BILAN FINANCIER DU FONDS DEVELOPPEMENT DURABLE 391

4.3 REVERSEMENT TVA 392
4.4 REVERSEMENT PART METROPOLITAINE DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT 392

5 - METHODE D'ELABORATION DU COMPTE D'EXPLOITATION 393

La loi n°95-127 du 8 février 1995, précisée par le décret n°2005-236 du 14 mars 2005, a instauré, à la charge du délégataire, une obligation de publier un rapport annuel destiné à informer la collectivité pour lui permettre de s'assurer la bonne exécution de la délégation et contenant notamment les comptes retracant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service objet de la présente délégation.

Lors de la signature de ce contrat de délégation de service public, la collectivité et le fermier ont adopté que le volet financier du rapport annuel réalisé à partir des éléments de la comptabilité de la société, contiendrait notamment les documents suivants :

- ***d'un compte de résultat d'exploitation du service, défini à l'article 74.3, et distinguant la collecte et le traitement des eaux usées de la gestion des eaux pluviales urbaines.***
- ***d'une comptabilité sociale de la société (Format CERFA) établie selon les dispositions du plan comptable général en vigueur, par année civile (1er janvier au 31 décembre), et comprenant :***
    - ***Un bilan social présentant l'Actif et le Passif ;***
    - ***Un compte de résultat présentant les produits et les charges rattachables à l'exercice considéré ;***
    - ***Les annexes complétant les informations contenues dans le bilan social et le compte de résultat ;***
    - ***Un tableau de flux de résultat de trésorerie résultant de la comptabilité du délégataire.***

La mise à jour du réalisé de chaque année dans le compte de résultat d'exploitation permet :

- ***de valoriser précisément la contribution de chaque exercice à l'économie du contrat, dans le cadre des conventions retenues d'un commun accord entre la collectivité et le fermier,***
- ***d'informer Bordeaux Métropole sur l'évolution économique de la délégation.***

1 - LE COMPTE D'EXPLOITATION DU SERVICE ET SES ANNEXES

1.1 LE COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

1.2 DETAIL DES PRODUITS & CHARGES DU COMPTE D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 67 600 K€ y compris la redevance assainissement perçue pour le compte de Bordeaux Métropole (25 274 K€). Les produits relatifs à la part du délégataire s'élèvent à 42 325 K€ en progression de +1.9%, soit + 807 K€, essentiellement liée à l'accroissement des produits de travaux (+708 K€) et des prestations de services (+196 K€).

Pour faciliter les comparaisons, les tableaux présentent les différents éléments entrants dans le chiffre d'affaires :

Détail des volumes assujettis

En milliers de m3	2015 (*)	2016	Var.	% var.
Clients "Particuliers"	21 363	21 057	-306	-1,4%
Clients "Professionnel + Syndic (gestionnaire d'immeuble)"	14 858	15 658	+658	+3,8%
Clients "Administration + Collectivité"	2 406	2 263		
Clients sous convention de déversement spécifiques	1 929	1 936	+7	+0,4%
Convention de Raccordements des communes extérieures	537	423	-113	-21,1%
TOTAL	**41 093**	**41 338**	**+245**	**+0,6%**

(*) Le déploiement (en Avril 2015) du nouveau logiciel Clientèle "ODYSSEE" ne permet pas de comparer dans le détail, les données 2015, avec celles de l'année 2016.

Détail des produits

En milliers de € hors taxes	2015 (*)	2016	Var.	% var.
EXPLOITATION DU SERVICE	**37 397**	**37 302**	***-95***	***-0,3%***
Collecte et Traitement des Eaux Usées	**19 247**	**19 416**	***+169***	***+0,9%***
- Clients "Particuliers"	10 140	9 991	-149	-1,5%
- Clients "Professionnel + Syndic (gestionnaire d'immeuble)"	7 050	7 426	+315	+3,8%
- Clients "Administration + Collectivité"	1 142	1 080		
- Conventions de déversement spécifiques	915	919	+3	+0,4%
Convention de Raccordements des communes extérieures	**69**	**54**	***-14***	***-20,6%***
Gestion des Eaux Pluviales Urbaines	**15 732**	**15 693**	***-39***	***-0,2%***
Aide au Fonctionnement	**2 350**	**2 138**	***-211***	***-9,0%***
- Aide à la performance Epuratoire	2 350	2 138	-211	-9,0%
COLLECTIVITES ET AUTRES ORGANISMES	**25 113**	**25 274**	***+161***	***+0,6%***
- Redevance Assainissement Métropolitaine	25 113	25 274	+161	+0,6%
TRAVAUX	**3 253**	**3 961**	***+708***	***+21,8%***
- Travaux de branchements	3 164	3 923	+759	+24,0%
- Désobstruction de Branchement en Domaine Privé	6	2	-5	-74,6%
- Nettoyage d'échangeurs de calories				
- Autres Travaux	83	37	-47	-56,1%
PRESTATIONS DE SERVICES	**829**	**1 025**	***+196***	***+23,6%***
- Analyses	237	246	+9	+3,8%
- Accompagnement à la visite de canalisations	4	1	-3	-77,8%
- Enquêtes de conformité en domaine Privé	32	29	-3	-8,4%
- Traitement des matière de vidanges	50	51	+1	+2,2%
- Contrôle d'établissements	40	31	-10	-23,8%
- Rémunération au titre de la Cogénération	119	105	-15	-12,3%
- Dégats de Tiers et autres	81	147	+66	+81%
- Autres prestations ponctuelles	265	416	+151	+56,8%
AUTRES PRODUITS	**39**	**38**	***-1***	***-2%***
- Ventes de Produits Résiduels	5	1	-4	-83,2%
- Autres Produits d'activités annexes	34	38	+3	+9,3%
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	**66 631**	**67 600**	***+969***	***+1,5%***

Le chiffre d'affaires collecte et traitement des eaux usées « Part SGAC » perçu auprès des usagers du service y compris les conventions de déversement spécifiques et de raccordements des communes extérieures, s'élève à 19 470 K€, et présente une hausse de +154 K€ par rapport à 2015, soit +0.8% sous les effets de :

- L'accroissement des volumes « domestiques » et « conventionnés » de +0.9%, soit + 170 K€, issu de conditions climatiques moins favorables qu'en 2015, et ce sachant que le nombre d'assujettis a lui-même progressé de + 2.7%.
- Une stabilité du prix moyen 2016 résultant d'une évolution moyenne du tarif de -0.03% sur l'année, issu de l'application des formules d'indexation, au 1er janvier 2016, de +0.10%, et, au 1er juillet 2016 de -0.15%.
- Un recul de -14 K€ sur les conventions de raccordement des communes extérieures lié à un décalage de facturations par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires relatif à la gestion des Eaux pluviales Urbaines affiche un retrait de -39 K€ sous l'effet de la formule d'indexation tarifaire appliquée au 1er janvier 2016 en décroissance de -0.25%.

Les Aides à la Performance Epuratoire ont reculé de -211 K€ par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique par :

- Un écart de +83 K€ entre le versement en 2015 des APE 2015 et l'estimation comptabilisée en 2015.
- Un retrait de - 290 K€ sur l'évaluation faite des primes à recevoir au titre de 2016 établie en fonction des critères de fonctionnement des stations, et de l'impact de l'arrêté du 21/07/2015 qui présente un risque avéré de pénalités associées au fonctionnement du système d'assainissement, en particulier sur les bassins de Louis Fargue & Clos de Hilde.

Primes d'aide à la performance épuratoire

Primes versées par l'Agence de l'Eau Adour Garonne et revenant au fermier (Article 79 du contrat d'affermage)

Station d'épuration	Versement 2016 Au titre de 2015 (En €uros)	Estimation du Versement Au titre de 2016 (En €uros)
Ambarès	217 622	220 082
Ambès	7 783	7 735
Bègles Clos de Hilde	926 701	696 529
Blanquefort	95 985	92 528
Bordeaux Louis Fargue	845 485	806 832
Eysines	252 096	231 834
Total	**2 345 672**	**2 055 540**

Le chiffre d'affaires travaux s'élève à 3 961 K€, dont 3 923 K€ correspondent à l'activité de création de branchements Assainissement. Cette activité est en forte augmentation de +759 K€ sous les effets combinés de :

- L'augmentation du nombre de branchements réalisés sur l'année de + 11 % (Env. 82 chantiers) après avoir enregistré, l'année précédente, une baisse de -15% du nombre de branchements créés.
- Une croissance moyenne du prix de vente d'env. +12% en lien avec la typologie des travaux demandés sur les créations de branchements assainissement "métrés".
- L'actualisation de -0.68% du bordereau de prix issu de la formule d'indexation tarifaire.

On notera que l'application de la marche tarifaire de +10% prévue contractuellement sur les branchements forfaitaires s'est arrêtée à compter de l'année 2016 .

Le chiffre d'affaires de prestations de services et autres produits regroupant les activités complémentaires générées par le service, progresse de +143 K€ (yc les autres travaux annexes), grâce essentiellement à :

- La facturation de mise à disposition de personnel et conventions de services faites avec Suez Eau France, soit + 160 K€,

- L'établissements de facturations, à des tiers, des dégats causés aux installations, soit +66 K€.

- L'enregistrement de pertes des primes d'efficacité énergétique 2014-2015 lié à la cogénération , soit -57 K€.

- L'arrêt des produits perçus au titre des certificats d'économie d'énergie, soit - 34 K€,

Par ailleurs, on notera que les recettes d'exploitation intégrent aussi des subventions d'exploitation reçues au titre des contrats d'avenir (81 K€), des subventions au titre de la formation professionnelle (37 K€), et des remboursements d'assurance et/ou des caisses de prévoyance (223 K€), dont un remboursement partiel, par nos assurances, de la pollution PCB subie en 2015 (194 K€).

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats & Variation de Stocks

Le poste achats et variations de stocks s'élève à 9 187 K€ (hors encaissement pour compte de tiers), et représente 26.3% du total des charges d'exploitation. Ce poste progresse de +168 K€, soit +1.9% par rapport à 2015 sous l'effet des évolutions suivantes :

- Variation de stocks (+42 K€) liée à une utilisation, dans le cadre des réparations, des pièces d'accessoires réseaux stockés dans nos magasins.
- Achats de sous-traitance (hors production de travaux neufs) (+592 K€), correspondant à l'accroisement de l'activité de création des branchements assainissement (+82 Branchements supplémentaires), à corréler avec la hausse du chiffre d'affaires travaux de cette activité .
- Energie électrique et gaz (-700 K€), intégrant :
  - L'augmentation du remboursement de la CSPE issue de l'ancien dispositif de plafonnement à la Valeur ajoutée (-90 K€).
  - la mise en place d'un nouveau dispositif d'application de taux réduit de CSPE directement sur les factures (- 620 K€),
  - Le rattrapage de tarifs réglementés 2014/2015 (+49 K€), suite à l'annulation par le Conseil d'Etat de l'arrêté du 30 octobre 2014 sur le niveau des barèmes des tarifs réglementés de vente (TRV) « bleus résidentiels » et « verts ».
  - Une hausse de +1.4 % des consommations liée essentiellement à la pluviométrie constatée cette année, et aux fonctionnements des installations dans les stations d'épuration (notamment un fonctionnement sur une année complète sur Clos de Hilde), soit +0.7 MKW.

- Achats non stockés (Eau & Carburants) (+52 K€), s'expliquant principalement par une augmentation des achats d'eau (+25 K€) sur les stations d'épuration, et une plus forte utilisation des groupes électrogènes, compte tenu de la pluviométrie de l'année 2016.
- Produits de traitements (+169 K€), résultant de l'utilisation plus importante de réactifs pour le fonctionnement des sécheurs (notamment un fonctionnement sur une année complète sur Clos de Hilde), et la désodorisation associée, ainsi que pour faire face à l'augmentation de la charge polluante entrante dans les stations.

Services Extérieurs

Le poste Services Extérieurs s'établit à 10 863 K€ et représente 31.1% du total des charges d'exploitation. Il affiche un recul de -920 K€ , soit -7.8% par rapport à 2015 qui provient principalement de l'évolution des postes suivants :

- Sous-traitance générale (-222 K€), sous l'effet de l'arrêt de la prestation ponctuelle confiée à l'Entreprise Régionale Bordeaux Guyenne pour répondre aux engagements de Complétude APIC (-106 K€), de la diminution (-190 K€) des prestations de sous-traitance informatique, et dans une moindre mesure à l'augmentation de +1.6% (+54 K€) des prestations rendues au titre des conventions de services confiées à Suez Eau France.
- Redevances de crédit-bail & Location (-43 K€), dû principalement à la réduction des coûts sur les bâtiments modulaires.
- Evacuation Boues & Déchets (-874 K€) correspondant à :
  - L'absence de surcoût relatif à la pollution aux PCB des effluents de Louis Fargue ayant entrainé, en 2015, des opérations d'élimination des boues contaminées en CET pour 890 K€ soit un surcoût de 657 K€ par rapport au compostage.
  - Un fonctionnement des sécheurs de Louis Fargue & Clos de Hilde plus important qu'en 2015, produisant les + 34% de boues séchées suppplémentaires (4 845 Tms vs 3 625

Tms), et générant donc moins de volumes à évacuer vers les filières agrées (2 600 Tbb), et ce sachant que la production des boues sur l'ensemble des stations s'est accrue de +2.4% (9 560 Tms vs 9 336 Tms),

- Au lancement des opérations de vidange du disgesteur N° 2 sur Louis fargue ayant entrainé une augmentation des coûts d'évacuation de +90 K€ par rapport à l'année précédente, et ce sans identification de pollution PCB lors de cette opération,
- La baisse des tonnages d'élimination des matières extraites des réseaux d'assainissement (975 T vs 1 919 T) découlant des opérations annuelles de curage effectuées, à linéaire quasi équivalent à l'année précédente, sur les Collecteurs (171 Km vs 162 Km), et Bouches d'égouts (17 752 U vs 16 103 U).

➢ Entretien des réseaux et de la voirie (+ 190 K€), dû principalement à :

- La disparition d'une opération spécifique de curage sur la Rue Delbos, effectuée l'année dernière, pour éliminer la source de pollution aux PCB (-80 K€),
- La prise en compte des réparations de réseaux résultant de dégats causés par des tiers aux installations (+100 K€), à corréler avec la croissance du chiffre d'affaires au titre du remboursement de ces dégats,
- A l'accroissement des opérations sous-traitées de réparations de réseaux consécutives à la hausse des interventions réalisées sur cette activité, tant en curatif qu'en patrimonial (+200 K€).

Autres Services Extérieurs

Le poste Autres Services Extérieurs s'élève à 1 548 K€ et représente 4.4% du total des charges d'exploitation. La baisse enregistrée à -148 K€ , soit -8.7% provient principalement du poste honoraires qui enregistre les évolutions suivantes :

➢ Personnel Extérieur (+68 K€) lié essentiellement au recours d'interim pour faire face au remplacement maladie, et surcroit d'activité, en particulier sur l'activité d'entretien réseaux.

➢ Honoraires (-62 K€), dû principalement à l'engagement de complétude APIC réalisé en 2015,

➢ Divers et Autres (-123 K€), issus de l'optimisation des prestations de nettoyage de locaux (-55 K€) & de l'enregistrement de bonifications de fin d'année sur contrats d'Achats (-69 K€)

Impots & Taxes

Le poste Impôts & Taxes s'élève à 802 K€ et représente 2.3% du total des charges d'exploitation. Il affiche un recul de – 577 K€ , soit -42% par rapport à 2015 qui provient principalement de l'évolution du poste Autres Impôts & Taxes, résultant de la révision des évaluations des rôles complémentaires des nouvelles installations, suite aux dépôts (début 2016) des déclarations foncières (modèle U) par Bordeaux Métropole, et à la validation par l'administration fiscale de la non imposition à la CFE des nouvelles installations de Louis Fargue pour l'année 2015.

Charges de Personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 12 100 K€ représentent 34.7% du total des charges d'exploitation. Ce poste affiche une progression de +2%, soit +238 K€ par rapport à 2015, provenant principalement de l'évolution des postes suivants :

➢ Rémunérations du personnel, elles restent, sur l'ensemble des activités du service, stables (+7 K€) par rapport à l'année précédente, et ce, tout en prenant en compte une légère baisse des salaires et appointements résultant de l'évolution des effectifs moyens de la société, et de l'intégration d'un complément d'intéressement. Néanmoins, cette année, la réduction des programmes de renouvellement a constitué un impact plus important de ces charges personnel dans les comptes d'exploitation (+130 K€).

➢ Cotisations de charges sociales et prévoyance, elles évoluent de +44 K€ sur l'ensemble des activités du service, ce qui est dû, essentiellement, à la hausse des cotisations des prévoyance & retraites, tout en incorporant les effets constatés sur les rémunérations de personnels. L'impact de la réduction des programmes de renouvellement se traduit par une augmentation de ces charges de personnel dans les comptes d'exploitation de +60 K€.

Au 31 décembre 2016, l'effectif total de la société est de 223 personnes décomposé en 13 cadres, 68 Agents de Maîtrise, 142 Agents, et représente un effectif annuel moyen proraté pondéré de 221.9 Personnes.

Autres Charges & Produits de gestion courante

Les charges de gestion courante représentent 450 K€ , en hausse de +159 K€ par rapport à 2015, sous l'effet des variations suivantes :

- Pertes sur créances irrécouvrables (-4 K€) correspondant au passage à perte des créances antérieures à 2016 n'ayant pu aboutir à un recouvrement .
- VNC des immobilisations du Domaine Concédé (+234 K€) correspondant à la valeur nette comptable des biens ayant été mis au rebus (désaffectation des travaux neufs du dégrilleur du burck), et des biens renouvelés ayant subi, à nouveau, un renouvellement, en Informatique industriel et Equipement Usines.
- Charges diverses de gestion courante (-70 K€) résultant de l'enregistrement des pénalités contractuelles au titre du bilan 2015 moins importantes que l'année précédente (-60 K€), et dans une moindre mesure, des remboursements de dégats occasionnés à des tiers (-16 K€).

A noter que l'intéressement lié aux engagements contractuels au titre du bilan 2015 (404 K€), enregistés dans les autres produits de gestion courante, affiche une hausse de +22 K€ par rapport à l'année précedente.

Charges & Produits Financiers

Les charges financières (5.6 K€) représentent, par l'application de la convention de trésorerie, la rémunération calculée au taux de type EONIA +/-0.5% du solde journalier du compte courant entre la maison-mère et la société.

Elles reculent de -2.3 K€ par rapport à 2015.

Charges & Produits Exceptionnels

Le résultat exceptionnel progresse de +10.4 K€ par rapport à 2015, ce qui est dû à l'absence d'événements exceptionnels sur cette année .

Dotations et Reprise des Amortissements et Provisions

Les dotations et reprises d'amortissements et provisions représentent 5 885 K€ sur le compte de résultat d'exploitation et se décomposent de la manière suivante :

- Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles pour les biens propres de la société : Elles évoluent de +30 K€ et représentent l'amortissement de ces biens en fonction de leur durée de vie.
- Dotations aux amortissements de caducité : Elles évoluent de + 21 K€ sur les immobilisations réalisées en Travaux Neufs devant être remises gratuitement en fin de contrat.
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur les immobilisations en renouvellement : L'ensemble de ces charges (yc reprise de provisions) représente 5 400 K€, soit + 44 K€ par rapport à l'année dernière, ces provisions sont destinées à couvrir nos obligations de renouvellement sur la durée du contrat.
- Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation : Elles enregistrent une diminution de -100 K€ des provisions constituées pour faire face aux sinistres déclarés par des tiers, non couverts par les primes d'assurances, et une reprise de provision ayant été constituée, l'an passé, pour faire face au surcoût d'élimination des boues lors de la vidange du digesteur N°2 de la station Louis Fargue (-86 K€).
- Dotations aux provisions pour actif circulant qui correspondent principalement aux dépréciations pour créances douteuses en fonction du risque de non recouvrement, dont l'accroissement des créances impayées au titre de la redevance Assainissement et Travaux facturables les ont fait évoluer de +240 K€.

RESULTAT COURANT AVANT IMPOT SUR LES SOCIETES

Le résultat courant avant impôt 2016 (yc résultat exceptionnel) s'affiche à 2 252 K€, soit + 1 794 K€ par rapport à l'année précédente.

SYNTHESE DE L'ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION

Milliers d'€uros	2016	2015	Ecart Nominal	Ecart En %
Ventes Assainissement (Hors Compte de tiers)	37 301,7	37 397,8	-96	-0,3%
Ventes de Travaux & Prestation de Services	5 022,9	4 121,3	902	21,9%
TOTAL DU CHIFFRES D'AFFAIRES	**42 324,6**	**41 519,1**	**805**	**1,9%**
Autres Produits de gestion courante	412,0	629,1	-217	-34,5%
Autres Produits	277,4	215,6	62	28,6%
TOTAL AUTRES PRODUITS	**689,4**	**844,7**	**-155**	**-18,4%**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**43 014,0**	**42 363,8**	**650**	**1,5%**
Achats &Variation de Stocks	9 185,6	9 017,9	168	1,9%
Services Extérieurs	10 862,7	11 782,3	-920	-7,8%
Autres Services Extérieurs	1 547,6	1 695,3	-148	-8,7%
Impots taxes et versements assimilés	802,2	1 379,3	-577	-41,8%
Charges de Personnel	12 025,5	11 829,2	196	1,7%
Autres charges de gestion courante	450,3	290,7	160	54,9%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**34 874,0**	**35 994,7**	**-1 121**	**-3,1%**
EXCEDENT BRUT EXPLOITATION	**8 139,9**	**6 369,1**	**1 770,8**	**27,8%**
Dotations & Reprise aux Amortissements & Provisions	5 885,1	5 895,7	-11	-0,2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 254,8**	**473,4**	**1 781,4**	**376,3%**
RESULTAT FINANCIER	**-5,6**	**-7,9**	**2,3**	**-29,0%**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2,3**	**-8,1**	**10,4**	**-**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (Etat Comparatif)	**2 251,5**	**457,4**	**1 794,1**	**392,3%**

Il peut toutefois être souligné que cette amélioration des résultats de l'année 2016 s'appuie, essentiellement, sur des événements non récurrents (Env. 2 M€) comme l'absence de surcoûts de pollution PCB des effluents entrants sur la station d'épuration de Louis Fargue, le remboursement partiel de nos assurances de cette pollution, la réévaluation des Contributions Foncières des Entreprises des nouvelles installations, et de l'application des dispositifs de dégrèvement de CSPE .

1.3 COMPTE DE RESULTAT DE LA DELEGATION

Le résultat net de l'année 2016, après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, et de la participation des salariés, présente un bénéfice de 1 754 K€, en hausse de + 1 222 M€.

- COMPTABILITE SOCIALE DE LA DELEGATION - COMPTE DE RESULTAT

En K€uros		2013	2014	2015	2016
COMPTE DE RESULTAT					
707	Ventes de produits fabriqués, prestations de service				
701+702+703+709	Production vendue : biens	62 259,2	61 580,2	62 510,6	62 575,5
704+705+706+708	Production vendue : service	2 588,8	4 129,3	4 121,3	5 024,4
CHIFFRE D'AFFAIRE NET		**64 848,0**	**65 709,5**	**66 631,9**	**67 599,9**
71	Production stockée		0,6	60,3	-60,9
72	Production immobilisée	5 099,6	5 029,6	5 489,3	4 458,2
74	Subvention d'exploitation	22,7	77,6	86,8	81,2
78	Reprises sur provision		214,3	654,7	1 046,6
79	Transfert de charges	17,6	31,5	25,8	223,3
75	Autres produits	0,1	412,6	630,6	412,4
PRODUITS D'EXPLOITATION		**69 987,9**	**71 475,7**	**73 579,4**	**73 760,7**
607	Achats de marchandises				
6037	Variation de stock (Marchandises)				
601+602+608+609	Achats de matières premiéres et autres approvisionnements	42,5	16,0	14,8	17,6
6031	Variation de stock (Matières premières et Approvisionnement)	256,1	161,3	231,2	272,8
600+604+605+606+61+62	Autres achats et charges externes	50 675,9	50 948,6	52 011,0	50 368,5
63	Impots taxes et versements assimilés	954,9	1 034,7	1 412,7	827,7
64	Salaires et traitements	7 995,4	8 499,4	8 575,2	8 567,5
645 et 648	Charges sociales	3 849,2	4 116,5	4 020,0	4 069,7
6811+6817	Dotations aux amortissements et depreciations	77,5	750,6	2 445,7	4 380,7
6815	Dotations aux provisions	5 393,9	4 815,3	4 104,7	2 551,0
65	Autres charges	15,8	300,7	290,7	450,3
CHARGES D'EXPLOITATION		**69 261,3**	**70 643,2**	**73 106,0**	**71 505,9**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**726,6**	**832,5**	**473,4**	**2 254,8**
76	Produits financiers				
66	Charges financiers	3,6	7,4	7,9	5,6
	RESULTAT FINANCIER	**-3,6**	**-7,4**	**-7,9**	**-5,6**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**723,0**	**825,1**	**465,5**	**2 249,2**
77	Produits exceptionnels		96,8	12,4	2,6
67	Charges exceptionnelles		15,2	20,5	0,4
	RESULTAT EXCEPTIONNEL		**81,5**	**-8,1**	**2,3**
	Participation estimée	133,0	146,8	132,3	153,2
	Impôt sur les bénéfices	81,1	-111,6	-207,0	344,7
	BENEFICE OU PERTE	**508,9**	**871,4**	**532,0**	**1 753,6**

1.4 BILAN ACTIF / PASSIF DE LA DELEGATION

- COMPTABILITE SOCIALE DE LA DELEGATION - BILAN ACTIF / PASSIF

BILAN

En K€uros

	2013	2014	2015	2016
ACTIF IMMOBILISE	**5 495,7**	**10 338,9**	**14 797,0**	**17 265,5**
Immobilisations incorporelles	**21,3**	**21,8**	**16,3**	**17,9**
Frais d'établissement				
- Brut				
- Amortissement				
Frais de recherche et de développement				
- Brut				
- Amortissement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
- Brut				
- Amortissement				
Autres immobilisations incorporelles	**21,3**	**21,8**	**16,3**	**17,9**
- Brut	21,3	26,3	26,3	34,7
- Amortissement		4,5	10,0	16,8
Immobilisations corporelles	**5 469,4**	**10 317,1**	**14 780,7**	**17 247,5**
Terrains				
- Brut				
- Amortissement				
Agencements et aménagements de terrains				
- Brut				
- Amortissement				
Constructions		**3,3**	**8,1**	**7,1**
- Brut		3,5	9,1	9,1
- Amortissement		0,1	0,9	1,9
Installations techniques, matériels et outillage industriels	**154,0**	**300,2**	**408,6**	**404,7**
- Brut	185,6	392,8	592,8	706,9
- Amortissement	31,6	92,6	184,2	302,2
Autres immobilisations corporelles	**98,0**	**86,8**	**88,4**	**70,3**
- Brut	117,3	122,8	147,2	153,4
- Amortissement	19,3	36,0	58,8	83,1
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION	**70,7**	**4 322,7**	**9 531,1**	**13 899,4**
- Brut	74,2	30 756,7	49 190,0	65 483,0
- Amortissement	3,4	26 434,0	39 658,9	51 583,6
Immobilisations En cours	**5 146,6**	**5 604,1**	**4 744,5**	**2 866,0**
- Brut	5 146,6	5 604,1	4 744,5	2 866,0
- Amortissement				
Immobilisations financières	**5,0**			
Autres participations				
Autres immobilisations financières	5,0			
ACTIF CIRCULANT	**31 563,0**	**27 396,5**	**27 293,3**	**28 374,4**
Stocks et en-cours	**106,2**	**104,0**	**157,1**	**121,9**
- Brut	107,0	105,7	161,5	127,7
- Amortissement	0,8	1,7	4,4	5,8
Créances	**23 966,5**	**23 868,8**	**21 879,0**	**22 620,5**
Créances clients et comptes rattachés	21 726,1	21 624,6	20 180,8	20 640,9
- Brut	21 745,9	21 772,6	20 391,2	21 155,1
- Amortissement	19,8	147,9	210,4	514,2
Autres créances	2 240,4	2 244,2	1 698,2	1 979,7
- Brut	2 240,4	2 244,2	1 698,2	1 979,7
- Amortissement				
Disponibilités	**7 490,3**	**3 423,7**	**5 257,2**	**5 627,5**
Charges constatées d'avance				**4,4**
TOTAL ACTIF	**37 058,7**	**37 735,3**	**42 090,3**	**45 639,9**

BILAN

En K€uros

	2013	2014	2015	2016
Capitaux propres	**1 008,9**	**1 880,3**	**1 412,3**	**2 666,0**
Apports en capital	500,0	500,0	500,0	500,0
Report à nouveau		458,9	330,3	362,3
Réserve légale		50,0	50,0	50,0
Résultat de l'exercice	508,9	871,4	532,0	1 753,6
Subventions d'investissement				
Autres Fonds Propres	**2,5**	**494,6**	**2 324,1**	**5 726,4**
Provisions	**5 393,9**	**9 721,0**	**12 539,3**	**12 826,1**
Provisions pour Risques & Charges	436,4	252,7	411,8	230,9
Provisions pour charges de renouvellement	4 957,4	9 468,3	12 127,5	12 595,2
Dettes	**30 653,4**	**25 639,4**	**25 814,6**	**24 421,4**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses (donts participatifs)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 106,0	9 683,4	9 501,5	10 619,6
Dettes fiscales et sociales	16 327,5	14 304,2	14 787,9	12 768,2
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 219,9	1 651,8	1 525,2	1 033,6
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
PASSIF CIRCULANT	**30 653,4**	**25 639,4**	**25 814,6**	**24 421,4**
TOTAL PASSIF	**37 058,7**	**37 735,3**	**42 090,3**	**45 639,9**
FOND DE ROULEMENT	**909,6**	**1 757,0**	**1 478,7**	**3 953,0**
BESOIN EN FOND DE ROULEMENT	**-6 580,7**	**-1 666,7**	**-3 778,5**	**-1 674,5**

1.5 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie au 31/12/2016 hors frais ou produits financiers, est de + 5 652.1 K€ en cumul, ce qui représente 8.2% du chiffre d'affaires. Quant au solde moyen de trésorerie, il affiche une situation, sur l'année, de -63.6 K€.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En K€uros

	2013	2014	2015	2016
Chiffre d'affaires	64 928,2	66 328,6	67 447,8	68 258,6
Charges d'exploitation (hors dotation et production immobilisée)	58 730,2	60 062,8	61 086,8	60 116,4
EXCEDENT BRUT EXPLOITATION (Yc Exceptionnel)	**6 198,0**	**6 265,7**	**6 361,0**	**8 142,2**
Variation BFR Brut	-6 560,1	5 043,0	-2 046,7	2 409,2
Programme de renouvellement	4 609,0	4 639,2	5 314,3	4 026,8
Dépenses d'investissement	941,1	607,4	326,7	332,6
Subvention d'investissement				
Frais financiers	3,6	7,4	7,9	5,6
IS normatif	81,1	-111,6	-207,0	344,7
Participation estimée	133,0	146,8	132,3	153,2
Apport en capital de la maison mère	500,0			
Versements dividende à la maison mère			1 000,0	500,0
Trésorerie	7 490,3	-4 066,5	1 833,5	370,3
Trésorerie (hors frais financiers)	**7 493,9**	**-4 059,1**	**1 841,4**	**375,9**
Trésorerie (hors frais financiers et hors dividende reversé à l'actionnaire)	**7 493,9**	**-4 059,1**	**2 841,4**	**875,9**
Trésorerie cumulée	7 490,3	3 423,7	5 257,2	5 627,5
Trésorerie cumulée (hors dividende reversé à l'actionnaire)	7 490,3	3 423,7	6 257,2	6 127,5

1.6 EVOLUTION DES COEFFICIENTS DE REVISION DES TARIFS

- DEFINITION DU COEFFICIENT DE REVISION DES TARIFS - ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES Keun

En K€uros

Le tableau de charges ci-dessous est la résultante de l'analytique du compte d'exploitation prévisionnel : A1

Coefficient de révision des tarifs Keu_n	Indices choisis	Coefficients	Valeur des coefficients
Partie Fixe		a	0,15
Ind.1	ICHT E	b	0,3259
Ind.2	EMT	c	0,0481
Ind.3	TP10A	d	0,1307
Ind.4	FSD2	e	0,3466

			Réalisé de l'année	Etablissement du coefficient de révision des tarifs Keu_n				
				Partie fixe	Ind.1	Ind.2	Ind.3	Ind.4
CHARGES D'EXPLOITATION (TOTAL)			**29 972,8**	**2 574,9**	**10 505,7**	**1 551,2**	**4 212,6**	**11 169,7**
60 -	**ACHATS ET VARIATION DES STOCKS**		**8 367,4**			**1 551,2**	**2 740,1**	**4 076,0**
600	**Encaissement pour Compte de Tiers**							
601	**Achats stockés - Matières premières (et fournitures)**							
602	**Achats stockés - Autres approvisionnements**							
603	**Variations des stocks**		**149,3**					**149,3**
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	e	149,3					149,3
6037	Variation des stocks des autres approvisionnements	e						
604	**Achats d'études, prestations de services**		**312,0**					**312,0**
6041	Frais d'analyse et de contrôle	e	214,5					214,5
6042	Achats de prestations Assainissement	e	24,9					24,9
6048	Autres Achats d'études et de prestations	e	72,7					72,7
605	**Achats de matériel , équipements et travaux**		**4 952,4**				**2 740,1**	**2 212,2**
6051	Achats de matériels et équipement - travaux facturables	d	1,7				1,7	
6052	Achats de prestations - travaux facturables	d	2 738,5				2 738,5	
6053	Achats de matériels et prestations - travaux immobilisés	e	2 212,2					2 212,2
6054	Autres achats de sous-traitance Technique	e						
606	**Achats non stockés de matière et fournitures**		**2 940,8**			**1 551,2**		**1 389,5**
60611	Achats de fournitures non stockables - Eau	e	92,0					92,0
60612	Achats de fournitures non stockables - Electricité	c	1 551,2			1 551,2		
60613	Achats de fournitures non stockables - Gaz	e	113,3					113,3
60614	Achats de fournitures non stockables - Carburants & Lubrifiants	e	164,4					164,4
60615	Achats de fournitures non stockables - Combustible & Chauffage	e						
6063	Achats de fournitures d'entretien et de petit équipement	e	426,4					426,4
6064	Achats de fournitures administratives	e	13,6					13,6
6065	Achats de produits de traitement	e	553,7					553,7
6068	Autres matières et Fournitures	e	26,1					26,1
607	**Achats de marchandises**	**e**						
608	**Frais Accessoires d'achats**	**e**	**12,9**					**12,9**
609	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats**	**e**						
61 -	**SERVICES EXTERIEURS**		**7 394,2**	**114,4**	**1 831,1**		**1 472,5**	**3 976,2**
611	**Sous-traitance générale**		**2 919,3**	**114,4**	**1 831,1**			**973,7**
6111	Sous-traitance générale liée à des prestations de travaux administratifs	e	0,5					0,5
6112	Sous traitance Interne Lyonnaise des Eaux		2 288,9	114,4	1 831,1			343,3
6114	Sous-traitance liée à l'informatique	e	629,9					629,9
612	**Redevances de crédit-bail**		**146,2**					**146,2**
6122	Crédit Bail immobilier	e						
6125	Crédit Bail mobilier	e	146,2					146,2
613	**Locations, droits de passage et servitudes diverses**		**370,7**					**370,7**
6132	Locations immobilières	e	123,1					123,1
61351	Loyer matériel et mobilier de bureau	e	97,1					97,1
61352	Location, crédit bail véhicules	e	150,6					150,6
614	**Charges locatives et de copropriété**	**e**	**0,9**					0,9
615	**Entretien et réparations**		**3 760,5**				**1 472,5**	**2 288,0**
	Sous-traitance liée au process							
6152211	Evacuation des Boues d'usines (Transport + Traitement)	e	1 282,6					1 282,6
6152212	Evacuation déchets de prétraitement	e	207,4					207,4
6152213	Evacuation des déchets de réseau	e	120,2					120,2
6152214	Evacuation des DIB et tri sélectif	e	6,7					6,7
6152215	Evacuation des déchets de laboratoire	e	4,1					4,1
	Sous-traitance liée l'entretien technique							
615511	Entretien & Réparation de matériel Electrique	e	52,5					52,5
615512	Entretien & Réparation de matériel Electromécanique	e	35,7					35,7
615513	Entretien & Réparation de matériel Hydraulique	e	20,7					20,7
615514	Entretien & Réparation de matériel Mécanique	e	41,6					41,6
615515	Entretien & Réparation de matériel Thermique	e	16,9					16,9
615516	Entretien & Réparation de matériel de laboratoire	e	14,5					14,5
615517	Contrôles réglementaires	e	66,0					66,0
615518	Entretien & Réparation d'installations diverses	e	67,8					67,8
	Sous-traitance liée l'entretien voirie							
615231	Curage de réseaux d'assainissement	d	318,7				318,7	
615234	Inspection de réseaux	d	158,3				158,3	
615236	Réparation et Refection de voirie	d	995,4				995,4	
	Sous traitance liée à l'entretien non technique							
61521	Entretien espaces verts	e	60,8					60,8
615228	Entretien des bâtiments	e	101,8					101,8
61552	Entretien & Réparation de matériel de transport	e	171,9					171,9
61553	Entretien & Réparation de matériel de bureau	e	16,6					16,6
616	**Primes d'assurances**		**164,7**					**164,7**
61611	Primes d'assurances - Responsabilité Civile	e	33,7					33,7
61612	Primes d'assurances - Véhicules	e	23,6					23,6
61613	Primes d'assurances - Constructions	e	107,4					*107,4*
61614	Primes d'assurances - Dommages aux biens	e						
617	**Études et recherches**	**e**	**16,1**					**16,1**
618	**Services Extérieurs Divers**	**e**	**15,8**					**15,8**
619	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**	**e**						

			Réalisé de l'année	Etablissement du coefficient de révision des tarifs Keu_n				
				Partie fixe	Ind.1	Ind.2	Ind.3	Ind.4
62 -	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**		**911,2**		**128,9**			**823,9**
621	**Personnel extérieur au service**		**128,9**		**128,9**			
6211	Personnel intérimaire	b	128,9		128,9			
6214	Personnel détaché	b						
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**	**e**	**217,2**					**217,2**
623	**Publicité, publications, relations publiques**	**e**	**109,4**					**109,4**
624	**Transports de biens et transports collectifs du personnel**	**e**	**22,1**					**22,1**
625	**Déplacements, missions et réceptions**		**84,9**					**84,9**
6251	Voyages et déplacements	e	66,9					66,9
6255	Frais de déménagement	e	3,5					3,5
6257	Réceptions	e	14,4					14,4
626	**Frais postaux et de télécommunications**		**94,9**					**94,9**
6261	Frais d'affranchissement	e	23,9					23,9
6262	Frais de télécommunications	e	54,0					54,0
6264	Liaisons spécialisées d'Exploitation	e	17,1					17,1
627	**Services bancaires et assimilés**	**e**	**3,5**					**3,5**
628	**Divers**		**291,9**					**291,9**
6281	Concours Cotisation	e	16,3					16,3
6282	Gardiennage	e	15,3					15,3
6283	Nettoyage des locaux	e	72,5					72,5
6284	Frais de recrutement Salariés	e						
6285	Redevances pour occupation du domaine public et Collectivités	e	187,9					187,9
629	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**		**-41,6**					
63 -	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES**		**549,9**		**374,0**			**175,9**
631	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)**		**34,5**		**34,5**			
6312	Taxe d'apprentissage	b	34,5		34,5			
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	b						
633	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**		**285,8**		**285,8**			
6331	Versement de transport	b	104,7		104,7			
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	b	53,3		53,3			
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction	b	23,1		23,1			
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage	b						
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	b	104,6		104,6			
635	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)**		**175,9**					**175,9**
63511	CFE / CVAE	e	162,9					162,9
63512	Taxes foncières	e						
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés	e	5,2					5,2
63515	Taxes sur enlèvements Ordures Ménagères	e	5,6					5,6
63518	Autres impôts locaux	e	0,1					0,1
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables (organic…)	e						
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	e	0,3					0,3
6358	Autres droits	e	1,9					1,9
637	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**		**53,7**		**53,7**			
6371	Contribution Sociale de solidarité	b	53,7		53,7			
64 -	**CHARGES DE PERSONNEL**		**8 171,7**		**8 171,7**			
641	**Rémunérations du personnel**		**5 541,1**		**5 541,1**			
6411	Salaires, appointements	b	5 334,0		5 334,0			
6414	Provision de Primes et Intéressement	b	194,1		194,1			
6418	Provision pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	b	13,0		13,0			
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**		**2 476,6**		**2 476,6**			
6451	Cotisations à l'URSSAF	b	1 432,2		1 432,2			
6452	Cotisations aux mutuelles	b	199,7		199,7			
6453	Cotisations aux caisses de retraites	b	618,2		618,2			
6454	Cotisations aux ASSEDIC	b	221,7		221,7			
6457	Provisions de cotisations sur Primes et Intéressement	b	-2,2		-2,2			
6458	Provision de cotisations pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	b	7,1		7,1			
647	**Autres charges sociales**		**154,0**		**154,0**			
6472	Versements aux comités d'entreprise	b	62,8		62,8			
6475	Médecine du travail, pharmacie	b	14,2		14,2			
6478	Autres charges sociales diverses	b	76,9		76,9			
648	**Autres charges de personnel**	**b**						
65 -	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**		**274,3**					**274,3**
651	**Redevances pour concessions, brevets, licences etc…**	**e**						
654	**Pertes sur créances irrécouvrables**	**e**	**87,2**					**87,2**
656	**VNC des immobilisations cédées DCE**	**e**	**107,0**					**107,0**
658	**Charges diverses de gestion courante**	**e**	**80,1**					**80,1**
66 -	**CHARGES FINANCIERES**		**3,4**	**3,4**				
661	**Charges d'intérêts**	**a**	**3,4**	**3,4**				
666	**Pertes de change**	**a**						
668	**Autres charges financières**	**a**						
67 -	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**		**0,4**					
671	**Charges Exceptionnelles sur opération de gestion courante**		**0,2**					
675	**Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés**		**0,1**					
678	**Autres charges exceptionelles**							
68 -	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**		**4 300,2**	**2 457,0**				**1 843,3**
681	**Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation**		**4 300,2**	**2 457,0**				**1 843,3**
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	a	2 457,0	2 457,0				
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	e	25,9					25,9
68156	Dotations aux provisions pour renouvellement	e	1 275,0					1 275,0
6817	Provision pour dépréciation sur Actifs circulants - Stocks et créances	e	542,3					542,3
686	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**	**a**						
687	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**	**a**						

- EVOLUTION DU COEFFICIENT DE REVISION DES TARIFS - ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES Keu_n

Evolution historique en euros (€) courants

Coefficient de révision des tarifs Keu_n	*Indices choisis*	*Valeur des coefficients*	2013	2016	
			1er janvier (= Keu_0)	1er janvier	1er juillet
Partie Fixe		*0,15*			
Ind.1	*ICHT E*	*0,3122*	106,875	107,725	107,842
Ind.2	*EMT*	*0,0944*	137,600	160,590	165,128
Ind.3	*TP10A*	*0,1060*	132,808	134,598	134,112
Ind.4	*FSD2*	*0,3374*	127,075	124,292	122,667
TOTAL			**100,000**	101,229	101,105
% évolution				**1,23%**	**1,10%**

- DEFINITION DU COEFFICIENT DE REVISION DES TARIFS - ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES Kepn

Coefficient de révision des tarifs Kep,	Indices choisis	Coefficients	Valeur des coefficients
Partie Fixe		a	0,15
Ind.1	ICHT E	b	0,3282
Ind.2	EMT	c	0,0431
Ind.3	TP10A	d	0,0979
Ind.4	FSD2	e	0,3824

En K€uros

Le tableau de charges ci-dessous est la résultante de l'analytique du compte d'exploitation prévisionnel : A1

			Réalisé de l'année	Etablissement du coefficient de révision des tarifs Kepn				
				Partie fixe	Ind.1	Ind.2	Ind.3	Ind.4
CHARGES D'EXPLOITATION (TOTAL)			**16 265,3**	**1 435,4**	**5 725,3**	**752,8**	**1 708,2**	**6 670,4**
60 -	**ACHATS ET VARIATION DES STOCKS**		**4 468,6**			**752,8**	**964,2**	**2 751,7**
600	**Encaissement pour Compte de Tiers**							
601	**Achats stockés - Matières premières (et fournitures)**							
602	**Achats stockés - Autres approvisionnements**							
603	**Variations des stocks**		**123,4**					**123,4**
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	e	123,4					123,4
6037	Variation des stocks des autres approvisionnements	e						
604	**Achats d'études, prestations de services**		**168,8**					**168,8**
6041	Frais d'analyse et de contrôle	e	65,7					65,7
6042	Achats de prestations Assainissement	e	4,3					4,3
6048	Autres Achats d'études et de prestations	e	98,7					98,7
605	**Achats de matériel , équipements et travaux**		**2 353,8**				**964,2**	**1 389,6**
6051	Achats de matériels et équipement - travaux facturables	d	0,0				0,0	
6052	Achats de prestations - travaux facturables	d	964,2				964,2	
6053	Achats de matériels et prestations - travaux immobilisés	e	1 389,6					1 389,6
6054	Autres achats de sous-traitance Technique	e						
606	**Achats non stockés de matière et fournitures**		**1 818,0**			**752,8**		**1 065,3**
60611	Achats de fournitures non stockables - Eau	e	39,8					39,8
60612	Achats de fournitures non stockables - Electricité	c	752,8			752,8		
60613	Achats de fournitures non stockables - Gaz	e	80,9					80,9
60614	Achats de fournitures non stockables - Carburants & Lubrifiants	e	101,2					101,2
60615	Achats de fournitures non stockables - Combustible & Chauffage	e						
6063	Achats de fournitures d'entretien et de petit équipement	e	218,8					218,8
6064	Achats de fournitures administratives	e	6,6					6,6
6065	Achats de produits de traitement	e	608,4					608,4
6068	Autres matières et Fournitures	e	9,5					9,5
607	**Achats de marchandises**	**e**						
608	**Frais Accessoires d'achats**	**e**	**4,7**					**4,7**
609	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats**	**e**						
61 -	**SERVICES EXTERIEURS**		**3 586,1**	**54,0**	**864,0**		**744,0**	**1 924,2**
611	**Sous-traitance générale**		**1 533,9**	**54,0**	**864,0**			**615,9**
6111	Sous-traitance générale liée à des prestations de travaux administratifs	e	0,3					0,3
6112	Sous traitance Interne Lyonnaise des Eaux		1 080,0	54,0	864,0			162,0
6114	Sous-traitance liée à l'informatique	e	453,6					453,6
612	**Redevances de crédit-bail**		**80,8**					**80,8**
6122	Crédit Bail immobilier	e						
6125	Crédit Bail mobilier	e	80,8					80,8
613	**Locations, droits de passage et servitudes diverses**		**205,6**					**205,6**
6132	Locations immobilières	e	78,6					78,6
61351	Loyer matériel et mobilier de bureau	e	44,6					44,6
61352	Location, crédit bail véhicules	e	82,4					82,4
614	**Charges locatives et de copropriété**	**e**	**0,2**					0,2
615	**Entretien et réparations**		**1 641,5**				**744,0**	**897,5**
	Sous-traitance liée au process							
6152211	Evacuation des Boues d'usines (Transport + Traitement)	e	91,4					91,4
6152212	Evacuation déchets de prétraitement	e	72,6					72,6
6152213	Evacuation des déchets de réseau	e	62,6					62,6
6152214	Evacuation des DIB et tri sélectif	e	3,2					3,2
6152215	Evacuation des déchets de laboratoire	e	2,2					2,2
	Sous-traitance liée l'entretien technique							
615511	Entretien & Réparation de matériel Electrique	e	47,4					47,4
615512	Entretien & Réparation de matériel Electromécanique	e	26,7					26,7
615513	Entretien & Réparation de matériel Hydraulique	e	11,2					11,2
615514	Entretien & Réparation de matériel Mécanique	e	25,0					25,0
615515	Entretien & Réparation de matériel Thermique	e	12,9					12,9
615516	Entretien & Réparation de matériel de laboratoire	e	8,1					8,1
615517	Contrôles réglementaires	e	42,0					42,0
615518	Entretien & Réparation d'installations diverses	e	59,4					59,4
	Sous-traitance liée l'entretien voirie							
615231	Curage de réseaux d'assainissement	d	252,9				252,9	
615234	Inspection de réseaux	d	77,3				77,3	
615236	Réparation et Refection de voirie	d	413,8				413,8	
	Sous traitance liée à l'entretien non technique							
61521	Entretien espaces verts	e	271,0					271,0
615228	Entretien des bâtiments	e	57,6					57,6
61552	Entretien & Réparation de matériel de transport	e	94,8					94,8
61553	Entretien & Réparation de matériel de bureau	e	9,5					9,5
616	**Primes d'assurances**		**103,3**					**103,3**
61611	Primes d'assurances - Responsabilité Civile	e	21,5					21,5
61612	Primes d'assurances - Véhicules	e	13,1					13,1
61613	Primes d'assurances - Constructions	e	68,7					*68,7*
61614	Primes d'assurances - Dommages aux biens	e						
617	**Études et recherches**	**e**	**11,7**					**11,7**
618	**Services Extérieurs Divers**	**e**	**9,1**					**9,1**
619	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**	**e**						

			Réalisé de l'année	Etablissement du coefficient de révision des tarifs Kepn				
				Partie fixe	Ind.1	Ind.2	Ind.3	Ind.4
62 -	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**		**657,5**		**191,1**			**493,0**
621	**Personnel extérieur au service**		**191,1**		**191,1**			
6211	Personnel intérimaire	b	191,1		191,1			
6214	Personnel détaché	b						
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**	**e**	**120,4**					**120,4**
623	**Publicité, publications, relations publiques**	**e**	**69,8**					**69,8**
624	**Transports de biens et transports collectifs du personnel**	**e**	**10,2**					**10,2**
625	**Déplacements, missions et réceptions**		**43,2**					**43,2**
6251	Voyages et déplacements	e	32,7					32,7
6255	Frais de déménagement	e	2,0					2,0
6257	Réceptions	e	8,6					8,6
626	**Frais postaux et de télécommunications**		**101,2**					**101,2**
6261	Frais d'affranchissement	e	7,7					7,7
6262	Frais de télécommunications	e	84,0					84,0
6264	Liaisons spécialisées d'Exploitation	e	9,5					9,5
627	**Services bancaires et assimilés**	**e**	**2,2**					**2,2**
628	**Divers**		**146,0**					**146,0**
6281	Concours Cotisation	e	10,3					10,3
6282	Gardiennage	e	6,5					6,5
6283	Nettoyage des locaux	e	40,9					40,9
6284	Frais de recrutement Salariés	e						
6285	Redevances pour occupation du domaine public et Collectivités	e	88,3					88,3
629	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**		**-26,6**					
63 -	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES**		**277,8**		**204,6**			**73,2**
631	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)**		**18,9**		**18,9**			
6312	Taxe d'apprentissage	b	18,9		18,9			
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	b						
633	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**		**155,9**		**155,9**			
6331	Versement de transport	b	57,3		57,3			
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	b	29,1		29,1			
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction	b	12,7		12,7			
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage	b						
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	b	56,8		56,8			
635	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)**		**73,2**					**73,2**
63511	CFE / CVAE	e	65,7					65,7
63512	Taxes foncières	e						
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés	e	2,8					2,8
63515	Taxes sur enlèvements Ordures Ménagères	e	3,4					3,4
63518	Autres impôts locaux	e	0,1					0,1
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables (organic…)	e						
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	e	0,2					0,2
6358	Autres droits	e	1,0					1,0
637	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**		**29,8**		**29,8**			
6371	Contribution Sociale de solidarité	b	29,8		29,8			
64 -	**CHARGES DE PERSONNEL**		**4 465,6**		**4 465,6**			
641	**Rémunérations du personnel**		**3 026,5**		**3 026,5**			
6411	Salaires, appointements	b	2 914,8		2 914,8			
6414	Provision de Primes et Intéressement	b	105,8		105,8			
6418	Provision pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	b	5,8		5,8			
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**		**1 354,9**		**1 354,9**			
6451	Cotisations à l'URSSAF	b	784,0		784,0			
6452	Cotisations aux mutuelles	b	109,0		109,0			
6453	Cotisations aux caisses de retraites	b	338,5		338,5			
6454	Cotisations aux ASSEDIC	b	121,2		121,2			
6457	Provisions de cotisations sur Primes et Intéressement	b	-1,1		-1,1			
6458	Provision de cotisations pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	b	3,2		3,2			
647	**Autres charges sociales**		**84,2**		**84,2**			
6472	Versements aux comités d'entreprise	b	34,3		34,3			
6475	Médecine du travail, pharmacie	b	7,9		7,9			
6478	Autres charges sociales diverses	b	42,0		42,0			
648	**Autres charges de personnel**	**b**						
65 -	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**		**176,0**					**176,0**
651	**Redevances pour concessions, brevets, licences etc…**	**e**						
654	**Pertes sur créances irrécouvrables**	**e**	**0,1**					**0,1**
656	**VNC des immobilisations cédées DCE**	**e**	**129,8**					**129,8**
658	**Charges diverses de gestion courante**	**e**	**46,2**					**46,2**
66 -	**CHARGES FINANCIERES**		**2,2**	**2,2**				
661	**Charges d'intérêts**	**a**	**2,2**	**2,2**				
666	**Pertes de change**	**a**						
668	**Autres charges financières**	**a**						
67 -	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**							
671	**Charges Exceptionnelles sur opération de gestion courante**							
675	**Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés**							
678	**Autres charges exceptionelles**							
68 -	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**		**2 631,5**	**1 379,2**				**1 252,3**
681	**Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation**		**2 631,5**	**1 379,2**				**1 252,3**
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	a	1 379,2	1 379,2				
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	e	19,9					19,9
68156	Dotations aux provisions pour renouvellement	e	1 230,1					1 230,1
6817	Provision pour dépréciation sur Actifs circulants - Stocks et créances	e	2,2					2,2
686	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**	**a**						
687	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**	**a**						

- EVOLUTION HISTORIQUE DU COEFFICIENT DE REVISION DES TARIFS - ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES Kepn

Evolution historique en euros (€) courants

Coefficient de révision des tarifs Kepn	*Indices choisis*	*Valeur des coefficients*	2013 1er janvier (= Kep_0)	2016 1er janvier
Partie Fixe		*0,15*		
Ind.1	*ICHT E*	*0,3554*	107,900	107,800
Ind.2	*EMT*	*0,0625*	141,200	165,000
Ind.3	*TP10A*	*0,0630*	134,300	133,900
Ind.4	*FSD2*	*0,3691*	129,100	123,100
TOTAL			**100,000**	99,286
% évolution				**-0,71%**

1.7 IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

En K€uros		Durée	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
EAUX USEES									
INVESTISSEMENTS	TN - Travaux de protection du milieu naturel		44,0	43,5	71,7				**159,1**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs		31,1	184,8	36,8	0,0			**252,7**
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites								
	TN - Programme de pilotage énergétique		169,3	37,5					**206,9**
	TN - Travaux amélioratifs step		69,3	0,0					**69,3**
	TN - Programme vehicules propres			6,3					**6,3**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière								
	TN - Projet architectural du burck								
	TN - Aménagement Garage					29,8			**29,8**
	TN - Projet SI Triennal					38,4			**38,4**
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		271,7	145,3	94,3	84,2			**595,5**
	TOTAL INVESTISSEMENTS		**585,6**	**417,4**	**202,7**	**152,4**			**1 358,1**
INVESTISSEMENTS CUMULES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		44,0	87,5	159,1	159,1	159,1	159,1	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs		31,1	215,9	252,7	252,7	252,7	252,7	
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites								
	TN - Programme de pilotage énergétique		169,3	206,9	206,9	206,9	206,9	206,9	
	TN - Travaux amélioratifs step		69,3	69,3	69,3	69,3	69,3	69,3	
	TN - Programme vehicules propres			6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière								
	TN - Projet architectural du burck								
	TN - Aménagement Garage					29,8	29,8	29,8	
	TN - Projet SI Triennal					38,4	38,4	38,4	
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		271,7	417,0	511,3	595,5	595,5	595,5	
	TOTAL INVESTISSEMENTS CUMULES		**585,6**	**1 002,9**	**1 205,6**	**1 358,1**	**1 358,1**	**1 358,1**	
IMMOBILISATIONS	TN - Travaux de protection du milieu naturel	6	12,7	21,2	46,1	69,4			**149,5**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs	6		26,1	206,6				**232,7**
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites	6							
	TN - Programme de pilotage énergétique	6		180,6	26,3				**206,9**
	TN - Travaux amélioratifs step	6		69,3					**69,3**
	TN - Programme vehicules propres	6			6,3				**6,3**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière	6							
	TN - Projet architectural du burck	6							
	TN - Aménagement Garage	6				28,0			**28,0**
	TN - Projet SI Triennal	6							
	TN - Projet GD 2 Triennal	6							
	Biens propres de la Société Dédiée		184,8	159,9	140,5	78,7			**563,9**
	TOTAL IMMOBILSATIONS		**197,5**	**457,1**	**425,7**	**176,2**			**1 256,5**
IMMOBILISATIONS CUMULEES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		12,7	33,9	80,1	149,5	149,5	149,5	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs			26,1	232,7	232,7	232,7	232,7	
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites								
	TN - Programme de pilotage énergétique			180,6	206,9	206,9	206,9	206,9	
	TN - Travaux amélioratifs step			69,3	69,3	69,3	69,3	69,3	
	TN - Programme vehicules propres				6,3	6,3	6,3	6,3	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière								
	TN - Projet architectural du burck								
	TN - Aménagement Garage					28,0	28,0	28,0	
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		184,8	344,7	485,2	563,9	563,9	563,9	
	TOTAL IMMOBILISATIONS CUMULEES		**197,5**	**654,6**	**1 080,3**	**1 256,5**	**1 256,5**	**1 256,5**	
AMORTISSEMENTS	TN - Travaux de protection du milieu naturel		1,0	5,1	16,9	38,5			**61,4**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs			4,1	57,1	57,3			**118,5**
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites								
	TN - Programme de pilotage énergétique			36,1	42,7	42,8			**121,5**
	TN - Travaux amélioratifs step			12,7	14,1	14,2			**41,0**
	TN - Programme vehicules propres				1,6	1,6			**3,1**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière								
	TN - Projet architectural du burck								
	TN - Aménagement Garage					4,9			**4,9**
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		31,1	52,9	73,6	91,7			**249,3**
	TOTAL AMORTISSEMENTS		**32,1**	**110,9**	**205,9**	**250,8**			**599,8**
AMORTISSEMENTS CUMULES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		1,0	6,1	23,0	61,4	61,4	61,4	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs			4,1	61,2	118,5	118,5	118,5	
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites								
	TN - Programme de pilotage énergétique			36,1	78,8	121,5	121,5	121,5	
	TN - Travaux amélioratifs step			12,7	26,9	41,0	41,0	41,0	
	TN - Programme vehicules propres				1,6	3,1	3,1	3,1	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière								
	TN - Projet architectural du burck								
	TN - Aménagement Garage					4,9	4,9	4,9	
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		31,1	84,0	157,6	249,3	249,3	249,3	
	TOTAL AMORTISSEMENTS CUMULES		**32,1**	**143,0**	**349,0**	**599,8**	**599,8**	**599,8**	

Amortissements & dépréciations		32,1	110,9	205,9	250,8		
Immobilisation brute		197,5	457,1	425,7	176,2		
Amortissements & dépréciations cumulés		32,1	143,0	349,0	599,8	599,8	599,8

En K€uros

		Durée	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
EAUX PLUVIALES									
INVESTISSEMENTS	TN - Travaux de protection du milieu naturel		11,6	37,6	61,9				**111,1**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs								
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites		16,8						**16,8**
	TN - Programme de pilotage énergétique		58,5	13,0					**71,4**
	TN - Travaux amélioratifs step								
	TN - Programme vehicules propres			4,0					**4,0**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière		58,1						**58,1**
	TN - Projet architectural du burck		31,8	63,0	2,1				**96,8**
	TN - Aménagement Garage					25,7			**25,7**
	TN - Projet SI Triennal					24,6			**24,6**
	TN - Projet GD 2 Triennal					156,3			**156,3**
	Biens propres de la Société Dédiée		173,7	92,9	60,3	53,8			**380,7**
	TOTAL INVESTISSEMENTS		**350,5**	**210,4**	**124,3**	**260,4**			**945,6**
INVESTISSEMENTS CUMULES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		11,6	49,2	111,1	111,1	111,1	111,1	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs								
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites		16,8	16,8	16,8	16,8	16,8	16,8	
	TN - Programme de pilotage énergétique		58,5	71,4	71,4	71,4	71,4	71,4	
	TN - Travaux amélioratifs step								
	TN - Programme vehicules propres			4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière		58,1	58,1	58,1	58,1	58,1	58,1	
	TN - Projet architectural du burck		31,8	94,7	96,8	96,8	96,8	96,8	
	TN - Aménagement Garage					25,7	25,7	25,7	
	TN - Projet SI Triennal					24,6	24,6	24,6	
	TN - Projet GD 2 Triennal					156,3	156,3	156,3	
	Biens propres de la Société Dédiée		173,7	266,6	326,9	380,7	380,7	380,7	
	TOTAL INVESTISSEMENTS CUMULES		**350,5**	**560,9**	**685,2**	**945,6**	**945,6**	**945,6**	
IMMOBILISATIONS	TN - Travaux de protection du milieu naturel	6	3,4	18,3	39,9	59,3			**120,8**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs	6							
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites	6		16,8					**16,8**
	TN - Programme de pilotage énergétique	6		62,4	9,1				**71,4**
	TN - Travaux amélioratifs step	6							
	TN - Programme vehicules propres	6			4,0				**4,0**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière	6	58,1						**58,1**
	TN - Projet architectural du burck	6		58,7	38,1				**96,8**
	TN - Aménagement Garage	6				24,1			**24,1**
	TN - Projet SI Triennal	6							
	TN - Projet GD 2 Triennal	6							
	Biens propres de la Société Dédiée		118,1	102,2	89,8	50,3			**360,5**
	TOTAL IMMOBILSATIONS		**179,6**	**258,4**	**180,8**	**133,7**			**752,6**
IMMOBILISATIONS CUMULEES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		3,4	21,7	61,6	120,8	120,8	120,8	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs								
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites			16,8	16,8	16,8	16,8	16,8	
	TN - Programme de pilotage énergétique			62,4	71,4	71,4	71,4	71,4	
	TN - Travaux amélioratifs step								
	TN - Programme vehicules propres				4,0	4,0	4,0	4,0	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière		58,1	58,1	58,1	58,1	58,1	58,1	
	TN - Projet architectural du burck			58,7	96,8	96,8	96,8	96,8	
	TN - Aménagement Garage					24,1	24,1	24,1	
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		118,1	220,4	310,2	360,5	360,5	360,5	
	TOTAL IMMOBILISATIONS CUMULEES		**179,6**	**438,0**	**618,9**	**752,6**	**752,6**	**752,6**	
AMORTISSEMENTS	TN - Travaux de protection du milieu naturel		0,3	4,4	14,6	32,8			**52,1**
	TN - Programme de lutte contre les odeurs								
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites			2,8	3,5	3,5			**9,8**
	TN - Programme de pilotage énergétique			12,5	14,7	14,8			**42,0**
	TN - Travaux amélioratifs step								
	TN - Programme vehicules propres				1,0	1,0			**2,0**
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière		4,7	10,7	10,7	10,7			**36,7**
	TN - Projet architectural du burck			1,9	19,1	6,4			**27,4**
	TN - Aménagement Garage					4,2			**4,2**
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		19,9	33,8	47,1	58,6			**159,4**
	TOTAL AMORTISSEMENTS		**24,8**	**66,1**	**110,7**	**132,0**			**333,6**
AMORTISSEMENTS CUMULES	TN - Travaux de protection du milieu naturel		0,3	4,7	19,2	52,1	52,1	52,1	
	TN - Programme de lutte contre les odeurs								
	TN - Programme de lutte contre les eaux parasites			2,8	6,3	9,8	9,8	9,8	
	TN - Programme de pilotage énergétique			12,5	27,2	42,0	42,0	42,0	
	TN - Travaux amélioratifs step								
	TN - Programme vehicules propres				1,0	2,0	2,0	2,0	
	TN - Inclinomètres sur les clapets en rivière		4,7	15,3	26,0	36,7	36,7	36,7	
	TN - Projet architectural du burck			1,9	21,1	27,4	27,4	27,4	
	TN - Aménagement Garage					4,2	4,2	4,2	
	TN - Projet SI Triennal								
	TN - Projet GD 2 Triennal								
	Biens propres de la Société Dédiée		19,9	53,7	100,8	159,4	159,4	159,4	
	TOTAL AMORTISSEMENTS CUMULES		**24,8**	**90,9**	**201,6**	**333,6**	**333,6**	**333,6**	

Amortissements & dépréciations		24,8	66,1	110,7	132,0			
Immobilisation brute		179,6	258,4	180,8	133,7			
Amortissements & dépréciations cumulés		24,8	90,9	201,6	333,6	333,6	333,6	

1.8COMPTE DE RENOUVELLEMENT

COMPTE DE RENOUVELLEMENT

	2013			2014			2015			2016		
	EU	EP	Total	EU	EP	Total	EU	EP	Total	EU	EP	Total
PLAN DE RENOUVELLEMENT												
Equipement usine (éléctromécanique et éléctrique)	**2 820,1**	**856,6**	**3 676,7**	**2 210,6**	**1 166,2**	**3 376,8**	**2 666,5**	**1 408,2**	**4 074,8**	**2 140,7**	**1 118,5**	**3 259,2**
Stations d'épuration	1 371,6	473,6	1 845,2	1 434,0	495,2	1 929,2	1 726,8	596,2	2 323,0	1 395,0	481,7	1 876,7
Postes de relèvement , bassins et stations de pompage	1 448,5	383,0	1 831,5	776,6	671,0	1 447,6	939,7	812,0	1 751,7	745,7	636,8	1 382,5
Accessoire réseaux	**208,5**	**53,2**	**261,6**	**250,4**	**213,4**	**463,8**	**280,7**	**242,3**	**523,0**	**272,3**	**234,4**	**506,7**
Instruments de mesure	78,8	20,1	98,9	28,3	24,1	52,4	56,2	48,5	104,7	61,0	52,5	113,6
Tampons	129,6	33,1	162,7	222,1	189,3	411,4	224,5	193,8	418,3	211,3	181,8	393,1
Informatique industriel	**493,1**	**140,5**	**633,6**	**464,5**	**324,0**	**788,5**	**415,5**	**285,7**	**701,2**	**251,1**	**158,7**	**409,7**
Stations d'épuration	124,8	43,1	167,9	149,1	51,5	200,5	141,3	48,8	190,1	109,6	37,8	147,4
Postes de relèvement , bassins et stations de pompage	368,3	97,4	465,7	315,4	272,5	587,9	274,2	236,9	511,1	141,5	120,8	262,3
Système information et téléphonie	**19,7**	**12,6**	**32,2**	**6,8**	**4,3**	**11,1**	**10,9**	**7,0**	**17,9**	**4,2**	**2,7**	**6,9**
Autres	**3,6**	**1,2**	**4,9**	**-0,0**	**-0,0**	**-0,0**				**0,7**	**0,2**	**0,9**
Matériel de laboratoire	3,6	1,2	4,9	-0,0	-0,0	-0,0				0,7	0,2	0,9
TOTAL ANNUEL	**3 545,0**	**1 064,0**	**4 609,0**	**2 932,2**	**1 707,9**	**4 640,1**	**3 373,7**	**1 943,2**	**5 316,9**	**2 668,9**	**1 514,5**	**4 183,4**
COMPTE DE RENOUVELLEMENT												
CREDIT DU COMPTE	**2 593,4**	**2 364,0**	**4 957,4**	**2 457,6**	**2 616,1**	**5 073,7**	**2 911,3**	**2 443,9**	**5 355,2**	**3 172,9**	**2 227,1**	**5 400,0**
68156 **Dotations aux provisions de renouvellement**	**2 593,4**	**2 364,0**	**4 957,4**	**2 457,6**	**2 616,1**	**5 073,7**	**2 911,3**	**2 443,9**	**5 355,2**	**3 172,9**	**2 227,1**	**5 400,0**
DEBIT DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT	**3 545,0**	**1 064,0**	**4 609,0**	**2 932,2**	**1 707,9**	**4 640,1**	**3 373,7**	**1 943,2**	**5 316,9**	**2 668,7**	**1 514,8**	**4 183,4**
60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	**2 918,4**	**876,7**	**3 795,2**	**2 371,5**	**1 378,4**	**3 749,9**	**2 760,1**	**1 573,4**	**4 333,5**	**2 206,2**	**1 244,0**	**3 450,3**
603 Variations des stocks	14,5	3,8	18,3	7,7	5,9	13,6	6,7	5,2	11,9	6,4	4,9	11,3
604 Achats d'études, prestations de services	2,6	0,8	3,4	0,5	0,3	0,8	2,7	1,6	4,3	1,5	0,8	2,3
605 Achats de matériel , équipements et travaux	2 869,0	862,3	3 731,3	2 336,5	1 357,3	3 693,8	2 723,1	1 552,0	4 275,1	2 175,2	1 226,4	3 401,7
606 Achats non stockés de matière et fournitures	26,5	8,0	34,5	20,8	12,1	32,8	21,5	12,4	33,9	17,6	10,0	27,6
607 Achats de marchandises												
608 Frais Accessoires d'achats	5,7	1,9	7,7	6,0	2,8	8,8	6,0	2,3	8,3	5,5	1,9	7,4
609 Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats												
61 - SERVICES EXTERIEURS	**99,9**	**29,8**	**129,7**	**85,2**	**48,8**	**134,1**	**96,0**	**55,4**	**151,4**	**74,2**	**43,5**	**117,7**
611 Sous-traitance générale	39,3	11,8	51,1	33,1	19,3	52,4	39,7	22,9	62,6	28,9	16,4	45,4
612 Redevances de crédit-bail	5,7	1,7	7,4	10,6	6,2	16,8	12,2	7,0	19,3	9,1	5,2	14,3
613 Locations, droits de passage et servitudes diverses	20,1	5,9	25,9	15,9	8,4	24,3	17,9	10,4	28,4	13,9	9,3	23,2
614 Charges locatives et de copropriété												
615 Entretien et réparations	32,7	9,8	42,5	24,0	14,0	37,9	24,1	13,9	38,0	20,1	11,4	31,6
616 Primes d'assurances	1,5	0,5	2,0	1,6	0,9	2,5	2,0	1,1	3,1	1,4	0,8	2,2
617 Études et recherches				-0,0	-0,0	-0,0						
618 Services Extérieurs Divers	0,6	0,2	0,8	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	1,0
619 Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs												
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**19,6**	**6,2**	**25,7**	**21,5**	**12,3**	**33,8**	**15,5**	**9,2**	**24,6**	**13,0**	**8,1**	**21,1**
621 Personnel extérieur au service	1,8	0,6	2,4	4,7	2,0	6,7	2,0	1,2	3,2	2,9	1,6	4,5
622 Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12,9	4,2	17,1	10,3	6,5	16,8	6,8	4,1	11,0	4,1	2,5	6,6
623 Publicité, publications, relations publiques	0,3	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3
624 Transports de biens et transports collectifs du personnel	0,5	0,1	0,7	0,4	0,2	0,6	0,1	0,0	0,1	2,4	2,0	4,4
625 Déplacements, missions et réceptions	2,5	0,8	3,3	3,9	2,3	6,3	3,7	2,1	5,8	2,3	1,3	3,6
626 Frais postaux et de télécommunications	1,4	0,4	1,8	2,0	1,2	3,2	2,5	1,5	4,0	1,0	0,6	1,5
627 Services bancaires et assimilés												
628 Divers	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2
629 Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs												
63 - IMPOTS	**20,0**	**6,0**	**26,0**	**18,7**	**11,1**	**29,8**	**20,8**	**12,6**	**33,4**	**16,1**	**9,4**	**25,5**
631 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des imp	1,9	0,6	2,5	1,7	1,0	2,7	1,9	1,2	3,1	1,4	0,8	2,3
633 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	13,9	4,1	18,0	13,1	7,8	20,9	15,5	9,5	25,0	12,0	7,0	19,1
635 Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)	0,8	0,2	1,1	0,7	0,4	1,1	0,6	0,3	0,9	0,3	0,2	0,5
637 Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	3,4	1,0	4,4	3,2	1,9	5,1	2,7	1,7	4,4	2,3	1,3	3,6
64 - CHARGES DE PERSONNEL	**456,4**	**136,1**	**592,6**	**412,2**	**243,8**	**656,0**	**455,1**	**277,7**	**732,8**	**338,8**	**198,3**	**537,1**
641 Rémunérations du personnel	307,5	91,7	399,2	277,7	164,3	442,0	308,4	188,3	496,7	229,8	134,5	364,3
645 Charges de sécurité sociale et de prévoyance	140,2	41,8	182,0	126,8	75,0	201,9	138,3	84,3	222,7	102,9	60,2	163,1
647 Autres charges sociales	8,7	2,6	11,4	7,7	4,5	12,2	8,3	5,1	13,4	6,1	3,6	9,7
648 Autres charges de personnel												
AUTRE	**-30,6**	**-9,2**	**-39,8**	**-23,1**	**-13,4**	**-36,5**	**-26,2**	**-15,0**	**-41,2**	**-20,3**	**-11,5**	**-31,8**
708 Produits des activités annexes										1,0	0,6	1,5
741 Subvention d'exploitation soumises à TVA												
742 Subvention d'exploitation - autres	0,9	0,3	1,1	2,5	1,5	4,0	2,7	1,6	4,3	2,1	1,2	3,3
743 Subvention d'exploitation non soumises à TVA												
758 Produits divers de gestion courante				0,1	0,1	0,2	1,0	0,6	1,5	0,3	0,1	0,4
791 Transfert de charges d'exploitation	-31,5	-9,5	-41,0	-25,8	-15,0	-40,7	-29,9	-17,2	-47,0	-23,6	-13,4	-37,0
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT	**-951,5**	**1 299,9**	**348,4**	**-474,6**	**908,2**	**433,6**	**-462,4**	**500,7**	**38,3**	**504,2**	**712,3**	**1 216,6**
ECRITURES DE REPRISES SUR PROVISIONS	**3 545,0**	**1 064,0**	**4 609,0**	**2 932,2**	**1 707,9**	**4 640,1**	**3 373,7**	**1 943,2**	**5 316,9**	**2 668,7**	**1 514,8**	**4 183,4**
78156 **Reprises aux dotations aux provisions de renouvellement**	**3 545,0**	**1 064,0**	**4 609,0**	**2 932,2**	**1 707,9**	**4 640,1**	**3 373,7**	**1 943,2**	**5 316,9**	**2 668,7**	**1 514,8**	**4 183,4**

2 - LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE

3 - LA SITUATION DE L'EXERCICE COMPAREE AU PREVISIONNEL

Pour effectuer la comparaison avec la situation de l'exercice, le compte prévisionnel contractuel, «en euros constants 2013 », a été actualisé à l'aide des indices et de la méthodologie présentés, en revue de contrat, à la Direction de L'Eau. Ainsi, l'actualisation du compte d'exploitation prévisionnel a été faite, sur la durée du contrat, avec :

- L'application, sur l'ensemble des charges, d'un taux d'évolution des coûts unitaires pour les salaires, l'énergie, et les autres charges représentant respectivement, en moyenne sur la durée du contrat +2%/an, +3.2%/an et +2%/an.
- L'application de ces mêmes indices sur les formules d'indexation des produits, ce qui se traduit par une évolution moyenne sur l'indice K_{eu} de +1.68%, et sur l'indice K_{ep} +1.54% et sur l'indice K_{bp} de 2.07%.

3.1 COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

3.2 ANALYSE DES PRINCIPALES EVOLUTIONS

PRODUITS D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires net d'exploitation (hors compte de tiers) représente 42 325 K€ et affiche, par rapport au Compte d'Exploitation Prévisionnel, un retrait de -910 K€, qui s'analyse de la manière suivante :

Chiffre d'affaires Assainissement (-2.0 M€)

Le retrait de ce chiffre d'affaires provient essentiellement de la faible progression de la formule d'indexation appliquée sur la rémunération de la gestion des Eaux Pluviales (pm= -0.71% vs +5.78%), soit -1 M€, et d'une baisse de la redevance assainissement (-0.7 M€) liée aussi à l'absence de progression de la formule d'indexation (-1 M€), mais en partie compensée par une augmentation des volumes assujettis vendus par rapport au prévisionnel de +765 Mm3 (+0.4 M€). Depuis le début du contrat, l'ensemble des volumes assujettis vendus représente +0.2 Mm3 (hors effet cut off) par rapport au prévisionnel.

Chiffre d'affaires Travaux (+ 0,6 M€)

La hausse de ce chiffre d'affaires est la conséquence, à la fois, de l'augmentation constatée, cette année, des créations de branchements assainissement sur le territoire métropolitain permettant d'être proche du prévisionnel (815 bchts vs 900 en prévisionnel), et d'une proportion de branchements au métré plus importante, avec des prix moyens plus élévés.

Chiffre d'affaires Prestations de service et activités Annexes (+0,6 M€)

La hausse du chiffre d'affaires de prestations de services (+583 K€) provient essentiellement de facturations de mise à disposition de personnel, de conventions de services effectuées pour LDE (+416 K€), de dégâts causés par des tiers à nos installations (+147 K€) dont les coûts de réparations se retrouvent dans nos charges d'exploitation, de facturations de contrat de maintenance (+37 K€), mais aussi des pertes des primes d'efficacité énergétique 2014-2015 sur la cogénération (-57 K€).

A ces produits d'exploitation, s'ajoutent les subventions d'exploitation reçues au titre des contrats d'avenir, des subventions au titre de la formation professionnelle, et des remboursements d'assurance et/ou des remboursements de caisses de prévoyance.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (Hors Production de Travaux Neufs) représentent 34 728 K€ et affichent, par rapport au Compte d'Exploitation Prévisionnel, un recul de -506 K€ (-1.5%), qui s'analyse de la manière suivante :

Achats & Variation de Stocks (-1 M€)

Le retrait de ces postes d'achats correspond essentiellement à :

- Des achats de fournitures non stockées en retrait de -2.2 M€, résultant de la prise en comptes des dispositifs de remboursement de Contribution au Service Public de l'Electricité de – 1.5 M€, et d'une évolution moindres des consommations (-0.7 M€),
- Des achats de sous-traitance progressant de +1.1 M€, pour répondre à la réalisation des branchements neufs assainissement.
- De l'utilisation plus importante de réactifs (+0.2 M€) pour le fonctionnement des sécheurs et de la désodorisation asssociée,
- D'un retrait de -0.1 M€ des achats de matériels stockés, de petits équipements, et fournitures administratives .

Services Extérieurs & Autres services Extérieurs (+ 1 M€)

La hausse des services extérieurs correspond essentiellement à :

- La hausse du poste de sous-traitance interne Suez Eau France (+0.8 M€) est liée :

- Aux conventions de services conclues pour répondre aux besoins de la marque unique et aux besoins du service (ex = Gestion de la paie et de la formation, Direction Générale, Gestion des sinistres, Mise à disposition de personnel), soit 0,4 M€, en partie positionnées, dans le Compte Exploitation Prévisionnel, dans les coûts de personnel,
- A des conventions de sous-traitance telles que l'assistance technique, SIG, contrôle réglementaire et métrologie, soit +0,1 M€, initialement dans les postes de sous-traitance liée à l'entretien,
- le maintien des outils informatiques, suite à l'arrêt du projet de mise en œuvre des outils de la métropole (+0.3 M€),

➢ La hausse des coûts d'entretien de voirie (+0,6 M€) liée aux coûts engagés dans les campagnes de curage d'avaloirs, de nettoyage des bassins, et d'inspection de réseaux. Ce poste enregistre, aussi, les opérations de réparations des dommages causés par des tiers (0.1 M€) à nos installations pour lesquelles des factures de « dédommagement » ont été émises.

➢ Au retrait des coûts de sous traitance lié à l'entretien non technique (-0.3 M€), notamment, en matière d'entretien d'espaces verts, de Bâtiment, et du parc véhicules de la société,

➢ La hausse du poste « personnel extérieur » (+0,3 M€) s'explique par la prise de contrat d'intérim pour remplacement du personnel absent ou pour surcroît d'activité. Sachant que le compte d'exploitation prévisionnel ne prévoyant pas ce type de dépenses, ces coûts peuvent être rapprochés du poste de dépenses de personnel.

➢ Les postes « Déplacements, missions et réceptions » et « frais postaux & télécommunication » affichent une baisse de -0,2 M€ liée essentiellement à la réduction des coûts de déplacements, des coûts de télécommunications, et à une volumétrie d'affranchissement de courrier inférieure aux prévisions.

Impots & Taxes (-0.6M€)

Le retrait de ce poste résulte, essentiellement, de la révision des évaluations des rôles complémentaires des nouvelles installations, suite aux dépôts (début 2016) des déclarations foncières (modèle U) par Bordeaux Métropole, et à la validation par l'administration fiscale de la non imposition à la CFE des nouvelles installations de Louis Fargue pour l'année 2015.

Charges de Personnel

Les charges de personnel d'exploitation sont en ligne avec le prévisionnel, ce qui résulte :

- ✓ d'une affectation de personnel plus importante sur les opérations d'exploitation par rapport aux renouvellements, (env. +0,6 M€)
- ✓ d'une externalisation en sous-traitance interne de certaines missions, prévues initialement en coût de personnel (env. -0,4 M€)
- ✓ d'un retrait des cotisations de charges sociales (env. -0,1K€).

De manière globale, l'ensemble des charges de personnel (yc celles affectées aux investissements de renouvellement), affiche une baisse de -0,6 M€, s'expliquant par l'externalisation de missions au travers de conventions conclues avec Suez Eau France, et par le retrait des cotisations sociales.

Autres charges de gestion courantes (-0,1 M€)

Le retrait de ce poste correspond essentiellement à un niveau de créances irrécouvrables moins important que prévu, et à l'enregistrement des valeurs nettes comptables des biens du Domaine Concédé ayant été mis au rebut, ou subi un nouveau renouvellement.

Il est à noter que le retrait du niveau d'irrécouvrables est à corréler avec l'enregistrement des provisions pour créances douteuses, étape nécessaire avant mise en irrécouvrabilité des créances (+0.3 M€).

Charges & Produits Financiers

Ces charges financières représentent, par l'application de la convention de trésorerie, la rémunération calculée au taux de type EONIA +/-0.5% du solde journalier du compte courant entre la maison-mère et la société.

Elles sont en retrait de -3 K€ par rapport au prévisionnel.

Charges & Produits Exceptionnels

Le résultat exceptionnel de cette année (+2.3 K€) représente l'absence d'événements exceptionnels.

Dotations et Reprise des Amortissements et Provisions

La hausse de ce poste (+0,1 M€) correspond essentiellement à :

- Au retrait de -150 K€ sur les Dotations aux amortissements d'immobilisations incorporelles et corporelles, lié au retard sur l'inscription à l'actif des biens propres à la société, et des travaux neufs.
- A la hausse de +140 K€ des dotations aux amortissements de caducité, et provisions de renouvellement destinées à couvrir nos obligations de remplacement et de remise en état des installations affermées.
- A la reprise de dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation (-190 K€) résultant du réajustement des risques de remboursements de sinistres occasionnés à des tiers, et à l'annulation du surcoût d'élimination des boues polluées aux PCB lors de la réalisation des vidanges du digesteur N°2 de la station Louis Fargue.
- A la constitution de dotations aux provisions (+305 K€) portant principalement sur la dépréciation des créances pour faire face au risque de non recouvrement.

RESULTAT COURANT AVANT IMPOT SUR LES SOCIETES

Hors Bilan Bonus/Malus au titre de l'année 2015, le résultat courant avant impôt 2016 (yc exceptionnel) s'affiche à 1 993 K€, soit un retrait de -227 K€ par rapport au compte d'exploitation prévisionnel.

Le Bénéfice de l'année 2016 s'élève, hors Bilan Bonus/Malus, à 1 552 K€, en avance de +238 K€ par rapport au compte d'exploitation prévisionnel.

SYNTHESE DE L'ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION

En Euros courants Hors Bilan "Bonus / Malus" sur engagements contractuels Milliers d'€uros	Année 2016				Cumul			
	Prévisionnel	Réalisé	Ecart Nominal	Ecart En %	Prévisionnel	Réalisé	Ecart Nominal	Ecart En %
Ventes Assainissement (Hors Compte de tiers)	39 375,3	37 301,7	-2 073,6	-5,6%	152 480,7	148 930,6	-3 550,1	-2,4%
Ventes de Travaux & Prestation de Services	3 859,7	5 022,9	1 163,2	23,2%	14 178,4	15 864,5	1 686,1	10,6%
TOTAL DU CHIFFRES D'AFFAIRES	**43 235,0**	**42 324,6**	**-910,4**	**-2,2%**	**166 659,1**	**164 795,1**	**-1 864,0**	**-1,1%**
Autres Produits de gestion courante	,0	7,7	7,7	100,0%	,0	257,7	257,7	100,0%
Autres Produits	,0	277,4	277,4	100,0%	,0	719,5	719,5	100,0%
TOTAL AUTRES PRODUITS	**,0**	**285,0**	**285,0**	**100,0%**	**,0**	**977,2**	**977,2**	**100,0%**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**43 235,0**	**42 609,6**	**-625,4**	**-1,5%**	**166 659,1**	**165 772,4**	**-886,7**	**-0,5%**
Achats &Variation de Stocks	10 238,8	9 185,6	-1 053,1	-11,5%	39 672,6	36 291,6	-3 381,0	-9,3%
Services Extérieurs	10 002,4	10 862,7	860,3	7,9%	40 590,2	45 120,4	4 530,2	10,0%
Autres Services Extérieurs	1 291,1	1 503,7	212,6	14,1%	5 642,3	6 611,0	968,7	14,7%
Impots taxes et versements assimilés	1 427,4	802,2	-625,1	-77,9%	5 262,8	4 115,3	-1 147,4	-27,9%
Charges de Personnel	12 065,6	12 025,5	-40,1	-0,3%	47 958,1	46 736,3	-1 221,8	-2,6%
Autres charges de gestion courante	208,4	347,9	139,5	40,1%	800,9	559,5	-241,4	-43,2%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**35 233,7**	**34 727,7**	**-505,9**	**-1,5%**	**139 926,9**	**139 434,2**	**-492,8**	**-0,4%**
EXCEDENT BRUT EXPLOITATION	**8 001,3**	**7 881,9**	**-119,4**	**-1,5%**	**26 732,2**	**26 338,2**	**-394,0**	**-1,5%**
Dotations & Reprise aux Amortissements & Provisions	5 778,2	5 885,1	107,0	1,8%	22 007,1	22 603,9	596,8	2,6%
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 223,1**	**1 996,8**	**-226,4**	**-11,3%**	**4 725,1**	**3 734,3**	**-990,8**	**-26,5%**
RESULTAT FINANCIER	**-2,3**	**-5,6**	**-3,4**	**59,9%**	**-54,8**	**-24,6**	**30,2**	**-123,0%**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**2 220,9**	**1 991,1**	**-229,7**	**-11,5%**	**4 670,3**	**3 709,7**	**-960,6**	**-25,9%**
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**2,3**	**2,3**	**100,0%**		**75,7**	**75,7**	**100,0%**
Participation des salariés	163,8	153,2	-10,7	-7,0%	539,1	565,3	26,1	4,6%
Impôt sur les bénéfices (Hors Bonus/Malus)	742,6	600,5	-142,1	-23,7%	1 491,3	1 151,0	-340,4	-29,6%
Crédits d'Impôts Compétivité Emploi	,0	341,9	341,9	100,0%	,0	1 228,1	1 228,1	100,0%
BENEFICE OU PERTE	**1 314,5**	**1 581,6**	**267,2**	**16,9%**	**2 639,8**	**3 297,3**	**657,5**	**19,9%**

Pour l'année 2016, ce bénéfice de 1.6 M€ enregistre, toutefois, des éléments marquants, comme :

- L'application des dispositifs de Contribution au Service Public de l'Electricité, non prévu au compte d'exploitation, de -1.5 M€ (Remboursement par plafonnement à la VA, et la mise en place, à compter du 1er janvier 2016, d'une CSPE à taux réduit),
- Des crédits d'impôts (CICE) de 0,3 M€ couvrant en partie les faibles évolutions des formules d'indexation tarifaire,
- De la révision des évaluations des rôles complémentaires des nouvelles installations, suite aux dépôts des déclarations foncières par Bordeaux Métropole, de -0.4 M€,
- Un remboursement partiel, par nos assurances de la pollution PCB subie en 2015 de +0.2 M€,
- Et, une croissance de chiffre d'affaires Travaux de +0.5M€, consécutive à une activité de création de branchements assainissement proche du prévisionnel, soutenue par une proportion de branchements au métré, et des prix moyens plus important,

En cumul sur les 4 premières années, le bénéfice net s'affiche à 3.2 M€, et représente 2 % du chiffre d'affaires.

Il est en avance de + 630 K€ par rapport au compte d'exploitation prévisionnel, ce qui s'explique principalement, à la fois, par les mesures fiscales citées ci-dessus, mais aussi par la prise en compte, dès la première année de la délégation, de recettes non récurrentes et réversibles en fin de contrat à hauteur de 0,6 M€ (effet cut-off).

4 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 ETAT JOURNALIER DE LA TRESORERIE

Etat Journalier de la Trésorerie

Mois/Jour	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1	-5 080 716	-310 047	1 067 810	324 120	-1 210 127	1 200 616	2 429 201	-2 063 555	-32 242	-283 267	-3 902 332	-2 875 144
2	-5 080 716	-310 005	983 313	324 120	-1 147 293	1 217 988	2 429 201	-2 116 632	2 418 023	-283 267	-3 853 688	-25 182
3	-5 080 716	92 351	1 020 933	324 120	-956 264	3 375 780	2 429 201	-1 147 500	2 418 023	-273 073	-788 896	-25 182
4	-2 810 603	1 305 417	2 486 862	3 795 559	1 425 761	3 375 780	4 512 991	1 962 267	2 418 023	2 355 068	-777 128	-25 182
5	-2 169 310	1 325 138	2 486 862	3 772 396	1 412 144	3 375 780	4 485 479	1 964 019	2 435 667	-1 859 926	-777 128	27 657
6	-2 068 189	1 325 138	2 486 862	3 867 669	1 392 116	3 398 054	4 484 811	1 964 019	2 437 643	-1 863 916	-777 128	786 180
7	-2 086 338	1 325 138	2 506 446	-435 213	1 392 116	3 195 232	4 468 304	1 964 019	2 436 955	-1 864 972	-764 642	786 635
8	-2 106 531	1 330 558	2 574 458	-433 188	1 392 116	3 202 930	4 565 765	1 963 581	2 504 234	-1 864 972	-773 013	705 287
9	-2 106 531	1 272 744	2 570 094	-433 188	1 394 376	3 202 952	4 565 765	1 918 867	2 433 521	-1 864 972	-760 400	709 462
10	-2 106 504	1 279 119	1 369 198	-433 104	1 399 007	3 286 929	4 565 935	1 924 721	2 433 541	-1 845 829	-760 299	709 482
11	-1 899 427	1 282 188	1 225 773	-382 592	1 423 930	3 286 929	4 570 217	1 927 112	2 433 541	-1 843 168	-761 895	709 482
12	-1 896 580	1 300 607	1 225 773	-385 656	1 504 298	3 286 929	4 523 187	1 833 848	2 439 530	-1 853 836	-761 895	717 193
13	-1 572 563	1 300 607	1 225 773	-385 656	1 999 535	3 306 859	4 532 320	1 833 848	2 428 936	-1 890 086	-761 895	719 790
14	-1 534 102	1 300 607	1 402 514	-378 704	1 999 535	3 300 121	4 531 166	1 833 848	2 426 357	-1 236 201	-749 131	740 527
15	-1 214 449	1 468 596	2 755 198	-4 108 095	1 999 535	3 971 662	5 525 994	1 833 848	3 000 505	-1 236 201	-288 547	1 664 546
16	-1 214 449	1 468 841	2 764 772	-4 108 095	2 028 834	4 085 580	5 525 994	2 281 470	2 634 122	-1 236 201	-261 246	1 504 389
17	-1 214 449	1 475 971	2 765 656	-4 108 095	1 930 078	4 073 195	5 525 994	2 091 096	2 634 122	-1 257 183	-288 358	1 504 389
18	-1 205 259	991 852	2 735 198	-3 930 583	1 947 926	4 073 195	1 197 293	2 090 091	2 634 122	-1 274 609	-516 705	1 504 389
19	-1 211 751	1 012 251	2 735 198	-3 929 320	1 950 211	4 073 195	1 200 039	2 091 510	2 726 071	-1 190 218	-516 705	-3 318 830
20	-1 127 216	1 012 251	2 735 198	-3 815 917	2 047 617	4 171 330	1 298 069	2 091 510	3 143 790	-1 104 733	-516 705	-3 231 881
21	-1 235 266	1 012 555	2 803 997	-3 813 367	2 048 014	4 075 015	1 282 094	2 091 994	3 144 483	-1 098 198	-524 273	-5 572 141
22	-3 051 026	1 901 166	2 867 239	-3 814 843	2 048 014	4 067 763	-4 934 384	2 153 791	3 145 224	-1 098 198	-782 117	-5 033 845
23	-3 051 026	1 893 114	-2 583 848	-3 814 843	2 041 771	4 066 877	-4 934 384	2 145 873	-997 832	-1 098 198	-892 874	-8 437 748
24	-3 051 026	-447 543	-2 486 298	-3 814 843	-1 510 281	686 539	-4 934 384	-2 536 254	-997 832	-1 092 488	-915 629	-8 437 748
25	-3 045 200	58 803	-2 486 298	-3 838 577	-1 482 720	686 539	-4 926 466	-2 536 181	-997 832	-1 107 855	-5 798 364	-8 437 748
26	-3 065 338	64 621	-2 486 298	-3 641 789	-1 483 977	686 539	-4 947 732	-2 582 702	-895 713	-679 772	-5 798 364	-8 437 748
27	-2 635 280	64 621	-2 486 298	-2 884 267	-546 013	694 085	-3 978 197	-2 582 702	-1 164 527	-5 659 958	-5 798 364	-7 375 849
28	-2 690 620	64 621	-2 486 298	-2 866 725	-546 013	684 848	-4 604 246	-2 582 702	-678 066	-5 385 349	-4 824 802	-6 918 769
29	-355 467	1 060 758	-1 414 703	-1 210 417	-546 013	762 379	-2 004 303	-1 777 000	-679 814	-5 385 349	-4 825 837	-6 919 412
30	-355 467		-1 410 792	-1 210 127	-587 216	847 459	-2 004 303	-1 788 873	-283 267	-5 385 349	-2 953 692	-5 186 482
31	-355 467		193 927		1 015 756		-2 004 303	-242 606		-3 902 332		-5 186 482

Trésorerie moyenne	**-63 642 €**

4.2 BILAN FINANCIER DU FONDS DEVELOPPEMENT DURABLE

Bilan Financier du Fonds de Développement Durable
(Article 14.7 du contrat d'affermage)

Libellés	Montant Débité sur le fonds	Montant Crédité sur le fonds
FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2013	**21 500 €**	**200 000 €**
FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2014	**54 482 €**	**252 850 €**
Dotation 2015 actualisée par l'application de la formule de révision définie à l'article 82.1 du contrat de délégation		202 512 €
Affectation de 30% de pénalités contractuelles dues au titre du Bilan 2014, actualisée par l'application de la formule de révision définie à l'article 82.1 du contrat de délégation		50 713 €
Financement de projet auprès de ACADEMIE BUSHIKAI KARATE DO	3 000 €	
Financement de projet auprès des PRODUCTION DE L'ANGE	4 000 €	
Financement de projet SIRENE	85 123 €	
Financement de projet GD2	35 993 €	
Financement de projet RENOVATION FONTAINE PAPE CLEMENT auprès FEDERATION DES QUARTIERS DE PESSAC	12 402 €	
FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2015	**140 519 €**	**253 225 €**
Dotation 2016 actualisée par l'application de la formule de révision définie à l'article 82.1 du contrat de délégation		202 458 €
Affectation de 30% de pénalités contractuelles dues au titre du Bilan 2015, actualisée par l'application de la formule de révision définie à l'article 82.1 du contrat de délégation		43 894 €
Financement de projet RENOVATION FONTAINE PAPE CLEMENT auprès FEDERATION DES QUARTIERS DE PESSAC	11 649 €	
Financement de projet auprès de ACADEMIE BUSHIKAI KARATE DO	6 000 €	
Financement de projet auprès d' ETURECUP	7 000 €	
Financement de projet auprès des JARDINS D'AUJOURD'HUI	8 000 €	
Financement de projet auprès de LA VILLE DE TALENCE	5 000 €	
Financement de projet auprès de LA VILLE DE BASSENS	7 000 €	
Financement de projet auprès des JARDINIERS DE ST MÉDARD	4 000 €	
Financement de projet auprès de LA SERRE HORTICOLE DE CAUDÉRAN	4 000 €	
Financement de projet auprès de LA FÉDÉRATION DE PÊCHE GIRONDE	6 000 €	
Financement de projet auprès de CHARLES PERRENS	2 606 €	
Financement de projet SIRENE	2 303 €	
Financement de projet GD2	100 343 €	
FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2016	**163 900 €**	**246 352 €**
Total du Fonds de Développement durable	**380 401 €**	**952 427 €**
		572 026 €

4.3 REVERSEMENT TVA

Reversement TVA - Année 2016
(Article 90.2 du contrat d'affermage)

Numéro Attestation	Date Attestation	Montant TVA l'attestation	Date Déclaration CA3	Date remboursement/ règlement Trésor Public	Date paiement réelle (dernière demande règlement)	Délai réel (en jours)	N° Chèque ou virement dernière demande règlement)
275	*06/01/2016*	*975 237,54*	11/02/2016	10/03/2016	15/03/2016	5	437216
276	*25/02/2016*	*177 058,98*	16/03/2016	24/03/2016	29/03/2016	5	440014
277	*02/03/2016*	*251 967,74*	05/04/2016	27/04/2016	29/04/2016	2	446536
278	*04/04/2016*	*165 512,34*	10/05/2016	28/06/2016	01/07/2016	3	458213
279	*19/05/2016*	*579 643,82*	09/06/2016	28/07/2016	03/08/2016	6	464231
280	*02/06/2016*	*287 205,38*	04/07/2016	29/07/2016	29/07/2016	0	460553
280BIS	*02/06/2016*	*-358,48*	04/07/2016	29/07/2016	20/09/2016	53	
281	*04/07/2016*	*349 152,93*	12/08/2016	24/08/2016	29/08/2016	5	467698
282	*04/08/2016*	*346 459,28*	06/09/2016	16/09/2016	20/09/2016	4	471863
283	*06/09/2016*	*298 462,86*	06/10/2016	26/10/2016	28/10/2016	2	479568
284	*03/10/2016*	*298 743,21*	09/11/2016	22/11/2016	25/11/2016	3	483718
285	*07/11/2016*	*540 041,45*	07/12/2016	19/12/2016	22/12/2016	3	488580
285BIS	*07/11/2016*	*-434,37*	07/12/2016	19/12/2016	12/12/2016	-7	
286	*16/12/2016*	*607 116,21*	04/01/2017	25/01/2017	30/01/2017	5	494831
286Bis	*16/12/2016*	*-12,79*	04/01/2017	25/01/2017	13/02/2017	19	

4.4 REVERSEMENT PART METROPOLITAINE DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Reversement de la redevance Assainissement Part Métropolitaine
(Article 87.3 du contrat d'affermage)

Echéance	Dates de versement	N° virement	Montant (en €)	Libellés
05/03/2016	04/03/2016	434492	1 164 425,87	Reversement du mois de Janvier 2016
05/04/2016	05/04/2016	440013	2 821 615,98	Reversement du mois de Février 2016
05/05/2016	04/05/2016	447533	2 361 502,20	Reversement du mois de Mars 2016
05/06/2016	03/06/2016	451534	1 826 572,18	Reversement du mois d'Avril 2016
05/07/2016	05/07/2016	457788	1 767 647,13	Reversement du mois de Mai 2016
05/08/2016	05/08/2016	460558	3 103 170,29	Reversement du mois de Juin 2016
05/09/2016	05/09/2016	467726	2 118 661,92	Reversement du mois de Juillet 2016
05/10/2016	05/10/2016	473945	2 329 618,02	Reversement du mois d' Aout 2016
05/11/2016	04/11/2016	479668	2 762 797,66	Reversement du mois de Septembre 2016
05/12/2016	05/12/2016	484047	2 476 600,12	Reversement du mois d'Octobre 2016
05/01/2017	05/01/2017	490361	1 681 498,01	Reversement du mois de Novembre 2016
05/02/2017	03/02/2017	494622	1 451 506,57	Reversement du mois de Décembre 2016

5 - METHODE D'ELABORATION DU COMPTE D'EXPLOITATION

PRINCIPES COMPTABLES

La société établit ses comptes individuels conformément aux méthodes et principes généralement admis en France.

Dans le cadre de la délégation de service public de l'assainissement, il est fait application des prescriptions du guide comptable des entreprises concessionnaires.

En tant qu'entités consolidées par le groupe SUEZ, la Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole, filiale de SUEZ Eau France , prépare des comptes conformes aux normes en vigueur.

Les comptes individuels sont établis en euros dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général en vigueur et des méthodes d'évaluation décrites en annexe 45a du contrat d'affermage.

La société bénéficie d'un système comptable propre, retraçant uniquement les opérations concernant le service, et son compte de résultat enregistre donc l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes ou indirectes.

RECETTES D'EXPLOITATION

Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Le chiffre d'affaire net reprend l'ensemble des comptes 70, c'est-à-dire l'ensemble des produits de la Société Dédiée en dehors des reprises de provisions et des produits financiers.

Le chiffre d'affaires annuel assainissement de l'exercice est constitué par la totalité des sommes facturées aux usagers y compris les redevances encaissées pour compte de tiers, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. La contrepartie des sommes encaissées pour le compte des tiers est inscrite dans les charges d'exploitation au compte 600 « encaissement pour le compte des collectivités ».

De surcroit l'eau enregistrée au compteur, base du calcul de la redevance assainissement, non relevée et non facturée est estimée en fin d'année et intégrée au chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires annuel travaux et prestations de services est constitué par la totalité des sommes facturées aux clients ayant bénéficiés de la réalisation de travaux ou de prestations de service par le délégataire dans le cadre du service délégué.

Production stockée

La production stockée correpond à la comptabilisation d'une variation de stocks des travaux en cours dont la réalisation est comptabilisée suivant la méthode de l'achèvement.

Production immobilisée

Il s'agit de la production de l'exercice conservée par l'entreprise en vue de son immobilisation .

Elle est évaluée en fonction d'un coût de production constitué des éléments suivants :

- coût d'acquisition des matières consommées pour la production (coût d'achat et frais accessoires),
- charges directes de production,
- charges indirectes de production et frais généraux administratifs .

Pour la valorisation du renouvellement, et des travaux neufs, la méthode d'imputation des charges directes appliquée au cours du contrat est l'imputation directe des dépenses de main d'œuvre, d'achats et de sous-traitance, et pour les charges indirectes et semi-directes, l'application d'un plafonnement à 10 % du montant des charges directes pendant toute la durée du contrat.

Autres produits

Ils sont constitués des sommes perçues dans le cadre du service délégué en matière de :

- Subvention d'exploitation recue
- Produits de gestion courante
- Produits financiers
- Produits exceptionnels

Reprise sur Amortissements & Provisions

Les reprises de provisions couvrent les sorties d'immobilisations corporelles et incorporelles de l'actif, la suppression du risque d'exploitation constituée par le passé pour faire face à des charges que les événements avaient rendus probables, et la sortie d'immobilisation ayant fait l'objet d'un renouvellement dans le cadre du programme contractuel.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation regroupent l'ensemble des dépenses courantes du contrat et se décomposent selon les prescriptions du plan comptable général en vigueur en :

- Charges Achats et Variation de stocks matières premières ➔ Comptes 60
- Charges Services Extérieurs et Autres ➔ Comptes 61 et 62
- Charges Impôts, taxes et versements assimilés ➔ Comptes 63
- Charges de Personnel ➔ somme des comptes 64
- Charges de Gestion courante ➔ somme des comptes 65
- Charges Financières ➔ somme des comptes 66
- Charges Exceptionnelles ➔ somme des comptes 67
- Dotations aux provisions & amortissements ➔ comptes 68

A la tenue d'une comptabilité sociale, et conformément à l'article 74.2 du contrat, il a été mis en œuvre une comptabilité analytique permettant, dès que cela est possible, d'affecter directement les charges du service aux services Eaux Usées ou Eaux Pluviales .

Néanmoins un certain nombre de charges sont communes aux services d'eaux usées et d'eaux pluviales :

- Les dépenses des réseaux unitaires
- Les dépenses des stations d'épuration qui reçoivent des eaux du réseau pluvial
- Les dépenses liées aux services partagés et supports

Pour les dépenses communes, la comptabilité analytique mise en place permet de les isoler afin qu'elles puissent être réparties, lors de la construction du compte de résultat d'exploitation, selon des clés techniques et financières, et ceci afin de reconstituer un compte d'exploitation analytique regroupant l'ensemble des charges rattachables aux Eaux usées (Traitement+Collecte) et aux Eaux pluviales.

Ainsi, pour chacune des activités liées aux réseaux Eaux Usées-Unitaires et aux traitements des effluents par les stations d'épuration, il a été déterminé des clés de répartition entre Eaux Usée et Eaux Pluviales sur des données technico-économiques annuelles de référence.

Les activités de réseaux concernées par la répartition dans les comptes de la délégation entre Eaux Pluviales et Eaux Usées pour les Eaux unitaires sont :

• Relèvement Réseaux Eaux Usées et Unitaires :

Les dépenses d'exploitation des postes et bassins Eaux Usées ont été affectées à 100 % en collecte Eaux Usées.

Les dépenses d'exploitation des postes et bassins Eaux Pluviales ont été affectées à 100 % en pluvial.

Concernant les dépenses d'exploitation des stations sélectives, les groupes de pompage et périphériques des stations sélectives utilisés en temps sec ont été affectés en postes eaux usées et les groupes de pompage utilisés en temps de pluie ont été affectés en poste eaux pluviales.

• Réseaux Eaux Usées et Unitaires :

La clé de répartition sur l'ensemble des natures de dépenses de ce compte analytique se calculera comme indiqué ci-dessous :

[Linéaire de réseaux unitaire / (Total linéaire réseaux E.U. + unitaires)] x 50%

• Branchements Eaux Usées et Unitaires :

La clé de répartition sur l'ensemble des natures de dépenses de ce compte analytique se calculera comme indiqué ci-dessous :

[Nb Brts Unit. / (Nb Brts Unit. + Nb Brts Eaux Usées)] x 50%

• Branchements Neufs :

En l'absence de distinction de charges entre Eaux usées et Eaux pluviales, la clé de répartition sur l'ensemble des natures de dépenses de ce compte analytique se calculera comme indiqué ci-dessous :

[Nb Brts neufs Unit. / Nb Brts neufs Totaux)] x 50% + [Nb Brts neufs Pluv. / Nb Brts neufs Totaux)]

Synthèse des clés utilisées

Activités	Affectation aux Eaux Usées	Affectation aux Eaux Pluviales
Relèvement Eaux Usées et Unitaires (stations sélectives)	79.2 %	20.8 %
Réseaux Eaux Usées et Unitaires	85.2 %	14.8 %
Branchements Eaux Usées et Unitaires	79.6 %	20.4 %
Branchements neufs (Avec distinction Eaux Usées et Eaux Pluviales)	88.5 %	11.5 %

Pour le traitement des effluents traités par les stations d'épuration, la répartition dans les comptes de la délégation entre Eaux Pluviales et Eaux Usées pour la part des Eaux pluviales est évaluée pour chacune des stations du périmètre contractuel.

La détermination de la clé de répartition repose sur les étapes suivantes :

• Calcul des volumes et des flux de pollution liés aux eaux pluviales en entrée de chacune des stations d'épuration.

Conformement à l'annexe 46, les calculs effectués à partir d'études prospectives sur le périmètre Métropolitain, ont permis d'aboutir aux pourcentages de répartition suivants entre Eaux Usées et Eaux Pluviales :

Affectation aux eaux pluviales	Louis Fargue	Clos de Hilde	Sabarèges	Cantinolle	Lille	Ambes
Volumes entrants	70 %	56 %	43 %	33 %	45 %	39 %
Flux de pollution entrants	14 %	6 %	1 %	0 %	0 %	1 %
Péréquation énergie	39 %	27 %	20 %	15 %	20 %	18 %
Moyenne	42 %	31 %	22 %	17 %	23 %	20 %

• Application de taux de répartition par nature de charge sur chaque station :

- Produits de traitement : répartie sur l'ensemble des steps selon le % correspondant au volume entrant.

- Evacuation des boues : répartie sur l'ensemble des steps selon le % correspondant à la charge entrante.

- Energie électrique : répartie sur l'ensemble des steps selon une péréquation entre charges fixes (abonnement) et variables selon les % correspondant aux volumes et charges.

• Ventilation de l'ensemble des charges épuration y compris encadrement et structure du pôle exploitation usines sur la base du taux moyen pondéré issu des deux premières étapes.

- Autres natures de charge, qui ne dépendent ni des volumes, ni du flux de pollution, la répartition s'effectue sur la base de la moyenne des pourcentages entre volumes et flux de pollution.

Pour les services partagés et support (équivalents aux charges indirectes non réparties), la ventilation de leurs dépenses dans les comptes de la délégation entre Eaux Pluviales et Eaux Usées pour la part des Eaux pluviales s'effectue en appliquant les clé suivantes :

• Collecte -Transport : 29 %

• Traitement : 32 %

• Eaux pluviales : 39 %

Pour les services clientèle et le chiffre d'affaires de la redevance Assainissement, leur répartition entre Eaux Pluviales et Eaux Usées est effectuée en fonction du % d'affectation incrit dans le compte d'exploitation prévisionnel de l'annexe 44 au titre de la redevance Assainissement, soit :

Affectation de la Redevance Assainissement	
R1o représentant la collecte et le transport des eaux usées sur le réseau	45.4 %
R2o représentant le traitement des eaux usées	54.6%

COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros

		2016												2015			ECART 2016 / 2015		
		Collecte-transport			Traitement			Eaux pluviales			Total			Total			Total		
		C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
RECETTES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**24 336,6**	**1 266,7**	**25 603,3**	**27 212,6**	**1 689,9**	**28 902,6**	**17 504,0**	**1 753,5**	**19 257,5**	**69 053,2**	**4 710,2**	**73 763,4**	**67 747,2**	**5 844,7**	**73 591,8**	**1 306,1**	**-1 134,5**	**171,5**
70	**VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICE**	**23 974,7**	**0,5**	**23 975,2**	**26 742,6**	**0,5**	**26 743,1**	**16 881,0**	**0,6**	**16 881,6**	**67 598,4**	**1,5**	**67 599,9**	**66 631,9**		**66 631,9**	**966,5**	**1,5**	**968,0**
701211	Redevance collecte et du traitement des eaux usées	8 838,4		8 838,4	10 631,8		10 631,8				19 470,3		19 470,3	19 315,9		19 315,9	154,4		154,4
701212	Aide à la performance épuratoire				2 138,2		2 138,2				2 138,2		2 138,2	2 349,6		2 349,6	-211,4		-211,4
701213	Redevance gestion des eaux pluviales urbaines							15 693,2		15 693,2	15 693,2		15 693,2	15 732,3		15 732,3	-39,1		-39,1
70121	**Ventes Assainissement - Part Société**	**8 838,4**		**8 838,4**	**12 770,1**		**12 770,1**	**15 693,2**		**15 693,2**	**37 301,7**		**37 301,7**	**37 397,8**		**37 397,8**	**-96,1**		**-96,1**
70122	**Ventes Assainissement - Part Collectivités**	**11 472,9**		**11 472,9**	**13 800,9**		**13 800,9**				**25 273,8**		**25 273,8**	**25 112,8**		**25 112,8**	**161,0**		**161,0**
702	**Ventes de Produits intermédiaires**																		
703	**Ventes de Produits résiduels**																		
704	**Travaux**	**2 747,8**		**2 747,8**				**1 175,0**		**1 175,0**	**3 922,8**		**3 922,8**	**3 163,6**		**3 163,6**	**759,2**		**759,2**
705	**Ventes Etudes**																		
706	**Prestations de services**	**530,3**		**530,3**	**58,4**		**58,4**	**0,1**		**0,1**	**588,9**		**588,9**	**728,8**		**728,8**	**-139,9**		**-139,9**
707	**Ventes de marchandises**																		
708	**Produits des activités annexes**	**385,3**	0,5	**385,8**	**113,2**	0,5	**113,7**	**12,7**	0,6	**13,3**	**511,2**	1,5	**512,8**	**229,0**		**229,0**	**282,3**	1,5	**283,8**
709	**Rabais, remises et ristournes accordés**																		
71 -	**PRODUCTION STOCKEE**	**-17,7**		**-17,7**	**-19,5**		**-19,5**	**-23,8**		**-23,8**	**-60,9**		**-60,9**	**60,3**		**60,3**	**-121,2**		**-121,2**
713	**Variation de stocks (en-cours de production)**	**-17,7**		**-17,7**	**-19,5**		**-19,5**	**-23,8**		**-23,8**	**-60,9**		**-60,9**	**60,3**		**60,3**	**-121,2**		**-121,2**
72 -	**PRODUCTION IMMOBILISEE**	**48,1**	**1 162,1**	**1 210,1**	**20,1**	**1 506,6**	**1 526,8**	**206,6**	**1 514,8**	**1 721,3**	**274,8**	**4 183,4**	**4 458,2**	**172,4**	**5 316,9**	**5 489,3**	**102,4**	**-1 133,5**	**-1 031,1**
721	**Immobilisations incorporelles**																		
722	**Immobilisations corporelles**	**48,1**	**1 162,1**	**1 210,1**	**20,1**	**1 506,6**	**1 526,8**	**206,6**	**1 514,8**	**1 721,3**	**274,8**	**4 183,4**	**4 458,2**	**172,4**	**5 316,9**	**5 489,3**	**102,4**	**-1 133,5**	**-1 031,1**
74 -	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**33,7**	**1,0**	**34,7**	**16,7**	**1,1**	**17,8**	**27,5**	**1,2**	**28,7**	**77,9**	**3,3**	**81,2**	**82,5**	**4,3**	**86,8**	**-4,6**	**-1,0**	**-5,6**
741	**Subvention d'exploitation soumises à TVA**																		
742	**Subvention d'exploitation - autres**	**33,7**	**1,0**	**34,7**	**16,7**	**1,1**	**17,8**	**27,5**	**1,2**	**28,7**	**77,9**	**3,3**	**81,2**	**82,5**	**4,3**	**86,8**	**-4,6**	**-1,0**	**-5,6**
743	**Subvention d'exploitation non soumises à TVA**																		
75 -	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**120,5**	**0,1**	**120,6**	**131,0**	**0,1**	**131,1**	**160,5**	**0,1**	**160,6**	**412,0**	**0,4**	**412,4**	**493,7**	**136,9**	**630,6**	**-81,7**	**-136,5**	**-218,2**
751	**Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simila**																		
752	**Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles**																		
756	**Cession immobilisation cédées en D.C.C.E**														**135,4**	**135,4**		**-135,4**	**-135,4**
758	**Produits divers de gestion courante**	**120,5**	**0,1**	**120,6**	**131,0**	**0,1**	**131,1**	**160,5**	**0,1**	**160,6**	**412,0**	**0,4**	**412,4**	**493,7**	**1,5**	**495,2**	**-81,7**	**-1,1**	**-82,8**
76 -	**PRODUITS FINANCIERS**																		
761	**Produits des participations**																		
762	**Revenus des autres immos financières**																		
768	**Autres produits financiers**																		
77 -	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**2,6**		**2,6**							**2,6**		**2,6**	**12,4**		**12,4**	**-9,8**		**-9,8**
771	**Produits Exceptionnels sur opération de gestion courante**	**2,0**		**2,0**							**2,0**		**2,0**	**10,2**		**10,2**	**-8,2**		**-8,2**
775	**Produits de cessions d'actifs**																		
777	**Quote Part Subvention virée en Résultat**	**0,6**		**0,6**							**0,6**		**0,6**	**2,2**		**2,2**	**-1,6**		**-1,6**
778	**Autres produits exceptionels**																		
78 -	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**189,2**	**113,4**	**302,6**	**166,7**	**194,9**	**361,6**	**132,1**	**250,2**	**382,3**	**488,0**	**558,5**	**1 046,6**	**221,1**	**433,6**	**654,7**	**266,9**	**124,9**	**391,8**
781	**Reprise de Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation**	**189,2**	**113,4**	**302,6**	**166,7**	**194,9**	**361,6**	**132,1**	**250,2**	**382,3**	**488,0**	**558,5**	**1 046,6**	**221,1**	**433,6**	**654,7**	**266,9**	**124,9**	**391,8**
7811	Reprise de Dotations aux amortissements sur incorporelles et corporelles		68,8	68,8		21,0	21,0	16,0	66,0	82,1	16,0	155,8	171,8		7,5	7,5	16,0	148,3	164,4
7815	Reprises de Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	81,3		81,3	37,0		37,0	114,4		114,4	232,7		232,7	165,6		165,6	67,1		67,1
78156	Reprises Dotations aux provisions pour renouvellement		44,5	44,5		174,0	174,0		184,2	184,2		402,7	402,7		426,1	426,1		-23,5	-23,5
7817	Reprise de Dotations aux provisions d'actifs circulants	107,9		107,9	129,7		129,7	1,7		1,7	239,4		239,4	55,5		55,5	183,8		183,8
786	**Reprise sur DAP financière**																		
787	**Reprise sur DAP exceptionnelle**																		
79 -	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**	**155,0**	**-13,4**	**141,6**	**120,0**	**-13,4**	**106,6**	**260,4**	**-37,0**	**223,3**	**72,8**	**-47,0**	**25,8**	**187,5**	**10,0**	**197,5**
791	**Transfert de charges d'exploitation**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**	**155,0**	**-13,4**	**141,6**	**120,0**	**-13,4**	**106,6**	**260,4**	**-37,0**	**223,3**	**72,8**	**-47,0**	**25,8**	**187,5**	**10,0**	**197,5**
796	**Transfert de charges financières**																		
797	**Transfert de charges exceptionnelles**																		
CHARGES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**25 573,0**	**2 709,1**	**28 282,1**	**23 437,0**	**3 527,5**	**26 964,5**	**12 235,1**	**4 030,3**	**16 265,3**	**61 245,1**	**10 266,8**	**71 511,9**	**62 067,3**	**11 067,2**	**73 134,5**	**-822,2**	**-800,4**	**-1 622,6**
60 -	**ACHATS ET VARIATION DES STOCKS**	**15 276,3**	**944,4**	**16 220,7**	**16 158,7**	**1 261,8**	**17 420,5**	**3 224,6**	**1 244,0**	**4 468,6**	**34 659,5**	**3 450,3**	**38 109,8**	**34 269,9**	**4 333,5**	**38 603,4**	**389,6**	**-883,2**	**-493,6**
600	**Encaissement pour Compte de Tiers**	**11 472,9**		**11 472,9**	**13 800,9**		**13 800,9**				**25 273,8**		**25 273,8**	**25 112,8**		**25 112,8**	**161,0**		**161,0**
601	**Achats stockés - Matières premières (et fournitures)**																		
602	**Achats stockés - Autres approvisionnements**																		
603	**Variations des stocks**	**133,5**	**5,2**	**138,7**	**9,4**	**1,2**	**10,7**	**118,6**	**4,9**	**123,4**	**261,5**	**11,3**	**272,8**	**219,3**	**11,9**	**231,2**	**42,2**	**-0,6**	**41,6**
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	133,5	5,2	138,7	9,4	1,2	10,7	118,6	4,9	123,4	261,5	11,3	272,8	219,3	11,9	231,2	42,2	-0,6	41,6
6037	Variation des stocks des autres approvisionnements																		
604	**Achats d'études, prestations de services**	**233,7**	**0,6**	**234,4**	**76,8**	**0,8**	**77,6**	**167,9**	**0,8**	**168,8**	**478,4**	**2,3**	**480,7**	**486,4**	**4,3**	**490,7**	**-8,0**	**-2,0**	**-9,9**
6041	Frais d'analyse et de contrôle	188,0	0,0	188,0	26,4	0,0	26,5	65,7	0,0	65,7	280,1	0,1	280,2	398,0	0,5	398,5	-117,9	-0,4	-118,3
6042	Achats de prestations Assainissement	24,9		24,9				4,3		4,3	29,2		29,2	23,1		23,1	6,0		6,0
6048	Autres Achats d'études et de prestations	20,9	0,6	21,5	50,3	0,8	51,1	97,9	0,8	98,7	169,1	2,2	171,4	65,2	3,8	69,0	103,9	-1,5	102,4
605	**Achats de matériel , équipements et travaux**	**2 774,3**	**930,9**	**3 705,2**	**2,8**	**1 244,4**	**1 247,1**	**1 127,4**	**1 226,4**	**2 353,8**	**3 904,5**	**3 401,7**	**7 306,1**	**3 251,4**	**4 275,1**	**7 526,5**	**653,1**	**-873,4**	**-220,3**
6051	Achats de matériels et équipement - travaux facturables	1,7		1,7				0,0		0,0	1,7		1,7	64,6		64,6	-62,9		-62,9
6052	Achats de prestations - travaux facturables	2 738,5		2 738,5				964,2		964,2	3 702,7		3 702,7	3 047,6		3 047,6	655,1		655,1
6053	Achats de matériels et prestations - travaux immobilisés	34,2	930,9	965,1	2,8	1 244,4	1 247,1	163,2	1 226,4	1 389,6	200,1	3 401,7	3 601,8	139,2	4 275,1	4 414,3	60,9	-873,4	-812,5
6054	Autres achats de sous-traitance Technique																		
606	**Achats non stockés de matière et fournitures**	**658,2**	**7,7**	**665,8**	**2 265,0**	**9,9**	**2 275,0**	**1 808,0**	**10,0**	**1 818,0**	**4 731,2**	**27,6**	**4 758,8**	**5 193,6**	**33,9**	**5 227,5**	**-462,4**	**-6,4**	**-468,7**
60611	Achats de fournitures non stockables - Eau	38,8		38,8	53,1		53,1	39,8		39,8	131,8		131,8	105,0		105,0	26,8		26,8
60612	Achats de fournitures non stockables - Electricité	248,3		248,3	1 302,9		1 302,9	752,8		752,8	2 304,0		2 304,0	3 013,5		3 013,5	-709,5		-709,5
60613	Achats de fournitures non stockables - Gaz	1,0		1,0	112,3		112,3	80,9		80,9	194,2		194,2	183,8		183,8	10,4		10,4
60614	Achats de fournitures non stockables - Carburants & Lubrifiants	113,8	3,0	116,8	43,7	3,9	47,6	97,2	4,0	101,2	254,6	11,0	265,6	229,4	15,1	244,5	25,2	-4,1	21,1
60615	Achats de fournitures non stockables - Combustible & Chauffage																		
6063	Achats de fournitures d'entretien et de petit équipement	190,7	4,1	194,8	226,3	5,3	231,6	213,5	5,4	218,8	630,4	14,8	645,3	612,6	15,6	628,2	17,8	-0,8	17,1
6064	Achats de fournitures administratives	7,4	0,1	7,6	5,8	0,2	6,0	6,4	0,2	6,6	19,7	0,5	20,2	29,8	1,7	31,5	-10,2	-1,1	-11,3
6065	Achats de produits de traitement	35,7	0,0	35,7	517,9	0,0	518,0	608,3	0,0	608,4	1 161,9	0,1	1 162,0	993,1	0,3	993,4	168,9	-0,2	168,7
6068	Autres matières et Fournitures	22,4	0,3	22,8	3,0	0,4	3,4	9,1	0,4	9,5	34,6	1,1	35,7	26,4	1,2	27,6	8,2	-0,1	8,1
607	**Achats de marchandises**																		
608	**Frais Accessoires d'achats**	**3,6**	**0,1**	**3,7**	**3,8**	**5,4**	**9,2**	**2,7**	**1,9**	**4,7**	**10,1**	**7,4**	**17,6**	**6,5**	**8,3**	**14,8**	**3,6**	**-0,8**	**2,8**
609	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats**																		
61 -	**SERVICES EXTERIEURS**	**3 893,8**	**35,0**	**3 928,8**	**3 426,2**	**39,2**	**3 465,4**	**3 542,7**	**43,5**	**3 586,1**	**10 862,7**	**117,7**	**10 980,4**	**11 782,3**	**151,4**	**11 933,7**	**-919,6**	**-33,7**	**-953,3**
611	**Sous-traitance générale**	**1 613,6**	**12,6**	**1 626,2**	**1 276,8**	**16,3**	**1 293,1**	**1 517,5**	**16,4**	**1 533,9**	**4 407,9**	**45,4**	**4 453,2**	**4 630,1**	**62,6**	**4 692,8**	**-222,3**	**-17,3**	**-239,5**
6111	Sous-traitance générale liée à des prestations de travaux administratifs	0,3		0,3	0,3		0,3	0,3		0,3	0,9		0,9	0,4		0,4	0,5		0,5
6112	Sous traitance Interne Lyonnaise des Eaux	1 190,6	5,3	1 196,0	1 086,1	6,9	1 093,0	1 073,0	7,0	1 080,0	3 349,7	19,2	3 368,9	3 384,7	36,7	3 421,3	-35,0	-17,4	-52,4
6114	Sous-traitance liée à l'informatique	422,8	7,3	430,0	190,4	9,4	199,8	444,1	9,5	453,6	1 057,3	26,1	1 083,5	1 245,1	26,0	1 271,0	-187,7	0,1	-187,6
612	**Redevances de crédit-bail**	**99,5**	**4,0**	**103,5**	**37,6**	**5,1**	**42,7**	**75,6**	**5,2**	**80,8**	**212,7**	**14,3**	**227,0**	**218,2**	**19,3**	**237,4**	**-5,5**	**-5,0**	**-10,4**
6122	Crédit Bail immobilier																		
6125	Crédit Bail mobilier	99,5	4,0	103,5	37,6	5,1	42,7	75,6	5,2	80,8	212,7	14,3	227,0	218,2	19,3	237,4	-5,5	-5,0	-10,4
613	**Locations, droits de passage et servitudes diverses**	**225,4**	**8,8**	**234,2**	**131,4**	**5,2**	**136,6**	**196,4**	**9,3**	**205,6**	**553,2**	**23,2**	**576,4**	**590,3**	**28,4**	**618,7**	**-37,1**	**-5,1**	**-42,3**
6132	Locations immobilières	58,7	0,0	58,7	64,3	0,0	64,4	78,5	0,0	78,6	201,6	0,1	201,6	235,7		235,7	-34,2	0,1	-34,1
61351	Loyer matériel et mobilier de bureau	64,9	4,9	69,8	27,1	0,2	27,3	40,3	4,3	44,6	132,3	9,4	141,7	128,9	9,5	138,5	3,3	-0,1	3,2
61352	Location, crédit bail véhicules	101,8	3,8	105,6	40,0	4,9	45,0	77,5	5,0	82,4	219,3	13,7	233,0	225,6	18,8	244,4	-6,3	-5,1	-11,4
614	**Charges locatives et de copropriété**	**0,9**		0,9				**0,2**		0,2	**1,1**		1,1	**1,6**		1,6	**-0,5**		-0,5
615	**Entretien et réparations**	**1 861,7**	**8,8**	**1 870,4**	**1 878,7**	**11,4**	**1 890,0**	**1 630,1**	**11,4**	**1 641,5**	**5 370,4**	**31,6**	**5 402,0**	**6 066,0**	**38,0**	**6 104,0**	**-695,6**	**-6,4**	**-702,0**
	Sous-traitance liée au process																		
6152211	Evacuation des Boues d'usines (Transport + Traitement)				1 282,6		1 282,6	91,4		91,4	1 374,1		1 374,1	2 002,2		2 002,2	-628,1		-628,1
6152212	Evacuation déchets de prétraitement	2,4	0,0	2,4	205,1	0,0	205,1	72,6	0,0	72,6	280,0	0,0	280,0	453,3	0,0	453,3	-173,2	-0,0	-173,3
6152213	Evacuation des déchets de réseau	120,2		120,2				62,6		62,6	182,8		182,8	254,9		254,9	-72,1		-72,1
6152214	Evacuation des DIB et tri sélectif	4,6	0,0	4,7	2,0	0,0	2,1	3,2	0,0	3,2	9,8	0,1	9,9	14,0	0,2	14,2	-4,1	-0,2	-4,3
6152215	Evacuation des déchets de laboratoire	2,8	0,1	2,9	1,0	0,1	1,2	2,1	0,1	2,2	5,9	0,4	6,3	8,4	0,7	9,1	-2,5	-0,3	-2,8
	Sous-traitance liée l'entretien technique																		
615511	Entretien & Réparation de matériel Electrique	10,2	0,1	10,3	42,1	0,1	42,2	47,3	0,1	47,4	99,6	0,3	99,9	117,3	0,3	117,6	-17,7	0,0	-17,6
615512	Entretien & Réparation de matériel Electromécanique	16,5	0,1	16,6	19,0	0,1	19,1	26,6	0,1	26,7	62,1	0,3	62,4	95,1	1,0	96,1	-33,0	-0,7	-33,7
615513	Entretien & Réparation de matériel Hydraulique	6,6	0,0	6,6	14,0	0,0	14,0	11,2	0,0	11,2	31,8	0,1	31,9	20,2	0,0	20,2	11,6	0,0	11,7
615514	Entretien & Réparation de matériel Mécanique	8,3	0,2	8,5	32,9	0,2	33,1	24,7	0,2	25,0	66,0	0,6	66,6	51,9	0,5	52,4	14,1	0,1	14,2
615515	Entretien & Réparation de matériel Thermique	2,3	0,1	2,4	14,4	0,1	14,5	12,7	0,1	12,9	29,5	0,3	29,8	3,2	0,1	3,3	26,2	0,2	26,4
615516	Entretien & Réparation de matériel de laboratoire	9,7	0,4	10,1	3,9	0,5	4,4	7,6	0,5	8,1	21,3	1,3	22,6	13,0	1,1	14,1	8,3	0,2	8,5
615517	Contrôles réglementaires	20,0	2,3	22,2	40,9	2,9	43,8	39,1	2,9	42,0	99,9	8,1	108,0	86,2	9,8	96,0	13,7	-1,6	12,1
615518	Entretien & Réparation d'installations diverses	4,9	0,0	5,0	62,8	0,0	62,8	59,3	0,0	59,4	127,1	0,1	127,1	123,2	0,0	123,2	3,9	0,0	3,9
	Sous-traitance liée l'entretien voirie																		
615231	Curage de réseaux d'assainissement	321,9		321,9	-3,2		-3,2	252,9		252,9	571,6		571,6	677,9		677,9	-106,3		-106,3
615234	Inspection de réseaux	158,3		158,3				77,3		77,3	235,6		235,6	255,5	0,2	255,7	-19,9	-0,2	-20,1
615236	Réparation et Refection de voirie	986,2	0,0	986,2	9,2	0,0	9,2	413,8	0,0	413,8	1 409,3	0,0	1 409,3	1 094,0	0,6	1 094,6	315,3	-0,6	314,7
	Sous traitance liée à l'entretien non technique																		
61521	Entretien espaces verts	15,0	0,0	15,1	45,7	0,0	45,7	271,0	0,0	271,0	331,7	0,1	331,8	363,3		363,3	-31,5	0,1	-31,5
615228	Entretien des bâtiments	45,2	0,7	45,9	55,0	0,9	55,9	56,7	0,9	57,6	156,9	2,5	159,4	146,6	0,1	146,7	10,3	2,4	12,7
61552	Entretien & Réparation de matériel de transport	116,2	4,5	120,8	45,3	5,9	51,2	88,9	5,9	94,8	250,5	16,3	266,7	254,5	21,4	275,9	-4,0	-5,1	-9,2
61553	Entretien & Réparation de matériel de bureau	10,1	0,3	10,4	5,9	0,4	6,2	9,1	0,4	9,5	25,0	1,1	26,1	31,4	1,8	33,2	-6,4	-0,7	-7,1
616	**Primes d'assurances**	**83,0**	**0,6**	**83,6**	**80,3**	**0,8**	**81,1**	**102,5**	**0,8**	**103,3**	**265,7**	**2,2**	**267,9**	**262,1**	**3,1**	**265,3**	**3,6**	**-0,9**	**2,7**
61611	Primes d'assurances - Responsabilité Civile	16,0		16,0	17,7		17,7	21,5		21,5	55,2		55,2	60,6		60,6	-5,4		-5,4
61612	Primes d'assurances - Véhicules	15,9	0,6	16,5	6,3	0,8	7,1	12,3	0,8	13,1	34,4	2,2	36,7	37,1	3,1	40,2	-2,6	-0,9	-3,6
61613	Primes d'assurances - Constructions	51,1		51,1	56,3		56,3	68,7		68,7	176,0		176,0	164,4		164,4	11,6		11,6
61614	Primes d'assurances - Dommages aux biens																		
617	**Études et recherches**				**16,1**		**16,1**	**11,7**		**11,7**	**27,8**		**27,8**				**27,8**		**27,8**
618	**Services Extérieurs Divers**	**9,8**	**0,3**	**10,0**	**5,4**	**0,4**	**5,8**	**8,8**	**0,4**	**9,1**	**24,0**	**1,0**	**25,0**	**14,0**	**0,0**	**14,0**	**10,0**	**1,0**	**11,0**
619	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**																		

COMPTE D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros

		2016												2015			ECART 2016 / 2015		
		Collecte-transport			Traitement			Eaux pluviales			Total			Total			Total		
		C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
62 -	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**446,5**	**7,0**	**453,6**	**451,7**	**6,0**	**457,7**	**649,4**	**8,1**	**657,5**	**1 547,6**	**21,1**	**1 568,7**	**1 695,3**	**24,6**	**1 719,9**	**-147,7**	**-3,5**	**-151,2**
621	**Personnel extérieur au service**	**39,5**	**1,1**	**40,5**	**86,5**	**1,9**	**88,4**	**189,5**	**1,6**	**191,1**	**315,5**	**4,5**	**320,0**	**247,0**	**3,2**	**250,2**	**68,5**	**1,3**	**69,9**
6211	Personnel intérimaire	39,5	1,1	40,5	86,5	1,9	88,4	189,5	1,6	191,1	315,5	4,5	320,0	247,0	3,2	250,2	68,5	1,3	69,9
6214	Personnel détaché																		
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**	**116,2**	**2,1**	**118,3**	**96,8**	**2,0**	**98,8**	**117,9**	**2,5**	**120,4**	**331,0**	**6,6**	**337,5**	**398,4**	**11,0**	**409,4**	**-67,4**	**-4,4**	**-71,8**
623	**Publicité, publications, relations publiques**	**52,1**	**0,1**	**52,2**	**57,1**	**0,1**	**57,2**	**69,7**	**0,1**	**69,8**	**178,9**	**0,3**	**179,2**	**116,3**	**0,2**	**116,6**	**62,5**	**0,0**	**62,6**
624	**Transports de biens et transports collectifs du personnel**	**7,0**	**2,3**	**9,3**	**12,7**	**0,1**	**12,8**	**8,2**	**2,0**	**10,2**	**27,9**	**4,4**	**32,3**	**26,3**	**0,1**	**26,4**	**1,6**	**4,3**	**5,9**
625	**Déplacements, missions et réceptions**	**54,2**	**1,0**	**55,2**	**28,5**	**1,2**	**29,7**	**41,9**	**1,3**	**43,2**	**124,6**	**3,6**	**128,1**	**149,5**	**5,8**	**155,4**	**-25,0**	**-2,2**	**-27,2**
6251	Voyages et déplacements	44,0	0,8	44,8	21,2	1,0	22,2	31,6	1,0	32,7	96,8	2,9	99,6	112,3	4,9	117,2	-15,6	-2,0	-17,6
6255	Frais de déménagement	2,2	0,1	2,2	1,2	0,1	1,3	1,9	0,1	2,0	5,3	0,2	5,5	5,9		5,9	-0,6	0,2	-0,4
6257	Réceptions	8,0	0,2	8,2	6,1	0,2	6,3	8,4	0,2	8,6	22,5	0,5	23,0	31,3	1,0	32,3	-8,9	-0,4	-9,3
626	**Frais postaux et de télécommunications**	**60,3**	**0,4**	**60,7**	**33,7**	**0,6**	**34,2**	**100,6**	**0,6**	**101,2**	**194,6**	**1,5**	**196,1**	**204,9**	**4,0**	**208,9**	**-10,3**	**-2,4**	**-12,7**
6261	Frais d'affranchissement	10,8	-0,0	10,8	13,1	-0,0	13,1	7,8	-0,0	7,7	31,7	-0,1	31,6	35,7	1,1	36,8	-4,0	-1,2	-5,2
6262	Frais de télécommunications	37,8	0,0	37,8	16,2	0,0	16,2	84,0	0,0	84,0	138,0	0,0	138,0	136,7		136,7	1,3	0,0	1,3
6264	Liaisons spécialisées d'Exploitation	11,6	0,5	12,1	4,4	0,6	5,0	8,8	0,6	9,5	24,9	1,7	26,6	32,5	2,9	35,4	-7,6	-1,2	-8,8
627	**Services bancaires et assimilés**	**1,7**		**1,7**	**1,8**		**1,8**	**2,2**		**2,2**	**5,7**		**5,7**	**4,4**		**4,4**	**1,3**		**1,3**
628	**Divers**	**135,4**	**0,1**	**135,4**	**156,4**	**0,1**	**156,5**	**145,9**	**0,1**	**146,0**	**437,7**	**0,2**	**437,9**	**548,4**	**0,3**	**548,8**	**-110,8**	**-0,1**	**-110,9**
6281	Concours Cotisation	8,0	0,0	8,0	8,3	0,0	8,3	10,3	0,0	10,3	26,5	0,1	26,6	25,1	0,1	25,1	1,4	0,1	1,5
6282	Gardiennage	1,4		1,4	13,9		13,9	6,5		6,5	21,8		21,8	18,7		18,7	3,0		3,0
6283	Nettoyage des locaux	16,3		16,3	56,1		56,1	40,9		40,9	113,4		113,4	168,1	0,1	168,2	-54,7	-0,1	-54,8
6284	Frais de recrutement Salariés																		
6285	Redevances pour occupation du domaine public et Collectivités	109,6	0,0	109,6	78,2	0,0	78,2	88,2	0,0	88,3	276,0	0,1	276,1	336,5	0,2	336,7	-60,5	-0,1	-60,6
629	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**	**-19,8**		**-19,8**	**-21,8**		**-21,8**	**-26,6**		**-26,6**	**-68,2**		**-68,2**				**-68,2**		**-68,2**
63 -	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES**	**342,0**	**7,6**	**349,5**	**191,8**	**8,5**	**200,4**	**268,4**	**9,4**	**277,8**	**802,2**	**25,5**	**827,7**	**1 379,3**	**33,4**	**1 412,7**	**-577,1**	**-7,9**	**-585,0**
631	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)**	**21,8**	**0,7**	**22,5**	**11,3**	**0,8**	**12,1**	**18,0**	**0,8**	**18,9**	**51,1**	**2,3**	**53,4**	**50,1**	**3,1**	**53,3**	**1,0**	**-0,8**	**0,2**
6312	Taxe d'apprentissage	21,8	0,7	22,5	11,3	0,8	12,1	18,0	0,8	18,9	51,1	2,3	53,4	50,1	3,1	53,3	1,0	-0,8	0,2
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations																		
633	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**	**180,8**	**5,7**	**186,4**	**93,0**	**6,4**	**99,4**	**148,9**	**7,0**	**155,9**	**422,6**	**19,1**	**441,7**	**403,0**	**25,0**	**428,0**	**19,7**	**-5,9**	**13,7**
6331	Versement de transport	66,2	2,1	68,2	34,2	2,3	36,5	54,7	2,6	57,3	155,1	7,0	162,0	152,4	9,5	161,8	2,7	-2,5	0,2
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	33,7	1,1	34,7	17,4	1,2	18,6	27,8	1,3	29,1	78,9	3,5	82,4	77,6	4,5	82,2	1,3	-1,0	0,3
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction	14,6	0,5	15,0	7,6	0,5	8,1	12,1	0,6	12,7	34,2	1,5	35,8	33,6	2,1	35,7	0,6	-0,6	0,1
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage																		
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	66,4	2,1	68,4	33,8	2,4	36,2	54,2	2,6	56,8	154,4	7,0	161,5	139,3	8,9	148,3	15,1	-1,9	13,2
635	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)**	**105,9**	**0,1**	**106,0**	**69,7**	**0,2**	**69,9**	**73,0**	**0,2**	**73,2**	**248,7**	**0,5**	**249,2**	**856,8**	**0,9**	**857,7**	**-608,1**	**-0,4**	**-608,5**
63511	CFE / CVAE	98,5		98,5	64,3		64,3	65,7		65,7	228,6		228,6	835,1		835,1	-606,5		-606,5
63512	Taxes foncières																		
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés	3,3	0,1	3,4	1,6	0,1	1,8	2,7	0,1	2,8	7,7	0,3	8,0	7,9	0,7	8,6	-0,2	-0,4	-0,6
63515	Taxes sur enlèvements Ordures Ménagères	2,5		2,5	3,1		3,1	3,4		3,4	9,0		9,0	8,9		8,9	0,1		0,1
63518	Autres impôts locaux	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,0	-0,0	0,0
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables (organic…)																		
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,2		0,2	0,2		0,2	0,2		0,2	0,5		0,5	2,3		2,3	-1,7		-1,7
6358	Autres droits	1,3	0,1	1,3	0,5	0,1	0,6	1,0	0,1	1,0	2,7	0,2	2,9	2,5	0,2	2,8	0,2	-0,0	0,2
637	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**	**33,5**	**1,1**	**34,6**	**17,8**	**1,2**	**19,1**	**28,4**	**1,3**	**29,8**	**79,8**	**3,6**	**83,4**	**69,4**	**4,4**	**73,8**	**10,4**	**-0,7**	**9,7**
6371	Contribution Sociale de solidarité	33,5	1,1	34,6	17,8	1,2	19,1	28,4	1,3	29,8	79,8	3,6	83,4	69,4	4,4	73,8	10,4	-0,7	9,7
64 -	**CHARGES DE PERSONNEL**	**5 166,0**	**159,3**	**5 325,3**	**2 666,8**	**179,5**	**2 846,4**	**4 267,3**	**198,3**	**4 465,6**	**12 100,2**	**537,1**	**12 637,3**	**11 862,4**	**732,8**	**12 595,1**	**237,8**	**-195,6**	**42,1**
641	**Rémunérations du personnel**	**3 503,9**	**108,1**	**3 612,0**	**1 807,3**	**121,7**	**1 929,1**	**2 892,0**	**134,5**	**3 026,5**	**8 203,2**	**364,3**	**8 567,5**	**8 078,5**	**496,7**	**8 575,2**	**124,7**	**-132,4**	**-7,6**
6411	Salaires, appointements	3 371,8	104,9	3 476,7	1 739,0	118,3	1 857,3	2 784,2	130,6	2 914,8	7 895,0	353,8	8 248,9	7 818,2	480,9	8 299,1	76,9	-127,1	-50,2
6414	Provision de Primes et Intéressement	122,6	3,4	126,0	64,4	3,7	68,1	101,7	4,2	105,8	288,7	11,3	299,9	242,9	14,5	257,4	45,8	-3,2	42,6
6418	Provision pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	9,5	-0,2	9,3	4,0	-0,3	3,7	6,1	-0,3	5,8	19,5	-0,8	18,8	17,4	1,3	18,7	2,1	-2,1	0,0
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**	**1 565,5**	**48,3**	**1 613,9**	**808,2**	**54,5**	**862,8**	**1 294,7**	**60,2**	**1 354,9**	**3 668,5**	**163,1**	**3 831,5**	**3 564,6**	**222,7**	**3 787,3**	**103,9**	**-59,6**	**44,3**
6451	Cotisations à l'URSSAF	905,1	28,3	933,4	466,8	31,9	498,7	748,8	35,2	784,0	2 120,7	95,5	2 216,2	2 102,8	131,6	2 234,3	17,9	-36,1	-18,2
6452	Cotisations aux mutuelles	126,2	3,9	130,1	65,2	4,4	69,6	104,2	4,8	109,0	295,6	13,1	308,7	255,9	15,9	271,8	39,7	-2,8	36,9
6453	Cotisations aux caisses de retraites	390,2	12,2	402,4	202,0	13,8	215,8	323,3	15,2	338,5	915,6	41,1	956,7	868,1	54,4	922,5	47,4	-13,3	34,2
6454	Cotisations aux ASSEDIC	140,2	4,4	144,6	72,2	4,9	77,1	115,8	5,4	121,2	328,2	14,7	342,9	327,2	20,3	347,5	1,0	-5,6	-4,6
6457	Provisions de cotisations sur Primes et Intéressement	-1,4	-0,3	-1,7	-0,2	-0,3	-0,5	-0,7	-0,3	-1,1	-2,3	-1,0	-3,3	1,0	-0,2	0,8	-3,4	-0,7	-4,1
6458	Provision de cotisations pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	5,2	-0,1	5,1	2,2	-0,1	2,0	3,3	-0,2	3,2	10,7	-0,4	10,3	9,6	0,7	10,3	1,2	-1,2	0,0
647	**Autres charges sociales**	**96,5**	**2,9**	**99,4**	**51,3**	**3,3**	**54,5**	**80,7**	**3,6**	**84,2**	**228,5**	**9,7**	**238,2**	**219,3**	**13,4**	**232,7**	**9,1**	**-3,6**	**5,5**
6472	Versements aux comités d'entreprise	39,7	1,2	40,9	20,5	1,4	21,9	32,8	1,5	34,3	93,0	4,2	97,2	91,4	5,7	97,0	1,6	-1,5	0,1
6475	Médecine du travail, pharmacie	8,8	0,2	9,1	4,9	0,2	5,2	7,7	0,3	7,9	21,4	0,8	22,2	16,0	0,9	16,9	5,4	-0,2	5,2
6478	Autres charges sociales diverses	48,0	1,4	49,5	25,8	1,6	27,4	40,2	1,8	42,0	114,1	4,8	118,9	112,0	6,7	118,7	2,1	-2,0	0,1
648	**Autres charges de personnel**																		
65 -	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**86,6**	**25,0**	**111,6**	**80,7**	**82,0**	**162,7**	**126,4**	**49,7**	**176,0**	**293,7**	**156,7**	**450,3**	**288,1**	**2,6**	**290,7**	**5,6**	**154,0**	**159,6**
651	**Redevances pour concessions, brevets, licences etc…**													**0,3**		**0,3**	**-0,3**		**-0,3**
654	**Pertes sur créances irrécouvrables**	**41,2**		**41,2**	**46,0**		**46,0**	**0,1**		**0,1**	**87,3**		**87,3**	**91,7**		**91,7**	**-4,4**		**-4,4**
656	**VNC des immobilisations cédées DCE**		**25,0**	**25,0**		**82,0**	**82,0**	**80,1**	**49,7**	**129,8**	**80,1**	**156,7**	**236,8**		**2,6**	**2,6**	**80,1**	**154,0**	**234,1**
658	**Charges diverses de gestion courante**	**45,4**		**45,4**	**34,7**		**34,7**	**46,2**		**46,2**	**126,3**		**126,3**	**196,2**		**196,2**	**-69,8**		**-69,8**
66 -	**CHARGES FINANCIERES**	**1,6**		**1,6**	**1,8**		**1,8**	**2,2**		**2,2**	**5,6**		**5,6**	**7,9**		**7,9**	**-2,3**		**-2,3**
661	**Charges d'intérêts**	**1,6**		**1,6**	**1,8**		**1,8**	**2,2**		**2,2**	**5,6**		**5,6**	**7,9**		**7,9**	**-2,3**		**-2,3**
666	**Pertes de change**																		
668	**Autres charges financières**																		
67 -	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**0,4**		**0,4**							**0,4**		**0,4**	**20,5**		**20,5**	**-20,2**		**-20,2**
671	**Charges Exceptionnelles sur opération de gestion courante**	**0,2**		**0,2**							**0,2**		**0,2**	**20,2**		**20,2**	**-20,0**		**-20,0**
675	**Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés**	**0,1**		**0,1**							**0,1**		**0,1**	**0,3**		**0,3**	**-0,2**		**-0,2**
678	**Autres charges exceptionelles**																		
68 -	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**	**359,8**	**1 530,7**	**1 890,5**	**459,2**	**1 950,5**	**2 409,7**	**154,2**	**2 477,3**	**2 631,5**	**973,2**	**5 958,5**	**6 931,7**	**761,6**	**5 788,8**	**6 550,5**	**211,6**	**169,7**	**381,2**
681	**Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation**	**359,8**	**1 530,7**	**1 890,5**	**459,2**	**1 950,5**	**2 409,7**	**154,2**	**2 477,3**	**2 631,5**	**973,2**	**5 958,5**	**6 931,7**	**761,6**	**5 788,8**	**6 550,5**	**211,6**	**169,7**	**381,2**
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	87,7	951,7	1 039,4	163,1	1 254,5	1 417,6	132,0	1 247,2	1 379,2	382,8	3 453,3	3 836,2	316,6	2 008,4	2 325,1	66,2	1 444,9	1 511,1
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	25,9		25,9			19,9			19,9	45,8		45,8	324,3		324,3	-278,5		-278,5
68156	Dotations aux provisions pour renouvellement		579,0	579,0		696,1	696,1		1 230,1	1 230,1		2 505,2	2 505,2		3 780,4	3 780,4		-1 275,3	-1 275,3
6817	Provision pour dépréciation sur Actifs circulants - Stocks et créances	246,3		246,3	296,1		296,1	2,2		2,2	544,6		544,6	120,7		120,7	423,9		423,9
686	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**																		
687	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**																		
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**-1 236,4**	**-1 442,4**	**-2 678,7**	**3 775,6**	**-1 837,5**	**1 938,1**	**5 268,9**	**-2 276,8**	**2 992,1**	**7 808,1**	**-5 556,7**	**2 251,5**	**5 679,9**	**-5 222,5**	**457,4**	**2 128,3**	**-334,2**	**1 794,1**

1 **BILAN - ACTIF**

DGFiP N° 2050 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de B — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0088 Cours Louis Fargue 33000 BORDEAUX — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 7 8 8 9 7 9 2 2 7 0 0 0 1 4 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2016

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	34 669	AG	16 750	17 919
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP	9 061	AQ	1 937	7 123
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	186 826 876	AS	51 885 811	134 941 065
	Autres immobilisations corporelles	AT	153 382	AU	83 065	70 317
	Immobilisations en cours	AV	2 866 023	AW		2 866 023
	Avances et acomptes	AX		AY		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU		CV		
	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
	Autres titres immobilisés	BD		BE		
	Prêts	BF		BG		
	Autres immobilisations financières*	BH		BI		
	TOTAL (II)	BJ	189 890 010	BK	51 987 563	137 902 447
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	127 702	BM	5 756	121 946
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	63 474	BW		63 474
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	21 091 632	BY	514 235	20 577 398
	Autres créances (3)	BZ	7 607 148	CA		7 607 148
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	0	CG		0
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	4 444	CI		4 444
	TOTAL (III)	CJ	28 894 401	CK	519 991	28 374 410
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	218 784 411	1A	52 507 554	166 276 857

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR 739 449

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

PROVISOIRE

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

DGFiP **N° 20512016**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 500 000)	DA	500 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	50 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	
	Report à nouveau	DH	362 340
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 753 648
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	2 665 988
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	126 363 382
	TOTAL (II)	DO	126 363 382
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	230 908
	Provisions pour charges	DQ	12 595 167
	TOTAL (III)	DR	12 826 075
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	5 776 324
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	4 843 296
	Dettes fiscales et sociales	DY	12 768 157
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	1 033 636
	Autres dettes	EA	0
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	
	TOTAL (IV)	EC	24 421 412
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	166 276 857

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Ecart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	18 112 694
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

			Exercice N					
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue : biens *	FD	62 575 480	FE		FF	62 575 480	
	Production vendue : services *	FG	5 024 421	FH		FI	5 024 421	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	67 599 901	FK		FL	67 599 901	
	Production stockée*					FM	-60 913	
	Production immobilisée*					FN	4 458 228	
	Subventions d'exploitation					FO	81 234	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	1 269 878	
	Autres produits (1) (11)					FQ	412 407	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	73 760 734	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	317 505	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	-27 162	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	50 368 548	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	827 741	
	Salaires et traitements*					FY	8 567 523	
	Charges sociales (10)					FZ	4 069 727	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements*					GA	212 886	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*					GB	3 623 275	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	544 554	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	2 550 985	
	Autres charges (12)					GE	450 349	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	71 505 930	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	2 254 804	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP		
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	5 613	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	5 613	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	-5 613	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	2 249 191	

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)** DGFiP N° 2053 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	2 000
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	645
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	2 645
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	210
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	140
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	350
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	2 295
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	153 158
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	344 680
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	73 763 379
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	72 009 731
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	1 753 648

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de location immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	227 003
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	5 613
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(9)	Dont transferts de charges	A1	223 321
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Article 700 du code procédure civile		2 000
Amende forfaitaire majorée	210	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(5) **IMMOBILISATIONS**

DGFiP N° 2054 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

CADRE A IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I			CZ		D8		D9	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II			KD	33 021	KE		KF	1 648
CORPORELLES	Terrains			KG		KH		KI	
	Constructions — Sur sol propre	Dont Composants	L9	KJ		KK		KL	
	Constructions — Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1	KM		KN		KO	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions *	Dont Composants	M2	KP	9 061	KQ		KR	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dont Composants	M3	KS	182 762 297	KT		KU	6 630 741
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV		KW		KX	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport*			KY	26 452	KZ		LA	4 086
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique			LB	120 719	LC		LD	2 126
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *			LE		LF		LG	
	Immobilisations corporelles en cours			LH	4 737 813	LI		LJ	0
	Avances et acomptes			LK		LL		LM	
	TOTAL III			LN	187 656 340	LO		LP	6 636 953
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence			8G		8M		8T	
	Autres participations			8U		8V		8W	
	Autres titres immobilisés			IP		IR		IS	
	Prêts et autres immobilisations financières			IT		IU		IV	
	TOTAL IV			LQ		LR		LS	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				ØG	187 689 361	ØH		ØJ	6 638 601

CADRE B IMMOBILISATIONS			Diminutions: par virement de poste à poste 1		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence — Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I		IN		CØ		DØ		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II		IO		LV		LW	34 669	IX	
CORPORELLES	Terrains		IP		LX		LY		LZ	
	Constructions	Sur sol propre	IQ		MA		MB		MC	
	Constructions	Sur sol d'autrui	IR		MD		ME		MF	
	Constructions	Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG		MH	9 061	MI	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		IT		MJ	2 566 162	MK	186 826 876	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencts, aménagements divers	IU		MM		MN		MO	
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	IV		MP		MQ	30 537	MR	
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS		MT	122 845	MU	
	Autres immobilisations corporelles	Emballages récupérables et divers *	IX		MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours		MY		MZ	1 871 790	NA	2 866 023	NB	
	Avances et acomptes		NC		ND		NE		NF	
	TOTAL III		IY		NG	4 437 952	NH	189 855 341	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations		IØ		ØX		ØY		ØZ	
	Autres titres immobilisés		I1		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières		I2		2E		2F		2G	
	TOTAL IV		I3		NJ		NK		2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			I4		ØK	4 437 952	ØL	189 890 010	ØM	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(6) **AMORTISSEMENTS** DGFiP N° 2055 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

CADRE A — **SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) ***

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement — TOTAL I		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles — TOTAL II		PE	9 972	PF	6 778	PG		PH	16 750
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV	912	PW	1 026	PX		PY	1 937
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	39 843 089	QA	13 498 086	QB	1 455 364	QC	51 885 811
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD		QE		QF		QG	
	Matériel de transport	QH	10 974	QI	4 989	QJ		QK	15 964
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	47 817	QM	19 284	QN		QO	67 101
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	39 902 792	QV	13 523 386	QW	1 455 364	QX	51 970 813
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	39 912 764	ØP	13 530 163	ØQ	1 455 364	ØR	51 987 563

CADRE B — **VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES**

Immobilisations amortissables		DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV		NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)		NW		Total général non ventilé (NS+NT+NU)		NY		Total général non ventilé (NW-NY)		NZ					

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(7) **PROVISIONS INSCRITES AU BILAN** DGFiP N° 2056 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
Provisions pour risques et charges	**TOTAL I**	3Z		TS		TT		TU	
	Provisions pour litiges	4A	411 805	4B	45 810	4C	226 708	4D	230 908
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	155 790	4Y	0	4Z	5 958	5A	149 832
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	11 971 687	5H	2 505 175	5J	2 031 527	5K	12 445 335
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z	12 539 283	TV	2 550 985	TW	2 264 193	TX	12 826 075
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	– corporelles	6E		6F		6G		6H	
	– titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	– titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	– autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N	4 374	6P	5 756	6R	4 374	6S	5 756
	Sur comptes clients	6T	210 421	6U	538 797	6V	234 984	6W	514 235
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	214 795	TY	544 554	TZ	239 358	UA	519 991
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	12 754 078	UB	3 095 539	UC	2 503 551	UD	13 346 066
Dont dotations et reprises	– d'exploitation			UE	3 095 539	UF	2 503 551		
	– financières			UG		UH			
	– exceptionnelles			UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5° du C.G.I — 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux M — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT		UV		UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	265 575		120 548		145 027
	Autres créances clients	UX	20 826 057		20 551 347		274 711
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY	8 020		6 720		1 300
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	3 104		3 104		
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM	0		0		
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	1 240 223		1 228 219		12 004
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	728 304		728 304		
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC	5 627 498		5 321 091		306 408
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR					
Charges constatées d'avance		VS	4 444		4 444		
TOTAUX		VT	28 703 225	VU	27 963 776	VV	739 449
RENVOIS (1) Montant des	– Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	– Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	0	0		
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	4 843 296	4 771 274	72 022	
Personnel et comptes rattachés		8C	1 918 538	1 918 538		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1 969 468	1 969 468		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	340 435	340 435		
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	2 260 626	2 260 626		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	6 279 089	5 818 717	460 373	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	1 033 636	1 033 636		
Groupe et associés (2)		VI	0	0		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K				
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L				
TOTAUX		VY	18 645 088	VZ 18 112 694	532 394	
RENVOIS (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9 **DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL**

DGFiP **N° 2058-A 2016**

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métr — Néant ☐ * — Exercice N, clos le : 31/12/2016

I. RÉINTÉGRATIONS

	BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE							WA	1 753 648
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR)	de l'exploitant ou des associés						WB	0
		de son conjoint	0	moins part déductible*	0	à réintégrer :		WC	0
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		WE		XE	13 778
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)	WF	5 807	Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)		WG	7 971		
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WI	575 622	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS)		XX		XW	575 832
	Amendes et pénalités	WJ	210	Charges financières (art. 212 **bis**) *		XZ	0		
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*							XY	
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)							I7	340 435
Quote-part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7		K7	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % ou de 19 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						I8	
		– imposées au taux de 0 %						ZN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*	– Plus-values nettes à court terme						WN	
		– Plus-values soumises au régime des fusions						WO	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)							XR	
	Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *	Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.)	SU	0	Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW		WQ	0
		Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art. 209C)	SX		Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro	M8			
	Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage							Y1	
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage							Y3	
							TOTAL I	WR	2 683 693

II. DÉDUCTIONS

	PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE							WS	
	Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *							WT	
	Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)							WU	417 192
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						WV	
		– imposées au taux de 0 %						WH	
		– imposées au taux de 19%						WP	
		– imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures						WW	
		– imputées sur les déficits antérieurs						XB	
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %							I6	
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*							WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	(Quote-part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A				)	XA	
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.							ZY	
	Majoration d'amortissement*							XD	
	Abattement sur le bénéfice et exonérations* — Reprise d'entreprises en difficultés (44 *septies*)	K9		Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2		Jeunes entreprises innovantes (44 *sexies* A)	L5		XF
	Pôle de compétitivité (44 *undecies*)	L6		Sociétés investissement immobilier cotées (art. 208C)	K3		Zone de restructuration de la défense (44 *terdecies*)	PA		
	Zone franche urbaine (44 octies, octies A)	ØV		Bassin d'emploi à redynamiser (44 *duodecies*)	1F		Zone franche d'activité (44 *quaterdecies*)	XC		
				Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)				PC		
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)							XS	
	Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	Dont déduction exceptionnelle pour investissement	X9		Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI	)	XG	219 594
	Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage							Y2	
							TOTAL II	XH	636 786

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice **(I moins II)**	XI	2 046 907	XJ 0
	déficit **(II moins I)**			
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL		XL
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*				
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	2 046 907	XO

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 9 - DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

N° 2058-A

Désignation **Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole**
0088 Cours Louis Fargue

33000 BORDEAUX

II - DEDUCTIONS DIVERSES

Libellé	Exercice N Montant
suramortissement des investissements réalisés	219 594

PROVISOIRE

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

10 **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP **N° 2058-B 2016**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise Société de Gestion de l'Assainissement de B — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	0
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1° bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1° bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
Provision sur créances clients	9D	313 987	9E	176 880
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
Contributions Dividendes	9K	54	9L	
Contrôle Fiscal IS 2013-2014	9M	4 191	9N	
Participation à l'effort de construction	9P	35 784	9R	35 734
Participation des salariés	9S	142 100	9T	131 000
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	575 622	YO	417 192
		ligne WI		ligne WU

PROVISOIRE

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS

(art. L3113–1 et L3211–1 du code des Transports) (case à cocher) — XU ☐

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.
(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

N° 2058-B

ETAT ANNEXE à : 10 - DEFICITS INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

Désignation **Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole**
0088 Cours Louis Fargue

33000 BORDEAUX

Charges à payer

Libellé	Dotations	Reprises
Contribution sociale de solidarité (Organic)	79 506	73 578

PROVISOIRE

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(11) **TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

DGFiP **N° 2058-C 2016**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

ORIGINES

Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	330 302
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	532 039
Prélèvements sur les réserves	ØE	
TOTAL I	ØF	862 340

AFFECTATIONS

Affectations aux réserves — Réserve légale	ZB	
Affectations aux réserves — Autres réserves	ZD	
Dividendes	ZE	500 000
Autres répartitions	ZF	
Report à nouveau	ZG	362 340
(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) TOTAL II	ZH	862 340

DISTRIBUTIONS (Article 235*ter* ZCA)

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 *ter* ZCA au titre de l'exercice	XV	

RENSEIGNEMENTS DIVERS

				Exercice N :
ENGAGEMENTS	— Engagements de crédit-bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail J7 : 1 686 937)		YQ	667 714
	— Engagements de crédit-bail immobilier		YR	
	— Effets portés à l'escompte et non échus		YS	
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	— Sous-traitance		YT	12 240 078
	— Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8 : 445 893)		XQ	577 485
	— Personnel extérieur à l'entreprise		YU	320 035
	— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)		SS	337 541
	— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages		YV	
	— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES :)		ST	36 893 408
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052		ZJ	50 368 548
DÉTAILS DES POSTES — IMPÔTS ET TAXES	— Taxe professionnelle *, CFE, CVAE		YW	228 562
	— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS :)		9Z	599 179
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052		YX	827 741
T.V.A.	— Montant de la T.V.A. collectée		YY	6 319 838
	— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations		YZ	3 742 623
DIVERS	— Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460) *		ØB	9 052 863
	— Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *		ØS	
	— Effectif moyen du personnel * (*dont* : apprentis : handicapés) :		YP	
	— Effectif affecté à l'activité artisanale		RL	
	— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *		ZK	%
	— Numéro du centre de gestion agréé * XP	— Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR	0

REGIME DE GROUPE *

Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	2 046 907	Plus-values à 15%	JK	0	Plus-values à 0%	JL 0
			Plus-values à 19%	JM	0	Imputations	JC 341 867
Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO
			Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF

Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale — JH : 2

N° SIRET de la société mère du groupe — JJ : 43346657000044

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Cegid Group

16

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

DGFiP N° 2059-E

2016

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01/01/2016 et clos le : 31/12/2016 Durée en nombre de mois : 12

I Production de l'entreprise		
Ventes de marchandises	OA	
Production vendue – Biens	OB	62 575 480
Production vendue – Services	OC	5 024 421
Production stockée	OD	0
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	3 622 529
Subventions d'exploitation reçues	OF	81 234
Autres produits de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	412 407
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	212 205
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 1	OM	71 928 276
II Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)		
Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	0
Variation de stocks (marchandises)	OO	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	310 234
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	-34 964
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	45 965 458
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	122 738
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	3 622 529
Autres charges de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	213 598
Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OY	
Taxes sur le C.A.autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
TOTAL 2	OJ	50 199 593
III Valeur ajoutée produite		
Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	21 728 683
IV Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330–CVAE pour multi–établissements et sur le 1329)	SA	

Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n° 1330–CVAE), alors compléter le cadre ci–dessous. Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330–CVAE.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	☐			
Chiffre d'affaires de référence CVAE			GX		
Période de référence	GY		GZ		
Date de cessation			HR		

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

(17) **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

DGFiP N° 2059-F 2016

Formulaire obligatoire (article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1/1 (1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2016

N° SIRET 7 8 8 9 7 9 2 2 7 0 0 0 1 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE Société de Gestion de l'Assainissement de Bordeaux Métropole

ADRESSE (voie) 0088 Cours Louis Fargue

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination SUEZ EAU FRANCE

N° SIREN (si société établie en France) 410034607 % de détention 99,88 Nb de parts ou actions 4 994

Adresse : N° 16 Voie PLACE DE L'IRIS

Code Postal 92040 Commune PARIS LA DEFENSE CEDEX Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros courants

HORS COMPTE DE TIERS

Hors Bilan "Bonus / Malus" sur engagements contractuels

		2016																					
		Collecte-transport			Collecte-transport (PREVISIONNEL)			Traitement			Traitement (PREVISIONNEL)			Eaux pluviales			Eaux pluviales (PREVISIONNEL)			Total			Total		
		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2	
		Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
RECETTES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**12 745,4**	**1 266,7**	**14 012,2**	12 196,6	1 132,6	13 329,2	**13 283,2**	**1 689,9**	**14 973,1**	13 751,2	1 711,8	15 463,0	**17 346,5**	**1 753,5**	**19 100,0**	17 287,2	2 661,4	19 948,6	**43 375,1**	**4 710,2**	**48 085,3**	43 235,0	4 910,4	48 145,4
70	**VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICE**	**12 501,8**	**0,5**	**12 502,3**	12 196,6		12 196,6	**12 941,8**	**0,5**	**12 942,3**	13 751,2		13 751,2	**16 881,0**	**0,6**	**16 881,6**	17 287,2		17 287,2	**42 324,6**	**1,5**	**42 326,1**	43 235,0		43 235,0
701211	Redevance collecte et du traitement des eaux usées	8 838,4		8 838,4	9 128,3		9 128,3	10 631,8		10 631,8	11 021,5		11 021,5							19 470,3		19 470,3	20 149,8		20 149,8
701212	Aide à la performance épuratoire							2 138,2		2 138,2	2 506,5		2 506,5							2 138,2		2 138,2	2 506,5		2 506,5
701213	Redevance gestion des eaux pluviales urbaines													15 693,2		15 693,2	16 719,0		16 719,0	15 693,2		15 693,2	16 719,0		16 719,0
70121	**Ventes Assainissement - Part Société**	**8 838,4**		**8 838,4**	9 128,3		9 128,3	**12 770,1**		**12 770,1**	13 528,0		13 528,0	**15 693,2**		**15 693,2**	16 719,0		16 719,0	**37 301,7**		**37 301,7**	39 375,3		39 375,3
70122	**Ventes Assainissement - Part Collectivités**																								
702	**Ventes de Produits intermédiaires**																								
703	**Ventes de Produits résiduels**																								
704	**Travaux**	**2 747,8**		**2 747,8**	2 774,0		2 774,0							**1 175,0**		**1 175,0**	568,2		568,2	**3 922,8**		**3 922,8**	3 342,1		3 342,1
705	**Ventes Etudes**																								
706	**Prestations de services**	**530,3**		**530,3**	275,6		275,6	**58,4**		**58,4**	76,4		76,4	**0,1**		**0,1**				**588,9**		**588,9**	352,0		352,0
707	**Ventes de marchandises**																								
708	**Produits des activités annexes**	**385,3**	0,5	**385,8**	18,7		18,7	**113,2**	0,5	**113,7**	146,8		146,8	**12,7**	0,6	**13,3**				**511,2**	1,5	**512,8**	165,5		165,5
709	**Rabais, remises et ristournes accordés**																								
71 -	**PRODUCTION STOCKEE**	**-17,7**		**-17,7**				**-19,5**		**-19,5**				**-23,8**		**-23,8**				**-60,9**		**-60,9**			
713	**Variation de stocks (en-cours de production)**	**-17,7**		**-17,7**				**-19,5**		**-19,5**				**-23,8**		**-23,8**				**-60,9**		**-60,9**			
72 -	**PRODUCTION IMMOBILISEE**	**48,1**	**1 162,1**	**1 210,1**		1 132,0	1 132,0	**20,1**	**1 506,6**	**1 526,8**		1 717,0	1 717,0	**206,6**	**1 514,8**	**1 721,3**		2 061,4	2 061,4	**274,8**	**4 183,4**	**4 458,2**		4 910,4	4 910,4
721	**Immobilisations incorporelles**																								
722	**Immobilisations corporelles**	**48,1**	**1 162,1**	**1 210,1**		1 132,0	1 132,0	**20,1**	**1 506,6**	**1 526,8**		1 717,0	1 717,0	**206,6**	**1 514,8**	**1 721,3**		2 061,4	2 061,4	**274,8**	**4 183,4**	**4 458,2**		4 910,4	4 910,4
74 -	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**33,7**	**1,0**	**34,7**				**16,7**	**1,1**	**17,8**				**27,5**	**1,2**	**28,7**				**77,9**	**3,3**	**81,2**			
741	**Subvention d'exploitation soumises à TVA**																								
742	**Subvention d'exploitation - autres**	**33,7**	**1,0**	**34,7**				**16,7**	**1,1**	**17,8**				**27,5**	**1,2**	**28,7**				**77,9**	**3,3**	**81,2**			
743	**Subvention d'exploitation non soumises à TVA**																								
75 -	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**2,2**	**0,1**	**2,3**				**2,4**	**0,1**	**2,6**				**3,0**	**0,1**	**3,1**				**7,7**	**0,4**	**8,0**			
751	**Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires**																								
752	**Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles**																								
756	**Cession immobilisation cédées en D.C.C.E**																								
758	**Produits divers de gestion courante**	**2,2**	**0,1**	**2,3**				**2,4**	**0,1**	**2,6**				**3,0**	**0,1**	**3,1**				**7,7**	**0,4**	**8,0**			
76 -	**PRODUITS FINANCIERS**																								
761	**Produits des participations**																								
762	**Revenus des autres immos financières**																								
768	**Autres produits financiers**																								
77 -	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**2,6**		**2,6**																**2,6**		**2,6**			
771	**Produits Exceptionnels sur opération de gestion courante**	**2,0**		**2,0**																**2,0**		**2,0**			
775	**Produits de cessions d'actifs**																								
777	**Quote Part Subvention virée en Résultat**	**0,6**		**0,6**																**0,6**		**0,6**			
778	**Autres produits exceptionels**																								
78 -	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**189,2**	**113,4**	**302,6**				**166,7**	**194,9**	**361,6**				**132,1**	**250,2**	**382,3**				**488,0**	**558,5**	**1 046,6**			
781	**Reprise de Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation**	**189,2**	**113,4**	**302,6**				**166,7**	**194,9**	**361,6**				**132,1**	**250,2**	**382,3**				**488,0**	**558,5**	**1 046,6**			
7811	Reprise de Dotations aux amortissements sur incorporelles et corporelles		68,8	68,8					21,0	21,0				16,0	66,0	82,1				16,0	155,8	171,8			
7815	Reprises de Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	81,3		81,3				37,0		37,0				114,4		114,4				232,7		232,7			
78156	Reprises Dotations aux provisions pour renouvellement		44,5	44,5					174,0	174,0					184,2	184,2					402,7	402,7			
7817	Reprise de Dotations aux provisions d'actifs circulants	107,9		107,9				129,7		129,7				1,7		1,7				239,4		239,4			
786	**Reprise sur DAP financière**																								
787	**Reprise sur DAP exceptionnelle**																								
79 -	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**				**155,0**	**-13,4**	**141,6**				**120,0**	**-13,4**	**106,6**				**260,4**	**-37,0**	**223,3**			
791	**Transfert de charges d'exploitation**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**				**155,0**	**-13,4**	**141,6**				**120,0**	**-13,4**	**106,6**				**260,4**	**-37,0**	**223,3**			
796	**Transfert de charges financières**																								
797	**Transfert de charges exceptionnelles**																								
CHARGES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**14 045,9**	**2 709,1**	**16 754,9**	10 117,2	2 225,3	12 342,6	**9 595,5**	**3 527,5**	**13 123,0**	11 880,7	3 376,2	15 256,9	**12 183,6**	**4 030,3**	**16 213,8**	13 956,8	4 999,8	18 956,6	**35 825,0**	**10 266,8**	**46 091,8**	35 754,2	10 179,8	45 934,0
60 -	**ACHATS ET VARIATION DES STOCKS**	**3 803,4**	**944,4**	**4 747,8**	3 285,6	841,8	4 127,4	**2 357,8**	**1 261,8**	**3 619,6**	3 701,5	1 276,8	4 978,2	**3 224,6**	**1 244,0**	**4 468,6**	3 251,7	1 538,2	4 789,9	**9 385,8**	**3 450,3**	**12 836,0**	10 238,8	3 656,8	13 895,5
600	**Encaissement pour Compte de Tiers**																								
601	**Achats stockés - Matières premières (et fournitures)**																								
602	**Achats stockés - Autres approvisionnements**																								
603	**Variations des stocks**	**133,5**	**5,2**	**138,7**				**9,4**	**1,2**	**10,7**				**118,6**	**4,9**	**123,4**				**261,5**	**11,3**	**272,8**			
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	133,5	5,2	138,7				9,4	1,2	10,7				118,6	4,9	123,4				261,5	11,3	272,8			
6037	Variation des stocks des autres approvisionnements																								
604	**Achats d'études, prestations de services**	**233,7**	**0,6**	**234,4**	345,5		345,5	**76,8**	**0,8**	**77,6**	63,2		63,2	**167,9**	**0,8**	**168,8**	210,6		210,6	**478,4**	**2,3**	**480,7**	619,2		619,2
6041	Frais d'analyse et de contrôle	188,0	0,0	188,0	310,4		310,4	26,4	0,0	26,5	42,5		42,5	65,7	0,0	65,7	165,3		165,3	280,1	0,1	280,2	518,3		518,3
6042	Achats de prestations Assainissement	24,9		24,9	22,0		22,0							4,3		4,3				29,2		29,2	22,0		22,0
6048	Autres Achats d'études et de prestations	20,9	0,6	21,5	13,0		13,0	50,3	0,8	51,1	20,6		20,6	97,9	0,8	98,7	45,3		45,3	169,1	2,2	171,4	78,9		78,9
605	**Achats de matériel , équipements et travaux**	**2 774,3**	**930,9**	**3 705,2**	2 159,0	841,8	3 000,8	**2,8**	**1 244,4**	**1 247,1**		1 276,8	1 276,8	**1 127,4**	**1 226,4**	**2 353,8**	442,2	1 538,2	1 980,4	**3 904,5**	**3 401,7**	**7 306,1**	2 601,2	3 656,8	6 258,0
6051	Achats de matériels et équipement - travaux facturables	1,7		1,7										0,0		0,0				1,7		1,7			
6052	Achats de prestations - travaux facturables	2 738,5		2 738,5	2 159,0		2 159,0							964,2		964,2	442,2		442,2	3 702,7		3 702,7	2 601,2		2 601,2
6053	Achats de matériels et prestations - travaux immobilisés	34,2	930,9	965,1		841,8	841,8	2,8	1 244,4	1 247,1		1 276,8	1 276,8	163,2	1 226,4	1 389,6		1 538,2	1 538,2	200,1	3 401,7	3 601,8		3 656,8	3 656,8
6054	Autres achats de sous-traitance Technique																								
606	**Achats non stockés de matière et fournitures**	**658,2**	**7,7**	**665,8**	781,2		781,2	**2 265,0**	**9,9**	**2 275,0**	3 638,3		3 638,3	**1 808,0**	**10,0**	**1 818,0**	2 598,9		2 598,9	**4 731,2**	**27,6**	**4 758,8**	7 018,3		7 018,3
60611	Achats de fournitures non stockables - Eau	38,8		38,8				53,1		53,1				39,8		39,8				131,8		131,8			
60612	Achats de fournitures non stockables - Electricité	248,3		248,3	396,4		396,4	1 302,9		1 302,9	2 473,4		2 473,4	752,8		752,8	1 277,5		1 277,5	2 304,0		2 304,0	4 147,3		4 147,3
60613	Achats de fournitures non stockables - Gaz	1,0		1,0				112,3		112,3				80,9		80,9				194,2		194,2			
60614	Achats de fournitures non stockables - Carburants & Lubrifiants	113,8	3,0	116,8	82,1		82,1	43,7	3,9	47,6	38,8		38,8	97,2	4,0	101,2	107,9		107,9	254,6	11,0	265,6	228,8		228,8
60615	Achats de fournitures non stockables - Combustible & Chauffage				23,8		23,8				348,7		348,7				271,0		271,0				643,5		643,5
6063	Achats de fournitures d'entretien et de petit équipement	190,7	4,1	194,8	215,5		215,5	226,3	5,3	231,6	329,2		329,2	213,5	5,4	218,8	419,9		419,9	630,4	14,8	645,3	964,6		964,6
6064	Achats de fournitures administratives	7,4	0,1	7,6	9,0		9,0	5,8	0,2	6,0	5,5		5,5	6,4	0,2	6,6	12,1		12,1	19,7	0,5	20,2	26,7		26,7
6065	Achats de produits de traitement	35,7	0,0	35,7	33,3		33,3	517,9	0,0	518,0	409,3		409,3	608,3	0,0	608,4	472,2		472,2	1 161,9	0,1	1 162,0	914,7		914,7
6068	Autres matières et Fournitures	22,4	0,3	22,8	21,1		21,1	3,0	0,4	3,4	33,3		33,3	9,1	0,4	9,5	38,3		38,3	34,6	1,1	35,7	92,7		92,7
607	**Achats de marchandises**																								
608	**Frais Accessoires d'achats**	**3,6**	**0,1**	**3,7**				**3,8**	**5,4**	**9,2**				**2,7**	**1,9**	**4,7**				**10,1**	**7,4**	**17,6**			
609	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats**																								
61 -	**SERVICES EXTERIEURS**	**3 893,8**	**35,0**	**3 928,8**	2 521,1	15,7	2 536,8	**3 426,2**	**39,2**	**3 465,4**	3 327,2	23,8	3 351,0	**3 542,7**	**43,5**	**3 586,1**	4 154,1	28,7	4 182,8	**10 862,7**	**117,7**	**10 980,4**	10 002,4	68,2	10 070,6
611	**Sous-traitance générale**	**1 613,6**	**12,6**	**1 626,2**	880,5	5,2	885,8	**1 276,8**	**16,3**	**1 293,1**	1 129,0	7,9	1 136,9	**1 517,5**	**16,4**	**1 533,9**	1 583,0	9,6	1 592,5	**4 407,9**	**45,4**	**4 453,2**	3 592,5	22,7	3 615,2
6111	Sous-traitance générale liée à des prestations de travaux administratifs	0,3		0,3				0,3		0,3				0,3		0,3				0,9		0,9			
6112	Sous traitance Interne Lyonnaise des Eaux	1 190,6	5,3	1 196,0	719,0		719,0	1 086,1	6,9	1 093,0	958,7		958,7	1 073,0	7,0	1 080,0	1 131,4		1 131,4	3 349,7	19,2	3 368,9	2 809,0		2 809,0
6114	Sous-traitance liée à l'informatique	422,8	7,3	430,0	161,5	5,2	166,8	190,4	9,4	199,8	170,3	7,9	178,3	444,1	9,5	453,6	451,6	9,6	461,1	1 057,3	26,1	1 083,5	783,4	22,7	806,2
612	**Redevances de crédit-bail**	**99,5**	**4,0**	**103,5**				**37,6**	**5,1**	**42,7**				**75,6**	**5,2**	**80,8**				**212,7**	**14,3**	**227,0**			
6122	Crédit Bail immobilier																								
6125	Crédit Bail mobilier	99,5	4,0	103,5				37,6	5,1	42,7				75,6	5,2	80,8				212,7	14,3	227,0			
613	**Locations, droits de passage et servitudes diverses**	**225,4**	**8,8**	**234,2**	333,4	10,5	343,9	**131,4**	**5,2**	**136,6**	219,3	15,9	235,1	**196,4**	**9,3**	**205,6**	476,7	19,1	495,8	**553,2**	**23,2**	**576,4**	1 029,4	45,5	1 074,9
6132	Locations immobilières	58,7	0,0	58,7	48,3		48,3	64,3	0,0	64,4	76,2		76,2	78,5	0,0	78,6	87,7		87,7	201,6	0,1	201,6	212,2		212,2
61351	Loyer matériel et mobilier de bureau	64,9	4,9	69,8	27,3		27,3	27,1	0,2	27,3	31,3		31,3	40,3	4,3	44,6	48,5		48,5	132,3	9,4	141,7	107,1		107,1
61352	Location, crédit bail véhicules	101,8	3,8	105,6	257,9	10,5	268,3	40,0	4,9	45,0	111,7	15,9	127,6	77,5	5,0	82,4	340,5	19,1	359,6	219,3	13,7	233,0	710,1	45,5	755,5
614	**Charges locatives et de copropriété**	**0,9**		**0,9**										**0,2**		**0,2**				**1,1**		**1,1**			
615	**Entretien et réparations**	**1 861,7**	**8,8**	**1 870,4**	1 149,2		1 149,2	**1 878,7**	**11,4**	**1 890,0**	1 741,7		1 741,7	**1 630,1**	**11,4**	**1 641,5**	1 808,2		1 808,2	**5 370,4**	**31,6**	**5 402,0**	4 699,0		4 699,0
	Sous-traitance liée au process																								
6152211	Evacuation des Boues d'usines (Transport + Traitement)							1 282,6		1 282,6	1 132,7		1 132,7	91,4		91,4	74,0		74,0	1 374,1		1 374,1	1 206,7		1 206,7
6152212	Evacuation déchets de prétraitement	2,4	0,0	2,4	16,2		16,2	205,1	0,0	205,1	105,8		105,8	72,6	0,0	72,6	80,7		80,7	280,0	0,0	280,0	202,7		202,7
6152213	Evacuation des déchets de réseau	120,2		120,2	113,3		113,3							62,6		62,6	222,1		222,1	182,8		182,8	335,4		335,4
6152214	Evacuation des DIB et tri sélectif	4,6	0,0	4,7	1,3		1,3	2,0	0,0	2,1	5,8		5,8	3,2	0,0	3,2	4,1		4,1	9,8	0,1	9,9	11,1		11,1
6152215	Evacuation des déchets de laboratoire	2,8	0,1	2,9	1,5		1,5	1,0	0,1	1,2	15,3		15,3	2,1	0,1	2,2	8,6		8,6	5,9	0,4	6,3	25,4		25,4
	Sous-traitance liée l'entretien technique																								
615511	Entretien & Réparation de matériel Electrique	10,2	0,1	10,3				42,1	0,1	42,2	60,2		60,2	47,3	0,1	47,4	27,4		27,4	99,6	0,3	99,9	87,6		87,6
615512	Entretien & Réparation de matériel Electromécanique	16,5	0,1	16,6	10,5		10,5	19,0	0,1	19,1	16,3		16,3	26,6	0,1	26,7	83,1		83,1	62,1	0,3	62,4	109,9		109,9
615513	Entretien & Réparation de matériel Hydraulique	6,6	0,0	6,6				14,0	0,0	14,0				11,2	0,0	11,2				31,8	0,1	31,9			
615514	Entretien & Réparation de matériel Mécanique	8,3	0,2	8,5				32,9	0,2	33,1				24,7	0,2	25,0				66,0	0,6	66,6			
615515	Entretien & Réparation de matériel Thermique	2,3	0,1	2,4				14,4	0,1	14,5	71,9		71,9	12,7	0,1	12,9	32,7		32,7	29,5	0,3	29,8	104,7		104,7
615516	Entretien & Réparation de matériel de laboratoire	9,7	0,4	10,1	1,8		1,8	3,9	0,5	4,4	18,7		18,7	7,6	0,5	8,1	10,4		10,4	21,3	1,3	22,6	30,9		30,9
615517	Contrôles réglementaires	20,0	2,3	22,2	25,0		25,0	40,9	2,9	43,8	40,4		40,4	39,1	2,9	42,0	64,8		64,8	99,9	8,1	108,0	130,2		130,2
615518	Entretien & Réparation d'installations diverses	4,9	0,0	5,0	7,7		7,7	62,8	0,0	62,8	3,9		3,9	59,3	0,0	59,4	9,9		9,9	127,1	0,1	127,1	21,5		21,5
	Sous-traitance liée l'entretien voirie																								
615231	Curage de réseaux d'assainissement	321,9		321,9				-3,2		-3,2				252,9		252,9				571,6		571,6			
615234	Inspection de réseaux	158,3		158,3										77,3		77,3				235,6		235,6			
615236	Réparation et Refection de voirie	986,2	0,0	986,2	815,3		815,3	9,2	0,0	9,2	75,6		75,6	413,8	0,0	413,8	776,5		776,5	1 409,3	0,0	1 409,3	1 667,4		1 667,4
	Sous traitance liée à l'entretien non technique																								
61521	Entretien espaces verts	15,0	0,0	15,1	73,9		73,9	45,7	0,0	45,7	84,8		84,8	271,0	0,0	271,0	258,2		258,2	331,7	0,1	331,8	416,8		416,8
615228	Entretien des bâtiments	45,2	0,7	45,9	26,7		26,7	55,0	0,9	55,9	103,2		103,2	56,7	0,9	57,6	80,0		80,0	156,9	2,5	159,4	209,8		209,8
61552	Entretien & Réparation de matériel de transport	116,2	4,5	120,8	45,9		45,9	45,3	5,9	51,2				88,9	5,9	94,8	61,6		61,6	250,5	16,3	266,7	107,5		107,5
61553	Entretien & Réparation de matériel de bureau	10,1	0,3	10,4	10,1		10,1	5,9	0,4	6,2	7,2		7,2	9,1	0,4	9,5	14,0		14,0	25,0	1,1	26,1	31,3		31,3
616	**Primes d'assurances**	**83,0**	**0,6**	**83,6**	69,0		69,0	**80,3**	**0,8**	**81,1**	109,1		109,1	**102,5**	**0,8**	**103,3**	125,5		125,5	**265,7**	**2,2**	**267,9**	303,6		303,6
61611	Primes d'assurances - Responsabilité Civile	16,0		16,0	10,0		10,0	17,7		17,7	15,9		15,9	21,5		21,5	18,3		18,3	55,2		55,2	44,2		44,2
61612	Primes d'assurances - Véhicules	15,9	0,6	16,5	8,8		8,8	6,3	0,8	7,1	13,9		13,9	12,3	0,8	13,1	16,0		16,0	34,4	2,2	36,7	38,6		38,6
61613	Primes d'assurances - Constructions	51,1		51,1	50,2		50,2	56,3		56,3	79,3		79,3	68,7		68,7	91,3		91,3	176,0		176,0	220,8		220,8
61614	Primes d'assurances - Dommages aux biens																								
617	**Études et recherches**				0,3		0,3	**16,1**		**16,1**	17,8		17,8	**11,7**		**11,7**	30,4		30,4	**27,8**		**27,8**	48,5		48,5
618	**Services Extérieurs Divers**	**9,8**	**0,3**	**10,0**	88,6		88,6	**5,4**	**0,4**	**5,8**	110,4		110,4	**8,8**	**0,4**	**9,1**	130,3		130,3	**24,0**	**1,0**	**25,0**	329,3		329,3
619	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**																								

ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros courants

HORS COMPTE DE TIERS

Hors Bilan "Bonus / Malus" sur engagements contractuels

		2016																					
		Collecte-transport			Collecte-transport (PREVISIONNEL)			Traitement			Traitement (PREVISIONNEL)			Eaux pluviales			Eaux pluviales (PREVISIONNEL)			Total			Total		
		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2	
		Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
62 -	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**429,1**	**7,0**	**436,1**	319,4		319,4	**439,3**	**6,0**	**445,2**	445,7		445,7	**635,4**	**8,1**	**643,4**	526,1		526,1	**1 503,7**	**21,1**	**1 524,8**	1 291,1		1 291,1
621	**Personnel extérieur au service**	**39,5**	**1,1**	**40,5**				**86,5**	**1,9**	**88,4**				**189,5**	**1,6**	**191,1**				**315,5**	**4,5**	**320,0**			
6211	Personnel intérimaire	39,5	1,1	40,5				86,5	1,9	88,4				189,5	1,6	191,1				315,5	4,5	320,0			
6214	Personnel détaché																								
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**	**116,2**	**2,1**	**118,3**	76,3		76,3	**96,8**	**2,0**	**98,8**	119,7		119,7	**117,9**	**2,5**	**120,4**	137,8		137,8	**331,0**	**6,6**	**337,5**	333,8		333,8
623	**Publicité, publications, relations publiques**	**52,1**	**0,1**	**52,2**	27,7		27,7	**57,1**	**0,1**	**57,2**	34,7		34,7	**69,7**	**0,1**	**69,8**	45,8		45,8	**178,9**	**0,3**	**179,2**	108,2		108,2
624	**Transports de biens et transports collectifs du personnel**	**7,0**	**2,3**	**9,3**				**12,7**	**0,1**	**12,8**				**8,2**	**2,0**	**10,2**				**27,9**	**4,4**	**32,3**			
625	**Déplacements, missions et réceptions**	**54,2**	**1,0**	**55,2**	65,1		65,1	**28,5**	**1,2**	**29,7**	62,1		62,1	**41,9**	**1,3**	**43,2**	98,0		98,0	**124,6**	**3,6**	**128,1**	225,2		225,2
6251	Voyages et déplacements	44,0	0,8	44,8	48,8		48,8	21,2	1,0	22,2	46,6		46,6	31,6	1,0	32,7	73,5		73,5	96,8	2,9	99,6	168,9		168,9
6255	Frais de déménagement	2,2	0,1	2,2				1,2	0,1	1,3				1,9	0,1	2,0				5,3	0,2	5,5			
6257	Réceptions	8,0	0,2	8,2	16,3		16,3	6,1	0,2	6,3	15,5		15,5	8,4	0,2	8,6	24,5		24,5	22,5	0,5	23,0	56,3		56,3
626	**Frais postaux et de télécommunications**	**60,3**	**0,4**	**60,7**	95,3		95,3	**33,7**	**0,6**	**34,2**	59,3		59,3	**100,6**	**0,6**	**101,2**	127,0		127,0	**194,6**	**1,5**	**196,1**	281,6		281,6
6261	Frais d'affranchissement	10,8	-0,0	10,8	19,7		19,7	13,1	-0,0	13,1	21,1		21,1	7,8	-0,0	7,7	30,9		30,9	31,7	-0,1	31,6	71,7		71,7
6262	Frais de télécommunications	37,8	0,0	37,8	75,5		75,5	16,2	0,0	16,2	38,3		38,3	84,0	0,0	84,0	96,2		96,2	138,0	0,0	138,0	210,0		210,0
6264	Liaisons spécialisées d'Exploitation	11,6	0,5	12,1				4,4	0,6	5,0				8,8	0,6	9,5				24,9	1,7	26,6			
627	**Services bancaires et assimilés**	**1,7**		**1,7**				**1,8**		**1,8**				**2,2**		**2,2**				**5,7**		**5,7**			
628	**Divers**	**117,9**	**0,1**	**118,0**	55,0		55,0	**144,0**	**0,1**	**144,1**	169,8		169,8	**131,9**	**0,1**	**131,9**	117,4		117,4	**393,8**	**0,2**	**394,0**	342,3		342,3
6281	Concours Cotisation	8,0	0,0	8,0				8,3	0,0	8,3				10,3	0,0	10,3				26,5	0,1	26,6			
6282	Gardiennage	1,4		1,4				13,9		13,9				6,5		6,5				21,8		21,8			
6283	Nettoyage des locaux	16,3		16,3	16,7		16,7	56,1		56,1	83,9		83,9	40,9		40,9	69,7		69,7	113,4		113,4	170,2		170,2
6284	Frais de recrutement Salariés																								
6285	Redevances pour occupation du domaine public et Collectivités	92,2	0,0	92,2	38,4		38,4	65,7	0,0	65,8	86,0		86,0	74,2	0,0	74,2	47,7		47,7	232,1	0,1	232,2	172,1		172,1
629	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**	**-19,8**		**-19,8**				**-21,8**		**-21,8**				**-26,6**		**-26,6**				**-68,2**		**-68,2**			
63 -	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES**	**342,0**	**7,6**	**349,5**	259,6	12,8	272,4	**191,8**	**8,5**	**200,4**	605,3	18,8	624,1	**268,4**	**9,4**	**277,8**	562,3	23,4	585,7	**802,2**	**25,5**	**827,7**	1 427,4	55,2	1 482,6
631	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)**	**21,8**	**0,7**	**22,5**	15,0	1,1	16,1	**11,3**	**0,8**	**12,1**	14,2	1,7	15,9	**18,0**	**0,8**	**18,9**	22,4	2,0	24,4	**51,1**	**2,3**	**53,4**	51,5	4,9	56,4
6312	Taxe d'apprentissage	21,8	0,7	22,5	15,0	1,1	16,1	11,3	0,8	12,1	14,2	1,7	15,9	18,0	0,8	18,9	22,4	2,0	24,4	51,1	2,3	53,4	51,5	4,9	56,4
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations																								
633	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**	**180,8**	**5,7**	**186,4**	131,7	9,9	141,6	**93,0**	**6,4**	**99,4**	125,1	15,0	140,1	**148,9**	**7,0**	**155,9**	196,8	17,8	214,7	**422,6**	**19,1**	**441,7**	453,6	42,8	496,4
6331	Versement de transport	66,2	2,1	68,2	43,4	3,3	46,7	34,2	2,3	36,5	41,2	5,0	46,2	54,7	2,6	57,3	64,9	5,9	70,8	155,1	7,0	162,0	149,5	14,1	163,6
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	33,7	1,1	34,7	66,1	5,0	71,0	17,4	1,2	18,6	62,7	7,5	70,2	27,8	1,3	29,1	98,7	9,0	107,6	78,9	3,5	82,4	227,4	21,5	248,9
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction	14,6	0,5	15,0	9,9	0,7	10,6	7,6	0,5	8,1	9,4	1,1	10,5	12,1	0,6	12,7	14,7	1,3	16,1	34,2	1,5	35,8	33,9	3,2	37,1
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage																								
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	66,4	2,1	68,4	12,4	0,9	13,3	33,8	2,4	36,2	11,8	1,4	13,2	54,2	2,6	56,8	18,5	1,7	20,2	154,4	7,0	161,5	42,7	4,0	46,8
635	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)**	**105,9**	**0,1**	**106,0**	69,9		69,9	**69,7**	**0,2**	**69,9**	421,2		421,2	**73,0**	**0,2**	**73,2**	280,8		280,8	**248,7**	**0,5**	**249,2**	771,9		771,9
63511	CFE / CVAE	98,5		98,5	65,8		65,8	64,3		64,3	418,1		418,1	65,7		65,7	275,0		275,0	228,6		228,6	758,9		758,9
63512	Taxes foncières																								
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés	3,3	0,1	3,4	4,1		4,1	1,6	0,1	1,8	3,1		3,1	2,7	0,1	2,8	5,7		5,7	7,7	0,3	8,0	12,9		12,9
63515	Taxes sur enlèvements Ordures Ménagères	2,5		2,5				3,1		3,1				3,4		3,4				9,0		9,0			
63518	Autres impôts locaux	0,1	0,0	0,1				0,0	0,0	0,0				0,1	0,0	0,1				0,2	0,0	0,2			
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables (organic...)																								
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,2		0,2				0,2		0,2				0,2		0,2				0,5		0,5			
6358	Autres droits	1,3	0,1	1,3				0,5	0,1	0,6				1,0	0,1	1,0				2,7	0,2	2,9			
637	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**	**33,5**	**1,1**	**34,6**	43,2	1,8	44,9	**17,8**	**1,2**	**19,1**	44,8	2,7	47,5	**28,4**	**1,3**	**29,8**	62,3	3,2	65,5	**79,8**	**3,6**	**83,4**	150,3	7,6	157,9
6371	Contribution Sociale de solidarité	33,5	1,1	34,6	43,2	1,8	44,9	17,8	1,2	19,1	44,8	2,7	47,5	28,4	1,3	29,8	62,3	3,2	65,5	79,8	3,6	83,4	150,3	7,6	157,9
64 -	**CHARGES DE PERSONNEL**	**5 166,0**	**159,3**	**5 325,3**	3 498,5	261,7	3 760,2	**2 666,8**	**179,5**	**2 846,4**	3 333,5	397,0	3 730,5	**4 267,3**	**198,3**	**4 465,6**	5 233,6	471,5	5 705,1	**12 100,2**	**537,1**	**12 637,3**	12 065,8	1 130,2	13 195,8
641	**Rémunérations du personnel**	**3 503,9**	**108,1**	**3 612,0**	2 323,8	173,4	2 497,2	**1 807,3**	**121,7**	**1 929,1**	2 218,3	263,0	2 481,3	**2 892,0**	**134,5**	**3 026,5**	3 478,5	312,3	3 790,8	**8 203,2**	**364,3**	**8 567,5**	8 020,6	748,6	8 769,2
6411	Salaires, appointements	3 371,8	104,9	3 476,7	2 323,8	173,4	2 497,2	1 739,0	118,3	1 857,3	2 218,3	263,0	2 481,3	2 784,2	130,6	2 914,8	3 478,5	312,3	3 790,8	7 895,0	353,8	8 248,9	8 020,6	748,6	8 769,2
6414	Provision de Primes et Intéressement	122,6	3,4	126,0				64,4	3,7	68,1				101,7	4,2	105,8				288,7	11,3	299,9			
6418	Provision pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	9,5	-0,2	9,3				4,0	-0,3	3,7				6,1	-0,3	5,8				19,5	-0,8	18,8			
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**	**1 565,5**	**48,3**	**1 613,9**	1 108,3	83,4	1 191,6	**808,2**	**54,5**	**862,8**	1 052,1	126,5	1 178,6	**1 294,7**	**60,2**	**1 354,9**	1 655,9	150,2	1 806,1	**3 668,5**	**163,1**	**3 831,5**	3 816,3	360,0	4 176,3
6451	Cotisations à l'URSSAF	905,1	28,3	933,4	633,9	47,7	681,6	466,8	31,9	498,7	601,8	72,3	674,1	748,8	35,2	784,0	947,1	85,9	1 033,0	2 120,7	95,5	2 216,2	2 182,7	205,9	2 388,6
6452	Cotisations aux mutuelles	126,2	3,9	130,1	81,4	6,1	87,5	65,2	4,4	69,6	77,3	9,3	86,5	104,2	4,8	109,0	121,6	11,0	132,6	295,6	13,1	308,7	280,2	26,4	306,7
6453	Cotisations aux caisses de retraites	390,2	12,2	402,4	298,1	22,4	320,6	202,0	13,8	215,8	283,0	34,0	317,1	323,3	15,2	338,5	445,5	40,4	485,9	915,6	41,1	956,7	1 026,8	96,9	1 123,5
6454	Cotisations aux ASSEDIC	140,2	4,4	144,6	94,9	7,1	102,0	72,2	4,9	77,1	90,1	10,8	100,9	115,8	5,4	121,2	141,8	12,9	154,6	328,2	14,7	342,9	326,7	30,8	357,5
6457	Provisions de cotisations sur Primes et Intéressement	-1,4	-0,3	-1,7				-0,2	-0,3	-0,5				-0,7	-0,3	-1,1				-2,3	-1,0	-3,3			
6458	Provision de cotisations pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	5,2	-0,1	5,1				2,2	-0,1	2,0				3,3	-0,2	3,2				10,7	-0,4	10,3			
647	**Autres charges sociales**	**96,5**	**2,9**	**99,4**	66,4	5,0	71,4	**51,3**	**3,3**	**54,5**	63,1	7,6	70,6	**80,7**	**3,6**	**84,2**	99,2	9,0	108,2	**228,5**	**9,7**	**238,2**	228,7	21,6	250,3
6472	Versements aux comités d'entreprise	39,7	1,2	40,9	26,3	2,0	28,3	20,5	1,4	21,9	24,9	3,0	27,9	32,8	1,5	34,3	39,3	3,6	42,8	93,0	4,2	97,2	90,5	8,5	99,0
6475	Médecine du travail, pharmacie	8,8	0,2	9,1	4,4	0,3	4,7	4,9	0,2	5,2	4,2	0,5	4,7	7,7	0,3	7,9	6,5	0,6	7,1	21,4	0,8	22,2	15,1	1,4	16,5
6478	Autres charges sociales diverses	48,0	1,4	49,5	35,8	2,7	38,5	25,8	1,6	27,4	34,0	4,1	38,0	40,2	1,8	42,0	53,4	4,8	58,3	114,1	4,8	118,9	123,1	11,6	134,8
648	**Autres charges de personnel**																								
65 -	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**49,8**	**25,0**	**74,8**	97,3		97,3	**52,6**	**82,0**	**134,5**	111,1		111,1	**88,9**	**49,7**	**138,6**				**191,3**	**156,7**	**347,9**	208,4		208,4
651	**Redevances pour concessions, brevets, licences etc...**																								
654	**Pertes sur créances irrécouvrables**	**41,2**		**41,2**	97,3		97,3	**46,0**		**46,0**	111,1		111,1	**0,1**		**0,1**				**87,3**		**87,3**	208,4		208,4
656	**VNC des immobilisations cédées DCE**		**25,0**	**25,0**					**82,0**	**82,0**				**80,1**	**49,7**	**129,8**				**80,1**	**156,7**	**236,8**			
658	**Charges diverses de gestion courante**	**8,6**		**8,6**				**6,6**		**6,6**				**8,7**		**8,7**				**23,9**		**23,9**			
66 -	**CHARGES FINANCIERES**	**1,6**		**1,6**	0,6		0,6	**1,8**		**1,8**	0,7		0,7	**2,2**		**2,2**	0,9		0,9	**5,6**		**5,6**	2,3		2,3
661	**Charges d'intérêts**	**1,6**		**1,6**	0,6		0,6	**1,8**		**1,8**	0,7		0,7	**2,2**		**2,2**	0,9		0,9	**5,6**		**5,6**	2,3		2,3
666	**Pertes de change**																								
668	**Autres charges financières**																								
67 -	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**0,4**		**0,4**																**0,4**		**0,4**			
671	**Charges Exceptionnelles sur opération de gestion courante**	**0,2**		**0,2**																**0,2**		**0,2**			
675	**Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés**	**0,1**		**0,1**																**0,1**		**0,1**			
678	**Autres charges exceptionnelles**																								
68 -	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**	**359,8**	**1 530,7**	**1 890,5**	135,2	1 093,3	1 228,5	**459,2**	**1 950,5**	**2 409,7**	155,9	1 658,3	1 814,2	**154,2**	**2 477,3**	**2 631,5**	227,3	2 508,2	2 735,5	**973,2**	**5 958,5**	**6 931,7**	518,3	5 259,8	5 778,2
681	**Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation**	**359,8**	**1 530,7**	**1 890,5**	135,2	1 093,3	1 228,5	**459,2**	**1 950,5**	**2 409,7**	155,9	1 658,3	1 814,2	**154,2**	**2 477,3**	**2 631,5**	227,3	2 508,2	2 735,5	**973,2**	**5 958,5**	**6 931,7**	518,3	5 259,8	5 778,2
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	87,7	951,7	1 039,4	135,2		135,2	163,1	1 254,5	1 417,6	155,9		155,9	132,0	1 247,2	1 379,2	227,3		227,3	382,8	3 453,3	3 836,2	518,3		518,3
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	25,9		25,9										19,9		19,9				45,8		45,8			
68156	Dotations aux provisions pour renouvellement		579,0	579,0		1 093,3	1 093,3		696,1	696,1		1 658,3	1 658,3		1 230,1	1 230,1		2 508,2	2 508,2		2 505,2	2 505,2		5 259,8	5 259,8
6817	Provision pour dépréciation sur Actifs circulants - Stocks et créances	246,3		246,3				296,1		296,1				2,2		2,2				544,6		544,6			
686	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**																								
687	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**																								
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**-1 300,4**	**-1 442,4**	**-2 742,8**	2 323,8	173,4	2 497,2	**3 687,6**	**-1 837,5**	**1 850,1**	2 218,3	263,0	2 481,3	**5 162,9**	**-2 276,8**	**2 886,1**	3 478,5	312,3	3 790,8	**7 550,1**	**-5 556,7**	**1 993,4**	7 895,0	748,6	8 769,2

ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros courants
HORS COMPTE DE TIERS

Hors Bilan "Bonus / Malus" sur engagements contractuels

		2016 / Réel vs Prévisionnel											
		Collecte-transport			Traitement			Eaux pluviales			Total		
		C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	C1 Exploitation	C2 Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
RECETTES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**348,0**	**134,7**	**482,8**	**-466,4**	**-27,1**	**-493,4**	**89,8**	**-407,4**	**-317,6**	**-148,6**	**-299,8**	**-448,4**
70	**VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICE**	**305,2**	**0,5**	**305,7**	**-809,4**	**0,8**	**-808,6**	**-406,1**	**0,6**	**-405,6**	**-910,4**	**1,9**	**-908,6**
701211	Redevance collecte et du traitement des eaux usées	-289,9		-289,9	-389,6		-389,6				-679,5		-679,5
701212	Aide à la performance épuratoire				-368,3		-368,3				-368,3		-368,3
701213	Redevance gestion des eaux pluviales urbaines							-1 025,8		-1 025,8	-1 025,8		-1 025,8
70121	**Ventes Assainissement - Part Société**	**-289,9**		**-289,9**	**-757,9**		**-757,9**	**-1 025,8**		**-1 025,8**	**-2 073,6**		**-2 073,6**
70122	**Ventes Assainissement - Part Collectivités**												
702	**Ventes de Produits intermédiaires**												
703	**Ventes de Produits résiduels**												
704	**Travaux**	**-26,2**		**-26,2**				**606,9**		**606,9**	**580,6**		**580,6**
705	**Ventes Etudes**												
706	**Prestations de services**	**254,7**		**254,7**	**-17,9**		**-17,9**	**0,1**		**0,1**	**236,8**		**236,8**
707	**Ventes de marchandises**												
708	**Produits des activités annexes**	**366,6**	**0,5**	**367,0**	**-33,5**	**0,5**	**-33,0**	**12,7**	**0,5**	**13,3**	**345,7**	**1,5**	**347,3**
709	**Rabais, remises et ristournes accordés**												
71 -	**PRODUCTION STOCKEE**	**-17,7**		**-17,7**	**-19,8**		**-19,8**	**-23,8**		**-23,8**	**-60,9**		**-60,9**
713	**Variation de stocks (en-cours de production)**	**-17,7**		**-17,7**	**-19,5**		**-19,5**	**-23,8**		**-23,8**	**-60,9**		**-60,9**
72 -	**PRODUCTION IMMOBILISEE**	**48,1**	**30,1**	**78,2**	**20,1**	**-210,4**	**-190,2**	**206,8**	**-546,7**	**-340,1**	**274,8**	**-727,0**	**-452,2**
721	**Immobilisations incorporelles**												
722	**Immobilisations corporelles**	**48,1**	**30,1**	**78,2**	**20,1**	**-210,4**	**-190,2**	**206,8**	**-546,7**	**-340,1**	**274,8**	**-727,0**	**-452,2**
74 -	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**33,7**	**1,0**	**34,7**	**16,7**	**1,1**	**17,8**	**27,5**	**1,2**	**28,7**	**77,9**	**3,3**	**81,2**
741	**Subvention d'exploitation soumises à TVA**												
742	**Subvention d'exploitation - autres**	**33,7**	**1,0**	**34,7**	**16,7**	**1,1**	**17,8**	**27,5**	**1,2**	**28,7**	**77,9**	**3,3**	**81,2**
743	**Subvention d'exploitation non soumises à TVA**												
75 -	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**2,2**	**0,1**	**2,3**	**2,4**	**0,1**	**2,6**	**3,0**	**0,1**	**3,1**	**7,7**	**0,4**	**8,0**
751	**Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires**												
752	**Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles**												
756	**Cession immobilisation cédées en D.C.C.E**												
758	**Produits divers de gestion courante**	**2,2**	**0,1**	**2,3**	**2,4**	**0,1**	**2,6**	**3,0**	**0,1**	**3,1**	**7,7**	**0,4**	**8,0**
76 -	**PRODUITS FINANCIERS**												
761	**Produits des participations**												
762	**Revenus des autres immos financières**												
768	**Autres produits financiers**												
77 -	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**2,0**		**2,0**							**2,0**		**2,0**
771	**Produits Exceptionnels sur opération de gestion courante**	**2,0**		**2,0**							**2,0**		**2,0**
775	**Produits de cessions d'actifs**												
777	**Quote Part Subvention virée en Résultat**	**0,6**		**0,6**							**0,6**		**0,6**
778	**Autres produits exceptionels**												
78 -	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**189,2**	**113,4**	**302,6**	**166,7**	**194,9**	**361,6**	**132,1**	**250,2**	**382,3**	**488,0**	**558,5**	**1 046,6**
781	**Reprise de Dotations aux amortissements - Charges d'exploitation**	**189,2**	**113,4**	**302,6**	**166,7**	**194,9**	**361,6**	**132,1**	**250,2**	**382,3**	**488,0**	**558,5**	**1 046,6**
7811	Reprise de Dotations aux amortissements sur incorporelles et corporelles		68,8	68,8		21,0	21,0	16,0	66,0	82,1	16,0	155,8	171,8
7815	Reprises de Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	81,3		81,3	37,0		37,0	114,4		114,4	232,7		232,7
78156	Reprises Dotations aux provisions pour renouvellement		44,5	44,5		174,0	174,0		184,2	184,2		402,7	402,7
7817	Reprise de Dotations aux provisions d'actifs circulants	107,9		107,9	129,7		129,7	1,7		1,7	239,4		239,4
786	**Reprise sur DAP financière**												
787	**Reprise sur DAP exceptionnelle**												
79 -	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**	**155,9**	**-13,4**	**141,8**	**120,0**	**-13,4**	**106,6**	**260,4**	**-37,0**	**223,3**
791	**Transfert de charges d'exploitation**	**-14,6**	**-10,3**	**-24,9**	**155,9**	**-13,4**	**141,8**	**120,0**	**-13,4**	**106,6**	**260,4**	**-37,0**	**223,3**
796	**Transfert de charges financières**												
797	**Transfert de charges exceptionnelles**												

CHARGES D'EXPLOITATION (TOTAL)		**2 926,3**	**687,8**	**4 612,1**	**-2 965,2**	**153,7**	**-1 923,1**	**-1 779,4**	**-539,4**	**-2 211,8**	**757,7**	**98,9**	**167,2**
60 -	**ACHATS ET VARIATION DES STOCKS**	**517,8**	**102,7**	**620,4**	**-1 343,7**	**-15,8**	**-1 359,7**	**-27,1**	**-294,3**	**-321,3**	**-853,0**	**-208,5**	**-1 059,8**
600	**Encaissement pour Compte de Tiers**												
601	**Achats stockés - Matières premières (et fournitures)**												
602	**Achats stockés - Autres approvisionnements**												
603	**Variations des stocks**	**133,5**	**5,2**	**138,7**	**9,4**	**1,2**	**10,7**	**118,6**	**4,9**	**123,4**	**261,5**	**11,3**	**272,8**
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	133,5	5,2	138,7	9,4	1,2	10,7	118,6	4,9	123,4	261,5	11,3	272,8
6037	Variation des stocks des autres approvisionnements												
604	**Achats d'études, prestations de services**	**-111,7**	**0,6**	**-111,1**	**13,6**	**0,8**	**14,5**	**-42,7**	**0,8**	**-41,9**	**-140,8**	**2,3**	**-138,5**
6041	Frais d'analyse et de contrôle	-122,4	0,0	-122,4	-16,1	0,0	-16,1	-99,6	0,0	-99,6	-238,2	0,1	-238,1
6042	Achats de prestations Assainissement	2,8		2,8				4,3		4,3	7,1		7,1
6048	Autres Achats d'études et de prestations	7,9	0,6	8,5	29,7	0,8	30,5	52,6	0,8	53,4	90,2	2,2	92,4
605	**Achats de matériel , équipements et travaux**	**615,3**	**89,1**	**704,5**	**2,8**	**-32,4**	**-29,7**	**685,2**	**-311,8**	**373,4**	**1 303,3**	**-255,1**	**1 048,2**
6051	Achats de matériels et équipement - travaux facturables	1,7		1,7				0,0		0,0	1,7		1,7
6052	Achats de prestations - travaux facturables	579,5		579,5				522,0		522,0	1 101,5		1 101,5
6053	Achats de matériels et prestations - travaux immobilisés	34,2	89,1	123,4	2,8	-32,4	-29,7	163,2	-311,8	-148,6	200,1	-255,1	-55,0
6054	Autres achats de sous-traitance Technique												
606	**Achats non stockés de matière et fournitures**	**-123,0**	**7,7**	**-115,3**	**-1 373,3**	**9,9**	**-1 363,3**	**-790,8**	**10,0**	**-780,8**	**-2 287,1**	**27,6**	**-2 259,5**
60611	Achats de fournitures non stockables - Eau	38,8		38,8	53,1		53,1	39,8		39,8	131,8		131,8
60612	Achats de fournitures non stockables - Electricité	-148,0		-148,0	-1 170,5		-1 170,5	-524,8		-524,8	-1 843,3		-1 843,3
60613	Achats de fournitures non stockables - Gaz	1,0		1,0	112,3		112,3	80,9		80,9	194,2		194,2
60614	Achats de fournitures non stockables - Carburants & Lubrifiants	31,6	3,0	34,7	4,9	3,9	8,8	-10,7	4,0	-6,7	25,8	11,0	36,8
60615	Achats de fournitures non stockables - Combustible & Chauffage	-23,8		-23,8	-348,7		-348,7	-271,0		-271,0	-643,5		-643,5
6063	Achats de fournitures d'entretien et de petit équipement	-24,6	4,1	-20,7	-102,9	5,3	-97,6	-206,4	5,4	-201,1	-334,1	14,8	-319,3
6064	Achats de fournitures administratives	-1,6	0,1	-1,5	0,3	0,2	0,5	-5,7	0,2	-5,5	-7,0	0,5	-6,5
6065	Achats de produits de traitement	2,4	0,0	2,4	108,6	0,0	108,7	136,1	0,0	136,2	247,2	0,1	247,3
6068	Autres matières et Fournitures	1,4	0,3	1,7	-30,3	0,4	-29,9	-29,2	0,4	-28,8	-58,2	1,1	-57,1
607	**Achats de marchandises**												
608	**Frais Accessoires d'achats**	**3,6**	**0,1**	**3,7**	**3,8**	**5,4**	**9,2**	**2,7**	**1,9**	**4,7**	**10,1**	**7,4**	**17,6**
609	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats**												
61 -	**SERVICES EXTERIEURS**	**1 372,9**	**19,3**	**1 392,1**	**99,8**	**15,4**	**114,4**	**-611,5**	**14,8**	**-596,7**	**860,3**	**49,5**	**909,8**
611	**Sous-traitance générale**	**733,1**	**7,4**	**740,5**	**147,8**	**8,4**	**156,2**	**-65,5**	**6,9**	**-58,6**	**815,4**	**22,6**	**836,0**
6111	Sous-traitance générale liée à des prestations de travaux administratifs	0,3		0,3	0,3		0,3	0,3		0,3	0,9		0,9
6112	Sous traitance Interne Lyonnaise des Eaux	471,6	5,3	477,0	127,4	6,9	134,3	-58,4	7,0	-51,4	540,6	19,2	559,8
6114	Sous-traitance liée à l'informatique	261,2	2,0	263,3	20,1	1,5	21,6	-7,4	-0,1	-7,5	273,9	3,4	277,3
612	**Redevances de crédit-bail**	**99,5**	**4,0**	**103,5**	**37,6**	**5,1**	**42,7**	**75,6**	**5,2**	**80,8**	**212,7**	**14,3**	**227,0**
6122	Crédit Bail immobilier												
6125	Crédit Bail mobilier	99,5	4,0	103,5	37,6	5,1	42,7	75,6	5,2	80,8	212,7	14,3	227,0
613	**Locations, droits de passage et servitudes diverses**	**-108,1**	**-1,7**	**-109,8**	**-87,8**	**-10,7**	**-98,5**	**-280,4**	**-9,8**	**-290,2**	**-476,3**	**-22,2**	**-498,5**
6132	Locations immobilières	10,4	0,0	10,4	-11,8	0,0	-11,8	-9,2	0,0	-9,2	-10,7	0,1	-10,6
61351	Loyer matériel et mobilier de bureau	37,6	4,9	42,5	-4,2	0,2	-4,0	-8,2	4,3	-3,9	25,1	9,4	34,6
61352	Location, crédit bail véhicules	-156,1	-6,7	-162,7	-71,7	-10,9	-82,6	-263,0	-14,2	-277,1	-490,7	-31,7	-522,5
614	**Charges locatives et de copropriété**	**0,9**		**0,9**				**0,2**		**0,2**	**1,1**		**1,1**
615	**Entretien et réparations**	**712,5**	**8,8**	**721,3**	**137,0**	**11,4**	**148,3**	**-178,1**	**11,4**	**-166,7**	**671,4**	**31,6**	**702,9**
	Sous-traitance liée au process												
6152211	Evacuation des Boues d'usines (Transport + Traitement)				149,9		149,9	17,4		17,4	167,4		167,4
6152212	Evacuation déchets de prétraitement	-13,8	0,0	-13,8	99,3	0,0	99,3	-8,1	0,0	-8,1	77,3	0,0	77,3
6152213	Evacuation des déchets de réseau	6,9		6,9				-159,5		-159,5	-152,6		-152,6
6152214	Evacuation des DIB et tri sélectif	3,3	0,0	3,4	-3,7	0,0	-3,7	-0,9	0,0	-0,9	-1,3	0,1	-1,2
6152215	Evacuation des déchets de laboratoire	1,3	0,1	1,4	-14,2	0,1	-14,1	-6,5	0,1	-6,4	-19,5	0,4	-19,1
	Sous-traitance liée l'entretien technique												
615511	Entretien & Réparation de matériel Electrique	10,2	0,1	10,3	-18,1	0,1	-18,0	19,9	0,1	20,0	12,0	0,3	12,4
615512	Entretien & Réparation de matériel Electromécanique	6,0	0,1	6,1	2,7	0,1	2,8	-56,5	0,1	-56,4	-47,8	0,3	-47,5
615513	Entretien & Réparation de matériel Hydraulique	6,6	0,0	6,6	14,0	0,0	14,0	11,2	0,0	11,2	31,8	0,1	31,9
615514	Entretien & Réparation de matériel Mécanique	8,3	0,2	8,5	32,9	0,2	33,1	24,7	0,2	25,0	66,0	0,6	66,6
615515	Entretien & Réparation de matériel Thermique	2,3	0,1	2,4	-57,5	0,1	-57,4	-20,0	0,1	-19,9	-75,2	0,3	-74,9
615516	Entretien & Réparation de matériel de laboratoire	8,0	0,4	8,3	-14,8	0,5	-14,3	-2,8	0,5	-2,4	-9,7	1,3	-8,3
615517	Contrôles réglementaires	-5,0	2,3	-2,7	0,5	2,9	3,4	-25,8	2,9	-22,9	-30,3	8,1	-22,2
615518	Entretien & Réparation d'installations diverses	-2,8	0,0	-2,8	59,0	0,0	59,0	49,4	0,0	49,4	105,5	0,1	105,6
	Sous-traitance liée l'entretien voirie												
615231	Curage de réseaux d'assainissement	321,9		321,9	-3,2		-3,2	252,9		252,9	571,6		571,6
615234	Inspection de réseaux	158,3		158,3				77,3		77,3	235,6		235,6
615236	Réparation et Refection de voirie	170,9	0,0	170,9	-66,3	0,0	-66,3	-362,7	0,0	-362,7	-258,1	0,0	-258,1
	Sous traitance liée à l'entretien non technique												
61521	Entretien espaces verts	-58,8	0,0	-58,8	-39,1	0,0	-39,1	12,8	0,0	12,9	-85,1	0,1	-85,0
615228	Entretien des bâtiments	18,5	0,7	19,2	-48,2	0,9	-47,3	-23,3	0,9	-22,3	-53,0	2,5	-50,5
61552	Entretien & Réparation de matériel de transport	70,3	4,5	74,9	45,3	5,9	51,2	27,3	5,9	33,2	142,9	16,3	159,2
61553	Entretien & Réparation de matériel de bureau	-0,1	0,3	0,2	-1,3	0,4	-0,9	-5,0	0,4	-4,6	-6,4	1,1	-5,2
616	**Primes d'assurances**	**13,9**	**0,6**	**14,5**	**-28,8**	**0,8**	**-26,0**	**-23,0**	**0,8**	**-22,2**	**-37,9**	**2,2**	**-35,7**
61611	Primes d'assurances - Responsabilité Civile	6,0		6,0	1,8		1,8	3,3		3,3	11,1		11,1
61612	Primes d'assurances - Véhicules	7,1	0,6	7,7	-7,6	0,8	-6,8	-3,7	0,8	-2,9	-4,2	2,2	-2,0
61613	Primes d'assurances - Constructions	0,8		0,8	-23,0		-23,0	-22,6		-22,6	-44,8		-44,8
61614	Primes d'assurances - Dommages aux biens												
617	**Études et recherches**	**-0,3**		**-0,3**	**-1,7**		**-1,7**	**-18,8**		**-18,8**	**-20,7**		**-20,7**
618	**Services Extérieurs Divers**	**-78,9**	**0,3**	**-78,6**	**-104,9**	**0,4**	**-104,6**	**-121,5**	**0,4**	**-121,2**	**-305,4**	**1,0**	**-304,4**
619	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**												

ETAT COMPARATIF DES COMPTES D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

En K€uros courants

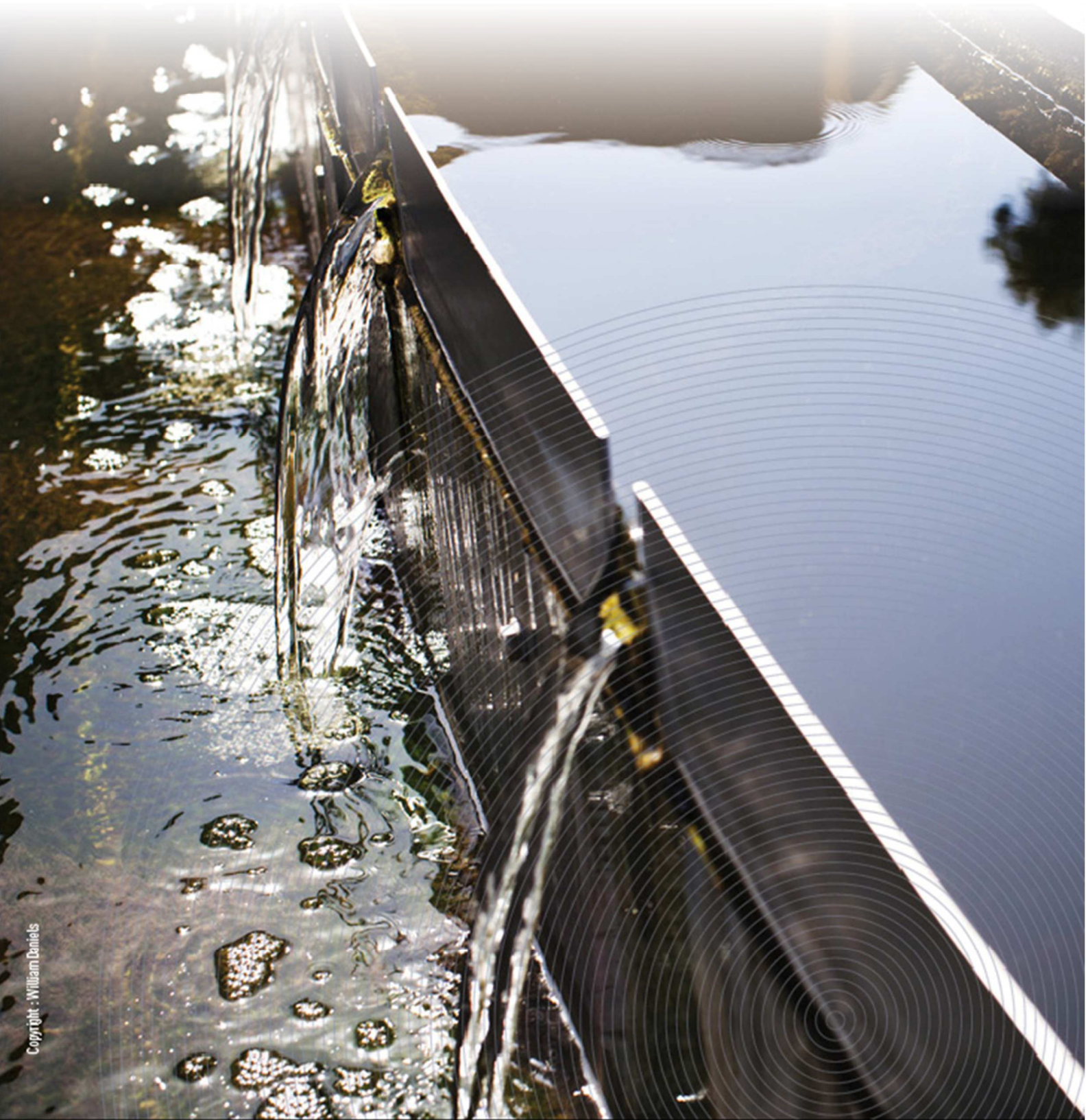
HORS COMPTE DE TIERS

Hors Bilan "Bonus / Malus" sur engagements contractuels

		2016 / Réel vs Prévisionnel											
		Collecte-transport			Traitement			Eaux pluviales			Total		
		C1	C2		C1	C2		C1	C2		C1	C2	
		Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2	Exploitation	Compte de renouvellement	TOTAL C1+C2
62 -	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**109,7**	**7,1**	**116,8**	**-6,4**	**6,8**	**0,3**	**109,2**	**8,1**	**117,4**	**212,6**	**21,1**	**233,7**
621	**Personnel extérieur au service**	**39,5**	**1,1**	**40,5**	**86,5**	**1,9**	**88,4**	**189,5**	**1,6**	**191,1**	**315,5**	**4,5**	**320,0**
6211	Personnel intérimaire	39,5	1,1	40,5	86,5	1,9	88,4	189,5	1,6	191,1	315,5	4,5	320,0
6214	Personnel détaché												
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**	**39,9**	**2,1**	**42,0**	**-22,8**	**2,0**	**-20,8**	**-19,9**	**2,5**	**-17,4**	**-2,8**	**6,6**	**3,8**
623	**Publicité, publications, relations publiques**	**24,4**	**0,1**	**24,5**	**22,4**	**0,1**	**22,5**	**23,8**	**0,1**	**23,9**	**70,7**	**0,3**	**70,9**
624	**Transports de biens et transports collectifs du personnel**	**7,0**	**2,2**	**9,3**	**12,7**	**0,1**	**12,8**	**8,2**	**2,0**	**10,2**	**27,9**	**4,4**	**32,3**
625	**Déplacements, missions et réceptions**	**-10,9**	**1,0**	**-9,9**	**-33,7**	**1,2**	**-32,4**	**-56,1**	**1,3**	**-54,7**	**-100,7**	**3,6**	**-97,1**
6251	Voyages et déplacements	-4,8	0,8	-4,0	-25,4	1,0	-24,4	-41,9	1,0	-40,8	-72,1	2,9	-69,3
6255	Frais de déménagement	2,2	0,1	2,2	1,2	0,1	1,3	1,9	0,1	2,0	5,3	0,2	5,5
6257	Réceptions	-8,2	0,2	-8,1	-9,5	0,2	-9,3	-16,1	0,2	-15,9	-33,8	0,5	-33,3
626	**Frais postaux et de télécommunications**	**-35,0**	**0,4**	**-34,5**	**-25,7**	**0,6**	**-25,1**	**-26,4**	**0,6**	**-25,8**	**-87,1**	**1,5**	**-85,5**
6261	Frais d'affranchissement	-8,9	-0,0	-8,9	-7,9	-0,0	-8,0	-23,1	-0,0	-23,2	-39,9	-0,1	-40,1
6262	Frais de télécommunications	-37,7	0,0	-37,7	-22,1	0,0	-22,1	-12,1	0,0	-12,1	-72,0	0,0	-72,0
6264	Liaisons spécialisées d'Exploitation	11,6	0,5	12,1	4,4	0,6	5,0	8,8	0,6	9,5	24,9	1,7	26,6
627	**Services bancaires et assimilés**	**1,7**		**1,7**	**1,8**		**1,8**	**2,2**		**2,2**	**5,7**		**5,7**
628	**Divers**	**62,9**	**0,1**	**63,0**	**-25,8**	**0,1**	**-25,8**	**14,4**	**0,1**	**14,5**	**51,5**	**0,2**	**51,7**
6281	Concours Cotisation	8,0	0,0	8,0	8,3	0,0	8,3	10,3	0,0	10,3	26,5	0,1	26,6
6282	Gardiennage	1,4		1,4	13,9		13,9	6,5		6,5	21,8		21,8
6283	Nettoyage des locaux	-0,3		-0,3	-27,8		-27,8	-28,8		-28,8	-56,8		-56,8
6284	Frais de recrutement Salariés												
6285	Redevances pour occupation du domaine public et Collectivités	53,8	0,0	53,8	-20,2	0,0	-20,2	26,5	0,0	26,5	60,0	0,1	60,1
629	**Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**	**-19,8**		**-19,8**	**-21,8**		**-21,8**	**-26,6**		**-26,6**	**-68,2**		**-68,2**
63 -	**IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES**	**82,2**	**-5,1**	**77,0**	**-413,4**	**-10,9**	**-424,3**	**-293,9**	**-13,6**	**-307,5**	**-625,1**	**-29,7**	**-654,9**
631	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)**	**6,8**	**-0,4**	**6,4**	**-2,9**	**-0,9**	**-3,9**	**-4,3**	**-1,2**	**-5,5**	**-0,4**	**-2,6**	**-3,0**
6312	Taxe d'apprentissage	6,8	-0,4	6,4	-2,9	-0,9	-3,9	-4,3	-1,2	-5,5	-0,4	-2,6	-3,0
6318	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations												
633	**Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**	**49,1**	**-4,3**	**44,8**	**-32,1**	**-8,7**	**-40,7**	**-48,0**	**-10,8**	**-58,8**	**-31,0**	**-23,7**	**-54,7**
6331	Versement de transport	22,7	-1,2	21,5	-7,0	-2,6	-9,7	-10,2	-3,3	-13,5	5,5	-7,2	-1,6
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	-32,4	-3,9	-36,3	-45,3	-6,4	-51,7	-70,9	-7,6	-78,5	-148,5	-17,9	-166,5
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction	4,7	-0,3	4,5	-1,8	-0,6	-2,4	-2,6	-0,8	-3,4	0,3	-1,7	-1,3
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage												
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	53,9	1,1	55,1	22,1	0,9	23,0	35,7	0,9	36,6	111,7	3,0	114,7
635	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)**	**36,0**	**0,1**	**36,1**	**-351,5**	**0,2**	**-351,3**	**-207,7**	**0,2**	**-207,6**	**-523,2**	**0,5**	**-522,7**
63511	CFE / CVAE	32,7		32,7	-353,8		-353,8	-209,3		-209,3	-530,4		-530,4
63512	Taxes foncières												
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés	-0,8	0,1	-0,7	-1,5	0,1	-1,3	-3,1	0,1	-3,0	-5,3	0,3	-5,0
63515	Taxes sur enlèvements Ordures Ménagères	2,5		2,5	3,1		3,1	3,4		3,4	9,0		9,0
63518	Autres impôts locaux	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,2
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables (organic...)												
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,2		0,2	0,2		0,2	0,2		0,2	0,5		0,5
6358	Autres droits	1,3	0,1	1,3	0,5	0,1	0,6	1,0	0,1	1,0	2,7	0,2	2,9
637	**Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**	**-9,7**	**-0,7**	**-10,3**	**-27,0**	**-1,4**	**-28,4**	**-33,9**	**-1,8**	**-35,7**	**-70,5**	**-3,9**	**-74,5**
6371	Contribution Sociale de solidarité	-9,7	-0,7	-10,3	-27,0	-1,4	-28,4	-33,9	-1,8	-35,7	-70,5	-3,9	-74,5
64 -	**CHARGES DE PERSONNEL**	**1 667,3**	**-102,4**	**1 565,1**	**-666,8**	**-217,3**	**-884,1**	**-966,3**	**-273,2**	**-1 239,5**	**34,3**	**-593,1**	**-558,8**
641	**Rémunérations du personnel**	**1 180,1**	**-65,3**	**1 114,8**	**-411,0**	**-141,2**	**-552,2**	**-586,5**	**-177,8**	**-764,3**	**182,6**	**-384,3**	**-201,7**
6411	Salaires, appointements	1 048,0	-68,4	979,6	-479,3	-144,7	-624,0	-694,2	-181,7	-875,9	-125,5	-394,8	-520,3
6414	Provision de Primes et Intéressement	122,6	3,4	126,0	64,4	3,7	68,1	101,7	4,2	105,8	288,7	11,3	299,9
6418	Provision pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	9,5	-0,2	9,3	4,0	-0,3	3,7	6,1	-0,3	5,8	19,5	-0,8	18,8
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**	**457,3**	**-35,0**	**422,2**	**-243,9**	**-71,9**	**-315,8**	**-361,2**	**-90,0**	**-451,2**	**-147,9**	**-197,0**	**-344,8**
6451	Cotisations à l'URSSAF	271,3	-19,4	251,9	-135,0	-40,4	-175,4	-198,4	-50,7	-249,0	-62,0	-110,4	-172,5
6452	Cotisations aux mutuelles	44,8	-2,2	42,6	-12,1	-4,9	-17,0	-17,4	-6,2	-23,6	15,4	-13,3	2,1
6453	Cotisations aux caisses de retraites	92,0	-10,3	81,8	-81,0	-20,2	-101,2	-122,2	-25,2	-147,4	-111,1	-55,7	-166,8
6454	Cotisations aux ASSEDIC	45,3	-2,8	42,6	-17,9	-5,9	-23,8	-26,0	-7,4	-33,4	1,5	-16,1	-14,6
6457	Provisions de cotisations sur Primes et Intéressement	-1,4	-0,3	-1,7	-0,2	-0,3	-0,5	-0,7	-0,3	-1,1	-2,3	-1,0	-3,3
6458	Provision de cotisations pour Congès Payés, RTT, Heures à récupérer	5,2	-0,1	5,1	2,2	-0,1	2,0	3,3	-0,2	3,2	10,7	-0,4	10,3
647	**Autres charges sociales**	**30,1**	**-2,1**	**28,0**	**-11,8**	**-4,3**	**-16,1**	**-18,6**	**-5,4**	**-24,0**	**-0,2**	**-11,8**	**-12,1**
6472	Versements aux comités d'entreprise	13,4	-0,7	12,7	-4,4	-1,6	-6,0	-6,5	-2,0	-8,5	2,5	-4,4	-1,8
6475	Médecine du travail, pharmacie	4,4	-0,1	4,3	0,8	-0,3	0,5	1,1	-0,3	0,8	6,3	-0,7	5,7
6478	Autres charges sociales diverses	12,3	-1,3	11,0	-8,1	-2,5	-10,6	-13,2	-3,1	-16,3	-9,1	-6,8	-15,9
648	**Autres charges de personnel**												
65 -	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**-47,3**	**25,0**	**-22,3**	**-58,5**	**82,0**	**23,5**	**88,9**	**49,7**	**138,6**	**-17,1**	**156,7**	**139,5**
651	**Redevances pour concessions, brevets, licences etc...**												
654	**Pertes sur créances irrécouvrables**	**-56,1**		**-56,1**	**-65,1**		**-65,1**	**0,1**		**0,1**	**-121,1**		**-121,1**
656	**VNC des immobilisations cédées DCE**		**25,0**	**25,0**		**82,0**	**82,0**	**80,1**	**49,7**	**129,8**	**80,1**	**156,7**	**236,8**
658	**Charges diverses de gestion courante**	**8,6**		**8,6**	**6,6**		**6,6**	**8,7**		**8,7**	**23,9**		**23,9**
66 -	**CHARGES FINANCIERES**	**1,0**		**1,0**	**1,1**		**1,1**	**1,3**		**1,3**	**3,4**		**3,4**
661	**Charges d'intérêts**	**1,0**		**1,0**	**1,1**		**1,1**	**1,3**		**1,3**	**3,4**		**3,4**
666	**Pertes de change**												
668	**Autres charges financières**												
67 -	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**0,4**		**0,4**							**0,4**		**0,4**
671	**Charges Exceptionnelles sur opération de gestion courante**	**0,2**		**0,2**							**0,2**		**0,2**
675	**Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés**	**0,1**		**0,1**							**0,1**		**0,1**
678	**Autres charges exceptionelles**												
68 -	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**	**224,6**	**437,4**	**662,0**	**303,3**	**292,2**	**595,5**	**-73,1**	**-30,9**	**-104,0**	**454,8**	**698,7**	**1 153,5**
681	**Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation**	**224,6**	**437,4**	**662,0**	**303,3**	**292,2**	**595,5**	**-73,1**	**-30,9**	**-104,0**	**454,8**	**698,7**	**1 153,5**
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	-47,5	951,7	904,2	7,3	1 254,5	1 261,7	-95,3	1 247,2	1 151,9	-135,5	3 453,3	3 317,8
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	25,9		25,9				19,9		19,9	45,9		45,8
68156	Dotations aux provisions pour renouvellement		-514,3	-514,3		-962,3	-962,3		-1 278,1	-1 278,1		-2 754,6	-2 754,6
6817	Provision pour dépréciation sur Actifs circulants - Stocks et créances	246,3		246,3	296,1		296,1	2,2		2,2	544,6		544,6
686	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**												
687	**Dotations aux amortissements et provisions - charges financières**												

	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**-3 379,5**	**-349,1**	**-3 728,6**	**1 617,2**	**-179,2**	**1 438,0**	**1 831,7**	**231,4**	**2 063,1**	**69,4**	**-296,8**	**-227,5**

8 | annexes



8 - LES ANNEXES

1 - LA SYNTHESE REGLEMENTAIRE 402

1.1 REGLES COMMUNES AUX MARCHES PUBLICS ET AUX DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC 402

1.2 DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC 403

1.3 GESTION DES SERVICES D'EAU ET ASSAINISSEMENT ... 411

1.4 ENVIRONNEMENT 413

1.5 DROIT DE LA CONSOMMATION 418

2 - ANNEXES COMPLEMENTAIRES 419

2.1 LE BILAN SOCIAL 419

2.2 LES TEMPS DE FONCTIONNEMENT DES STATIONS DE RELEVAGE 419

2.3 L'INVENTAIRE DES REJETS NON DOMESTIQUES 419

2.4 LES VOLUMES ET FLUX DES INDUSTRIELS CONVENTIONNES ET LEURS TAUX DE CONFORMITE 419

2.5 LA LISTE DES INSPECTIONS TELEVISEES REALISEES PAR LA SGAC 420

2.6 LE DETAIL DES INCIDENTS SUR LE RESEAU 423

2.7 LA LISTE DES DEGATS DE TIERS 423

2.8 LA LISTE DE PROPOSITIONS DE TRAVAUX PRIORITAIRES 423

2.9 PROGRAMME DES RENOUVELLEMENTS 2017 423

2.10 JUSTIFICATIONS DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT 2016 423

2.11 LISTE EXHAUSTIVE DU RENOUVELLEMENT 2016 423

2.12 INVENTAIRES A, B ET C 423

2.13 LE BILAN DES ACHATS 423

2.14 LA LISTE DES RAPPORTS PERIODIQUES ET ETUDES SPECIFIQUES 424

2.15 BILAN DES PARTICIPATIONS AUX ETUDES R&D 428

2.16 LA LISTE DES CONVENTIONS DE LA SGAC 428

2.17 LA LISTE DES CONVENTIONS DE SERVITUDES DE LA SGAC 429
2.18 ETAT ESTHETIQUE DES STATIONS DE RELEVAGE 429
2.19 RAPPORT ANNUEL DU LYRE 2016 429

1 - LA SYNTHESE REGLEMENTAIRE

1.1 REGLES COMMUNES AUX MARCHES PUBLICS ET AUX DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

REGLES COMMUNES AUX MARCHES PUBLICS ET AUX DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

❖ FACTURATION ELECTRONIQUE

> Decret du 2 novembre 2016 relatif au developpement de la facturation electronique

Le décret du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique a été publié au Journal officiel du 4 novembre 2016. Comme le prévoit l'ordonnance du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique, à partir du 1er janvier 2017 pour les contrats signés ou en cours d'exécution, la facturation électronique est obligatoire pour les grandes entreprises, titulaires d'un contrat public ou intervenant au contrat en tant que sous-traitants admis au paiement direct. L'obligation de recourir à la facturation électronique sera progressivement étendue à toutes les entreprises, en fonction de leur taille, pour une généralisation du dispositif en 2020 (entreprises de taille intermédiaire : 2018 ; PME : 2019 : TPE : 2020).

Le décret précise que les factures électroniques devront obligatoirement être déposées, transmises et réceptionnées par le biais de l'application Chorus Pro, exceptées pour les factures classées secret défense au sens de l'article 413-9 du code pénal. Si la facture est transmise en dehors de l'utilisation du portail, l'acheteur public devra informer son cocontractant de l'obligation d'utiliser Chorus Pro.
Le décret indique que la facture électronique doit comporter les mentions suivantes :
« 1° La date d'émission de la facture ;
2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires »
Le point de départ du délai de paiement correspond à *« la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur »*. Cette date peut varier selon la transmission au sein du portail Chorus Pro :
« 1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture et, pour les autres pouvoirs adjudicateurs, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée, définie à l'article 2 de la même ordonnance ;

« 2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée. »

❖ CANDIDATURES MARCHES PUBLICS ET CONCESSIONS – ATTESTATIONS

> Arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession

Un arrêté du 25 mai 2016 détermine les moyens de preuve pouvant être présentés par un attributaire pressenti d'un marché public ou d'une concession pour attester qu'il a bien souscrit à ses obligations fiscales et sociales. Il complète les dispositions des nouveaux textes « Marchés publics » et « Concessions » relatifs aux interdictions de soumissionner (cf notamment article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et article 39 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession).

Comme le prévoyait le droit antérieur, les candidats peuvent obtenir, auprès de leur administration fiscale, un certificat attestant du paiement de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la TVA (article 1 de l'arrêté). Quant aux obligations sociales, un certificat sera délivré par les organismes compétents au titre des cotisations de sécurité sociale, assurance vieillesse des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries et des obligations d'emploi des travailleurs handicapés. (article 2).

Cet arrêté du 25 mai 2016 s'applique aux marchés publics et aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel public à la concurrence ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter de sa date d'entrée en vigueur, c'est-à-dire le 2 juin 2016.

❖ REPRISE PROVISOIRE DES RELATIONS CONTRACTUELLES

> Conseil d'Etat, 16 novembre 2016, Société Opale Dmcc, n° 401321

Dans le cadre de la résiliation anticipée d'un contrat de la commande publique, la reprise provisoire des relations contractuelles est possible dès lors que le requérant justifie, d'une part, d'une situation d'urgence et, d'autre part, d'atteintes graves et immédiates que la résiliation litigieuse est susceptible de porter à l'intérêt général, aux intérêts du requérant ou des tiers.

Dans sa décision du 16 novembre 2016, le Conseil d'Etat a précisé quels éléments devraient être pris en compte pour caractériser les atteintes graves et immédiates aux intérêts du requérant. A ce titre, il ne doit pas être seulement pris en compte la perte de revenus du requérant résultant de la décision de résiliation. Cette perte de revenus doit être mise en perspective avec *« sa situation financière et la menace pesant sur sa pérennité, notamment à son chiffre d'affaires global »*.

1.2 DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

❖ TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE EUROPEENE « CONCESSIONS »

> Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession

Publiée le 29 janvier 2016 et suivie de près par son décret d'application, l'ordonnance « Concessions» transpose fidèlement la directive européenne 2014/23/UE du 26 février 2014.

Comme l'ordonnance « Marchés », l'ordonnance « Concessions » poursuit des objectifs de simplification et d'unification, en intégrant dans son champ d'application les concessions de service, exclues du champ d'application des directives de 2004. Il est ainsi mis fin à la dualité existante entre les concessions de travaux, règlementées par l'ordonnance du 15 juillet 2009, et les délégations de service public (DSP), régies par la loi Sapin. Ces dernières deviennent une sous-catégorie des nouveaux contrats de concession, la notion de concession de services étant plus large que la DSP. Toutefois, les délégations de service public gardent un statut particulier et seront assorties de prescriptions spécifiques.

Si le champ d'application de l'ordonnance « Concessions » est donc élargi, les exclusions sont cependant nombreuses, l'ordonnance reprenant l'ensemble des exceptions prévues par la directive 2014/23/UE relatives aux quasi-régies (« in-house ») et à la coopération entre pouvoirs adjudicateurs.
L'eau potable était également exclue du champ d'application de la directive, mais elle est incluse dans le champ d'application de l'ordonnance « Concessions ». En effet, les concessions portant sur le servicepublic de l'eau potable ne peuvent être attribuées qu'après une procédure de publicité et de mise en concurrence.

Cette transposition n'entraine pas de bouleversement des règles internes : si elle pose des obligations de publicité et de mise en concurrence, elle préserve la liberté des autorités concédantes dans leurs négociations et leur choix final, sous réserve du respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

En ce qui concerne les DSP, elle s'inscrit à bien des égards dans la continuité de la loi « Sapin ».

I. Eléments liés à la passation du contrat

- **Les éléments de continuité avec la loi « Sapin »**

L'ordonnance et le décret « Concessions » reprennent en majeure partie les éléments procéduraux prévus par la loi « Sapin ». Les consultations préalables de la Commission des services publics locaux, et, le cas échéant, du Comité mixte paritaire, sont toujours de mise, de même que la délibération préalable sur le choix du mode de gestion. L'intervention de la Commission Sapin, prévue par l'article L.1411-5 du CGCT, demeure identique, celle-ci étant compétente pour :
- ouvrir les plis ;
- examiner les candidatures ;
- dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- établir un rapport présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat ;
- émettre un avis sur les offres analysées ;

Enfin, à l'issue des négociations, l'obligation de saisine de l'assemblée délibérante par l'exécutif est maintenue. Ce dernier lui transmet un rapport exposant les motifs de son choix, et l'assemblée se prononce sur le choix du concessionnaire. La seule différence est que le président de la commission a désormais la faculté d'inviter le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence, alors qu'il s'agissait auparavant d'une obligation.

- **Les dispositions nouvelles**

L'ordonnance et le décret « Concessions » distinguent deux procédures : la procédure « simple » et la procédure « formalisée ».
Leur champ d'application dépend de la valeur globale hors taxe du contrat de concession et du secteur concerné:
- La procédure formalisée s'applique aux contrats d'un montant global HT supérieur ou égal à 5 225 000 euros ;
- La procédure simplifiée s'applique :
  . aux contrats d'un montant global HT inférieur au seuil européen de 5 225 000 euros ;
  . quel que soit leur montant, aux concessions passées dans certains secteurs spéciaux dont l'eau potable ;

S'agissant des concessions relatives au service public de l'assainissement, la procédure simplifiée s'appliquera pour les concessions passées par une entité adjudicatrice exerçant une activité de réseau liée au service d'eau potable. Dans les autres cas de figure, la procédure sera à déterminer en fonction de la valeur globale de la convention.

Les deux procédures présentent un socle commun en ce qu'elles reprennent les éléments de procédure issus de la loi Sapin présentés ci-dessus. Toutes deux prévoient en outre que l'avis de concession doit être publié sur le profil acheteur de l'autorité concédante et selon un modèle type. La procédure formalisée ajoute à cela certaines contraintes, à savoir :
- la mise en place de délais minimaux pour la réception des candidatures et des offres ;
- une publication hiérarchisée des critères d'attribution ;

- l'information motivée des candidats et soumissionnaires non retenus ;
- une publicité européenne obligatoire au début et à l'issue de la procédure.

En ce qui concerne les négociations, elles restent librement organisées par la collectivité. Leurs modalités doivent toutefois être précisées dans le document de consultation.

II. <u>Eléments liés à l'exécution du contrat</u>

- **Durée**

L'ordonnance « *Concessions* » reprend une formule très proche du droit antérieur, puisqu'elle dispose simplement que « *les contrats de concessions sont limités dans leur durée* » et que celle-ci « *est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire* ».

Toutefois, le décret « *Concessions* » précise que les contrats d'une durée supérieure à cinq ans doivent être justifiés par la nécessité d'amortir les investissements ou travaux de renouvellement, et ne doivent pas excéder « *le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat* ».

Les textes reprennent, en matière d'eau potable et d'assainissement, le principe suivant lequel l'avis du DDFIP doit être sollicité pour les concessions d'une durée supérieure à 20 ans (article 34 de l'ordonnance).

- **Modifications du contrat en cours d'exécution (possibilité de procéder par avenant)**

Le décret « *Concessions* » prévoit les cas de figures dans lesquels un contrat pourra être modifié par avenant.

De manière synthétique, il peut être signalé que les modifications non substantielles du contrat sont autorisées, étant précisé que les augmentations, le cas échéant cumulées, inférieures à 10% du montant du contrat et à 5 225 000 euros HT ne sont jamais substantielles.

Des augmentations de 50% *maximum* par avenant sont également autorisées dans des cas exceptionnels (sujétions imprévues et services ou travaux supplémentaires).

Le contrat peut en outre prévoir, dès l'origine et sans limitation de montant, sous la forme de clauses de réexamen claires et précises, des modifications à venir.

Enfin, un changement de contractant est possible en application d'une clause de réexamen ou en cas de restructuration du concessionnaire initial.

- **Indemnisation des frais financiers en cas de résiliation**

En cas d'annulation, résiliation ou résolution de la convention par le juge, l'ordonnance prévoit que le concessionnaire pourra prétendre à l'indemnisation des dépenses qu'il a engagées conformément au contrat dès lors qu'elles ont été utiles à l'autorité concédante, y compris les frais liés au financement du contrat.

- **Occupation du domaine public**

On notera pour finir que l'ordonnance lie directement le régime des concessions à celui des autorisations d'occupation du domaine public, la convention de concession valant autorisation d'occupation. La convention peut également prévoir l'octroi de droits réels sur les ouvrages et équipements réalisés.

❖ LOI POUR UNE REPUBLIQUE NUMERIQUE

> Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique

La loi pour une République numérique a été publiée le 8 octobre 2016. Les dispositions les plus importantes concernant les concessions de service public sont les suivantes :

- Obligation pour le concessionnaire de fournir aux collectivités les données et bases de données indispensables à l'exécution du service en vue notamment de leur mise à disposition à titre gratuit à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux ;
- Obligation de communiquer au public les codes sources utilisés dans le cadre du service public sous réserve du secret industriel et commercial ;

- Obligations de transparence concernant les traitements algorithmiques mis en œuvre dans le cadre du service public ;
- Obligations très larges de publication des documents en lien avec le service public.

❖ MODELE D'AVIS POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE CONCESSION

> Arrêté du 21 mars 2016 fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

L'arrêté a été pris sur le fondement de l'article 14 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, dit décret « *Concessions* ». Il détermine le contenu de l'avis de concession devant être publié dans le cadre de la procédure « *simplifiée* ».

Pour rappel, conformément à l'article 10 du décret « *Concessions* », les contrats éligibles à la procédure « *simplifiée* » sont ceux dont la valeur est inférieure ou égale au seuil européen (5 225 000 € HT) ou qui ont pour objet l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable.

L'article 2 de l'arrêté précise notamment qu'il n'est pas obligatoire de renseigner l'ensemble des rubriques du modèle européen pour les contrats relevant de l'article 10 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, dont le seuil est inférieur ou égal au seuil européen ou qui ont pour objet l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable. Seules les rubriques mentionnées à l'article 1 de l'arrêté devront être renseignées :

- Nom et adresses
- Communication
- Intitulé
- Description des prestations
- Critères d'attribution
- Conditions de participation
- Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

Les rubriques qui ne seront pas renseignées dans l'avis de publicité ne seront pas facturées à la personne publique.

L'arrêté est entré en vigueur le 1er avril 2016 et s'applique depuis cette date aux contrats pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication.

❖ POSSIBILITE DE CONCLURE UNE DSP PROVISOIRE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE EN CAS D'URGENCE

> Conseil d'Etat, 4 avril 2016, Société Caraïbes Développement, n°396191

Le Conseil d'Etat a précisé que la conclusion d'un contrat provisoire de délégation de service public est possible, sans procédure de publicité et de mise en concurrence, si trois conditions cumulatives sont réunies :

- **L'urgence**, caractérisée par l'impossibilité imprévisible, soudaine et extérieure à la volonté de la personne publique, de faire poursuivre l'exécution du service public par son cocontractant ou par elle-même.
- **Un motif d'intérêt général** tenant à la continuité du service public ;
- **Une durée du contrat provisoire** ne dépassant pas le délai nécessaire à la mise en œuvre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence en bonne et due forme ou pour organiser les conditions de la reprise du service en régie.

❖ POSSIBILITE DE CONCLURE UNE DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC MULTISERVICES

> Conseil d'Etat, 21 septembre 2016, Communauté urbaine du Grand Dijon, n° 399656 et n° 399699

Par un arrêt du 21 septembre 2016, le Conseil d'Etat a apporté une précision importante quant au périmètre d'une délégation de service public en considérant qu'une collectivité pouvait déléguer la gestion de plusieurs services « connexes » au sein d'un seul et unique contrat.

Le Conseil d'Etat juge ainsi que « ***qu'aucune disposition législative ni aucun principe général n'impose à la collectivité publique*** *qui entend confier à un opérateur économique la gestion de services dont elle a la responsabilité* ***de conclure autant de conventions qu'il y a de services distincts ; qu'elle ne saurait toutefois,*** *sans méconnaître les impératifs de bonne administration ou les obligations générales de mise en concurrence qui s'imposent à elle,* ***donner à une délégation un périmètre manifestement excessif ni réunir au sein de la même convention des services qui n'auraient manifestement aucun lien entre eux.*** »

Les deux limites sont donc les suivantes :
- la délégation ne doit pas avoir un périmètre excessif ;
- la délégation ne doit pas réunir en son sein des services qui n'ont aucun lien entre eux.

❖ QUALIFICATION ET INDEMNISATION DES BIENS RETOUR : LES BIENS DETRUITS EN COURS DE CONTRAT RESTENT DES BIENS DE RETOUR MEME S'ILS SONT DEVENUS TECHNOLOGIQUEMENT INUTILES

> Conseil d'Etat, 26 février 2016, Syndicat mixte de chauffage urbain la Défense, n°384424

Au cours d'un contrat de concession, certains ouvrages avaient été détruits par une explosion, et seulement partiellement reconstruits. En fin de contrat, la personne publique concédante a saisi le juge pour être indemnisée de la valeur des biens détruits : en tant que biens de retour, ces derniers auraient en effet dû lui revenir gratuitement en fin de contrat.

La problématique était double :
- d'une part, la destruction des biens en cours de contrat, et leur reconstruction seulement partielle, qui privait l'autorité concédante de biens dont elle aurait normalement dû devenir propriétaire ;
- d'autre part, le fait que ces biens étaient devenus inutiles au service public du fait des avancées technologiques posait la question de savoir s'ils devaient malgré tout être indemnisés.

Dans un premier temps, le Conseil d'Etat a rappelé sa jurisprudence *Commune de Douai* (CE, 21 décembre 2012, n° 342788), aux termes de laquelle sont qualifiés de biens de retour tous les biens nécessaires au fonctionnement du service public. En conséquence, ces biens doivent en principe faire retour gratuitement à la personne publique en fin de contrat s'ils ont été amortis.

Concernant le caractère inutile des biens, le Conseil d'Etat a jugé que cela n'avait aucune incidence sur leur qualification de biens de retour, puisqu'ils ont été utiles au fonctionnement du service public à un moment donné. Le seul moyen de déroger à la règle du retour gratuit est d'inscrire une clause au contrat prévoyant expressément la reprise par le concessionnaire des biens perdant leur caractère nécessaire au service public.

Concernant l'indemnisation des biens détruits, le Conseil d'Etat a précisé qu'il importait alors de rechercher si le concédant avait entendu, au titre de ses pouvoirs dans l'exécution du contrat, renoncer à la reconstitution de ces biens.

❖ INDEMNISATION DES FRAIS FINANCIERS EN CAS DE RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

> Conseil d'Etat, 11 mai 2016, Commune de Bordeaux, n° 383768

Dans une affaire relative à l'indemnisation du cocontractant suite à la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de partenariat du stade de Bordeaux, le Conseil d'Etat a expressément reconnu le caractère utile des frais financiers exposés par le titulaire du contrat.
A priori, lesdits frais financiers incluent les intérêts mais aussi les coûts de rupture ou de décalage des instruments de couverture de taux.

Il semble donc que le coût du financement des investissements puisse compter au titre du préjudice subi par le titulaire, de sorte qu'il pourrait prétendre en être indemnisé suite à la résiliation pour motif d'intérêt général.

Le principe ainsi posé rejoint la règle résultant de l'article 56 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, qui vise le cas d'annulation, de résolution ou de résiliation du contrat par le juge faisant suite au recours d'un tiers. Le principe est également posé pour les marchés de partenariat à l'article 39 de la loi « *Sapin II* », modifiant l'article 89 de l'ordonnance « *Marchés publics* ». Dans ces deux cas, en cas de résolution ou de résiliation du contrat, suite au recours d'un tiers, le titulaire du marché peut obtenir une indemnisation des dépenses utiles à l'acheteur, y compris les dépenses liées au financement.

MARCHES PUBLICS

❖ ORDONNANCE N° 2015-899 DU 23 JUILLET 2015 RELATIVE AUX MARCHES PUBLICS

1°/ Décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés
2°/ Modification de l'ordonnance par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Loi Sapin II»

Les décrets d'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ont été publiés le 25 mars 2016 (**1°**). Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 concerne tous les marchés publics soumis à l'ordonnance, tandis que le décret n° 2016-361 du même jour régit les marchés de défense et de sécurité.
Le décret d'application relatif à l'ensemble des marchés publics est entré en vigueur au 1er avril 2016 et s'applique à l'ensemble des marchés publics pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel à la concurrence a été envoyé à compter de cette date.

Le législateur est venu par la suite modifier l'ordonnance « Marchés » à l'occasion de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Loi Sapin II » (**2°**).
Les dispositions de la loi dite « Sapin II » ne sont applicables qu'aux marchés pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel à la concurrence a été envoyé à la publication à compter du 10 décembre 2016.

1°/ Dispositions du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés

Les dispositions du décret « Marchés » ne sont applicables qu'aux marchés pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel à la concurrence a été envoyé à la publication à compter du 1er avril 2016.
Préparation du marché public

« ***Sourçage*** » – Le texte consacre la pratique du « *sourçage* » (article 4 du décret) en prévoyant des échanges et des études préalables avec les opérateurs économiques en amont de la passation d'un marché public. L'acheteur peut effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet et de ses exigences dès lors que cette étape ne fausse pas la concurrence et l'égalité de traitement des candidats.

Marchés publics réservés – S'agissant des marchés publics réservés, le texte fixe la proportion minimale de travailleurs handicapés ou défavorisés employés par les opérateurs économiques pouvant en bénéficier à hauteur de 50% de leurs effectifs (article 13 du décret).

- **Passation**

Délai de réception des offres – Les délais de réception des candidatures et des offres sont réduits :
- pour les appels d'offres ouverts, le délai passe de 52 à 35 jours, et peut être ramené à 30 jours si les offres sont présentées par voie électronique ;
- pour les appels d'offres restreints, les procédures concurrentielles avec négociation, et de dialogue compétitif, ce délai est porté à 30 jours ;
- pour les procédures négociées avec mise en concurrence préalable, il n'est que de 15 jours.

Ces délais constituent des minima que les collectivités doivent adapter en fonction de la complexité du marché et du temps nécessaire aux opérateurs pour préparer leur candidature et leur offre.

Régularisation des offres irrégulières – Les acheteurs se voient reconnaître la faculté de demander une régularisation d'une offre irrégulière et/ou inacceptable. Dans les procédures d'appel d'offres et les procédures adaptées sans négociation, seules les offres irrégulières peuvent bénéficier d'une régularisation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Dans les autres procédures, cette régularisation peut concerner aussi bien l'offre irrégulière que celle inacceptable, mais là encore à condition que l'irrégularité ne tienne pas au fait que l'offre soit anormalement basse.

- **Exécution**

Modification du marché en cours d'exécution – Les règles de modifications du marché en cours d'exécution sont très proches de celles applicables aux contrats de concession. On retrouve ainsi les mêmes trois hypothèses principales, à savoir :
- l'autorisation sans limitation de montant des modifications résultant de clauses de réexamen claires, précises et sans équivoque ;
- l'autorisation des modifications inférieures aux seuils européens publiés au JORF et à 10% du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15% du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux ;
- l'autorisation des modifications non substantielles ;
- l'autorisation, dans une limite de 50% maximum du montant du marché, des modifications pour sujétions imprévues et prestations supplémentaires devenues nécessaires ;

2°/ Modifications apportées par la loi dite « *Loi Sapin II* » du 9 décembre 2016

- **Passation**

Suppression de l'obligation de recourir à une évaluation préalable – L'ordonnance marchés prévoyait l'obligation de recourir à une évaluation préalable, ayant « *pour objet de comparer les différents modes envisageables de réalisation du projet* » avant le lancement de la procédure, pour les marchés d'un montant supérieur à 100 millions d'euros H.T. La loi Sapin II supprime cette obligation, exceptée pour les marchés de partenariat, qui sont encore soumis à une évaluation préalable.

Allotissement – La loi Sapin II impose au pouvoir adjudicateur de motiver sa décision de ne pas allotir un marché.

Suppression de la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

Possibilité d'examiner les offres avant les candidatures en appel d'offres ouvert – Le décret introduit également la possibilité, en appel d'offres ouvert, d'inverser l'examen des candidatures et des offres afin de permettre de ne contrôler que la candidature du soumissionnaire en tête de classement à l'issue de l'examen des offres.

Offres anormalement basses – Le pouvoir adjudicateur est dorénavant soumis à l'obligation de détection en amont, par tout moyen, des offres anormalement basses.

Critères d'attribution – Le décret permet de fixer des critères liés à l'innovation, à l'accessibilité, à la diversité, à la biodiversité, etc. Plus largement, la loi Sapin II prévoit que le pouvoir adjudicateur doit recourir à de multiples critères et non pas à un critère unique lié au prix du marché.

Interdiction de soumissionner des candidats – Dorénavant une déclaration sur l'honneur est une preuve suffisante pour que le candidat atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés dans l'article 45 de l'ordonnance relative aux marchés publics.

Marchés de partenariat – Dès lors que l'acheteur confie la conception des ouvrages au titulaire du marché de partenariat, les conditions d'exécution du marché doivent comprendre l'obligation d'identifier une équipe de maitrise d'œuvre chargée de la conception des ouvrage et du suivi de leur réalisation.

- **Exécution**

Fin anticipée d'un marché de partenariat – En cas de résolution ou de résiliation du marché, suite au recours d'un tiers, le titulaire du marché peut obtenir une indemnisation des dépenses utiles à l'acheteur, y compris les dépenses liées au financement.

❖ RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS JUSTIFICATIFS POUVANT ETRE DEMANDES AUX CANDIDATS AUX MARCHES PUBLICS

> Arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics

L'arrêté du 29 mars 2016 fixe la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats sur le fondement de l'article 50 du décret « *Marchés publics* ».
Il reprend en grande partie l'arrêté du 28 août 2006 qui fixait précédemment cette liste :

- s'agissant de la capacité économique et financière des candidats, l'arrêté de 2016 n'est que la reprise de ce qui était déjà prévu dans l'arrêté du 28 août 2006 : chiffre d'affaire, bilans,… ;
- s'agissant des capacités techniques et professionnelles des candidats, la liste des documents est enrichie par rapport à la version de 2006 : désormais peut notamment être exigée « *l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public* ».

Autre nouveauté à signaler : les certificats de qualité doivent être fondés sur des normes européennes et délivrés par des organismes indépendants.
Pour ne pas porter atteinte à la concurrence, les collectivités doivent également accepter les certificats équivalents délivrés par des organismes établis dans d'autres Etats membres, et les « *mesures équivalentes* » lorsqu'un candidat est dans l'impossibilité d'obtenir les certificats dans les délais.

❖ COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS A LA NOUVELLE REGLEMENTATION « MARCHES PUBLICS »

> Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics

> Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

Deux avis spécifiques aux marchés publics ont été publiés le 27 mars 2016 pour préciser certains points de la nouvelle règlementation :

- l'un est relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse ;
- l'autre est relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

❖ REGULARITE D'UNE OFFRE MECONNAISSANT LE REGLEMENT DE CONSULTATION

> Cour administrative d'appel de Bordeaux, 7 juillet 2016, n° 14BX02425

La cour administrative d'appel de Bordeaux, dans un arrêt du 7 juillet 2016, a rappelé qu'une offre est irrégulière si le soumissionnaire n'apporte pas tous les documents demandés dans le règlement de consultation, excepté le cas où l'absence des documents requis ne présente pas d'utilité dans l'appréciation de l'offre (CE, 22 décembre 2008, n°314244).

En l'espèce, la cour a estimé que si la visite d'un chantier est rendue obligatoire dans le règlement de consultation, le candidat peut ne pas l'effectuer s'il a déjà une connaissance approfondie du site en raison de l'exécution d'un marché antérieur opéré sur le même site, rendant objectivement sans intérêt une nouvelle visite. La cour considère dans ce cas que l'offre n'est pas irrégulière.

1.3 GESTION DES SERVICES D'EAU ET ASSAINISSEMENT

❖ LA PARTICIPATION FINANCIERE A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DANS LE CADRE DE LA CREATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE

> Loi n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées publiques peuvent être soumis à une obligation de participation financière de l'assainissement collectif, au titre des dispositions de l'article L. 1331-1 du code de la santé publique.

Une loi du 8 novembre 2016 est venue préciser qu'en cas de création d'une commune nouvelle, les délibérations concernant les modalités de calcul de cette participation qui étaient en vigueur sur le territoire de chaque ancienne commune sont maintenues au titre de l'année de création de la commune nouvelle.

❖ OBLIGATION DE FAIRE FIGURER LE PRIX DU LITRE D'EAU SUR LA FACTURE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2017

> Arrêté du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

L'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées a été modifié de façon à mieux informer le consommateur sur le coût d'un litre d'eau.

Ainsi, les factures présenteront, d'une part le coût de l'abonnement, d'autre part, le prix du litre d'eau basé sur la seule consommation variable (abonnement exclu).

Cet arrêté modificatif est entré en vigueur le 1er janvier 2017.

❖ LA COMPETENCE « ASSAINISSEMENT » INCLUT LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

> Note d'information relative aux incidences de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République sur l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » par les établissements publics de coopération intercommunale

Une note de la DGCL rappelle que désormais la compétence « *assainissement* » des communautés de communes est globale et non divisible. Auparavant, les communautés de communes pouvait exercer « *tout ou partie* » de la compétence assainissement.

La note précise également que la compétence « *assainissement* » que peuvent exercer les communautés de communes, d'agglomération, urbaines et les métropoles comprend la gestion des eaux pluviales.

Par conséquent, s'agissant de la gestion des eaux pluviales, les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'assainissement « *sont dès à présent tenus d'assurer un service d'évacuation et de traitement des eaux pluviales. Il n'existe qu'une exception, pour les communautés de communes, autorisées jusqu'à la loi NOTRe à n'exercer qu'une partie de la compétence « assainissement »* ».

❖ LIMITATION DE LA PART D'UN SERVICE DELEGUE QUE PEUT FINANCER UNE PETITE COMMUNE

> Conseil d'Etat, 12 février 2016, Associations « Avenir d'Alet » et « Collectif aletois gestion publique de l'eau », n° 375790

L'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics industriels et commerciaux ; seul l'usager doit contribuer au financement de ce service et assurer l'équilibre économique de cette activité. Cette interdiction n'est cependant pas applicable aux services de distribution d'eau et d'assainissement dans les plus petites collectivités dans lesquelles les coûts fixes sont plus difficiles à supporter pour l'usager.

Toutefois, cette dérogation est limitée. Le dernier alinéa de l'article L. 2224-2 précise en effet que « lorsque le service a été délégué, la part prise en charge par le budget propre ne peut excéder le montant des sommes données au délégataire pour sujétions de service public et représenter une part substantielle de la rémunération de ce dernier ».

Dans un arrêt du 12 février 2016, le Conseil d'État précise que cette règle limitative s'applique aux communes de moins de 3 000 habitants. Celles-ci ne peuvent donc pas subventionner un service industriel et commercial délégué au-delà du montant des sommes données au délégataire pour sujétions de service public, la subvention ne devant pas représenter une part substantielle de la rémunération de ce dernier.

❖ LE SOLDE DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE D'UN SPIC NE CONSTITUE PAS UN BIEN DEVANT ETRE TRANSFERE PAR UNE COMMUNE A UN EPCI

> Conseil d'Etat, 25 mars 2016, Commune de la Motte-Ternant, n°386623

A l'occasion d'un transfert de sa compétence « eau » à un syndicat intercommunal, une commune avait mis à disposition de ce dernier l'ensemble des biens meubles et immeubles nécessaires au service public.

Elle souhaitait également transférer à cette occasion le solde (déficitaire) de son budget annexe « eau » au syndicat.

Amené à interpréter les dispositions de l'article L.5211-18 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit que le transfert des compétences entraine celui des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, le Conseil d'Etat a jugé que le solde du compte administratif du budget annexe d'un service public à caractère industriel ou commercial ne constitue pas un bien qui serait nécessaire à l'exercice de ce service public, ni un ensemble de droits et obligations qui lui seraient attachés.

Par conséquent, en l'espèce, le transfert du solde du compte administratif du budget annexe du service « eau » de la commune ne pouvait pas être imposé au syndicat.

❖ QUALIFICATION D'UN « EQUIVALENT LOGEMENT » POUR LA FACTURATION DES PARTS FIXES

> Conseil d'Etat 27 octobre 2016, EURL Société d'exploitation de la maison de retraite d'Agosta Plage (SEMRAP) c/ le Ministère de l'économie et des finances, n° 383501

Par un arrêt du 27 octobre 2016, le Conseil d'Etat indique que les chambres d'un Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) peuvent constituer un équivalent logement et à ce titre faire l'objet d'une part fixe par chambre.
Cela est possible dès lors que le nombre de chambre a une incidence directe sur l'étendue des besoins de l'établissement en matière d'assainissement et d'eau. Ainsi la prise en compte du nombre de chambre au sein de l'établissement est un critère pertinent permettant de garantir le caractère proportionné du montant de la redevance avec le coût du service rendu.
Il est en outre rappelé que la redevance doit « garantir le caractère proportionné de celui-ci avec le coût du service rendu ». Cette solution s'applique au cas d'espèce en matière de redevance d'assainissement et semble transposable aux redevances d'eau.

1.4 ENVIRONNEMENT

EAU POTABLE

❖ CONDITIONS D'AGREMENT DES LABORATOIRES

> Arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation de prélèvements

Un arrêté du 5 juillet 2016 procède à une mise à jour des conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux. La nouvelle liste des laboratoires agréés sera publiée sur le site internet du ministère chargé de la santé ; les agréments en cours restent en vigueur ; l'agrément peut être délivré pour un ou plusieurs paramètres. Il est délivré pour 5 ans maximum. L'ANSES ou l'ASN intervient avec avis préalable selon les paramètres. Le laboratoire doit être accrédité COFRAC ou par un organisme équivalent. Les listes de catégories de prélèvements et de paramètres d'analyses des eaux sont modifiées en annexe, ce qui affecte les laboratoires et le coût de ces analyses.

ASSAINISSEMENT

❖ LA MISE EN CONFORMITE DES OPERATIONS D'IRRIGATION A PARTIR D'EAUX USEES REPORTEE A 2019

> Arrêté du 26 avril 2016 modifiant l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts

Un arrêté interministériel a reporté à 2019 la mise en conformité des installations existantes avec le cadre réglementaire applicable à la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts. Cette mise en conformité était initialement prévue pour le 4 juillet 2016.

Pour rappel, le cadre juridique de l'utilisation des eaux usées traitées est fixé par l'arrêté du 2 août 2010 modifié par l'arrêté du 25 juin 2014.

COMMUN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

❖ ARTICULATION ENTRE LES AUTORISATIONS D'URBANISME ET LES AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

> Ordonnance n°2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement
> Décret n°2016-355 du 25 mars 2016 relatif à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du Code de l'environnement

L'ordonnance relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement et son décret d'application coordonnent les procédures de délivrance des permis de construire, des permis de démolir, des permis d'aménager et des décisions prises sur les déclarations préalables, avec, d'une part, les procédures de déclaration et d'autorisation attachées à la police de l'eau et, d'autre part, les dérogations à l'interdiction d'atteintes aux espèces protégées.

Toutes les autorisations d'urbanisme (permis de construire, d'aménager etc.) seront subordonnées à l'obtention des autorisations environnementales adéquates (police de l'eau notamment)

L'ordonnance insère deux nouveaux articles dans le code de l'urbanisme afin d'introduire un différé d'exécution des autorisations d'urbanisme à la satisfaction des formalités environnementales en matière de police de l'eau et de préservation des espèces protégées. Le décret prévoit en conséquence que le demandeur indique dans sa demande d'autorisation d'urbanisme si son projet est soumis à ce type de formalités.

L'articulation de l'autorisation unique AU-IOTA avec les autorisations d'urbanismes est modifiée

L'obligation de dépôt simultané des demandes d'autorisation d'urbanisme et d'Autorisation Unique - Installations, ouvrages, travaux et activités (« AU-IOTA ») est en particulier supprimée.
Il est également précisé que le différé de travaux à l'obtention de l'AU-IOTA ne concerne pas les permis de démolir. Dès lors que la démolition n'a pas d'incidences sur les intérêts protégés par l'autorisation unique au titre du code de l'environnement ou du code forestier, les permis de démolir peuvent être mis en œuvre sans attendre.

Enfin, l'ordonnance prévoit d'appliquer aux permis d'aménager la disposition dérogatoire du droit commun selon laquelle les permis peuvent être accordés sans attendre l'autorisation de défricher.

❖ PARTICIPATION DU PUBLIC DANS LES DECISIONS A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL

> Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août portant réforme de procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

Une ordonnance du 3 août 2016 vise à renforcer l'effectivité de la participation du public au processus d'élaboration des décisions pouvant avoir une incidence sur l'environnement et à moderniser les procédures de concertation. Le but est de « faire en sorte que le processus d'élaboration des projets soit plus transparent et l'effectivité de la participation du public à cette élaboration mieux assurée ». Elle répond en cela à une insuffisance de transposition de la directive 2014/52/UE relative à l'évaluation environnementale des projets pointée par un avis motivé de la Commission européenne de mars 2015.

Les principaux apports de cette réforme sont les suivants :

Elle vise à favoriser la consultation du public en amont de la décision. Le maître d'ouvrage devra indiquer les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place afin de prendre en compte les enseignements de la concertation (nouvel article L. 121-16 du code de l'environnement). L'initiative de la concertation revient en premier lieu à la personne responsable du plan ou programme ou au maître d'ouvrage du projet, puis à l'autorité compétente le cas échéant. A défaut, un droit d'initiative citoyenne est ouvert au public afin de demander au préfet d'organiser la concertation préalable (nouvel article L. 121-17 du code de l'environnement) mais uniquement pour les projets publics ou privés mobilisant des financements publics importants et soumis à déclaration d'intention.
Le dialogue environnemental est démocratisé en renforçant les procédures destinées à assurer l'information et la participation du public. Les droits conférés au public sont :

1° D'accéder aux informations pertinentes permettant sa participation effective ;
2° De demander la mise en œuvre d'une procédure de participation […];
3° De disposer de délais raisonnables pour formuler des observations et des propositions ;
4° D'être informé de la manière dont il a été tenu compte de ses observations et propositions dans la décision d'autorisation ou d'approbation.

L'accès aux informations pertinentes est un droit de même que le droit de bénéficier de délais raisonnables. Ces délais sont généralement compris entre 15 jours et 3 mois, sachant que le public doit être informé au moins 15 jours à l'avance d'une procédure de participation. Pour les projets, la participation du public permet également le cas échéant de discuter de solutions alternatives.

La dématérialisation de l'enquête publique est généralisée : le nouvel art L. 123-10 du code de l'environnement pose le principe d'une information du public par voie dématérialisée mais l'affichage, et, selon l'importance du projet, la publication locale de l'avis d'enquête publique, restent obligatoires. Le dossier d'enquête publique est mis en ligne mais demeure disponible sur support papier pendant toute la durée de l'enquête. Un accès gratuit au dossier est également garanti par l'accès à un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public (nouvel article L. 123-12 du code de l'environnement). L'avis d'enquête publique informe le public sur l'ensemble des données concernant l'enquête, et notamment les adresses internet et les lieux où le dossier peut être consulté en ligne et sur support papier, ainsi que l'adresse du site internet du registre dématérialisé le cas échéant.

Pour tout autre document ou avis en matière environnementale joint au dossier d'enquête (par exemple une étude d'impact), l'avis indique l'adresse du site internet ainsi que les lieux où ces documents peuvent être consultés. Le public peut faire parvenir ses observations et propositions par courrier électronique au commissaire–enquêteur de façon systématique, et celles-ci sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire (article L. 123-13 I du code de l'environnement).

❖ CARTOGRAPHIE DES COURS D'EAU REPONDANT A LA DEFINITION JURISPRUDENTIELLE DE CETTE NOTION

> Instruction du gouvernement du 3 juin 2015 relative à la cartographie et à l'identification des cours d'eau et à leur entretien

Pour mieux connaitre les parties du réseau hydrographique qui doivent être considérés comme des cours d'eau supposant le respect de démarches administratives contrairement à un fossé, les services de l'Etat établissent une cartographie ou précisent la méthodologie à suivre.

Trois critères jurisprudentiels de définition sont à respecter : présence permanente d'un lit naturel, débit suffisant au cours de l'année et alimentation par une source.

Il est fait obligation aux services de l'Etat de décliner un guide à l'attention des propriétaires riverains sur leurs obligations et les bonnes pratiques de préservation du milieu aquatique, sur la base du guide national.

❖ REFORME DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

> Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme de procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement
> Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes

Une ordonnance et un décret publiés en août 2016 réforment l'évaluation environnementale en visant à achever la transposition de la directive 2011/92/UE sur l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014.

Les grands principes de cette réforme :

1. Une approche par projet et non par procédure. La notion de projet est définie sans appel à la notion de « programme de travaux »
2. Les projets sont redistribués entre ceux soumis à évaluation environnementale de manière systématique et ceux soumis à évaluation environnementale au cas par cas, et ce, dans le sens d'une augmentation du nombre de projets relevant de la deuxième catégorie ;
4. Les projets innovants seront systématiquement soumis à une procédure d'examen cas par cas ;
5. Le contenu des mesures compensatoires que doit décrire l'étude d'impact est précisé ;
6. L'étude d'impact devra présenter un « scénario de référence » et un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet
7. L'étude d'impact devra décrire la vulnérabilité du projet au changement climatique ;
8. Le document d'évaluation environnementale doit être soumis avant autorisation du projet, pour avis, à la consultation des collectivités territoriales et de leurs groupements en sus de l'autorité environnementale ;
9. Des procédures communes ou coordonnées d'évaluation environnementales sont organisées, entre projets ou entre projets et documents de planification.

❖ ADOPTION DE LA LOI BIODIVERSITE

> Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, et de la nature et des paysages

La loi dite « biodiversité », adoptée le 8 août 2016, comporte trois nouveautés : la reconnaissance du préjudice écologique, le principe de non-régression du droit de l'environnement et celui de la compensation des atteintes à l'environnement. La création de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) est également à retenir.

❖ LES NOUVEAUX SCHEMAS REGIONAUX D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES

> Décret 2016-1071 du 3 août 2016 relatif au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

Un décret du 3 août 2016 précise les modalités de mise en œuvre du nouveau schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, dans la lignée de la loi du 7 août 2015, dite loi « NOTRe », et des compétences de la région.
Ce schéma vise les infrastructures de transport, les objectifs en matière de climat, d'air et d'énergie, la biodiversité.

Il comporte également les objectifs en matière de gestion et de prévention des déchets : le document fera apparaitre les installations à fermer ou à adapter, les Installations de stockage de déchets non dangereux (« ISDND ») envisagées et dont la nécessité doit être justifiée, les conditions dans lesquelles il est possible de déroger à la hiérarchisation des modes de traitement, ainsi qu'une limite aux capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux, non inertes pour les installations nouvelles ou en extension.

❖ PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

> Arrêté du 28 juin 2016 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R212.10, R212.11 et R212.18 du code de l'environnement

De nouvelles substances avaient été ajoutées à la liste de polluants à prendre en compte pour établir l'état chimique des masses d'eau de surface en application de la directive cadre européenne sur l'eau. Pour ces substances les normes de qualité environnementales (NQE) doivent être prises en compte à partir du 22 décembre 2018 mais elles ne devront désormais être respectées qu'à compter du 22 décembre 2027.

❖ INSTALLATIONS CLASSEES

> Instruction du 24 novembre 2016, NOR : DEVP1632866N, relative au plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées

Une instruction en date du 24 novembre 2016 modifie le régime de du plan pluriannuel de contrôle en indiquant que désormais, l'inspection des installations classées pourra effectuer des visites relatives à la santé et la sécurité au travail en carrières ou par les équipements sous pression ou les produits chimiques.
L'inspection pourra également prendre en compte l'organisation de l'installation et les résultats des précédentes inspections.
Enfin, il sera possible au niveau régional de réduire la fréquence des contrôles des installations classées.

1.5 DROIT DE LA CONSOMMATION

❖ RELATIONS COMMERCIALES ET PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

> Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, loi dite « Sapin II », comporte également une série de mesures modifiant le droit de la concurrence et le droit des sociétés.
Parmi l'ensemble de ces mesures il y a notamment lieu de relever que le non-respect des délais maximum de paiement des fournisseurs peut être sanctionné par une amende administrative d'un montant relevé à 2 millions d'euros. Il est désormais obligatoire pour le juge de publier la décision de sanction.
Il est dorénavant possible de conclure des conventions pour 2 ou 3 ans entre distributeur et fournisseur. Auparavant les distributeurs et les fournisseurs devaient conclure une convention chaque année. Toute société anonyme cotée sur un marché réglementé ou de taille significative (bilan ou chiffre d'affaires net supérieur à 100M€ et nombre de salarié supérieur à 500 comme SUEZ Eau France notamment) est tenue de faire figurer dans son rapport de gestion certaines informations sociales et environnementales.

De nouvelles pratiques restrictives de concurrences sont identifiées :
la participation non justifiée par un intérêt commun et sans contrepartie proportionnée à une opération de promotion commerciale (était uniquement visée auparavant une opération d'animation commerciale) et la rémunération de services rendus par une centrale internationale regroupant des distributeurs, constitue un avantage quelconque ne correspondant à aucun service commercial effectivement rendu ou manifestement disproportionné au regard de la valeur du service rendu ;
il est interdit pour un partenaire commercial d'imposer une clause de révision de prix ou de renégociation de prix qui ferait référence à un (ou plusieurs) indice(s) public(s) qui serai(en)t sans rapport direct avec les produits (ou les prestations de services) concernés par le contrat. Ainsi, les parties seront tenues à l'avenir de choisir avec attention l'indice basant la révision du prix, pour qu'il soit cohérent avec les produits ou services fournis ;
il est interdit pour une partie d'imposer des pénalités de retard de livraison à son partenaire, lorsque ce retard de livraison est dû à un cas de force majeure.

Les sanctions liées aux pratiques restrictives de concurrence ont été renforcées. L'amende civile est relevée à 5 millions d'euros et devra être obligatoirement publiée.

2 - ANNEXES COMPLEMENTAIRES

2.1 LE BILAN SOCIAL

Document fourni sur support dématérialisé.

2.2 LES TEMPS DE FONCTIONNEMENT DES STATIONS DE RELEVAGE

Document fourni sur support dématérialisé.

2.3 L'INVENTAIRE DES REJETS NON DOMESTIQUES

Document fourni sur support dématérialisé.

2.4 LES VOLUMES ET FLUX DES INDUSTRIELS CONVENTIONNES ET LEURS TAUX DE CONFORMITE

Document fourni sur support dématérialisé.

2.5 LA LISTE DES INSPECTIONS TELEVISEES REALISEES PAR LA SGAC

Liste des inspections télévisées réalisées par la SGAC							
Commune	Adresse	Motif	N° ITV	Longueur	Effluent	Dates	
						Réalisé	Analysé
MERIGNAC	3 rue de Nantes - UN	Suspicion de casse	6809	87,70	UN	05/01/2016	20/01/2016
BORDEAUX	18 cours Pasteur - UN	Problème d'exploitation	6812	55,70	UN	06/01/2016	21/01/2016
BORDEAUX	Rue du Noviciat - UN	Diagnostic d'ouvrage	6814a	186,60	UN	11/01/2016	20/01/2016
CENON	38 rue du Chalet - UN	Diagnostic d'ouvrage	6813	2,50	UN	12/01/2016	21/01/2016
CENON	Rue Blaise Pascal - EU	Diagnostic d'ouvrage	6815a	137,20	EU	12/01/2016	21/01/2016
MERIGNAC	30 rue Hélène Boucher - EU	Problème d'exploitation	6822	119,80	EU	18/01/2016	01/02/2016
ST LOUIS DE MONTFERRAND	rue Jean Sabourain - EU	Problème d'exploitation	6838	240,30	EU	18/01/2016	02/02/2016
ST MEDARD EN JALLES	rue Etienne Falconnet-rue J,Callot - EU	Suspicion de casse	6825	330,00	EU	22/01/2016	02/02/2016
CENON	rue Gustave Courbet - EU	Suspicion de casse	6841	286,70	EU	25/01/2016	16/02/2016
BOULIAC	côte de Bouliac - rue des Acacias - EU	Suspicion de casse	6842	37,00	EU	25/01/2016	15/02/2016
LE BOUSCAT	place Ravezies - EP	Problème d'exploitation	6843	72,00	EP	27/01/2016	11/02/2016
CENON	rue Gustave Courbet - EP	Suspicion de casse	6841a	305,70	EP	27/01/2016	16/02/2016
BORDEAUX	rue Georges Bonnac angle rue St Sernin - UN	Problème d'exploitation	6867	4,80	UN	02/02/2016	15/02/2015
LE BOUSCAT	rue Lamothe - UN	Diagnostic d'ouvrage	6810	199,75	UN	04/02/2016	10/03/2016
BORDEAUX	44 rue du Château d'eau - UN	Suspicion de casse	6824	113,30	UN	08/02/2016	10/03/2016
BORDEAUX	22-24 rue Rosa Bonheur - UN	Problème d'exploitation	6823	166,65	EU	09/02/2016	10/03/2016
GRADIGNAN	place Berrnard Roumegoux - EU	Suspicion de casse	6873	165,70	EU	15/02/2016	10/03/2016
BEGLES	112 route de Toulouse angle rue de Lauriol - EP	Suspicion de casse	6844	7,00	EP	16/02/2016	08/03/2016
BEGLES	112 route de Toulouse angle rue de Lauriol - EU	Suspicion de casse	6845	25,30	EU	16/02/2016	08/03/2016
BEGLES	50 chemin Bonnevie - EU	Suspicion de casse	6846	116,30	EU	16/02/2016	08/03/2016
PESSAC	Allée du professeur Fleming - EU	Suspicion de casse	6847	55,80	EU	16/02/2016	10/03/2016
PESSAC	Allée du professeur Fleming - EP	Suspicion de casse	6847a	57,10	EU	16/02/2016	08/03/2016
BORDEAUX	Passage Moreau - UN	Problème d'exploitation	6881	79,80	UN	17/02/2016	10/03/2016
VILLENAVE D'ORNON	petit chemin de la Générale - EU	Suspicion de casse	6884	87,40	EU	19/02/2016	11/03/2016
LORMONT	48 Quai Carriet angle rue de Mireport - EU	Suspicion de casse	6888	7,80	EU	19/02/2016	15/03/2016
LORMONT	48 Quai Carriet angle rue de Mireport - EP	Suspicion de casse	6889	13,20	EP	19/02/2016	15/03/2016
LORMONT	48 Quai Carriet angle rue de Mireport - UN	Suspicion de casse	6890	6,70	UN	19/02/2016	15/03/2016
MERIGNAC	92 rue de Séguineau - EU	Suspicion de casse	6887	10,50	EU	21/02/2016	14/03/2016
TALENCE	Rue Paulette Sauboua - EU	Problème d'exploitation	6848	257,00	EU	22/02/2016	14/03/2016
PESSAC	rue des Gravières / rue St Hubert - EU	Suspicion de casse	6857	224,60	EU	24/02/2016	11/03/2016
VILLENAVE D'ORNON	81 rue Pierre Curie - EU	Suspicion de casse	6865	120,05	EU	24/02/2016	11/03/2016
PESSAC	rue des Gravières / rue St Hubert - EP	Suspicion de casse	6857a	111,40	EP	24/02/2016	11/03/2016
CENON	Rue Pauline Kergomard angle rue Paul Verlaine - EU	Suspicion de casse	6899	142,50	EU	03/03/2016	04/04/2016
CENON	Rue Pauline Kergomard angle rue Paul Verlaine - EP	Suspicion de casse	6900	94,55	EP	03/03/2016	04/04/2016
AMBARES	18 avenue Jules Ferry - EU	Suspicion de casse	6876	104,90	EU	04/03/2016	01/04/2016
BORDEAUX	rue Amédée St Germain/rue Billaudel - UN	Suspicion de casse	6839	147,85	UN	07/03/2016	05/04/2016
EYSINES	33 rue François Mauriac angle rue Stendhal - EU	Suspicion de casse	6872	97,55	EU	09/03/2016	04/04/2016
LORMONT	rue du Manoir - UN	Suspicion de casse	6875	137,05	UN	09/03/2016	04/04/2016
BOULIAC	rue de la Gabarre	Suspicion de casse	6893	89,95	EP	09/03/2016	06/04/2016
MERIGNAC	rue Marcel Loubens	Diagnostic d'ouvrage	6895	66,60	EU	10/03/2016	05/04/2016

Liste des inspections télévisées réalisées par la SGAC							
BLANQUEFORT	23 Avenue du 8 mai	Suspicion de casse	6896	91,20	EP	10/03/2016	05/04/2016
PESSAC	rue du Château d'eau - EP	Suspicion de casse	6874	89,20	EP	11/03/2016	01/04/2016
GRADIGNAN	25-58 Avenue de la Poterie	Diagnostic d'ouvrage	6894	254,25	EU	11/03/2016	06/04/2016
MERIGNAC	avenue de l'Europe - EU	Problème d'exploitation	6885	132,80	EU	14/03/2016	26/04/2016
BORDEAUX	rue Trébot	Suspicion de casse	6892	211,30	UN	14/03/2016	07/04/2016
TALENCE	cours de la Libération - EU	Suspicion de casse	6870	176,75	EU	11/04/2016	26/04/2016
BORDEAUX	Boulevard George V - UN	Suspicion de casse	6904	108,10	UN	14/04/2016	26/04/2016
BRUGES	Rue Claude Justin - EP	Suspicion de casse	6901	63,20	EP	15/04/2016	26/04/2016
BORDEAUX	9 rue du Jardin Public - UN	Problème d'exploitation	6871	140,90	UN	20/04/2016	19/05/2016
BORDEAUX	rue St Sernin - UN	Problème d'exploitation	6886	32,50	UN	20/04/2016	19/05/2016
PESSAC	119 Avenue Jean Jaurès - EU	Problème d'exploitation	6903	111,90	EU	21/04/2016	19/05/2016
BORDEAUX	Place Stalingrad - UN	Diagnostic d'ouvrage	6902	212,25	UN	22/04/2016	19/05/2016
MERIGNAC	9-13 rue Euler - EU	Etude PPE	6931	170,90	EU	09/05/2016	09/06/2016
BORDEAUX	21 rue Monadey	Suspicion de casse	6936	150,00	UN	09/05/2016	09/06/2016
BORDEAUX	6 rue Louis Cabié - EU	Repérage d'ouvrage	6932	162,90	EU	11/05/2016	09/06/2016
LE HAILLAN	rue du Hapchot/avenue de Paris - EU	Etude PPE	6934	259,10	EU	17/05/2016	09/06/2016
LE HAILLAN	rue Fougères/allée Paul Doumer	Etude PPE	6935	196,60	EU	17/05/2016	09/06/2016
LE HAILLAN	chemin du Ruisseau/Chemin de Mories	Etude PPE	6933	672,15	EU	19/05/2016	10/06/2016
BORDEAUX	place Simiot-rue Pauline Kergomard - UN	Suspicion de casse	6949	48,30	UN	20/05/2016	16/06/2016
PESSAC	avenue de Bretagne - EU	Suspicion de casse	6986	100,50	EU	23/05/2016	17/06/2016
PESSAC	avenue de Bretagne - EP	Suspicion de casse	6987	96,05	EP	23/05/2016	17/06/2016
BORDEAUX	79 rue Arago - UN	Problème d'exploitation	6982	41,10	UN	24/05/2016	16/06/2016
BORDEAUX	rue Poitevin - UN	Problème d'exploitation	6984	10,80	UN	27/05/2016	17/06/2016
BORDEAUX	place Ravezies - EP	Problème d'exploitation	6983	8,10	EP	31/05/2016	16/06/2016
FLOIRAC	avenue Pasteur/Cabannes - EU	Problème d'exploitation	7002	317,45	EU	01/06/2016	07/07/2016
PESSAC	53 avenue des Echoppes - EU	Suspicion de casse	7003	81,45	EU	01/06/2016	01/07/2016
PESSAC	77 avenue Roger Chaumet - EP	Suspicion de casse	6971	209,40	EP	07/06/2016	30/06/2016
PESSAC	77 avenue Roger Chaumet - EU	Suspicion de casse	6975	213,40	EU	10/06/2016	30/06/2016
ST MEDARD EN JALLES	chemin du Roy - EU	Suspicion de casse	7005	109,00	EU	10/06/2016	01/07/2016
ST MEDARD EN JALLES	chemin du Roy - EP	Suspicion de casse	7006	113,40	EP	10/06/2016	01/07/2016
PESSAC	rue du Béarn - EU	Suspicion de casse	6973	111,00	EU	13/06/2016	13/09/2016
PESSAC	66 avenue de Bourgailh - EU	Suspicion de casse	7004	108,70	EU	13/06/2016	01/07/2016
ST AUBIN DE MEDOC	17 chemin du Mayne d'Esteve - EU	Suspicion de casse	7046	118,70	EU	16/06/2016	26/08/2016
BORDEAUX	31 rue de la Mothe - UN	Suspicion de casse	6972	92,30	UN	17/06/2016	25/08/2016
BORDEAUX	place Bardineau - UN	Problème d'exploitation	7051	37,70	UN	17/06/2016	25/08/2016
BORDEAUX	43 rue Roger Allo - UN	Suspicion de casse	6950	94,50	UN	20/06/2016	26/08/2016
MERIGNAC	avenue Aristide Briand - UN	Suspicion de casse	7045	91,30	UN	23/06/2016	14/09/2016
PESSAC	rue Albert Laurenson - EU	Problème d'exploitation	6967	126,80	EU	27/06/2016	14/09/2016
ARTIGUES	15 avenue des Provinces - EU	Suspicion de casse	6968	62,40	EU	28/06/2016	26/08/2016
ARTIGUES	15 avenue des Provinces - EP	Suspicion de casse	6988	65,00	EP	28/06/2016	26/08/2016
PESSAC	rue du Petit Bois - EU	Etude PPE	7000	325,00	EU	28/06/2016	26/08/2016
LORMONT	avenue Carnot - UN	Suspicion de casse	7047	24,00	UN	29/06/2016	26/08/2016
CENON	rue Jules Guesde angle Dupeyron - UN	Suspicion de casse	7048	102,20	UN	29/06/2016	26/08/2016
BORDEAUX	15 rue Régis - UN	Suspicion de casse	6974	113,50	UN	01/07/2016	25/08/2016
CENON	rue du Maréchal Foch - UN	Diagnostic d'ouvrage	6948	455,35	UN	04/07/2016	19/09/2016
MERIGNAC	76 avenue du Maréchal Leclerc - EU	Suspicion de casse	7021	52,85	EU	06/07/2016	25/08/2016
AMBARES	chemin de la Vie - EU	Problème d'exploitation	7050	75,20	EU	07/07/2016	25/08/2016
LE BOUSCAT	rue Raymond Lavigne angle Président Kennedy - UN	Suspicion de casse	7052	15,40	UN	07/07/2016	25/08/2016
PESSAC	10 rue des Martinets - EU	Suspicion de casse	7012	108,60	EU	08/07/2016	25/08/2016
PESSAC	10 rue des Martinets - EP	Suspicion de casse	7013	105,80	EP	08/07/2016	25/08/2016
ST MEDARD EN JALLES	6 rue Louis David - EP	Suspicion de casse	7015	72,10	EP	08/07/2016	25/08/2016
ST MEDARD EN JALLES	7 rue Louis David - EU	Suspicion de casse	7016	121,50	EU	08/07/2016	25/08/2016
BORDEAUX	allée de Boutaut - UN	Suspicion de casse	7001	78,40	UN	11/07/2016	25/08/2016
BOULIAC	chemin de Malus - EU	Problème d'exploitation	7049	38,20	EU	11/07/2016	25/08/2016
LE BOUSCAT	1 rue Marius Marchandou - UN	Suspicion de casse	6991	101,60	UN	12/07/2016	14/09/2016

Liste des inspections télévisées réalisées par la SGAC							
BRUGES	4 rue Renoir - EP	Suspicion de casse	7017	102,85	EP	13/07/2016	26/08/2016
BRUGES	5 rue Renoir - EU	Suspicion de casse	7018	105,40	EU	13/07/2016	26/08/2016
BEGLES	41 rue Pierre et Marie Curie - EP	Suspicion de casse	7019	5,00	EP	15/07/2016	12/09/2016
BEGLES	42 rue Pierre et Marie Curie - UN	Suspicion de casse	7020	115,00	UN	15/07/2016	12/09/2016
BORDEAUX	rue Poitevin - UN	Problème d'exploitation	7054	47,70	UN	15/07/2016	13/09/2016
MERIGNAC	PR Le Phare - EU	Problème d'exploitation	7055	10,70	EU	21/07/2016	14/09/2016
LE BOUSCAT	rue Louis Jouvet - UN	Suspicion de casse	7059	172,95	UN	26/07/2016	19/09/2016
TALENCE	rue des Epoux Lesgourgues - EU	Problème d'exploitation	7060	101,20	EU	27/07/2016	12/09/2016
ARTIGUES	9 boulevard Feydeau - EU	Suspicion de casse	7057	93,10	EU	05/08/2016	12/09/2016
ARTIGUES	9 boulevard Feydeau - EP	Suspicion de casse	7058	24,20	EP	05/08/2016	12/09/2016
EYSINES	10 rue de l'Hermitage de l'hippodrome - EU	Problème d'exploitation	7034	108,70	EU	09/08/2016	14/09/2016
PESSAC	rue Alexandre Ribot - EU	Problème d'exploitation	7061	105,50	EU	10/08/2016	13/09/2016
PESSAC	avenue des Domaniales du Golf - EU - partie 2	Problème d'exploitation	7044a	170,70	EU	16/08/2016	06/10/2016
PESSAC	avenue des Domaniales du Golf - EU - partie 1	Problème d'exploitation	7044	566,50	EU	17/08/2016	06/10/2016
AMBARES	rue Victor Hugo - EU	Problème d'exploitation	7084	169,30	EU	19/08/2016	18/10/2016
PESSAC	47 avenue de l'Ile de France - EU	Problème d'exploitation	7035	101,30	EU	22/08/2016	10/10/2016
GRADIGNAN	Rue de Catoy/cours du Général de Gaulle - EU	Suspicion de casse	7039	55,20	EU	23/08/2016	13/10/2016
GRADIGNAN	Rue de Catoy/cours du Général de Gaulle - EP	Suspicion de casse	7039a	59,00	EP	23/08/2016	13/10/2016
VILLENAVE D'ORNON	route de Toulouse - EU	Suspicion de casse	7036	112,50	EU	25/08/2016	17/10/2016
CARBON-BLANC	10 rue des Roches - EU	Suspicion de casse	7042	107,40	EU	25/08/2016	07/10/2016
VILLENAVE D'ORNON	route de Toulouse - EP	Suspicion de casse	7036a	135,20	EP	25/08/2016	17/10/2016
CARBON-BLANC	10 rue des Roches - EP	Suspicion de casse	7042a	106,20	EP	25/08/2016	07/10/2016
BORDEAUX	310 Cours de la Somme	Suspicion de casse	6891	54,75	UN	29/08/2016	18/10/2016
BORDEAUX	75 rue Wustenberg - UN	Suspicion de casse	7056	157,60	UN	29/08/2016	18/10/2016
BORDEAUX	17 rue du Sablonat - UN	Suspicion de casse	7041	138,60	UN	30/08/2016	18/10/2016
BEGLES	10 rue Laurent et Thérèse Puyoo - EU	Suspicion de casse	7043	53,30	EU	30/08/2016	07/10/2016
BEGLES	10 rue Laurent et Thérèse Puyoo - EP	Suspicion de casse	7043a	70,50	EP	30/08/2016	17/10/2016
LORMONT	rue des Marguerites - UN	Suspicion de casse	7037	108,50	UN	31/08/2016	17/10/2016
BOULIAC	Impasse Vimeney - EU	Etude PPE	7040	651,75	EU	01/09/2016	23/09/2016
BORDEAUX	rue Roullet- rond-point Pierre Sémard - UN	Suspicion de casse	7014	76,05	UN	06/09/2016	17/10/2016
BLANQUEFORT	résidence Cimbats - EU	Problème d'exploitation	7100	94,70	EU	06/09/2016	01/12/2016
BLANQUEFORT	résidence Cimbats - EP	Problème d'exploitation	7101	89,10	EP	07/09/2016	01/12/2016
BOULIAC	avenue de la Belle Etoile - EU	Problème d'exploitation	7102	159,25	EU	07/09/2016	05/12/2016
EYSINES	avenue de l'Hippodrome - EU	Problème d'exploitation	7103	117,20	EU	13/09/2016	01/12/2016
AMBES	3 rue Renoir - EP	Problème d'exploitation	7062	95,70	EP	20/09/2016	25/11/2016
BORDEAUX	Hall du Parc des Expositions - EU	Suspicion de casse	7063	85,65	EU	20/09/2016	05/12/2016
LE HAILLAN	Rue Hustin - EU	Suspicion de casse	7137	55,60	EU	23/09/2016	25/11/2016
MERIGNAC	avenue du Chut - EU	Suspicion de casse	7158	78,80	EU	29/09/2016	25/11/2016
BORDEAUX	rue de Condé - UN	Repérage d'ouvrage	7138	44,55	UN	30/09/2016	25/11/2016
MERIGNAC	avenue du Chut - EP	Suspicion de casse	7157	81,90	EP	03/10/2016	25/11/2016
BORDEAUX	rue Carruade - UN	Repérage d'ouvrage	7139	113,50	UN	11/10/2016	25/11/2016
MERIGNAC	rue Winston Churchill - EU	Suspicion de casse	7140	163,00	EU	13/10/2016	25/11/2016
FLOIRAC	quai de la Souys - EP	Problème d'exploitation	7159	14,50	EP	28/10/2016	25/11/2016
CENON	rue du Maréchal Foch - UN	Repérage d'ouvrage	7160	43,80	UN	09/11/2016	25/11/2016
CENON	avenue Carnot - UN	Suspicion de casse	7161	32,30	UN	09/11/2016	25/11/2016
VILLENAVE D'ORNON	avenue Mirieu de Labarre/Futur golf - EU	Repérage d'ouvrage	7162	0,00	EU	15/11/2016	17/01/2017
BORDEAUX	quai de Brienne - UN	Problème d'exploitation	7180	153,40	UN	15/11/2016	07/12/2016
BORDEAUX	quai de Brienne - UN	Problème d'exploitation	7163	94,00	UN	22/11/2016	07/12/2016
BORDEAUX	rue Léon Jouhaux - UN	Repérage d'ouvrage	7181	31,50	UN	30/11/2016	17/01/2017
BORDEAUX	Rue Boudet - UN	Suspicion de casse	7179	207,20	UN	07/12/2016	19/01/2017
BEGLES	90 avenue Alexis Capelle - EU	Suspicion de casse	7182	127,00	EU	22/12/2016	18/01/2017
PESSAC	54 rue de la Fon de Madran - EU	Suspicion de casse	7185	93,90	EU	22/12/2016	17/01/2017

2.6 LE DETAIL DES INCIDENTS SUR LE RESEAU

Document fourni sur support dématérialisé.

2.7 LA LISTE DES DEGATS DE TIERS

Document fourni sur support dématérialisé.

2.8 LA LISTE DE PROPOSITIONS DE TRAVAUX PRIORITAIRES

Document fourni sur support dématérialisé.

2.9 PROGRAMME DES RENOUVELLEMENTS 2017

Document fourni sur support dématérialisé.

2.10 JUSTIFICATIONS DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT 2016

Document fourni sur support dématérialisé.

2.11 LISTE EXHAUSTIVE DU RENOUVELLEMENT 2016

Document fourni sur support dématérialisé.

2.12 INVENTAIRES A, B ET C

Document fourni sur support dématérialisé.

2.13 LE BILAN DES ACHATS

Document fourni sur support dématérialisé.

2.14 LA LISTE DES RAPPORTS PERIODIQUES ET ETUDES SPECIFIQUES

Libellé des rapports périodiques	Périodicité
RESEAU	
Bilan mensuel et annuel des inondations avec enregistrement sur le SIG, analyse des causes et apports des éventuels nouveaux ouvrages	Mensuel
Bilan mensuel et annuel des appels clients et corrélation avec les événements affectant le système d'assainissement	Mensuel
Bilan mensuel et annuel des opérations de curage du réseau, quantités extraites, points noirs, observations sur l'état et le fonctionnement du réseau, report dans le SIG.	Mensuel
Pluviométrie	Mensuel
Evénements relatifs à l'exploitation des réseaux	Mensuel
Curage des collecteurs visitables	Mensuel
Curage des collecteurs non visitables	Mensuel
Contrôle de l'intégrité physique des réseaux ;	Mensuel
Autres opérations d'entretien	Mensuel
Maintenance des réseaux, et les réparations effectuées	Mensuel
Surveillance des travaux suivis par RAMSES	Mensuel
Résultats d'autosurveillance par systèmes d'assainissement	Mensuel
Avancement des conventions en cours d'établissement	Mensuel
Mesures de contrôle chez des abonnés conventionnés prévues aux conventions	Mensuel
Bilan des déversements	Mensuel
Pollutions accidentelles	Mensuel
Gestion Dynamique	Mensuel
Bilan des pluies exceptionnelles	Mensuel
Incorporation de lotissements	Mensuel
Incorporation d'autres nouveaux ouvrages	Mensuel
Réparations et remplacement de branchements	Mensuel
Etat des instructions de permis de construire	Mensuel
Levés de regard, dont côte z	Mensuel
Données patrimoniales complétées	Mensuel
Mesures de contrôle inopinées chez des abonnés conventionnés et les résultats	Trimestriel
Interventions sur réseaux, notamment désobstructions et nettoyage des bouches d'égout	Trimestriel
Autorisation de déversement chantier	Trimestriel
Etablir un bilan de l'activité contrôle de travaux tiers	Trimestriel
Liste des DOE en instance	Trimestriel
Instruction DT/DICT	Trimestriel
Instruction des demandes de notaires	Trimestriel
Dératisation	Trimestriel
Intégration d'ouvrages	Trimestriel
Résultats des mesures de conformité des branchements	Semestriel
Résultats des mesures d'H2S et de sulfures	Semestriel
Mesures sur exutoires pluviaux	Semestriel

Libellé des rapports périodiques	Périodicité
EPURATION	
Bilan mensuel et annuel de la pollution éliminée	Mensuel
Relevés d'exploitation des stations de pompage	Mensuel
Analyses d'autosurveillance pour chaque paramètre mesuré	Mensuel
Examen de la conformité des valeurs d'autosurveillance	Mensuel
Débits journaliers en entrée et en sortie	Mensuel
Déversements au milieu naturel sans traitement	Mensuel
Charges en entrée et en sortie	Mensuel
Consommation énergétique	Mensuel
Consommation eau potable	Mensuel
Déchets récupérés : graisses, sables, dégrillage	Mensuel
Quantité de réactifs utilisée	Mensuel
Production de boues (volumes, concentration, matières sèches)	Mensuel
Tonnages des boues évacués (volumes, concentration, matières sèches)	Mensuel
Quantités de réactifs utilisées ;	Mensuel
Bilan Désodorisation : pour chaque station d'épuration :	Mensuel
Nombre d'heures de fonctionnement des installations particulières (sécheur, cogénération)	Mensuel
Engagement à intervenir pour toutes les alarmes de niveau 1 dans un délai maximum de 60 minutes	Mensuel
Limiter les déplacements en astreinte	Mensuel
Garantir un patrimoine fiable (nbe de sorties d'astreinte) STEP	Mensuel
Tester régulièrement les groupes électrogènes prédisposés	Mensuel
Tester régulièrement le fonctionnement des vannes télécommandées	Mensuel
Récapitulatif par entreprise ou collectivité agréée des matières de vidange	Mensuel
Entretien des espaces verts	Trimestriel
Bilan Renouvellement	Trimestriel

Libellé des études, projets et actions spécifiques réalisés	Année
Bilan annuel des visites de sites initiées ou encadrées par la SGAC	2013
Etude sociologique auprès des collaborateurs de la SGAC	2013
Etude de criticité olfactive sur 2 secteurs à risque	2013
Etude sur la mesure en continu du niveau d'encrassement d'une canalisation	2013
Caractérisation des points critiques « permanents » des branchements	2013
Clos de Hilde : Etude pour relever plus d'effluents en entrée de station	2013
Clos de Hilde : Etude pour augmenter l'efficacité des décanteurs lamellaires	2013
Clos de Hilde : Etude pour traiter mieux et plus de matières de vidange	2013
Clos de Hilde : Etude pour optimiser les consommations énergétiques de l'aération	2013
Clos de Hilde : Etude pour traiter plus d'effluents en cas de rupture d'alimentation électrique	2013
Clos de Hilde : Etude pour refroidir les surpresseurs sans dépense énergétique	2013
Clos de Hilde : Etude pour sécuriser l'alimentation en polymère	2013
Louis Fargue : Etude pour piloter les rejets à la Garonne	2013
Lille Blanquefort : Etude pour améliorer les performances des centrifugeuses	2013
Lille Blanquefort : Etude pour traiter de nouveaux apports extérieurs de graisses	2013
Lille Blanquefort : Etude pour pérenniser le réseau électrique de la station	2013
Lille Blanquefort : Audit NOSE	2013
Cantinolle : Etude pour limiter les pertes de biolite depuis les biofiltres	2013
Cantinolle : Etude pour rejeter moins de phosphore dans la Jalle	2013
Sabarèges : Etude pour fiabiliser le dégrillage	2013
Sabarèges : Etude pour maîtriser le conditionnement des graisses	2013
Sabarèges : Etude pour limiter les pertes de biolite depuis les biofiltres	2013
Sabarèges : Etude pour pérenniser les centrifugeuses	2013
Sabarèges : Etude pour améliorer l'aspect visuel des rejets	2013
Sabarèges : Etude pour rejeter moins de phosphore dans le Gûa	2013
Sabarèges : Etude pour réduire la consommation d'eau potable	2013
Sabarèges : Etude pour mesurer production et consommation de biogaz	2013
Etude pour télétransmettre les informations sur le fonctionnement des bâches de transfert du réseau sous-vide	2013
Etude sur la maîtrise de la consommation en eau potable de Saint-Louis-de-Montferrand	2013
Evaluation de l'état des installations en termes de sécurité	2013
Evaluation de la capacité de pompage disponible sur chaque installation	2013
Identification des travaux de remise en état des berges des bassins en eau	2013
Diagnostic olfactif des bassins unitaires à sec	2013
Etablissement d'un bilan annuel du fonctionnement par temps de pluie du système d'assainissement	2013
Optimisation de la dépollution par décantation dans le bassin Bastide	2013
Etablissement d'un rapport annuel sur l'état sanitaire des bassins en eaux	2013
Etude sur l'amélioration de la qualité des eaux rejetées en Jalle par la création d'une zone humide à Cantinolle	2013
Projet d'accompagnement sur la création d'une zone humide sortie pluvial rocade nord	2013
Modélisation du rejet au lac de Bordeaux	2013
Etude sur le projet d'aménagement urbain au Burck	2013
Etude sur la qualité de l'eau du ruisseau d'Ars	2013

Libellé des études, projets et actions spécifiques réalisés	Année
Etablissement d'un bilan de la phase 1 du plan d'actions micropolluants	2013
Clos de Hilde : Etude pour produire une eau ammoniacale	2013
Etude sur l'alimentation du réseau d'eau industrielle d'Ambès	2013
Etude sur la récupération de chaleur à partir des eaux usées par an	2013
Clos de Hilde : Etude pour récupérer la chaleur d'ASTRIA et valoriser le biogaz de Clos de Hilde	2013
Clos de Hilde : Etude sur l'installation d'une micro-turbine sur le rejet	2013
Réalisation d'un bilan annuel sur l'activité du LyRE	2013
Lancement du projet «Observatoire des techniques alternatives de la Cub »	2013
Lancement du projet « Modélisation et amélioration de l'échangeur degré bleu »	2013
Réalisation d'un audit ISO 26000	2013
Formalisation de façon pluriannuelle d'une politique environnementale concernant l'ensemble des services délégués	2013
Réalisation d'un bilan des mesures d'insertions	2013
Etude sur la fiabilité des stations d'épuration et stations de pompage	2013
Réalisation d'un bilan des mesures d'H2S et de sulfures	2013
Wikti : élaborer grilles d'évaluation des 4 métiers complémentaires	2014
Rédaction d'un cahier des charges relatif à la réalisation des panneaux sur sites d'information et pédagogiques	2014
Instruction d'urgence sur la gestion des conséquences d'une rupture de canalisation	2014
Test d' un outil mono-opérateur innovant pour le contrôle des conformités de branchement	2014
Cantinolle : Etude d'amélioration de la gestion hydraulique du milieu récepteur	2014
Ramses : développer la vue synoptique énergie	2014
Etude sur le déploiement de nouveaux médias de télétransmission	2014
Réaliser les travaux d'embellissement du site du dégrilleur du Burck	2014
Etude de flexibilité et d'effacement sur l'une des STEP	2014
Etude sur la codigestion des graisses sur le site de Clos de Hilde	2014
Réaliser un diagnostic énergétique du système d'assainissement	2014
Obtenir la certification ISO 50001	2014
Louis Fargue : traiter plus d'effluents et de boues en cas de rupture d'alimentation électrique	2014
Louis Fargue : Optimiser la floculation	2014
Louis Fargue : Optimiser les consommations énergétiques de l'aération	2014
Louis Fargue : Audit NOSE	2014
Mettre en œuvre la plateforme NOSE	2014
Cantinolle : Etudier la gestion optimisée du bassin tampon	2014
Etudier l'impact de la modernisation du radar de Mérignac	2014
Présenter un programme d'actions de renaturation du Gûa	2014
Estimer le gain qu'apportera l'ouvrage Quais 14	2014
Obtenir le label Egalité	2015
Accompagner la sécurisation de la baignade du lac de Bordeaux	2015
Déployer l'application smartphone randonnée	2015
Optimiser le parc de pluviomètres de Bordeaux Métropole	2015
Réaliser un audit NOSE sur Clos de Hilde	2015
Mettre à jour le SIG	2015
Etablir les documents types de RAMSES	2015
Adapter l'automatisme du bassin de Curie à une gestion déportée	2015
Réaliser un bilan de la phase 1 du plan d'actions micropolluants	2016
Suivre en continu la qualité des rejets temps de pluie (équipement de 4 DO)	2016
Analyser les rejets du CHU Pellegrin	2016
Communiquer sur les sites en gestion écologique	2016
Réaliser l'étude validation des concepts GD bassins	2016
Réaliser un APS d'adaptation de 2 bassins de rétention	2016

2.15 BILAN DES PARTICIPATIONS AUX ETUDES R&D

Document fourni sur support dématérialisé.

2.16 LA LISTE DES CONVENTIONS DE LA SGAC

Liste des conventions SGAC
Achats
Applications informatiques locales
Assistance Directions
Assurance
Astreinte (2)
Branchements plomb
Centre d'appel et accueil clientèle
Compte courant
Contrôles réglementaires / Métrologie Assistance technique / Veille
Surveillance et devis de branchements en concomitance (4)
Diagnostic SI
Direction Générale
Echanges et mises à jour de données numériques Avenant 1
Etudes : prestations ponctuelles
Facturation et recouvrement de la redevance d'assainissement collectif (2)
Informatique industrielle
Instructions des permis de construire
Intégration fiscale
Laboratoire : Lab'Eau
Laboratoire : prestations analytiques (3)
Magasin
Maîtrise d'œuvre d'étude
Matières de vidange à Clos de Hilde
Paie et Formation + Annexe
Recherche et Développement
Réponses aux DT / DICT
SEPANSO
SIG
Systèmes d'information - DSI (5)

2.17 LA LISTE DES CONVENTIONS DE SERVITUDES DE LA SGAC

Document fourni sur support dématérialisé.

2.18 ETAT ESTHETIQUE DES STATIONS DE RELEVAGE

Document fourni sur support dématérialisé.

2.19 RAPPORT ANNUEL DU LyRE 2016

Document fourni sur support dématérialisé.